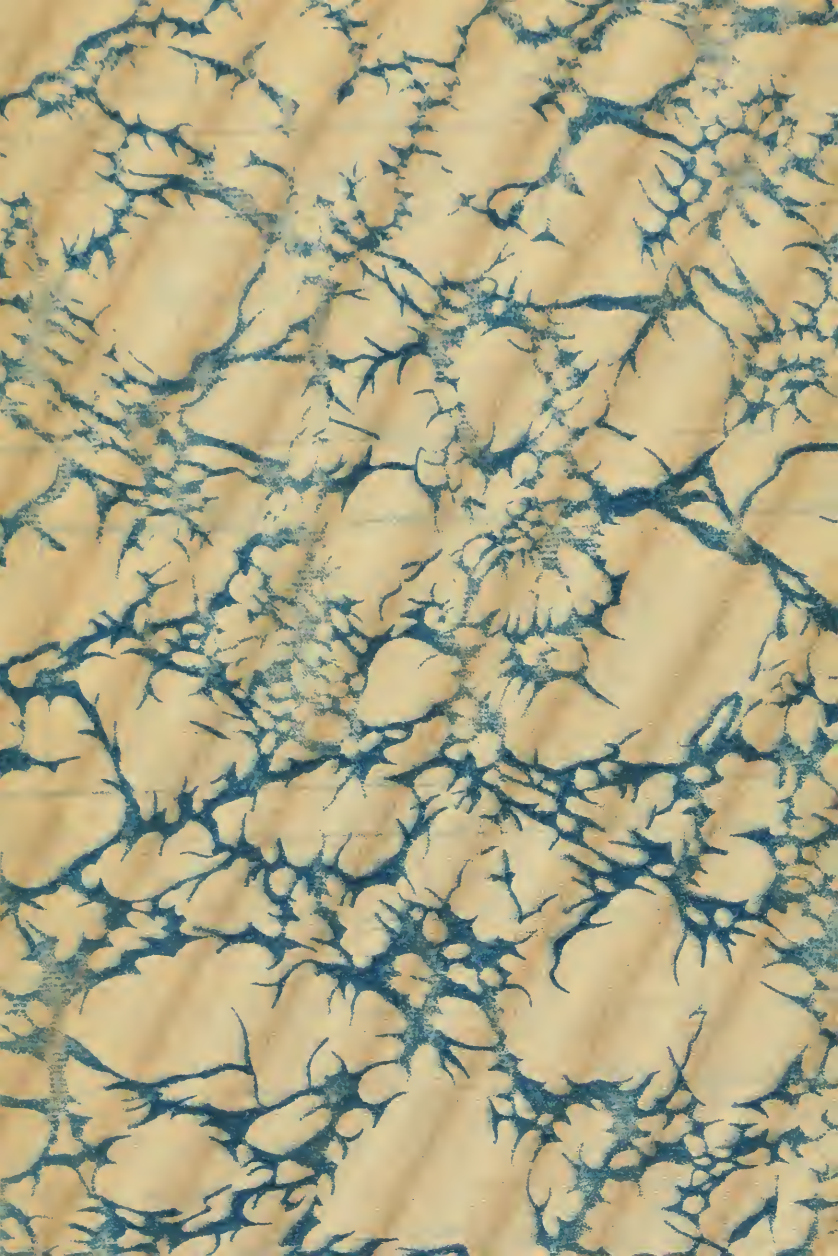
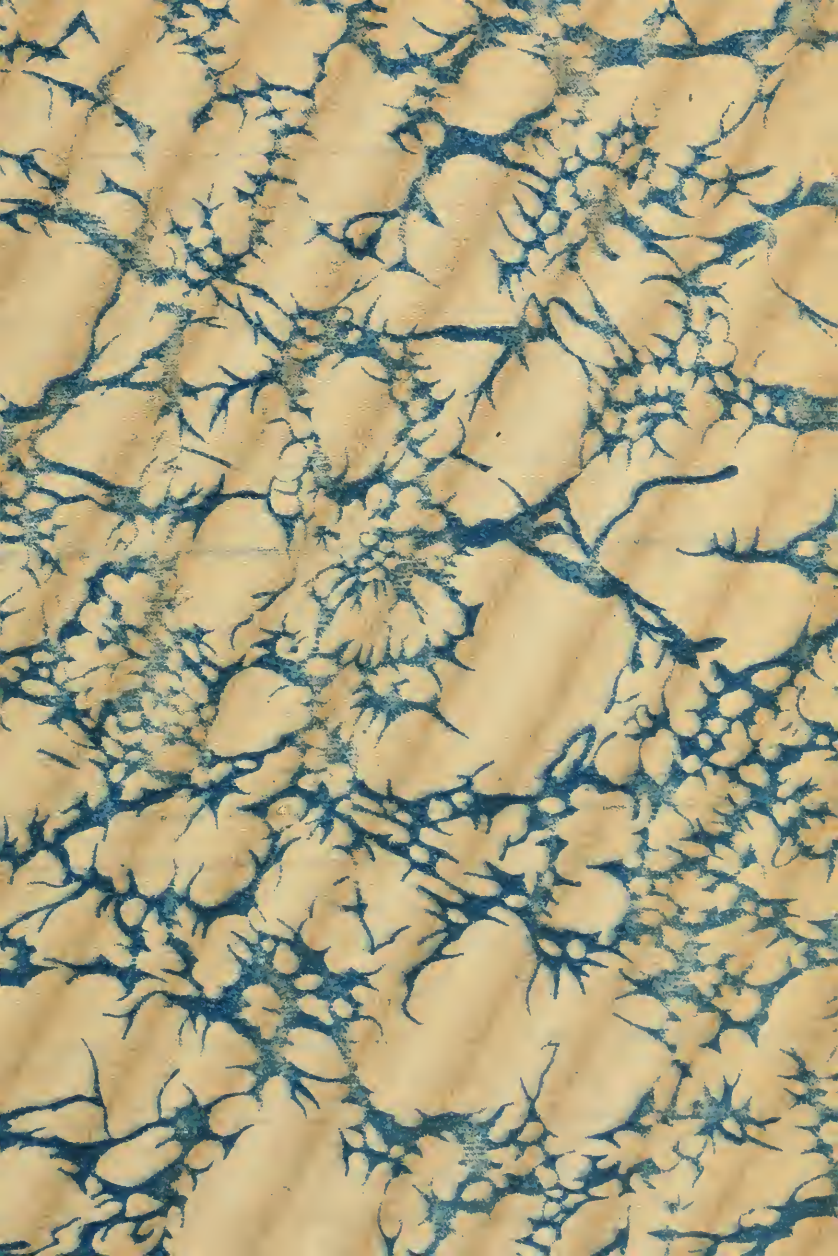




Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/mouvementsociali22pari

LE

Mouvement Socialiste

Revue Mensuelle Internationale

DIRECTEUR : HUBERT LAGARDELLE

NEUVIÈME ANNÉE

TROISIÈME SÉRIE

TOME I

Juillet-Décembre 1907

(Tome XXII de la COLLECTION)

PARIS
LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE, ÉDITEUR
30, Rue Jacob, 30

ÉTUDES ET CRITIQUES

Marchands, Intellectuels et Politiciens

Les négations abstraites de l'Etat par la démocratie, l'anarchisme individualiste et le marxisme orthodoxe, loin d'en diminuer la puissance, n'ont fait que la renforcer : telle était la conclusion de notre article : *Anarchisme individualiste, marxisme orthodoxe et syndicalisme révoluttonnaire* (1). Et nous ajoutions qu'avec le syndicalisme révolutionnaire, un mouvement était inauguré susceptible de résorber enfin dans le corps social « cet Etat parasite, qui se nourrit de la substance de la société et en paralyse le libre mouvement (2) ».

Mais il importe d'analyser de très près la notion de cet Etat moderne, dont le syndicalisme révolutionnaire doit désarticuler les organes. Que signifie, historiquement, la création des Etats modernes ? Nous avons dit que l'étatisme et l'anarchisme étaient complémentaires l'un de l'autre, que l'Etat formait nécessairement le seul lien social réel, là où l'isolement des producteurs entravait le développement de la force collective populaire ; mais ce n'est là qu'une détermination toute négative de l'Etat, nécessaire, mais non suffisante, pour en épuiser la notion. Il faut lui trouver une détermination plus positive et rechercher quelles classes en ont eu l'initiative créatrice. Or, il n'y a à cela aucun doute : la classe qui, historiquement, a créé l'Etat moderne, c'est la bourgeoisie, — la bourgeoisie avec ses deux groupes fondamentaux, les marchands et les intellectuels. Et, tout de suite, nous voyons ainsi se dégager les trois caractères de l'Etat qui, tout ensemble, est : 1° un être mystique, un mythe de la

(1) Voir *le Mouvement socialiste* du 1er mai 1905.
(2) Marx. *La Commune de Paris*, p. 42.

conscience populaire non encore « parvenue à entendement » comme dit Marx ; 2° un conseil d'administration des intérêts capitalistes, où le matérialisme bourgeois a trouvé son expression adéquate ; et 3° une Idée, un concept, dont les intellectuels de la bourgeoisie ont fait la théorie : mysticisme populaire, matérialisme bourgeois, idéalisme politique — l'Etat est le produit de ces trois facteurs. Nous allons l'examiner tour à tour sous ces trois aspects. Mais nous commencerons par les deux derniers, comme étant directement complémentaires l'un de l'autre.

I

Voici comment Marx, dans la « Question Juive (1) », caractérise la révolution politique : « La révolution politique, c'est la révolution de la société bourgeoise. Quel caractère avait l'ancienne société ? on peut le définir d'un mot : la féodalité. Cette vieille société revêtait immédiatement un caractère politique ; les éléments de la vie civile, par exemple la propriété, la famille, le travail, sous les formes de la seigneurie, de la caste, de la corporation, étaient devenus autant d'éléments de la vie politique. Ces éléments ainsi formés déterminaient les rapports de l'individu avec la collectivité politique, ils déterminaient ses rapports politiques. Cette organisation féodale de la vie nationale était loin d'élever la propriété et le travail à la hauteur d'éléments sociaux ; elle les séparait plutôt de la collectivité politique, en les constituant comme des sociétés particulières dans la société... elle avait pour conséquence d'identifier nécessairement l'unité politique avec la conscience, la volonté, l'activité d'un prince, et *la chose publique* devenait la *chose privée* d'un roi et de ses ministres.

« La révolution politique, qui renversa la royauté, qui éleva les affaires d'Etat à la hauteur d'affaires nationales, et fit de l'Etat politique la chose de tous, constitua, par là, l'Etat véritable, elle détruisit nécessairement tous les ordres privilégiés, les corporations et jurandes, qui étaient autant d'expressions du divorce du peuple d'avec lui-même.

« La révolution politique effaça donc par là le caractère politique de la société civile ; elle la décomposa dans ses éléments constitutifs :

---

(1) Voir *Etudes socialistes*, fasc. I, p. 50-51. (Jacques, éditeur.)

d'un côté, les individus, de l'autre, les éléments matériels et intellectuels dont la vie et la situation privée de ces individus est faite. Elle délia de ses chaînes la vie politique jusque-là dispersée, égarée, désorientée dans les multiples impasses de la société féodale ; elle la tira de cette dispersion, elle la dégagea de la confusion de la société civile et, la faisant coïncider avec la vie générale de la nation, la constitua dans une indépendance idéale vis-à-vis des éléments particuliers de la vie bourgeoise. L'activité pratique et la situation privée de chaque citoyen n'eurent plus désormais qu'une valeur purement individuelle ; ce n'est plus sur leur base que s'établirent les rapports généraux de l'individu avec la société politique ; les affaires publiques, comme telles, devinrent l'attribut universel de tout individu, la fonction publique, sa fonction universelle. *Mais l'idéalisme politique porté à sa perfection, c'était, en même temps, le matérialisme bourgeois à son apogée*. Le joug politique fut brisé, et en même temps tous les liens qui avaient jusque-là comprimé l'esprit égoïste de la société civile ; l'émancipation politique fut, du même coup, l'émancipation de la société bourgeoise des entraves de la politique ; la société civile perdit jusqu'à son semblant de caractère universel. La société féodale fut ramenée à son élément dernier qui est l'homme, mais l'homme égoïste. Cet homme, membre de la société bourgeoise, c'est la base, la condition de l'Etat politique ; cet homme égoïste est reconnu dans *les Droits de l'homme*... L'homme, membre de la société bourgeoise, est regardé comme l'homme proprement dit, l'homme réel ; l'homme politique n'est que l'homme artificiel, l'homme abstrait, un personnage allégorique ; l'homme réel, c'est l'individu égoïste ; le citoyen n'a qu'une existence abstraite... L'émancipation politique, c'est la réduction de l'homme, d'un côté au membre de la société civile, à l'individu égoïste et indépendant, et, de l'autre, au citoyen politique, personnage moral et allégorique. Il s'ensuit que la véritable émancipation humaine ne se fera que lorsque l'homme individuel et réel, résorbant en lui le citoyen abstrait, sera devenu un être social dans sa vie quotidienne, dans ses travaux, dans ses affaires individuelles, quand l'homme, enfin, reconnaissant et organisant ses forces propres comme des forces sociales, ne séparera plus de lui la force sociale sous forme de force politique. »

L'idéalisme politique, porté à sa perfection, c'était, en même temps, le matérialisme bourgeois à son apogée : voilà bien, nettement dénoncés par Marx, les deux caractères essentiels de l'Etat démocratique moderne, voilà bien les deux aspects, à la fois complémentaires et contradictoires, sous lesquels apparaît la création éta-

tique : l'idéalisme politique des Intellectuels et le matérialisme pratique des marchands de la classe bourgeoise. Intellectuels et marchands, voilà bien les deux groupes fondamentaux entre lesquels se partage la bourgeoisie et qui ont été les auteurs directs de la création étatique, les premiers érigeant l'Etat à la hauteur d'une Idée, d'un concept, d'une entité métaphysique, les seconds en faisant l'instrument de leurs intérêts matériels, et, comme on dit, « le conseil d'administration » de leurs affaires. Et qu'il éclate entre ces deux groupes un divorce perpétuel, qu'ils entrent sans cesse en opposition l'un contre l'autre, cela ne contredit nullement leur identité essentielle. La démocratie politique a toujours voulu violenter le capitalisme, les intellectuels ont toujours méprisé les marchands, et ce qu'on appelle aujourd'hui la démocratie sociale, ou extension de la démocratie politique à l'économie, ce n'est précisément qu'une forme extrême et aiguë de cette lutte entre intellectuels et marchands. Mais il est bien évident qu'il est aussi impossible à la démocratie politique de « surmonter » véritablement le capitalisme qu'à une ombre de « surmonter » le corps qui la projette ; les intellectuels ont beau mépriser les marchands : ils n'en sont pas moins eux-mêmes des « marchands » et la bohème politique n'est pas moins « bourgeoise » que la bohème littéraire, artistique ou anarchiste, malgré le dédain supérieur où toutes ces bohèmes ont toujours tenu « les bourgeois ».

Si, en effet, on compare ces trois choses, le concept, l Etat et l'échange, ces trois manifestations de l'activité intellectuelle, politique et économique de l'homme, on découvre entre elles des analogies remarquables, analogies qui concernent tout autant leur être intime que leurs effets et, pour le dire tout de suite, le genre de libération qu'elles procurent. Qu'est ce que le concept, dans l'ordre de l'activité intellectuelle? Le concept est un extrait de sensations, une réduction de la multiplicité sensible à l'unité de l'entendement, et, si l'on considère son effet, un moyen pour l'esprit de se libérer du chaos des sensations, sous lequel il resterait enseveli, s'il ne trouvait ce biais pour s'en dégager. Le concept est donc une sorte de cadre logique où la diversité sensible vient s'ordonner, se simplifier, s'abstraire ; et, comme l'a montré Kant, l'expérience — ou la science — n'est possible que si les choses consentent à se classer dans ces cadres que constituent les concepts. Mais si le concept est ainsi pour l'esprit une libération, il faut se hâter d'ajouter que c'est là *une libération qui asservit*, une libération qui risque de créer une nouvelle servitude, si l'esprit ne prend aussitôt sur lui de réagir contre l'organe même de son affranchissement. C'est ce que M. Bergson s'efforce de démontrer

dans ses cours au Collège de France ; il s'applique à dénoncer le danger immense que recèle le conceptualisme, si l'esprit, n'essayant pas de transcender le concept pour ressaisir le réel, s'engourdit dans la torpeur intellectualiste, loin de la vie en perpétuel devenir. On l'accuse de vouloir détruire la science ; les rationalistes ne voient en lui qu'un mystique, qui porte sur la science une main sacrilège, une main réactionnaire ; mais c'est qu'ils ne comprennent pas l'originalité même de la tentative philosophique de M. Bergson, qui, loin de rejeter la science et de nier que le concept ne soit nécessaire et ne constitue pour l'esprit une libération vis-à-vis du particularisme sensible, met seulement en garde contre les excès du rationalisme et demande à la pensée un effort nouveau, qui l'empêche de se pétrifier dans l'immobilité même de sa première victoire. En d'autres termes, M. Bergson ne veut pas nous ramener au pur empirisme, ou au simple dilettantisme sentimental ou littéraire, mais il veut que nous transcendions le concept, et qu'appuyés sur la science, nourris d'elle profondément, et préalablement affranchis par elle du chaos sensible, nous retrouvions le réel et la vie profonde — la durée vécue, — par cet effort *sui generis* qu'il appelle l'intuition philosophique.

Telle est la nature du concept, tels sont ses effets : instrument de libération et cause de servitude tout ensemble, il demande à être *transcendé*, s'il veut conserver dans l'activité intellectuelle un rôle vraiment fécond. Mais si nous considérons maintenant l'Etat, ne pouvons-nous pas faire à son sujet des observations analogues ? Qu'est-ce en effet, essentiellement, que l'Etat moderne, par rapport au particularisme féodal de l'Ancien Régime ? N'a-t-il pas constitué une immense simplification, une immense « abstraction », tout comme le concept, par rapport au particularisme sensible ?

L'effet essentiel de la Révolution française n'a-t-il pas été de déblayer le terrain social de toutes les broussailles et barrières qui l'encombraient, douanes intérieures, droits de péages, privilèges féodaux de toutes sortes ? C'est l'unité et l'uniformité du Code civil qui se substitue à la bigarrure des coutumes féodales, — œuvre d'unification déjà ébauchée par l'administration royale et à laquelle la Révolution et l'Empire viennent mettre la dernière main. Telle a été, incontestablement, l'œuvre essentielle de la Révolution française, qui créa l'Etat moderne — ou plutôt en paracheva la création, — œuvre de libération pour la vie sociale, jusque-là « égarée, désorientée, comme dit Marx, dans les multiples impasses de la vie féodale » et tout à fait analogue à la libération que le concept procure à l'esprit qui, sans lui, s'égarerait, désorienté lui aussi, dans les multiples im-

passes de la vie empirique. Mais nous pouvons poursuivre l'analogie : le concept, avons-nous dit à la suite de M. Bergson, est une libération qui risque d'asservir, à moins qu'on ne la transcende. Il en est de même de l'Etat, de l'Etat qui, une fois constitué, veut tout régenter, ne souffre plus à côté de lui aucune vie indépendante, regarde avec une inquiétude jalouse toute association privée, en un mot, veut tout absorber en lui. La centralisation étatique devient énorme, écrasante ; l'abstraction sociale prend des proportions formidables ; il n'y a plus d'autre vie collective que la vie étatique, l'Etat-monstre dévore tout, groupes et individus, et se transforme en un instrument de croissante servitude collective : la nécessité s'impose de le transcender, lui aussi, et c'est l'œuvre qu'a entreprise le syndicalisme révolutionnaire. Mais, précisément, ne reproche-t-on pas au syndicalisme de vouloir nous ramener à une sorte de particularisme corporatif, d'allure féodale, comme on reproche à M. Bergson de vouloir détruire la science pour nous ramener à une sorte d'impressionnisme ? Or, le syndicalisme ne veut pas plus détruire l'Etat au sens négatif et réactionnaire qu'on imagine, que M. Bergson ne veut détruire la Science ; mais ce qu'il veut, c'est, tout en restant sur le terrain de l'Etat moderne, retrouver la vie sociale défigurée et étouffée sous les exagérations étatistes, comme M. Bergson veut, tout en s'appuyant sur la science, retrouver la vie profonde dénaturée et faussée sous les exagérations conceptuelles.

Analogie complète, donc, entre le concept et l'Etat, et si, enfin, nous considérons la catégorie économique de l'échange, ne lui trouverons-nous pas les mêmes caractéristiques essentielles ? Qu'est-ce, en effet, que l'économie échangiste, par rapport à l'économie dite naturelle ? N'est-elle pas dans la même relation que le concept vis-à-vis du particularisme sensible et que l'Etat moderne vis-àvis du particularisme féodal ? Avec l'économie naturelle, c'est chaque producteur enfermé dans son horizon familial, produisant, non pour un marché, mais pour sa propre consommation ; c'est le particularisme dans le domaine de la production. Mais dès que l'échange se développe, dès qu'un marché, d'abord régional, puis national, puis international, se constitue, où les producteurs, sortant de leur isolement, viennent échanger leurs produits, et pour lequel ils produisent, tout change : à la production particulariste, concrète, pour ainsi dire, sensible et artistique, succède une production sociale, abstraite, scientifique, par grandes masses ; la société présente l'aspect, comme le montre Marx au début de son *Capital,* d'une énorme accumulation de marchandises, et les marchands, c'est-à-dire les

innombrables variétés de ce qu'on a appelé les intermédiaires, dominent les producteurs : ce sont les marchands, possesseurs d'or, qui ont promu le capitalisme, fondé les manufactures et donné le branle à ce développement formidable des forces productives, auquel l'humanité assiste depuis le XVI^e^ siècle. L'échange, lui aussi, commence donc par constituer une libération : il tire les producteurs de la torpeur particulariste de l'économie naturelle et donne l'essor aux forces productives ; mais cette libération, elle aussi, est une libération asservissante, et s'il y a un fétichisme conceptualiste et un fétichisme étatiste, il y a aussi ce que Marx a appelé le fétichisme de la marchandise. L'échange, comme le concept et comme l'Etat, doit être transcendé ; il faut que la production se dégage de la tyrannie de l'échange, comme il faut que la vie spirituelle se libère de la tyrannie du concept et la vie sociale de la tyrannie de l'Etat, sans que cette triple libération ne signifie en quoi que ce soit un retour au particularisme sensible, féodal ou économique.

Mais considérons de plus près la nature de l'échange. Il y a dans *le Capital* un chapitre qui a toujours semblé bien bizarre et d'une intelligence bien difficile : c'est le fameux chapitre sur « le caractère fétiche de la marchandise et son secret ». Voici, en effet, le passage étrange qu'on y peut lire : « Le monde religieux n'est que le reflet du monde réel. Une société où le produit du travail prend généralement la forme de la marchandise, et où, par conséquent, le rapport le plus général entre les producteurs consiste à comparer les valeurs de leurs produits, et, sous cette enveloppe de choses, à comparer les uns aux autres leurs travaux privés à titre de travail humain égal, *une telle société trouve dans le christianisme avec son culte de l'homme abstrait*, et surtout dans ses types bourgeois, protestantisme, déisme, etc.. le complément religieux le plus convenable. » Qu'est-ce à dire ? Nous voyons Marx faire ici un curieux rapprochement entre l'échange et l'idéologie chrétienne : le christianisme, nous dit-il, avec son culte de l'homme abstrait, et surtout le christianisme de type *bourgeois*, comme le protestantisme, le déisme, est, pour une société marchande, le complément religieux le plus convenable. Il ne faut jamais oublier quand on lit Marx, que ses observations ont porté avant tout sur la société anglaise. Or, l'Angleterre est, incontestablement, le pays « marchand » par excellence, une sorte de grande Carthage moderne, la terre classique du « libre-échange » et des théories manchestériennes, en vertu desquelles le monde est conçu sous l'aspect commercial, comme un vaste marché, « au contact duquel tout se dissout et

où les hommes ne sont plus que des porteurs de marchandises (1) » ; et, en même temps, on peut dire que c'est le pays qui est resté le plus attaché au christianisme, et où le christianisme a pris sa forme la plus particulièrement bourgeoise, le protestantisme : le bourgeois anglais est préoccupé au même titre des intérêts de sa conscience et de sa caisse ; le « business man » et le Tartuffe protestant peuvent loger dans la même peau. Et le christianisme anglais est un christianisme avant tout moral, pratique, on pourrait presque dire pédagogique ; aucune inquiétude mystique ; aucune profondeur théologique ; rien qu'un *méthodisme* tendu tout entier vers la pratique morale. Au reste, n'est-ce pas le caractère de toute la vie intellectuelle anglaise ? Nietzsche a relevé avec raison « la médiocrité philosophique » des Anglais : toute la production philosophique anglaise est, incontestablement, marquée au coin de l'empirisme le plus plat et le plus épicier. Les moralistes anglais, en particulier, ne se sont jamais élevés au-dessus de la morale utilitaire la plus mesquine que pour concevoir une morale de la sympathie qui n'en est, en somme, qu'un simple dérivé ; car écoutons ces réflexions profondes de Nietzsche (*Aurore* § 174, p. 192) : « *Mode morale d'une société commerçante.* — Derrière ce principe de l'actuelle mode morale : « les actions morales sont les actions de la sympathie pour les autres », je vois dominer l'instinct social de la crainte qui prend ainsi un déguisement intellectuel ; cet instinct pose comme principe supérieur, le plus important et le plus prochain, qu'il faut enlever à la vie le caractère *dangereux* qu'elle avait autrefois, et que *chacun* doit aider à cela de toutes ses forces. C'est pourquoi, seules, les actions qui visent à la sécurité générale et au sentiment de sécurité de la société peuvent recevoir l'attribut *bon* ! » La sécurité, « l'ordre » comme dit le philistin bourgeois, est, en effet, le besoin fondamental d'une société marchande : la morale de la bourgeoisie n'est que l'expression de ses instincts policiers. La « violence » syndicaliste dérange beaucoup les petites combinaisons de nos socialistes bourgeois parlementaires qui ne rêvent que paix sociale, arbitrage et conciliation : et ils se demandent pourquoi les ouvriers préfèrent « l'action directe » à la diplomatie parlementaire. Le socialisme parlementaire est devenu éminemment un parti de l'ordre ; il sert même de paratonnerre à l'ordre bourgeois, trahissant ainsi son essence bourgeoise. Mais, précisément, le parlementarisme n'est-il pas une chose d'importation anglaise ? Et l'Angleterre

(1) Voir Sorel, *Introduction à l'Economie moderne*, p. 23.

n'est-elle pas la terre classique du parlementarisme, comme elle l'est du capitalisme marchand ?

On peut comparer un Parlement à un marché : les partis ne sont que des entrepreneurs qui font l'échange d'un certain stock de voix contre certains avantages ; et ce qui sort de ces combinaisons de mercantis, c'est ce qu'on appelle la Volonté générale, la Loi, divinité du monde marchand moderne, devant laquelle nos socialistes demandent aux ouvriers de s'incliner très bas, bien qu'elle signifie avant tout : respect à l'ordre établi ! Mais le caractère essentiel de la démocratie parlementaire n'est-ce pas « ce culte de l'homme abstrait » qui, pour Marx, caractérise le christianisme ? Au reste, Marx a bien nettement déclaré lui-même dans la *Question Juive* que la démocratie, à ses yeux, était d'essence chrétienne : le citoyen politique n'est qu'un personnage abstrait, moral, allégorique ; et l'égalité devant la Loi est, comme l'égalité devant Dieu, une égalité abstraite. On dira peut-être que la démocratie anglaise ne se fait nullement remarquer par « ce culte de l'homme abstrait » qui caractérise au contraire si fortement la démocratie française ; que l'Anglais ne connaît que les faits et ne *théorise* guère, au contraire du Français dont la manie de tout généraliser n'a d'égal que son dédain des « petits faits ». Et, sans doute cela est vrai ; mais il ne faudrait pas croire qu'il y a une opposition réelle entre « l'empirisme anglais » et « l'abstraction française ». Si paradoxale que cette formule pourra sembler, on peut dire qu'il n'y a rien de plus « abstrait » que « des faits » et que l'empirisme n'est lui-même qu'une « abstraction au premier degré ». On fait souvent ressortir le caractère abstrait et universel de *la Déclaration des droits* de la Révolution française ; cette déclaration des droits n'en est pas moins l'expression générale et théorique, mais exacte, des cahiers de revendications des Etats. La différence entre le génie anglais et le génie français, c'est que le premier n'éprouve pas le besoin de « logiciser » et de clarifier comme le sesond : il s'arrête au premier degré de l'abstraction empirique ; le génie français pousse plus loin : il n'est satisfait que lorsqu'il a trouvé la formule logique, la loi générale, l'idée claire et distincte chère à Descartes ; et là où le génie anglais superpose le nouveau à l'ancien, la révolution à la tradition, sans jamais déblayer le terrain social de toutes les scories du passé, le génie français n'est content que lorsqu'il a percé à travers toute la broussaille des faits anciens une large et spacieuse clairière. Mais il n'y a là, en somme, qu'une différence de degré, je le répète, dans l'abstraction ; et l'on peut souscrire à ce jugement de Nietzsche : « Ce

qu'on appelle, dit-il (1), les « idées modernes », ou « les idées du XVIII^e^ siècle » ou encore « les idées françaises », tout ce contre quoi l'esprit allemand s'est élevé avec un profond dégoût, tout cela est incontestablement d'origine anglaise. Les Français ne furent que les imitateurs et les acteurs de ces idées, comme ils en furent les meilleurs soldats et, malheureusement aussi, les premières et plus complètes victimes. » Nous pouvons donc écrire, élargissant la formule de Marx, que toute l'idéologie anglaise est une idéologie de l'échange. Et cela apparaît plus nettement encore si l'on considère les Etats-Unis, cette ancienne colonie anglaise. Ici nous trouvons en quelque sorte à l'état pur ce qui, en Angleterre, reste impliqué dans d'autres courants, car si l'on veut comprendre l'Angleterre, il ne faut jamais oublier non plus à quel point les idées médiévales y sont demeurées vivaces : le particularisme féodal est resté en quelque sorte sous-jacent à ce qu'on pourrait appeler l'universalisme bourgeois et marchand ; le mouvement ouvrier anglais est tout pénétré encore d'idées purement corporatives ; et les socialistes anglais les plus populaires, — je pense à William Morris par exemple — rêvent plus ou moins un retour à la « Merry England ». Il y a donc, en Angleterre, superposition et enchevêtrement de deux idéologies : l'idéologie médiévale et l'idéologie marchande ; mais aux Etats-Unis nous rencontrons celle-ci à l'état pur et comme en plein relief.

Nous avons affaire ici à une société purement marchande, où l'idée commerciale domine tout. Le christianisme y a une allure encore plus « pratique », si possible, qu'en Angleterre ; c'est un pur rationalisme moral, sans soucis mystiques ni théologiques, et il suffit d'évoquer Channing pour avoir tout de suite une idée exacte de ce que peut être la « création » religieuse aux Etats-Unis. Le catholicisme lui-même y a pris un caractère très particulier, « l'américanisme ». Dans la vie parlementaire, nous retrouvons, plus accentués encore et plus libres, je veux dire moins mêlés à des éléments étrangers, les traits du parlementarisme anglais : même omnipotence, à tour de rôle, de deux grands partis, qu'on a pu appeler des « cartells » politiques, et qui accaparent tour à tour le marché des voix ; même allure mercantile de la vie politique, qui s'y réduit à des marchandages et aboutit à une corruption effroyable. Et que la démocratie soit « chrétienne », c'est ce qui apparaît en Amérique aussi nettement que possible — qu'on lise plutôt les discours du président Roosevelt — et que

(1) *Par-delà le bien et le mal*, p. 279.

ce christianisme soit de type bourgeois, c'est ce qui n'est pas moins éclatant. Nous voyons donc la connexion étroite qui relie entre elles ces trois choses : le christianisme, la démocratie parlementaire et l'échange. Il y a, disions-nous, entre le concept, l'Etat et l'échange des analogies remarquables : mais qu'est-ce que le concept, ou, si l'on veut, la métaphysique rationaliste, sinon la forme laïque du christianisme? N'est-il pas remarquable, par exemple, que nos libres-penseurs marchent complètement d'accord avec nos protestants libéraux ? Et la démocratie parlementaire, n'est-ce pas le droit divin — ou la puissance magique de l'Etat — passé du roi aux partis, chargés de traduire la soi-disant souveraineté du peuple ? La loi, qui émane de nos parlements modernes, est entourée d'un respect plus superstitieux que ne l'ont jamais été les rois les plus absolus et l'on peut dire que le légalitarisme moderne est plus asservissant encore que l'ancien loyalisme.

Or, le syndicalisme révolutionnaire est entré en révolte contre ce légalitarisme ; il affirme que l'émancipation ouvrière ne peut être l'œuvre de la Loi ; il oppose au parlementarisme l'action directe. Et par cela même il a contre lui tous les partis, depuis les catholiques sociaux jusqu'aux socialistes parlementaires. Qu'est-ce à dire ? Nous aurons, d'un mot, la clef du problème : le syndicalisme révolutionnaire est une philosophie de producteurs, et nous venons de voir que l'idéologie bourgeoise — chrétienne, démocratique, socialiste parlementaire — est une idéologie marchande, une idéologie de l'échange. Nous aboutissons ainsi à opposer nettement l'échange et la production et c'est cette opposition qu'il s'agit d'approfondir.

« Lorsque les producteurs mettent en présence et en rapport les produits de leur travail à titre de valeurs, écrit Marx (1), ce n'est pas qu'ils voient en eux une simple enveloppe sous laquelle est caché un travail humain identique ; tout au contraire, en réputant égaux dans l'échange leurs produits différents, ils établissent par le fait que leurs différents travaux sont égaux. Ils le font sans le savoir. La valeur n'a donc pas écrit sur le front ce qu'elle est. Elle fait bien plutôt de chaque produit du travail un hiéroglyphe. Ce n'est qu'avec le temps que l'homme cherche à déchiffrer le sens du hiéroglyphe, à pénétrer les secrets de l'œuvre sociale à laquelle il contribue, et la transformation des objets utiles en valeurs est un produit de la société, tout aussi bien que le langage. »

---

(1) *Capital*, I, p. 29, col. 2.

J'appelle l'attention sur ces derniers mots : « tout aussi bien que le langage ». Marx rapproche ici l'échange du langage, comme étant deux créations éminemment sociales ; et ce rapprochement ne nous étonnera pas, puisque nous-mêmes nous avons déjà rapproché l'échange du concept : or, entre le concept et le langage, les analogies sont évidentes ; on pourrait presque dire que ce sont deux choses identiques. Il me plaît de citer ici les observations suivantes, si profondes, de M. Bergson : « ... L'intuition d'un espace homogène est déjà un acheminement à la vie sociale. L'animal ne se représente probablement pas comme nous, en outre de ses sensations, un monde extérieur bien distinct de lui, qui soit la propriété commune de tous les êtres conscients. La tendance en vertu de laquelle nous nous figurons nettement cette extériorité des choses et cette homogénéité de leur milieu, est la même qui nous porte à vivre en commun et à parler. Mais à mesure que se réalisent plus complètement les conditions de la vie sociale, à mesure aussi s'accentue davantage le courant qui emporte nos états de conscience du dedans au dehors : petit à petit ces états se transforment en objets ou en choses ; ils ne se détachent pas seulement les uns des autres, mais encore de nous. Nous ne les apercevons plus alors que dans le milieu homogène où nous en avons figé l'image et à travers le mot que leur prête sa banale coloration (1). » N'est-ce pas remarquable ? Le processus de socialisation des états de conscience, comme M. Bergson nous le décrit, n'est-il pas absolument le même que le processus de socialisation des produits du travail dans l'échange, ainsi que Marx le dessine ? Il y a solidification des états de conscience en objets ou en choses dans l'espace homogène et le langage, comme il y a solidification des produits du travail en valeurs d'échange dans le monde marchand : et, sous les mots, les hommes finissent par ne plus reconnaître leurs propres états de conscience, devenus abstraits, ayant perdu leur individualité et leur fraîcheur, comme sous les valeurs d'échange, « sous cette enveloppe de choses », pour employer les expressions mêmes de Marx, les producteurs ne reconnaissent plus la vivante diversité qualitative de leurs travaux. Et comme on a le mot-fétiche, on a la marchandise-fétiche. Les marchands et les bavards peuvent aller ensemble : il ne manque, pour compléter dignement la compagnie, que les parlementaires.

(A suivre.) EDOUARD BERTH.

---

(1) *Essai sur les données immédiates de la conscience*, p. 104.

La Crise Morale et Religieuse

Il y a aujourd'hui deux espèces de livres traitant de la morale : le plus souvent, les auteurs s'efforcent d'atténuer les difficultés ; ils ne cherchent qu'à opérer une substitution de directions laïques à des directions ecclésiastiques ; ils sont optimistes et routiniers plus que conservateurs ; — quelques hommes seulement osent examiner la profondeur de la crise, demandent la solution à un effort puissant de volontés affranchies de préjugés, voient avec une clarté pessimiste les vices du présent et sont pleins de confiance dans l'avenir qu'ils travaillent à créer.

Le livre que vient de publier M. P. Bureau (1) appartient à cette deuxième catégorie ; il était attendu avec impatience par toutes les personnes qui n'aiment pas à s'endormir dans une fausse tranquillité, qui connaissent la haute valeur scientifique de l'auteur et qui se rappellent le courage qu'il a montré durant l'affaire Dreyfus (2). Dans la préface qu'il a écrite pour ce volume, M. A. Croiset paraît surpris de la violence avec laquelle M. P. Bureau dénonce la nécessité de porter un remède rapide, radical et d'un effet durable aux maux du temps présent. « Je n'ai pas, dit-il, la compétence qui serait nécessaire pour contrôler et discuter dans le détail toutes vos affirmations. Mais j'ai le sentiment profond que votre pessimisme, à supposer qu'il soit parfois excessif, est à coup sûr généreux et vivifiant, qu'il prêche l'action et non le découragement, qu'il fera réfléchir ceux qu'il ne convaincra pas tout à fait, et qu'à ce titre il est viril et sain » (p. II-III).

La conception de M. P. Bureau me semble présenter quelque chose de paradoxal ; en effet, tous les désordres moraux proviendraient surtout de motifs d'ordre intellectuel, ce qui ne sera pas sans surprendre les philosophes contemporains : il s'agirait de réconcilier

---

(1) *La crise morale des temps nouveaux*, par M. Paul Bureau, avec préface de M. Alfred Croiset, doyen de la Faculté des lettres (Bloud, éditeur, Paris, 1907).

(2) M. P. Bureau appartient au petit groupe de catholiques dreyfusards, qui suivaient M. P. Viollet et que leurs coreligionnaires ont tant insultés.

deux groupes qu'il nomme *enfants de la tradition* et *enfants de l'esprit nouveau* ; ces deux groupes ont été longtemps irréconciliables parce qu'ils se connaissaient mal et qu'ils observaient superficiellement les faits sociaux.

M. P. Bureau croit que le conflit tend à s'atténuer : d'une part les catholiques abandonnent peu à peu les préjugés qu'ils ont nourris pendant longtemps contre le monde moderne, se mettent au courant des besoins qu'éprouve une société rapidement progressive, et participent de plus en plus au travail scientifique ; — d'autre part, les esprits sérieux et étrangers à l'Eglise se rendent mieux compte qu'autrefois du rôle considérable qui appartient au christianisme dans l'œuvre de la civilisation. Il espère qu'il pourra se constituer une élite de « bons citoyens », pleins d'énergie, ayant le sens des nécessités du progrès, s'occupant de travailler personnellement à faire avancer les plus capables.

Les idées de M. P. Bureau sont dominées par certaines observations relatives aux peuples anglo-saxons : « En ces pays prospères, l'influence de ces hommes d'élite est si grande qu'il n'est aucun milieu social qui ne bénéficie de leur action. On les coudoie dans les comptoirs industriels et dans les usines ; quelques-uns dirigent des entreprises industrielles considérables ou les affaires politiques de leur pays. D'autres sont attachés au service religieux, soit dans les églises protestantes, anglicanes ou non conformistes, soit dans les églises catholiques. Nulle part, semble-t-il, ils ne sont proportionnellement plus nombreux que parmi les leaders du trade-unionisme américain ou surtout britannique, où les John Burns, les Ely Bloor, les Thomas Burt, les Keir Hardie, les Albert Stanley et leurs admirables émules, utilisant toutes les ressources de nos sociétés démocratiques, apportent un zèle également vigilant à améliorer la condition économique de leurs camarades et à les exhorter à la pratique générale de tous les devoirs » (p. 359-360).

En France, la crise morale devrait dépendre beaucoup d'une réforme profonde du monde catholique ; l'auteur ne ménage pas les reproches à une société qui a si longtemps été ignorante, fanatique et imbue d'idées dignes des Tartares ; il s'élève avec violence contre l'absurdité, la férocité et la servilité de l'école de Joseph de Maistre, qui a dirigé jusqu'à ces derniers temps l'opinion du monde religieux et qui lui semble n'avoir produit qu'une caricature du catholicisme (1). Il demande à l'Eglise de regarder ce qui se passe dans les

(1) « Joseph de Maistre pose à la base de sa doctrine morale et religieuse ce double principe : l'injustice est la loi du monde, loi voulue par

pays anglo-saxons, de comprendre qu'elle ne gagne rien à prétendre entraver les progrès économiques, scientifiques et démocratiques, d'aider les catholiques indépendants au lieu de contrarier leur action, comme cela a eu lieu pendant si longtemps.

En accordant à l'auteur toutes ses hypothèses, il ne serait pas encore évident que la question serait résolue; car il faudrait démontrer que l'Eglise possède des forces capables d'imposer aux modernes la morale qu'elle édicte. Les catholiques considèrent cela comme évident; mais je crois que c'est infiniment douteux.

Dans un livre aussi complexe, il faut choisir quelques thèses pour les discuter à fond, autrement on s'exposerait à ne faire qu'un examen superficiel et, par suite, assez inutile. Je crois qu'il sera surtout important de s'occuper des idées que se forme l'auteur au sujet du rôle actuel des religions; en effet, cette question occupe une très grande place dans l'ouvrage et, comme l'écrivait récemment M. Th. Ribot « les préoccupations religieuses, faibles il y a un demi-siècle, ont envahi la génération actuelle et s'affirment par la formation de sociétés multiples, par la propagande et les polémiques (1) ». Il y avait fort longtemps que les philosophes n'avaient tant apporté d'attention à ces problèmes et nous avons ici une excellente occasion de les discuter, parce que l'auteur est un croyant d'une foi éclairée, solide et agissante.

I

M. A. Croiset croit qu'il serait difficile de faire accepter le catholicisme aux nations qui se sont hardiment lancées dans les voies nouvelles: « Sur la probabilité d'un retour des esprits à l'idée religieuse

---

Dieu, comme l'irrationnel est la loi de vérité » (p. 198). — « Ces étranges doctrinaires ont à ce point posé le principe de l'universelle injustice sur cette terre qu'il n'est pas très certain que Dieu ne soit pas atteint du même défaut » (p. 207). — « A mes oreilles résonnait l'écho des formules fatales que des prédicateurs et des publicistes, formés à l'école de Joseph de Maistre et de ses amis, s'étaient complu, durant un siècle, à employer pour représenter Dieu comme une sorte de *despote oriental*, qui commande, qui brise et qui condamne. Assoiffés d'obéissance, j'oserais dire de *servilité*, ils paraissaient craindre qu'aucune formule ne fût assez forte pour exprimer la *majesté farouche de leur Dieu barbare* » (p. 412-413).

(1) *Mercure de France*, 15 avril 1907, p. 578. M. Th. Ribot est l'ancien professeur de psychologie du Collège de France.

traditionnelle, nous ne pouvons faire que des hypothèses... Cependant, à considérer les faits, selon la méthode scientifique qui est la vôtre comme la mienne, je dois dire que je n'en vois pas de symptômes apparents et que j'y vois, au contraire, de grands obstacles dans la disposition générale des esprits contemporains, disposition qui n'a cessé de se fortifier depuis longtemps et qui ne semble pas sur le point de s'affaiblir (p. VII). »

Le conflit de la science et de la religion n'est pas aussi grave qu'il était autrefois, alors qu'on recevait dans l'Eglise comme des principes les paradoxes que Joseph de Maistre s'était amusé à lancer dans le monde: ces thèses avaient dû leur force à l'état d'esprit romantique, sans lequel les livres de Joseph de Maistre eussent été regardés comme des exercices de rhétorique. Les manières purement littéraires de concevoir la nature, les légendes naïves du Moyen-Age et de nouvelles croyances thaumaturgiques, souvent plus apparentées à la magie qu'à la religion, formèrent, jusqu'à un petit nombre d'années, le fond de la culture catholique. Dans l'Eglise, les conséquences du romantisme persistaient avec une insistance qui rendait presque impossible toute communication entre le monde religieux et le monde profane. Les amis de M. P. Bureau croient qu'il se produit aujourd'hui un mouvement tendant à rapprocher la science et la religion, parce qu'ils constatent la disparition des obstacles que le romantisme avait élevés sur le chemin de la croyance ; ces obstacles tenaient à des raisons historiques et, eux disparus, le problème d'un accord de la science et de la religion demeurerait encore insoluble suivant M. A. Croiset.

« Les affirmations dogmatiques, écrit le savant helléniste, répugnent étrangement aux esprits cultivés du XX^e^ siècle, formés aux méthodes de la science... Nous ne pouvons plus accepter des formules qui dépassent si prodigieusement ce que nous pouvons y mettre de notions positives et précises, qu'elles nous semblent, à l'analyse, dénuées de signification intelligible. L'agnosticisme, à tort ou à raison, est aujourd'hui l'état de fait où vivent, à l'égard des problèmes transcendants, la majorité des hommes cultivés ou réfléchis... Je n'aperçois aucun signe d'un changement général dans l'orientation des esprits (p. VIII). »

Cette difficulté est parfaitement reconnue par beaucoup de catholiques contemporains ; l'un d'eux, M. Ed. Le Roy, qui est à la fois un savant et un croyant, écrit que « nombre de gens ne parviennent pas à découvrir un *sens pensable* [dans les dogmes]. Ces énoncés ne leur disent rien, ou plutôt leur paraissent indissolublement liés à un

état d'esprit qu'ils n'ont plus et auquel ils estiment ne plus pouvoir revenir sans déchoir (1) ». — « Ces motifs, il faut le reconnaître, sont parfaitement valables. Je ne vois aucune manière légitime de réfuter l'argumentation précédente (2). » — « La prétention de concevoir les dogmes comme des énoncés dont la fonction première serait de communiquer certaines connaissances théoriques se heurte partout, semble-t-il, à des impossibilités. Elle paraît aboutir fatalement à faire des dogmes de purs non-sens (3). »

M. Ed. Le Roy a trouvé une manière ingénieuse de tourner la difficulté. Il veut continuer à pouvoir pratiquer les sacrements et ne pas encourir les excommunications ; d'après lui, l'Eglise aurait condamné certaines affirmations théoriques relatives aux mystères fondamentaux et formulé des principes de piété : par exemple, il serait défendu d'expliquer l'Eucharistie à la manière de Luther ou de Calvin, mais il n'y aurait rien de déterminé quant à la nature de la transsubstantiation : « Nous continuons à percevoir du pain et du vin ; les méthodes scientifiques d'analyse les plus raffinées ne nous feraient jamais rien percevoir d'autre et cependant nous ne devons plus nous comporter d'aucune manière vis-à-vis de l'hostie consacrée comme nous nous comportions vis-à-vis du pain et du vin, parce qu'il *s'est passé quelque chose* de tel que ce changement d'attitude et de conduite en est la conséquence raisonnablement obligatoire pour nous (4) » — « Il faut avoir en présence de l'hostie consacrée une attitude identique à celle qu'on aurait en face de Jésus devenu visible (5). »

Ce système *pragmatiste* permettrait aux catholiques de vivre dans cet état d'agnosticisme dont parle M. A. Croiset. On éviterait ainsi, en grande partie du moins, l'objection que l'on adresse souvent à l'Eglise de subordonner la raison humaine à l'autorité. « Sans doute, dit M. Ed. Le Roy, j'admets que l'autorité m'impose telle ou telle croyance aboutissant à tenir telle ou telle conduite (6) :

(1) Ed. Le Roy. *Dogme et critique*, p. 11.
(2) Ed. Le Roy, *op. cit.*, p. 13.
(3) Ed. Le Roy. *op. cit.*, p. 19.
(4) Ed. Le Roy, *op. cit.*, pp. 260-261. Si cette attitude est « raisonnablement obligatoire » n'est-elle pas fondée sur une théorie relative à ce « quelque chose » mystérieux qui s'est passé ? On reviendrait ainsi dans la théologie.
(5) Ed. Le Roy, *op. cit.*, p. 26.
(6) On ne voit pas très bien pourquoi cela paraît si naturel à M. Ed. Le Roy, car il semble que la philosophie pragmatique devrait avoir pour principe de rapprocher l'action et l'intelligence beaucoup plus qu'on ne l'avait fait antérieurement et de rendre cette distinction plus sophistique qu'autrefois.

mais comment m'imposerait-elle de croire en vertu de telle démonstration que je juge non convaincante ? Et comment ferais-je pour lui obéir si elle m'imposait d'entendre tel énoncé que je n'entends point (1) » ? A quoi les théologiens pourraient répondre que personne n'est forcé de demeurer dans une Eglise dont il n'admet pas les idées ; mais M. Ed. Le Roy ne veut pas sortir parce qu'il croit avoir besoin des sacrements pour assurer son bonheur dans le ciel ; quoi qu'il en dise, son point de vue est tout utilitaire (2).

Il n'est pas sans intérêt d'observer ici que cette nouvelle et paradoxale théologie ressemble, d'une manière frappante, à celle que Rousseau prête à Madame de Warens au sixième livre des *Confessions* : « Fidèle à la religion qu'elle avait embrassée, elle en admettait sincèrement toute la profession de foi ; mais, quand on venait à la discussion de chaque article, il se trouvait qu'*elle croyait tout autrement que l'Eglise, toujours en s'y soumettant...* Je suis bonne catholique, disait-elle, je veux toujours l'être ; j'adopte de toutes les puissances de mon âme les décisions de la sainte mère Eglise. Je ne suis pas maîtresse de ma foi, mais je le suis de ma volonté. Je la soumets sans réserve et je veux tout croire. »

Pour montrer encore, par un exemple, comment les catholiques qui se regardent comme étant à l'avant-garde, trouvent moyen d'échapper aux difficultés que leur oppose la critique, je vais dire quelques mots de l'explication donnée de la résurrection du Christ par M. Ed. Le Roy. Il supprime le récit du quatrième Evangile, que tant de prêtres actuels (à la suite de l'abbé Loisy) trouvent trop dur à accepter et que Renan regardait, au contraire, comme étant la tradition originale (3). Il remarque ensuite que les récits des trois autres Evangiles présentent des caractères manifestes d'arrangement, ce qui leur enlève toute valeur comme témoignages. Il admet que les apparitions du Christ furent toutes identiques à celle dont saint Paul fut favorisé sur le chemin de Damas ; saint Paul ne vit qu'une

(1) Ed. Le Roy, *op. cit.*, p. 14.
(2) Ed. Le Roy, *op. cit.*, p. 332.
(3) Renan. *Vie de Jésus*, p. 533. L'abbé Loisy traite Renan comme un écolier : « Il est impossible aujourd'hui de lire sans étonnement le plaidoyer que contient l'appendice de la *Vie de Jésus* en faveur de la prétendue tradition johannique : le caractère symbolique du récit y est méconnu avec persévérance ». (*Le Quatrième Evangile*, p. 45). Sur la question du caractère symbolique des récits, le jugement doit être surtout fondé sur le goût littéraire ; et Renan possédait autant de goût que l'abbé Loisy en a peu. M. Le Roy nous dit qu'il « croit rêver » en lisant ce qu'écrit Renan sur l'historicité du quatrième Evangile (*op. cit.*, p. 219). Mais pas du tout, c'est très sérieux.

grande lumière et entendit des paroles : il n'y eut, en définitive qu'un phénomène psychologique (1). On ne devra donc pas parler de la résurrection du Christ comme d'un fait constaté à la manière d'un événement politique. C'était une « expérience que [la foi] instituait elle-même dans la pénombre de la subconscience (2). » Dès lors toutes les discussions critiques deviennent inutiles.

Cette manière de concevoir les choses peut se défendre par certaines analogies avec des croyances catholiques portant sur des faits dont il n'existe aucun témoignage. Les anciens Pères de l'Eglise ignoraient l'Assomption de la Vierge, qui fait cependant l'objet d'une des plus grandes solennités religieuses actuelles. Pendant bien plus longtemps encore on a ignoré que la Vierge eût accouché en conservant sa virginité et c'est au Moyen-Age qu'on a démontré ce fait. Il doit donc paraître tout naturel à beaucoup de croyants de supprimer tout caractère matériellement constatable à la résurrection du Christ (3). Il est vrai qu'on rompt ainsi avec la tradition, mais les catholiques actuels sont bien les gens les moins préoccupés de la tradition apostolique.

II

Il ne me semble pas que l'Eglise puisse accepter les procédés que lui offre M. Ed. Le Roy pour supprimer les difficultés de croire que ses fidèles éprouvent aujourd hui. Si autoritaire qu'elle soit, elle est tenue de ne rien construire de nouveau qu'elle ne puisse raccorder au grand mouvement historique dont elle est sortie ; cette politique lui est commandée par la plus élémentaire prudence. L'Eglise tire une grande partie de sa force du fait que ses fidèles croient qu'elle ne saurait succomber, en raison de l'assistance divine qui ne lui manquera jamais ; les apologistes insistent beaucoup sur les terribles épreuves qu'elle a eu

(1) Ed. Le Roy, *op cit.*, p. 165. Cf. Renan, *Apôtres*, pp. 180-181.
(2) Ed. Le Roy, *op. cit.*, p. 226.
(3) Les anciens chrétiens s'étaient, au contraire, fort attachés à cela : saint Luc montre le Christ ressuscité mangeant avec les apôtres et se faisant toucher (XXIV. 39-43). Une finale de saint Marc montre la même préoccupation (Renan, *Apôtres*, p. 26). Dans le quatrième Evangile, non seulement on trouve la constatation de la matérialité du corps par le contact et par le repas, mais encore le Christ apparaît tout d'abord à Marie-Magdeleine avec son corps naturel et réanimé, avant d'être glorifié au ciel, tandis que M. Ed. Le Roy voudrait que dans les apparitions il n'y ait jamais eu qu'un *corps spirituel* (*op. cit.*, p. 163).

à traverser : ils veulent ainsi démontrer que son histoire es inexplicable sans l'intervention du surnaturel ; si mauvais que puissent être les jours actuels, l'expérience du passé garantit la victoire finale. Si l'on voyait l'Eglise se conformer trop manifestement à ce qu'on peut appeler la prudence profane, sacrifier la tradition aux exigences du dehors, changer l'orientation de sa doctrine pour devenir utilitariste, il deviendrait évident que les conditions historiques ont plus d'importance que les principes internes ; on ne pourrait plus soutenir que les doctrines ont été inspirées par le Saint-Esprit ; et finalement la confiance sur laquelle repose toute la force de la hiérarchie serait ébranlée.

Les chefs de l'Eglise sont jusqu'ici demeurés très fidèles à cette politique, malgré de graves difficultés qu'elle leur donne parfois. Ainsi le concile de Trente a fortement rivé l'expression du dogme à la philosophie scolastique, à une époque où l'on pouvait facilement prévoir que celle-ci allait bientôt succomber sous les coups des novateurs ; il semble que le concile ait cru que les Etats catholiques seraient assez forts pour défendre la vieille métaphysique en même temps que la stricte orthodoxie. Il est résulté de là que le monde profane n'a plus suivi avec beaucoup d'intérêt les questions théologiques, et qu'aujourd'hui celles-ci semblent devenir complètement étrangères aux catholiques instruits (1) ; il y a là une cause de grande faiblesse pour l'Eglise qui s'isole de plus en plus ; on a fait, maintes fois, des efforts pour faire pénétrer dans l'enseignement ecclésiastique des conceptions philosophiques plus modernes. Le pape Léon XIII, en 1879, dans son encyclique *Æterni patris*, a recommandé au contraire de revenir à saint Thomas. Dans une lettre du 6 mai 1907, le pape Pie X engage l'Institut catholique de Paris à suivre exactement les instructions de son prédécesseur ; il dénonce dans sa lettre « les nouveautés pleines de péril et d'erreur portant sur les fondements même de la doctrine catholique, [qui proviennent] du mépris de ce système philosophique des princes de la scolastique, que l'approbation de l'Eglise a pourtant consacré de tant de manières ».

L'entêtement des théologiens surprend beaucoup de fidèles, qui ne

---

(1) Il paraîtrait que l'enseignement religieux serait extrêmement négligé dans les maisons d'éducation ecclésiastique (Jehan de Bonnefoy, *La fin d'un catholicisme* p. 79-80). Cela tient peut-être à ce que les chefs de ces maisons redoutent de trop laisser apparaître l'opposition qui existe entre ce qu'ils enseignent dans les classes de lettres et ce qu'il leur faudrait enseigner dans les classes de religion.

peuvent arriver à comprendre que les intérêts immédiats de la grande masse soient subordonnés à une minorité infime de professionnels : « Le christianisme, dit M. Ed. Le Roy, n'est point un système de philosophie spéculative, mais une source et une règle de vie, une discipline d'action morale et religieuse, bref un ensemble de moyens pratiques pour obtenir le salut (1).» Cette thèse n'est pas exacte quand on examine quel a été le rôle historique de l'Eglise ; j'écrivais, il y a quelques années : « L'Eglise se présente sous un double aspect : école de théologie et corps de police religieuse ; l'unité se fait au moyen de l'autorité pontificale, qui est à la fois surnaturelle et civile, qui promulgue des dogmes et qui règle la pratique de la vie, qui règne sur la foi et sur les mœurs (2). » On ne saurait supprimer un des caractères traditionnels de l'Eglise sans disloquer tout l'édifice.

Les théologiens sont peu nombreux, mais ils ont été, depuis le milieu du Moyen-Age, l'ornement des grands ordres religieux ; chacun de ces ordres constitue comme une forteresse théologique qui défend, avec acharnement, son drapeau. Dans la vie monastique, les influences du dehors sont fort atténuées, la vie mystique et les recherches de la plus abstraite théologie peuvent s'y produire librement. On a parfois supposé que la dispersion des congrégations françaises pourrait avoir une heureuse influence sur les transformations de l'Eglise, qui recevrait plus facilement les influences profanes ; mais je ne me figure pas bien ce que serait un catholicisme sans des groupes où puisse se pratiquer la vie spirituelle. L'histoire nous montre d'ailleurs que l'institution monastique était, comme le dit Renan, « dans l'essence même du christianisme. Dès que l'Eglise s'ouvrit à tous, il était inévitable qu'il se formât de petites Eglises pour ceux qui prétendaient vivre comme Jésus et les apôtres de Jérusalem avaient vécu. » Pour que le christianisme ne devienne pas simplement un thème à discours, il faut « que les conseils de Jésus soient pratiqués quelques parts » (3). Mais on naurait qu'une idée très imparfaite de l'institution monastique si on la réduisait à un moyen d'accomplir les préceptes de l'Evangile sur la mortification ; dans nos sociétés occidentales, très préoccupées de questions philosophiques, les monastères sont nécessairement l'asile des théologiens. Il ne me semble

(1) Ed. Le Roy, *op. cit.*, p. 26.
(2) *Essai sur l'Eglise et l'Etat*, p. 38. Cette police religieuse consiste dans le contrôle de l'admission aux sacrements et elle est confiée aux prêtres.
(3) Renan. *Marc-Aurèle*. pp. 558-559.

donc pas probable que la puissance des théologiens disparaisse jamais dans notre civilisation.

Je n'entends pas dire que les théories scolastiques soient destinés à s'imposer toujours à l'Eglise comme le pensait Léon XIII (1). Les éclaircissements que les doctrines du Moyen-Age avaient apportés et qui paraissaient excellents à leurs contemporains, obscurcissent les problèmes suivant l'opinion des modernes et transforment souvent en non-sens ce qui était mystérieux dans l'enseignement des Pères. Les thèses scolastiques se trouvent, à tout instant, en contradiction avec les résultats obtenus par l'histoire (2) et c'est pour ces thèses une cause d'affaiblissement croissant, puisque les ordres religieux renferment aujourd'hui beaucoup d'hommes qui se consacrent à cette histoire et qui renouvellent ainsi ce qu'on nomme la théologie positive. En examinant de près les doctrines élaborées au Moyen-Age, on s'aperçoit qu'elles dépendent, très souvent, de préoccupations apportées par les Barbares ; c'est ainsi que les Occidentaux ont été amenés à chercher des théories physico-chimiques de l'Eucharistie, alors que les Orientaux ne cherchèrent pas à éclaircir le mystère de la présence réelle (3). Au fur et à mesure que l'on connaîtra mieux les origines des thèses scolastiques, on sera amené à leur attacher moins d'importance ; elles pourraient donc succomber devant l'histoire.

Mais on ne saurait toucher, avec autant de hardiesse, aux dogmes des Pères grecs ; ce sont ceux-là qui sont les plus difficiles à comprendre pour les modernes et aussi ceux qui se prêtent le moins à une explication pragmatique, suivant les méthodes de M. Ed. Le Roy ; ce sont, en effet, les métaphysiciens grecs qui ont fixé la théologie de la Trinité et des deux natures du Christ (4). M. Ed. Le Roy

---

(1) Et dire que des politiciens nous l'ont représenté comme ouvert à toutes les idées modernes !

(2) Les liturgistes ont ainsi reconnu que l'essentiel des sacrements n'est pas toujours là où l'avaient placé les scolastiques. (Duchesne, *Eglises séparées*, pp. 100-101).

(3) Batiffol, *Etudes d'histoire et de théologie positive*, 2e série, pp. 341-346.

(4) J'ai montré comment les théories christologiques d'Alexandrie et d'Antioche se rattachent aux idées que se faisaient ces deux écoles sur la présence réelle (*Système historique de Renan*, pp. 381-382 et p. 415), mais il ne faudrait pas conclure de là que toute cette querelle porte sur des règles de piété, suivant la doctrine de M. Ed. Le Roy. Il est très possible que les deux conceptions eucharistiques se rattachent elles mêmes à des bases économiques : à Alexandrie, on disait qu'il y avait *conversion* du vin et du pain, parce que l'Egypte était un pays d'industries chimiques ; à Antioche, on croyait seulement qu'il y avait une valeur divine ajoutée aux espèces eucharistiques, ce qui semble être une idée de ciseleurs.

soutient que tout le mal provient de ce que l'on aborde les questions dogmatiques avec des préoccupations intellectualistes ; or, précisément, les théologiens grecs ont été des intellectualistes ; il se met donc en conflit avec toute la théologie traditionnelle.

Observons ici que c'est par son union avec l'intellectualisme grec que le christianisme a préparé la civilisation moderne. Il n'y a peut-être pas de fait plus important dans toute l'histoire de la pensée que l'introduction de la philosophie d'Aristote dans les écoles ecclésiastiques ; cette philosophie avait été longtemps suspecte et regardée comme étant propre à engendrer l'hérésie ; au milieu du XIII[e] siècle, elle devint la citadelle de l'orthodoxie (1). L'Eglise prépara ainsi les peuples occidentaux à la science, au droit, à la politique rationnelle, qui devaient devenir, plus tard, des armes si redoutables contre elle. Tous les peuples qui n'ont pas reçu cette initiation éprouvent beaucoup d'embarras à comprendre nos idées. Toute l'orientation du monde eût été changée si, au lieu de connaître Aristote, le Moyen-Age avait été initié aux théories néo-platoniciennes, dont il ne connut que des épaves dans l'œuvre de Pseudo-Denys.

L'intellectualisme a fait entrer dans le catholicisme un élément de fermentation qui a forcé la théologie à continuellement compliquer ses thèses et a ainsi engendré un mouvement ininterrompu d'épanouissement (2). Aujourd'hui, ce mouvement n'est plus aussi apparent qu'autrefois, parce que les laïques ne s'intéressent plus à une métaphysique ecclésiastique si fort éloignée des préoccupations modernes. Les laïques pieux trouvent qu'il y a déjà bien trop de théologie et seraient heureux d'être débarrassés de doctrines qui rendent la croyance si difficile et qui poussent, en même temps, l'esprit vers un rationalisme critique, destructeur de l'autorité. Il est

---

(1) Il est remarquable que les Arabes connurent Aristote par des traductions que firent des chrétiens nestoriens (Labourt, *le Christianisme dans l'empire perse*, p. 349).

(2) On abuse beaucoup du mot *développement* parmi les catholiques modernistes ; il prête à beaucoup d'équivoque et Newman lui préfère le terme *épanouissement (élargement)*. Il a défini ainsi sa doctrine en 1871 : « Une évolution doctrinale partant de certaines *vérités dogmatiques*, originales et fixes, que, du premier jour jusqu'au dernier, on tient pour inviolables et que le travail d'*épanouissement* ne fait qu'illustrer et établir plus fortement. » Il rejette la théorie « d'après laquelle les doctrines seraient *métamorphosées* et refondues en des formes nouvelles... les anciennes et les nouvelles formes seraient étrangères les unes aux autres, elles ne se relieraient entre elles qu'en tant qu'elles symbolisent ou réalisent certains principes immuables ou nébuleux. » (Newman, *Développement du dogme chrétien*, Extraits par H. Brémond, 4[e] édition, p. XXXIV.)

donc fort naturel que les thèses de M. Ed. Le Roy soient accueillies avec une faveur très grande dans le monde catholique.

Si le système traditionnel venait à disparaître, il ne resterait plus que la piété et l'autorité ; il est fort vraisemblable que la religion serait rapidement transformée en un amoncellement de thaumarturgies, de dévotions puériles et de rêves de visionnaires. De tout temps, les théologiens ont lutté contre les croyances pieuses et ils n'ont pas toujours eu gain de cause ; mais le prestige qu'on leur reconnaît, alors même qu'on ne suit pas toujours leurs idées, a préservé le catholicisme de la décadence intellectuelle que l'on constate dans les pays qui n'ont pas eu d'autre contrôle sur la piété que l'autorité de la hiérarchie (1).

Il n'est pas difficile de reconnaître qu'une religion abâtardie n'offre aucune ressource pour la morale. Les personnes qui espèrent trouver, comme M. P. Bureau, un secours dans l'Eglise pour relever le niveau moral de nos contemporains, devraient donc se ranger à la suite des anciens théologiens plutôt qu'à celle des nouveaux philosophes qui préparent (sans le vouloir) le règne de la *petite dévotion* dans l'Eglise.

III

M. P. Bureau croit observer, dans le monde profane, un mouvement qui porterait les hommes vers les idées religieuses, mais je crois qu'il exagère beaucoup les tendances qu'il examine. C'est ainsi qu'il attribue une importance sérieuse à des modes idéalistes qui se produisirent en 1890 et qui furent aussi ridicules que bruyantes.

M. Huysmans, qui était bien placé pour apprécier tout cela, se moque fort des poésies sacrées de MM. Haraucourt et Grandmougin, des Christs modernes de M. Béraud, des représentations de guignols bibliques dont parlèrent beaucoup les journaux de ce temps : « le muflisme fusa, dit-il, et s'épanouit en gerbe (2) ». Le plus brillant protagoniste de la jeunesse christianisante était M. Henry Bérenger, qui a trouvé plus avantageux aujourd'hui de devenir anticlérical.

---

(1) La théologie du XVII^e^ siècle a préservé l'Eglise de France d'un grand nombre de sottises à une époque où l'imitation de l'Espagne était à la mode.

(2) Huysmans, préface au *Latin mystique*, par Rémy de Gourmont, p. VIII.

Il est vrai qu'il ne comprenait guère la tactique de Léon XIII, puisqu'en 1892 il s'imaginait que l'Eglise allait s'unir aux libres-penseurs (1).

J'ai peine à prendre au sérieux M. Paul Desjardins dont le livre *Le Devoir présent* est signalé comme ayant eu la valeur d'un grand événement historique (p. 250) ; M. Huysmans parle de ce haut moraliste (!!) avec le plus profond mépris : « Quelques icoglans (2) échappés des haras de l'Ecole normale, où l'on n'avait même pas eu la peine de les hongrer (3), intervinrent pour expliquer le néo-christianisme aux foules. L'un d'eux, une espèce de Suisse du nom de Desjardins, constata la gestation aérienne de la jeunesse et, dans un opuscule intitulé *Le Devoir présent*, il prêcha l'idéalisme gai et prétendit apporter aux âmes endolories un réconfort (4). » Quelques années plus tard, Bernard Lazare jugeait le même prophète tout aussi sévèrement : « M. Paul Desjardins n'a pas d'idée fixe, il n'a pas d'idée du tout... Il régénérera les petits bourgeois en leur montrant un idéal de camelote et un Saint-Graal de carton-pâte... Il nous fait prévoir l'insipide, plate, vaniteuse et égoïste génération future, dont il aura été un des béats précurseurs (5). »

« Le laïcisme et la franc-maçonnerie sont devenus des religions. A ce titre, ils ont aujourd'hui leurs pontifes, leurs cérémonies rituelles, leurs pèlerinages, leurs dogmes, leurs hérétiques et même leurs commissions de l'Index. La poussée est si énergique que les porte-paroles attitrés de ces groupements la subissent et témoignent de sa puissance. » M. Lafferre a pu écrire dans l'*Action* : « C'est nous qui sommes vraiment religieux » (p. 399-400) ; tout cela ne tire pas à grande conséquence, cela prouve seulement que le catholicisme peut fournir de bons modèles aux hommes qui veulent organiser des hiérarchies, restreindre la liberté de l'esprit et s'enivrer d'honneurs rituels.

M. P. Bureau me semble également mal inspiré, quand il dit que les positivistes ont eu tort de ne pas suivre leur maître qui voulait compléter sa sociologie par une religion (p. 431). Il n'y avait pas d'homme plus fermé à l'idée religieuse que n'était A. Comte ; il n'avait connu du catholicisme que le mécanisme administratif, la

(1) Houtin, *Américanisme*, p. 316-319.
(2) Les *icoglans* sont les pages du Grand Turc.
(3) Pour avoir traité d'eunuques intellectuels des universitaires bien moins illustres que M. Paul Desjardins, j'ai été fort exposé aux injures.
(4) Huysmans, *loc. cit.*, p. VII.
(5) Bernard Lazare, *Figures contemporaines*, p. 108. 109.

pratique rituelle et les superstitions populaires ; ce catholicisme irrationnel lui semblait excellent pour engendrer le sentiment du respect et cette génération du respect était sa principale préoccupation. Il organisa un culte avec des prières, des sacrements et des lectures pieuses, mais il ne voulait pas laisser entrer dans son école l'expérience du surnaturel, la réflexion métaphysique et le dogme; c'est pourquoi il proposait à ses fidèles d'adorer la Terre, l'Espace et l'Humanité (1); il donnait à sa prétendue religion le nom de néo-fétichisme, et on sait que le fétichisme est à peine une religion. Son système n'aurait pu être efficace qu'à la condition de s'implanter chez un peuple qui crût à la magie; chez nous, c'était une mauvaise farce.

Il se peut que des positivistes aient cru trouver dans ce culte une satisfaction de leurs besoins spirituels, mais ils étaient victimes d'une illusion ; ils ne se rendaient pas compte de leur véritable état d'âme et ne savaient pas que leur cœur était gouverné en réalité par des sentiments chrétiens provenant de leur éducation, du romantisme et de lectures d'ouvrages catholiques recommandés par A. Comte. Aujourd'hui que le christianisme a beaucoup baissé et que le romantisme est devenu ridicule, le positivisme ne recrute plus de catéchumènes.

Contrairement à l'opinion de M. P. Bureau, je ne trouve aucune valeur morale aux nombreuses imitations du christianisme qui ont été tentées au XIXe siècle ; il est bien heureux d'avoir rencontré des « âmes d'élite qui ont puisé dans la religion de l'Humanité d'A. Comte un principe de morale supérieure » (p. 431); parmi les positivistes que j'ai connus, je n'ai point rencontré d'âmes d'élite, mais plutôt des flibustiers, des courtisans serviles du pouvoir, des cyniques niais et aussi beaucoup de nigauds (2).

L'observation a montré que les religions n'exercent une influence morale que dans des cas très rares; aussi n'y a-t-il plus que des gens mal renseignés pour croire, encore aujourd'hui, qu'il est essentiel d'enseigner aux hommes l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme ; ce qu'on nommait autrefois la religion naturelle est sans aucune efficacité.

Je ne vois pas qu'on puisse accorder plus grande valeur aux hypothèses que fait M. A. Croiset. Celui-ci observe que les savants se dévouent pour la science et il ne lui semble pas difficile d'admettre

(1) Il aurait pu, tout aussi bien, proposer à leurs adorations la vapeur d'eau, les plaques photographiques et la Bibliothèque nationale.

(2) Les *Mémoires* du général André constituent un des monuments de la haute littérature positiviste.

que les bons citoyens se dévouent pour le bien commun. « *Pourquoi* l'homme ne finirait-il pas par comprendre que la société lui est indispensable pour vivre et que sa moralité personnelle, en revanche, est indispensable à la société pour lui permettre de prospérer? *Pourquoi* cette intelligence des conditions de la vie collective, trop rare encore, ne susciterait-elle pas de plus en plus chez les individus *une sorte de religion sociale*, qui les pousserait au dévouement et au sacrifice, comme la *religion de la science* y conduit tant de savants illustres ou obscurs? Et quel besoin d'ajouter à cette *évidence très claire* des affirmations philosophiques toujours contestables? » (p. IX-X).

J'avoue que je trouve très obscur ce que M. A. Croiset trouve très clair: il aurait fallu, tout au moins, nous faire connaître quelles sont les forces qui entraînent ainsi l'homme au dévouement et au sacrifice; on ne voit pas comment elles peuvent résulter d'un phénomène d'ordre aussi intellectuel qu'est la connaissance des conditions de la vie collective; et si ces forces résultent avec une évidence très claire des faits scientifiques, pourquoi le mot *religion*? Nous sommes habitués à entendre dire que le christianisme engendre facilement le sacrifice et il est le type des religions civilisées; en employant le mot religion dans un sens métaphorique pour désigner quelque chose qui n'a rien de religieux, on peut amener l'esprit à accepter plus facilement la genèse du dévouement par la connaissance des conditions de la vie sociale. Nous avons là un remarquable exemple du danger que les figures de langage font courir à l'esprit.

Tout le monde sent, d'une manière plus ou moins précise, qu'on ne peut fonder la morale sur l'Etat, sur le droit, sur l'économie et, par suite, sur aucune des institutions bourgeoises. La morale requiert quelque chose de mystérieux, ou tout au moins d'étranger aux institutions de notre société; et c'est cela qu'on veut désigner sous le nom de religion; mais où prendre ce quelque chose? C'est ce qu'on oublie de nous apprendre.

IV

Nous avons vu avec quel enthousiasme M. P. Bureau parle des chefs des trade unions anglaises; il a été très frappé de rencontrer parmi eux des hommes qui travaillent fort activement à l'évangélisation du peuple; cela est surtout remarquable parmi les mineurs. « Le père d'Albert Stanley avait prêché dans les Cannock-Chase;

le fils s'empressa de suivre les belles traditions paternelles. A quatorze ans, il s'essaya dans une maison amie à l'exercice de ce ministère... Depuis plus de vingt années, Albert Stanley poursuit toujours le même ministère... Tous les dimanches, disait il [à M. P. Bureau], je consacre une notable partie de ma journée à prêcher et quand, par extraordinaire, je ne puis le faire, je suis fort mécontent de ma journée ; mais je n'y manque que fort rarement, à peine trois ou quatre fois par an. L'Angleterre possède plusieurs douzaines d'hommes de cette taille parmi les leaders unionistes et plusieurs centaines en approchent. Pourquoi notre pays n'en possède-t-il pas un seul ? La lacune est grave et c'est en vain que nous chercherons à résoudre beaucoup d'autres problèmes, tant que nous n'aurons pas donné satisfaction à ce besoin primordial. » (p. 379, cf. p. 372).

Voilà, évidemment, l'observation qui a déterminé toute la pensée de M. P. Bureau : il voudrait transporter chez nous un modèle emprunté à l'expérience d'un pays prospère. Mais un fait ne vaut que par l'explication qu'on en donne ; il s'agit de savoir pourquoi les pays anglo-saxons diffèrent tellement du nôtre à ce point de vue et surtout si cette différence a quelque chance de se maintenir ; car, avant de transporter chez nous un modèle il ne serait pas mauvais de savoir si son apparition ne tiendrait pas à un accident.

Il faut partir de cette constatation fondamentale : que les pays protestants ont conservé un très grand nombre de traditions du Moyen-Age. Il résulte de là que dans les masses ouvrières les préoccupations sociales y prennent facilement un caractère religieux, comme cela avait lieu autrefois partout. On doit d'autant moins s'en étonner qu'en Angleterre il ne manque pas de savants dont les doctrines ne sont pleinement intelligibles que si on les rapproche de certaines conceptions religieuses, en sorte qu'aujourd'hui encore dans ce pays la théologie a une certaine prééminence sur les sciences.

Le caractère conservateur du protestantisme est renforcé, au-delà de la Manche, par ce fait que si on laisse de côté une infime minorité d'anciens élèves d'Oxford, la bourgeoisie anglaise est demeurée à peu près étrangère à ces notions que l'on a appelées païennes, puis rationalistes et plus récemment laïques, introduites chez nous avec tant de succès par la Renaissance (1). Depuis le XVII[e] siècle, de très

(1) L'absence de culture classique en Angleterre a pour résultat de rendre la société beaucoup plus homogène au point de vue intellectuel : un secrétaire de trade-union pénètre ainsi facilement dans le monde bourgeois qui n'a pas une culture bien différente de la sienne. On peut dire que dans

nombreux collèges ont vulgarisé en France la culture classique et les jésuites n'ont pas été les moindres artisans de cette nouvelle civilisation qui devait faire tant de mal à l'Eglise. La religion est demeurée très mêlée à la vie politique anglaise et le droit a pu conserver un grand nombre de règles qui paraîtraient fort oppressives chez les peuples latins. Mais on doit se demander si le progrès de la littérature de vulgarisation scientifique ne doit pas produire en Angleterre les mêmes conséquences qu'il a produites chez nous, c'est-à-dire amener le plus grand nombre à ne plus rapporter leurs pensées à des principes religieux ; quand cette transformation sera opérée, le caractère le plus singulier des sociétés anglo-saxonnes aura disparu.

Je me demande si le sentiment chrétien est vraiment bien profond chez ces chefs des trade-unions qu'admirent MM. P. de Rousiers et P. Bureau ; je suis, en effet, très frappé du caractère si optimiste de leurs discours ; or, l'optimisme a toujours été signalé comme étant fort peu chrétien ; Hartmann soutient que le protestantisme libéral est arrivé, en devenant optimiste, à adopter une conception païenne de la vie et à perdre tout esprit religieux (1). Cet optimisme se rencontre partout, chez les anciens ouvriers qui sont arrivés à de hautes situations par leur travail, leur intelligence et leur moralité ; il leur semble que l'on a tort de s'arrêter effrayé devant les obstacles créés par l'économie, car ils trouvent dans leurs expériences personnelles la preuve que la persévérance peut venir lentement à bout des plus grandes difficultés de la vie. Leur optimisme leur donne une grande confiance dans les compromis qu'ils cherchent à faire conclure entre patrons et ouvriers ; ils supposent, en effet, que peu à peu la voie se déblaiera pour ceux qui voudront monter plus haut.

Ce qu'on appelle la sagesse du trade-unionisme est fondé sur cet optimisme et je suis étonné que M. P. Bureau ne s'aperçoive pas que cet état d'esprit caractérise l'évanouissement du christianisme.

Quand on regarde les choses de près, on s'aperçoit que le langage

---

un sens l'Angleterre est plus démocratique que la France. Ce sont nos habitudes classiques qui nous rendent si difficile de comprendre la première propagande chrétienne ; le XVII[e] siècle n'y avait rien pu comprendre ; il trouvait miraculeux que des *rustres* eussent pu convertir des *gens bien élevés*. Renan a fort justement observé qu'en Orient l'éducation scolaire ne trace pas entre les classes la même différence que chez nous ; les gens d'école passent même souvent là-bas pour pédants et mal élevés (*Vie de Jésus*, p. 33-34).

(1) Hartmann. *La Religion de l'avenir*, trad. franç., p. 126-128. Les jésuites ont beaucoup contribué à populariser l'optimisme dans l'Eglise ; ce sont des hommes adroits, généralement médiocres et très peu pénétrés de l'idée chrétienne.

des trade-unionistes anglais, qui sont aussi prédicateurs religieux, tient souvent moins à la profondeur de leurs croyances chrétiennes qu'au fait qu'ils trouvent dans leur souvenir religieux un moyen d'exprimer, d'une manière saisissante, les idées qui leur sont chères. Ils ne disent point, comme feraient beaucoup de nos philosophes, que le progrès matériel, intellectuel et moral des classes populaires résulte de la justice immanente des choses ; de telles formules leur paraîtraient inintelligibles et ne produiraient aucun effet sur les ouvriers mineurs (1) qui les écoutent ; ils fondent, au contraire, sur la bonté divine, dont tous leurs auditeurs ont souvent entendu parler, la certitude du succès, la confiance en leurs plans pratiques et la possibilité de concilier les conflits (2).

Ces hommes appartiennent aux sectes non-conformistes, qui ont si longtemps été persécutées, qui se regardent encore comme étant en marge de la société, et qui sont si souvent en lutte contre l'Eglise établie, sur le terrain politique. De cette situation historique sont nées beaucoup d'idées que l'on a pu rapprocher de celles qu'on trouve dans les ordres religieux du catholicisme ; aux temps primitifs d'une secte, quand elle ne renferme encore qu'un petit nombre d'adhérents, ses membres se regardent volontiers comme appartenant à une congrégation de saints et alors il y a à peu près identité entre l'esprit de secte et celui de couvent (3).

Dans la vie religieuse des non conformistes, on a toujours donné une grande place aux conversions soudaines qui se produisent dans les assemblées enthousiasmées par une prédication véhémente ; ces spectacles que le méthodisme a rendus si populaires par ses *réveils*, étaient regardés comme des preuves expérimentales de la grâce. La lecture de la Bible est pour eux une manière d'entrer en relation certaine avec le Saint-Esprit, qui éclaire tout chrétien cherchant des lumières dans le livre révélé. Les sacrements sont bien moins, à leurs yeux, des moyens de sanctifier les individus que des renouvellements

---

(1) Ces prédicateurs sont particulièrement nombreux parmi les mineurs du nord de l'Angleterre.

(2) Voici quelques extraits de ces sermons : « La religion du Christ nous apprend que Dieu est un père... De même que les vices de l'humanité avaient obscurci et dénaturé la conception de Dieu, de même cette conception redressée et complétée doit faire disparaître nos vices, nous inspirer l'amour de nos frères » ; — « Dieu n'a pas fait l'homme pour aboutir à un échec. Nous avons des occasions de rendre cette vie utile et féconde, mais c'est à nous de savoir en profiter ; éviter le mal n'est pas suffisant, il faut encore faire le bien, avec une vertu active » (De Rousiers, *Le Trade-unionisme*, p. 34-35.

(3) Renan. *Marc Aurèle*, p. 627.

d'engagements contractés par des compagnons du pèlerinage sacré. Les expériences visibles de la grâce, la familiarité biblique du Saint-Esprit et le compagnonnage sacramentel permirent de constituer ces sociétés religieuses que Renan compare si justement aux ordres du catholicisme.

Tout cela est en pleine décadence aujourd'hui. Les *réveils* n'ont pas disparu ; mais on commence à trouver les agitations des prédicateurs populaires quelquefois assez ridicules ; les fantaisies de l'Armée du Salut ont beaucoup fait pour déconsidérer l'ancien enthousiasme. Le temps n'est certainement pas éloigné où les scènes qui produisaient jadis le plus d'édification feront sourire. La Bible est toujours beaucoup lue, mais on la regarde, de plus en plus, comme un livre simplement vénérable à cause de son utilité pratique ; on ne croit guère à l'existence du Saint-Esprit. Enfin les sacrements perdent leur portée compagnonnique maintenant que les non-conformistes vivent à peu près comme tout le monde ; la Cène ne semble pas avoir aujourd'hui beaucoup plus d'importance pour les protestants (non anglicans) que n'en a le pain bénit pour les catholiques.

Ce qui demeure du christianisme chez les Anglo-Saxons me paraît tenir aux traditions familiales ; ce n'est pas la religion qui soutient la famille, mais celle-ci qui entretient le sentiment religieux ; on demeure fidèle à de vieux principes par point d'honneur et c'est un principe éminemment profane qui dirige en réalité la conduite. M. P. de Rousiers n'a d'ailleurs pas observé de différence entre la valeur morale et la hauteur de caractère des trade-unionistes qui prêchent l'Evangile et ceux qui ne participent plus qu'accidentellement à un culte chrétien (1).

Les Etats-Unis manifestent ce phénomène sous un aspect très agrandi : dans les vieux Etats de l'Est, on trouve encore beaucoup d'usages remontant aux puritains qui fondèrent les colonies de la Nouvelle-Angleterre ; la religion paraît se maintenir surtout par honneur familial ; mais là où l'on a affaire à des hommes *déracinés* on ne voit plus persister grand chose du christianisme. M. P. Bureau fait lui-même la différence entre les trade-unionistes anglais et ceux d'Amérique, les premiers ayant une attitude beaucoup plus chrétienne que les seconds (p. 359). Quand on avance vers l'Ouest, les désordres moraux que notre auteur dénonce comme les plus dangereux se multiplient au point de devenir plus scandaleux que dans nos

(1) De Rousiers, *op. cit.*, p. 36.

pays latins; c'est ainsi que le mariage chrétien disparaît presque complètement dans ces régions.

Chez les Yankees on observe presque partout un optimisme qui a parfois quelque chose d'agaçant ; cet état d'esprit est naturel chez des gens qui sont gâtés par tant de hasards heureux, qui voient se créer avec une rapidité foudroyante de gigantesques fortunes et qui ont devant eux de si brillantes perspectives. La dureté des liens historiques n'existe presque pas dans les États-Unis et, au lieu d'avoir le sentiment de la misère fondamentale de l'homme, on est conduit presque forcément à voir dans l'homme un maître incontesté du monde (1).

La vulgarisation scientifique a produit en Amérique un très grand mouvement vers l'indifférence religieuse : les recensements américains montrent que la moitié de la population ne sait pas à quelle Église se rattacher ; on ne saurait dire que cette moitié soit antichrétienne, mais elle vit sur des souvenirs et des imitations qui sont amenés à s'évanouir lentement.

Le christianisme anglo-saxon me semble donc être un produit des conditions anciennes, qui disparaît peu à peu, et je ne vois pas qu'il soit possible de fonder une théorie de la réforme morale sur cet exemple. Chez nous il y a plus que de l'indifférence, il y a une hostilité déclarée pour tout ce qui ressemble à une religion ; il suffirait donc de présenter une doctrine sous un aspect religieux pour que le peuple la repoussât (2). Les créateurs de nos écoles primaires crurent faire merveille en essayant de donner une couleur religieuse à l'enseignement patriotique ; leur tactique a eu pour résultat de rendre le patriotisme très fragile ; à la première attaque il a été atteint très gravement.

V

Quand on ne veut pas se leurrer de mots, il faut entendre par religion non je ne sais quelle combinaison artificielle des sentiments de dévouement (comme fait M. A. Croiset), mais la religion historique

(1) C'est ainsi que la légende juive représente Adam dans le paradis terrestre ; le péché introduit seul le travail pénible et l'insuccès.

(2) J'ai expliqué (novembre 1906) que M. Dolléans s'est gravement trompé en croyant discerner un caractère religieux dans le socialisme. M. P. Bureau a tort de suivre cet auteur et de regarder le socialisme contemporain comme plein d'esprit religieux (p. 398).

(comme M. P. Bureau). Une religion est un ensemble d'expériences, de réflexions et d'affirmations traditionnelles qui puisse être placé dans le système idéologique dont le christianisme forme l'échelon suprême (1). Chez nous, la religion, c'est le catholicisme ; et il faut tenir compte d'une constatation souvent faite : que les bonnes volontés catholiques ne peuvent rien tant qu'elles ne sont point parvenues à *créer quelque chose dans l'Eglise* ; tant qu'elles demeurent libres, elles aboutissent à l'échec ou à l'hérésie ; c'est ce que montre bien l'histoire franciscaine ; les groupes qui ne marchèrent pas complètement d'accord avec la hiérarchie succombèrent rapidement ; il n'est pas douteux que sans le concours que prêta à l'ordre naissant le cardinal Hugolin (plus tard pape sous le nom de Grégoire IX), saint François d'Assise serait demeuré un personnage singulier, ne laissant aucune trace dans l'histoire des institutions religieuses (2).

Il est donc assez oiseux de savoir s'il existe aujourd'hui des catholiques capables de comprendre les conditions de la vie moderne et de réconcilier l'Eglise avec le siècle ; il faut savoir s'il y a des institutions ecclésiastiques capables de faire passer dans la pratique les idées de M. P. Bureau ; tant que de telles institutions ne manifesteront pas leur existence, on ne pourra pas attacher à ces idées une portée sociale. L'expérience du temps passé permet même de regarder comme infiniment vraisemblable que ces institutions ecclésiastiques devraient être des ordres religieux nouveaux (3) ; c'est, en effet, au moyen d'ordres créés successivement au fur et à mesure que des problèmes nouveaux se posaient, que l'Eglise a pu tenir tête. jusqu'ici, aux difficultés qu'elle a rencontrées ; il n'y a aucune raison pour qu'il en soit autrement aujourdhui.

Durant le haut Moyen-Age, les bénédictins apportèrent dans l'Europe redevenue barbare, un procédé de travail supérieurement organisé et une technique savante (4) ; ils eurent ainsi un très grand rôle dans la civilisation naissante et fournirent à l'Eglise une richesse qui n'a pas été sans influence sur son histoire. Au XIII[e] siècle, les ordres

---

(1) « Christianisme est devenu presque synonyme de religion » dit Renan (*Vie de Jésus*, p. 462).

(2) M. Paul Sabatier voudrait même que saint François eût été un demi-hérétique dont l'œuvre a été défigurée par l'Eglise ; c'est une grosse erreur.

(3) Le P. Hecker, dont le nom fit tant de bruit en France, il y a quelques années, comprit qu'il ne pouvait *américaniser* le catholicisme comme il l'entendait, qu'en créant un ordre nouveau, qui n'a pas eu beaucoup d'extension d'ailleurs. (Houtin, *Américanisme*, pp. 38-53.

(4) Cf. *Introduction à l'économie moderne*, pp. 113-123.

mendiants s'emparèrent de la thèse de la pauvreté évangélique, si souvent mise en avant par les hérétiques, et ils contribuèrent à sauver une Eglise séculière qui était toute préoccupée de biens temporels (1); il semble que, dans beaucoup de cas, l'Inquisition ait dû ses succès à ce que les Mendiants soulevaient les masses populaires contre une bourgeoisie incrédule et cupide. Après la Réforme, les jésuites créèrent des collèges pour vulgariser les humanités et rattacher au catholicisme les hautes classes qui avaient été séduites par les nouveautés littéraires de la Renaissance et qui méprisaient la rusticité des moines, le mauvais latin des liturgistes et le pédantisme des anciens théologiens. Au cours du XIX^e^ siècle, les institutions charitables et scolaires se sont tellement développées qu'on pourrait presque dire qu'elles sont nées de notre temps (2); mais on ne voit pas qu'il se soit rien organisé dans l'Eglise pour défendre la morale.

L'institution la plus moderne que l'Eglise puisse revendiquer est aujourd'hui celle des assomptionnistes; ces moines ont voulu faire comme les Mendiants du XIII^e^ siècle, et les jésuites du XVI^e^, enlever aux ennemis du catholicisme leurs armes les plus redoutables ; ils ont été prodigieusement imitateurs : car ils se sont occupés de créer des trains de plaisir pour les pèlerinages, des journaux à bon marché et des œuvres électorales destinées, dans l'esprit des fondateurs, à enlever aux radicaux et aux socialistes leur clientèle populaire. Le temps de l'affaire Dreyfus a été celui des assomptionnistes, sur lesquels la Cour de Rome semblait avoir placé toutes ses espérances (3). Ils ont abouti à un échec complet et ont entraîné dans leur désastre toutes les congrégations religieuses. En tout cas, on ne voit pas, en lisant la *Croix* et le *Pèlerin*, que ces agitateurs cléricaux puissent être, en rien, comparés aux prédicateurs non-conformistes, dont M. P. Bureau

---

(1) Machiavel a fait cette observation : « Par la pauvreté de leur vie et l'influence que leur donnent sur le peuple la confession et la prédication, ils sont parvenus à lui persuader que c'est un péché de médire même du mal et un mérite de vivre sous l'obéissance de ses chefs. d'où il suit qu'on voit les prélats s'abandonner à leurs penchants criminels. parce qu'ils ne craignent point le châtiment qui ne frappe point leurs yeux et auquel ils ne croient point. Cette réforme a donc régénéré la religion et la maintient encore » (*Discours sur Tite-Live*, livre III, chap. I).

(2) En 1789, il y avait 800 frères des écoles chrétiennes dans 126 maisons ; en 1888, il y en avait 12.245 dans 1.286 maisons. Le nombre des religieuses est passé de 27.000 à 127.753 de 1789 à 1878, et sur ce nombre plus de 123.000 sont vouées aux œuvres scolaires et charitables. (Taine, *Le régime moderne*, t. II, pp. 110-112).

(3) Il semble bien que le cardinal Rampolla ait été l'un des dirigeants de la campagne antisémitique ; je ne serais pas étonné que ce fût à cause de ce rôle que M. Combes désirait le voir écarté de la papauté.

a signalé le grand rôle parmi les trade-unionistes anglais (1). D'ailleurs, on ne fait point de la morale et de la politique, ce sont deux choses qui ne marchent pas ensemble.

La moindre observation montre que l'Eglise perd. chaque jour davantage, le contact avec le peuple; le catholicisme devient un luxe propre à la bourgeoisie, comme l'art moderne qui est inintelligible aux masses. Le rôle de la religion devient ainsi solidaire du rôle de la bourgeoisie, et tout semble démontrer que celle-ci est indifférente aux idées qui sont connexes à celles de morale : c'est ce qu'il est facile de montrer dans tous les ordres de la pensée ou de l'action.

Dans la bourgeoisie on ne trouve plus que la préoccupation des intérêts immédiats de ses membres : aussi ne veut-elle plus entendre parler de la mission de l'Etat et partout elle est devenue fanatiquement pacifique. Elle a perdu toute idée de sa propre mission comme classe dirigeante, aussi se soucie-t elle de moins en moins du droit; elle se contente d'un arbitraire mitigé par des considérations d'opportunité, et est satisfaite pourvu que l'ordre soit à peu près respecté. La bourgeoisie catholique demande à l'Eglise de distribuer des sacrements capables d'assurer aux fidèles le salut, mais elle tombe des nues lorsque le pape lui parle de la mission de l'Eglise, et elle regarde la théologie comme un radotage des temps barbares. L'idée de mission ayant disparu partout, ne pouvait demeurer dans la morale : le christianisme avait enseigné que l'individu doit se donner la mission la plus difficile à entendre et à accomplir, celle de devenir l'*ami du Christ* (2); c'est par cet enseignement qu'il avait eu une efficacité sur les mœurs ; mais aujourd'hui quelques personnes exceptionnelles peuvent seules encore accepter une doctrine qui est en contradiction avec toutes les tendances bourgeoises.

Je suis persuadé que la bourgeoisie est destinée à vivre désormais sans morale ; cette conclusion paraîtra paradoxale à plus d'une personne, monstrueuse à M. P. Bureau qui a un sentiment si profond de la valeur des sentiments moraux ; mais pendant des siècles le monde antique a vécu de cette manière. A l'époque ou Aristote écrivait, la Cité héllénique était en pleine décomposition et il recueillait

(1) Les conférences de Saint-Vincent de Paul, qui ont joué un si grand rôle dans l'histoire contemporaine, ne semblent pas avoir fait grand bien non plus ; M. P. Bureau me semble s'illusionner quand il dit « que les ouvriers urbains aiment à vanter le dévouement inépuisable des membres [de ces] conférences » (p. 233). Mes observations personnelles sont infiniment peu favorables à cet assomptionnisme laïque (si l'on peut employer cette expression).

(2) *Ruine du Monde antique*, p. 255.

ce qui lui semblait avoir une portée pratique dans la tradition, en vue d'amener les hommes à obtenir l'estime des honnêtes gens. Lorsque Cicéron compila le *De officiis* (1), les Romains n'avaient plus aucun souci des intérêts de leur patrie et quelques années plus tard, la République allait sombrer dans les plus épouvantables catastrophes; la société antique ne disparut pas cependant, il fallut attendre trois cents ans avant que le christianisme apportât des principes nouveaux, et encore ne les fit-il alors triompher que très imparfaitement. Il est probable qu'aujourd'hui les choses marcheront plus vite ; mais la bourgeoisie peut trouver encore longtemps des ressources pour se défendre, même avec énergie, contre les assauts du prolétariat révolutionnaire, sans jamais rencontrer de forces propres à assurer sa réforme morale.

La morale est beaucoup plus indépendante des bases économiques que ne sont les idéologies juridiques, politiques et même probablement religieuses. De là résulte qu'une société peut prospérer sans posséder de valeurs morales dignes de ce nom ; en voyant la richesse s'accroître, alors que les préoccupations morales deviennent, de plus en plus, médiocres, les hommes finissent par croire que la morale est une littérature d'ordre inférieur. On trouverait, à l'heure actuelle, bien peu de personnes lettrées qui se passionnent comme M. P. Bureau pour la crise morale ; on écrit beaucoup sur ce sujet, mais des livres sans chaleur et sans conviction.

Si je ne me trompe pas sur la séparation profonde qui existe entre la morale et les autres idéologies, il est facile de comprendre qu'une classe puisse se créer des conceptions morales qui soient en complet désaccord avec tout l'ensemble de la structure sociale. Cette possibilité est un des postulats du socialisme fondé sur la lutte de classe. On peut même affimer qu'il est important de ne pas laisser pénétrer dans le prolétariat des enseignements moraux donnés par la philosophie de la bourgeoisie, parce que celle-ci étant désormais condamnée à vivre sans morale, ses philosophes sont amenés, presque nécessai-

---

(1) « En tant que traité doctrinal du bien et du mal, dit M. G. Ferrero, ce livre n'est guère remarquable ; car ce n'est qu'une compilation faite à la hâte de Panaetius et de Posidonius, et entrecoupée de réminiscences aristotéliciennes et platoniciennes, de réflexions et de souvenirs personnels sur l'histoire de la Rome ancienne et contemporaine. » (*La fin d'une aristocratie*, p. 105).

rement, à inventer des ombres de morale sophistique (1), qui sont de nature à porter le trouble dans les âmes et à conduire le peuple à la corruption.

Georges SOREL.

---

(1) Une nécessité professionnelle empêche, en effet, les philosophes d'accepter que le monde puisse vivre sans leur concours. Le monde pourrait, pensent-ils, se passer de prêtres, mais non de moralistes ; les prêtres ont une conception contraire, par la même raison professionnelle.

Le prochain Congrès socialiste international

Je voudrais émettre ici librement, et sous ma responsabilité personnelle, quelques observations à propos du prochain congrès socialiste international, qui se tiendra le 16 août et jours suivants à Stuttgart.

I. — Le *Bureau socialiste international*, qui siège à Bruxelles, vient de publier une note dans laquelle il rappelle les conditions d'admission au congrès. Ces conditions, pour officielles qu'elles soient, n'en sont pas moins déplorables. Si les congrès socialistes internationaux ont un sens, ce ne peut être que celui de permettre à *tous les socialistes*, quelles que soient leurs divergences, de se connaître et de discuter les problèmes qui les passionnent. L'exclusion de quiconque se réclame de l'une des formes existantes du socialisme est inadmissible.

C'est pourtant ce qui résulte de la circulaire du *Bureau socialiste international*. On y lit, en effet, ce qui suit :

Sont admises aux Congrès socialistes internationaux :

A) Toutes les associations qui adhèrent aux principes essentiels du socialisme ; socialisation des moyens de production et d'échange ; union et action internationales des travailleurs ; conquête socialiste des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en parti de classe.

B) Toutes les organisations corporatives qui, se plaçant sur le terrain de la lutte de classes et déclarant reconnaître la nécessité de l'action politique, donc législative et parlementaire, ne participent pas d'une manière directe au mouvement politique. (Congrès de Paris, 1900.)

Ce paragraphe est absurde, il n'y a pas d'autre mot. Je le répète carrément : pourquoi *tous les socialistes*, c'est-à-dire tous ceux qui poursuivent la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui soutiennent que la cause principale en est le capitalisme, qui, par conséquent, tendent de toutes leurs forces à la socialisation du sol et des instruments de travail ; qui s'appuient, pour atteindre ce but, sur ce phénomène social qu'est *la lutte des classes* et basent leur action

quotidienne sur le sentiment de la solidarité et les besoins économiques, intellectuels et moraux de la classe prolétarienne ; pourquoi tous ceux-là ne se trouveraient-ils pas dans les congrès pour y chercher en commun les moyens les plus capables d'établir l'*unité* du mouvement ouvrier international ? Or c'est empêcher cette *unité* que de faire de la croyance à « la conquête socialiste des pouvoirs publics », tant discutée dans le camp des social-démocrates eux-mêmes, un article de foi et une *conditio sine qua non*.

Ah oui ! Nous ne connaissons que trop bien la génèse historique de cet état de choses : les luttes haineuses et quelquefois stupides qui ont abouti à l'expulsion des anarchistes des congrès socialistes internationaux. Mais du point de vue logique ? Les anarchistes sont des socialistes, disons-le franchement. Je ne parle pas, bien entendu, ni des stirneriens, ni des snobs pseudo-nietzschéens, ni des criminaloïdes, ni des égotistes, ni des cabotins littéraires. Je ne pense qu'à ceux qui partagent les idées socialistes telles que je viens de les exposer, et qui ne diffèrent des autres socialistes que par leur antiparlementarisme aprioristique, par conséquent dans une question purement secondaire et de tactique. Et c'est la grande majorité.

Notre ami Luigi Fabbri, qui est sans le moindre doute le leader intellectuel des anarchistes d'Italie, et qui dirige la revue *Il Pensiero*, faisait naguère une proposition, que l'on peut certainement modifier, mais qui mérite d'être prise en considération sérieuse. Fabbri propose l'union des forces social-démocrates, au sens le plus large du mot, et des anarchistes, à deux conditions : 1° que les social-démocrates renoncent aux réformistes et les anarchistes aux individualistes ; 2° que la fameuse question qui jusqu'ici a divisé les socialistes, celle du parlementarisme, reste en dehors de toute règle commune et relève de la seule opinion individuelle.

Assurément le problème ne se résout pas par la simple classification des social-démocrates en « réformistes » et « révolutionnaires ». Il y a un révolutionarisme très respectable et fort vertueux, à côté d'un réformisme assez brave et passablement hardi. Il existe, d'autre part, en Allemagne par exemple, un révolutionarisme verbal outre mesure, mais qui, en fait, a une peur effroyable de la moindre action, qui déteste la grève générale comme la peste et a pour les démonstrations dans la rue le soulèvement de cœur d'une vieille fille qui croit sa vertu attaquée. Et à côté, on voit un réformisme gouailleur et vigoureux, capable d'agir vigoureusement, même pour des réformettes et prêt à braver, avec bien plus d'audace que ses camarades de l'extrême gauche du Parti, la police dans les rues. Mais s'il y aurait

encore à verser des flots d'encre sur la terminologie et la définition des divers courants du socialisme parlementaire, il n'en est pas moins vrai que Fabbri a tout à fait raison, selon moi, lorsqu'il parle de l'*élimination* du parlementarisme des discussions socialistes. Ni le parlementarisme ni l'antiparlementarisme ne sont des caractéristiques du socialisme. A mon sens, on pourrait considérer ce problème d'opportunité pure comme secondaire et ne méritant pas qu'on en vienne aux mains de part et d'autre. Le parlementarisme n'est ni la boite de Pandore que disent les uns, ni la panacée que prônent les autres. Tout cela vaut-il la peine qu'on s'arrache un cheveu ?

Quoi qu'il en soit, la règle actuelle d'admission aux congrès socialistes internationaux aboutit à ce non-sens invraisemblable : D'un côté, on exclut cette partie des anarchistes — la plus considérable — qui ne se distingue des autres socialistes que par son aversion pour l'action électorale et la démocratie bourgeoise, mais qui a de commun avec eux tous les principes fondamentaux de la lutte ouvrière révolutionnaire. De l'autre côté, on admet les trade-unionistes anglais (pour ne citer qu'un exemple) qui, tout en participant, comme n'importe quel bourgeois, aux élections et en allant, eux aussi, à la chasse au pouvoir, n'ont rien de la mentalité socialiste et répudient la lutte de classe. En d'autres termes, on chasse une partie des socialistes incontestables, parmi lesquels des hommes extrêmement dévoués à la cause ouvrière et des savants hors ligne, mais on ouvre la porte à des hommes qui ne portent le vêtement ouvrier que pour faire de la politique libérale bourgeoise.

II. — Abordons maintenant la tenue même des congrès socialistes internationaux. Je dois avouer que les manières plutôt spéciales de quelques-uns des partis les plus puissants ne sont pas du tout de nature à nous convaincre que les motions adoptées aient la moindre valeur. Ecoutons ce que dit à ce sujet notre ami Max Quarck, un des hommes les plus influents de la social-démocratie allemande : « Quelle était, dit-il, l'attitude de la délégation allemande au congrès socialiste international d'Amsterdam, dans la question de la tactique et son mode de votation ? Voici. A cause du manque absolu d'esprit démocratique, qui se fit jour aussi dans beaucoup d'autres questions, les délégués allemands, bien qu'envoyés à Amsterdam avec les sous des prolétaires, n'eurent pas même la possibilité de faire entendre à haute voix l'opinion de ceux qui les avaient délégués. On se contenta d'envoyer Bebel et Kautsky à la commission de la tactique. C'était là tout ce qu'on leur permit de faire ! Ce n'est qu'avant le vote en

réunion générale du congrès, que nous avons réussi à faire convoquer une séance de la délégation allemande. Elle fut courte, et ce fut peu de chose. Et même ce peu de chose ne fut possible que par un expédient que je suis habitué d'employer en ma qualité de conseiller municipal de la ville de Francfort, auprès de mes collègues pseudo-démocratiques et bourgeois : j'allais collectionner des noms de mes co-délégués sur une liste pour la présenter à Bebel. C'était là le seul moyen de forcer Bebel et Kautsky à nous donner l'occasion d'un échange d'opinions avant le vote définitif. Dans cette séance qui devait avoir lieu le soir même du vote, en toute hâte, à l'heure du crépuscule, Bebel nous posa immédiatement la question de confiance. Il dit carrément qu'il s'était engagé (sans nous le demander) pour la fameuse motion de Dresde, telle quelle, et qu'il s'était engagé à un point tel qu'il ne lui serait pas possible de reculer. Or, personne ne voulait donner à notre chef respecté, un vote de méfiance. Mais je crois que Bebel, comme vieux démocrate, aurait pû nous dire : « Je ne suis que votre représentant. C'est à vous de vous décider sur la motion à voter. Quant à moi, je n'ai qu'à exécuter ce que vous me direz. » Mais, comme Bebel ne dit rien de semblable, la majorité des délégués n'osa le désavouer (1). » Tout commentaire serait superflu.

Un récent exemple prouve que les choses n'iront pas mieux au congrès de Stuttgart. Lorsque Bebel et Noske ont fait naguère, au Reichstag, des déclarations ultra-patriotiques, ce qui reste de conscience socialiste en Allemagne se réveilla. Les discussions sur le patriotisme, la guerre, etc..., remplissaient les journaux. Quelques-uns même, et parmi eux notre ami Konrad Haenisch, dans l'*Arbeiter-Zeitung* de Dortmund, allaient jusqu'à dire que Bebel et la fraction parlementaire formaient sur cette question la minorité dans le parti. Ironie des choses ! Le même numéro qui publiait ces jugements rétrospectifs, publiait aussi une lettre de Bebel, dans laquelle le maître du socialisme allemand annonçait tranquillement qu'au congrès de Stuttgart il se disposait à combattre fortement les antimilitaristes français. Or, il faut bien se souvenir que, dans le parti socialiste allemand, ceux qui parlent dans les congrès sont désignés préalablement par lui, et prennent la parole en son nom. Donc, si Bebel combat l'antimilitarisme à Stuttgart, cela signifie de deux choses l'une : ou bien que l'opinion des socialistes à la Haenisch est fausse et que le patriotisme de Bebel est par-

(1) *Frankfurter Volksstimme*, XV, n° 212, 1 supp.

tagé par la majorité du parti ; ou bien que les socialistes à la Haenisch sont en effet la majorité, mais que Bebel se moque de la majorité et assimile, de par son bon plaisir, la volonté du parti et sa volonté propre. Des deux côtés, ces interprétations sont écœurantes et sont bien de nature à nous guérir de toute illusion sur les résolutions des congrès socialistes internationaux. La vérité, c'est que tant que les partis socialistes ne seront que des monarchies ou des oligarchies mal déguisées — et nos raisonnements nous disent qu'ils continueront sur cette route —, tant que le caprice décidera de tout, les congrès internationaux ne seront que des farces.

III. — Comme l'on sait, le point le plus intéressant du congrès de Stuttgart, ce sera le débat sur l'antimilitarisme et sur l'attitude des partis socialistes *en cas de guerre*.

Je suis de ceux qui considèrent comme un malheur international toute oppression d'un peuple par un autre peuple. Est-ce un sentimentalisme mal fondé et stupide ? En tout cas, il y a un fait avec lequel on est obligé de compter sérieusement et pour toujours : le peuple, le prolétariat inclus, sentent beaucoup plus l'oppression étrangère que l'oppression indigène, et cela même quand l'oppression « étrangère » est beaucoup moins dure que l'oppression indigène. Les grands ducs de Toscane, qui étaient d'origine franco-allemande (Lorraine) et qui passaient aux yeux de leur population, pour des étrangers, furent chassés sans miséricorde, quoique leur gouvernement fût beaucoup plus raisonnable et plus doux que celui de ces rois de Sardaigne, d'origine italienne, que les sujets toscans en révolte allèrent quérir.

Certainement pour la langue, pour les libertés acquises et, plus encore, pour les habitudes et la psychologie démocratique, toute désagrégation d'un pays aussi avancé que l'*Italie*, pour ne prendre qu'un exemple, serait peu désirable pour le bien même du prolétariat.

Il n'en est pas moins vrai que, par d'autres côtés, l'annexion de l'Italie à un autre Etat, « la domination étrangère », signifierait, pour les classes ouvrières de ce pays, un grand avantage. En effet, il est presque inconcevable qu'un gouvernement français ou prussien établi à Rome, laisserait les terrains incultes de la moitié du pays dans l'état effroyable dans lequel ils se trouvent à présent ; qu'il négligerait les réforme sociales et les lois ouvrières, comme le gouvernement indigène et national les néglige maintenant ; qu'il laisserait le service des postes et télégraphes, et des chemins de fer, au

niveau infiniment bas où ces institutions se trouvent actuellement ; et qu'il se désintéresserait des illettrés, aussi complètement que le gouvernement italien de nos jours. Non, il est très probable que tout cela serait fort amélioré sous un gouvernement étranger. Il est même probable que « l'oppression étrangère » donnerait à l'Italie, entre autres, la loi sur le divorce que le papisme a rendu impossible jusqu'ici.

Toutes ces tares dont nous voyons l'Italie affligée ne lui sont certes pas inhérentes : elles sont surtout spéciales aux Italiens du *royaume uni*. Si, en quittant le sol de l'Italie unie, l'on se transporte dans l'Italie *française*, en Corse, par exemple, dans la sauvage Corse, on y trouvera un nombre d'illettrés bien plus petit que dans la Ligurie voisine, qui est une des provinces des plus riches et des plus civilisées de l'Italie nationale. Si l'on va dans le Trentin (Italie *autrichienne*), ou à Malte (Italie *anglaisé*), et si l'on compare l'état des choses que l'on y trouve avec l'état des choses des provinces du *royaume uni* adjacentes aux pays annexés par l'étranger, par exemple aux provinces de Vérone et de Caltanissetta en Sicile, l'observation sera toujoursla même : les milieux prolétariens des Italiens *unis* (de ceux qui ont une *patrie*), sont moins instruits, moins avancés, moins civilisés que les milieux correspondants des Italiens qui « gémissent » (et pour d'autres raisons ils ont le droit de gémir) sous le joug de l'étranger.

Il n'y a pas de *patrie*. L'idée de patrie manque de tout criterium logique. Au point de vue anthropologique, les races s'arrachent à toute détermination scientifique. Les frontières ethniques n'existent pas. Il ne reste qu'à identifier la *Patrie* avec l'*Etat*. Mais alors nous nous trouvons devant un produit historique, créé et variable selon des caprices, presque jamais le résultat de la volonté des peuples, mais presque toujours le résultat de la volonté des rois et des oligarchies, produit non d'en bas mais d'en haut, par le fer et le sang, par des mariages de princesses et des intrigues de diplomates. Si l'on admet la Patrie-Etat, on admet la *patrie obligatoire*, et les Français et les Polonais, par exemple, devront être alors en Allemagne des *patriotes par contrainte*. Ce qui est une *contradictio in adjecto*.

Reste la langue. Mais la communauté de langue ne suffit pas davantage à nous fournir les bases scientifiques de l'idée de patrie. Les Américains du nord, qui parlent l'anglais, ont chassé les Anglais ; les Filippins, qui parlent l'espagnol, ont refoulé les Espagnols ; les Suisses des Quatre-Cantons et ceux de Bâle et de Zürich, qui parlent l'allemand, ont eu, dans la guerre franco-allemande, des sympathies

très vives pour les Français ; de même que les Alsaciens, vrai type d'une peuplade germanique, ont fait tout pour rester avec la France et ne sont devenus Allemands que malgré eux.

Mais c'est chose inutile de chercher une base logique à l'idée de Patrie. Aujourd'hui, dans la vie actuelle, les Patries sont forcément les synonymes des Etats. Pour les socialistes, la conséquence de ces constatations, c'est la nécessité d'une lutte quotidienne contre cette abstraction, derrière laquelle se cache la concentration implacable des détenteurs du capital.

Et nous voilà arrivés à cette forme de la propagande antimilitariste, propagée en France par Hervé. Oui, Hervé a raison lorsqu'il dit que c'est un bavardage enfantin que de diviser le phénomène de la guerre en « guerre aggressive » et « guerre défensive ». Non seulement le seul fait extérieur « d'avoir commencé », ne décide encore rien du « droit » ou du « tort » du prétendu aggresseur (qui, bien des fois, est *forcé* de proclamer la guerre, à la suite d'intrigues diplomatiques, et l'agression alors n'est plus qu'une question d'ordre stratégique), mais encore les *causæ causarum* des guerres se voilent devant les yeux des spectateurs, pendant les crises. Le besoin de tromper les sujets de part et d'autre et de les exciter à entrer, le cœur surexcité de rage, dans la guerre, exige une attitude équivoque et hypocrite ; avant de faire parler le canon, les deux belligérants professent à haute voix que, en dépit de leur profond amour de la paix, ils sont contraints à faire la guerre par le machiavélisme de leurs adversaires belliqueux. L'exemple typique est la guerre de 1870-1871. Qui a commencé ? L'écolier français est convaincu que la guerre a été imposée à la France malgré elle, par cette vipère brutale qu'était M. de Bismarck. L'écolier allemand, de son côté, est convaincu également que la guerre fut imposée à l'Allemagne, et malgré sa volonté explicite, par ce français intrigant que fut Napoléon III. Mystère ! Les cas où l'on puisse parler sans fausser l'histoire de guerres « aggressives » ou défensives sont des plus rares. Pourtant nous voyons nos socialistes officiels refuser — hélas, assez faiblement ! — de se prêter à une éventuelle guerre aggressive de la part de leur gouvernement, mais pleins d'enthousiasme pour marcher à une guerre « de défense nationale ».

De plus, ces socialistes « pratiques », ennemis de « l'utopie » antimilitariste, partisans d'une politique *positiviste*, oublient de nous dire comment ils s'y prendront pour classifier une guerre à la veille d'éclater? Qui décidera si la guerre imminente — ou même déjà déclarée — rentre dans la catégorie des guerres aggressives ou des guerres défensives?

Un Congrès du Parti Socialiste Unifié? Ou le groupe parlementaire? Ou les rédacteurs du *Socialiste ?*... Pendant que les prolétaires attendront patiemment le mot d'ordre qui leur dira s'ils doivent marcher ou non contre les prolétaires de l'étranger !

Non. laissons toutes ces arguties. Ce qu'il faut, c'est une idée générale mais claire qui puisse, à chaque moment historique, inspirer la démarche du prolétariat. Il se pose ce dilemme : — ou les prolétaires doivent se prêter au jeux guerriers des gouvernants et des capitalistes, en toute circonstance et pour toute raison : — ou ils doivent toujours s'insurger, au nom de leur classe, en se plaçant sur leur terrain *a-national*, et refuser de se prêt r, de quelque façon que ce soit, à un acte de solidarité quelconque avec la bourgeoisie de leur pays. Entre les deux, il faut choisir. *Tertium non datur.*

Donc il ne peut y avoir d'autre solution, au point de vue socialiste, que l'attitude *a-patriotique* et antimilitariste. Là où je me sépare de la propagande hervéiste, c'est sur la question de l'isolement d'une pareille agitation à un pays donné et pour ainsi dire sacrifié. Il ne faut pas *désinternationaliser* l'action. Je veux dire que la mise en pratique doit en être subordonnée à l'accord préalable des prolétariats des divers pays. Sans cela, le peuple qui se livrerait seul au passage de la théorie à l'acte serait vainement compromis et l'antimilitarisme ferait le jeu des puissances les plus réactionnaires et les moins imbues de l'esprit moderne en Europe. Pour préciser ma pensée, je veux dire que tout le bel élan de l'antimilitarisme français, tous ses sacrifices et toutes ses grandeurs, ne serviront à rien, ou à peu de chose, s'il n'y a pas, en Allemagne, un mouvement correspondant. Or, nous savons tous qu'il n'en est absolument rien. L'antimilitarisme français est ridiculisé et condamné par les socialistes allemands (1). Le seul antimilitariste de relief dans le Parti,

---

(1) Voici un exemple de la façon dont la presse socialiste d'Allemagne *défigure* l antimilitarisme socialiste français.Un beau jour Gustave Hervé, exaspéré par un discours patriotique prononcé par Jules Guesde à Lille et par l'inaction de la social démocratie vis-à-vis du chauvinisme affolé de l'Allemagne, écrivit dans la *Guerre Sociale* les phrases suivantes : « Les socialistes révolutionnaires défendront le régime communiste ou collectiviste quand ils auront réussi à l'établir en France. et ils le défendront au besoin contre les pseudo socialistes allemands qui dans une crise de jaunisse oseraient marcher contre nos communes insurrectionnelles, mais ils ne donneront pas un centimètre carré de leur peau pour défendre les patries-marâtres que sont toutes les patries d'aujourd'hui, y compris la France républicaine. » (*15-21 mai 1907.*) Ces phrases qui contiennent une idée certainement un peu bizarre et outrée furent transmises par M. Otto Pohl, correspondant à Paris du *Vorwaerts* (XIV, n° 116). Mais Pohl en

Karl Liebknecht, qui a écrit une brochure récente sur l'antimilitarisme, innocente et timide, et qui a voulu se différencier, peu nettement du reste, de ce qu'il appelle « l'antimilitariste anarchiste » a été férocement désavoué par Bebel en plein Reichstag, bien que membre du parti *et quoiqu'en ce moment accusé de crime de haute trahison. Le parti socialiste officiel et le gouvernement sont donc alliés pour combattre l'antimilitarisme en Allemagne.* Il serait fou de le nier et absurde de n'en pas tirer les conséquences. La première, c'est que le *devoir socialiste international est ou d'obliger* les socialistes allemands à quitter le mouvement socialiste international et se déclarer ouvertement parti patriote, ou de leur *imposer* une attitude plus digne à l'égard de leurs devoirs les plus sacrés et les plus élémentaires. Que les autres partis socialistes convoqués au congrès de Stuttgart aient assez de force et assez de volonté pour exercer cette influence, cette pression salutaire, qui oserait le prétendre? Mais quand même ! Tout en admettant que l'antimilitarisme ne soit pas une bonne marchandise en temps d'élections et pour des partis électoraux, ce serait de notre part manquer gravement à la vérité, si nous ne disions pas que, dans les partis socialistes de France, d'Angleterre, de Belgique et d'Italie, il y a encore des éléments suffisants pour agir dans notre sens. La tenacité et le bon sens de notre camarade Edouard Vaillant, les attitudes nettes de Belfort Bax et Hyndman, ainsi que la nécessité absolue pour la démocratie même dans l'Europe occidentale de se mettre en garde contre la *réaction allemande*, voilà les forces qui pourraient — peut-être — secouer les socialistes d'Allemagne de leur torpeur. Mais... qui vivra verra.

Robert Michels.

---

falsifiait le sens à tel point qu'il les faisait passer du blanc au noir. Il donnait à sa correspondance ce titre : « Hervé s'en va-t-en guerre ! », et faisait croire que Hervé, « l'antipatriote, que la presse bourgeoise avec un grand tamtam a porté sur le théâtre des marionettes », voulait, comme le prouvait son « bavardage idiot, dont on ne nous forcera pas à démontrer le non-sens », faire la guerre à l'Allemagne. (Il tombe dans des hallucinations *patriotiques*, écrit M. Pohl !) Avec les ignobles procédés de ce respectacle mannequin de la presse socialiste allemande à Paris, l'antimilitarisme français calomnié, mis en discrédit, ne pourrait certes pas devenir désormais acceptable par les socialistes sincères et de bonne volonté, qui auraient peur que derrière Hervé ne se cache Rochefort !

SYNDICALISME ET SOCIALISME

AVANT-PROPOS

Les discours qu'on va lire ont été prononcés, le 3 avril, à Paris, dans une conférence internationale dont le sujet était les rapports du syndicalisme et du socialisme. Les organisateurs avaient pour but, moins de marquer le niveau atteint dans chaque pays par le courant syndicaliste, que d'affirmer l'union des *tendances nouvelles* qui, à travers la variété des milieux nationaux, semblent porter le socialisme vers une renaissance.

Trois ordres d'idées peuvent se dégager des observations émises par les divers orateurs. Ce sont ces indications que nous voudrions mettre brièvement en lumière.

I. — *Si la lutte de classe est tout le socialisme, on peut dire que tout le socialisme est contenu dans le syndicalisme, puisque hors du syndicalisme, il n'y a pas de lutte de classe.*

La lutte de classe implique une rupture totale entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'est-à-dire entre deux mondes qui ont de la vie une notion contraire. Elle suppose que la classe ouvrière, animée d'un esprit permanent de révolte contre les maîtres de la production et de la politique, est parvenue à s'isoler dans ses cadres naturels et à se créer de toutes pièces des institutions et une idéologie propres. A cette condition seulement, le socialisme de la lutte de classe conçoit comme réalisable le passage d'une société asservie à une société libre.

Or ce double mouvement de négation du présent et de préparation de l'avenir, les deux formes extrêmes du socialisme traditionnel : le socialisme parlementaire et le socialisme anarchiste, ont été impuissantes à le réaliser.

Le socialisme parlementaire — tant sous ses aspects révolutionnaires que réformistes — a vécu de cette illusion que les partis sont l'expression politique des classes et que ces dernières trouvent dans le parlement le mécanisme enregistreur de leurs forces respectives. Mais l'expérience a montré que les partis, loin d'être le décalque des classes, sont un mélange hétéroclite d'éléments empruntés à toutes les catégories sociales, et qu'il n'y a pas non plus de rapport entre l'influence politique des partis socialistes et la puissance réelle de la classe ouvrière. En fait, non seulement le socialisme parlementaire n'a pas opéré de scission irréductible entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais il est devenu un des facteurs constitutifs de l'Etat et un des agents de *l'action solidariste* de la démocratie.

Le socialisme anarchiste, malgré ses audacieuses révoltes, n'a pas eu des classes et de la lutte de classe une conception claire. Dans sa méconnaissance des choses de l'économie, il s'est adressé à tous les hommes indistinctement et a fait porter son principal effort sur la réforme individuelle par le procédé illusoire de l'*éducation* littéraire,

(1) Conférence internationale, tenue à Paris, à la Société de Géographie, le 3 avril 1907, avec le concours de *Victor Griffuelhes*, président la réunion, et *Arturo Labriola*, *Robert Michels*, *Boris Kritchensky*, et *Hubert Lagardelle*.

rationaliste et scientifique. Mais la négation sentimentale et abstraite du principe d'autorité et de l'Etat, est incapable de réduire la force oppressive de tous les pouvoirs de coercition, qui ne seront éliminés que par les créations concrètes du prolétariat révolutionnaire. Il est arrivé ainsi à beaucoup d'anarchistes, grisés de culture idéologique et de superstition livresque, de se nourrir à leur insu de la substance intellectuelle de la bourgeoisie et de se rattacher par la communauté des idées au monde dont ils se séparaient par l'énergie des actes.

Le syndicalisme saisit la classe ouvrière dans ses formations de combat. Il la considère comme la seule classe qui puisse, par les conditions de sa vie et les affirmations de sa conscience, renouveler le monde, mais à la condition qu'elle reste étrangère à la société bourgeoise. Il prend les producteurs dans les cadres mêmes de l'atelier et des groupements qui le prolongent : syndicats, fédérations, bourses de travail, etc., et il organise leur révolte contre l'autorité patronale ; en niant le pouvoir de la loi, en enrichissant de fonctions les institutions ouvrières, il disloque l'Etat et le dépouille de ses prérogatives ; par la grève, par la propagande pour la grève générale, il détruit, heure par heure, au fur et à mesure qu'elle se produit, l'œuvre mensongère d'union des classes que poursuit la démocratie ; il donne corps enfin aux idées spécifiques du prolétariat, c'est-à-dire à cet ensemble de sentiments juridiques nés au cœur de la lutte et qui constituent la base du droit nouveau, du droit d'une société sans maîtres.

La rupture est ici totale, la lutte de classe est parfaite. Aucune des valeurs traditionnelles ne peut survivre à ce lent travail de destruction progressive. Nous sommes vraiment en face d'une classe qui n'utilise que ses acquisitions et qui est emportée par une formidable volonté de puissance. Elle entend être l'unique artisan de sa destinée et n'avoir de protecteur qu'elle-même. Où trouver force révolutionnaire plus active ?

II. — *Les milieux nationaux les plus favorables au développement du syndicalisme sont ceux où les conditions historiques et politiques permettent la plus grande exaltation révolutionnaire du prolétariat et sa scission avec les autres classes.*

Ce n'est pas un accident historique qui a fait naître le syndicalisme en France. Il y avait comme une prédisposition du milieu national. La réalisation du plein régime démocratique, qui permis aux partis socialistes l'accès au pouvoir et qui a enfin créé l'Etat populaire, ne pouvait qu'ouvrir les yeux aux prolétaires. Du jour où ils ont vu s'incorporer à la société officielle les partis qui préconisaient la révolution ; et du jour aussi où ils ont reconnu que le gouvernement démocratique, objet de leurs plus longs espoirs, était identique et pareil à tous les gouvernements, en ce sens qu'il ne modifiait en rien les rapports des classes ; dès ce jour ils ont rompu avec la démocratie et se sont retranchés dans leurs organisations. Mais sans les traditions révolutionnaires de notre pays, qui font vibrer l'homme du peuple à l'annonce de toute entreprise héroïque, le syndicalisme n'aurait peut-être pas revêtu cette allure guerrière qui entretient sa flamme et lui communique une si haute vertu. Et on peut en dire autant pour l'Italie. Si le syndicalisme a pu y jeter ses premières racines, c'est qu'ici

aussi nous sommes dans une démocratie très évoluée, et qui a des origines révolutionnaires.

Mais il n'y a pas de règle qui édicte que le syndicalisme ne peut se développer que dans les seules démocraties animées de souvenirs épiques. La Russie, qui est aux antipodes de l'organisation politique de la France et de l'Italie, commence déjà à être agitée par un jeune mouvement syndicaliste révolutionnaire. C'est qu'ici, avec une autre force encore que dans nos démocraties latines, les traditions héroïques sont vivantes et s'alimentent tous les jours aux péripéties de la plus tragique des luttes. La masse ouvrière à l'accoutumance de l'action et du sacrifice, et elle se trouve naturellement à la hauteur des plus grandes tâches.

Par contre, les lourdes masses du socialisme allemand ne sont pas prêtes pour de tels élans. Le même rôle réactionnaire que l'Allemagne impériale joue dans l'Europe moderne, on peut dire que la social-démocratie le tient dans le socialisme contemporain. C'est la même pesanteur dogmatique, la même peur de toute liberté, le même fétichisme de l'autorité. Mais, en vérité, où le prolétariat allemand aurait-il pris ce goût de la lutte et de l'indépendance, sans lequel il n'y a pas de syndicalisme révolutionnaire? C'est pourquoi nous assistons à la ruine de l'antique dictature de la social-démocratie allemande et que nous voyons se déplacer le centre de rayonnement de la pensée socialiste. Le foyer de vie est maintenant partout où un prolétariat jeune et ardent revendique le droit à l'action créatrice et il semble avoir quitté à jamais le pays des scolastiques mortes.

III. — *Le syndicalisme est vide de tout utopisme, en ce sens qu'il subordonne son triomphe à tout un ensemble de conditions préalables et qu'en attendant il a dans le monde un rôle rénovateur.*

Plus de dogmes ni de formules; plus de discussions vaines sur la société future; mais un sens de la lutte qui s'avive par la pratique, une philosophie de l'action qui donne la première place à l'intuition et qui proclame que le plus simple ouvrier engagé dans le combat en sait davantage que les plus abscons doctrinaires de toutes les écoles.

Il n'y a pas place dans une telle conception pour les rêveries utopiques qui annoncent à date fixe le bouleversement de la société. Mais les producteurs engagés dans la lutte syndicaliste savent d'instinct qu'il ne s'accomplira pas de changement en dehors de leur volonté et de leur organisation, et que les créations spontanées de la vie seront toujours plus riches que les plus merveilleuses inventions des fabricateurs de systèmes. Il suffit que les facultés guerrières du prolétariat soient sans cesse tenues en éveil et qu'il ne perde jamais l'énergie aventureuse qui fait les conquérants.

Par cette exaltation des forces vives de la classe ouvrière, par cet appel aux sentiments les plus émouvants de la personne humaine, le syndicalisme rend au socialisme le rôle civilisateur qu'il avait perdu. Partout où les idées nouvelles ont apparu, c'est comme un rajeunissement de la pensée socialiste et comme un clair réveil après un sommeil dogmatique. Ce souffle frais de printemps nouveau doit rendre confiance aux socialistes qui, sans trop espérer, ne désespèrent pas.

Hubert LAGARDELLE.

I

LE SYNDICALISME ET LE SOCIALISME EN ITALIE

par

Arturo Labriola.

Citoyennes et Citoyens,

Pour bien comprendre la valeur du syndicalisme au sein du socialisme international, il ne faut pas perdre de vue que,comme dans tous les mouvements sociaux, il y a dans le socialisme *un côté essentiel* et un *côté accessoire* et qu'il arrive souvent que l'accessoire finit par l'emporter sur l'essentiel.

Le socialisme est un mouvement de masse. Ce mouvement peut bien se développer *par voies souterraines* et prendre historiquement la forme de la conspiration. Mais, précisément parce qu'il intéresse la masse, ou bien il vient couronner la démocratie, ou bien il se sert des mêmes moyens d'action que la démocratie. Il n'est pas besoin de rappeler que les mêmes faits qui engendrent ou représentent la démocratie, donnent lieu au socialisme.

Le socialisme traverse un moment critique. Il lui semble que son sort est lié à celui de la démocratie et qu'il ne peut vivre qu'au sein des institutions démocratiques. Suffrage universel, parlementarisme, pression sur les pouvoirs publics, agitation de l'opinion publique, considérée comme exprimant les sentiments de *tous* les citoyens, enfin conquête de l'Etat, semblent la manifestation légitime de l'action socialiste.

Mais, en réalité, le socialisme n'est pas un dérivé de la démocratie. Tout au plus peut-on dire qu'ils tirent l'un et l'autre leur origine d'une même situation historique et qu'elle les a engendrés simultanément. La démocratie avait pour objet l'action en commun et solidariste de tous les citoyens à l'intérieur de l'Etat ; le socialisme a pour but l'action distincte et séparée d'un groupe de producteurs à l'intérieur de l'atelier et sur le terrain des antagonismes économiques, pour rayonner de là au dehors et investir l'Etat.

Le socialiste, naturellement, n'exclut pas *le citoyen* ; et qu'on considérât, historiquement, l'Etat comme un organe destiné à représenter les intérêts économiquement prépondérants, cela n'empêchait nullement qu'on ne tentât d'en rendre l'action moins pesante et

moins hostile. Le socialisme se fit donc par surcroit démocratiques en ce sens qu'à certains moments il délaissait la sphère de la production pour s'intéresser à des questions qui ne regardaient plus les ouvriers en tant que *producteurs*, mais en tant que *citoyens*. Seulement, il arriva que l'action démocratique parut bien vite aux représentants du socialisme plus douce et plus souriante que l'action de classe proprement dite, dont le terrain spécifique est l'atelier et l'organe, le syndicat, succédané de l'atelier. Et le parti socialiste devint un parti démocratique comme les autres, uniquement préoccupé de luttes parlementaires et de cuisine électorale, et ne menant la lutte économique que dans la mesure où elle pouvait servir à fortifier sa situation électorale. La coopération elle-même, si prosaïque et si froidement économique qu'elle apparaisse, fut considérée comme une simple roue du char électoral du parti. Le socialisme devint une *démocratie sociale*, c'est-à-dire un phénomène qui n'a pas laissé que d'exciter bien souvent la douce hilarité de ce prosaïque économiste qui s'appelait Karl Marx.

De même dans la théorie. Le socialisme ne chercha plus à approfondir les causes qui rendent plus aigu l'antagonisme entre la classe ouvrière et la classe capitaliste et agguerrissent la classe ouvrière contre la classe capitaliste. La doctrine socialiste devint ou une nouvelle *variation* romantique sur les destins futurs de l'humanité « dans la fraternité du travail » (Renard, Jaurès, Atlanticus, Merlino, etc.), ou une recherche des causes qui font croître la solidarité sociale et préparent ainsi un régime où cessera la concurrence meurtrière entre les hommes (ici il faudrait citer tous les *intellectuels* socialistes des diverses parties du monde). La doctrine de l'opposition et de l'antagonisme des classes fut ou complétée ou niée par la doctrine de la *collaboration* des classes. Inutile d'ajouter que cela ne pouvait pas ne pas frapper de stérilité la théorie socialiste : on voit par là combien une série ordonnée et rationnelle d'idées peut être bouleversée par une autre série qui vient se mettre au travers. Et c'est ainsi qu'il est arrivé à la littérature socialiste de devenir une chose aussi peu intéressante.

Le socialisme, comme mouvement, est devenu, par suite de ces faits, une simple machinerie parlementaire au service de quelques politiciens. Comme doctrine, une variante du solidarisme de Spencer et d'Auguste Comte, un appendice bouffon au positivisme déjà assez bouffon des scientistes officiels, ou un commentaire insipide (spécialité allemande) des moindres bouts de phrases à double sens que même un géant de la pensée, comme Marx, peut laisser échapper.

Ce n'est qu'avec Georges Sorel que nous avons commencé à respirer dans une atmosphère de pensée vraiment haute et libre. En ma qualité d'Italien et de modeste étudiant ès-sciences économiques, c'est là une déclaration que je me sens obligé de faire.

Par bonheur, et comme il arrive toujours, les faits se sont chargés de corriger les erreurs des hommes. Depuis que le socialisme s'est mis à se faire électoral, il est apparu d'une évidence chaque jour plus éclatante qu'entre les succès électoraux du socialisme et son progrès réel il n'y a aucune corrélation. Dans tous les pays où il existe un régime électoral, les socialistes se sont fait une place au Parlement. Dans plusieurs pays même, ou bien ils enlevèrent quelque portefeuille ministériel, ou bien ils soutinrent de leurs votes le ministère, assumant ainsi la responsabilité directe du gouvernement. Là où ils ne purent s'agréger à la majorité de quelque ministère ou entrer dans le gouvernement, ils montrèrent une folle envie de le faire et un grand courroux de ce que leurs adversaires ne crussent pas à la loyauté de leurs intentions.

A quoi aboutirent les apostasies, les compromissions et les transactions ministérialistes du socialisme ? Jamais la société socialiste ne parut aussi éloignée de sa réalisation que lorsque les socialistes s'approchèrent du pouvoir. Si la « conquête du pouvoir », c'est le fait pour quelques socialistes de mettre les pieds là où il n'y avait à rencontrer auparavant que des bourgeois, il faut dire sans ambages que la conquête du pouvoir est une réjouissante turlupinade. Les socialistes, qui sont parvenus à s'asseoir sur les sièges ministériels, n'en firent ni plus ni moins que leurs prédécesseurs bourgeois. Et il est bien inutile de rechercher des effets oratoires à dénoncer les contradictions existant entre leur pratique ministérielle et les principes du socialisme, qu'ils répandaient eux-mêmes à l'époque où ils n'avaient pas encore réussi à devenir membres du gouvernement ou de la majorité gouvernementale. Qu'on n'aille pas dire non plus que ce qui s'est passé ici ne se passera pas là. D'abord le fait est très général : on l'a constaté en France, en Suisse, en Italie et dans la Nouvelle-Zélande. Les socialistes allemands se targuent de vouloir faire autrement et de ne pas s'être encore compromis ; mais de cela ils doivent rendre grâce au Kaiser et à son entourage, gens d'un métal un peu plus résistant que les socialistes de leur pays. Une seule exception est à faire en faveur des socialistes russes — et encore pas de tous. La poésie de la Révolution et la flamme d'or de l'héroïsme qui entoure d'un nimbe de gloire leur vie présente nous empêche, à

nous dont les yeux sont habitués à de plus laides réalités, de bien comprendre leur tactique.

Vinrent les défaites électorales. Elles ont démontré à leur tour qu'entre le mouvement électoral et le socialisme, il n'y a pas de connexion. Puis, la *pochade* parlementaire et le *ballet* ministériel achevèrent de montrer que, vraiment, le socialisme, c'est autre chose que la démocratie. Deux propositions apparurent alors dans toute leur évidence, propositions que déjà le syndicalisme avait déduites de l'énoncé général de la doctrine socialiste :

1° *Le parti*, machine essentiellement politique et démocratique, est autre chose que *la classe* ;

2° Le développement du socialisme se fait par une autre voie que la voie parlementaire et démocratique.

A bien regarder, tout le syndicalisme est là.

Il y a quatorze ou quinze ans que le parti socialiste fit, en Italie, sa triomphale apparition — modelé sur le patron de la démocratie socialiste allemande. Le nord de l'Italie, où il existe une vie capitaliste très intense, était préparé à l'accueillir. Le prolétariat des grandes cités, déjà organisé sur le terrain professionnel, constitua aussitôt le noyau le plus résistant du nouveau parti. Il était resté jusque-là à la remorque de la démocratie politique ; mais, à plus d'un signe, il avait montré sa volonté de se libérer de cette tutelle gênante, et déjà avec le *Parti ouvrier* — création spontanée des classes ouvrières de l'Italie du Nord — il s'était engagé, quoique encore avec quelque hésitation et beaucoup de flottements, sur le chemin du socialisme international.

Beaucoup d'intellectuels, que les conditions misérables de notre pays tenaient loin des profits et des places, et que la subtile vivacité d'esprit commune aux méridionaux rendait plus aisément accessible aux nouvelles idées, concoururent à donner du crédit, par leur action, au nouveau parti. Là où les conditions n'étaient pas favorables au développement d'un socialisme résultant des antagonismes propres à une société industrielle et capitaliste, comme dans l'Italie méridionale, la misère des masses constituaient le terrain sur lequel le socialisme, par beaucoup de ses généralisations et quelques-unes de ses promesses, pouvait facilement prospérer.

Les débuts furent splendides. Le parti déploya fièrement et largement tout son drapeau. Le cri de guerre était : collectivisme et lutte de classe.

Le gouvernement eut peur, les classes dirigeantes eurent peur.

Crispi nous persécuta cruellement. En 1894, une loi d'exception fut forgée contre le parti socialiste. Les révoltes de 1898 furent noyées dans le sang. Milan fut canonnée. Les socialistes peuplèrent les prisons et les routes de l'exil. Et nos succès électoraux ne se comptèrent plus, bien que l'Italie n'eût pas le suffrage universel, mais un système électoral qui ne confère le vote qu'à ceux qui, ayant plus de vingt ans, justifient savoir lire et écrire.

Rapidement, comme il est accoutumé en Italie, les choses changèrent de face. Le coup de revolver par lequel Bresci débarrassa l'Italie du roi Humbert produisit un notable changement dans la politique italienne. Le nouveau roi prit une attitude démocratique. Après la brève parenthèse d'un gouvernement fébrilement conservateur de Saracco, Zanardelli, un doctrinaire du libéralisme démocratique avancé, fut appelé au pouvoir et, en quelques semaines, instaura en Italie un régime de liberté publique presque complète. Le gouvernement faisait profession de stricte neutralité dans les conflits du capital et du travail ; Giolitti, alors simple ministre de l'intérieur, attaquait, dans ses discours parlementaires, au nom du gouvernement, l'égoïsme des propriétaires et faisait l'apologie des organisations ouvrières.

L'extrême-gauche fut désarmée. Elle entra en bloc dans la majorité ministérielle. Le groupe socialiste, y compris Ferri, se montra le soutien le plus enthousiaste du nouveau ministère. Après la mort de Zanardelli, Giolitti, devenu président du Conseil, offrit à Turati un portefeuille dans le nouveau cabinet, et si Turati refusa, ce ne fut pas pour des raisons de principe, mais seulement par convenance personnelle et opportunisme de parti ; les socialistes continuèrent à soutenir le nouveau ministère.

Quant à ceux qui s'étaient imaginés que le parti blâmerait la conduite de son groupe parlementaire, ils durent reconnaître qu'ils s'étaient trompés. Le Parti lança des déclarations générales pleines du plus féroce radicalisme, mais il n'hésita pas à approuver ses députés. On vit alors une fois de plus que les déclarations de principes les plus intransigeantes ne constituent nullement une barrière aux compromis de la vie pratique. Le parti se borna à examiner si son importance et sa force politiques croissaient, et comme, indiscutablement, elles étaient renforcées par l'alliance avec le pouvoir, il se mit du côté des députés. Il accepta le ministérialisme parlementaire et les alliances électorales en dehors du Parlement.

Alors, nous, qui étions de la fraction extrême, nous dûmes reconnaître que les coupables, ce n'étaient pas les individus. L'esprit de

compromission et le *politicantisme* n'étaient pas le résultat de l'influence personnelle des Turati ou des Bissolati. Le parti, étant un organe exclusivement politique, devait nécessairement incliner au compromis, aux transactions. Nous comprîmes que le socialisme ne peut conserver son esprit de classe qu'à la condition de se renfermer dans des organisations de classe. Nous ne vîmes plus dans le parti qu'un organe accessoire et subordonné de la lutte de classe, utile pour certaines besognes déterminées, mais incapable d'incarner les aspirations révolutionnaires du prolétariat. Les intérêts du parti ne coïncidant pas avec ceux de la classe, nous comprîmes comment le Parti pouvait devenir, à un certain moment, un obstacle au développement de la classe elle-même. Nous vîmes la nécessité de confirmer la lutte de classe, prise dans sa signification la plus générale et la plus révolutionnaire, dans les groupements autonomes de métiers (syndicats) et de laisser au parti socialiste la représentation de certains intérêts électoraux et démocratiques de la classe ouvrière.

C'est ainsi que naquit le syndicalisme italien.

Nous mîmes à profit, largement, les expériences et les enseignements de la *Confédération générale du Travail*, et dans les limites du possible, et avec les nécessaires tempéraments suggérés par les exigences du milieu, nous tentâmes de transplanter dans notre pays les principes et la tactique du syndicalisme révolutionnaire. La grève générale de 1904 — exemple quasi-unique en Europe (si l'on excepte, naturellement, la Russie) de discipline, de cohésion et de sentiment révolutionnaire dans le prolétariat — montra le degré de diffusion, acquis dans notre pays, par le syndicalisme.

Je conclurai rapidement.

Nous, syndicalistes, nous nous proclamons volontiers les héritiers du socialisme officiel, non, bien entendu, dans ce sens que nous voulions nous substituer au parti socialiste ou lui enlever sa clientèle électorale (nous savons bien que plus il deviendra un parti démocratique, plus grands seront ses succès politiques) mais dans ce sens que nous en avons conservé l'esprit, la tendance originale et les traditions.

Nous n'avons ni dogmes ni *idéaux* tout prêts à réaliser. L'unique réalité que nous reconnaissions est l'existence de la lutte de classe. Le seul but que nous nous proposions est d'approfondir cette réalité autant que nous pourrons. Les méthodes tactiques dont nous nous servons dans les différents pays sont précisément inspirées par la nécessité

d'approfondir la lutte de classe. Du choix et de l'application de ces méthodes,— c'est l'expérience locale et l'habileté des conducteurs du prolétariat qui doivent seuls en décider.

Le développement de la lutte de classe porte en germe la constitution autonome de la classe ouvrière, comme classe distincte de toutes les autres. Or, constitution autonome de la classe ouvrière veut dire pour nous une classe ouvrière qui se suffise à elle-même, c'est-à-dire une classe ouvrière qui n'ait pas besoin de chercher hors d'elle la règle de la production et de l'échange et le principe de la conduite sociale. Notre idéal de l'atelier autonome dérive du fait même de la lutte de classe, qui sépare l'ouvrier du reste de la société et fait de lui le maître de son propre destin. Ce n'est donc pas une « cité future » que nous édifions, mais nous nous contentons de prévoir le résultat final d'un mouvement qui s'actualise dès aujourd'hui. Naturellement, peu nous importe de savoir comment cet idéal se réalisera.

Dans le syndicalisme, il n'y a pas place pour les querelles byzantines au sujet de la concentration de la propriété, de l'accroissement de la misère, de la fin des crises, catastrophique ou non. Nous nous bornons à dire que là où il y a fabrique capitaliste, il y a possibilité de syndicalisme et possibilité d'ateliers sans maîtres. Mais nous ajoutons que cet idéal ne pourra être atteint que lorsque la classe ouvrière sera assez forte moralement et intellectuellement pour assumer les fonctions accomplies jusqu'ici par la classe bourgeoise et assez puissante matériellement pour renverser cette organisation de la force qui protège la fabrique capitaliste et qui s'appelle l'Etat.

Le parti socialiste, dans la mesure où il participe à la vie des institutions présentes, devient, pour ces institutions, un élément de conservation. Il ne peut entrer dans les ministères ou faire partie des majorités parlementaires sans défendre l'Etat. Du reste, l'expérience montre qu'il n'y a pas de pires réactionnaires que les socialistes, dès que ceux-ci arrivent au pouvoir. Que par cette participation à la vie des institutions actuelles, le socialisme contribue à les démocratiser et, par suite, à les rendre moins pesantes pour le prolétariat, c'est là le côté avantageux de l'action du parti socialiste, et c'est la raison pour laquelle je reste malgré tout dans ce parti, en Italie ; et tant que ses « principes » resteront théoriquement identiques aux nôtres, nous n'avons aucun motif de nous en retirer. Mais il est indiscutable aussi que plus l'action démocratique du parti socialiste ira se développant et plus elle entrera en contradiction avec les exi-

gences révolutionnaires du mouvement ouvrier, c'est-à-dire avec ses propres principes théoriques.

Notre œuvre, à nous, c'est, en transfusant ces « principes » au sein des syndicats ouvriers, transformés en organes de l'intégrale lutte de classe, de les faire passer dans la pratique quotidienne et de les sauver de l'inévitable putréfaction à laquelle les condamne le socialisme officiel.

Le syndicalisme, en peu d'années, est devenu un mouvement international, et par là il a révélé sa force. Indiscutablement, le socialisme entre dans une seconde et plus décisive phase. C'est l'essor et le développement de la *Confédération générale du Travail* qui donnent à cette phase son caractère spécifique et inaugurent la *nouvelle histoire* du mouvement socialiste — n'en déplaise aux vestales du socialisme officiel et politicien ! (1)

---

(1) Cette conférence a été traduite de l'italien en français, sur le manuscrit de l'auteur, par *Edouard Berth*.

II

LE SYNDICALISME ET LE SOCIALISME EN ALLEMAGNE

par

Robert Michels

Citoyennes et Citoyens,

Si je voulais en ce moment prendre une fois de plus mon ami Labriola pour modèle, je m'exprimerai devant vous dans ma langue maternelle, comme il s'est exprimé dans la sienne. Mais je suis convaincu que vous préférerez malgré tout mon mauvais français à l'allemand le plus pur, et je vous demande par avance toute votre indulgence.

Hier, les journaux ont annoncé qu'une entrevue internationale réunissait M. Tittoni, ministre du roi d'Italie, et M. de Bülow, chancelier de l'empereur d'Allemagne. Demain, les quelques feuilles qui s'occuperont de notre meeting de ce soir constateront qu'il y a eu une autre réunion internationale, plus humble et plus modeste, tenue à Paris avec les citoyens Labriola — d'Italie, Michels — d'Allemagne, Kritchewsky — de Russie, et Griffuelhes et Lagardelle — de France. Et entre ces deux manifestations, ce n'est peut-être pas celle qui apparaît la plus grande qui est la plus neuve. Nous ne faisons rien ici de comparable à l'œuvre malfaisante des diplomaties et nous ne venons pas jeter une eau nouvelle dans le vieux tonneau des Danaïdes. Mais nous cherchons quelles jeunes tendances réveillent la pensée du socialisme international et doivent rendre plus efficace la révolte des prolétaires de tous les pays contre l'exploitation capitaliste.

Et vraiment, il n'y a rien dans cet internationalisme révolutionnaire qui ressemble aux diplomatiques rencontres des bourgeois gentilshommes de nos divers pays, car s'ils se réunissent, au nom de leurs bourgeoisies respectives, c'est ou pour s'allier contre d'autres bourgeoisies ou pour se tromper mutuellement. C'est le rôle, en effet, de la bourgeoisie d'avoir à faire feu de deux côtés à la fois : d'une part contre les autres bourgeoisies rivales et d'autre part contre ses propres ouvriers. La lutte du prolétariat est plus simple. Tous ses coups sont

dirigés contre le capitalisme universel et il dresse son Internationale rouge contre l'Internationale jaune de ses maîtres !

C'est pourquoi je suis heureux de parler ce soir, avec mes camarades des autres pays, devant quelques membres de ce prolétariat français, qui est le vivant exemple de la jeunesse éternelle et dont l'enthousiasme idéaliste et chercheur trace encore la voie au reste du prolétariat international. Et laissez-moi tout de suite vous dire ce qui, pour moi, comme j'ai eu l'occasion de l'écrire ailleurs, est surtout admirable dans la forme nouvelle du socialisme qu'apporte le syndicalisme français. C'est d'avoir, d'une manière claire et pure, trouvé l'expression du but socialiste pour ainsi dire dernier. Voilà le plus grand mérite du courant nouveau. Il se sépare de la conception traditionnelle du socialisme politique en ce qu'il entend faire du mouvement ouvrier non seulement un mouvement pour tout le monde comme il est actuellement, mais un mouvement purement prolétaire, en d'autres termes, en ce qu'il veut rendre au mouvement pour l'émancipation de la classe prolétarienne son caractère de classe. Mais il se distingue encore bien plus nettement du trade-unionisme des Anglais et de la théorie neutraliste des syndicats allemands, en ce qu'il ne pense pas non plus représenter un mouvement pour tout le monde ouvrier pur et simple. Son importance, c'est l'union grandiose de l'*idée* avec la *classe*. Il s'appuie uniquement sur la classe qui, moyennant les forces dynamiques de son égoïsme de classe, le poids de son nombre et la loi suprême de sa nécessité économique, peut être à même de résoudre le thème qui s'impose au socialisme moderne ; mais il conçoit aussi comme son premier devoir d'élever les masses à la conscience de leur mission de classe. Le syndicalisme, enfin, n'est pas seulement prolétaire, il est aussi socialiste révolutionnaire.

Si je suis heureux de saluer la croissance du nouveau socialisme en France, je vois malheureusement peu de symptômes de renaissance pareille dans mon pays, l'Allemagne. Aujourd'hui, être Allemand n'est pas un titre de noblesse. Le fait d'être né en terre germanique ne donne plus le droit de porter la tête haute. Les temps de Gœthe et de Schiller, et ceux des philosophes, ceux de ce Kant surtout qui avait vibré au souffle de votre Révolution démocratique, sont bien passés. Il n'y a plus aujourd'hui chez nous qu'une science vénale et une pensée asservie, qui ne soupçonnent pas ce que c'est que d'être indépendantes et libres. Je n'hésite pas à l'avouer : depuis que la Russie en révolte commence à secouer le joug du despotisme, l'Allemagne est passée

à la queue des nations civilisées. Nous ne sommes même pas dominés par la bourgeoisie industrielle et commerciale, la classe type du système capitaliste, mais par des hordes à demi barbares de hobereaux, expressions survivantes d'un régime pré-capitaliste et féodal : l'Allemagne d'aujourd'hui ressemble encore, *mutatis mutandis*, à la France de l'ancien régime.

Aussi, malgré ses trois millions et demi de suffrages socialistes. l'Allemagne pèse-t-elle sur l'Europe comme une menace perpétuelle de guerre ou de réaction. Nous y vivons dans un régime policier, qui serait insupportable à des hommes épris de liberté. Même les plus pâles de nos réformistes, même ceux qui, ouvertement préconisent une sorte de résignation tolstoïenne en face des coups portés à la classe ouvrière et au socialisme par notre gouvernement, même ceux-là sont maintenus hors la loi et la société officielle ! Et vous savez comment on traite les Polonais dans la Pologne prussienne ; comment l'accès de nos universités est interdit aux professeurs socialistes ; comment nos étudiants ne peuvent, sous peine d'exclusion des écoles, manifester de sympathie pour nos idées ; comment les pratiques religieuses sont imposées dans l'enseignement, etc., etc.

Contre cette Allemagne oppressive nous nous révoltons, nous autres, au nom de l'Allemagne opprimée, de l'Allemagne ouvrière et socialiste. Et nous, à qui la bourgeoisie de notre pays reproche notre antipatriotisme, nous pouvons répondre qu'après tout notre action socialiste est en un sens « patriotique », puisque nous voulons nettoyer notre pays des vestiges du passé.

Mais c'est ici qu'apparaît la difficulté de notre tâche. Nous n'avons pas, comme vous, un *syndicalisme révolutionnaire* qui propage et nourrit les sentiments incompressibles de liberté. Et nous ne l'avons pas, parce que ce qui l'a créé chez vous nous manque : je veux dire la démocratie. Vous pensez bien que je ne m'illusionne pas sur les vertus de la démocratie bourgeoise. Mais pour que le syndicalisme puisse se développer pleinement chez nous, il faut que toutes les libertés politiques soient conquises, afin que le prolétariat, n'étant plus distrait dans sa marche, puisse s'organiser révolutionnairement sur son terrain de classe.

Il est vrai qu'il ne semble guère que nous nous dirigions dans la voie des libertés politiques. Les échecs récents de la social-démocratie ont prouvé son incapacité à agir dans ce sens sur le terrain restreint du parlementarisme. Et il y a là comme une contradiction intérieure. Ce parti, qui est nombreux et fortement organisé, n'ose pas aborder

les tactiques révolutionnaires, comme la *grève générale*, précisément parce que la grève générale est une idée essentiellement ouvrière et qu'il a peur d'éloigner de lui les classes populaires qui aspirent à la démocratie. C'est cette crainte qui explique sa timidité, son amour du grand nombre d'électeurs, son aversion pour toute action directe qui rappelerait plus ou moins le syndicalisme révolutionnaire. Et plus encore que cette crainte, ce qui paralyse la social-démocratie, ce qui l'éloigne de tout effort mâle, de tout acte héroïque c'est, comme je l'ai si souvent répété dans mes articles du *Mouvement socialiste*, cette organisation bureaucratique, hiérarchique et pesante que les prolétaires allemands estiment si haut et que tout socialiste doit apprécier si bas. Certes, cette organisation est forte. Dans un pays où l'initiative ne compte pas, mais où l'on sait à merveille être discipliné, où les grandes masses forment de vastes organisations mécaniques et rigides, où tout est militarisé et bureaucratique, les ouvriers ont suivi la même route et pris la même formation que les autres classes. C'est ce qui explique qu'il n'y ait de comparable à la bureaucratie socialiste ou syndicale que la bureaucratie officielle, comme perfectionnement et complexité. L'Allemagne moderne est un moule à l'empreinte duquel se façonnent toutes ses parties composantes : partout, c'est la même régularité accomplie, le même travail acharné pour l'objet auquel on est attaché, la même fidélité, la même discipline. A la vérité, on comprend comment notre organisation ouvrière soit devenue, d'un moyen qu'elle devait être, un but en elle-même, une machine qu'on perfectionne pour son embellissement et non pour les services qu'elle aurait pu rendre. Toucher à cet organisme centralisé et lourd serait, aux yeux des socialistes et des ouvriers allemands, une action criminelle. Les malheureux ! Ils ne voient pas que sur ce terrain l'organisation de l'Etat sera toujours plus puissante que la leur, quel que soit le temps qu'ils aient mis à l'édifier et quelque soin qu'ils prennent de la fortifier.

Vous sentez que, dans un tel milieu, il n'y a guère de place pour le syndicalisme, l'action directe, la grève générale. Les préoccupations démocratiques d'une part et de l'autre l'amour de l'organisation pour l'organisation et la tactique purement parlementaire ne sont pas précisément favorables aux divers modes d'action ouvrière révolutionnaire. Sans compter que le caractère « bien élevé » de nos masses, soucieuses de copier les « bonnes façons » de la bourgeoisie pacifique, ne peut guère produire une psychologie de révolte morale et le sens de l'opposition brutale des classes.

Cependant, et quoiqu'il n'y ait pas encore réellement de mouve-

ment syndicaliste révolutionnaire en Allemagne, la social-démocratie, elle aussi, est traversée par une crise difficile et périlleuse. Quelle voie, se demande-t elle, faut il prendre ? Ira-t-elle ouvertement vers le réformisme pur et simple ? Mais la vie allemande n'est pas mûre pour une conception aussi nette, qui, si elle a naturellement tous les torts du côté socialiste, n'a aucune raison du côté démocratique : une théorie de politique évolutionniste n'a pas de place dans un milieu d'absolutisme césarien. Ira-t-elle audacieusement vers la voie révolutionnaire ? Mais la social démocratie est trop esclave des préjugés de sa « tactique glorieuse ». Sera-t-elle donc toujours ce qu'elle est aujourd'hui : un socialisme verbal et lâche, aux phrases redondantes et à l'action aplatie ? un socialisme au jour le jour, terre à terre, sans idée et pratique cohérentes ? Mais s'il en est ainsi, la social-démocratie restera éternellement inférieure à sa tâche historique et ne démocratisera jamais le milieu allemand. Car une œuvre pareille exige d'autres efforts que l'élection de quelques députés plus ou moins socialistes et l'entassement, dans des caisses chaque jour plus gonflées, des gros sous des travailleurs ? La tactique actuelle de la social-démocratie, indécise, prudente, légalitaire et parlementaire, ne peut que prolonger le système régnant et arrêter l'essor des forces jeunes.

Voilà la crise. C'est l'impossibilité d'être à la hauteur de son rôle qui accule la social-démocratie dans l'impasse où elle se débat. Et, tels que les termes sont posés, on ne voit pas d'issue prochaine. Mais, me direz-vous, s'il n'y a pas de syndicalisme, en Allemagne, n'y a-t-il pas du moins des syndicalistes ? Certes, il y en a. Mais ils comptent peu en face des 1.300.000 ouvriers incorporés aux syndicats réformistes. Que peuvent les 15 à 20.000 « localistes » qui suivent plus ou moins l'exemple de votre *Confédération Générale du Travail*, et les quelques jeunes hommes qui, dans la social-démocratie, ont été touchés par les idées nouvelles ? Ce ne sont là que des mouvements embryonnaires, à peine perceptibles encore, sans influence efficace sur les masses organisées, et, lorsqu'ils sont dans le parti socialiste, tout au plus tolérés par lui. Et leur action est d'autant plus limitée qu'en Allemagne, les chefs du mouvement socialiste ou ouvrier, les Bebel et compagnie, jouissent de la confiance illimitée du prolétariat, qui les supporte passivement et leur obéit aveuglément. Certes, je n'entends pas médire d'eux. Un passé comme celui de Bebel ne me le permet pas. Mais, cette réserve faite, je peux bien dire que leur autorité est mauvaise, car elle conduit le socialisme allemand à sa ruine !

Quelle est donc la tâche présente des syndicalistes en Allemagne ? Peut-être l'exemple de nos camarades d'Italie, qui agissent dans le parti socialiste comme dans le milieu le plus propice, se recommande-t-il de préférence à nous. Mais il n'importe. Ce qui s'impose immédiatement à nous, *c'est une œuvre de négation et de destruction des erreurs traditionnelles*. Nous ne devons pas laisser passer une seule occasion de démontrer au prolétariat allemand l'erreur parlementariste et doctrinaire où il est engagé. Il nous faut lui répéter à toute minute que la lutte de classe révolutionnaire, tout en lui assurant les conquêtes pratiques et immédiates plus vite et mieux que les compromissions politiques, lui donnera cet *idéalisme révolutionnaire* qui peut seul le conduire à la victoire. Tel est notre devoir, à nous autres syndicalistes allemands, et, c'est en nous inspirant de votre action courageuse, camarades de France, que nous pourrons proclamer assez haut qu'en Allemagne comme partout *le socialisme ne renaîtra que par le syndicalisme* !

III

LE SYNDICALISME ET LE SOCIALISME EN RUSSIE

par

Boris Kritchewsky

Citoyennes et citoyens,

Le camarade Labriola vous a dit comment, en Italie, les excès du parlementarisme socialiste ont fait naître un mouvement syndicaliste révolutionnaire. Le camarade Michels a expliqué pourquoi, en Allemagne, il n'y a pas encore de syndicalisme révolutionnaire. A mon tour, j'essaierai de dire pourquoi en Russie, dans un pays à tant de points de vue plus arriéré que l'Italie et l'Allemagne, nous assistons cependant déjà à un mouvement syndicaliste naissant et qui a de grandes chances d'avenir.

Ce n'est pas évidemment des excès du parlementarisme socialiste que le syndicalisme russe est né. Vous savez bien que là-bas il n'y a même pas lieu de se plaindre des excès du parlementarisme simplement bourgeois... Comment se fait-il donc que, dans de telles conditions, le syndicalisme révolutionnaire ait pu prendre naissance ?

C'est que, d'abord, le syndicalisme, forme nouvelle du socialisme, est *international* comme la forme ancienne du socialisme. Il n'est donc pas nécessairement lié à telles conditions déterminées d'un pays donné. Comme le socialisme de parti, il peut et doit prendre des aspects divers en rapport avec les conditions du temps et du lieu. Il peut et doit s'adapter aux conditions du milieu, avec cette différence toutefois que, dans l'avenir, le syndicalisme international, arrivé à sa maturité, formera, sans doute, dans les différents pays, une unité de conception et de méthode beaucoup plus grande que celle du socialisme de parti.

Pour naître, le syndicalisme russe n'avait pas besoin d'être précédé d'une période parlementaire du socialisme. On peut dire qu'il remonte, en germe, aux commencements mêmes du mouvement ouvrier en Russie ; qu'il a été, par conséquent, la forme première de notre mouvement révolutionnaire en tant que mouvement *de masse*. Car auparavant notre mouvement révolutionnaire n'était qu'une action de petits cercles de propagandistes ou de conspirateurs. C'est, en effet, la lutte des masses ouvrières qui a donné au mouvement révolutionnaire russe une orientation nouvelle et a du coup changé ses destinées, jusqu'alors incertaines. Voilà pourquoi le syndicalisme russe, qui ne fait que commencer en tant que tendance

spécifique du mouvement ouvrier, peut déjà cependant revendiquer un rôle historique.

Depuis les grandes grèves des ouvriers textiles de Pétersbourg, en 1895 et 1896, jusqu'à la grève générale révolutionnaire en octobre 1905, c'est une sorte de syndicalisme spontané qui a formé le plus puissant élément de l'action révolutionnaire en Russie. Et, malgré tout ce qui s'est passé depuis, c'est encore la *grève générale* de 1905 qui reste jusqu'ici la source vive d'énergie de tout ce qui se dresse contre le tsarisme. Si le gouvernement russe n'a pas encore osé, au moment où je parle, éteindre cette petite flamme vacillante qu'est la Douma, nous en sommes encore redevables, en dernier lieu, au déploiement gigantesque de l'énergie prolétarienne en octobre 1905. Et j'ajoute que le rôle révolutionnaire échu à la grève générale en Russie est d'autant plus significatif et promet d'autant plus pour l'avenir que cette forme d'action ouvrière fut depuis toujours, en Russie comme ailleurs, rejetée, bafouée par l'immense majorité des socialistes ancienne manière. Cela prouve bien que la méthode d'action spécifique du syndicalisme révolutionnaire a des racines profondes dans le terrain même du mouvement ouvrier de Russie.

Le rôle du prolétariat dans la révolution russe se confond, en vérité, avec celui de l'action syndicaliste. C'est pourquoi le syndicalisme russe, pour prendre son essor, n'a point besoin d'attendre que le socialisme de parti ait dit son dernier mot.

Du reste, en période révolutionnaire, toutes les revendications, toutes les tendances se mêlent et se heurtent, cherchant à se frayer une voie, à s'imposer. Cela est vrai aussi bien pour les tendances d'action et d'organisation socialistes que pour les revendications politiques et sociales, en général. La révolution russe n'est pas et ne saurait être une simple répétition des révolutions politiques antérieures, puisque, sans parler d'autres différences capitales, elle est entourée d'une atmosphère internationale de faits et d'idées beaucoup plus avancée que celle des révolutions passées. Déjà les grandes révolutions de l'Occident ont fait naître des idées et des tendances qui anticipaient — et de beaucoup — l'évolution à venir. C'est une raison de plus pour que la révolution russe, au commencement du XX^e^ siècle, ne s'attarde pas à copier simplement ce qui a été fait dans des stades, d'évolution qui l'ont précédée d'un demi-siècle. De même, le prolétariat russe, agissant dans l'atmosphère internationale du socialisme contemporain, ne saurait s'attarder à refaire simplement, pour son action propre, tous les stades antérieurs du mouvement socialiste. Il peut et doit brûler les étapes. Le syndicalisme révolu-

tionnaire de France et d'Italie est là pour l'y aider, pour lui montrer le chemin qu'il a, d'ailleurs, déjà commencé à parcourir spontanément, par une poussée instinctive de sa volonté collective.

Il faut ajouter que le prolétariat a déjà réussi quelque peu à imposer sa volonté propre aux partis socialistes de Russie. Et c'est un hommage à rendre au parti socialdémocrate de Russie : il n'a pas trop regimbé contre la poussée de la volonté prolétarienne, il a, dans les dernières années, fini par se plier aux enseignements qui lui sont venus d'*en bas*. Mais ce n'est pas évidemment l'idéal, ce conflit continuel entre l'impulsion d'*en bas* et la direction d'*en haut*. Il faut qu'impulsion et direction se confondent, deviennent identiques. Or, cette identification ne saurait se réaliser que dans et par le syndicalisme révolutionnaire.

Certes, aucun parti socialiste ne cherche à se séparer du prolétariat. Au contraire. Mais, malgré tout, l'organisation de parti reste nécessairement, par définition, une organisation seulement *représentative* de telle ou telle classe, une organisation par intermédiaire, par délégation. Et puis, elle est aussi une organisation socialement plus ou moins *mélangée*. De là, à la longue, des conflits inévitables entre le parti et la classe par lui *représentée*. Le syndicalisme révolutionnaire est, par contre, l'*organisation directe du prolétariat et du prolétariat seul*. Il n'est autre chose que l'organisation autonome de la classe ouvrière elle-même, arrivée à sa maturité.

J'ai indiqué, en commençant, la nécessité et la possibilité pour le syndicalisme révolutionnaire de s'adapter aux conditions du milieu national. Pour le syndicalisme russe, cela veut dire, d'abord et surtout, qu'il devra, comme par le passé, lutter pour les libertés démocratiques, et avec d'autant plus d'énergie que cette forme nouvelle du socialisme a besoin d'une *liberté politique plus large* que les formes antérieures du socialisme. Et d'ailleurs, est-ce que le syndicalisme français ne combat pas pour des réformes et cela aussi au moyen de la pression exercée sur les pouvoirs publics ? Le syndicalisme russe ne se différenciera donc pas trop de son aîné en menant le bon combat pour les libertés démocratiques. La lutte pour la liberté est, en Russie, l'équivalent de l'action du syndicalisme français en faveur des réformes. Mais, bien entendu, cette lutte, le syndicalisme russe la fera avec des moyens à lui, dans des formes qui lui sont propres.

Pour conclure, j'indique encore une raison qui fait concevoir de grandes espérances pour l'avenir du syndicalisme en Russie. Le syndicalisme révolutionnaire n'est point ce qu'on en pense dans le grand

public. Il n'est point une lutte purement matérielle pour des fins matérielles. C'est, au contraire, un mouvement imprégné d'idéalisme, s'inspirant dans la lutte quotidienne de son but final, de son idéal. C'est une forme d'action qui exige et crée un dévouement enthousiaste pour la grande cause commune.

Eh bien, citoyennes et citoyens, le prolétariat russe, le prolétariat de tous les peuples de Russie a déjà démontré au monde entier, par des actes d'un héroïsme éclatant, qu'il possède des sources neuves et inépuisables d'enthousiasme idéaliste, condition nécessaire de l'épanouissement du syndicalisme révolutionnaire !

(A suivre.)

LES SYNDICATS OUVRIERS

Le syndicalisme en Suisse

LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES DE LA SUISSE ROMANDE

La grève générale qui a si fortement secoué, en mars 1907, la bourgeoisie helvétique est apparue à quantité de gens, qui ne sont point initiés au mouvement ouvrier romand, comme une manifestation de violence inexplicable, comme un accès de désordre fomenté par quelques meneurs étrangers, tout au plus. Pour nous, qui vivons depuis plusieurs années au milieu des travailleurs, une telle appréciation, profondément erronée, ne dénote qu'une ignorance complète du problème social tel qu'il s'est posé, en Suisse comme ailleurs. Nombre de camarades, en effet, après toute l'agitation faite selon les principes du syndicalisme révolutionnaire et fédéraliste, se rendaient parfaitement compte que nous n'irions pas loin sans qu'un premier essai de grève générale ne vînt témoigner pratiquement du développement réel de la classe ouvrière : « Avant deux, trois ans, disait-on, vous verrez que des évènements importants surgiront ; il faut nous préparer. » Ces prévisions n'étaient que trop exactes. Et même, l'on peut dire que le prolétariat a dépassé de beaucoup l'attente des militants, car ceux-ci n'ont point eu le temps de se « préparer » comme ils l'auraient voulu. Et ils ont été surpris par les événements et par l'allure des travailleurs. C'est là, d'ailleurs, un phénomène constant dans l'histoire.

Quoi qu'il en soit, les journées de mars ont démontré aux plus pessimistes que, malgré leur indifférence apparente, les ouvriers, en bonne partie — suisses ou étrangers, peu importe — aimaient les audacieux, et qu'ils étaient acquis aux idées de liberté. Lorsque les

situations s'y prêtent, les trésors d'énergie rénovatrice que possède le peuple se manifestent sans hésitation. Jamais le prolétariat n'est plus socialiste qu'au moment de l'action. L'action, c'est la suprême éducatrice, et la force, comme disait Marx, paraît bien être l'accoucheuse des sociétés.

Mais comment, en pays démocratique qui jouit du referendum et du droit d'initiative, les ouvriers sont-ils arrivés à délaisser graduellement la voie des revendications légales et à se placer, avec décision, sur le terrain de la lutte de classe et à s'organiser en vue de la révolte ?

C'est ce que nous allons voir.

I

DU CORPORATISME AU SYNDICALISME

On prétend que la Suisse romande, depuis l'ancienne *Fédération jurassienne*, a toujours été un peu un foyer de fédéralisme ouvrier. Il est de fait que les nombreux émigrants français, après la Commune surtout, ainsi que les réfugiés russes, ont imprimé, forcément, aux organisations socialistes, à certains camarades suisses plus particulièrement, une tendance assez nette aux idées d'autonomie. Le fédéralisme de Proudhon, l'ardeur révolutionnaire de Bakounine ont laissé des traces vivaces chez nombre de vieux militants de l'*Internationale*. Il était donc naturel que le « syndicalisme », tel qu'il s'est affirmé en France avec la *Confédération générale du travail*, trouvât immédiatement de l'écho en Suisse. Des jeunes, socialistes sincères et ouvriers anarchistes, habitués déjà aux conceptions de lutte de classe de leurs aînés les Jurassiens, étaient tout préparés pour reprendre, développer, propager la formule si vivifiante et si bien entrée dans les faits de l' « action directe ». Dans cette besogne, au reste, bien des travailleurs étrangers, italiens ou français, devaient prendre une part active, d'autant plus que, n'ayant aucun droit électoral, ils ne pouvaient être d'aucune utilité dans la lutte politique menée par le parti socialiste. Ajoutons que ces étrangers sont presque tous des ouvriers du bâtiment, donc de la catégorie des énergiques plutôt, et que d'autre part, en raison des forces hydrauliques qui sont une des richesses de la Suisse, le pays s'industrialise passablement, en Valais par exemple. Aussi, comme disait très justement Urbain Gohier, « le Ranz des vaches » fit-il place à « l'Internationale ».

Et de même, dans le sein des vieilles organisations corporatives mêmes, le syndicalisme se dégageait peu à peu, se précisait.

Mais comment la *Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande* naquit-elle et devint-elle l'expression vivante de ce syndicalisme ? Voici l'histoire.

Toutes les principales villes de Suisse possèdent, cela va sans dire, des associations de producteurs de même profession. La plupart de ces syndicats se groupent en *Unions ouvrières* locales, ce qui correspond aux *Bourses du Travail* françaises ; quelques-uns d'entre eux adhèrent encore à des fédérations de métier ou d'industrie, et celles-ci à la *Fédération suisse des syndicats professionnels* (*Gewerkschaftsbund*). Toute cette organisation était, jusqu'à ces dernières années, imbue de bons principes corporatifs, réformistes, légalitaires. Et tandis que les Unions ouvrières s'occupaient couramment de politique électorale, à côté des questions de salaires, ayant du reste à leur tête toutes sortes d'éléments non-ouvriers se réclamant du socialisme, la *Gewerkschaftsbund* était en relations officielles avec tout un service de secrétariats subventionnés par la Confédération. Mentionnons précisément le fait que Greulich, le leader du parti socialiste suisse, est le principal de ces secrétaires ouvriers payés par l'Etat.

En outre, la *Gewerkschaftsbund* prétendait modeler l'activité de tous les groupes sur les mœurs disciplinées de la social-démocratie allemande. Etant les moins nombreux, les délégués romands, dans les congrès, se voyaient constamment « majorisés » par les comités allemands. Puis, les syndicats adhérents à la Fédération suisse devaient obéir strictement aux conceptions de combat du secrétariat central et ne point se mettre en grève, par exemple, contre son avis. L'œuvre des Unions ouvrières locales était, de ce fait, fortement contrecarrée, puisque la manne émancipatrice ne pouvait venir que de Zurich ou de Berne. Bien plus, dans les journaux corporatifs, on avait une peine infinie d'obtenir l'insertion d'articles de langue française, surtout si ces articles émettaient des opinions légèrement différentes de celles des « organisateurs » attitrés, vrais phénomènes de centralisateurs. L'impossibilité de faire entendre leur voix était encore bien plus grande s'il s'agissait des ouvriers tessinois ou des nombreux maçons venant d'Italie. Aussi ces derniers fondèrent-ils entre eux une fédération spéciale, de langue italiennne, la *Fédération Muraria*. Quant aux travailleurs parlant français, s'ils voulaient enfin ne plus être étouffés dans leurs propres organisations et pou-

voir se manifester. force leur était de se réunir en dehors de la *Gewerschaftsbund*.

Beaucoup d'entre eux reconnurent, d'autre part. et après de douloureuses expériences, le danger qu'il y avait à laisser la haute main dans leurs syndicats aux fonctionnaires publics et aux dirigeants bourgeois du parti socialiste. Ce qui fait que plusieurs Unions ouvrières. en Suisse romande spécialement, décidèrent de n'admettre dans leur sein que des ouvriers. Ce sont des groupements de classe, et non plus d'idées politiques, qui se constituèrent ainsi, dans le but bien net d'amener « l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ». Inutile de dire que, cette nouvelle coutume des producteurs de faire leurs affaires seuls déchaina, dans le clan des politiciens. une épouvantable colère ; ces êtres-là éxigent la direction des masses. Malgré cela, l'organisation des ouvriers sur le terrain économique se fortifia de plus en plus. Trop de causes y concouraient.

A plusieurs reprises, alors, les Unions ouvrières de la Suisse romande, où dominait une forte tendance syndicaliste, tentèrent de se fédérer afin d'accentuer la tactique fédéraliste et révolutionnaire du prolétariat, contre laquelle s'élevaient et la bourgeoisie démocratique et les socialistes étatistes. Des conciliabules eurent lieu sur les bords du Léman. En 1905, enfin, sur l'initiative de l'Union ouvrière de la Chaux-de-Fonds exprimant « le vœu d'arriver à grouper les forces prolétariennes sur le terrain de la lutte de classe pour aboutir à l'unification des idées », des délégués de plusieurs villes purent se réunir à Lausanne.

Les premiers pas étaient faits d'une Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande, véritable organisation de classe. composée d'ouvriers uniquement.

II

PSYCHOLOGIE DES SYNDICALISTES ROMANDS

S'il est exact de dire que ce sont les conditions économiques de la société qui déterminent nos pensées et nos actes. il n'en reste pas moins vrai, ainsi que l'écrivait Bakounine. que « les idées marchent par les souliers des hommes ». A cet égard, quelles sont les pensées qui préoccupent les ouvriers syndicalistes, quels sont les mobiles qui les inspirent, quelle est leur mentalité ?

Il me semble intéresssant d'en dire quelques mots. Toute l'activité des militants romands visant, d'ailleurs, à une décentralisation méthodique, soit dans l'organisation, soit dans la propagande, soit dans les grèves, on aura une image exacte de la *Fédération des Unions ouvrières* si l'on connait la valeur des éléments constituants. La physionomie des congrès, l'attitude du journal de la Fédération, l'esprit de solidarité, d'initiative, de spontanéité manifestées lors du premier mouvement sérieux qu'entreprit l'organisme syndicaliste, en mars dernier, nous seront ainsi expliqués très simplement et apparaîtront comme des conséquences inévitables de toute la tactique suivie — de la tactique fédéraliste.

Ce qui frappe au premier abord — et c'est ce que remarquait l'un de nos amis syndicalistes de la Suisse allemande, le camarade Brupbacher — c'est que dans les plus petites villes on trouve un nombre relativement grand de travailleurs clairvoyants, convaincus, toujours à l'affût d'une initiative, toujours à la recherche d'une nouvelle bonne volonté. Il y a là une véritable décentralisation des activités. C'est même passé à l'état de système. La conception du gouvernement-fort, des hommes-providences, leur apparaît, à ces ouvriers, comme un non-sens quant à la dignité et à la libération de chaque producteur. Remettre à un nombre restreint d'individus, disent-ils, le soin d'organiser la révolte pour vous, le soin de la décider pour vous, le soin de l'entreprendre pour vous, n'est autre chose en définitive que de perpétuer son inaction et son asservissement. Toute autre est la méthode fédéraliste d'organisation et d'action. L'organisation fédéraliste que nous préconisons est une forme d'association (d'individus ou de groupements) sur une base égalitaire, où l'individu comme le groupement conservent leur autonomie. Le mot fédéralisme, ainsi entendu, signifie union, alliance, entente libres ; il ne peut s'admettre dans le sens de subordination des individus ou des groupes. Et puisque l'action se passe entre égaux, il ne peut y avoir de chefs, de comités donnant des ordres. Au contraire, dès qu'un camarade est susceptible de faire une besogne, on l'engage à la faire ; les plus habiles trouvent de nouvelles activités, il ne faut pas craindre qu'ils ne soient écartés parce que de nouveaux venus travaillent. Non, il y aura toujours assez à faire pour tout le monde, et la liberté de chacun s'accroît, ainsi, au contact de la liberté d'autrui. Puis, en admettant la division du travail, la responsabilité de l'action ne pèse plus sur un petit nombre de camarades. Le contrôle des expériences peut être fait par tous, et celles-ci ne servent pas qu'à exalter les capacités d'une petite minorité. Ce sys-

tème des masses qui s'ébranlent de leur propre entraînement écarte les personnes qui cherchent à s'interposer. Les comités centraux ne fonctionnent plus comme sabot d'enrayage, pas plus qu'ils n'ont déterminé le mouvement. En outre, le fédéralisme ne laisse pas place aux parasites, ni aux intrigants. Systématiquement on se contrôle souvent, non pas qu'il faille faire fi de la confiance, mais pour n'être pas amené à se suspecter, pour se connaître et se comprendre et s'estimer mieux, afin surtout que personne ne devienne indispensable, maître en un domaine — ce domaine ne fût-il que de l'administration. L'éducation faite selon ces principes a donc été, en Suisse romande, de *provoquer des initiatives*. Et l'ouvrier timide, auquel on remettait un modeste travail de propagande à exécuter, voyant qu'il s'en tirait, prenait de l'assurance; il avait bientôt plaisir à se voir utile, l'action ne lui apparaissait plus comme une impossibilité personnelle; puis, toujours encouragé, il s'attaquait à des besognes plus conséquentes, et il devenait un militant. Voilà les résultats de la décentralisation poussée dans les moindres détails de la vie syndicaliste. Ainsi, personne n'est étouffé. Chacun, au contraire, finit par prendre une part effective à l'agitation. Il n'y a plus de moutons. Il y a des unités bien vivantes, et l'émancipation des travailleurs se fait vraiment par les travailleurs eux-mêmes.

Et comment les syndicalistes romands comprennent-ils le rôle des comités ? Car enfin il y a un travail d'administration qui paraît nécessaire et qui ne peut être fait par tout le monde ? Eh bien, voilà. Le même principe fédéraliste, d'organisation de bas en haut, les guide constamment. Le comité du syndicat ou de la fédération, n'a rien à diriger ; son rôle est celui d'un enregistreur des volontés d'en bas, des éléments constituants, des travailleurs, et il leur fournit les renseignements qui peuvent être utiles ; c'est une sorte de bureau de correspondance, de propagande, tout simplement. Si, par-dessus, le comité tient à manifester son activité propre, que ce soit, encore une fois, en provoquant des initiatives, en trouvant pour lui, pour les camarades, pour les groupes, de nouvelles besognes à accomplir, à compléter, à entreprendre — et il y en aura toujours. Un organisateur fédéraliste cherche continuellement, en dehors de la tâche qu'il s'est engagé à mener à bien, de « former » des camarades, il vise à se rendre personnellement dispensable, c'est-à-dire que son travail spécial doit pouvoir être continué facilement par un ou plusieurs autres, s'il vient à manquer; de cette façon, il fait œuvre stable, car l'homme peut disparaître, le gouvernement peut l'enfermer, mais l'œuvre se continue, elle reste. Ainsi, l'on s'habitue à l'équivalence des fonctions et

à l'initiative ; on reste entre égaux. Plus de chefs, ni de sauveurs du peuple ; aucune obligarchie qui dirige, accapare, canalise, rétrécit, sabote le mouvement. L'action directe, en tout et partout.

Les syndicalistes romands ne veulent pas non plus des secrétaires permanents, sorte de professionnels du bureau qui, s'éloignant pour longtemps de l'atelier, oublient trop souvent la vie ouvrière, les vexations patronales, les soucis du taudis, les angoisses du chômage, les besoins urgents d'émancipation, et risquent de se forger, dès lors, une mentalité spéciale qui n'est plus celle du producteur. L'administration sera donc faite par les travailleurs, à tour de rôle, autant que possible sans rétribution. On ne gâtera pas alors les meilleurs militants en les mettant dans la situation de n'être plus ouvriers. La psychologie du syndicalisme restera celle des producteurs et rien que des producteurs. Et c'est une question de propreté interne, résolue définitivement.

Quant à la doctrine économique des membres de la Fédération des Unions ouvrières, c'est la conception de la lutte de classe dans ce qu'elle a de plus pur. Elle est très simple. Les bourgeois, les capitalistes, les gouvernants, les non-producteurs ne pourraient pas vivre un jour sans qu'on ne leur fournisse tout ce qui est indispensable à la vie, le pain, les vêtements, les meubles, la lumière, les combustibles, les moyens de transport. Or ce sont les ouvriers qui leur préparent tout cela. Seuls, ces ouvriers ont le pouvoir de ne plus rien leur préparer ; et l'unique façon, certaine, de faire rendre gorge aux bourgeois, c'est, en conséquence, de ne plus travailler pour eux, c'est de *désorganiser leur pouvoir de consommation*. Lorsque ces gens ne trouveront plus, à tout moment, le pain, là, le matin, tout prêt, ils se sentiront déjà passablement atteints ; si on les prive d'autres objets de première nécessité, alors il ne leur reste plus qu'à se mettre à produire eux-mêmes. De parasites qu'ils sont, ils deviendront des producteurs. La lutte de classe aboutira, en fait, à la suppression des classes. Ainsi, c'est en désorganisant aussi souvent que possible le train-train de vie des dirigeants, c'est en ébranlant leur vie paisible, en leur rendant l'existence intenable, en les privant de plus en plus de l'assurance du lendemain, en les prenant à tout moment par la disette, en multipliant les cessations du travail salarié, en intensifiant et en généralisant les grèves, en pratiquant la grève générale, qu'on arrivera le plus sûrement aux situations critiques, révolutionnaires.

D'autre part, la bourgeoisie, ayant perdu toute force morale et voyant dans le militarisme, dans l'emploi de la force armée son moyen suprême de salut, la propagande antimilitariste est de la plus urgente

nécessité. Le mensonge du patriotisme a précisément été percé à jour par l'action économique des travailleurs, par les grèves, au cours desquelles on a toujours vu la troupe levée contre les prolétaires, au profit aussi bien des capitalistes étrangers que nationaux. C'est l'organisation militaire qui soutient le pouvoir bourgeois. Si les ouvriers ne savent pas encore recourir aux armes pour défendre leurs intérêts légitimes, ils cherchent tout au moins à ce que tous refusent de s'armer pour maintenir les privilèges iniques de la classe possédante. C'est dans ce but que la Fédération romande intensifie la propagande antimilitariste. Bien plus, disent certains ouvriers de Suisse, il faut absolument dévoiler aux yeux des camarades la fourberie légalitaire : la bourgeoisie a accordé au peuple un bout de papier — le bulletin de vote — pour défendre ses droits ; mais elle s'est réservée des fusils pour faire défendre ses intérêts, à elle. Cette constatation n'en dit-elle pas long ? Certes. Aussi l'allure révolutionnaire des syndicalistes fédéralistes se légitime-t-elle à tous égards. C'est un beau programme maximum — le droit à l'aisance — dont les producteurs exigent la réalisation. Le prolétariat confectionnant, fabriquant, édifiant, construisant, produisant tout, reprendra à la bourgeoisie, dès qu'il le pourra, tout ce qu'on lui a enlevé. La question de la grève générale expropriatrice se présente donc à lui, tout naturellement. Il s'emparera, sans hésiter, de ce qui constitue la richesse collective dont il fut le bon ouvrier avant d'en être dépouillé.

Bref, la lutte de classe n'est pas seulement une réalité économique, c'est une norme juridique, un principe moral du syndicalisme.

Et le rôle des syndicats ?

Aux yeux des ouvriers révolutionnaires et fédéralistes, l'action syndicale solutionne tous les côtés de la question sociale ; ils l'envisagent à trois points de vue :

a) Les syndicats sont des groupes de résistance quotidienne, de réformes immédiates, d'éducation socialiste ;

b) Ils ont une portée révolutionnaire essentielle dans l'organisation de la grève générale expropriatrice ;

c) Enfin, les syndicats constituent, maintenant déjà, des noyaux de la société future, puisque ce sont des groupes de production tout formés pour assurer la vie économique des travailleurs, au lendemain de la grève générale.

Il est à observer que ce programme requiert pour sa réalisation toutes les forces ouvrières, réformistes et révolutionnaires.

Outre la tâche de *résistance* implacable aux empiètements patro-

naux, résistance soutenue d'ailleurs par les corporations les plus légalitaires elles-mêmes, les syndicalistes poursuivent toutes les améliorations de détail qui peuvent être considérées comme une sorte d'expropriation partielle des privilèges capitalistes. Sans doute que ces améliorations, ces réformes toujours insignifiantes et même assez vaines dans un état social où les exacteurs sont tout puissants, que ces réformes ne sauraient détourner l'attention des ouvriers du but, du vrai, du seul but en fin de compte : la suppression du salariat. Autrement dit, le syndicalisme veut en finir le plus tôt possible avec l'exploitation des moutons et parallèlement avec la domination des loups. Or la classe ouvrière n'a qu'un moyen permanent de manifester, non pas son existence, mais sa volonté directe et sa liberté réelle. Ce moyen, c'est le conflit. Et les maîtres l'ont si bien reconnu qu'ils prétendent le légaliser. Qui dit conflit, actuellement, dans le monde du travail, dit grève. Et l'on pourra, peut-être, caractériser les syndicalistes romands en rappelant que les bourgeois gouvernementaux et les socialistes ultra-modérés du Grütli les accusent communément de vouloir « la grève à jet continu ». Eh oui ! la grève, premier acte d'une période de révolution économique, les grèves brusques et fréquentes, susceptibles d'infliger des pertes graves aux ennemis et nous acheminant inévitablement aux grèves généralisées, à la grève générale,— à cela se préparent systématiquement les syndicalistes convaincus. Mais, il faut le dire, à côté d'eux, — et afin que le syndicat puisse bien rallier tous les travailleurs — ils laissent une place honorable aux timides, à tous les pondérés qui préfèrent la tranquille besogne d'intérieur aux risques croissants de la lutte des ateliers et des rues. Sans se perdre dans les compromissions des partis, quantité de salariés réformistes peuvent, en effet, contribuer à édifier, à l'heure présente déjà, dans la société bourgeoise encore, des institutions sérieuses qui n'auront qu'à s'épanouir tout naturellement dès que la grève générale sera victorieuse. Nous entendons par là que certains syndicalistes cherchent à faire, sans tarder, de l'Union ouvrière locale, un centre de vie ouvrière. Autant que possible, tous les syndicats ont leurs locaux de réunion au même endroit ; peu à peu ils pourront installer ensemble des salles de commission, de discussion, de conférences, de cours, de lecture, de spectacle, de distraction, de douches, etc., de façon qu'en dehors des heures de travail et de vie familiale, tous les camarades se rencontrent sans cesse et vivent d'une vie commune, faite d'égalité et de liberté. Une permanence, par exemple à Lausanne, sera établie dès l'année prochaine probablement, pour pouvoir fournir aux travail-

leurs en mouvement tous les renseignements nécessaires ; mais ce ne sera pas un unique secrétaire qui fonctionnera ; il y aura un certain nombre de militants qui se relaieront à tour de rôle. Bien plus, des services de conseils juridiques, de consultations médicales, de soins aux ouvriers accidentés sont à l'étude dans quelques Unions ouvrières. Voilà de quoi satisfaire les besoins d'activité de bien des camarades à qui répugne la violence. Et sans qu'ils aient besoin de s'insulter entre réformistes et révolutionnaires, entre socialistes et anarchistes, les travailleurs de tempéramment différent se compléteront ainsi admirablement. Remarquons que l'œuvre réformiste de reconstruction, telle qu'elle vient d'être esquissée, n'embarrasse en aucune façon le syndicalisme de toutes sortes d'organismes dont la société de demain ne doit point être affectée — parlementarisme entre autres, — mais que les producteurs, au contraire, développent, dans leur sphère propre, des germes d'organismes dont la civilisation communiste aura absolument besoin. En cela encore, le syndicalisme est profondément réaliste, puisqu'il sait prendre ce qu'il y a d'utile, de sain, de bon au milieu de nous pour en faire la base de son expansion à venir. Les sciences naturelles, d'ailleurs, ne nous enseignent-elles pas qu'un organisme sain ne provient très généralement que de germes sains?

Mais j'ai hâte de reconnaître le côté faiblement important des reconstructions sociales à une époque où les besoins plus grands de l'existence ainsi que la conscience plus claire des situations poussent les travailleurs à une lutte opiniâtre, à la révolte. Aussi bien, est-ce surtout en vue de *l'organisation de cette révolte* que se concertent les ouvriers romands. Ils ont là tout un travail en vue : syndicalisation urgente des ouvriers de l'alimentation et des voies ferrées; fiches à dresser sur les personnalités bourgeoises qu'au moment décisif il faudra rendre inoffensives; entreprises spéciales de relations urbaines et interurbaines (téléphones, télégraphes, postes) dont il y aura lieu de s'emparer coûte que coûte; services d'hôpitaux, de salubrité, qu'il convient d'assurer soigneusement ; points particulièrement sensibles du capitalisme où il faudra porter le désarroi, comme dans les transactions financières, commerciales, dans les cadastres, dans l'éclairage électrique, etc. Puis il s'agit d'apprendre à tous les travailleurs à agir d'une façon rapide, chaque groupe se portant, au jour de la grève générale, dans les quartiers où il sera appelé à vivre, s'y cantonnant, s'y défendant, s'emparant des appartements et des usines. Et surtout ne pas perdre son temps à discutailler sur la place de l'Hôtel-de-Ville ni à nommer des députés. Non, mais habituer les

ouvriers à aller prendre où il y a, en de vastes proportions, afin que l'expropriation ne soit pas un pillage, mais vraiment le commencement de l'organisation du communisme. Et tout cela, méthodiquement, sans décret, sans payer de tribut. Faire en sorte que la grève générale soit bien, finalement, la prise de possession, décentralisée, de la mine par le mineur, de la poste par les postiers, de la fabrique par le métallurgiste, de la ferme par les métayers, du sol et des instruments de production par les travailleurs — la révolution, en un mot —, tel est le rôle deuxième des syndicats.

Quant à la *réorganisation de la production et de la consommation*, les syndicalistes en parlent aussi, et ils ont grandement raison. Au lendemain d'une grève générale, dont les chances de succès vont augmentant, la vie doit être assurée de suite à tous les travailleurs, à leur famille. Il leur faudra du pain. Il est donc nécessaire de savoir ce que l'on fera de la terre libre, de la force de l'Etat, de l'héritage des capitalistes, afin que le peuple ne se trouve pas berné par des arrivistes, des intrigants, par de nouveaux maîtres. Pour cette besogne de rénovation, que personne évidemment ne prétend régler à l'avance, les syndicats seront tout indiqués. Pour la production, nul groupe ne paraît d'ailleurs plus apte à la mener à bien, d'autant plus que les fédérations de métier sont là pour l'entreprendre sur une grande échelle ; les ouvriers dans chaque chantier ou atelier savent ce qu'ils ont à faire sans les ordres de supérieurs. Quant à la consommation, du point de vue des syndicalistes, les Unions ouvrières locales où chaque corporation apportera ce qu'elle a produit (viande, livres, souliers, etc.), les Bourses du Travail l'assureront mieux que quiconque. Les cuisines communistes des grévistes maçons de Lausanne et de Genève ne le prouvent-elles pas? Rien là-dedans d'utopique. Insistons même sur ce fait que tout cela est réalisable, par le fédéralisme, avec les ouvriers tels qu'ils sont, sans autre perfectionnement moral. Les paysans eux-mêmes dans leurs syndicats et coopératives agricoles, instruits par l'expérience ouvrière, arriveront à régler facilement la vie économique et à échanger, en bons collègues, leurs produits contre ceux des travailleurs des villes. Les Unions ouvrières et les Fédérations, selon l'idée d'Yvetot au Congrès de Nice en 1901, assureront la mise en marche de la société des producteurs, très naturellement.

On voit combien le rôle primitivement mutuelliste des corporations ouvrières s'est élargi sous la poussée révolutionnaire ; il est maintenant singulièrement grandiose. Et le syndicalisme peut dire, dès lors, qu'il se suffit à lui-même. Ce qu'il fallait démontrer.

III

Les Congrès de la Fédération.

Congrès préparatoire de Lausanne. — C'est donc le 9 juillet 1905 que se rencontrèrent, à Lausanne, une cinquantaine d'ouvriers représentant les Unions ouvrières de Chaux-de-Fonds, Fribourg, Genève, Lausanne, Montreux, Morges, Neuchâtel, Nyon, Vevey ; le cercle ouvrier de Saint-Imier avait donné son adhésion sans toutefois envoyer de délégué. L'ordre du jour, préalablement établi par les Unions ouvrières participantes, portait les points suivants :

1° Institution d'une Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande ;
2° Propagande pour les huit heures ;
3° Mesures à prendre contre les lock-out ;
4° Propagande antimilitariste ;
5° Création d'un journal syndicaliste appartenant à la Fédération qui sera constituée.

Disons de suite que le congrès fut avant tout une sorte de consultation entre camarades et que ceux-ci n'avaient pas de mandat précis de leurs organisations. Une conclusion se dégagea tout de même de cette première réunion, d'où l'élément non-producteur avait été exclu, c'est que partout, en Suisse romande, les ouvriers étaient mécontents des méthodes légalitaires suivies jusqu'alors. On comprenait que l'éducation du prolétariat avait été complètement négligée, qu'on avait perdu, à force de préoccupations électorales, toute notion exacte du socialisme ouvrier, internationaliste, expropriateur, libérateur. En outre, d'une ville à l'autre, on se connaissait à peine, et la propagande ainsi que l'action syndicales en souffraient beaucoup. C'était à la future fédération de refaire aux travailleurs une conscience de classe et de rassembler les énergies disséminées. D'où nécessité, reconnue par tous, après une discussion des plus calmes, d'en décider la fondation.

La réunion établit ensuite que les politiciens seraient exclus de la nouvelle organisation et on adopta, comme déclaration de principe, à l'unanimité, celle de l'*Internationale*. L'Union ouvrière de la Chaux-de-Fonds fut chargée de préparer un court projet de statuts fédératifs.

A propos de l'agitation pour la journée de huit heures, plusieurs

délégués firent ressortir combien il était ridicule de manifester en sa faveur un seul jour par an, au 1er mai, alors que les autres trois cent soixante-quatre on ne s'en occupe guère. Aussi émit-on le vœu formel que la question de la propagande pour les huit heures, à obtenir en même temps que les camarades français, soit examinée favorablement par toutes les sections. Genève fut engagée à étudier la proposition de près.

La réunion, discutant sur les mesures à prendre contre les lock-out, recommanda de penser au sabotage et de le pratiquer pendant les jours de délai légal avant le licenciement. On reconnut qu'il n'y avait d'autre réponse à faire au patronat que de déclarer ensuite la grève générale de tous les ouvriers non atteints par le lock-out. Cette grève générale devait naturellement aviser aux moyens de procurer immédiatement des vivres à ceux qui en seraient privés. Vevey se chargea de rapporter sur ce projet.

La propagande antimilitariste fut appuyée par tous comme étant inséparable de la propagande syndicaliste. Quelques délégués proposèrent même d'encourager et de soutenir tous ceux qui sans attendre les grèves et les lock-out, refusent de devenir soldats. Saint-Imier fut désigné pour s'occuper plus spécialement de cette question.

L'accord fut aussi unanime sur la nécessité d'un journal syndicaliste, car les ouvriers voulant s'adresser pour leurs publications aux organes des partis politiques en subissent toujours la tutelle et la direction. Lausanne se chargea d'étudier la création d'un organe ouvrier de la Suisse romande.

Le congrès enfin, sans se faire illusion sur la portée pratique de ses protestations, prit les délibérations suivantes :

1° De protester contre tout projet de législation fédérale pour l'institution de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire dans les conflits collectifs. Ceci afin qu'il n'y ait pas d'équivoque et que la nouvelle loi (proposée aux Chambres fédérales) apparaisse dès le début comme une loi de défense capitaliste et non de protection ouvrière.

2° De réclamer au Comité du Parti socialiste suisse que le reliquat de la souscription en faveur des réfractaires de la grève générale de Genève 1902 (environ 4.000 francs) soit employé, ainsi qu'il avait été décidé, à secourir tous ceux qui refusent le service militaire.

3° De protester contre les arrêts des différents tribunaux suisses (Tribunal fédéral entre autres) considérant la mise-bas comme une rupture de contrat et condamnant ensuite les grévistes à payer des dommages-intérêts à leurs patrons.

Voilà qui était franc et clair.

On sentait, à ce premier congrès ouvrier, qu'une renaissance du socialisme se préparait, timide encore, puisque certains délégués exprimaient quelques craintes à l'égard de l'action directe, trop influencés qu'ils étaient par les vingt-cinq ans de parlementarisme à outrance de la social-démocratie helvétique; mais l'élan était donné, et c'était réconfortant.

Lorsque, dans le public, on connut les décisions de la réunion de Lausanne, les avis furent très partagés. Les journaux bourgeois, qui ne comprennent rien à la vie ouvrière et socialiste, ne surent comment interpréter les décisions. Ils se contentèrent de les enregistrer. Mentionnons que depuis la dernière grève générale certains d'entre eux ont vu plus clair, et ils dénoncent férocement les syndicalistes comme les pires ennemis de l'ordre que le gouvernement doit bâillonner sans merci ; la fondation d'un syndicat, si petit soit-il, est, dans le pays, considérée maintenant comme une calamité. Les socialistes politiciens, eux, s'aperçurent vite du danger qui les menaçait par l'organisation de cette Fédération exclusivement ouvrière. Comment? Des travailleurs prétendaient agir par eux-mêmes, sans recourir aux bons offices des vénérables représentants du peuple? Mais alors que deviendraient ces représentants ? Des bergers sans troupeau ? C'était trop ridicule. Et ils s'acharnèrent sur les ouvriers. Il n'y avait, clamaient ils, que des « romantiques » parmi les néo-syndicalistes et l'action directe n'était vraiment qu'un « article de Paris » ! Hélas, les temps sont passés de la tranquillité des électeurs, et des discussions passionnées remplirent dès ce moment les publications socialistes, soit sur la journée de huit heures, soit sur la grève générale; des controverses eurent lieu journellement sur l'antimilitarisme, sur l'antiétatisme, sur l'illusion démocratique, etc. Depuis le Congrès international de 1889, le monde ouvrier n'avait jamais été autant agité, et ce que quinze années de propagande légalitaire n'avaient pu réveiller — l'intérêt pour la cause socialiste, — une simple assemblée de cinquante travailleurs, sympathisant avec le mouvement des syndicalistes français, réussit à le soulever. La réunion de Lausanne n'aurait-elle eu que ce résultat, que c'était déjà beaucoup, puisqu'il n'y a rien de plus dangereux pour nous que l'indifférence. Mais il y eut infiniment plus. Et de toutes parts, la Fédération des Unions ouvrières projetée reçut des sympathies, à telle enseigne que, trois mois après déjà, un second congrès des Unions ouvrières romandes devenait nécessaire afin de la constituer définitivement. La Fédération allait répondre à un réel besoin.

(*A suivre*). J. WINTSCH-MALÉEFF.

REVUE DES REVUES

Les Revues socialistes allemandes

Patriotisme et Socialisme

(*Die Socialistische-Monatshefteek*, numéros de mai et de juin.)

On sait les déclarations patriotiques faites par *Bebel* et *Noske* au Reichstag ; la Social-démocratie, par leur organe, a fait une profession de foi loyaliste aussi nette que possible ; Guillaume II peut risquer une guerre : la patrie allemande, l'Empire allemand, n'auront pas de plus fidèles et de plus décidés défenseurs que nos social-démocrates. Et voilà qui est clair : nous ne sommes pas près de voir en Allemagne de l' « anti-patriotisme » ; il y est même à peine question d'antimilitarisme, ou, s'il en est question, c'est sous une forme si timide, avec des réserves et des *distinguo* si nombreux, qu'il vaut autant le déclarer inexistant.

Bernstein, dans son article *Patriotismus, militarismus und Social-démocratie* (voir *Socialistische-Monatshefte* de juin) a même un raisonnement curieux. Il ne faut pas, dit-il, entretenir l'étranger dans de funestes illusions, funestes à cette paix même qu'on voudrait assurer par la propagande antimilitariste et antipatriotique ; il ne faut pas lui laisser croire qu'il pourrait compter sur nous pour briser la patrie allemande ; il faut au contraire lui bien désiller les yeux et lui bien faire comprendre que s'il attaquait l'Empire, il nous trouverait au premier rang pour le défendre : c'est le meilleur moyen de lui enlever toute velléité belliqueuse et d'assurer à la paix du monde la plus sûre des garanties

Tout l'article est d'ailleurs intéressant, en ce sens qu'il fait voir aussi nettement que possible que la question patriotisme ou antipatriotisme doit se poser, non en termes nationaux, mais en termes politiques. Les syndicalistes l'ont dit et redit : à leurs yeux, la patrie, c'est l'État ; et leur antipatriotisme n'est que la forme abstraite et aiguë de leur anti-étatisme, leur déclaration de rupture avec l'Etat, sous son aspect le plus cru, le plus violent et le plus extrême, de manière à dissiper toute équivoque et tout malentendu. Or, que nous montre précisément Bernstein ? Que si la Social-démocratie, au temps où elle était *hors la loi* et comme *hors l'Empire* aurait pu, à juste titre, être antipatriote, elle n'a plus aucune raison de l'être, maintenant qu'agrégée à l'Empire, y ayant une existence légale, et participant à sa vie parlementaire, elle constitue le parti le plus puissant de cet Empire, *die entschiedenste Reichspartei* : *keine andere Partei*, écrit textuellement Bernstein, *ist so sehr darauf bedacht, dem Reich immer neue gesetzgeberische Aufgaben zu übertragen und sein Kompetenzen zu erweitern, wie die Socialdemocratie.* Aucun

parti n'est plus disposé à accroître sans cesse la législation de l'Empire et à élargir ses attributions que la Social-démocratie. *Verglichen mit ihr*, ajoute-t-il, *ist die, seinerzeit energischste Vertreterin des Reichs-gedankens, die nationalliberale Partei, particularistisch.* A côté d'elle, le parti national-libéral, en son temps le défenseur le plus résolu de l'idée nationale, est *particulariste*.

La même évolution, continue Bernstein, se retrouve en Autriche. Là aussi, la Social-démocratie fut, en son temps, *reichsfeindlich*, plus encore même qu'en Allemagne. Mais aujourd'hui l'*Arbeiterzeitung* est lue à la cour; les bourgeois radicaux accusent même le Parti d'être *kaiserlich-œsterreichische Social-démocratie*; et sa victoire électorale récente, grâce au suffrage universel conquis, est la victoire de l'unité nationale sur les éléments séparatistes. Et Bernstein de s'étonner que Kautsky ait pu reprocher à la bourgeoisie, dans la *Leipziger Volkszeitung* du 6 mai, d'avoir maintenu, par peur de la Révolution, des organismes politiques aussi antédiluviens que l'Autriche et la Turquie. Car, selon Bernstein, s'il y a eu là faute historique, la responsabilité en incombe à un haut degré depuis longtemps à la Social-démocratie autrichienne elle-même.

On le voit bien: il y a identité absolue entre l'Etat et la patrie, et au fur et à mesure où la classe ouvrière, qui, selon le *Manifeste des communistes*, n'avait pas de patrie, s'agrège à l'Etat. elle devient patriote.

Le patriotisme est né avec le développement des Etats modernes ; il en est l'accompagnement, l'harmonique sentimental. Quand la classe ouvrière déclare qu'elle fait scission avec l'Etat, elle ne peut donc mieux exprimer sa pensée qu'en se disant antipatriote. Antipatriotisme et antiétatisme. je le répète, c'est la même chose. Mais quand la classe ouvrière dénonce tout lien avec l'Etat, est-ce à dire qu'il soit dans sa pensée de nous ramener à je ne sais quel particularisme féodal ? De même, quand elle affiche son antipatriotisme, est-ce à dire qu'elle rêve je ne sais quelle fusion monstrueuse de toutes les patries? *Dépasser* ne veut pas dire *détruire* : on peut dépasser en conservant, et c'est ce que dans la philosophie hégelienne on exprime par l'intraduisible *auf heben*. Parlant de ce qu'il appelle les histoires régulières et fécondes, Sorel, dans son livre sur le *Système historique de Renan*, écrit ceci : « Lorsque cette régularité existe, l'histoire apparaît *comme un enfantement de quelque chose qui reste acquis à l'histoire.* » (p. 16). Et (p. 72), après avoir montré tout ce que le christianisme doit au judaïsme, tout en ayant fait scission avec lui, il fait les réflexions suivantes, dont on ne saurait trop admirer la justesse pénétrante et la finesse d'intuition historique : « Plus on insistera sur la scission, plus il conviendra de mettre en évidence l'importance de l'héritage que le christianisme a reçu. Pour la philosophie de l'histoire, il n'y a pas de questions plus intéressantes que celles qui portent sur l'héritage transmis d'une ère à une autre. Le socialisme, notamment, doit se poser ce problème pour les temps modernes et on s'est demandé souvent si la propagande socialiste était toujours dirigée de manière à ne pas compromettre les acquisitions de l'ère capitaliste. L'héritage du capitalisme peut se définir ainsi : l'outillage immense que les chefs d'industrie ont créé ; — les nouvelles mœurs qui se sont produites dans les classes ouvrières par suite de l'organisation capitaliste (d'un côté mœurs syndicales, œuvre des travailleurs se disciplinant dans la lutte ; de l'autre, habitude d'application au travail, produit de la discipline patronale) ; — la manière d'employer l'outillage et la science pour produire la richesse sur de grands plans de coopération. *Sans cette création capitaliste de la matière d'un monde nouveau, le socialisme devient une folle rêverie.* »

C'est précisément la grandeur et la force du marxisme d'avoir toujours insisté, dans le temps même où il dénonçait le capitalisme, sur l'importance de son œuvre historique : on pourrait dire que le marxisme est tout

ensemble révolutionnaire et traditionnaliste. Son anticapitalisme n'a jamais été un anticapitalisme abstrait, métaphysique (dans le mauvais sens du mot), purement négatif, comme l'anticapitalisme de tant d'écoles socialistes ou de sectes anarchistes. De même, l'antipatriotisme syndicaliste, qui ne méconnaît nullement la grandeur et l'importance de cette création historique bourgeoise qu'est la patrie. Mais les problèmes que soulève le syndicalisme se posent *au-delà* de la sphère nationale, ou politique, ou civique, comme on voudra, toutes ces expressions étant au fond équivalentes ; ils se posent dans la sphère de la production, et *le producteur dépasse le citoyen*, ce qui ne veut pas dire que dans le producteur le citoyen soit annihilé, ou ait disparu. Voyez plutôt ce mouvement du Midi : c'est un mouvement de producteurs, une révolte de producteurs ; la sphère politique y est dépassée ; mais nos bons Jacobins, de tout acabit, sont tellement incapables d'en saisir la nature véritable qu'ils y voient un mouvement réactionnaire, séparatiste, destiné à compromettre la République et à rompre l'unité de la Patrie ; et quand un Jacobin vous sort sa République *une et indivisible*, c'est terrible : vous n'avez plus évidemment qu'à vous taire. La fraternité ou la mort !

Maintenant, il faut convenir qu'une propagande antipatriotique exclusive, unilatérale, abstraite, pourrait avoir ses graves dangers. Sorel se demande si la propagande socialiste est toujours menée de manière à ne pas compromettre les acquisitions de l'ère capitaliste, et l'on connaît ses réserves — que je partage — au sujet, tout spécialement, du sabotage. Ce qui est vrai de la propagande socialiste en général, l'est bien encore davantage peut-être de la propagande antipatriotique en particulier.

Marx et le marxime.

(*Die Neue Zeit*, numéros d'avril et de mai) ;

Mehring (*Neue Zeit* des 6, 13, 20 avril, 4, 11 et 18 mai) nous fait pénétrer dans le recueil de lettres (qu'on vient de publier) de Marx et Engels à Sorge. A la vérité, à en juger du moins par ce que nous livre Mehring, je ne vois pas qu'il y ait grand'chose à tirer de cette publication. Mehring nous donne en entier quelques lettres de Mme Marx, qui nous dépeignent avec une simplicité poignante et vraiment admirable dans quelles difficultés matérielles et morales Marx se débattait à Londres : tout commentaire, Mehring a bien raison, ne pourrait qu'affaiblir l'impression que laissent de telles lettres ; il faut les lire. Mais des lettres mêmes de Marx ou d'Engels, au point de vue de l'élucidation théorique du marxisme, je ne vois guère à signaler que le passage suivant d'une lettre de Marx à Weydemeyer, où Marx détermine lui-même ce qu'il a apporté de nouveau. « Pour ce qui me concerne, écrit-il, il ne faut pas m'attribuer le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne ni leur antagonisme. Il y a belle lurette que des historiens bourgeois ont montré avant moi le développement historique de cette lutte des classes et que des économistes bourgeois ont mis à nu l'anatomie économique des classes. Ce que j'ai fait de neuf, ce fut de montrer : 1° que l'existence des classes est simplement liée au développement historique de certaines luttes déterminées dans la production « *an bestimmte historische Entwicklungskæmpfe der Production* » (il est assez difficile de rendre ce mot : Entwicklûngskämpfe) ; il faut que ces luttes, au sein de la production, acquièrent un certain degré de maturation historique ; Marx cite précisément l'exemple de l'économiste américain Carey, — qui reprochait à Ricardo d'avoir fourni des armes aux ennemis de la bourgeoisie, — pour montrer

l'immaturité de la société bourgeoise aux Etats-Unis et par suite l'impossibilité de rendre la lutte de classe claire et intelligible « anschaulich und verständlich »); 2° que cette lutte de classe mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3° que cette dictature elle-même n'est que la transition à la disparition des classes et à une société sans classes. »

Panunzio, par une formule très heureuse, a appelé le syndicalisme révolutionnaire *l'équivalent historique du marxisme* : on voit, en effet, par ce passage de Marx que nous rapportons après Mehring, que Marx a conçu la révolution sociale sur un plan et selon un rythme sensiblement analogues à ceux du syndicalisme. C'est, comme le syndicalisme, au bout d'un processus d'accélération, de maturation et de généralisation des conflits au sein de la production, c'est-à-dire des grèves, que Marx imagine cette révolution. Et, sans doute, il semble, en parlant d'une « dictature du prolétariat » s'arrêter à une conception plus ou moins apparentée au blanquisme ; le tout est de savoir comment il faut entendre cette dictature ; mais il n'est pas douteux que si Marx, au début, fut dominé par les souvenirs de la Révolution française et imagina la révolution ouvrière sur le patron de la révolution bourgeoise, il s'éloigna, par la suite, de plus en plus, de ce schéma blanquiste pour donner à la formule « dictature du prolétariat » un contenu plus spécifiquement ouvrier. Tout l'esprit du marxisme, son mépris hautain et sarcastique pour toute idéologie, l'humour perpétuelle dont il poursuit les démocrates jacobins, et leur « surnaturel démocratique », sa théorie des classes et le matérialisme historique — tout indique qu'en donnant un sens « syndicaliste » aux formules marxistes, que l'immaturité du devenir prolétarien condamna à une certaine abstraction et par suite à une certaine ambiguité, nous sommes dans le vrai : l'idée d'une révolution ouvrière, se réalisant par l'intermédiaire d'un corps adventice et extérieur au prolétariat, qui établirait, soi-disant au nom du prolétariat, sa dictature provisoire, et, partant, une sorte d'Etat dont il faudrait, naïvement, attendre l'auto-suppression, est une idée trop superficielle, trop candide, trop « idéaliste », je veux dire trop contraire au terrible réalisme de celui en qui Croce a pu voir « le plus remarquable continuateur de Machiavel », pour n'être pas au sein du marxisme une sorte de *survivance* admise et gardée par inadvertance. Il me plaît même, à ce propos, de rappeler une page de Nietzsche, qui me paraît si bien caractériser l'esprit du marxisme que je ne résiste pas au plaisir de la citer en entier, malgré sa longueur. C'est dans *Par delà le Bien et le Mal* (p. 196). Nietzsche parle de Frédéric II et des craintes que son père éprouvait à son égard. « Il voyait en son fils une proie de l'athéisme, *de l'esprit*, de la légèreté épicurienne et spirituelle des Français ; il soupçonnait à l'arrière-plan la grande sangsue, l'araignée scepticisme ; il pressentait la misère incurable d'un cœur qui n'est plus assez dur ni pour le mal, ni pour le bien, d'une volonté brisée, qui ne commande plus et ne *peut* plus commander. Cependant croissait en son fils cette nouvelle espèce plus dangereuse et plus dure de scepticisme... le scepticisme de l'audacieuse virilité, proche parent du génie de la guerre et de la conquête, qui fit sa première irruption en Allemagne avec Frédéric le Grand. Ce scepticisme méprise et attire quand même ; il mine et prend possession ; il est sans foi, mais ne se perd pas pour cela ; il donne à l'esprit une liberté dangereuse, mais il tient fermement le cœur en bride ; c'est la forme *allemande* du scepticisme qui, sous les dehors d'un frédéricianisme grandissant arrivé à son suprême degré de spiritualisation, a longtemps tenu l'Europe sous l'empire de l'esprit allemand et de sa défiance critique et historique. Sous la pression de ce caractère viril, fort et tenace, propre aux grands philologues et critiques historiques allemands (qui, à les bien considérer, étaient aussi des artistes de destruction et de décomposition) une *nouvelle* conception de l'esprit allemand se fixa, peu à peu, malgré tous les efforts

des romantiques, en musique et en philosophie, une conception dont le trait dominant était un scepticisme viril, figuré par exemple par l'intrépidité du regard, la hardiesse et la dureté de la main qui analyse, la volonté tenace dans de périlleuses explorations... Les hommes humanitaires, ardents ou superficiels, ont eu de bonnes raisons pour partir en guerre contre cet esprit : cet esprit *fataliste*, *ironique*, *méphistophélique*, comme l'appelle, non sans frissonner, Michelet. »

Y a-t-il un mot dans toute cette page qui ne soit littéralement applicable à Marx et à l'esprit marxiste ? Au reste, machiavélisme et... frédéricianisme ne sont-ils pas proches parents ? Ceci, il est vrai, pourrait se retourner contre notre interprétation *a-politique* du marxisme, car — l'esprit de Machiavel et de Frédéric II, n'est-ce pas par excellence l'esprit *politique*, c'est-à-dire la force brutale et la ruse diplomatique intimement combinées, c'est à dire la raison d'Etat avec tout ce qu'elle comporte de violence systématique contre la liberté et de mépris concerté pour le droit ? L'esprit marxiste serait bien en ce sens un esprit réaliste, anti-idéologique, et Marx pouvait détester les idéologues, mais un peu comme les détestait Frédéric II ou Napoléon, c'est-à-dire en *calculateur* politique, en *manieur* d'hommes, habitué à ne tabler dans ses combinaisons que sur les forces en effet très réalistes des passions ou des intérêts. Et, en fait, l'opposition de Marx et de Bakounine au sein de l'Internationale n'a-t-elle pas été celle d'un politique réaliste, je dirai presque d'un homme d'Etat, avec un « romantique » révolutionnaire ? La pratique des partis marxistes ou de ceux qui prétendaient plus particulièrement suivre Marx ou se réclamer de lui, n'a-t-elle pas toujours tendu à une utilisation plus ou moins « machiavélique » des hommes ou des événements, comme si elle espérait faire surgir le triomphe du prolétariat de je ne sais quelles profondes combinaisons politiques? Et, d'une manière générale, les « marxistes » n'ont-ils pas toujours affiché pour « la morale » le mépris souverain qu'affectent pour elle les « politiques » ?

Il serait difficile, je pense, de nier la justesse de ces observations ; et il faut bien convenir que si le syndicalisme révolutionnaire peut se réclamer à bon droit de Marx, il y a cependant *autre chose* encore dans les tendances de la *nouvelle école* : il suffit de rappeler qu'elle revendique comme précurseur intellectuel autant Proudhon que Marx. Or, au fond de l'opposition entre Marx et Proudhon — qu'y a-t-il, et que signifie-t-elle ? Je ne sais si je me trompe, mais il me semble qu'on pourrait la ramener à ceci. Marx, en somme, fut surtout un de ces « merveilleux artistes de destruction et de décomposition » dont parle Nietzche ; c'est avant tout un esprit critique ; et il a admirablement analysé et décomposé le capitalisme ; mais on ne peut pas dire qu'il ait donné, pour ce qui est du *devenir* ouvrier, des indications positives précises ; il s'est arrêté à cette conception un peu sommaire de la « dictature révolutionnaire du prolétariat » ; nous pouvons bien dire, nous syndicalistes, à quoi cette dictature, d'après l'esprit général du marxisme, ne *doit* pas conduire, mais c'est tout, et nous devons même convenir que Marx ne semble pas s'être émancipé complètement de toute superstition blanquiste. Avec Proudhon, c'est autre chose. Il passe bien, lui aussi, pour n'être qu'un démolisseur, un sophiste, qui n'a rien laissé debout ; mais j'ose dire que toute personne qui aura eu avec l'œuvre de Proudhon un commerce tant soit peu sérieux ne pourra que s'inscrire énergiquement en faux contre une opinion aussi superficielle. Poudhon avait pris pour devise : *destruam et ædificabo* ; et l'on peut dire que s'il critiquait et démolissait, c'était avant tout pour réédifier et reconstruire. Il a énuméré lui-même, dans sa *Théorie de la propriété*, tout ce qu'on pouvait tirer de *positif* de son œuvre ; et à ne considérer que le *devenir socialiste*, il me

semble qu'on peut extraire de Proudhon beaucoup plus d'indications positives que de Marx. L'idée même de *classe* est chez Marx moins clairement définie que chez Proudhon, qui, dans *la Capacité*, en a présenté une description presque parfaite.

D'une manière générale, en passant de Marx à Proudhon, on a la sensation de passer, s'y j'ose ainsi m'exprimer, *du négatif au positif*. Marx est un grand intellectuel juif, et il donne l'impression d'une souveraine intelligence, mais d'une intelligence plus critique et négative que constructive ; il a dans son *Capital* analysé surtout l'échange, c'est à-dire un système de relations abstraites et de nature mécanique; et il ne semble pas qu'il ait eu de l'action et de la liberté humaines un sentiment très profond : l'homme apparaît chez lui plutôt comme immergé dans le courant de grandes forces historiques abstraites. Je sais bien que je donne ici du marxisme l'image qu'on en obtient si on le considère surtout non seulement d'après le *Capital* mais à travers Engels ; mais, tout de même, pour pousser le marxisme dans le sens d'une philosophie de l'action et de la liberté, il faut, je crois, avoir subi *déjà* d'autres influences et en particulier celle de Proudhon. Car, après tout, cette image est celle qui est restée dans le public et c'est celle qu'a gardée la Social-démocratie allemande — ce qui a bien son importance.

Proudhon, lui, paraît moins *intelligent*, mais, en revanche, il donne l'impression d'une prodigieuse *force créatrice intellectuelle*, d'un *producteur* intellectuel d'une vigueur créatrice incomparable. Je disais qu'on a la sensation, en passant de Marx à Proudhon, de passer du négatif au positif; j'ai presque envie d'ajouter : de l'échange à la production. Jamais penseur n'eût à un aussi haut degré le sentiment du droit et de l'autonomie humaine ; nous ne sommes plus ici en présence seulement d'un *esprit*, mais d'une *conscience*, et d'une des consciences les plus droites qu'il y ait eu. Plus, ici, de dédain pour la morale; Proudhon est même un des plus grands moralistes que la France ait produits; mais un goût de la liberté, une noblesse de sentiment, un culte de l'héroïsme qui ne seront pas dépassés. On connaît la distinction que Proudhon fait dans la *Guerre et la Paix* des deux aspects de la guerre, la guerre pouvant être, d'une part, assimilée à la conquête, au gouvernementalisme, à *la politique* en un mot, et, d'autre part, pouvant être la source de l'idéal, de l'héroïsme et du sublime. Or, si le syndicalisme révolutionnaire est remarquable surtout par l'esprit de liberté qui l'anime et le culte de l'héroïsme qu'il développe, comment nier qu'en ce sens il suive une inspiration plus proudhonienne que marxiste? Et en opposant *la grève générale* à la *conquête des pouvoirs publics*, comment ne pas voir qu'il interprète, après Proudhon, la lutte de classe dans un sens *héroïque* opposé au sens *politique* que les marxistes, au moins les orthodoxes, lui ont jusqu'ici donné? Nous sommes loin, ici, évidemment, de tout machiavélisme ou de tout frédéricianisme ; et c'est la rupture définitive avec toute *raison d'Etat*.

Je disais plus haut que ce qui est resté dans le public, c'est une image du marxisme réfracté à travers Engels. Si l'on voulait, en effet, développer le marxisme dans le sens d'une *philosophie de l'action*, il faudrait commencer par faire le départ de ce qui fut vraiment la pensée de Marx et de ce qu'y ajouta Engels. Engels a certainement *empâté* et *dénaturé* le marxisme : je suis heureux d'en trouver l'aveu dans la *Neue Zeit* (n° du 4 mai) sous la plume, il est vrai, d'un polonais, *Stanislaus Brzozowski*. Son article sur *le matérialisme historique comme philosophie de la culture* est intéressant et il tranche heureusement sur le courant d'idées habituel à la vénérable revue du marxisme orthodoxe ; je n'oserais même pas jurer qu'il n'ait pas une allure quelque peu hétérodoxe, bien que, prudemment, il demeure sur le terrain philosophique pur. *Brzozowski* voit avec raison dans le matérialisme historique non *un dogmatisme nouveau*,

mais *une philosophie de l'action* ; il se moque agréablement des pseudo-marxistes qui envisagent toutes les questions — art, morale, etc. — *du point de vue du matérialisme historique*, comme si le matérialisme historique était une dogmatique nouvelle, au regard de laquelle tout devrait être confronté d'une manière extérieure, mécanique et artificielle. « Le matérialisme historique, dit-il, n'est pas la pierre philosophale des alchimistes. Il ne dispense pas de vivre. Il tient au contraire pour l'illusion des illusions, que l'idée puisse remplacer la vie, la création... Sa signification réside dans la mise à nu de la vie (je traduis littéralement), dans l'émancipation de la vie des formes conceptuelles, *in der Blosslegung des Lebens, in der Emanzipierung des Lebens von dem begrifflichen Formen...* Par le matérialisme historique, la magie est définitivement expulsée de la vie et de l'histoire ; car son axiome fondamental est que l'homme fait lui-même son histoire. L'action humaine n'est plus, par lui, rapportée à quelque puissance transcendante, Esprit du monde ou Dieu ; mais elle repose en quelque sorte sur elle-même, elle a sa propre explication en elle même ; elle est autonome. Hegel avait entrepris l'œuvre d'identification de l'*humain* et du *dicin* ; c'est dans l'humanité que l'Idée prend conscience d'elle-même ; mais le devenir de l'Idée reste encore chez lui quelque chose de transcendant à l'action proprement humaine, et c'est à lui que celle-ci est rapportée. C'est Marx — Marx et non Stirner — qui exorcise le fantôme : *Marx und nicht Stirner hat den Spuk getötet.* C'est à Marx, qu'aboutit comme à sa conclusion tout le développement de la philosophie classique allemande. Et Brzozowski ajoute : *Marx, aber nicht Engels. Marx ging über Hegel hinaus*, Marx dépasse Hegel ; *Engels trat hinter Kant zurück*, Engels rebrousse chemin jusque par delà Kant. Il fait maints sacrifices sur l'autel *della Madona Evoluzione* ; de nouveau, il noie le devenir historique et humain dans le devenir cosmologique. Et Brzozowski termine ce parallèle entre Marx et Engels par cette opposition, que je trouve très pertinente et très juste : *Marx war Epigenetiker, Engels Evolutionnær*, Marx est pour l'épigénèse, Engels pour l'évolution.

Il n'est pas douteux, en effet, qu'Engels ait rétrogradé jusqu'au XVIII^e^ siècle par delà Kant ; il n'est pas douteux non plus que c'est sous son influence que le marxisme a pu apparaître souvent comme un prolongement de la mauvaise métaphysique matérialiste et évolutionniste du XVIII^e^ siècle, quand, en réalité, il rompt si nettement avec elle. Et on peut dire, par conséquent, sans trop exagérer je crois, qu'il est responsable, en grande partie, de la transformation du marxisme en un plat et vulgaire réformisme évolutionniste. La Social-démocratie allemande n'a-t-elle pas beaucoup plus suivi Engels que Marx ? Et n'est-ce pas la Social-démocratie allemande qui a imposé au monde sa conception du marxisme ? *Revenir à Marx par delà Engels*, telle serait donc la tâche de tous ceux qui voudraient pousser le marxisme dans le sens d'une philosophie de l'action vraiment révolutionnaire ; je suis heureux d'en trouver le sentiment exprimé jusque dans la *Neue Zeit* elle-même.

Edouard Berth.

REVUE DES LIVRES

La Crise viticole, par F. Atger.

(Giard et Brière, Paris, 1907.)

Les gros événements dont le Midi viticole est le théâtre font du livre de M. Atger un livre d'actualité. Ses lecteurs y trouveront un clair exposé de la situation économique de la viticulture méridionale. Il est divisé en trois parties. Dans la première, l'auteur étudie la mévente des vins et le coût de production. Il rappelle que les cours actuels des vins ne sont nullement exceptionnels, si on laisse de côté la période pendant laquelle a sévi la crise phylloxérique. Avant le phylloxéra, les vins ne se vendaient pas plus cher que maintenant où, depuis 1900, ils oscillent autour du prix moyen de 8 francs l'hectolitre. Mais il faut se hâter d'ajouter que le coût de production est actuellement bien plus considérable qu'autrefois à cause des complications de culture résultant de l'emploi des cépages américains et de l'augmentation de prix de la main-d'œuvre. Il n'est pas douteux qu'actuellement les viticulteurs vendent leurs vins bien moins cher qu'ils ne leur coûtent.

Dans une seconde partie, M. Atger essaie de déterminer les causes de la mévente. Il se demande d'abord s'il faut les chercher dans une crise de consommation, puis dans une crise de surproduction, enfin dans l'absence de marché. Il se range à l'opinion de la majorité des viticulteurs, suivant laquelle il n'y a ni sous-consommation ni surproduction : le mal vient de l'absence de marché. Ce défaut résulterait : 1° du manque de renseignements sur l'importance des récoltes et des stocks commerciaux, au moment où se font les premières ventes de la saison ; 2° du manque de capitaux et du côté de la propriété et du côté du commerce : les propriétaires ont hâte de vendre et sont ainsi amenés à accepter de bas prix ; les négociants, épuisés par des pertes successives, ne cherchent pas à remonter le courant ; 3° de l'absence de spéculation. Il en résulte qu'il n'y a pas de cours ; tout se fait par achats fractionnés opérés par des acheteurs isolés et des producteurs isolés. J'avoue n'être pas convaincu par l'argumentation de M. Atger. On a beau me dire, chiffres en mains, que la production mondiale n'a pas influé sur l'exportation française, que tous les vignobles de l'époque préphylloxérique ne sont pas encore reconstitués et que la production des vins en France atteignait avant le phylloxéra les quantités qu'elle atteint aujourd'hui, il me semble qu'il demeure incontestable que s'il n'y a pas trop de vins, il y a au moins trop de mauvais vins; que ces mauvais vins, que l'on ne peut boire et transporter sans les avoir relevés et refabriqués, pèsent de tout leur poids sur le marché, avilissent les prix, favorisent et appellent même la fraude.

M. Atger voyant dans l'absence de marché la vraie cause de la crise viticole, devait tout naturellement, dans la troisième partie de son livre consacrée aux remèdes à la mévente, étudier les tentatives qui ont été faites en ces derniers temps pour relever le cours des vins, en considérant comme un axiome qu'il n'y a pas surproduction La plus récente de ces tentatives est celle de M. Palazy, qui a préconisé la constitution d'une

association des producteurs du vin, d'une espèce de *trust* des vins du Midi. Nous en avons dit quelques mots dans le dernier numéro du *Mouvement socialiste*, à propos du livre de M. Augé-Laribé : *le Problème agraire du socialisme*. On se rappelle peut-être que nous avions de grands doutes sur l'efficacité de cette solution. M. Atger n'y croit pas non plus : « Pour qui connaît, écrit-il (p. 122), l'esprit conservateur, routinier, individualiste jusqu'à l'égoïsme du paysan languedocien..., il n'y a pas de doute qu'une combinaison qui voudrait associer de plein pied et tout d'un coup des millions d'individus de ce genre est une pure chimère ». Soit ; mais le point de vue de M. Atger et celui de M. Palazy sont les mêmes, et il en résulte que, la solution de M. Palazy étant chimérique, M. Atger est obligé de conclure qu'il n'y a pas de solution générale. Je ne veux pas dire qu'il puisse y en avoir, si on se place à un autre point de vue, sauf celle d'arracher la vigne partout où elle donne une imbuvable piquette. Le Midi semble enfermé dans un indéchiffrable tissu de contradictions. En est-il de plus frappante que celle qu'ont manifestée les derniers événements ? Les viticulteurs attendent le salut du gouvernement, pensent que l'Etat tout-puissant peut les tirer de leur détresse, qu'il dépend du parlement de leur rendre leur prospérité passée et, en même temps, se mettent ouvertement en révolte contre ce gouvernement, raillent ce parlement et semblent nier cet Etat. Est-ce là un de ces écarts, si familiers au Midi, qui lui font brûler aujourd'hui ce qu'il adorait hier et sans préjudice d'une non moins vive adoration demain ? Ou peut-être est-ce un symptôme de plus de cette crise de l'étatisme, si manifeste par tant d'autres événements de la pensée et de la vie de notre époque ? Mais qu'attendre de gens qui, en même temps qu'ils font des barricades, gardent peut-être le secret espoir d'être un jour sauvés par le monopole des boissons fermentées ?

J.-B. Séverac.

Le Solidarisme, par C. Bouglé
(*Paris, Giard et Brière, 1907.*)

Le développement du solidarisme est un des traits les plus inquiétants de l'heure présente. Il est la marque et la cause d'un très grand affaissement des énergies. Rien ne sert de montrer l'impuissance de la volonté individuelle, car il n'y a pas à choisir entre l'individualisme anarchiste et le solidarisme et l'on peut reprocher à M. Bouglé d'avoir complètement négligé, en parlant du syndicalisme, de marquer ce qui le différencie de l'anarchisme : il ne serait pas malaisé de trouver dans *le Mouvement socialiste* la preuve de cette différence. Il semble bien que tout ce qui a été réalisé de grand l'ait été par une lutte soit d'individus soit de groupes insolidaires. Le merveilleux développement du capitalisme porte si peu la marque d'une conscience sociale collective que l'on a pu le comparer à un ensemble de phénomènes naturels. Par contre, le protectionnisme et l'appel au législateur, qui sont les formes économiques du solidarisme, détournent les producteurs de l'initiative et de l'énergie. On en voit aujourd'hui un exemple frappant dans la crise viticole du Midi. Mais ce n'est pas seulement dans le domaine des richesses matérielles que la lutte est créatrice. Un système juridique, moral ou religieux, ne parvient à s'imposer à une société que s'il est apporté par un groupe d'hommes qui aient « rompu » avec les représentants de l'état social antérieur. On pourrait dire que le solidarisme est proprement la négation des conditions mêmes de l'avenir du droit et de la morale.

Le progrès est, dans le solidarisme, confié aux sociologues. Comme la société, considérée au point de vue de l'histoire, de l'économie ou du droit, est loin de former un tout conscient, il faut bien que les solidaristes se placent à un point de vue supérieur ; c'est celui de la sociologie. Qu'on les prenne dans l'école de M. Durkheim ou dans celle de l'abbé de Tourville, les sociologues ont toujours la prétention de rassembler dans leur cerveau comme en un faisceau lumineux, toutes les clartés de la conscience sociale. Et l'avantage en est tout simplement que les sociologues doivent nous permettre de faire l'économie d'une révolution. A la violence ils substitueront un système de comptabilité sociale, qu'ils feront entrer dans le code par la brèche du *quasi-contrat*. On utilisera aussi, comme le propose M. André Mater, auquel M. Bouglé renvoie pour comprendre l'esprit nouveau de la science du droit, toutes les roueries, toutes les malhonnêtetés de la procédure; nantis de bonnes places et soutenus par les hommes politiques du parti, les juristes du socialisme unifié déformeront le droit bourgeois en droit socialiste. Or, le « quasi-contrat » n'a pas de sens précis et contient des sources d'obligation très différentes. Il marque surtout un effort pour rattacher à une volonté supposée, fictive, des contractants, des exigences que les réalistes actuels du droit veulent rattacher simplement à l'équité. Aussi peut-être faudrait-il choisir plus nettement que ne le fait M. Bouglé entre la fiction du quasi-contrat et le réalisme des juristes qui dénoncent les fictions. Il y aurait, d'ailleurs, beaucoup à dire sur les théories récentes de socialisation du droit, que l'on peut rapprocher de certaines théories récentes de philosophie religieuse. Leur partie critique est beaucoup plus intéressante que leur partie constructive et elles doivent être examinées avec la plus grande précaution au lieu d'être utilisées un peu rapidement « au point de vue sociologique ». Comme les notions théologiques, les notions juridiques ont un sens particulier dont elles ne peuvent être détournées sans devenir inutilisables. Les théories nouvelles ont enfin mis en honneur des idées empruntées aux allemands, comme celle de conscience juridique collective et qui, transportées chez nous, deviennent équivoques.

La discussion de M. Bouglé est toute idéologique. Les notions y sont rapprochées ou distinguées sans qu'aucune allusion soit faite aux forces qui les ont apportées et qu'elles recouvrent. Georges Sorel procède différemment lorsqu'il rattache le *contrat social* aux associations volontaires d'artisans protestants de Genève, et Berth aussi, lorsqu'il détermine, dans son article sur le *Marxisme orthodoxe, l'anarchisme individualiste et le syndicalisme révolutionnaire* les milieux où s'élaborent ces différentes doctrines. Mais, à vrai dire, il était bien difficile d'étudier les milieux solidaristes. Où sont-ils ?

Le *Mouvement socialiste* reviendra là dessus dans une étude que mérite la valeur symptomatique du solidarisme. Disons seulement que le mot de *solidarité* éveille en nous les mêmes idées que celui de *paix* chez Metternich : « Quand j'entends parler de paix derrière moi, je n'ai pas besoin de me retourner, je suis sûr qu'on va assommer quelqu'un. » Dans le retour des socialistes et des individualistes au large individualisme du XVIII^e^ siècle, devenu le « solidarisme », la C. G. T. pourrait bien jouer le rôle du veau gras. Le solidarisme, qui « rectifie » l'individualisme, s'engage à fond sur la « pente socialiste », mais il s'arrête et fait fonctionner les freins nécessaires devant le syndicalisme, comme devant l'abîme. Si le ministère Clémenceau est vraiment *le solidarisme au pouvoir*, comme le dit M. Bouglé, reconnaissons qu'il y fait de la bonne besogne de lutte de classes. Et, en vérité, pas plus que les soldats, ce n'est la guerre que les syndicalistes redoutent, mais la paix démocratique.

Paul Olivier.

Commandement et obéissance. par le GÉNÉRAL DONOP

(*Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1907.*)

Le général Donop a été l'un des officiers généraux les plus distingués de la cavalerie française ; longtemps tenu à l'écart par la malveillance de chefs incapables, il a eu la malchance d'être privé de commandement par le « céphalopode à panache » que nous avons vu si longtemps gouverner l'armée. En retraite aujourd'hui, il éprouve le besoin de dire ce qu'il a sur le cœur et sa brochure a produit un grand scandale dans les milieux qui se mêlent de raisonner sur l'armée. Dans la *Libre Parole* du 2 mars 1907, M. Drumont a dit : « Jamais les antimilitaristes n'ont rien écrit de plus violent, de plus probant, de plus démonstratif contre le principe de l'obéissance passive. »

Les critiques que le général Donop adresse au commandement sont amplement justifiées ; il rapporte quelques anecdotes qui montrent à quel degré de servilité byzantine est tombée l'armée : « Que de fois n'ai-je pas eu à libérer mes braves officiers de prescriptions étroites que des supérieurs sans caractère prétendaient leur imposer, au nom d'un désir que j'aurais exprimé on ne sait où, ou d'un mot que j'aurais prononcé on ne sait quand !... Combien de fois n'ai je pas vu des capitaines qui ne répondaient pas à la question que je leur posais, et tournaient leurs yeux attristés et suppliants vers leur colonel, pour leur demander de prendre sur lui ce qu'il avait ordonné ! » (p. 14-15). Quant au niveau intellectuel des généraux, on en aura un échantillon par le fait suivant : Sur un cahier d'instructions données pendant vingt-cinq ans dans un commandement important, les deux plus importantes avaient pour objet de réglementer la manière de porter le clairon à la bouche et celle d'habituer les fantassins à ne pas éviter les flaques d'eau en marche ; le grand but était, dans les deux cas, d'obtenir « l'ensemble nécessaire » (p. 19). Le général Donop n'a qu'une très médiocre idée du fameux général Saussier, qui n'a rien fait pour améliorer le service (p. 20).

La brochure a été écrite surtout pour défendre les officiers qui ont été poursuivis à propos de l'exécution des lois politico-ecclésiastiques. Il paraît, d'après de bons juges, que les obligations des officiers appelés à aider l'autorité civile, *quand il n'y a pas à réprimer d'émeute*, sont loin d'être clairement déterminées. On ne comprend guère que le gouvernement n'ait pas fait voter de textes ne laissant place à aucun doute, au lieu de compter sur la routine des officiers habitués à exécuter n'importe quel ordre sans chercher à comprendre et sans se soucier de comprendre. Je vois là un exemple remarquable de cette marche vers l'arbitraire qui caractérise si bien notre société démocratique.

Le général Donop recherche les raisons qui expliquent l'emploi que le gouvernement a fait de l'armée dans ces occasions ; c'est que depuis longtemps on a employé les soldats à toutes sortes de besognes, comme des hommes de peine qui ne coûtent rien et qui sont à la complète disposition des autorités civiles : orner des édifices ou monter des arcs de triomphe pendant les fêtes locales, fournir des figurants au théâtre (p. 84-85). Il se demande si cette transformation ne serait pas de nature à amener des résultats que ne prévoient guère nos gouvernauts : ces hommes de peine pourraient bien, quelque jour, vouloir imposer des améliorations de leur

sort matériel et alors pourrait apparaître en France le régime des républiques de l'Amérique centrale (p. 92).

Cette crainte ne serait pas absolument chimérique, d'après certaines personnes qui connaissent bien l'esprit de l'armée contemporaine et il m'a paru utile de signaler ce fait à nos lecteurs. Une armée est un grand danger pour une démocratie quand elle n'a pas un esprit tout particulier, la mettant en dehors des affaires ordinaires.

Georges Sorel.

Ferdinand Brunetière, Notes et Souvenirs, par Victor Giraud (*Paris, Bloud, 1907.*)

Je connais peu d'existences aussi tragiques que celle de M. Brunetière, parce qu'on trouverait peu d'exemples capables de montrer à quel point les hommes qui semblent être les plus puissants ou les plus originaux, sont à la merci des accidents historiques, parfois même d'une très légère erreur commise dans leur orientation.

Son travail énorme de professeur et de critique lui avait acquis une autorité qui dépassait de beaucoup celle de tous ceux qui avaient suivi la même voie que lui, tels que Sainte-Beuve ; en 1894, après la mort de Renan et de Taine, il était le guide incontesté de la pensée contemporaine ; à ce moment il crut devoir cesser d'être homme de lettres pour devenir homme d'action et expliquer, en quelque sorte, tout ce qu'il avait acquis d'expérience. C'était le moment où Spuller avait annoncé l'apparition de l'*esprit nouveau* ; M. Brunetière crut qu'il se devait à lui-même de couronner sa carrière en ne laissant pas la direction de ce courant (auquel tout le monde s'accordait alors à reconnaître un grand avenir) à de jeunes fumistes, dont il méprisait fort le caractère. C'est ainsi que je m'explique la visite au Vatican et le fameux article de la *Revue des Deux-Mondes* qui provoqua tant de colères. La violence des polémiques força l'auteur à s'enfoncer de plus en plus dans la voie catholique et on peut bien penser aussi qu'il fut enivré par les éloges que lui décernèrent les salons les plus aristocratiques.

Les douze dernières années de M. Brunetière furent gâchées de la manière la plus malheureuse ; il devint l'esclave d'un parti qui avait constamment recours à lui pour obtenir de nouveaux articles, de nouvelles conférences ; il ne put pas écrire cette grande histoire de la littérature française qui devait illustrer son nom et il dut aborder, sans préparation suffisante, des sujets qu'il devait traiter suivant les goûts de sa nouvelle clientèle. Lui qui avait si fortement signalé l'influence néfaste des gens du monde et surtout des femmes sur la littérature, il se mit à parler pour les contenter, c'est-à-dire d'une manière qu'il aurait autrefois sévèrement condamnée. Durant l'affaire Dreyfus, il se mit à suivre la *Croix*, alors que quelques catholiques d'un grand esprit et d'un grand cœur se rangeaient à côté de M. P. Viollet. Le désir d'obtenir les applaudissements de quelques ducs lui avait fait perdre la tête, comme cela arrive si souvent aux bourgeois parvenus sur le tard à de hautes situations.

Lorsque les jours difficiles furent venus pour l'Église, M. Brunetière s'aperçut que le temps des fanfaronnades de salon était passé et après avoir tant de fois encouragé les catholiques à monter à l'assaut, il leur conseilla la capitulation. Il semble que cet homme si perspicace dans l'étude des textes, fût d'une grande naïveté dans la vie pratique : il ne se

douta pas que s'il conseillait une attitude autre que celle qui convenait aux jésuites, il serait abandonné ; non seulement ses conseils ne furent pas suivis, mais le clergé l'accabla de sarcasmes, de ce que M. Masson appelle les « ironies croassantes des *Semaines religieuses* de province » (p. 89). Les gens qui croient à la justice immanente des choses, ne manqueraient pas de dire que ce fut la juste punition de ses fautes ; pourquoi avait-il pris parti pour ces croassants personnages au temps du dreyfusisme ?

Je crois, d'après quelques indications données par M. Giraud, que les derniers temps de M. Brunetière furent très durs ; toutes ses espérances s'étaient écroulées et il ne trouvait même pas dans la religion les consolations qu'il avait si souvent engagé ses lecteurs à y chercher ; il semble même qu'il ait eu quelques velléités de révolte contre les théologiens (p. 32).

Georges Sorel.

Le Système politique d'A. Comte, par L. de Montesquiou.

(*Librairie Nationale, Paris. 1907, in-18, 3 fr. 50.*)

Depuis quelques années les conservateurs et même les catholiques accordent une grande valeur aux théories positivistes contre lesquelles on avait jadis écrit tant de réfutations. Parfois on cherche même à leur donner une portée qu'elles n'ont pas, tant on désire se rattacher à elles et M. de Montesquiou estime que M. Brunetière a mal compris les textes qu'il a utilisés dans son livre *Sur les chemins de la croyance* (p. 203).

Je pense que l'attention des conservateurs a été appelée sur A. Comte par l'énormité même des éloges que lui ont décernés les républicains : Gambetta avait déclaré qu'il fallait fonder la culture moderne sur le positivisme ; M. L. Bourgeois, qui aime à être au courant de toutes les nouveautés, nomma professeur au Collège de France M. P. Laffite, qui était le chef du positivisme ; le général André se pique d'être un des adhérents les plus solides de cette doctrine. Quelques conservateurs, ayant jeté les yeux sur l'œuvre du maître acclamé par tant de républicains, se sont aperçus que celui-ci leur appartenait bien plutôt qu'à leurs adversaires.

A. Comte était un homme fort médiocre au point de vue scientifique ; son cours de *philosophie positive* ne renferme guère que des banalités ou des erreurs : il voyait les sciences en professeur qui ne s'occupe que des thèses devenues classiques et il n'avait que mépris pour les inventeurs ; quoi qu'il en ait dit, il y a une liberté intellectuelle en physique, en chimie, en physiologie, « les principes établis dans ces sciences par les hommes compétents » (p. 62) sont, de temps à autre, bouleversés par des novateurs.

Sa manie professorale, aussi agaçante que la manie judiciaire du juge des *Plaideurs*, l'amenait à penser qu'il fallait mettre un terme aux querelles des partis, clore la Révolution (p. 28) que Napoléon avait cru terminée, et pour cela il lui semblait nécessaire que « les questions sociales devraient rester concentrées chez un petit nombre d'intelligences d'élite que la plus forte éducation préliminaire, convenablement suivie d'études directes, aurait graduellement préparés à en suivre avec succès la difficile élaboration » (p. 43). Voilà une solution d'une invention facile, mais d'une application difficile à moins que les masses ne se soumettent docilement.

Ses habitudes d'esprit le conduisirent à accorder une place énorme aux intellectuels : il ne faut donc pas s'étonner s'il a montré tant d'enthousiasme pour le Moyen-Age, durant lequel l'Eglise a, plus d'une fois, fait reculer le pouvoir royal et ainsi montré la supériorité des Intellectuels

sur les chefs des intérêts matériels. Comme tous les gens de son temps, il connaissait fort mal cette époque et se la figurait beaucoup mieux organisée qu'elle ne l'était ; il ne se doutait guère que la puissance de la papauté était fondée sur les instincts anarchistes de forces sociales demeurées presque primitives. A Comte se figurait qu'un pouvoir spirituel moderne pourrait intervenir pour mettre l'ordre dans le régime industriel, faire disparaître l'hostilité des patrons et ouvriers, imposer à tous l'accomplissement des devoirs (p. 229-230). Tout ce que nous savons à ce sujet nous montre qu'un tel pouvoir spirituel agirait comme l'Eglise médiévale, poursuivant son intérêt propre, soit en écrasant toute révolte au moyen de la force organisée de l'Etat, soit en poussant à la révolte les travailleurs quand les patrons ou l'Etat ne lui obéiraient pas docilement.

L'auteur observe que si A. Comte a songé tout d'abord à remettre ce pouvoir spirituel aux savants, il a fini par juger les savants avec sévérité (p. 230) ; la raison de ce changement est très simple : c'est que sa carrière avait été malheureuse ; il n'avait pu obtenir la place de professeur à l'Ecole polytechnique et il accusait Arago de le persécuter ; les meilleurs juges estiment qu'il était un raté au point de vue mathématique. Il décida donc que les savants n'avaient pas assez d'élévation d'âme (p. 238) ; il essaya de s'entendre avec le général des jésuites pour prendre la direction de l'esprit moderne (p. 16 et 243).

A. Comte s'était aperçu qu'il était impossible de concevoir un monde organisé suivant ses principes à moins que la grande masse des hommes acceptât une métaphysique. C'est là peut-être le plus curieux résultat de toutes ses spéculations : c'est ainsi qu'il écrit : « L'Univers doit être étudié, non pour lui-même, mais pour l'homme, ou plutôt pour l'humanité.. C'est seulement en tant que subjectives que nos spéculations réelles peuvent être vraiment satisfaisantes quand elles se bornent à découvrir dans l'économie extérieure, les lois qui, d'une manière plus ou moins directe, influent sur nos destinées » (p. 288). A l'origine de ses études, il avait fort déclamé contre la métaphysique, dont il avait parlé comme un aveugle parle des couleurs et il avait attribué le nom de métaphysique aux explications données aux phénomènes naturels par les gens de lettres, explications qui sont fondées sur une assimilation de la nature à nous-mêmes : la nature a horreur du vide ; l'opium renferme une vertu dormitive (p. 90). S'il avait connu quelque peu la philosophie catholique du Moyen-Age, il aurait su qu'à cet âge théologique on raisonnait suivant le mode qu'il nommait métaphysique et qui n'aurait dû se produire que plus tard d'après sa doctrine des trois états.

Le dernier ouvrage d'A. Comte porte le titre de *Synthèse subjective* : c'est une métaphysique construite par un homme qui n'avait guère de talent pour un travail de ce genre ; aussi les puérilités y abondent ; il faut recourir à l'art, à l'imagination (p. 294) ; malheureusement, peu de philosophes ont été aussi peu artistes que celui-ci. Après nous avoir dotés de l'Humanité ou Grand-Etre, A. Comte nous engage à l'associer dans le culte avec le monde matériel ou Grand Fétiche et au Grand Milieu ; le Fétiche a de l'activité et du sentiment, mais pas d'intelligence, le Milieu n'a que du sentiment (p. 295-297). M. de Montesquiou cherche à justifier ces inventions, en disant que cette mythologie n'est pas plus choquante que celle des Grecs, qu'elle est une source de poésie et d'une poésie qui ne contredit en rien la science ; il la trouve même superbe de raison (p. 301-304). J'avoue ne pas trouver la moindre poésie dans ces fictions et l'histoire de la pensée humaine montre que de toutes les explications du monde, les explications fétichistes sont les plus pauvres en poésie.

Le véritable but du fétichisme positiviste me semble avoir été de rendre difficile toute expérience religieuse. A. Comte prétendait reconstruire une religion, mais il voulait que celle-ci fût une simple disci-

pline, qu'elle eût des rites, des fictions, des procédés propres à créer des habitudes, mais qu'elle n'eût rien de religieux. Il concevait sa religion sur le modèle du catholicisme abâtardi qu'il avait vu pratiquer par ses compatriotes méridionaux, d'un catholicisme sans théologie, sans mystique, sans intelligence, d'un catholicisme tout entier dirigé vers le développement du sentiment de la vénération. C'est le sentiment social par excellence, suivant le fondateur du positivisme ; c'est celui qui est le plus menacé (p. 121) ; c'est pourquoi il faut travailler à le renforcer artificiellement. « Pour régler et rallier, la religion positiviste s'efforce de faire du Grand-Être le centre commun de nos pensées, de nos sentiments et de nos actions .. La vie devient tout entière comme un vrai culte, la politique constituant le culte actif de l'Humanité, la morale le culte affectif, et la science avec la poésie, le culte contemplatif. » (pp. 128 129).

L'expérience nous apprend que de telles considérations sont dépourvues de toute efficacité ; on aura beau porter beaucoup de grands hommes au Panthéon, le peuple ne sentira nullement la valeur qu'A. Comte attribuait au culte de l'Humanité ; tout au plus serait-il amené à comprendre mieux la valeur particulariste des talents qui se révèlent et se révoltent contre l'ordre établi, — ce qui serait tout le contraire de ce qu'A. Comte voulait obtenir.

Nous comprenons maintenant pourquoi beaucoup de catholiques actuels ont tant de sympathie pour A. Comte, c'est qu'ils ont réduit le christianisme à n'être plus qu'une discipline et qu'ils ne comprennent plus guère la force des anciens sentiments religieux. Je crois bien que c'est pour cette raison que M. Brunetière admirait le positivisme.

GEORGES SOREL.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

F. Challaye. — Le Syndicalisme révolutionnaire. (Extrait de la *Revue de Métaphysique et de Morale. Colin, Paris, 1907.*)

Paul Bureau. — La Crise morale des temps nouveaux. (*Bloud, Paris, 1907.*)

F. Atger. — La Protection légale de la Viticulture. (*Dupuy, Montpellier, 1907.*)

Noël Blache. — Le Socialisme. Méthode et Chimère. (*Cornély, Paris, 1907.*)

Vincent Berge. — La vraie Morale. (*Giard et Brière, Paris, 1907.*)

Victor Méric. — Les Hommes de la Révolution : Marat. (*Librairie du Progrès, Paris, 1907.*)

— Les Hommes de la Révolution : Camille Desmoulins. (*Librairie du Progrès, Paris, 1907.*)

Compère-Morel. — L'Exploitation agricole et le Socialisme. (*Brochure. Librairie du Parti socialiste, 1907.*)

— Le Socialisme aux champs. (*Brochure. Librairie du Parti socialiste, 1907.*)

Le Secrétaire-Gérant : ANDRÉ MORIZET.

IMPRIMERIE F. DEVERDUN, BUZANÇAIS (INDRE)

ÉTUDES ET CRITIQUES

La Confédération du Travail et le Parti Socialiste

(*Intervention au Congrès socialiste de Nancy*) (1)

Citoyennes et Citoyens,

Il y a de multiples raisons qui, selon moi, militent en faveur de la motion qui vous est présentée par la Fédération du Cher. Non pas — je le dis tout de suite, pour répondre à la question qu'on me posait ce matin — que j'aie à accepter personnellement, en tant que syndicaliste, tous les considérants qui la motivent. Il ne s'agit pas de cela. Le jour où, dans un congrès du parti socialiste, sera posée dans toute son ampleur la question du syndicalisme, nous la discuterons. Aujourd'hui, le problème est tout autre : il faut savoir si, dans les rapports du Parti socialiste et de la Confédération Générale du Travail, le *statu quo* va être maintenu. Je ne vois, pour ma part, dans la discussion actuelle, dans le heurt des motions en présence, que cet intérêt primordial : l'autonomie des deux organismes sera-t-elle respectée, oui ou non ?

La motion de la Fédération du Cher dit explicitement : oui ; la motion de la Fédération de la Dordogne répond implicitement : non. Ah ! je sais bien, les défenseurs de cette dernière ont pu faire remarquer, à cette tribune, que les deux résolutions aboutissaient à des conclusions peu dissemblables dans la forme. Et il est vrai, en effet, que la motion de la Dordogne demeure vague dans l'indication des moyens à employer pour établir cet accord plus ou moins organique qu'elle

(1) Dans notre prochain numéro, nous analyserons les débats des Congrès de Nancy et de Stuttgart. Nous reproduisons aujourd'hui cette intervention au Congrès de Nancy, qui porte sur un des points les plus graves des discussions actuelles.

préconise entre le Parti socialiste et la Confédération du Travail, si bien qu'on pourrait artificieusement soutenir qu'elle aussi ne poursuit d'autre but que cette entente « spontanée » dont parle la motion du Cher. Oui, cela est vrai, mais il est encore plus vrai que l'esprit de l'une et l'autre motion est à ce point différent que personne, ici comme ailleurs, n'a pu se tromper sur leur signification réelle. Au demeurant, même si ce rapprochement était encore plus exact, il reste une raison majeure, selon moi, de voter la résolution du Cher et de rejeter la résolution de la Dordogne, et c'est ici qu'éclate leur différence irréductible. Cette raison, c'est que si la motion du Cher ne s'inspire d'aucune attitude dogmatique, si elle laisse le champ libre aux recherches de la pensée socialiste, si même en un sens, par cela seul qu'elle proclame l'indépendance de la Confédération du Travail, elle reconnaît la valeur dominante de l'expérience syndicaliste, la motion de la Dordogne, au contraire, dans des considérants rigoureux et précis, qui constituent un tout doctrinal et logique, affirme une conception du socialisme aujourd'hui dépassée et condamnée par la pratique ouvrière.

Oui, et c'est la base de toute mon argumentation, je dis à Guesde et à ses amis, les promoteurs de la motion du Cher : Les idées que vous défendez ont eu autrefois leur raison d'être et vous avez pu les soutenir au nom de la lutte de classe, mais elles sont maintenant périmées et ne correspondent ni aux exigences de la réalité ni aux sentiments du prolétariat. Il y a toute une série de changements qui se sont produits, que vous avez ignorés d'abord, que vous avez combattus ensuite, et dont vous vous obstinez à ne pas tenir compte. Prenez garde ! Pour des révolutionnaires, c'est se montrer étrangement conservateurs que de s'immobiliser dans une conception ancienne et de croire qu'on a trouvé une fois pour toutes la formule définitive. C'est là une confiance en soi-même, un orgueil intellectuel qui ne nous sont pas permis. Croyez-moi : nous, qui ne ménageons pas notre critique à la société bourgeoise, nous devons en réserver quelque peu pour nous-mêmes et avoir le courage, si nous voulons être des hommes de notre temps, d'écouter la leçon des faits.

Eh ! sans doute, il y a vingt-cinq ou trente ans, au début du mouvement socialiste en France, lorsque les rares syndicats existants étaient modérés et gouvernementaux, lorsque le socialisme se trouvait naturellement concentré dans les partis politiques, lorsqu'on n'accordait pas aux institutions ouvrières le rôle principal qu'elles ont conquis depuis, vous pouviez avoir raison et en fait vous aviez raison. Mais

les temps sont changés, et vous n'avez pas le droit d'identifier le syndicalisme d'aujourd'hui au corporatisme d'alors, d'assimiler comme vous le faisiez classe ouvrière et parti socialiste, et de conserver au socialisme des partis et des parlements le pas que vous lui donniez sur le socialisme des institutions. Ce sont là, à mon sens, les trois erreurs graves que vous commettez et sur lesquelles je veux retenir un moment l'attention du congrès.

Vous confondez corporatisme et syndicalisme. J'ai dit que cette confusion avait chez vous une origine historique, et je m'explique. En ne concédant aux syndicats qu'un rôle subalterne et mineur, vous raisonnez toujours comme si vous n'aviez encore devant vous que ce mouvement professionnel d'inspiration purement corporative limité à la défense du salaire et à la réduction de la journée de travail, que vous avez trouvé devant vous, lorsque, après 1876-77, vous avez repris en France la propagande socialiste interrompue depuis la Commune. Certes, c'est votre honneur, à vous Guesde, d'avoir, en face de ces organisations enlisées dans ce que vous appeliez « l'ornière corporative », jeté le cri d'alarme, et j'ai à peine besoin de rappeler que votre protestation, tant elle exprimait la vérité du moment, était la protestation unanime de tous les socialistes, de tous les révolutionnaires d'alors. En 1876, de Londres, était parti un appel au prolétariat militant, signé de Vaillant et ses amis, qui, au lendemain de ce premier congrès ouvrier, tenu récemment à Paris et dont la modération avait fait la stupeur et la joie de la presse bourgeoise, mettait les travailleurs en garde et leur disait : Faites attention, le mouvement corporatif qui se dessine ne peut conduire qu'à une incorporation à la société capitaliste et à la mort de tout idéal révolutionnaire ! Et c'est alors qu'inspiré par cet état de choses, vous avez opposé, avec une force incomparable, la lutte de classe à la lutte corporative.

En même temps que vous les arrachiez par ailleurs à l'illusion coopérative, vous dénonciez aux militants ouvriers ce qu'avait d'utopique et de vain la poursuite isolée, par chaque groupe professionnel, de ses intérêts particuliers de corporation, au mépris des intérêts généraux de la classe tout entière. Et vous leur montriez comment le point de vue corporatif leur cachait le point de vue de classe, comme l'arbre cache la forêt. Grâce à vous, ils comprirent que le prolétariat n'a pas à participer au fonctionnement de la société moderne, même en obtenant dans ses cadres des avantages matériels ; qu'il ne doit

pas se diviser contre lui-même, se morceler en fractions infinitésimales et hostiles dans la poursuite des revendications spéciales à chacune d'elles ; mais que, étroitement uni dans une pensée commune, résorbant en quelque sorte sa diversité intérieure en une unité plus haute, il lui faut se dresser contre la bourgeoisie, d'un seul élan, classe contre classe, et lui jeter en défi son idéal. (*Applaudissements*).

Puis, vous leur avez indiqué que, pour réaliser cette pensée commune, seule capable d'opérer le passage de l'état dispersé à l'état concentré, du particularisme corporatif à l'organisation de classe, de la diversité à l'unité, il fallait qu'un grand but politique soulevât la classe ouvrière. Et vraiment, c'est bien par cette transmutation du particulier en général que la lutte de classe est une lutte politique. Ce n'est que lorsque les questions se dépouillent de leurs aspects singuliers pour revêtir un aspect commun, qu'elles peuvent créer entre les prolétaires ce lien intérieur, ce ciment moral qu'est la conscience de leur solidarité.

Mais quelle politique pensiez-vous que pût faire à ce moment, avec les éléments dont elle disposait, la classe ouvrière ? C'était la politique de parti. Et c'est ici que les circonstances ont commandé votre pensée. La politique de classe que vous préconisiez, ne pouvait évidemment pas relever de ces syndicats enfermés dans des préoccupations exclusives que vous aviez sous les yeux. Alors il vous a semblé que la classe ouvrière n'avait qu'à entrer dans la voie traditionnelle de la politique électorale et user à son tour, pour former son parti à elle, du suffrage universel : — La classe ouvrière, disiez-vous, a confiance, à tort ou à raison, dans le suffrage universel. Profitons de cette confiance plus ou moins raisonnée pour nous jeter dans la lutte électorale, et là, battre le rappel de tous les ouvriers égarés dans les partis bourgeois, de façon à faire de leur masse un bloc, une force distincte qu'on lancera contre le régime capitaliste. Participons donc aux élections, au mouvement politique général, avec comme objectif, non pas de pénétrer au parlement d'une façon méthodique et constante, non pas d'opposer au parlementarisme bourgeois un parlementarisme ouvrier, mais de grouper tous les membres épars de la famille ouvrière en un grand parti de classe, qui, au jour de la révolution sociale, s'emparera de l'Etat et transformera la société.

Je suis de ceux qui pensent que cette conception était conforme aux exigences du milieu et de l'heure où elle s'est produite. Il n'y avait pas, en dehors du parti socialiste commençant, une force d'inspiration révolutionnaire qui portât en elle les idées essentielles de

lutte de classe, et il allait de soi que ceux qui s'étaient levés avant les autres, qui, au plus pressé, empruntaient les formes coutumières des partis politiques, s'affirmassent les éducateurs du prolétariat attardé. Et c'est ce qui explique que, par voie de généralisation naturelle, vous ayez cru qu'en tout temps et en tout lieu, dans l'œuvre de la transformation sociale, la première place revenait au parti et la dernière aux syndicats.

C'était donner une valeur d'absolu à ce qui n'était que relatif, et la suite l'a prouvé. Que s'est-il passé ? Traité en mineur par le parti socialiste qui devait l'éduquer, le mouvement syndical est naturellement tombé sous sa tutelle. Or il n'y avait pas en France qu'un parti socialiste : il y en avait plusieurs, ennemis et jaloux. Si bien que tous ces partis se mirent à la poursuite des syndicats et revendiquèrent tous le droit de les attacher à leur politique particulière. Représentez-vous alors la situation du syndiqué dans son syndicat. Sollicité de tous côtés, tiraillé de part et d'autre, il finissait par s'inféoder à la première fraction venue, pendant que son voisin s'affiliait à la fraction rivale. Comment se serait-il retrouvé dans ce chaos, au milieu de mille voix contraires lui disant toutes : C'est moi qui suis la vérité socialiste ! Si tu veux t'émanciper, viens à moi ! Il en résulta un désarroi formidable dans cette classe ouvrière qu'on voulait grouper, et ce qui devait faire l'union n'engendra que la désunion.

Ah ! je n'accuse personne et je ne dis pas à Guesde : c'est votre faute. Je dis seulement : c'est la faute des circonstances et des moyens dont vous disposiez. Et les faits vous l'ont bien montré, par l'histoire même de cette « Fédération Nationale des Syndicats », qui a été la doublure corporative de votre parti politique. C'est là une expérimentation probante de vos conceptions, faite par vous-même et avec toutes les chances de réussite. Oui, il y a eu en France, à un moment donné, une organisation centrale des syndicats qui a dépendu d'une fraction socialiste importante, qui a été la succursale du « Parti Ouvrier Français » sur le terrain professionnel, à tel point que les congrès des deux groupements se tenaient dans les mêmes villes avec les mêmes hommes, — et son insuccès est pourtant dans toutes les mémoires. Vous vous souvenez, en effet, avec quelle rapidité la « Fédération Nationale des Syndicats » se désagrégea après le Congrès de Nantes de 1894, et moi-même, à Ivry, en 1897, dans un congrès dit « syndical » où les syndiqués étaient l'exception, j'en ai vu la fin finissante.

Mais ce n'est pas tout, et ces causes de division ont engendré d'au-

tres causes encore. Par un mouvement contraire à celui qui avait plus ou moins entraîné la subordination des syndicats aux divers partis socialistes, s'est développée une ardente opposition anarchiste anti-parlementaire, qui est venue solliciter à son tour la classe ouvrière. En face de la parlementarisation ou des tentatives de parlementarisation du prolétariat, il était fatal que se créât un fort courant d'anti-parlementarisme, qui devait, lui aussi, importer dans les syndicats sa politique propre. De sorte que les syndicats, déjà disloqués par les rivalités des fractions socialistes, qui toutes voulaient leur infuser la vérité révolutionnaire et qui l'une après l'autre leur disaient : Votez pour moi, se sont trouvés livrés à une propagande contraire, dont le mot d'ordre était : Ne votez pas !

Et ainsi ballotté du socialisme parlementaire à l'anarchisme anti-parlementaire, le mouvement syndical a été désorienté jusqu'en 1900-1901. A ce moment, par suite de circonstances politiques dont vous vous souvenez, et qu'on vous rappelait ce matin, la classe ouvrière, qui avait longtemps espéré en France dans l'Etat démocratique, a pu se rendre compte, à l'expérience, de ce que valait, même avec des ministres socialistes, son fonctionnement régulier et normal. Il s'est produit alors dans la conscience ouvrière un brusque déclanchement et les travailleurs se sont dit : Mais l'Etat populaire qu'on nous promettait est identique, sinon dans ses modalités du moins dans ses conséquences, à l'Etat réactionnaire ou conservateur qu'on nous a fait combattre comme seul responsable de tous nos maux. Etat il était, Etat il demeure : quelque supérieure qu'elle soit aux formes antérieures, la forme démocratique n'en change pas le fond et il reste toujours, sous la diversité des apparences, la même force coercitive au service de l'ordre bourgeois. Bien plus ! il est d'autant plus dangereux qu'il est plus perfide, et il est d'autant plus perfide qu'il se donne comme le gouvernement du peuple et que ses libéralités philanthropiques ne sont que présents empoisonnés. C'est cette lutte contre la forme démocratique de l'oppression capitaliste, contre l'Etat des Millerand et des Waldeck-Rousseau, contre les partis populaires qui les soutenaient, c'est cette lutte qui a définitivement rejeté la classe ouvrière, déjà éloignée des partis politiques pour les raisons que j'ai rapportées, dans ses institutions syndicales comme dans ses retranchements naturels. Et voilà comment ce prolétariat divisé depuis longtemps par les rivalités socialistes et anarchistes, désillusionné par l'accès au pou-

voir des « amis du peuple », s'est replié sur lui-même et s'est demandé si les temps n'étaient pas venus de faire ses affaires lui-même.

Ce syndicalisme naissant, qui avait été entrevu et formulé en partie par la Fédération des Bourses du Travail et son secrétaire Pelloutier, trouvait un cadre d'organisation tout prêt dans cette Confédération Générale du Travail, qui avait été créée en 1895, et dont déjà, à ce moment, des socialistes révolutionnaires comme le citoyen Vaillant, avaient pressenti toute l'importance. Et, Renard ou Marius André, je ne sais lequel, y faisaient allusion ce matin, il s'est passé alors une chose étonnante : par réaction contre ce que j'appellerai, du point de vue socialiste, le péril démocratique, par opposition aux tentatives de gouvernementalisation de la classe ouvrière, tous les ouvriers révolutionnaires, et de toutes nuances, se sont instinctivement groupés et ont fait bloc. Socialistes, anarchistes, libertaires, ils se sont tous unis contre le danger commun, et c'est de cette union qu'est né ce mouvement nouveau qui s'est appelé le syndicalisme. Car, en même temps qu'ils se groupaient, ils se transformaient, et tandis que des socialistes, comme Griffuelhes, comme Luquet, comme d'autres, condamnaient celles de leurs croyances politiques qui ne correspondaient plus aux réalités du moment, des anarchistes, comme Pouget, comme Delesalle, comme d'autres, modifiaient sensiblement leur action et participaient plus activement à l'organisation méthodique de la classe ouvrière. Oui, ces anarchistes qu'on nous montre toujours comme des propagandistes de l'ancien anti-parlementarisme stérile ont été, eux aussi, profondément influencés par les faits (*Approbation*). Et c'est par suite de cette évolution générale, par la fusion progressive de tous les éléments dans la même action commune, par l'élimination de toutes les survivances du passé, qu'il s'est créé au sein du mouvement ouvrier une politique nouvelle de classe, ni socialiste parlementaire, ni anarchiste antiparlementaire, mais syndicaliste, une politique propre au prolétariat, lequel devenu maître de ses destinées, a su dire enfin : Moi seul, et c'est assez ! (*Applaudissements*).

Ah ! oui, Guesde avait raison d'observer que sans une grande idée générale, sans une idée politique, il n'y a pas de lutte de classe, de vaste mouvement d'ensemble du prolétariat. Mais cette idée politique n'est pas l'idée politique traditionnelle, comme le croyait Guesde, celle qui inspire les partis marchant à la conquête du pouvoir et rêvant d'utiliser l'Etat pour leurs fins personnelles. C'est une idée neuve, que la classe ouvrière a dégagée de sa pratique et qui se résume dans ces mots : la lutte de classe doit être menée par des organisations de

classe. Et cette politique, qui oppose les institutions ouvrières aux institutions capitalistes et leur donne une si haute portée révolutionnaire, cette politique est la seule qui puisse unifier la classe ouvrière, l'arracher au particularisme corporatif, aux préoccupations égoïstes de métier, pour la constituer en cette force distincte dont parlait Guesde. Qu'y a-t-il de commun, je vous le demande, entre ces syndicats parvenus à la majorité politique, et ces groupements corporatifs dont vous combattiez justement les tendances conservatrices ? Pouvez-vous prétendre toujours que les syndicats ne doivent être, selon votre mot, ni rouges, ni jaunes, mais neutres ? Pouvez-vous réserver encore le monopole de l'action révolutionnaire au parti socialiste et reléguer les syndicats dans des besognes platement réformistes ? Mais, après tout ce qui s'est passé dans ces dernières années, après l'attitude respective de la Confédération du Travail et du parti socialiste, ce serait nier la lumière du jour et fermer volontairement les yeux à toute évidence.

Et n'allez pas contester l'exactitude des observations que je viens de vous soumettre, car elles ne me sont pas personnelles ; elles ont été solennellement formulées dans une résolution admirable de netteté, votée à la presque unanimité des délégués, par ce récent congrès d'Amiens, qui a si inexorablement condamné vos propres théories. Oui, ces idées syndicalistes, c'est la classe ouvrière elle-même qui les a dégagées, au cours de son expérience, en dehors de toute influence extérieure, que dis-je ? contre toute influence extérieure. Oui, cette conception nouvelle sort des entrailles mêmes du prolétariat, c'est la vie qui la lui inspire quotidiennement, et si, loin d'avoir l'artificielle clarté des théories inventées de toutes pièces, elle est parfois confuse comme la vie elle-même, elle s'éclaire malgré tout au feu de l'action. (*Applaudissements*).

Nous voilà loin des idées qu'exprime votre motion. Ah ! je ne comprends que trop votre attachement aux conceptions qui sont votre œuvre propre et que j'ai, moi aussi, permettez-moi de m'en souvenir, partagées autrefois avec vous.Mais pourquoi s'y attarder, puisqu'elles sont dépassées ? En toute vérité, que pouvons-nous, nous autres, qui n'appartenons pas à la classe ouvrière, qui, comme ces transfuges de l'ancien régime que la Révolution française gagna à sa cause, avons déserté notre classe, pour participer à l'action du prolétariat dans le monde, que pouvons-nous, sinon, dans la mesure où elles nous sont accessibles, exprimer ses intuitions et enregistrer ses expériences ? J'avais donc le droit de dire que la résolution de la Dordogne, malgré

qu'elle appelle à son secours des décisions de congrès socialistes internationaux antérieures et contraires à la pratique ouvrière française, est une résolution surannée.

Mais elle est surannée encore — et voilà mon second point de vue — parce qu'elle assimile artificiellement le parti socialiste et la classe ouvrière. Ce serait, selon vous, la même classe qui se retrouverait dans deux cadres différents : le cadre politique et le cadre économique ; syndicats et parti socialiste ne constitueraient que les deux faces d'une seule réalité : la classe ouvrière ; et ces deux groupements, dont l'un aurait pour but la plus haute action révolutionnaire et l'autre le plus bas travail réformiste, correspondraient simplement à une élémentaire division du travail.

Vraiment, je suis étonné que des esprits qui ont le sens des réalités économiques, puissent confondre ces agglomérats artificiels d'hommes appartenant à toutes les classes et simplement unis par un lien idéologique, que sont les partis politiques, avec les classes sociales, c'est-à-dire ces catégories d'hommes qui se trouvent au même étage de la production, qui sont portés par le même plan matériel, qui, ouvriers, vivent du salaire, industriels, vivent du profit, propriétaires fonciers, vivent de la rente, et dont l'existence à tous se déroule dans des régions différentes de la vie sociale. Eh quoi ! ce congrès où je parle, moi, d'origine bourgeoise, où je vois une majorité de bourgeois socialistes, avocats, médecins, professeurs, journalistes, fonctionnaires, commerçants, propriétaires, etc.., ressemblerait donc à une réunion syndicale et le parti qui l'a organisé ne serait que l'incarnation politique des syndicats ouvriers ? Et les luttes électorales ou parlementaires que mène ce parti seraient identiques à la lutte de la classe ouvrière elle-même, à ses grèves, à son action syndicale ? Avouons-le : nous sommes ici des hommes venus de tous les points de l'horizon social, nous avons les uns les autres des intérêts économiques opposés et le patron qui se rencontre ici avec son ouvrier ne cesse pas d'être son patron, quel que soit l'accord momentané qui l'unisse à lui sur des questions de politique générale. Oui, le parti socialiste, comme tout parti politique, et à l'inverse des classes sociales, n'a pas de base économique et il mêle tout à la fois des représentants de la bourgeoisie, du prolétariat, de la petite-bourgeoisie, de la paysannerie, etc... Dites, si vous voulez, qu'il est un parti de « classes, au pluriel, mais ne dites pas qu'il est un parti de « classe », au singulier, en ce sens qu'il serait le parti exclusif de la classe ouvrière. (*Interruptions diverses*).

Cela vous surprend ? Je vais donc essayer de vous expliquer pourquoi un parti, qui est un organe de la société politique, ne ressemble pas à une classe, qui est une formation naturelle de la société économique. C'est que la société politique, dont la démocratie est l'expression achevée, ne connaît que l'électeur, et que l'électeur est aussi bien bourgeois qu'ouvrier, paysan que commerçant. La fiction démocratique efface abstraitement les différences économiques qui séparent en fait les hommes pour ne considérer que ce caractère qui leur est commun en droit : la qualité de citoyen. Et comment les partis pourraient-ils tenir compte des différenciations de la vie réelle, puisqu'ils ne sont précisément que les metteurs en œuvre de la démocratie et qu'ils touchent les hommes, non pas dans leur situation économique, mais dans leur situation politique ?

Lors donc que le parti socialiste prend l'ouvrier, il ne l'atteint qu'en tant qu'électeur, et, loin de le séparer des hommes des autres classes, il le mêle à eux. De lui, il ne saisit que cet aspect impersonnel, qui de différent qu'il était le rend semblable à tous, qui le transporte de son terrain spécial de classe sur le terrain commun à toutes les classes, et qui fait que devant l'urne électorale, dépouillé de ses qualités sensibles, il n'est plus qu'un citoyen abstrait, pareil aux autres citoyens, un bulletin de vote égal aux autres bulletins de vote.

Au contraire, voyez ce qui se passe dans le syndicat, où la classe ouvrière reste sur son terrain économique de classe. Le syndicat ne groupe par définition que des ouvriers, à l'exclusion des membres de toute autre classe. Et lorsqu'il prend l'ouvrier, il le prend comme tel, comme producteur, touchant ainsi en lui la qualité qui lui est essentielle, celle qui fait sa vie. Du matin jusqu'au soir, le travailleur salarié est pris par l'œuvre de la production, toute son existence se déroule dans l'atelier, et c'est autour de l'atelier que gravitent toutes ses préoccupations et toutes ses pensées. C'est là vraiment, c'est dans le syndicat qui est le prolongement de l'atelier, que se forme la psychologie des producteurs, que leur cohésion s'opère, que leur fusion se réalise. Séparés des autres classes par les limites mêmes de leur groupement, protégés contre toute infiltration étrangère, ils supportent les mêmes luttes et éprouvent les mêmes réactions. Les différences philosophiques, religieuses et politiques s'effacent et il ne reste plus que des ouvriers forcés de défendre des intérêts communs contre des ennemis identiques. Et l'unité morale, qui transforme leur masse amorphe en bloc vivant, se forme ainsi peu à peu, par le développement progressif de la conscience de leur solidarité.

Voilà pourquoi, malgré les critiques que m'adressait ici-même Marius André, je persiste à dire que les syndicats forment les cadres naturels de la lutte de classe. C'est là, et pas ailleurs, que les ouvriers conscients concentrent leurs efforts et se rencontrent dans leur opposition à la société bourgeoise. Le moindre acte syndical, la plus petite grève deviennent vite de véritables incidents de la lutte de classe. Pour peu que le conflit s'aiguise, il revêt aussitôt un caractère de généralité facile à constater, et dans le patron isolé c'est tout le patronat que les ouvriers combattent. Tout le syndicalisme part de cette amplification instinctive des luttes prolétariennes, qui se transforment ainsi en luttes révolutionnaires. Je me souviens que le citoyen Landrin, défendant la grève générale, au congrès de Lille de 1904, avant le Congrès international d'Amsterdam, faisait remarquer par quel processus rapide l'action économique se muait en action révolutionnaire. Sous la pression de la lutte, sous la nécessité intuitivement sentie de sauvegarder des intérêts immédiats, les ouvriers de toute opinion, anti-cléricaux habitués des groupes de libre-pensée bourgeoise ou croyants obsédés par un idéal religieux, amis ou ennemis de la confession politique de leurs maîtres, tous sont entraînés, l'un après l'autre, dans le branle-bas général et c'est comme un seul homme qu'ils se lèvent contre leurs exploiteurs. Et cet acte de révolte que les salariés d'une usine commettent un jour, dans une escarmouche de la guerre sociale, ils en conçoivent aisément la multiplication, ils comprennent que, s'il vient une heure où une masse énorme de producteurs pourra simultanément l'accomplir, c'en sera fait de l'exploitation capitaliste.

Sans doute il a fallu l'expérience du syndicalisme français pour que cette analyse de la notion de classe et de parti devînt familière aux militants ouvriers. Et je me représente sans difficulté comment, au début, vous avez pu concevoir que le parti socialiste devait être l'équivalent politique de la classe ouvrière. Mais vous n'en avez plus le droit maintenant : la pratique syndicaliste, par opposition à la pratique du parti socialiste, que je n'ai pas à retracer ici, a montré ce qui était vraiment un mouvement de classe et elle a projeté là-dessus une clarté suffisante. Il y aurait assurément bien d'autres questions à résoudre et, avant toute autre, celle de savoir à quelle conception du parti socialiste on aboutit ainsi. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit actuellement, et j'espère que ce problème se posera bientôt devant vous. Ce que je retiens pour l'instant, c'est la ruine de cette confusion que vous persistez à établir entre syndicats ouvriers et parti socialiste.

entre organes de la lutte de classe et organes de la lutte électorale, et c'est une preuve nouvelle, plus décisive encore du retard de vos idées.

Et maintenant, j'arrive à ma troisième critique : Vous proclamez, votre motion proclame que l'émancipation du prolétariat est subordonnée à la conquête de l'Etat, et vous remenez ainsi tout le socialisme à la prise du pouvoir politique, je ne dis pas des pouvoirs publics.

Jules Guesde. — Vous avez raison : pas des pouvoirs publics.

Hubert Lagardelle. — Il y a deux façons de concevoir cette mainmise sur l'Etat. Le première, qui est celle des socialistes réformistes, est la méthode fragmentaire et progressive. Elle consiste à dire : Le jour où nous serons la moitié plus un au parlement, où la majorité du pays sera représentée par une majorité de députés socialistes ; ou encore le jour où, après avoir participé aux divers gouvernements, nous pourrons être à nous seuls tout le gouvernement ; ce jour-là nous opérerons, par voie législative, la transformation sociale.

Jules Guesde. — Ce n'est pas ma théorie.

Hubert Lagardelle. — Puis il y a votre théorie, votre méthode globale et révolutionnaire, qui dit : Conquérons d'emblée, par coup de force, l'Etat ; et, une fois maîtres du pouvoir, nous imposerons la « dictature impersonnelle du prolétariat », nous socialiserons les moyens de production et d'échange, nous décréterons la révolution sociale.

Je dis que ces deux conceptions sont également utopiques, parce qu'elles donnent à la force coercitive de l'Etat une valeur créatrice qu'elle n'a pas (*Très bien*). Que vous opériez selon le mode réformiste ou selon le mode révolutionnaire, que vous soyiez la moitié plus un à la Chambre ou que vous ayiez pris le gouvernement d'assaut, vous ne ferez pas surgir, du jour au lendemain, une société toute faite. De quelque autorité dont vous disposiez, vous ne donnerez pas aux ouvriers qui votent pour les candidats socialistes, aux électeurs qui, pour des motifs parfois futiles et insaisissables, se pressent derrière vous, la capacité de diriger la production et l'échange. Vous serez les maîtres de l'heure, vous détiendrez toute la puissance qui, hier, appartenait à la bourgeoisie, vous entasserez décrets sur décrets et lois sur lois, mais vous ne ferez pas de miracle et vous ne rendrez pas du coup les ouvriers aptes à remplacer les capitalistes. En quoi, dites-moi, la possession du pouvoir par quelques hommes politiques socialistes aura-t-elle transformé la psychologie des masses, modifié les sentiments, accru les aptitudes, créé de nouvelles règles de vie, et fait qu'à

la place d'une société de maîtres et d'esclaves pourra exister une société d'hommes libres ?

Non, ce n'est pas d'un simple changement de personnel gouvernemental que dépend la transformation du monde. Ce serait vraiment trop facile et la marche de l'histoire a d'autres exigences. Un état social ne naît pas sans une longue préparation, et c'est ici que le syndicalisme, avec un sens plus réaliste des choses, vous oppose ce que j'ai appelé le socialisme des institutions. Il rappelle aux ouvriers qu'il n'y aura pas de changement possible, tant qu'ils n'auront pas créé de leurs propres mains tout un ensemble d'institutions destinées à remplacer les institutions bourgeoises. Mais, à la différence des groupements corporatifs que vous combattiez, les institutions syndicalistes nouvelles se forment, non pas à l'image des institutions bourgeoises, mais sur un type radicalement contraire. Que reprochons-nous à la société capitaliste ? C'est d'organiser, par les pouvoirs de coercition dont elle dispose, un lien de dépendance tel entre les hommes, qu'il les divise, selon une hiérarchie très autoritaire, en maîtres et serviteurs, patrons et ouvriers, gouvernants et gouvernés. C'est ensuite de réduire toutes les valeurs humaines en des valeurs marchandes, et d'exaspérer, en même temps que l'esprit de domination, l'esprit de lucre et de convoitise. Eh bien, il est évident que si ce double caractère se retrouve au sein des institutions ouvrières, celles-ci n'ont aucune valeur de transformation sociale et ne sont qu'une plate copie des procédés de la vie bourgeoise. Et là est toute l'originalité du syndicalisme, dans cette création d'institutions prolétariennes qui réalisent le type contraire du type capitaliste, c'est-à-dire un type où l'esprit autoritaire et l'esprit mercantile font place à l'exercice pratique de la liberté et à l'idéalisme révolutionnaire.

Je m'explique. Comment se comportent les trade-unions anglaises ou les syndicats allemands, par exemple, qui sont si hostiles au syndicalisme français, et qui, par tant de côtés, rappellent les groupements corporatifs de 1878-79 ? Trade-unions anglaises et syndicats allemands ont vu, quoi ? Que la société capitaliste fonctionnait d'autant mieux que l'autorité de commandement y était plus forte et le gouvernement plus incontesté. Ils en ont conclu que la puissance du mouvement ouvrier serait d'autant plus grande qu'il aurait une centralisation plus parfaite et une direction plus rigide. Et ils ont reproduit à l'usage des prolétaires les moyens de domination des capitalistes, ils ont constitué un gouvernement ouvrier aussi dur que le gouvernement bourgeois, une bureaucratie ouvrière aussi lourde que

la bureaucratie bourgeoise, un pouvoir central qui dit aux travailleurs ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire, qui brise dans les syndicats et chez les syndiqués toute indépendance et toute initiative, et qui doit parfois inspirer à ses victimes le regret des modes capitalistes de l'autorité.

Les trade-unions anglaises et les syndicats allemands ont aperçu encore que ce qu'il y a d'important dans la société bourgeoise, c'est l'argent. Ils ont constaté que, lorsque les capitalistes disposent de coffres-forts gonflés, ils peuvent entreprendre les uns contre les autres des luttes d'autant plus chanceuses. Et ils se sont dit qu'à leur tour les travailleurs ne triompheront des patrons qu'en opposant gros sous à gros sous, coffres-forts à coffres-forts. De là sont nées ces pratiques avaricieuses, ces habitudes de thésauriser, d'accumuler d'énormes fonds de réserve, de transformer les syndicats en entreprises mutualistes, en institutions de prévoyance et d'épargne, en agences financières.

Mais, je vous pose la question, cette importation des méthodes bourgeoises de gouvernement et de gestion économique dans l'organisation ouvrière, malgré les avantages matériels incontestables qu'elle peut procurer, qu'a-t-elle de socialiste ? Ces syndiqués qui, en plus de leurs patrons, se sont donnés pour maîtres des ouvriers comme eux, en quoi sont-ils plus libres ? Ces prolétaires, qui ne pensent qu'à leurs richesses entassées et qui se figurent qu'ils peuvent vaincre le capitalisme sur le terrain même du capitalisme, comment agissent-ils en révolutionnaires ?

Le syndicalisme procède tout autrement. Il entend créer des institutions ouvrières, qui allient ce que vous avez toujours cru inconciliable : l'esprit pratique et l'esprit révolutionnaire. Il fait en sorte que jusque dans les plus petites choses de la vie, les prolétaires gardent intacts leurs instincts de révolte et que ceux-ci s'aliment à leurs actes les plus humbles. Dans les groupements syndicaux, il essaie d'organiser la liberté, d'éliminer toute autorité et d'accoutumer les ouvriers à se passer de maîtres. Plus de centralisme étouffant, plus de pouvoir coercitif, mais un large fédéralisme, une complète autonomie, une extrême souplesse dans le mécanisme intérieur, un appel constant aux sentiments d'initiative, de responsabilité et de lutte, qui transfigurent la personnalité ouvrière en lui donnant son maximum de tension et d'énergie. Toute la pratique de la Confédération du Travail s'oriente, vous le savez, dans ce sens. Et de même vous ne trouvez chez elle aucune croyance en la force magique de l'argent, aucun désir

de rivaliser avec les coffres-forts capitalistes, aucun espoir de vaincre par la puissance de l'or. Ah ! certes, les syndicalistes français ont, eux aussi, le sens de la solidarité ouvrière ; ils l'ont même à un degré singulièrement plus actif que les ouvriers allemands ou anglais, précisément parce qu'ils n'ont pas, comme eux, de souci mercantile qui vienne l'obscurcir. J'ai toujours été étonné, pour ma part, de la facilité avec laquelle les ouvriers français, aux heures de lutte, mettent spontanément la main à la poche et font avec joie, dans l'enthousiasme du combat, les plus durs sacrifices pécuniaires. Et voyez encore dans les grèves cette pratique des soupes communistes, par exemple, qui parvient à trouver des ressources là où il n'y a presque rien, qui permet des résistances imprévues, et qui fait que toujours l'entrain populaire finit par triompher des difficultés immédiates. Ce sont là des faits, et qui ne s'apprécient pas en chiffres, comme les moindres démarches des trade-unions et des syndicats allemands. Comment voulez-vous saisir par des statistiques cette puissance diffuse de solidarité ouvrière? Sans doute, il faut de hautes cotisations, et le syndicalisme français les préconise d'autant plus qu'il repousse les subventions des pouvoirs publics et fait appel à la dignité du prolétariat. Mais de là à constituer des syndicats d'affaires, il y a loin. (*Approbations*) Et le secret du prolétariat syndicaliste est simple. Il sait d'instinct que ce n'est pas l'argent qui rend invincible, mais qu'il y a dans la lutte un élément impondérable qui décide des plus grandes victoires : c'est l'idéalisme révolutionnaire, l'esprit de sacrifice, l'ardeur à la lutte. (*Applaudissements*).

Et puis, il y a quelque chose, permettez-moi de vous le dire, qui me paraît plus nouveau encore dans le syndicalisme et par où il apparaît vraiment comme l'antithèse des vieilles conceptions socialistes. Vous avez cru, vous croyez encore, et la motion de la Dordogne croit avec vous, que la classe ouvrière, pour s'émanciper, doit utiliser l'organisme politique et administratif qui a servi à la bourgeoisie pour asseoir sa domination. Toute votre théorie repose sur ce postulat que le parti socialiste doit s'emparer du pouvoir pour faire fonctionner à l'usage du prolétariat le mécanisme qui a fonctionné jusqu'ici à l'usage de la bourgeoisie. Je n'ai pas à discuter ici de la valeur réformatrice de la démocratie, du parlementarisme et des partis socialistes. Mais je peux bien dire que l'expérience a montré que vous avez concédé à ces formes d'action traditionnelle une portée révolutionnaire qu'elles n'ont pas. Je ne pense pas qu'on puisse détruire une société en se servant des organes qui ont pour but de la conserver, et je crois que

toute classe, pour s'affranchir, doit se créer ses organes propres. Lorsque la bourgeoisie est entrée en lutte contre la féodalité, ce n'a pas été en pénétrant dans les rouages de la société féodale, mais en se forgeant de toutes pièces des rouages particuliers, qui ont été les communes d'abord, les parlements ensuite. Elle ne s'est pas emparée des institutions existantes, mais elle a construit des institutions neuves, qui ont progressivement désorganisé la société féodale tout en organisant peu à peu la société bourgeoise. Eh bien, le rôle de la Confédération du Travail est de donner justement au prolétariat ce mécanisme propre, dont les syndicats, les fédérations de syndicats, les bourses du travail, etc... sont les éléments constitutifs. Et il ne s'agit plus ici de conquérir l'Etat, mais de le détruire, d'en paralyser le fonctionnement et de lui enlever ses attributions.

Cette conception de l'action ouvrière, que la pratique syndicaliste oppose à vos propres théories, pourrait d'ailleurs, au besoin, invoquer une autorité socialiste qui est de quelque poids. Je me souviens, et Lafargue qui est là ne l'a certainement point oublié, qu'en 1866, le premier Congrès de l'Internationale, tenu à Genève, vota une résolution sur les syndicats, présentée sous son inspiration par les amis de Marx. Et si j'en relis les considérants, je m'aperçois que c'est Marx qui, le premier, a reconnu aux syndicats, dans la lutte pour l'émancipation ouvrière, le même rôle qu'ont joué les communes, dans la lutte pour l'émancipation bourgeoise. C'était là une intuition géniale de la fonction révolutionnaire du mouvement ouvrier, et qui, méconnue par les marxistes, se trouve confirmée par l'expérience syndicaliste.

(à suivre) Hubert LAGARDELLE.

Sténographié par Corcos frères.

L'Etat, les Partis et le Syndicalisme

De toutes parts, on crie en France à l'impuissance gouvernementale, à l'anarchie, à la révolte, à la décadence industrielle, à la déchéance militaire. A entendre les uns, notre pays est entouré de dangers et livré à un inconnu formidable. Il n'y a plus, avouent les autres, ni prestige militaire, ni autorité judiciaire, ni magistrature, ni armée, ni ordre, ni respect. L'Etat traditionnaliste tombe en ruines ; il ne reste plus que l'Etat anarchique.

Pendant que l'un accuse les juifs, un second s'en prend à Clémenceau et à Combes, un troisième fait le procès de Waldeck-Rousseau, de Gambetta, de Ferry, de Paul Bert, qu'il rend responsables du gâchis actuel.

Mais tout cela n'explique pas grand chose. En réalité, la crise actuelle de l'Etat, comme la dissolution des mœurs, la crise morale, doivent être ramenées aux mêmes causes générales et profondes. Il ne s'agit plus des défaillances ou des erreurs de telle ou telle personnalité, mais de l'impuissance de la bourgeoisie elle-même, de son incapacité et de ses tares, de la corruption de ses politiciens et de la turpitude de ses gouvernants.

I

Il était échu à la bourgeoisie un héritage singulièrement précieux, un moyen de domination extraordinairement puissant : l'Etat moderne, formidablement constitué, fonctionnant avec une précision et une régularité parfaites.

Les origines mêmes de l'Etat exliquent sa puissance traditionnelle incomparable, puissance d'oppression et de tyrannie, contre laquelle Proudhon a pu dresser l'ardent réquisitoire que l'on sait. Ce fut la monarchie, aidée par les légistes, qui créa l'œuvre parachevée plus tard, par la Révolution et par Napoléon Ier.

Les historiens ont retracé comment, grâce à la volonté opiniâtre de la monarchie et de ses auxiliaires, et après des luttes incessantes, l'Eglise, la féodalité, les Etats provinciaux, les Parlements, toutes les puissances locales, abdiquèrent peu à peu devant le pouvoir royal. Mais il ne faut jamais oublier, si l'on veut bien comprendre la genèse de l'Etat français, que les progrès du pouvoir royal furent accompa-

gnés d'une sorte de transfert de l'administration des choses. Il arrive un moment où la royauté s'occupe d'intérêts extrêmement multiples ; elle remplace la gestion des puissances locales par la sienne propre, si bien que la bureaucratie omnipotente finit par absorber la vie de la collectivité nationale tout entière. On ne remue pas une pierre dans une ville, a pu dire un historien, on n'engage pas une dépense, on n'ordonne pas une réparation sans l'avis favorable de l'intendant du roi. Justice, finances, ponts et chaussées, administration proprement dite, l'autorité monarchique avait tout envahi.

Avec la Révolution, qui fit disparaître les derniers restes de la féodalité et débarrassa le commerce et l'industrie des entraves qui les gênaient; avec la Révolution, qui favorisa pleinement le progrès matériel, le développement économique, l'Etat arrive à sa pleine maturité. La société bourgeoise a désormais entre les mains un instrument perfectionné de domination. On se souvient comment Marx a lumineusement caractérisé la nature de l'opposition qui existe entre la vieille société féodale et la société issue de la Révolution.

En fait, il y avait, sous l'Ancien Régime, des sociétés particulières qui entretenaient des rapports déterminés avec l'Etat. A l'intérieur de ces groupements vivaient des individus dont « l'activité pratique, la situation privée ne revêtaient de caractère social qu'en tant que corporatives. » Mais, après la Révolution, il ne reste plus trace de sociétés particulières. Une collectivité abstraite subsiste seule. Il n'y a plus entre les individus de rapports semblables à ceux qui existaient entre le seigneur et le serf : ce ne sont plus des rapports de privilège, mais des rapports de droit, des rapports abstraits.Chacun devient membre au même titre de la souveraineté. C'est ainsi, par exemple, que le non-propriétaire contribue à faire la loi au propriétaire. « L'Etat, dit Marx, efface les différences de la naissance, du rang, de l'instruction, de l'occupation, mais il ne les efface qu'en les tenant pour des différences non politiques, en appelant chaque membre de la nation à participer, quelle que soit sa condition sociale, à la souveraineté nationale. Néanmoins, l'Etat laisse subsister les effets particuliers de la propriété, de l'instruction, de l'occupation individuelles. Loin de détruire ces différences de fait, l'Etat n'existe que par elles ; il ne se montre comme Etat politique et ne fait valoir son universalité, que par son contraste avec elles...Il doit reconnaître la société bourgeoise, il doit se laisser borner et gouverner par elle (1) »

(1). Karl Marx. — *La Question Juive* (*Etudes socialistes*, fasc. n° 1, pages 38-39. Jacques éditeur.)

Arrivé à son plein développement, l'Etat, création bourgeoise, présente deux aspects principaux : non seulement, il est, dans la réalité, l'expression de la domination de la classe la plus forte, mais il se donne encore, selon le mot de Hégel, comme la « réalisation de l'idée morale», comme l'incarnation de la Volonté et de l'Intelligence, comme le maître, l'éducateur, le directeur des volontés et des intelligences particulières. Avec l'Etat, la classe prépondérante réussit à subalterniser, à exploiter la classe opprimée, mais l'autorité gouvernante ne se présente pas moins comme l'organe de la justice, la protectrice des faibles, la conservatrice de la paix.

Cet Etat ainsi constitué n'a fait, depuis les débuts de la monarchie française jusque vers la fin du XIX^e^ siècle, qu'accroître sa puissance et ses attributions. Bien loin de menacer ce pouvoir despotique, le suffrage universel et le parlementarisme l'ont consolidé. De par leur nature, les Parlements ne touchent pas, en effet, à l'essence même des choses capitalistes, au droit de propriété, aux droits de l'Etat, au droit familial, etc. Leur pouvoir, illimité en théorie, est à peu près nul en fait. Ils s'occupent de modifications accessoires, mais ils laissent intactes les assises économiques et juridiques de la société capitaliste. En ce sens Marx avait cent fois raison lorsque, dans sa critique de la Déclaration des *Droits de l'Homme*, il montrait que la vie politique (à laquelle participent ouvriers et patrons, propriétaires et non-propriétaires), le système juridique établi par la classe bourgeoise, se constituent en se superposant, pour ainsi dire, à l'activité pratique et égoïste des citoyens, dans le but de maintenir la situation privée de l'individu, les éléments matériels et intellectuels qu'il possède, c'est-à-dire l'économie capitaliste elle-même.

Voilà la signification historique de l'Etat. Certes, la disparition totale, en France, de tout particularisme local, l'affaiblissement considérable des traditions religieuses et familiales, et, d'autre part, l'irresponsabilité des fonctionnaires élus, *l'esprit de parti*, la politique de la démocratie, (aussi peu scrupuleuse dans ses moyens que la royauté), tout cela devait provoquer des abus criants et porter à ses extrêmes limites, l'arbitraire gouvernemental. Mais il n'est pas question, à l'heure actuelle, des abus et des excès de la centralisation politique. Il s'agit bel et bien de la dégénérescence de l'Etat et de la décadence de la bourgeoisie.

II

On l'a dit souvent, dans cette revue : *rationalisme, pacifisme, pro-*

tectionnisme, solidarisme, voilà les caractéristiques de notre civilisation débilitée et les symptômes d'une véritable paralysie des volontés.

Depuis longtemps, la bourgeoisie française n'a plus les désirs ni les ambitions qui la poussèrent à révolutionner l'économie, à conquérir des richesses, et à imposer sa domination aux autres classes. Il est vrai qu'elle ne comprit jamais la grandeur de son œuvre, réalisée spontanément, sans plan ni méthode, sous la poussée de son instinct. Mais le caractère grandiose de son action n'en est pas moins certain et il a pu inspirer à Marx et Engels cette apologie de la classe bourgeoise qu'on trouve dans le *Manifeste Communiste* et qui n'a pas été dépassée depuis.

Toutefois l'énervement qui a suivi cette audacieuse conquête d'un monde nouveau a été aussi rapide que la conquête elle-même. La bourgeoisie ne put résister longtemps à l'influence pernicieuse de l'intellectualisme sous toutes ses formes ; elle subit l'action de tous ceux qui, depuis les encyclopédistes, les jésuites et les Saints-Simoniens, ont conçu tout système d'éducation comme devant former une aristocratie de lettrés et de beaux esprits, n'entendant rien à la production, mais se préoccupant exclusivement d'exploiter le travail à leur profit.

Cette éducation idéologique a d'ailleurs trouvé de sévères censeurs même dans le camp de la bourgeoisie, tant du côté catholique que laïque. Dans son livre récent sur la *Crise morale,* M. Paul Bureau rapporte ces paroles prononcées en 1890 par Mgr d'Hulst devant des maîtres chrétiens : « Nous leur demandons des hommes, ils nous envoient des enfants de chœur ! » Seize ans plus tard, dans un discours prononcé à l'Institut catholique, Mgr Péchenard s'exprimait ainsi, sur le même sujet : « Nous avons connu ce type du jeune homme, tel qu'il sortait de nos collèges réputés les plus chrétiens. D'une culture d'esprit soignée, de manières distinguées, il était docile et respectueux, pieux même, il fréquentait l'Eglise et les sacrements, mais, le plus souvent, passif, sans virilité, ni initiative, avec peu de curiosité intellectuelle ,... il se préoccupait surtout de couler doucement une vie qu'il dépensait inutilement. » L'enseignement catholique n'a donc pas eu pour but de former des hommes ayant une valeur technique, des qualités d'initiative et d'énergie, et capables de jouer un rôle dans l'industrie. Mais il a tendu, au contraire, à développer, chez les élèves le *bon goût littéraire,* si cher aux Jésuites, et à leur donner cette culture classique, faite de belles manières, qui devait les préparer à la vie de salon.

L'Université a été la plate imitatrice des Jésuites. Elle n'a pas cherché davantage à préparer la jeunesse bourgeoise aux luttes réelles de la vie économique. Comme le dit M. G. Lebon, elle n'a pas vu que le monde moderne est gouverné par la technique et que le « rôle des grammairiens, des rhéteurs, des érudits et de toutes les variétés connues de vains parleurs s'efface de plus en plus. » On commence à s'apercevoir, aujourd'hui, que l'éducation purement intellectuelle, purement rationaliste est une éducation dépravée. Et beaucoup d'observateurs reconnaissent de plus en plus que la bourgeoisie française a été abâtardie par l'intellectualisme.

Cela était fatal. Toute éducation qui ne s'appuie pas sur la pratique industrielle perpétue non seulement la division capitaliste du travail, mais encore l'existence d'une classe nombreuse d'intellectuels, de parasites obligés de demander leur subsistance à l'Etat. On l'a bien vu, à mesure que se sont étendus les ravages de la culture classique et du rationalisme scientifique : l'industrie française a périclité, tandis que grandissait l'armée des professionnels de la pensée, des humanistes, des réformateurs, des utopistes, des journalistes, des corrupteurs de l'opinion.

Mais, que deviennent, dans la lutte économique, ces industriels sans initiative et ces intellectuels sans sinécure ? Poussés par leurs appétits, les uns et les autres n'hésitent pas à soumettre l'Etat au pillage le plus éhonté. Et l'Etat, jusqu'alors instrument de coercition aux mains de la bourgeoisie, chargé de maintenir l'ordre et de distribuer la justice capitaliste, est devenu de plus en plus comme une ménagère chargée de pourvoir aux besoins matériels de tous et de satisfaire les appétits des diverses catégories de citoyens.

Agriculteurs, viticulteurs, betteraviers, armateurs, tisseurs, filateurs, etc., viennent tous s'adresser à la providence étatique, qui, sous forme de primes, de droits protecteurs, de subventions, etc., leur distribue la manne bienfaisante. Comment l'Etat pourrait-il s'opposer à leurs exigences, puisque le pouvoir appartient à des politiciens de profession, sans scrupules comme sans capacités, qui ne poursuivent que leurs intérêts personnels et se moquent des intérêts généraux et du progrès économique ?

De fait, la place était livrée d'avance. Le protectionnisme général auquel l'Etat s'applique de plus en plus a fait le reste. Les *solidaristes* triomphent, — c'est-à-dire que les appétits s'aiguisent, la lâcheté se généralise, l'esprit public disparaît, et les partis ne songent plus qu'à

partager les finances publiques avec leurs clientèles. Ce ne sont que marchandages, maquignonnages, ententes politico-criminelles.

Pendant longtemps, l'anticléricalisme et la séparation de l'Eglise et de l'Etat avaient mis aux prises opportunistes et radicaux. Il y avait entre eux des polémiques très vives. Ils paradaient devant la galerie, en agitant les grands principes. Mais cela ne les a pas empêchés de s'entendre au parlement, pour la répartition des avantages matériels entre leurs clientèles respectives. La commission des douanes, toute puissante, a mis tout le monde d'accord. Les modérés du Nord ont fait voter plus d'un milliard aux sucriers, tandis que les anticléricaux et les radicaux du Midi, également soucieux de la situation matérielle de leurs électeurs, n'ont pas hésité à protéger les fraudeurs, à encourager le vol, au risque d'aggraver la crise terrible de la viticulture. On a parlé d'une lutte des pots de vin contre le vin. L'image est exacte et traduit parfaitement la politique de la démocratie. Le protectionnisme, c'est, en même temps que le mépris du travail, l'impuissance économique et le pillage organisé.

La désorganisation des services publics avait commencé avec les opportunistes, successeurs de Gambetta, qui avaient appelé leurs clients, de plus en plus nombreux, de plus en plus exigeants, à la curée des places, des bureaux de tabac, des décorations. Car on délaissait de plus en plus l'agriculture, le commerce et l'industrie. Paysans, bourgeois, tous ont voulu s'approcher du râtelier de l'Etat et avoir leur portion de dépouilles.

Avec cela, d'autres symptômes de dégénérescence ont apparu. Dans leurs discours, les ministres opportunistes prêchaient encore l'amour de la patrie, mais ils se gardaient bien de parler de la revanche, à laquelle personne, je crois, n'avait sérieusement pensé. L'heure n'était plus à l'héroïsme, mais on draînait la petite épargne, on lançait le Panama, on s'emplissait les poches. Aujourd'hui, l'œuvre de décomposition, si bien commencée par les opportunistes, a été poursuivie, avec plus de succès par leurs frères ennemis, les radicaux, portés au pouvoir par cette extraordinaire affaire Dreyfus, dont on ne dira jamais assez l'action désorganisatrice sur notre temps. La démoralisation générale n'a été si irrémédiable que parce qu'on a vu des hommes de toutes les classes et de tous les partis se coaliser pour détruire les institutions traditionnelles de la bourgeoisie. L'armée ne s'est pas relevée de la campagne dreyfusarde, et l'on sait pourtant combien il était difficile de toucher en France à l'idée patriotique, si fortement liée aux souvenirs démocratiques de la Révolution.

Les résultats de l'Affaire Dreyfus ne sont pas douteux : la foi patriotique a disparu dans les masses populaires. Plus d'amour, plus d'enthousiasme au cœur de ceux qui, précisément, avaient conservé, malgré la veulerie des dirigeants et l'abandon de l'idée de revanche, un culte réel pour l'armée. Ainsi, par les fautes mêmes de dirigeants aveugles, l'idée de patrie, qui incorporait la classe ouvrière elle-même à l'Etat, a perdu sa force unificatrice.

Mais ce n'est pas tout. Après l'Affaire Dreyfus, les radicaux ont voulu prendre leur revanche contre les cléricaux. Leur unique préoccupation a été de républicaniser, comme ils disent, l'armée, la marine, les administrations publiques, etc. Prétexte excellent pour assouvir leurs appétits, leur soif de pouvoir, leurs rancunes ; prétexte admirable pour caser leurs créatures et changer le personnel administratif. Encouragés, soutenus par les socialistes parlementaires, les nouveaux maîtres ont introduit partout l'espionnage et la délation. Avec eux, la démagogie a tout envahi et nous sommes entrés dans une ère de corruption générale. Quelle admirable décomposition ! Les professionnels de la politique, faméliques, arrivistes, renégats, cyniques, désagrègent plus vite et mieux qu'on ne pouvait l'espérer les institutions bourgeoises. Le maintien des traditions, de la hiérarchie, de la discipline, le prestige de l'armée, la force de l'Etat, tout cela les indiffère superbement. Qu'importe l'avenir de leur société bourgeoise, pourvu qu'ils fassent bonne chère, soupent avec des actrices et couchent dans des palais !

La décadence de la bourgeoisie a trouvé son expression la plus parfaite dans la *lâcheté solidariste*, qui traduit sa peur des coups et sa veulerie inexprimable. Il est banal de constater que la bourgeoisie française, préoccupée de sauvegarder ses intérêts matériels immédiats par un protectionnisme sans cesse plus étendu, a horreur de la lutte et n'aspire plus qu'au repos. Ayant perdu tout sentiment du droit, elle ne rêve que conciliation et arbitrage.

La politique d'un Waldeck-Rousseau et d'un Millerand, qui essayèrent, avec l'appui des socialistes parlementaires, d'entrer en composition avec la classe ouvrière et de corrompre ses militants, la politique de la paix sociale montre à quel point la bourgeoisie a renoncé à son rôle historique. Les travailleurs ne se trouvent plus en présence d'une classe hardie et forte, soucieuse de ses droits et de ses prérogatives, d'une classe jalouse de ses conquêtes et qui veut les conserver intégralement par les moyens qu'elle a constitués. Mais ils ont devant eux une classe honteuse, prête à de réelles concessions pour

avoir la paix et sauver par la ruse ce qu'elle ne peut défendre par la force. La bourgeoisie rappelle ces fils de famille qui héritent sans doute des biens paternels, mais non des traditions qui firent la force et la prospérité de leurs pères. En vérité, la bourgeoisie ne forme plus une classe, au sens historique du mot. Elle a oublié le passé, les efforts accomplis, les grandes luttes de la Révolution, l'épopée révolutionnaire d'où sortit achevé l'Etat moderne. Elle n'a plus foi en elle-même et ne croit plus à sa mission. C'est pourquoi les forces de l'Etat traditionnel s'épuisent peu à peu. Et si les formes restent, la vie est absente.

III

Pendant que l'Etat, livré aux démagogues, perdait, peu à peu, ses traits essentiels, une puissance nouvelle se constituait. Les travailleurs jusqu'ici opprimés, asservis corps et âme par les maîtres de l'atelier et de l'Etat, se détachaient de la société capitaliste et se dégageaient de la tutelle des partis.

Avec ses syndicats, par la lutte, par les grèves, la classe ouvrière prenait conscience d'elle-même, de ses droits, de l'antagonisme irréductible qui existe entre le capital et le travail. Elle repoussait la conciliation, l'arbitrage, les avances intéressées des Waldeck-Rousseau et des Millerand qui voulaient transformer les syndicats en corps politiques auxiliaires. Elle s'élevait au rang de *classe sociale*, constituait elle-même ses moyens d'action, entrait en lutte, non seulement contre le patronat, mais contre l'Etat, qu'elle veut non conquérir mais détruire.

Bien que les gens au pouvoir aient cherché à canaliser le mouvement syndical, la bourgeoisie n'avait jamais prêté, jusqu'ici, grande attention à ce mouvement. Les écrivains qui la renseignent s'imaginent volontiers que toute la vie sociale se concentre dans le Parlement et ne s'occupent guère que des faits et gestes des politiciens. Les systèmes des utopistes et les balivernes des idéologues peuvent seuls les intéresser ; mais ils ne comprendront jamais qu'une classe puisse élaborer elle-même, sans le secours des professionnels de la pensée, un ensemble de conceptions et de règles de conduite qui lui soient propres. On dirait que le livre de la vie leur est fermé.

Ainsi abandonnée à sa paresse et à sa douce quiétude, la bourgeoisie s'est trouvée brutalement secouée par les masses ouvrières. Les grandes grèves de ces derniers temps et les incidents tragiques qui les ont accompagnées ; les mouvements de masses inusités obligeant le gouvernement à mobiliser des corps d'armée ; la campagne en faveur des

huit heures et du repos hebdomadaire ; la propagande antimilitariste ajoutant ses effets à ceux de l'affaire Dreyfus ; la grève des facteurs des postes ; les récriminations des fonctionnaires, gens paisibles qui n'avaient jamais élevé la voix ; la grève des électriciens surprenant brusquement les bourgeois de Paris, éclatant à la barbe de Clémenceau et ses pareils, ahuris devant leurs ampoules éteintes ; — tous ces événements ont fini par déterminer chez les bourgeois un véritable affolement.

En face de l'agitation ouvrière, devant le danger qu'ils sentent plus ou moins clairement, leur instinct de conservation se réveille. La *Confédération Générale du Travail*, attaquée par tous les journaux, depuis le *Temps* et les *Débats* jusqu'au *Radical*, devient pour eux un véritable cauchemar. Les déclarations suivantes faites au journal *le Gil Blas*, par un juré parisien, en font foi : « Bousquet, Lévy, les autres Bousquet et les autres Lévy, déclarait le juré, m'indiffèrent profondément, en tant qu'hommes ; je veux même bien admettre qu'ils vendent de la grève générale comme je vends des tissus ; mais je ne puis, mais je n'ai pu oublier que tous mes tourments viennent d'eux ; je n'ai pu oublier que si ma tranquillité, que si mes affaires vont plus mal, que si tant de faits regrettables sont signalés au cours des grèves, c'est à eux qu'on le doit, et c'est parce que j'ai voulu sauvegarder ainsi le droit à la vie de la moyenne bourgeoisie dont je suis, parce que j'ai voulu donner au gouvernement d'aujourd'hui la leçon qu'il mérite, que j'ai condamné. J'ai condamné, parce que je suis un bourgeois, parce que je suis effrayé et parce que je veux enfin me défendre ».

La panique bourgeoise, les clameurs de la presse ont jeté le gouvernement ultra-démocratique de Clémenceau en pleine réaction. La démagogie politicienne a dû faire machine en arrière. Elle avait promis de belles choses cependant, fait miroiter de superbes réformes : réduction à dix heures de la journée de travail, loi des retraites ouvrières, extension de la loi des accidents de travail aux ouvriers agricoles, droit syndical des fonctionnaires, loi sur le contrat collectif du travail, sans parler, bien entendu, de l'impôt sur le revenu, si cher à Jaurès. Fiers de leurs derniers succès électoraux et ne trouvant plus, en face d'eux, d'opposition sérieuse, les radicaux avaient rêvé d'une existence paisible et heureuse. Ils ne pardonnent pas à la classe ouvrière et aux salariés de l'Etat de troubler leur digestion.

La camarilla dreyfusarde au pouvoir a donné toute sa mesure. Clémenceau, qui avait autrefois lancé l'anathème contre l'Etat, criti-

qué avec la dernière violence les procédés gourvernementaux des ministères successifs ; Clémenceau, ancien défenseur de Dreyfus et champion de la liberté individuelle, n'hésita pas, comme président du Conseil, à faire revivre le système des lettres de cachet, à recourir aux lois scélérates, aux procédés de basse police en usage sous le second empire. A l'époque du 1er mai 1906, il fit incarcérer préventivement pour délit d'opinion, les militants de la *Confédération du Travail*. Il fallait rassurer, à tout prix, la bourgeoisie ; il ne recula pas devant le choix des moyens. Les plus périlleuses accusations furent échafaudées sur de simples bribes de phrases, rapportées par des mouchards envoyés dans les réunions corporatives: c'est ainsi que Marck, Yvetot, Delalé, Bousquet, Lévy furent arrêtés et livrés à une justice de classe, à des jurés désireux avant tout, nous l'avons vu, de se venger et de frapper des adversaires.

Mais, la réaction clémenciste ne s'est pas contentée d'envoyer en prison, pour de longues années, Yvetot, Marck, Lévy, Bousquet et d'autres militants. Elle a frappé les salariés de l'Etat qui avaient protesté contre le projet de M. Guyot-Dessaigne. Crime inexpiable ! Dans la « Lettre ouverte à Clémenceau », affichée sur les murs de Paris, ils avaient eu l'audace de dire qu'ils considéraient l'Etat comme un patron ordinaire; de revendiquer le régime de la loi de 1884 sur les syndicats ; de rappeler enfin les promesses formelles que leur avaient faites, les encouragements que leur avaient prodigués deux ministres en fonctions, Briand et Viviani.

La « Lettre ouverte » affola les ministres. Elle exaspéra les radicaux. Comment! Les instituteurs, les postiers et leurs camarades que la République avait choyés, dorlottés, s'insurgeaient publiquement, ouvertement, et parlaient de s'affilier à la *Confédération du Travail*, à cette *Confédération* abominable qui donnait à la République tant de tracas et tant d'inquiétudes ! M. Maujan ne décolérait pas. Chaque jour, dans le *Radical*, il demandait la tête des coupables qu'il traitait d'ingrats, de factieux, de révoltés, de traîtres à la République.On le leur fit bien voir.

Clémenceau et ses acolytes furent impitoyables. Ceux-là mêmes, qui avaient tant fulminé contre les Conseils de guerre et leur procédure, traduisirent Clavier, Amalric, Quilici, Grangier, Simonnet et Janvion devant les conseils de discipline, chambres d'exécution à la discrétion des ministres. Pour des « délits d'opinion », les postiers, le citoyen Nègre, instituteur, et Janvion, employé à la préfecture de la Seine furent révoqués. O légalité! ô justice dreyfusarde! Le citoyen

Nègre, acquitté par le Conseil départemental de la Seine, ne devait pas trouver grâce devant un... Briand.

Interpellé à la Chambre des députés, l'ex-grève-généraliste fit la déclaration suivante, qui est vraiment admirable de cynisme et qui nous révèle pourquoi tant d'audace politique a été si justement récompensée : « Des hommes très modérés ont été au pouvoir, dont ç'aurait été le devoir de faire obstacle à cet état de choses. Ils ne l'ont pas fait. Alors, nous, messieurs, nous nous sommes trouvés subitement en face d'une situation difficile. Nous avons pris le sens exact de nos responsabilités et nous avons accompli les actes nécessaires pour mettre fin à cet état de choses ». (1)

Oui, au risque de provoquer « certains sifflets, certaines invectives, certaines flétrissures pénibles », Briand eut le « courage » de rester au gouvernement et d'accomplir les actes qui sont en apparence au moins — c'est lui qui s'exprime ainsi — en contradiction avec son passé !

Inutile de rappeler que Briand fut applaudi frénétiquement par une Chambre à tout faire et que le *Temps*, les *Débats* et autres feuilles bourgeoises chantèrent ses louanges et l'acclamèrent comme un sauveur. Ce fut l'apothéose de la trahison. Mais Briand, homme d'Etat, quelle décadence de la bourgeoisie !

On ne saurait trop insister sur le désarroi apporté dans les partis par le syndicalisme. Les parlementaires se voilent maintenant la face au seul nom de la *Confédération Générale du Travail* et à la Chambre un débat de plus d'une semaine a pu s'engager sur la politique syndicaliste. Les anciennes différenciations des partis ont fait place à une coalition générale contre le mouvement ouvrier. On ne trouve plus sur cette question la division traditionnelle entre conservateurs d'un côté et démocrates de l'autre : il n'y a que des bourgeois apeurés qui se coalisent contre le péril prolétaire.

Au reste, si les partis condamnent tous le syndicalisme révolutionnaire, ils n'en tentent pas moins de séduire les syndicats ouvriers. Tous leur font des avances, reconnaissent leur nécessité, mais à condition qu'ils demeurent sages et pondérés. Les *leaders* de gauche et du centre s'en-

---

(1) Un rédacteur de l'*Eclair*, M. Georges Bonamour ne put cacher sa sympathie pour un homme dont « l'aventure — toutes proportions gardées — n'est que la répétition du phénomène psychologique dont l'histoire offre tant de cas dans la personne de ces grands débauchés et de ces négateurs orgueilleux qui deviennent apôtres avant de mériter la couronne des saints. »

tendent à merveille pour amoindrir la *Confédération Générale du Travail* et ne lui attribuer qu'une importance passagère.

Mais avant de signaler l'intervention principale qui se produisit dans ce sens, et dont M. Deschanel fut l'auteur, il est utile de marquer avec quel embarras Jaurès, parlant au nom des socialistes parlementaires, aborda la question.

Jaurès essaya, en un long discours, d'établir l'équilibre entre la démocratie et le syndicalisme, et de faire sa part à chacune de ces tendances opposées. Il rappela, d'abord, la période bénie et tranquille où il collaborait, avec Waldeck-Rousseau et Millerand, puis avec Combes et le général André, à « une admirable politique de progrès républicain et social ». Il parla ensuite du droit révolutionnaire supérieur de la classe ouvrière et des forces nouvelles du syndicalisme croissant. Il conclut en amalgamant ces deux propositions, c'est-à-dire en répudiant tout ce qui caractérise le syndicalisme et en déclarant qu'il comptait avant tout sur la démocratie, « mettant au service de l'idéal révolutionnaire une force organique d'évolution légale ». C'est toujours, comme on voit, l'éternelle tentative de la conciliation des contraires : la révolution avec la légalité, la collaboration des classes, la conquête des pouvoirs publics, le socialisme d'Etat avec leur négation absolue, le syndicalisme révolutionnaire.

De même, il était impossible à un partisan du monopole de l'enseignement, de défendre le syndicalisme des instituteurs. Aussi Jaurès ne chercha même pas à le définir. Pendant des heures il déroula, devant les radicaux ahuris, des phrases compliquées et des périodes nombreuses sur les « trois forces génératrices du mouvement humain », sur « le foyer prolétarien, foyer ardent, au triple rayon », avec lequel les instituteurs doivent entrer en communication.

Tout cela ne fait illusion à personne, et, si ce n'avait été la discussion personnelle engagée avec Briand, et où les deux anciens amis se sont fortement empoignés, le discours de Jaurès aurait été une faible manifestation oratoire.

Je ne puis m'empêcher de rapprocher de ce discours certain passage d'un article publié par M. Aulard, dans la *Dépêche* de Toulouse. Au sujet des syndicats d'instituteurs, M. Aulard écrivait cette phrase remarquable : « L'école doit enseigner une méthode scientifique, le progrès par la paix et la fraternité, des efforts sagement combinés sur le modèle des évolutions que nous offre la nature, l'amour du prochain et le respect de la loi, en un mot, l'esprit républicain ».

Certes, voilà un beau programme ! C'est vraiment admirable de

prendre pour modèle, les évolutions de la nature ! Mais M. Aulard aurait dû nous dire ce que c'est que ça. Décidément, nos grands hommes de la démocratie ne s'expriment plus qu'en charabia. Le syndicalisme les fait divaguer.

La consultation syndicaliste de M. Deschanel est évidemment tout autre que celle de Jaurès, mais elle témoigne d'un égal amour pour les syndicats modérés et paisibles.

Cet académicien mondain condamne, comme il va sans dire, les violences, les « conceptions régressives et barbares », les illégalités des syndicalistes révolutionnaires, leur volonté de se soustraire à la direction des intellectuels. Dans leur orgueil antidémocratique, antiégalitaire, dit M. Deschanel, les ouvriers révolutionnaires éliminent de leurs conceptions tout ce qui n'est pas le travail manuel. « Mais, ajouta-t-il, est-ce que le progrès humain ne se fait pas autant dans le laboratoire du savant et dans le cabinet du philosophe que dans l'atelier ou dans l'usine ? Est-ce que la civilisation n'est pas l'œuvre commune du travail intellectuel et du travail manuel ? La science est une, comme tous les modes de travail sont solidaires. Cette conception du travail manuel ne voyant que lui seul, mené par quelques têtes qui se croient plus fortes que les autres, n'est pas seulement, comme ils le proclament, le contrepied de la démocratie, elle est le contrepied de la science » (1).

La démocratie, la science bourgeoise, voilà des divinités auxquelles les ouvriers révolutionnaires ne croient plus ! Ces audacieux osent agir par eux-mêmes et penser par eux-mêmes ! Que deviendront maintenant les professionnels de la pensée et de la politique ! Tout cela attriste M. Deschanel et il nous expose, tout aussitôt, ce qu'il appelle le programme syndical démocratique et la politique de la *solidarité* : « Loin de vouloir, comme on le prétend, comprimer le mouvement ouvrier, loin de vouloir empêcher le prolétariat de s'organiser, nous voulons, au contraire, nous qui savons tout ce qu'il y a de courage, d'intelligence, de désintéressement, de dévouement chez nos ouvriers français, nous qui savons qu'il y a là, dans les couches profondes du peuple, *des trésors* de vaillance et de foi, des hommes admirables...., nous voudrions les arracher à l'anarchie et les aider à s'organiser. Loin de chercher à les affaiblir, nous voudrions centupler leur puissance et leur liberté en faisant du syndicat professionnel, un générateur d'œuvres et d'institutions nouvelles et multiples.

(1) *Journal officiel.* — Séance du 8 Mai 1907 p. 936.

défendant le travail contre l'oppression et lui ouvrant un accès de plus en plus facile et de plus en plus large, au capital et à la propriété » (1).

Comme la plupart de ses collègues du parlement, M. Deschanel ne veut pas entendre parler de la lutte de classe. Il ne se représente plus l'Etat comme une puissance s'opposant à la classe ouvrière et capable de maintenir les travailleurs à un degré de dépendance voulu. Il parle, au contraire, de l'oppression capitaliste, des misères que provoquent les injustices de la société, des longues défiances amassées dans les âmes ouvrières, par des iniquités séculaires. Nous sommes, depuis longtemps déjà, habitués à ce langage. Aux yeux de M. Deschanel, comme aux yeux de tous les partisans du socialisme « sage », « raisonnable », l'antagonisme des classes n'existe pas. Il y a seulement des « riches » et des « pauvres », que le nouvel Etat, l'Etat démocratique et socialiste, que Clémenceau, Briand et Viviani nous ont fait connaître, a pour mission de réconcilier.

Avec le nouveau régime, le prolétariat serait parfaitement encadré dans des syndicats officiels. Il ne tomberait plus autant peut-être sous la domination des maîtres de l'ancienne hiérarchie capitaliste. Mais il subirait la direction d'une nouvelle hiérarchie bienfaisante, celle d'une élite politicienne qu'il nourrirait, mais qui, en revanche, réaliserait pour lui, le bien-être, la justice et toutes sortes de belles choses.

On imagine aisément ce qui adviendrait, avec les idéologues, les charlatans, les spéculateurs du nouvel Etat. Nous avons vu la démagogie à l'œuvre ; nous connaissons ces aigrefins, ces flibustiers et la tourbe criminelle qui leur fait cortège. Ils compromettraient à jamais les progrès de l'économie ; nous les verrions fonder la suprématie de la corruption et de la paresse. D'autre part, la réaction clémenciste, l'aventure d'un Briand, l'acharnement des radicaux contre les salariés de l'Etat portent à croire qu'ils seraient, comme on l'a dit, beaucoup plus durs et plus insolents que leurs prédécesseurs conservateurs ou opportunistes. La classe ouvrière connaîtrait, avec eux, la plus dégradante des servitudes.

Tout cela prouve encore une fois que l'Etat traditionnel est en pleine dégénérescence et que la bourgeoisie renonce à son rôle. Et, non seulement elle abdique, mais elle se livre aux démagogues ; elle leur laisse le champ libre ; elle les encourage à poursuivre leur politique

(1) *Journal Officiel.* — Séance du 8 Mai 1907 p. 938.

de paix sociale et leur œuvre de démoralisation. Malgré la répression actuelle, malgré les fusillades de Narbonne et de Raon-l'Etape, cette politique, il ne faut pas se le dissimuler, sera plus que jamais à l'ordre du jour. Il n'y a place pour aucune autre.

Clémenceau a rassuré les radicaux. Mais ils le trouvent tout de même trop méprisant pour leur bassesse et trop aventureux en politique. Lorsque Clémenceau disparaîtra, le pouvoir risque-t-il aussi de tomber aux mains de quelque cuisinier pacifiste ou comédien solidariste. Si la classe ouvrière refuse de pactiser, de s'incliner, si elle repousse le nouveau joug, si elle se montre irréductible, si elle continue son agitation, les démagogues n'hésiteront pas à employer tous les moyens d'intimidation et à pratiquer de nouvelles saignées populaires.

Ils disposent de redoutables forces coercitives et ils en useront sans scrupules, si la corruption ne leur suffit pas. Il n'y a de salut que dans l'organisation de plus en plus forte d'un prolétariat révolutionnaire syndicaliste, seul capable de refouler la démagogie et de sauver la liberté.

Gabriel Beaubois.

La Crise de l'Enseignement primaire

La philosophie de l'enseignement primaire subit actuellement une crise profonde ; il en sortira probablement des réformes qu'on devra s'efforcer de mettre le plus possible en rapport avec la philosophie moderne.

Les créateurs de l'enseignement laïque n'ont apporté aucune transformation profonde et sérieuse dans l'éducation populaire, absorbés qu'ils étaient de réaliser les idées chères au XVIII^e^ siècle et aux hommes de la Révolution. Près d'un siècle s'était écoulé depuis la génération de ces idées ; et ce siècle est celui des chemins de fer, du télégraphe, de l'automobile ; leur application était donc bien tardive et il manquait l'énergie des conventionnels et des constituants pour la faire complète. Pour réaliser ces réformes, on ne modifia nullement l'Administration ; de sorte qu'une transformation qu'on annonçait décisive et qui n'était en réalité qu'insuffisante et superficielle, était condamnée à un avortement prochain.

La philosophie de Jules Ferry, de Pécaut, de Paul Bert, de Gréard, héritiers d'Edgar Quinet et des penseurs de la Révolution, apparaît hors de mode à la majorité des esprits, même officiels: la pédagogie et la psychologie empiriques sont insuffisantes, et sont bien désuètes à côté de la science actuelle. L'esprit critique semble pénétrer, en haut lieu, tout l'idéalisme traditionnel et le fait reculer pas à pas ; mais ce trouble des penseurs de l'enseignement n'arrive guère jusqu'aux praticiens, qui continuent à se servir des vieux programmes reposant sur une direction qui subsiste tout entière.

I

On a déjà signalé à maintes reprises tous les vices de l'enseignement primaire actuel, de vives critiques ont été émises par les socialistes contre son verbalisme, sa partialité, son insuffisance.

Mais bien peu souvent ces critiques ont atteint en netteté, en précision, en vigueur celles qui ont été émises par un universitaire de grande valeur, auteur de plusieurs volumes de pédagogie très répandus dans les milieux primaires, M. Payot, recteur de l'Académie de Chambéry, directeur du journal pédagogique : le *Volume*.

Ces critiques ont paru dans le numéro du *Volume* du 5 janvier 1907 sous le titre de : *l'Evolution de l'enseignement primaire*, avec les sous-titres suivants : « Malaise de l'enseignement primaire — Centralisation morbide — Manque de contact avec les réalités — Conception fausse du travail chez les ouvriers d'usine, chez beaucoup de fonctionnaires — Le travail, centre organique de la vie : paysans et ouvriers qui créent — L'éducation sous l'Empire, conséquences —La défiance de la liberté — Fécondité de la liberté — Programmes et manuels extérieurs à la vie réelle — La réforme de l'enseignement — La scolarité prolongée — Rôle des Amicales. »

L'article de M. Payot constitue un véritable programme ; c'est une adhésion formelle, que l'auteur le veuille ou non, aux idées que les socialistes de la nouvelle école, avec Georges Sorel, défendent depuis plusieurs années. C'est pour cela qu'indépendamment des grands enseignements qu'on peut en tirer, il est à lire et à méditer. Les idées de M. Payot sont singulièrement différentes de celles de la plupart des universitaires, qui ne sont cependant pas sans constater le malaise profond dont souffre l'enseignement populaire, mais n'entrevoient aucune réforme sérieuse. Les plus hardis proposent de substituer une pédagogie et une psychologie scientifiques ou expérimentales à l'empirisme actuel et à l'idéalisme officiel. La méthode expérimentale a sa raison d'être, en apportant de grandes précautions dans son application, mais elle ne peut que permettre de tirer un meilleur parti des efforts de l'enfant sans modifier l'enseignement lui-même ; c'est surtout une réforme de méthode. Tandis que les réformes que préconise M. Payot et que les socialistes de la nouvelle école ont entrevues depuis un certain nombre d'années, sont profondes, complètes, organiques. Leur réalisation serait bien près de nous donner satisfaction.

On éprouve une sorte d'amertume en constatant que les grandes lignes de l'école de demain, de celle qui donnera aux enfants de la classe productive la capacité nécessaire pour poursuivre leur émancipation au sein même du métier, ont été indiquées non par les associations qui groupent des effectifs si puissants, mais par un haut fonctionnaire de l'Université. C'est une preuve de plus que les instituteurs, qui sont surtout des démocrates se désintéressent dans une mesure assez large de la philosophie de leur profession.

Les grands maux dont souffre l'enseignement primaire proviennent surtout d'une centralisation excessive et de la conception abstraite de cet enseignement, qui ne s'adapte pas aux nécessités professionnelles.

II

Grâce à la centralisation actuelle, un ministre de l'instruction publique avait pu dire, non sans un orgueil puéril et stupide, qu'à la même heure tous les écoliers de France étaient occupés aux mêmes exercices. Elle a pu être complètement réalisée par des programmes uniformes, par des inspections qui devaient surtout veiller à l'observation de ces programmes de l'enseignement officiel, par les examens.

Cette uniformité fait dire à M. Payot que l'enseignement est identique pour les enfants des Champs-Elysées, pour les paysans du Vivarais et les marins du bord de l'Océan, dont les besoins et le développement intellectuel sont cependant bien différents. L'assimilation de l'instruction publique aux autres services de l'Etat a contribué à développer cette centralisation à outrance ; on a fait des instituteurs, des fonctionnaires comme de vulgaires ronds de cuir. Le résultat a été de rendre l'enseignement inerte, sans relations avec la vie ambiante. Des employés, mal payés, mal recrutés, manquant de compétence, ont donné l'éducation comme un autre fonctionnaire délivre des mandats, remplit des états, rédige des mémoires administratifs, dresse des procès-verbaux, etc. Ils n'ont ni le désir, ni la volonté d'améliorer ou de transformer leur enseignement, qu'ils pouvaient modifier dans une assez large mesure, sans trop risquer d'être inquiétés, les inspections étant tout à fait intermittentes et portant surtout sur la forme, les détails extérieurs.

Selon M. Payot, la centralisation et l'uniformité actuelles nous viendraient de l'Empire, où par suite d'une terreur maladive de la liberté, l'enseignement devint un enseignement de mots et où l'effort se porta sur le développement de la faculté du langage. Nous avons hérité de ces préoccupations qui conduisent à un enseignement très abstrait, facilement applicable à toutes les régions.

Il y a quelque chose de très important, à propos de l'enseignement centralisé, que ne note pas M. Payot : c'est la très grande indifférence des pouvoirs locaux vis-à-vis de l'éducation. Les politiciens des différents degrés, du sénateur-ministre au simple délégué cantonal, en passant par toute la hiérarchie, s'inquiètent des opinions politiques de l'instituteur, le tracassent volontiers s'il déplaît à un membre quelconque de ces autorités sociales. Mais s'il contente à peu près l'opinion publique, s'il est docile et complaisant, à moins de plaintes formelles, ils ne s'occupent pas de son enseignement. Les délégués cantonaux

sur lesquels on avait tant compté pour relier l'école à la société n'ont pas compris leur mission et surtout n'ont pas voulu l'accomplir.

Les conseils départementaux ont peu ou pas du tout usé des prérogatives que leur laissait la loi organique du 30 octobre 1886, qui leur permettait d'élaborer des règlements régionaux et d'appeler à titre consultatif des personnes compétentes en dehors de leurs membres.

Les instituteurs ont aidé beaucoup à rendre complète cette centralisation, qui les faisait dépendre entièrement du pouvoir central, qui leur laissait plus de liberté et les tracassait beaucoup moins que les pouvoirs locaux; ils se sont tournés vers le Dieu-Etat, meilleur maître, plus généreux et moins tracassier.

En sorte qu'aujourd'hui l'enseignement d'Etat règne seul et complètement : on s'en rapporte tout à fait à l'Etat pour donner l'éducation par ses maîtres, choisis par ses administrations, par ses programmes, par ses méthodes.

C'est à cet excès de centralisation, ainsi qu'aux traditions de dépendance qui pesaient sur les instituteurs qu'il faut rapporter les causes du manque de liberté donné à l'instituteur par les lois scolaires en vigueur, votées avec tant de fracas par la Troisième République. M. Payot dit à ce propos de fortes vérités. Il faut se plaire à rendre justice à ce chef d'administration qui n'hésite pas à rompre avec des habitudes très anciennes et s'applique à traiter ses subordonnés en véritables collaborateurs. Il est bon de ne pas exagérer ce fait et de ne pas lui attribuer une vertu qu'il ne peut avoir, mais cette façon d'envisager l'administration constitue en elle-même une importante réforme qui contribuera à donner aux instituteurs plus de confiance en eux-mêmes, un désir plus grand d'être indépendants et partant de chercher à développer leurs capacités professionnelles. « (Les hommes d'alors), dit-il, n'eurent qu'une confiance limitée dans la liberté et ils ne surent rien changer à l'effroyable centralisation qui annihile tant d'énergies provinciales. Ce préjugé, causé par la centralisation on s'en rendra compte en lisant dans le livre puissant de Kropotkine (1), le chapitre de l'entr'aide dans la cité du moyen âge... S'ils avaient eu confiance dans la liberté, les initiatives intelligentes eussent multiplié les expériences et les types d'enseignement. »

III

La deuxième grande réforme à entreprendre pour régénérer l'éducation populaire c'est de rendre l'enseignement plus pratique, plus

(1) *L'Entr'aide* (Hachette, éditeur).

concret, plus près de la réalité, mieux adapté aux nécessités de la vie des producteurs. Dans l'enquête de *Pages libres* si souvent citée, les graves défauts de l'enseignement abstrait actuel ont été mis en pleine lumière. M. Payot n'est pas sans avoir lu les résultats de cette enquête et les conclusions, il s'en est sans doute souvenu en écrivant l'article du *Volume* dont il est question ici.

Il s'élève contre l'ignorance qu'ont des réalités quotidiennes et ambiantes des gens réputés savants ou instruits, comme « tel professeur en renom, tel écrivain, comme tel haut fonctionnaire. Cette inintelligence (de la vie réelle) plus fréquente qu'on ne le croit est masquée aux esprits superficiels par une assurance, une faconde, une verve qui endorment l'esprit critique. » Ces vives critiques s'adressent à cet enseignement de connaissances générales donné en pâture à de pauvres cerveaux de petits paysans ou de petits ouvriers, à qui elles seront tout à fait inutiles et qui tiendront lieu chez eux de connaissances pratiques et sûres : elles les embourgeoiseront, les démocratiseront. Cet enseignement donne un verni qui convient à des hommes du monde, à des oisifs, à des citoyens abstraits, tels que les conçoivent les démocrates actuels, débarrassés des soucis grossiers de l'existence et réalisant une vie idéale, immatérielle d'anges laïques !

M. Payot établit en fait un solide plaidoyer en faveur d'un enseignement professionnel vers lequel il faudra tendre de plus en plus. C'est la condamnation des efforts tentés par les fonctionnaires de l'instruction publique pour transformer les écoles primaires supérieures, destinées à donner un commencement d'enseignement professionnel, en petits cours secondaires s'attachant surtout à préparer aux divers examens donnant accès dans les carrières libérales.

Ces pages consacrées à la critique de l'enseignement abstrait sont tout imprégnées des conceptions philosophiques de la nouvelle école : je me suis plu à les rapprocher de ce qu'avait écrit Sorel à ce sujet. Il dit ainsi que ce qui cause l'éloignement des réalités vitales de ceux qui gouvernent les esprits et la volonté de la nation, c'est une conception fausse du travail, qui n'est qu'une corvée, qu'une exigence inévitable, consentie avec peine et dont il faut se dégager au plus tôt. « Pour ces dolentes créatures, le plaisir est inévitablement extérieur au travail. » Cette conception est surtout celle des ouvriers d'usine, de nombreux fonctionnaires, professeurs, instituteurs, écrivains.

Dans son ouvrage : *Introduction à l'économie moderne*, p. 59, Georges Sorel citait le passage suivant de Corbon qu'il faisait sien : « Il y a (dans l'ouvrier) une surabondance de sève et un besoin irrésistible de la

dépenser d'une manière quelconque. Mais il ne la dépensera pas dans l'exercice quotidien de sa profession. La pratique d'un métier ordinaire n'a pas assez d'attraits pour absorber toutes les facultés... Le travail quotidien n'est pour notre ouvrier que la corvée de chaque jour ; et n'ayant généralement point d'amour sérieux et durable pour son travail, il n'y consacre que la moindre partie de sa valeur intellectuelle. » Plus loin, p. 61, Sorel ajoute : « L'ouvrier prospère me paraît bien moins caractérisé, au point de vue de la science économique, par sa moralité supérieure que par cette absorption de toute sa personnalité dans le métier. »

L'idéal du travailleur producteur attaché étroitement à ses occupations professionnelles qui le prennent tout entier, c'est le cultivateur. G. Sorel exprime cette idée en une phrase très forte : « Le paysan a toutes ses pensées tournées du côté de la production et on peut dire qu'il est, en quelque sorte, résorbé par la terre qu'il cultive.» M. Payot, la reprenant, écrit de son côté : « Le paysan qui crée fait de son travail le centre organique de sa vie. C'est autour de son travail qu'il organise son intelligence, son existence tout entière. Sa vie est saine, solide, en contact perpétuel avec les réalités matérielles, morales et sociales... Nous trouvons la même vie robuste, tonique, organisée autour du travail chez les ouvriers qui créent, chez les menuisiers, les tourneurs, les ébénistes... Même vie réelle, solidement organisée autour du travail chez la ménagère... Ceux qui forment le fond résistant et bien portant de la France ont l'expérience quotidienne du travail réel, noyau solide autour duquel viennent s'ordonner et se coordonner les actes, les pensées, les sentiments... Cette masse saine se laisse égarer souvent par l'apparence brillante de la vie vide de la minorité bruyante, agitée, malade, pour qui le travail est corvée. »

On peut voir par ce qui précède la très grande vigueur de l'article de M. Payot ; on éprouve à citer ces fortes paroles un plaisir complet, qui vient pour une large part de l'étonnement d'entendre nos idées défendues avec une telle énergie par un homme jouissant de la double autorité d'un pédagogue éminent et d'un haut fonctionnaire de l'enseignement.

Les programmes de l'enseignement primaire sont l'image même des préoccupations de la minorité dirigeante qui se plaît dans les généralités et ignore la vie concrète. A ce propos, M. Payot s'en prend à Gréard avec plus de force peut-être que ne l'avait fait Guieysse dans le numéro de *Pages Libres* dont je parlais plus haut. « Gréard fut le véritable inspirateur des programmes, dit-il. Il les conçut pour Paris

et même pour Paris très mal, comme pouvait les concevoir un homme de culture surtout « verbale ». Jamais ce brillant professeur de rhétorique n'eût de contact réel et profond avec la vie ouvrière et paysanne., L'enseignement n'est pas orienté vers le développement de l'esprit d'observation, ni vers l'organisation lente, profonde de la personnalité des élèves. »

Dans le livre plus haut cité de Sorel, où il y a tant de choses à utiliser pour toutes les manifestations de la vie sociale et politique, il y a ce passage à rapprocher de ce que dit M. Payot : « L'enseignement primaire a été créé pour le boutiquier, le commis et le petit propriétaire qui ont besoin de savoir faire des comptes et qui doivent lire le journal pour être au courant de la politique. » (p. 116.)

Les anciennes conceptions des jésuites et des frères de la doctrine chrétienne sur l'enseignement sont surtout celles que les traditions populaires ont consacrées : savoir lire, écrire, faire un compte. Ces conceptions fausses, incomplètes, insuffisantes ont une influence encore considérable à l'école, en dehors même des programmes qui en sont imprégnés, par les enfants à qui leurs parents font faire des devoirs, apprendre les leçons, par les maîtres qui ont conservé leurs vieilles habitudes scolaires, et aussi par une sorte de tradition professionnelle qui consacre un certain nombre de pratiques générales. C'est ce qu'on pourrait appeler la résistance du milieu : elle est considérable dans les écoles rurales et je n'ai jamais vu qu'on y ait fait allusion. Je me propose d'y revenir, en insistant sur toutes les raisons qui empêchent les connaissances scolaires de s'assimiler.

IV

Une troisième réforme à poursuivre pour M. Payot, c'est la prolongation de la scolarité. Il est certain que l'âge scolaire commence et finit trop tôt. On a hâte d'envoyer les enfants à l'école pour s'en débarrasser et de les en retirer, quand ils ont 12 ou 13 ans, pour leur faire gagner leur vie. Dans les campagnes, ils ne fréquentent que pendant 4 ou 5 mois d'hiver, on les occupe le reste du temps à de menus travaux et à mener paître les troupeaux. Il y a donc un effort sérieux à tenter pour améliorer tout d'abord d'une façon efficace la fréquentation scolaire. Pendant que nous demandons ces simples réformes, les démocrates qui veulent former des autorités pour gouverner le troupeau des producteurs, réclament l'enseignement intégral et la gratuité de l'enseignement secondaire ; « ils pensent que la France sera cent fois

plus heureuse et plus forte quand elle aura un plus grand nombre de candidats électifs, capables d'éblouir les ouvriers par leur faconde. » (G. Sorel, p. 196).

Il y a d'autres réformes à réaliser : instaurer une philosophie plus rationnelle, qui évolue et se transforme au lieu de se présenter comme immuable et parfaite, avec une morale non point laïque, mais sociale et humaine, qui ne soit pas celle seulement d'une minorité de dirigeants, mais de la grande majorité des producteurs. Alors toutes les entités mensongères, les dogmes religieux, patriotiques, sociaux auront vécu et la moralité du peuple ne sera plus seulement superficielle et vaine, mais profonde et sûre.

M. Payot ne pouvait dire tout cela; il eût été amené à proclamer la faillite de la morale laïque qui est certaine, et à discuter l'autorité de la philosophie officielle : on ne lui eût pas pardonné une telle hérésie.

V

On peut dès maintenant établir un projet d'ensemble pour la poursuite des réformes indispensables pour adapter l'enseignement populaire aux nécessités de la vie concrète et à la philosophie évolutrice et impartiale :

1° Il faut donner plus d'autonomie aux pouvoirs locaux et aux éducateurs ;

3° Intéresser les institutions sociales, en particulier les syndicats, les bourses du travail, les chambres de commerce au développement rationnel de l'éducation populaire ;

4° Rendre l'enseignement plus concret et le soustraire à l'influence de la minorité oisive et dirigeante ;

5° Améliorer le système de scolarité en rendant la fréquentation obligatoire et en prolongeant le temps de scolarité ;

6° Neutraliser l'influence de l'Etat en ne lui laissant qu'un simple pouvoir administratif. « Il n'y aurait rien de plus efficace, dit G. Sorel, que de supprimer dans l'enseignement tout ce qui tend à augmenter la force du pouvoir central. Marx avait bien raison quand, en 1875, il signalait l'opportunité de créer, avec l'aide purement financière du trésor public, des écoles soustraites à la fois aux influences de l'Etat et de l'Eglise. » (1)

(1) De l'Eglise et de l'Etat (fragments : *Edition des Cahiers de la Quinzaine* p. 65-66).

Il serait temps d'utiliser véritablement pour l'affranchissement de la classe ouvrière et paysanne toutes les forces dont on dispose : l'école en portant sur toutes choses des lumières nécessaires contribuerait beaucoup à cela, à condition qu'elle oublie son verbalisme traditionnel, qui crée des esclaves, et qu'elle s'attache aux réalités, à cette observation minutieuse des faits et de leurs rapports qui fait naître le désir de la liberté.

M.-T. Laurin.

Lettre à M. Daniel Halévy [1]

Mon cher éditeur,

Lorsque j'ai publié dans le *Mouvement Socialiste* les articles que vous voulez bien éditer aujourd'hui, je n'avais pas l'intention de composer un livre ; j'avais écrit mes réflexions au fur et à mesure qu'elles s'étaient présentées à mon esprit, mais je savais que les abonnés de la revue ne seraient pas trop embarrassés pour me suivre, parce qu'ils sont familiarisés avec les théories que développent mes amis depuis plusieurs années. Je crois bien que les lecteurs de ce livre seraient parfois un peu désorientés si je ne leur soumettais une sorte de plaidoyer pour les mettre à même de considérer les choses du point de vue qui m'est habituel. Au cours de nos conversations vous m'avez fait des remarques qui s'inséraient si bien dans le système de mes pensées qu'elles m'ont amené à approfondir quelques questions intéressantes. Je suis persuadé que les considérations que je vous soumets ici et que vous avez provoquées, seront fort utiles à ceux qui voudront lire avec profit le volume que vous éditez.

Il y a peut-être peu d'études dans lesquelles apparaissent d'une manière plus évidente les défauts de ma manière d'écrire ; maintes fois on m'a reproché de ne pas respecter les règles de l'art, auxquelles se soumettent tous nos contemporains et de gêner ainsi mes lecteurs par le désordre de mes expositions. J'ai bien cherché à rendre le texte plus clair par de nombreuses corrections de détail, mais je n'ai pu faire disparaître le désordre. Je ne veux pas me défendre en invoquant l'exemple de grands écrivains qui ont été blâmés pour ne pas avoir su composer ; M. Chuquet parlant de J.-J. Rousseau, dit : « Il manque à ses écrits l'ensemble, l'ordonnance, cette liaison des parties qui constitue le tout ». (2) Les défauts des hommes illustres ne sauraient justi-

(1) Cette lettre servira de préface à l'édition des *Réflexions sur la violence* que va publier la librairie de « *Pages libres* ».

(2) Chuquet, *Jean-Jacques Rousseau*, p. 197.

fier les fautes des hommes obscurs et j'estime qu'il vaut mieux expliquer franchement d'où provient le vice incorrigible de mes écrits.

Les règles de l'art ne se sont imposées d'une manière vraiment impérative qu'assez récemment; les auteurs contemporains paraissent les avoir acceptées sans trop de peine parce qu'ils désirent plaire à un public pressé, souvent fort distrait et parfois désireux avant tout de s'éviter toute recherche personnelle. Ces règles ont d'abord été appliquées par les fabricants de livres scolaires : depuis qu'on a voulu faire absorber aux élèves une somme énorme de connaissances, il a fallu mettre entre leurs mains des manuels appropriés à cette instruction extra-rapide ; tout a dû être exposé sous une forme si claire, si bien enchaînée, et si propre à écarter le doute que le débutant en arrive à croire que la science est chose beaucoup plus simple que ne pensaient nos pères ; il semble que ce soient les collèges de jésuites qui aient devancé l'Université dans cette voie. L'esprit se trouve meublé très richement en peu de temps, mais il n'est point pourvu d'un outillage propre à faciliter le travail personnel. Ces procédés ont été imités par les vulgarisateurs et les publicistes politiques ; en les voyant si largement appliqués, les gens qui réfléchissent peu ont fini par supposer qu'ils étaient fondés sur la nature même des choses.

Je ne suis ni professeur, ni vulgarisateur, ni aspirant chef de parti, je suis un autodidacte qui soumet à quelques personnes les cahiers qui ont servi pour sa propre instruction. C'est pourquoi les règles de l'art ne m'ont jamais beaucoup intéressé.

Pendant vingt ans j'ai travaillé à me délivrer de ce que j'avais retenu de mon éducation ; j'ai promené ma curiosité à travers les livres, moins pour apprendre que pour nettoyer ma mémoire des idées qu'on lui avait imposées. Depuis une quinzaine d'années je travaille vraiment à apprendre, mais je n'ai point trouvé de gens pour m'enseigner ce que je voulais savoir ; il m'a fallu être mon propre maître et, en quelque sorte, faire la classe pour moi-même. Je me dicte des cahiers dans lesquels je formule mes pensées comme elles me viennent ; je reviens trois ou quatre fois sur la même question, avec des rédactions qui s'allongent et parfois même se transforment de fond en comble ; je m'arrête quand j'ai épuisé la réserve des remarques suscitées par de récentes lectures. Ce travail me donne énormément de peine ; c'est pourquoi j'aime assez à prendre pour sujet la discussion d'un livre écrit par un bon auteur : je m'oriente alors plus facilement que dans le cas où je suis abandonné à mes seules forces.

Vous vous rappelez ce que M. Bergson a écrit sur l'impersonnel,

le socialisé, le *tout fait*, qui contient un enseignement adressé à des élèves qui ont besoin d'acquérir des connaissances pour la vie pratique. L'élève a d'autant plus de confiance dans les formules qu'on lui transmet et il les retient par suite d'autant plus facilement qu'elles sont acceptées par la grande majorité ; on écarte de son esprit toute préoccupation métaphysique et on l'habitue à ne point désirer une conception personnelle des choses ; souvent il en vient à regarder comme une supériorité l'absence de tout esprit inventif.

Ma manière de travailler est tout opposée à celle-là ; car je soumets à mes lecteurs l'effort d'une pensée qui cherche à échapper à la contrainte de ce qui a été antérieurement construit pour tout le monde et qui veut trouver du personnel. Il ne me semble vraiment intéressant de ne noter sur mes cahiers que ce que je n'ai pas rencontré ailleurs, et je saute volontiers par dessus les transitions parce qu'elles rentrent toujours dans la catégorie des lieux communs.

La communication de la pensée est toujours fort difficile pour celui qui a de fortes préoccupations métaphysiques ; il croit que le discours gâterait les parties les plus profondes de sa pensée, celles qui sont très près du moteur, celles qui lui paraissent d'autant plus naturelles qu'il ne cherche jamais à les exprimer. Le lecteur a beaucoup de peine à saisir la pensée de l'inventeur, parce qu'il ne peut y parvenir qu'en retrouvant la voie parcourue par celui-ci. La communication verbale est beaucoup plus facile que la communication écrite, parce que la parole agit sur les sentiments d'une manière mystérieuse et établit facilement une union sympathique entre les personnes ; c'est ainsi qu'un orateur peut convaincre par des arguments qui semblent d'une intelligence difficile à celui qui lit plus tard le discours. Vous savez combien il est utile d'avoir entendu M. Bergson pour bien connaître le fond même de sa doctrine et bien comprendre ses livres ; quand on a l'habitude de suivre ses cours, on se familiarise avec l'ordre de ses pensées et on se retrouve plus facilement au milieu des nouveautés de sa philosophie.

Les défauts de ma manière me condamnent à ne jamais avoir accès auprès du grand public ; mais j'estime qu'il faut savoir nous contenter de la place que la nature et les circonstances ont attribuée à chacun de nous, sans vouloir forcer notre talent. Il y a une division nécessaire de fonctions dans le monde ; il est bon que quelques-uns se plaisent à travailler pour soumettre leurs réflexions à quelques méditatifs, tandis que d'autres aiment à s'adresser à la grosse masse des gens pressés. Somme toute, je ne trouve pas que mon lot soit le plus mau-

vais ; car je ne suis pas exposé à devenir mon propre disciple, comme cela arrive au plus grand nombre des philosophes lorsqu'ils se condamnent à donner une forme parfaitement régulière aux inventions qu'ils ont apportées au monde. Vous n'avez pas oublié certainement avec quel souriant dédain M. Bergson a parlé de cette déchéance de la pensée. Je suis si peu capable de devenir mon propre disciple que je suis hors d'état de reprendre un ancien travail pour lui donner une meilleure exposition, tout en le complétant ; il m'est assez facile d'y apporter des corrections et de l'annoter ; mais j'ai vainement essayé, plusieurs fois, de penser à nouveau le passé.

Je suis, à plus forte raison, condamné à ne jamais être un homme d'école ; mais est-ce vraiment un grand malheur ? Les disciples ont, presque toujours, exercé une influence néfaste sur la pensée de celui qu'ils appelaient leur maître et qui se croyait souvent obligé de les suivre. Il ne me paraît pas douteux que ce fut pour Marx un grand malheur d'avoir été transformé en chef de secte par de jeunes enthousiastes ; il eût produit beaucoup plus de choses utiles s'il n'avait été l'esclave des marxistes

Mon ambition serait de pouvoir éveiller parfois des vocations ; il y a probablement dans l'âme de tout homme un foyer métaphysique qui demeure caché sous la cendre et qui est d'autant plus menacé de s'éteindre que l'esprit a reçu aveuglément une plus grande mesure de doctrines toutes faites ; l'évocateur est celui qui secoue ces cendres et qui fait jaillir la flamme. Je ne crois pas me vanter sans raison en disant que j'ai quelquefois réussi à provoquer l'esprit d'invention chez des lecteurs ; or, c'est l'esprit d'invention qu'il faudrait surtout susciter dans le monde. Obtenir ce résultat vaut mieux que recueillir les applaudissements vulgaires de gens qui répètent des formules ou qui asservissent leur pensée dans des disputes d'école.

I

Mes *Réflexions sur la violence* ont choqué beaucoup de personnes à cause de la conception pessimiste sur laquelle repose toute cette étude ; mais je sais aussi que vous n'avez point partagé cette impression ; vous avez brillamment prouvé dans votre *Histoire de quatre ans*, que vous méprisez les espoirs décevants dans lesquels se complaisent les âmes faibles. Nous pouvons donc nous entretenir librement du pessimisme et je suis heureux de trouver en vous un lecteur qui ne soit pas rebelle à cette doctrine sans laquelle rien de très haut

ne s'est fait dans le monde. J'ai eu, il y a longtemps déjà, le sentiment que si la philosophie grecque n'a pas produit de grands résultats moraux, c'est qu'elle était généralement fort optimiste. Socrate l'était même à un degré agaçant.

L'aversion de nos contemporains pour toute idée pessimiste provient, sans doute, en bonne partie, de notre éducation. Les jésuites qui ont créé presque tout ce que l'Université enseigne encore aujourd'hui, étaient optimistes parce qu'ils avaient à combattre le pessimisme qui dominait les théories protestantes, et parce qu'ils vulgarisaient les idées de la Renaissance ; celle-ci interprétait l'antiquité au moyen des philosophes et elle avait ainsi mal compris les chefs-d'œuvre de l'art tragique, au point que nos contemporains ont eu beaucoup de peine pour en retrouver la signification profondément pessimiste. (1)

Au commencement du XIX^e^ siècle, il y eut un concert de gémissements qui a fort contribué à rendre le pessimisme odieux. Des poètes, qui vraiment n'étaient pas toujours fort à plaindre, se prétendirent victimes de la méchanceté humaine, de la fatalité ou encore de la stupidité d'un monde qui ne parvenait pas à les distraire ; ils se donnèrent volontiers les allures de Prométhées appelés à détrôner des dieux jaloux ; semblables au Nemrod terrible qui lançait des flèches contre le ciel d'où elles retombaient ensanglantées, ils s'imaginaient que leurs vers devaient blesser à mort les puissances établies qui osaient ne pas s'humilier devant eux ; jamais les prophètes juifs n'avaient rêvé tant de destructions pour venger leur Iahvé que ces gens de lettres n'en rêvèrent pour satisfaire leur amour-propre. Quand cette mode des imprécations fut passée, les hommes sensés en vinrent à se demander si tout cet étalage de prétendu pessimisme n'avait pas été le résultat d'un certain déséquilibre mental.

Les immenses succès obtenus par la civilisation matérielle ont fait croire que le bonheur se produirait tout seul, pour tout le monde, dans un avenir assez prochain. « Le siècle présent, écrivait Hartmann il y a près de quarante ans, ne fait qu'entrer dans la troisième période

(1) « La tristesse, qui est répandue comme un *pressentiment* sur tous les chefs-d'œuvre de l'art grec, en dépit de la vie dont ils semblent déborder, [témoigne] que les individus de génie, même dans cette période, étaient en état de pénétrer les illusions de la vie, auxquelles le génie de leur temps s'abandonnait sans éprouver le besoin de les contrôler » (Hartmann, *Philosophie de l'Inconscient*, trad. franç., tome II, p. 406). J'appelle l'attention sur cette conception qui voit dans le génie des grands Hellènes une anticipation historique ; il n'y a pas de doctrine plus importante pour l'intelligence de l'histoire que celle des anticipations, dont Newman a fait un grand usage dans ses recherches sur l'histoire des dogmes.

de l'illusion. Dans l'enthousiasme et l'enchantement de ses espérances, il se précipite à la réalisation des promesses d'un nouvel âge d'or. La Providence ne permet pas que les prévisions du penseur isolé troublent la marche de l'histoire par une action prématurée sur un trop grand nombre d'esprits. » Aussi pensait-il que ses lecteurs auraient quelque peine à accepter sa critique de l'illusion du bonheur futur. Les maîtres du monde contemporain sont poussés, par les forces économiques, dans la voie de l'optimisme. (1)

Nous sommes ainsi tellement mal préparés à comprendre le pessimisme que nous employons, le plus souvent, le mot tout de travers ; nous nommons bien à tort pessimistes des optimistes désabusés. Lorsque nous rencontrons un homme qui, ayant été malheureux dans ses entreprises, déçu dans ses ambitions les plus justifiées, humilié dans ses amours, exprime ses douleurs sous la forme d'une révolte violente contre la mauvaise foi de ses associés, la sottise sociale ou l'aveuglement de la destinée, nous sommes disposés à le regarder comme un pessimiste, tandis qu'il faut, presque toujours, voir en lui un optimiste écœuré, qui n'a pas eu le courage de changer l'orientation de sa pensée et qui ne peut s'expliquer pourquoi tant de malheurs lui arrivent contrairement à l'ordre général qui règle la genèse du bonheur.

L'optimiste est un homme dangereux, parce qu'il ne se rend pas compte des grandes difficultés que présentent ses projets ; ceux-ci lui semblent d'autant plus exécutables qu'ils sont destinés, dans son esprit, à produire plus d'heureux. Il lui paraît que de petites réformes apportées dans la constitution politique et surtout dans le personnel gouvernemental suffiraient, le plus souvent, pour atténuer ce que le monde contemporain offre d'affreux au gré des âmes sensibles. Dès que ses amis sont au pouvoir, il déclare qu'il faut laisser aller les choses, ne pas trop se hâter et savoir se contenter de ce que leur suggère leur bonne volonté ; ce n'est pas toujours l'intérêt qui lui dicte ses paroles de satisfaction, comme on l'a cru bien des fois ; l'intérêt est fortement aidé par l'amour-propre et par les illusions de l'optimisme. L'optimiste passe ainsi, avec une remarquable facilité, de la colère révolutionnaire au pacificisme social le plus naïf.

Si, par malheur, il se trouve armé d'un grand pouvoir politique, lui permettant de réaliser un idéal qu'il s'est forgé, l'optimiste peut conduire son pays aux pires catastrophes ; il ne tarde pas à reconnaître,

(1) Hartmann, *op. cit.* p. 462.

en effet, que les transformations sociales ne se réalisent point avec la facilité qu'il avait escomptée ; il s'en prend de ses déboires à ses contemporains, au lieu d'expliquer la marche des choses par les nécessités historiques ; il est tenté de faire disparaître les gens dont la mauvaise volonté lui semble dangereuse pour le bonheur de tous. Pendant la Terreur, les hommes qui versèrent le plus de sang, furent ceux qui avaient le plus vif désir de faire jouir leurs semblables de l'âge d'or qu'ils avaient rêvé et qui avaient le plus de sympathie pour les misères humaines : optimistes, idéalistes et sensibles, ils se montraient d'autant plus inexorables qu'ils avaient une plus grande soif du bonheur universel.

Le pessimisme est tout autre chose que les caricatures qu'on en présente le plus souvent ; c'est une métaphysique des mœurs bien plutôt qu'une théorie du monde ; c'est une conception d'une marche vers la délivrance étroitement liée à la connaissance expérimentale que nous avons acquise des obstacles qui s'opposent à la satisfaction de nos imaginations (ou, si l'on veut, liée au sentiment d'un déterminisme social) — et à la conviction profonde de notre faiblesse naturelle. Il ne faut jamais séparer ces trois aspects du pessimisme bien que dans l'usage on ne tienne guère compte de leur étroite liaison.

1° Le nom de pessimisme provient de ce que les historiens de la littérature ont été très frappés des plaintes que les grands poètes antiques ont fait entendre au sujet des misères qui menacent constamment l'homme. Il y a peu de personnes devant lesquelles une bonne chance ne se soit pas présentée au moins une fois ; mais nous sommes entourés de forces malfaisantes qui sont toujours prêtes à sortir d'une embuscade pour se précipiter sur nous et nous terrasser ; de là naissent des souffrances très réelles qui provoquent la sympathie de presque tous les hommes, même de ceux qui ont été favorablement traités par la fortune ; aussi la littérature triste a-t-elle eu des succès à travers presque toute l'histoire (1) Mais on n'aurait qu'une idée très imparfaite du pessimisme en le considérant dans ce genre de productions littéraires ; en général, pour apprécier une doctrine, il ne faut pas l'étudier d'une manière abstraite, ni même chez des personnages isolés ; il faut chercher comment elle s'est manifestée dans des groupes historiques: c'est ainsi qu'on est amené à ajouter les deux éléments dont il a été question plus haut.

(1) Les plaintes que firent entendre les prétendus désespérés au début du XIX^e^ siècle, durent en partie leur succès aux analogies de forme qu'elles présentent avec la véritable littérature pessimiste.

2° Le pessimiste regarde l'ensemble des conditions sociales comme formant un système fortement lié, dont il faut subir la nécessité, telle qu'elle est donnée en bloc, et qui ne saurait disparaître que par une catastrophe l'entraînant tout entier. Il serait donc absurde, quand on admet cette théorie, de faire supporter la responsabilité des maux dont souffre la société, à quelques hommes néfastes; le pessimiste n'a point les folies sanguinaires de l'optimiste affolé par les résistances imprévues que rencontrent ses projets ; il ne songe point à faire le bonheur des générations futures en égorgeant les égoïstes actuels.

3° Ce qu'il y a de plus profond dans le pessimisme, c'est la manière de concevoir la marche vers la délivrance. L'homme n'irait pas loin dans l'examen des lois de sa misère et de la fatalité, qui choquent tellement la naïveté de notre orgueil, s'il n'avait l'espérance de venir à bout de ces tyrannies par un effort qu'il tentera avec tout un groupe de compagnons. Les chrétiens n'eussent pas tant raisonné sur le péché originel s'ils n'avaient senti la nécessité de justifier la délivrance (qui résultait de la mort de Jésus) en supposant que ce sacrifice avait été rendu nécessaire par un crime effroyable imputable à l'humanité. Si les Occidentaux furent beaucoup plus occupés du péché originel que les Orientaux, cela ne tient pas seulement, comme le pensait Taine, à l'influence du droit romain (1), mais aussi à ce que les Latins, ayant de la majesté impériale un sentiment plus élevé que les Grecs, regardaient le sacrifice du Christ, fils de Dieu, comme ayant réalisé une délivrance extraordinairement merveilleuse; de là découlait la nécessité d'approfondir le mystère de la misère humaine.

Il me semble que l'optimisme des philosophes grecs dépend, en grande partie, de raisons économiques ; il a dû naître dans des populations urbaines, commerçantes et riches, qui pouvaient regarder le monde comme un immense magasin rempli de choses excellentes, sur lesquelles leur convoitise avait la faculté de se satisfaire. J'imagine que le pessimisme grec provient de tribus pauvres, guerrières et montagnardes, qui avaient un énorme orgueil aristocratique, mais dont la situation économique était fort médiocre ; leurs poètes les enchantaient en leur vantant les ancêtres et leur faisaient espérer des expéditions triomphales conduites par des héros surhumains ; ils leur expliquaient la misère actuelle en racontant les catastrophes dans lesquelles avaient succombé d'anciens chefs presque divins par suite de la jalousie des dieux et de la fatalité ; le courage des guerriers

(1) Taine. *Le Régime moderne*, tome II, p. 121-122.

pouvait demeurer momentanément impuissant, mais il ne devait pas toujours l'être ; il fallait demeurer fidèle aux vieilles mœurs pour se tenir prêt à de grandes expéditions victorieuses qui pouvaient être très prochaines.

Très souvent on a fait de l'ascétisme oriental la manifestation la plus remarquable du pessimisme ; mais Hartmann a raison quand il le regarde comme ayant seulement la valeur d'une anticipation, dont l'utilité serait de rappeler aux hommes ce qu'ont d'illusoire les biens vulgaires; il a tort cependant lorsqu'il dit que l'ascétisme rappelle aux hommes « le terme auquel devaient aboutir leurs efforts, qui est l'annulation du vouloir » ; (1) car la délivrance a été tout autre chose que cela au cours de l'histoire.

Avec le christianisme primitif nous trouvons un pessimisme pleinement développé et complètement armé : l'homme a été condamné dès sa naissance pour l'esclavage ; — Satan est le prince du monde ;— le chrétien, déjà régénéré par le baptême, peut se rendre capable d'obtenir la vie éternelle par l'Eucharistie ; il attend le retour glorieux du Christ qui brisera la fatalité satanique et appellera ses compagnons de lutte dans la Jérusalem céleste. Toute cette vie chrétienne fut dominée par la nécessité de faire partie de l'armée sainte, constamment exposée aux escarmouches des suppôts de Satan ; cette conception suscita beaucoup d'actes héroïques, engendra une courageuse propagande et produisit un grand progrès moral. La délivrance n'eut pas lieu ; mais nous savons par d'innombrables témoignages ce que peut produire de grand la marche à la délivrance.

Le calvinisme du XVI^e^ siècle nous offre un spectacle qui est peut-être encore plus instructif ; mais il faut bien faire attention à ne pas le confondre, comme font beaucoup d'auteurs, avec le protestantisme contemporain ; ces deux doctrines sont placées aux antipodes l'une de l'autre ; je ne puis comprendre que Hartmann dise que le protestantisme « est une station de relâche dans la traversée du christianisme authentique » et qu'il fait alliance avec la renaissance du paganisme antique (2) ; ces appréciations s'appliquent seulement au pro-

(1) Hartmann, *loc. cit.*, p. 492. — « Le mépris du monde, associé à une vie transcendante de l'esprit, était professé dans l'Inde par l'enseignement ésotérique du boudhisme. Mais cet enseignement n'était accessible qu'à un cercle restreint d'initiés, engagés dans le célibat. Le monde extérieur n'en avait pris que la lettre qui tue, et son influence ne se manifestait que sous les formes extravagantes de la vie des solitaires et des pénitents » (p. 439).

(2) Hartmann, *La religion de l'avenir*, trad. franç., p. 27 et p. 21.

testantisme récent, qui a abandonné ses principes propres pour adopter ceux de la Renaissance. Jamais le pessimisme, qui n'entrait nullement dans le courant des idées de la Renaissance (1), n'avait été affirmé avec autant de force qu'il le fut par les Réformés. Les dogmes du péché et de la prédestination furent poussés jusqu'à leurs conséquences les plus extrêmes ; ils correspondent aux deux premiers aspects du pessimisme que nous avons examinés, à la misère de l'espèce humaine et au déterminisme social. Quant à la délivrance, elle fut conçue sous une forme bien différente de celle que lui avait donnée le christianisme primitif ; les protestants s'organisèrent militairement partout où cela leur était possible ; ils faisaient des expéditions en pays catholiques, expulsant les prêtres, introduisant le culte réformé et promulguant des lois de proscription contre les papistes. On n'empruntait plus aux apocalypses l'idée d'une grande cacastrophe finale dans laquelle les campagnons du Christ ne seraient que des spectateurs, après s'être longtemps défendus contre les attaques sataniques ; les protestants, nourris de la lecture de l'Ancien Testament, voulaient imiter les exploits des anciens conquérants de la Terre Sainte ; ils prenaient donc l'offensive et voulaient établir le royaume de Dieu par la force. Dans chaque localité conquise, les calvinistes réalisaient une véritable révolution catastrophique, changeant tout de fond en comble.

Le calvinisme a été finalement vaincu par la Renaissance ; il était plein de préoccupations théologiques empruntées aux traditions médiévales et il arriva un jour où il eut peur de passer pour être demeuré trop arriéré ; il voulut être au niveau de la culture moderne et il a fini par devenir simplement un christianisme relâché (2). Aujourd'hui fort peu de personnes se doutent de ce que les réformateurs du XVI^e siècle entendaient par libre-examen ; les protestants appliquent à la Bible les procédés que les philologues appliquent à n'importe quel texte profane ; l'exégèse de Calvin a fait place à la critique des humanistes.

L'annaliste qui se contente d'enregistrer des faits, sera tenté de regarder la Réforme comme un rêve ou comme une erreur ; mais le

(1) « A cette époque commença le conflit entre l'amour païen de la vie et le mépris, la fuite du monde, qui caractérisaient le christianisme. » (Hartmann, *op. cit.*, p. 126). Cette conception païenne se trouve dans le protestantisme libéral, et c'est pourquoi Hartmann le considère avec raison, comme irreligieux ; mais les hommes du XVI^e siècle voyaient les choses sous un autre aspect.

(2) Si le socialisme périt, ce sera évidemment de la même manière, pour avoir eu peur de sa barbarie.

véritable historien considère les choses à un autre point de vue ; lorsqu'il veut savoir quelle a été l'influence de l'esprit calviniste sur la morale, le droit ou la littérature, il est toujours ramené à examiner comment la pensée des anciens protestants était sous l'influence de la marche vers la délivrance. L'expérience de cette grande époque montre fort bien que l'homme de cœur trouve, dans le sentiment de lutte qui accompagne cette volonté de délivrance, une satisfaction suffisante pour entretenir son ardeur. Je crois donc qu'on pourrait tirer de cette histoire de belles illustrations en faveur de cette idée que vous exprimiez un jour : que la légende du Juif-Errant est le symbole des hautes aspirations de l'humanité, condamnée à toujours marcher sans connaître de repos.

II

Mes thèses ont choqué les personnes qui sont encore, de quelque manière, sous l'influence des idées que notre éducation nous a transmises au sujet du droit naturel ; et il y a peu de lettrés qui aient pu s'affranchir de ces idées. Il y a ceci de remarquable à mettre en lumière : si la philosophie du droit naturel s'accorde parfaitement avec la force (en entendant ce mot au sens spécial que je lui ai donné au chapitre V, § 4), elle ne peut se concilier avec mes conceptions sur le rôle historique de la violence. Les doctrines scolaires sur le droit naturel s'épuiseraient sur une simple tautologie : le juste est bon et l'injuste est mauvais, si on n'avait pas toujours admis implicitement que le juste s'adapte aux actions qui se produisent automatiquement dans le monde : c'est ainsi que les économistes contemporains ont longtemps soutenu que les relations créées sous le régime de la concurrence dans le régime capitaliste sont parfaitement justes, comme résultant du *cours naturel* des choses ; les utopistes ont toujours prétendu que le monde présent n'était *pas assez naturel* et ont voulu donner un tableau d'une société mieux réglée automatiquement et partant plus juste.

Je ne saurais résister au plaisir de me reporter à quelques *Pensées* de Pascal, qui embarrassèrent terriblement ses contemporains et qui n'ont été bien comprises que de nos jours. Pascal eut beaucoup de peine à s'affranchir des idées qu'il avait trouvées chez les philosophes sur le droit naturel ; il les abandonna parce qu'il ne les trouva pas suffisamment pénétrées de christianisme : « J'ai passé longtemps de ma vie, dit-il, en croyant qu'il y avait une justice ; et en cela je ne

me trompais pas ; car il *y en a selon que Dieu nous l'a voulu révéler.* Mais je ne le prenais pas ainsi, et c'est en quoi je me trompais ; car je croyais que notre justice était essentiellement juste et que j'avais de quoi la connaître et en juger ». (fragment 375 de l'édition Brunschwicg) ; — « Il y a sans doute des lois naturelles ; mais cette belle raison corrompue (1) a tout corrompu (fragment 294) ; — « *Veri juris.* Nous n'en avons plus » (fragment 297).

L'observation va d'ailleurs montrer à Pascal l'absurdité de la théorie du droit naturel ; si cette théorie était exacte, on trouverait quelques lois universellement admises ; mais des actions que nous regardons comme des crimes, ont été regardées autrefois comme vertueuses : « Trois degrés d'élévation du pôle renversent toute la jurisprudence, un méridien décide de la vérité ; en peu d'années de possession, les lois fondamentales changent ; le droit a ses époques, l'entrée de Saturne au Lion nous marque l'origine d'un tel crime. Plaisante justice qu'une rivière borne ! Vérité au deça des Pyrénées, erreur au-delà.. Il faut, dit-on, recourir aux lois fondamentales et primitives de l'Etat qu'une coutume injuste a abolies. C'est un jeu sûr pour tout perdre ; rien ne sera juste à cette balance. » (fragment 294. Cf. fragment 275).

Dans cette impossibilité où nous sommes de pouvoir raisonner sur le juste, nous devons nous en rapporter à la coutume et Pascal revient souvent sur cette règle (fragments 294, 297, 299, 309, 312). Il va plus loin encore et il montre comment le juste est pratiquement dépendant de la force : « La justice est sujette à dispute, la force est très reconnaissable et sans dispute. Ainsi on n'a pu donner la force à la justice, parce que la force a contredit la justice et a dit que c'était elle qui était juste. Et ainsi ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste. » (fragment 298, Cf. fragments 302, 303, 306, 307, 311).

Cette critique du droit naturel n'a point la parfaite clarté que nous pourrions lui donner aujourd'hui, parce que nous savons que c'est dans l'économie qu'il faut aller chercher le type de la force arrivée à un régime automatique et pouvant s'identifier naturellement avec le droit, tandis que Pascal confond dans un même genre toutes les manifestations de la force. (2)

---

(1) Il me semble que les éditeurs de 1670 durent être effrayés du calvinisme de Pascal ; je suis étonné que Sainte-Beuve se soit borné à dire qu'il « y avait dans le christianisme de Pascal quelque chose qui les dépassait, et que Pascal avait encore plus besoin d'être chrétien qu'eux ». (*Port-Royal*, tome III, p. 383).

(2) Cf. ce que je dis sur la force au chapitre V. § 4.

Les changements que le droit subit au cours des temps, avaient vivement frappé Pascal et ils continuent d'embarrasser fort les philosophes ; un système social bien coordonné est détruit par une révolution et fait place à un autre système que l'on trouve également parfaitement raisonnable ; et ce qui était juste autrefois est devenu injuste. On n'a pas ménagé les sophismes pour prouver que la force avait été mise au service de la justice durant les révolutions ; maintes fois on a démontré que ces arguments sont absurdes ; mais le public ne peut se résoudre à les abandonner, tant il est habitué à croire au droit naturel !

Il n'y a pas jusqu'à la guerre qu'on n'ait voulu faire descendre sur le plan du droit naturel : on l'a assimilée à un procès dans lequel un peuple revendiquerait un droit méconnu par un voisin malfaisant. Nos pères admettaient volontiers que Dieu tranchait le différend, au cours des batailles, en faveur de celui qui avait raison ; le vaincu devait être traité comme le serait un mauvais plaideur ; il devait payer les frais de la guerre et donner des garanties au vainqueur pour que celui-ci pût jouir en paix de ses droits restaurés. Aujourd'hui il ne manque pas de gens pour proposer de soumettre les conflits internationaux à des tribunaux d'arbitrage ; ce serait une laïcisation de l'ancienne mythologie (1).

Les partisans du droit naturel ne sont pas des adversaires irréductibles des luttes civiles ni surtout des manifestations tumultueuses; on l'a vu suffisamment au cours de l'affaire Dreyfus. Quand la force publique est entre les mains de leurs adversaires, ils admettent assez volontiers qu'elle est employée à violer la justice et alors ils prouvent qu'on peut sortir de la légalité pour rentrer dans le droit (selon une formule des bonapartistes) ; ils cherchent à intimider, tout au moins, le gouvernement lorsqu'ils ne peuvent songer à le renverser. Mais quand ils combattent ainsi les détenteurs de la force publique, ils ne désirent nullement supprimer celle-ci ; car ils ont le désir de l'utiliser à leur profit quelque jour ; toutes les perturbations révolutionnaires du XIX^e^ siècle se sont terminées par un renforcement de l'Etat

La violence prolétarienne change l'aspect de tous les conflits au cours desquels on l'observe ; car elle nie la force bourgeoise et prétend supprimer l'Etat qui en forme le noyau central. Dans de telles conditions il n'y a plus aucun moyen de raisonner sur le droit naturel qui s'évanouit dans une tautologie ; c'est pourquoi nos socialistes parle-

(1) Je ne puis arriver à trouver l'idée de l'arbitrage international dans le fragment 296 de Pascal où quelques personnes le découvrent.

mentaires, qui sont des enfants de la bourgeoisie et qui ne savent rien en dehors de l'idéologie de l'Etat, sont tout désorientés quand ils sont en présence de la violence prolétarienne ; ils ne peuvent lui appliquer les lieux communs qui leur servent d'ordinaire à parler de la force, et ils voient avec effroi des mouvements qui pourraient aboutir à ruiner les institutions dont ils vivent ; avec le syndicalisme révolutionnaire plus de discours à placer sur le droit naturel et plus de régime parlementaire à l'usage des Intellectuels ; – c'est l'abomination de la désolation! Aussi ne faut-il pas s'étonner s'ils parlent de la violence avec la colère la plus sincère.

Déposant le 5 juin 1897 devant la Cour d'Assises de la Seine dans le procès Bousquet-Lévy, Jaurès aurait dit : « Je n'ai pas la superstition de la légalité. Elle a eu tant de faiblesses! mais je conseille toujours aux ouvriers de recourir aux moyens légaux ; car *la violence est un signe de faiblesse passagère* ». On trouve ici un souvenir très évident de l'affaire Dreyfus : Jaurès se rappelle que ses amis durent recourir à des manifestations révolutionnaires et on comprend qu'il n'ait pas gardé de cette affaire un très grand respect pour la légalité, qui peut se trouver en conflit avec le droit. Il assimile la situation des syndicalistes à celle où furent les dreyfusards ; ils sont momentanément faibles, mais ils sont destinés à disposer quelque jour de la force publique ; ils seraient donc bien imprudents s'ils détruisaient par la violence une force qui est appelée à devenir la leur. Peut-être lui est-il arrivé parfois de regretter que l'agitation dreyfusarde ait ébranlé l'Etat, comme Gambetta regrettait que l'administration eût perdu son ancien prestige et sa discipline.

L'un des plus élégants ministres de la République (1) s'est fait une spécialité des sentences solennelles prononcées contre les partisans de la violence : Viviani enchante les députés, les sénateurs et les employés convoqués pour admirer son Excellence au cours de ses tournées, en leur racontant que la violence est la caricature ou encore la fille déchue de la force. Après s'être vanté d'avoir travaillé à éteindre les lampions célestes par un geste magnifique, il se donne les allures d'un toréador qui va tuer le taureau furieux. Si j'avais

(1) Le *Petit Parisien*, que l'on a toujours plaisir à citer comme le moniteur de la niaiserie démocratique, nous apprend qu'aujourd'hui « cette définition dédaigneuse de l'élégant et de l'*immoral* M. de Morny : Les républicains sont des gens qui s'habillent mal, semble tout à fait dénuée de fondement ». J'emprunte cette philosophique observation à l'enthousiaste compte-rendu du mariage de Clémentel (22 octobre 1905). Ce journal m'a accusé de donner aux ouvriers des conseils d'*apache* (7 avril 1907).

plus de vanité littéraire que je n'en ai, j'aimerais à me figurer que ce beau socialiste a pensé à moi quand il a dit, le 16 novembre 1906, au Sénat qu'il « ne faut pas confondre un *énergumène* avec un parti et une *affirmation téméraire* avec un corps de doctrine ». Après le plaisir d'être apprécié par les gens intelligents, il n'y en a pas de plus grand que celui de n'être pas compris par les gens qui ne savent exprimer qu'en charabia ce qui leur tient lieu de pensée ; — mais j'ai tout lieu de supposer que dans le brillant entourage de ce *bonisseur* (1), il n'y a personne ayant entendu parler du *Mouvement Socialiste*. Que l'on fasse une insurrection lorsqu'on se sent assez solidement organisé pour conquérir l'Etat, voilà ce que comprennent les attachés du cabinet Viviani ; mais la violence prolétarienne, qui n'a point un tel but, ne saurait être qu'une folie et une caricature odieuse de la révolte. Faites tout ce que vous voudrez, mais ne cassez pas l'assiette au beurre !

III

Au cours de ces études j'avais constaté une chose qui me semblait si simple que je n'avais pas cru devoir beaucoup insister : les hommes qui participent aux grands mouvements sociaux, se représentent leur action prochaine sous forme d'images de batailles assurant le triomphe de leur cause. Je proposais de nommer *mythes* ces constructions dont la connaissance offre tant d'importance pour l'historien (2) : la grève générale des syndicalistes et la révolution catastrophique de Marx sont des mythes. J'ai donné comme exemples remarquables de mythes ceux qui furent construits par le christianisme primitif, par la Réforme, par la Révolution, par les mazziniens ; je voulais montrer qu'il ne faut pas chercher à analyser de tels systèmes d'images, comme on décompose une chose en ses éléments, qu'il faut les prendre en bloc comme des forces historiques et qu'il faut surtout se garder de comparer les faits accomplis avec les représentations qui avaient été acceptées avant l'action.

(1) Dans son discours du 16 novembre 1906, Viviani a beaucoup insisté sur son socialisme et déclaré qu'il entendait « demeurer fidèle à son idéal de ses premières années civiques ». D'après une brochure publiée en 1897 par les allemanistes sous le titre : *La vérité sur l'union socialiste*, cet idéal aurait été l'opportunisme ; en passant d'Alger à Paris, Viviani se serait transformé en socialiste et la brochure qualifie de mensonge son attitude nouvelle. Evidemment cet écrit a été rédigé par des énergumènes qui ne comprennent rien aux élégances.

(2) Dans l'*Introduction à l'économie moderne*, j'ai donné au mot *mythe* un sens plus général, qui dépend étroitement du sens étroit employé ici.

J'aurais pu donner un autre exemple qui est peut-être encore plus frappant : les catholiques ne sont jamais découragés au milieu des épreuves les plus dures, parce qu'ils se représentent l'histoire de l'Eglise comme étant une suite de batailles engagées entre Satan et la hiérarchie soutenue par le Christ. Toute difficulté nouvelle qui surgit est un épisode de cette guerre et doit finalement aboutir à la victoire du catholicisme.

Au début du XIX^e^ siècle, les persécutions révolutionnaires rajeunirent ce mythe de la lutte satanique, qui a fourni à Joseph de Maistre des pages si connues ; ce rajeunissement explique, en grande partie, la renaissance religieuse qui se produisit à cette époque. Si le catholicisme est aujourd'hui si menacé, cela tient beaucoup à ce que le mythe de l'Eglise militante a disparu presque complètement. La littérature ecclésiastique a fort contribué à le rendre ridicule ; c'est ainsi qu'en 1872 un écrivain belge recommandait de remettre en honneur les exorcismes, qui lui semblaient être un moyen efficace de combattre les révolutionnaires (1). Beaucoup de catholiques instruits sont effrayés en constatant que les idées de Joseph de Maistre ont contribué à favoriser l'ignorance du clergé, qui évitait de se tenir au courant d'une science maudite ; le mythe satanique leur semble donc dangereux, mais ils n'en comprennent pas toujours bien la portée historique. Les habitudes douces, sceptiques et surtout pacifiques de la génération actuelle ne sont pas favorables d'ailleurs à son maintien ; et les adversaires de l'Eglise proclament bien haut qu'ils ne veulent pas revenir au régime des persécutions qui pourraient rendre leur puissance ancienne aux images de guerre.

En employant le terme de mythe, je croyais avoir fait une heureuse trouvaille, parce que je refusais ainsi toute discussion avec les gens qui veulent soumettre la grève générale à une critique de détail et accumulent les objections contre sa possibilité pratique. Il paraît que j'ai eu, au contraire, une mauvaise idée, puisque les uns me disent que les mythes conviennent seulement aux sociétés primitives, tandis que d'autres s'imaginent que je donne comme moteurs au monde moderne des rêves analogues à ceux que Renan croyait utiles pour remplacer la religion (2) ; mais on a été plus loin et on a prétendu que ma théorie des mythes serait un argument d'avocat, une fausse traduction des véritables opinions des révolutionnaires, un *sophisme intellectualiste.*

(1) P. Bureau. *La crise morale des temps normaux*, p. 213.
(2) Sur ces rêves, *Mouvement Socialiste*, mai 1907, pp. 470, 471.

S'il en était ainsi, je n'aurais guère eu de chance, puisque je voulais écarter tout contrôle de la philosophie intellectualiste, qui me semble être d'une parfaite incompétence en histoire. La contradiction qui existe entre cette philosophie et la véritable intelligence de l'histoire a souvent frappé les lecteurs de Renan : celui-ci est, à tout instant, ballotté entre sa propre intuition qui fut presque toujours admirable, et une philosophie qui ne peut aborder l'histoire sans tomber dans la platitude, mais qu'il se crut obligé de respecter comme étant conforme à l'opinion scientifique de ses contemporains.

Le sacrifice que le soldat de Napoléon faisait de sa vie, pour avoir l'honneur de participer à une merveilleuse épopée, tout en se disant « qu'il serait toujours un pauvre homme » (1) ; les vertus extraordinaires dont firent preuve les Romains qui se résignèrent à une effroyable inégalité et se donnèrent tant de peine pour conquérir le monde (2) ; « la foi à la gloire [qui fut] une valeur sans pareille », créée par la Grèce et grâce à laquelle « une sélection fut faite dans la foule touffue de l'humanité, la vie eut un mobile, il y eut une récompense pour celui qui avait poursuivi le bien et le beau » (3) ; — voilà des choses que ne saurait expliquer la philosophie intellectualiste. Celle-ci conduit, au contraire, à admirer, au chapitre LI de Jérémie, « le sentiment supérieur, profondément triste avec lequel l'homme pacifique contemple les écroulements [des empires], la commisération qu'excite dans le cœur du sage le spectacle de peuples *travaillant pour le vide*, victimes de l'orgueil de quelques-uns ». La Grèce n'a pas vu cela, d'après Renan (4) et il me semble qu'il ne faut pas nous en plaindre ! D'ailleurs il louera lui-même les Romains de ne pas avoir agi en suivant les conceptions du penseur juif : « Ils travaillent pour le vide, pour le feu ; oui, sans doute ; mais voilà la vertu que l'histoire récompense (5) ».

Les religions constituent un scandale particulièrement grave pour les intellectualistes, car on ne saurait ni les regarder comme sans portée, ni les expliquer ; aussi Renan a-t-il écrit parfois à leur sujet des phrases bien étranges : « La religion est une imposture nécessaire. Les plus gros moyens de jeter de la poudre aux yeux ne peuvent être négligés avec une aussi sotte race que l'espèce humaine, née pour

(1) Renan. *Histoire du peuple d'Israël*, tome IV, p. 191.
(2) Renan. *loc. cit.*, p. 267.
(3) Renan, *loc. cit.*, pp. 199-200.
(4) Renan, *op. cit.*, tome III, pp. 458-459.
(5) Renan, *op. cit.*, tome IV, pp. 267.

l'erreur, et qui, quand elle admet la vérité, ne l'admet jamais par les bonnes raisons. Il faut bien alors lui en donner de mauvaises » (1).

Comparant Giordano Bruno qui « se laissa brûler au Champ de Flore » et Galilée qui se soumit au Saint-Office, Renan approuve le second parce que, d'après lui, le savant n'a nul besoin d'apporter, à l'appui de ses découvertes, autre chose que des raisons ; il pensait que le philosophe italien voulut compléter ses preuves insuffisantes par son sacrifice et il émet cette maxime : « On n'est martyr que pour les choses dont on n'est pas bien sûr » (2). Renan confond ici la conviction qui devait être puissante chez Bruno, avec cette certitude très particulière que l'enseignement provoquera, à la longue, au sujet des thèses que la science a reçues.

Toute cette philosophie pourrait se résumer dans cette proposition : « Les choses humaines sont sans sérieux et sans précision » ; et, en effet, pour l'intellectualiste, ce qui manque de précision doit manquer aussi de sérieux. Mais la conscience de l'historien ne saurait jamais sommeiller complètement chez Renan et il ajoute ce correctif : « Avoir vu [cela] est un grand résultat pour la philosophie ; mais, c'est une abdication de tout rôle actif. L'avenir est à ceux qui ne sont pas désabusés » (3). Il me semble que nous pouvons conclure de là que la philosophie intellectualiste est d'une incompétence radicale pour l'explication des grands mouvements historiques.

Aux catholiques ardents qui luttèrent, si longtemps avec succès, contre les traditions révolutionnaires, la philosophie intellectualiste aurait vainement cherché à démontrer que les mythes de l'Eglise militante n'étaient pas conformes aux constructions scientifiques établies par les plus savants auteurs, suivant les meilleures règles de la critique : elle n'aurait pu les persuader. Par aucune argumentation il n'eût été possible d'ébranler la foi qu'avaient ces hommes dans les promesses faites à l'Eglise et tant que cette certitude demeurait, le mythe ne pouvait être ébranlé. De même les objections que le philosophe adresse aux mythes révolutionnaires ne sauraient faire

(1) Renan, *op. cit.*, tome V, pp. 105-106.

(2) Renan, *Nouvelles études d'histoires religieuses*, p. VII. Antérieurement il avait dit, à propos des persécutions: « On meurt pour des *opinions* et non pour des *certitudes*, pour ce qu'on croit et non pour ce qu'on sait... Dès qu'il s'agit de croyances, le grand signe et la plus efficace démonstration est de mourir pour elles. » (*Eglise chrétienne*, p. 317). Cette thèse suppose que le martyre soit une sorte d'ordalie, ce qui a été vrai, pour l'époque romaine, en raison de circonstances spéciales (G. Sorel. *Système historique de Renan*, p. 335).

(3) Renan, *op. cit.*, tome III, p. 497.

impression que sur les hommes qui sont heureux de trouver un prétexte pour abandonner « tout rôle actif » et être seulement révolutionnaires en paroles.

Je comprends que le mythe de la grève générale froisse beaucoup de *gens sages* à cause de son caractère d'infinité ; le monde actuel est très porté à revenir aux opinions des anciens et à subordonner la morale à la politique, ce qui conduit à placer la vertu dans un juste milieu. Tant que le socialisme demeure une doctrine entièrement exposée en paroles, il est possible de le faire dévier vers un juste milieu ; mais cette transformation est manifestement impossible quand on introduit le mythe de la grève générale, qui comporte une révolution absolue. Mais vous savez aussi bien que moi que ce qu'il y a de meilleur dans la conscience moderne est le tourment de l'infini et vous n'êtes point du nombre de ceux qui regardent comme d'heureuses trouvailles les procédés au moyen desquels on peut tromper ses lecteurs par des mots. C'est pourquoi vous ne me condamnerez point pour avoir attaché un si grand prix à un mythe qui donne au socialisme une valeur morale si haute et une si grande loyauté. Bien des gens ne chercheraient pas dispute aux mythes si ceux-ci n'avaient des conséquences si belles.

IV

L'esprit de l'homme est ainsi fait qu'il ne sait point se contenter de constatations et qu'il veut comprendre la raison des choses ; je me demande donc s'il ne conviendrait pas de chercher à approfondir cette théorie des mythes, en utilisant les lumières que nous devons à la philosophie bergsonienne ; l'essai que je vais vous soumettre est, sans doute, bien imparfait, mais il me semble qu'il est conçu suivant la méthode qu'il faut suivre pour éclairer ce problème.

Remarquons d'abord que les moralistes ne raisonnent presque jamais sur ce qu'il y a de vraiment fondamental dans notre individu ; ils cherchent d'ordinaire à projeter nos actes accomplis sur le champ des jugements que la société a rédigés d'avance sur les divers types d'action qui sont les plus communs dans la vie contemporaine ; ils disent qu'ils déterminent ainsi des motifs ; mais ces motifs sont de la même nature que ceux dont les juristes tiennent compte dans le droit criminel : ce sont des appréciations sociales relatives à des faits connus de tous. Beaucoup de philosophes, surtout dans l'antiquité, ont cru pouvoir tout rapporter à l'utilité et s'il y a une appréciation sociale,

c'est sûrement celle-là ; — les théologiens placent les fautes sur le chemin qui conduit normalement suivant l'expérience moyenne au péché mortel ; ils connaissent ainsi quel est le degré de malice que présente la concupiscence et la pénitence qu'il convient d'infliger ; — les modernes enseignent volontiers que nous jugeons notre volonté avant d'agir en comparant nos maximes à des principes généraux qui ne sont pas sans avoir une certaine analogie avec des déclarations des droits de l'homme ; et cette théorie a été très probablement inspirée par l'admiration que provoquèrent les *bill of rights* placés en tête des constitutions américaines. (1)

Nous sommes tous si fortement intéressés à savoir ce que le monde pensera de nous que nous évoquons dans notre esprit, un peu plus tôt, un peu plus tard, des considérations analogues à celles dont parlent les moralistes ; de là résulte que ceux-ci ont pu s'imaginer qu'ils avaient vraiment fait appel à l'expérience, pour découvrir ce qui existe au fond de la conscience créatrice, alors qu'ils avaient seulement regardé des actes accomplis, d'un point de vue social.

M. Bergson nous invite, au contraire, à nous occuper du dedans et de ce qui s'y passe pendant le mouvement créateur. « Il y aurait deux moi différents, dit-il, dont l'un serait comme la projection extérieure de l'autre, sa représentation spatiale et pour ainsi dire sociale. Nous atteignons le premier par une réflexion approfondie, qui nous fait saisir nos états internes, comme des êtres vivants, sans cesse en voie de formation, comme des états réfractaires à la mesure. Mais *les moments à nous nous resaisissons ainsi nous-mêmes sont rares*, et c'est pourquoi nous sommes rarement libres. La plupart du temps nous vivons extérieurement à nous-mêmes ; nous n'apercevons de notre moi que son fantôme décoloré. Nous vivons pour le monde extérieur plutôt que pour nous, nous parlons plus que nous ne pensons ; nous *sommes agis* plus que nous n'agissons nous-mêmes. Agir librement, c'est reprendre possession de soi, c'est se replacer dans la pure durée ». (2)

Pour comprendre vraiment cette psychologie, il faut se reporter

(1) La constitution de Virginie est de juin 1776. Les constitutions américaines furent connues en Europe par deux traductions françaises publiées en 1778 et 1789. Kant a publié les *Fondements de la métaphysique des mœurs* en 1785 et le *Critique de la raison pratique* en 1788. — On pourrait dire que le système utilitaire des anciens offre des analogies avec l'économie, celui des théologiens avec le droit et celui de Kant avec la politique de la démocratie théorique.

(2) Bergson. *Données immédiates de la conscience*, pp. 175-176. — Dans cette philosophie on distingue la *durée* qui s'écoule, dans laquelle se manifeste notre personne, et le *temps* mathématique suivant le cours duquel la science aligne les faits accomplis.

par la pensée à ces moments de notre existence où nous avons opté pour quelque décision grave, moments uniques dans leur genre, et qui ne se reproduisent pas plus que ne se reproduisent pour un peuple les phases disparues de son histoire » (1). Il est bien évident que nous jouissons de cette liberté surtout quand nous faisons effort pour créer en nous un homme nouveau, en vue de briser les cadres historiques qui nous enserrent. On pourrait penser tout d'abord qu'il suffirait de dire que nous sommes alors dominés par des sentiments souverains ; mais tout le monde convient aujourd'hui que le mouvement est l'essentiel de la vie affective, c'est donc en termes de mouvement qu'il convient de parler de la conscience créatrice.

Voici comment il me semble qu'il faut se représenter la psychologie profonde. On devrait abandonner l'idée que l'âme est comparable à un mobile qui se meut, d'après une loi, plus ou moins mécanique, vers divers corps donnés par la nature. Quand nous agissons, c'est que nous avons créé un monde tout artificiel, placé en avant du présent, formé de mouvements qui dépendent de nous. Ainsi notre liberté devient parfaitement intelligible. Ces constructions, embrassant tout ce qui nous intéresse, quelques philosophes ont été amenés à une théorie qui n'est pas sans surpendre quelque peu. « Notre vrai corps, dit par exemple M. Ed. Le Roy (2), c'est l'univers entier en tant que vécu par nous. Et ce que le sens commun appelle notre corps, en est seulement la région de moindre inconscience et d'activité plus libre, la partie sur laquelle nous avons directement prise et par laquelle nous pouvons agir sur le reste. » Je crois qu'il ne faut pas confondre, comme fait le subtil philosophe, ce qui est un état fugace de notre activité volontaire, avec les affirmations stables de la science.

Ces mondes artificiels disparaissent généralement de notre esprit sans laisser de souvenirs ; mais quand des masses se passionnent, alors on peut décrire un tableau, qui constitue un mythe social.

La foi à la gloire, dont Renan fait un si grand éloge, disparaît rapidement dans des rapsodies quand elle n'est pas entretenue par des mythes, qui ont beaucoup varié suivant les époques : le citoyen des républiques grecques, le légionnaire romain, le soldat des guerres de la Liberté, l'artiste de la Renaissance n'ont pas conçu la gloire en faisant appel à un même système d'images. Renan se plaint de ce que « la foi à la gloire est compromise par les *courtes vues sur l'histoire* qui tendent à

(1) Bergson, *op. cit.*, p. 181.
(2) Ed. Le Roy. *Dogme et Critique*, p. 239.

prévaloir de nos jours. « Peu de personnes, dit-il, agissent en vue de l'éternité...On veut jouir de sa gloire; on la mange en herbe; on ne la recueillera pas en gerbe après la mort » (1). Il me semble qu'il faudrait dire que les courtes vues sur l'histoire ne sont pas une cause, mais une conséquence; elles résultent de l'affaiblissement des mythes héroïques qui avaient eu une si grande popularité au début du XIX^e^ siècle ; la foi à la gloire périt et les courtes vues sur l'histoire devinrent prépondérantes, en même temps que ces mythes s'évanouissaient.

On pourrait indéfiniment parler de révoltes sans provoquer jamais aucun mouvement révolutionnaire, tant qu'il n'y a pas de mythes acceptés par les masses; c'est ce qui donne une si grande importance à la grève générale et c'est ce qui la rend si odieuse aux socialistes qui ont peur d'une révolution; ils font tous leurs efforts pour ébranler la confiance que les travailleurs ont dans leur préparation à la révolution ; et pour y parvenir, ils cherchent à ridiculiser l'idée de grève générale qui seule peut avoir une valeur motrice. Un des grands moyens qu'ils emploient, consiste à la présenter comme une utopie ; il est rare qu'il y ait des mythes parfaitement purs de tout mélange utopique ; mais il est très essentiel pour l'historien de savoir distinguer ces deux genres de constructions.

Les mythes révolutionnaires actuels sont presque purs ; ils permettent de comprendre l'activité, les sentiments et les idées des masses populaires se préparant à entrer dans une lutte décisive ; ce ne sont pas des descriptions de choses, mais des expressions de volonté. L'utopie est, au contraire, le produit d'un travail intellectuel; elle est l'œuvre des théoriciens qui, après avoir observé et discuté les faits, cherchent à établir un modèle auquel on puisse comparer les sociétés existantes pour mesurer le bien et le mal qu'elles renferment ; c'est une composition d'institutions imaginaires, mais offrant avec des institutions réelles des analogies assez grandes pour que le juriste en puisse raisonner ; c'est une construction démontable dont certains morceaux ont été taillés de manière à pouvoir passer (moyennant quelques corrections d'ajustage) dans une législation prochaine (2). — Tandis que nos mythes conduisent les hommes à se préparer à un combat pour détruire ce qui existe, l'utopie a toujours eu pour effet de diriger les esprits vers des réformes qui pourront être effectuées en morcelant le sys-

(1) Renau, *op. cit.* tome IV, p. 329.

(1) C'est évidemment dans cet ordre d'idées que se placèrent les philosophes grecs qui voulaient pouvoir raisonner sur la morale sans être obligés d'accepter les usages que la force historique avait introduits à Athènes.

tème ; il ne faut pas s'étonner si tant d'utopistes purent devenir des hommes d'Etat habiles lorsqu'ils eurent acquis une plus grande expérience de la vie politique. — Un mythe ne saurait être réfuté puisqu'il est, au fond, identique aux convictions d'un groupe, qu'il est l'expression de ces convictions en langage de mouvement et que, par suite, il est indécomposable en parties et impossible à appliquer sur un plan de descriptions historiques. L'utopie, au contraire, peut se discuter comme toute constitution sociale ; on peut comparer les mouvements automatiques qu'elle suppose à ceux qui ont été constatés au cours de l'histoire, et apprécier leur vraisemblance ; on peut la réfuter en montrant que l'économie sur laquelle on la fait reposer, est incompatible avec les nécessités de la production actuelle.

L'économie politique libérale a été un des meilleurs exemples d'utopie que l'on puisse citer ; on avait imaginé une société où tout serait ramené à des types commerciaux, sous la loi de la plus complète concurrence ; on reconnaît aujourd'hui que cette société idéale serait aussi difficile à réaliser que celle de Platon, mais de grands ministres modernes ont dû leur gloire aux efforts qu'ils ont faits pour introduire quelque chose de cette liberté commerciale dans la législation industrielle.

Nous venons de voir une utopie libre de tout mythe ; l'histoire de la démocratie française nous offre une combinaison bien remarquable d'utopie et de mythe. Les théories qui inspirèrent les auteurs de nos premières constitutions, sont aujourd'hui regardées comme fort chimériques ; souvent même on ne veut plus leur concéder la valeur qui leur a été longtemps reconnue, celle d'un idéal sur lequel, législateurs, magistrats et administrateurs devaient avoir les yeux toujours fixés pour assurer aux hommes un peu de justice. A ces utopies, se mêlèrent des mythes qui représentaient la lutte contre l'Ancien Régime ; tant qu'ils se sont maintenus, les réfutations des utopies libérales ont pu se multiplier sans produire aucun résultat.

Pendant longtemps, le socialisme n'a guère été qu'une utopie ; c'est avec raison que les marxistes revendiquent pour leur maître l'honneur d'avoir changé cette situation : le socialisme est devenu une préparation des masses employées dans la grande industrie, qui veulent supprimer l'Etat et la propriété ; désormais, on ne cherchera plus comment les hommes s'arrangeront pour jouir du bonheur futur ; tout se réduit à l'*apprentissage révolutionnaire* du prolétariat. Malheureusement Marx n'avait pas sous les yeux les faits qui nous sont devenus familiers ; nous savons mieux que lui ce que sont les grèves,

parce que nous avons pu observer des conflits économiques considérables par leur étendue et par leur durée; le mythe de la grève générale est devenu populaire et s'est solidement établi dans les cerveaux ; nous avons sur la violence des idées qu'il n'aurait pu facilement soupçonner ; nous pouvons donc compléter sa doctrine, au lieu de commenter ses textes comme le firent si longtemps ses disciples.

L'utopie tend ainsi à disparaître complètement du socialisme ; celui-ci n'a pas besoin de chercher à organiser le travail, puisque le capitalisme l'organise ; je crois qu'on peut regarder comme démontrée l'idée que la grève générale correspond à des sentiments si fort apparentés à ceux qui sont nécessaires pour assurer la production dans un régime d'industrie très progressive, que l'apprentissage révolutionnaire est aussi un apprentissage du producteur.

Quand on se place sur ce terrain des mythes, on est à l'abri de toute réfutation ; ce qui a conduit beaucoup de personnes à dire que le socialisme est une sorte de religion. On a été frappé, en effet, depuis longtemps, de ce que les convictions religieuses sont indépendantes de la critique ; de là on a conclu que tout ce qui prétend être au-dessus de la réfutation est une religion. On observe aussi que, de notre temps, le christianisme est moins une dogmatique qu'une vie chrétienne, c'est-à-dire une réforme morale qui veut aller jusqu'au fond du cœur ; par suite, on a trouvé une nouvelle analogie entre la religion et le socialisme révolutionnaire qui se donne pour but l'apprentissage, la préparation et même la reconstruction de l'individu en vue d'une œuvre gigantesque. Mais l'enseignement de M. Bergson nous a appris que la religion n'est pas seule à occuper la région de la conscience profonde ; les mythes révolutionnaires y ont leur place au même titre qu'elle. Les arguments que M. Yves Guyot présente contre le socialisme en le traitant de religion, me semblent donc fondés sur une connaissance imparfaite de la psychologie.

Renan était fort surpris de constater que les socialistes sont au-dessus du découragement : « Après chaque expérience manquée ils recommencent ; on n'a pas trouvé la solution, on la trouvera. L'idée ne leur vient jamais que la solution n'existe pas et de là vient leur force » (1). Je crois que l'explication donnée par Renan est superficielle ; il semble regarder le socialisme comme une utopie et on ne comprend guère comment la confiance pourrait ainsi survivre aux expériences manquées ; mais, à côté des utopies, ont toujours existé

(1) Renan, *op. cit.*, tome III, p. 497.

des mythes capables d'entraîner les travailleurs à la révolte. Pendant longtemps, ces mythes étaient fondés sur les légendes de la Révolution et ils conservèrent toute leur valeur tant que ces légendes ne furent pas ébranlées. Aujourd'hui, la confiance est bien plus grande qu'autrefois, depuis que le mythe de la grève générale domine tout le mouvement vraiment ouvrier : un insuccès ne peut rien prouver contre le socialisme depuis qu'il est devenu un travail de préparation ; si on échoue, c'est la preuve que l'apprentissage a été insuffisant ; il faut se remettre à l'œuvre avec plus de courage, d'insistance et de confiance qu'autrefois ; la pratique de leur travail a appris aux ouvriers que c'est le seul moyen de devenir un vrai compagnon ; et c'est aussi la seule manière de devenir un vrai révolutionnaire. (1)

V

Les travaux de mes amis ont été accueillis avec beaucoup de mépris par les socialistes qui font de la politique, mais aussi avec beaucoup de sympathies par des personnes étrangères aux préoccupations parlementaires. Il était impossible de supposer que nous cherchions à exercer une industrie intellectuelle et nous n'acceptons jamais sans protester qu'on nous confonde avec les Intellectuels qui sont justement des gens qui ont pour profession l'exploitation de la pensée. Les vieux routiers de la démocratie ne parviennent pas à comprendre que l'on se donne tant de mal lorsqu'on n'a pas le dessein caché de diriger la classe ouvrière. Cependant nous ne pourrions pas avoir une autre conduite.

Celui qui a fabriqué une utopie destinée à faire le bonheur de l'humanité, se regarde volontiers comme ayant un droit de propriété sur son invention ; il croit que personne n'est mieux placé que lui pour appliquer son système; il trouverait fort irrationnel que sa littérature ne lui valût pas une charge dans l'Etat. Mais nous autres, nous n'avons rien inventé du tout et même nous soutenons qu'il n'y a rien à inventer : nous nous sommes bornés à reconnaître la portée historique de la notion de grève générale ; nous avons cherché à savoir quelle culture nouvelle pourrait sortir des luttes engagées par les syndicats révolutionnaires contre le patronat et contre l'Etat ; notre origina-

(1) Il est extrêmement important d'observer les analogies qui existent entre l'état d'esprit révolutionnaire et celui qui correspond à la *morale des producteurs* ; j'ai indiqué des ressemblances remarquables à la fin de mes études mais il y aurait encore beaucoup d'analogies à relever.

lité la plus forte consiste à avoir soutenu que le prolétariat peut s'affranchir sans avoir besoin de recourir aux enseignements des professionnels bourgeois de l'Intelligence. Nous sommes ainsi amenés à regarder comme essentiel dans les phénomènes contemporains ce qui était considéré autrefois comme accessoire, ce qui est vraiment éducatif pour un prolétariat révolutionnaire qui fait son apprentissage dans la lutte. Nous ne saurions exercer une influence directe sur un pareil travail de formation.

Notre rôle peut être utile, à la condition que nous nous bornions à nier la pensée bourgeoise, de manière à mettre le prolétariat en garde contre une invasion des idées ou des mœurs de la classe ennemie.

Les hommes qui ont reçu une éducation primaire ont, en général, la superstition du livre et ils attribuent facilement du génie aux gens qui occupent beaucoup l'attention du monde lettré ; ils s'imaginent qu'ils auraient largement à apprendre des auteurs dont le nom est souvent cité avec éloge dans les journaux ; ils écoutent avec un singulier respect les commentaires que les lauréats des concours viennent leur apporter. Combattre ces préjugés n'est pas chose facile ; mais c'est faire œuvre très utile ; nous regardons cette besogne comme tout à fait essentielle et nous pouvons la mener à bonne fin sans prendre jamais la direction du monde ouvrier. Il ne faut pas qu'il arrive au prolétariat ce qui est arrivé aux Germains qui conquirent l'empire romain : ils eurent honte de leur barbarie et se mirent à l'école des rhéteurs de la décadence latine: ils n'eurent pas à se louer d'avoir voulu se civiliser !

Dans le cours de ma carrière, j'ai abordé beaucoup de sujets qui ne semblaient guère devoir entrer dans la spécialité d'un écrivain socialiste. Je me suis proposé de montrer à mes lecteurs que la science dont la bourgeoisie vante, avec tant de constance, les merveilleux résultats, n'est pas aussi certaine que l'assurent ceux qui vivent de son exploitation, et que, souvent, l'observation des phénomènes du monde socialiste pourrait fournir des lumières qui ne se trouvent pas dans les travaux des érudits. Je ne crois donc pas faire une œuvre vaine, car je contribue à ruiner le prestige de la culture bourgeoise, prestige qui s'oppose jusqu'ici à ce que le principe de la lutte de classe prenne tout son développement.

Dans le dernier chapitre de mon livre, j'ai dit que l'art est une anticipation du travail tel qu'il doit être pratiqué dans un régime de très haute production. Cette observation a été, semble-t-il, fort mal com-

prise par quelques-uns de mes critiques qui ont cru que je voulais proposer comme solution du socialisme une éducation esthétique du prolétariat, qui se mettrait à l'école des artistes modernes. Cela eût été un singulier paradoxe de ma part, car l'art que nous possédons aujourd'hui est un résidu que nous a laissé une société aristocratique, résidu qui a été encore fortement corrompu par la bourgeoisie. Suivant les meilleurs esprits, il serait grandement à désirer que l'art contemporain pût se renouveler par un contact plus intime avec les artisans ; l'art académique a dévoré les plus beaux génies sans arriver à produire ce que nous ont donné les générations artisanes. J'avais en vue tout autre chose qu'une telle imitation quand je parlais d'anticipation ; je voulais montrer comment on trouve dans l'art (pratiqué par ses meilleurs représentants et surtout aux meilleures époques) des analogies permettant de comprendre quelles seraient les qualités du travailleur de l'avenir. Je songeais, d'ailleurs, si peu à demander aux écoles des Beaux-Arts un enseignement approprié au prolétariat, que je fonde la morale des producteurs non pas sur une éducation esthétique transmise par la bourgeoisie, mais sur les sentiments que développent les luttes engagées par les travailleurs contre leurs maîtres.

Ces observations nous conduisent à reconnaître l'énorme différence qui existe entre la *nouvelle école* et l'anarchisme qui a fleuri il y a une vingtaine d'années à Paris. La bourgeoisie avait bien moins d'admiration pour ses littérateurs et ses artistes que n'en avaient les anarchistes de ce temps-là ; leur enthousiasme dépassait souvent celui qu'ont pu avoir des disciples pour les plus grands maîtres du passé ; aussi ne faut-il pas s'étonner si, par une juste compensation, les romanciers et les peintres, ainsi adulés, montraient pour les anarchistes une sympathie qui a étonné souvent les personnes qui ignoraient à quel point l'amour-propre est considérable dans le monde esthétique.

Cet anarchisme était donc intellectuellement tout bourgeois et les guesdistes ne manquaient jamais de lui reprocher ce caractère ; ils disaient que leurs adversaires, tout en se proclamant ennemis irréconciliables du passé, étaient de serviles élèves de ce passé maudit : ils observaient d'ailleurs que les plus éloquentes dissertations sur la révolte ne pouvaient rien produire et qu'on ne change pas le cours de l'histoire avec de la littérature. Les anarchistes répondaient en montrant que leurs adversaires étaient dans une voie qui ne pouvait conduire à la révolution annoncée ; en prenant part aux débats politiques, les socialistes devaient, disaient-ils, devenir des réforma-

teurs plus ou moins radicaux et perdre le sens de leurs formules révolutionnaires. L'expérience n'a pas tardé à montrer que les anarchistes avaient raison et qu'en entrant dans des institutions bourgeoises, les révolutionnaires se transformaient, en prenant l'esprit de ces institutions ; tous les députés disent que rien ne ressemble tant à un représentant de la bourgeoisie qu'un représentant du prolétariat.

Beaucoup d'anarchistes finirent par se lasser de lire toujours les mêmes malédictions lancées contre le régime capitaliste et ils se mirent à chercher une voie qui les conduisît à des actes vraiment révolutionnaires : ils entrèrent dans les syndicats qui, grâce aux grèves violentes, réalisaient tant bien que mal cette guerre sociale dont ils avaient si souvent entendu parler. Les historiens verront un jour, dans cette entrée des anarchistes dans les syndicats, l'un des plus grands événements qui se soient produits de notre temps ; et alors le nom de mon pauvre ami Fernand Pelloutier sera connu comme il mérite de l'être (1).

Les écrivains anarchistes qui demeurèrent fidèles à leur ancienne littérature révolutionnaire, ne semblent pas avoir vu de très bon œil le passage de leurs amis dans les syndicats ; leur attitude nous montre que les anarchistes devenus syndicalistes eurent une véritable originalité et n'appliquèrent pas des théories qui avaient été fabriquées dans des cénacles philosophiques. Ils apprirent surtout aux ouvriers qu'il ne fallait pas rougir des actes violents. Jusque-là on avait essayé, dans le monde socialiste, d'atténuer ou d'excuser les violences des grévistes ; les nouveaux syndiqués regardèrent ces violences comme des manifestations normales de la lutte et il en résulta que les tendances vers le trade-unionisme furent abandonnées ; ce fut leur tempérament révolutionnaire qui les conduisit à cette conception ; car on commettrait une grosse erreur en supposant que les anciens anarchistes apportèrent dans les associations ouvrières les idées relatives à la propagande par le fait.

Le syndicalisme révolutionnaire n'est donc pas, comme beaucoup de personnes le croient, la première forme du mouvement ouvrier, qui devra se débarrasser, à la longue, de cette erreur de jeunesse ; il a été, au contraire, le produit d'une réforme opérée par des hommes qui sont venus enrayer une déviation vers des conceptions bourgeoises. On pourrait donc le comparer à la Réforme qui voulut

(1) Je crois bien que M. Léon de Seilhac a été le premier à rendre justice aux hautes qualités de Fernand Pelloutier (*Les congrès ouvriers en France*, p. 272).

empêcher le christianisme de subir l'influence des humanistes ; comme la Réforme, le syndicalisme révolutionnaire pourrait avorter, s'il venait à perdre, comme celle-ci a perdu, le sens de son originalité; c'est ce qui donne un si grand intérêt aux recherches sur la violence prolétarienne.

GEORGES SOREL.

15 *juillet* 1807.

Syndicalisme et Anticléricalisme

Il y a quelques mois, aux obsèques d'une victime de la sauvagerie policière, je n'eus aucune honte, pour pousser jusqu'au bout ma protestation contre la démocratie de M. Clémenceau, d'accompagner le cortège jusque dans l'Eglise où il pénétra. Comme quelques professionnels de l'anticléricalisme crurent bon de crier au scandale, je lançai cette boutade : « Il vaut mieux aller à l'Eglise que chez Clémenceau ». Qu'avais-je dit ! Il n'en fallut pas plus pour ameuter contre moi toutes les feuilles anticléricalo-gouvernementales et, pour un peu, je passais pour être vendu aux curés.

Aujourd'hui, dans la prison républicaine où m'ont conduit l'arbitraire du plus cynique des gouvernements et la peur la plus effarante de douze bourgeois affolés, je peux méditer à mon aise sur l'anticléricalisme de nos maîtres politiques, et je profite du loisir qui m'est fait pour m'expliquer, dans le *Mouvement socialiste*, sur la propagande syndicaliste relativement à l'anticléricalisme.

Entre parenthèses, je signale avant toute chose combien menteuse et hypocrite est l'attitude de nos anticléricaux de carrière au sujet de l'anticléricalisme même. Ce qui m'arrive à la prison de la Santé, d'où j'écris ces lignes, en est la preuve. Depuis la fameuse séparation des Eglises et de l'Etat, je croyais naïvement que nos francs-maçons, libre-penseurs, etc., avaient vraiment *séparé* le curé, le pasteur, le rabbin, de tous les établissements gouvernementaux. Or, jugez. La prison de la Santé possède une chapelle intérieure, surmontée de croix dorées. Dans cette chapelle, officie tous les dimanches un curé : *tous les prisonniers sont obligés d'aller entendre la messe.* On pense quelle fut ma stupeur quand je fus conduit aux « saints offices ! ». Je ne pensais pas que la religion catholique fût demeurée religion d'Etat. Mais ma stupéfaction fut encore plus grande, lorsque je vis pénétrer l'aumônier dans ma cellule, probablement pour me convertir au catholicisme. Non seulement M. Clémenceau voulait m'améliorer par l'audition des offices sacrés, mais encore il poursuivait ma conversion. Or c'est là

une atteinte incontestable à la liberté des cultes. Logiquement, c'est un rabbin, qui, au nom du gouvernement, aurait dû me visiter, ainsi que l'exige le respect de la religion de mes ancêtres. Mais il ne faut pas demander aux pitres de l'anticléricalisme officiel plus qu'ils ne peuvent donner, et je ferme la parenthèse.

En fait, ma boutade était autrement moins dangereuse que l'hypocrisie de nos maîtres actuels. Elle signifiait que les ouvriers syndicalistes ne permettent pas qu'on masque la lutte de classe par les « blagues » de l'anticléricalisme bourgeois. Mais elle ne voulait pas dire que la lutte contre le cléricalisme, c'est-à-dire contre l'action politique ou sociale des curés, nous est indifférente. Seulement nous ne nous hypnotisons pas dessus, et puis c'est une *conséquence* de notre propagande syndicaliste, et non pas une *condition*. Nous nous adressons d'abord aux ouvriers, en tant qu'ouvriers, c'est-à-dire en tant que producteurs de toutes les richesses ; nous leur faisons toucher du doigt leur dépendance économique et nous les amenons à se révolter contre l'autorité la plus immédiatement sentie, celle du patron ; après quoi, il ne leur est pas difficile d'apercevoir toutes les autres autorités qui sont au service du pouvoir patronal, et avant toutes autres, la puissance cléricale.

Mais ce n'est pas par là qu'il nous semble nécessaire de commencer. Nous nous adresserions alors, non plus, purement et simplement à des ouvriers, mais à des croyants qu'il faut amener à ne plus croire ; nous diviserions ainsi la classe ouvrière en groupes catholiques et en groupes francs-maçons ; dans chacun de ces groupes elle se trouverait avec des bourgeois ; ces ouvriers, ainsi diversement groupés, se combattraient alors mutuellement ; et l'unité du prolétariat serait doublement brisée, et par la division ouvrière, et par l'invasion bourgeoise. Quant au résultat poursuivi, il ne serait pas atteint : on n'aurait pas décléricalisé les ouvriers endoctrinés par les curés.

Tout autre est l'effet de notre propagande syndicaliste. Je peux invoquer un exemple entre cent, que me fournit mon expérience de militant. Dans la dernière grève d'Hennebont, dont Merrheim a raconté les péripéties aux lecteurs du *Mouvement Socialiste*, je me souviens qu'au début les grévistes demeuraient encore profondément attachés à leurs vieilles croyances bretonnes. La première fois que je fus appelé auprès d'eux, les camarades qui m'avaient fait venir me tancèrent fort pour avoir, dans ma conférence, un peu trop insisté sur la question religieuse. Ils me firent observer qu'on était en présence de revendications économiques et morales, qui touchaient tous les ou-

vriers sans distinction de croyances, et qu'il serait fou de compromettre la grève qui s'annonçait fort bien par de malencontreuses sorties anticléricales. Je me défendis comme je pus, alléguant la modération relative avec laquelle j'avais parlé de l'ingérence des curés dans la vie des travailleurs, et objectant que tout s'enchaîne et qu'il est difficile de tenir dans l'ombre telle ou telle question.

Je revins à Hennebont une seconde fois. Dès mon arrivée, je sentis qu'un changement profond s'était opéré dans l'esprit des camarades bretons. On me dit qu'il n'y avait pas lieu de ménager davantage le curé, qui s'était mis ouvertement du côté des patrons et naturellement travaillait pour eux. Les ouvriers commençaient à s'en rendre compte et leur épiderme n'était plus aussi sensible en fait des choses de la religion. Je dénonçais donc les agissements cléricaux et je vis que mon auditoire était disposé à entendre de tout autres paroles que lors de ma première venue.

Je dus enfin retourner une troisième fois là-bas. Cette fois, ce n'est pas des conseils de modération qu'on me donna, mais ce fut une véritable excitation à attaquer énergiquement le curé, dont l'action antiouvrière avait éclaté au grand jour. Le résultat que nous n'aurions jamais atteint directement, notre propagande syndicaliste l'avait indirectement obtenu. Je me souviendrai longtemps d'une scène étrangement impressionnante à laquelle il me fut donné d'assister. Un gréviste étant mort, ses camarades vinrent nous demander s'ils pouvaient aller accompagner à l'église la dépouille de leur frère de misère et de travail. Nous refusâmes de leur donner la moindre indication, et nous leur répondîmes que cela dépendait de leur conscience seule. L'heure des obsèques venue, nous vîmes le cortège se diriger vers l'église, puis s'arrêter subitement sur le seuil, et laisser rentrer seuls le clergé et les parents du mort. Des milliers d'ouvriers bretons, hier encore pleins d'un respect superstitieux pour tout ce qui touchait au culte, étaient là, immobiles, devant cette église dont ils avaient tant de fois franchi les marches. L'office fini, les enfants de chœur, les curés, chamarrés comme aux grands jours, escortés de tout l'appareil des pompes religieuses, sortirent et passèrent devant les rangs des grévistes silencieux. Lorsque ceux-ci aperçurent les emblèmes qu'ils étaient habitués à saluer, nous vîmes les figures de nos camarades se contracter et exprimer comme une contrainte mêlée d'hésitation, et ceux qui l'avaient esquissé n'achevèrent pas le geste de découvrir leur tête. Puis ils laissèrent le clergé pénétrer seul au cimetière et

ce ne fut que quand il fut sorti, qu'ils y entrèrent et que nous y entrâmes avec eux.

Je me rappelle l'étonnement des journalistes présents, qui avaient suivi le déroulement de la grève et qui ne pouvaient comprendre la rapidité d'un pareil changement dans l'esprit de ces ouvriers de Bretagne. L'explication n'était pourtant pas difficile. La lutte contre l'oppression cléricale n'avait été comprise par eux que du jour où ils l'avaient sentie et ils ne l'avaient sentie qu'à l'occasion de la grève. Depuis ce jour, les processions tradionnelles n'ont plus le concours de cette population ouvrière, qui, si longtemps, avait été la proie du fétichisme clérical.

Voilà comment les syndicalistes sont vendus aux curés. Les francs-maçons qui nous gouvernent et nous emprisonnent peuvent redoubler leurs persécutions et leurs calomnies. Ils ne tromperont plus les travailleurs, auxquels la propagande syndicaliste ouvre de plus en plus les yeux, et qui sont décidés à combattre tout autant le *cléricalisme libre-penseur* que le *cléricalisme religieux*.

Prison de la Santé, juin 1907.

ALBERT LÉVY,
trésorier de la *Confédération générale du Travail*.

Les « Antagonismes économiques » de M. Effertz [1]

M.Effertz avertit loyalement,dès le commencement de son ouvrage : « Les Antagonismes Economiques », qu'il fait des expériences. « L'expérimentation en sociologie est une nouveauté, je crois. Jusqu'à présent les sociologues se sont limités à l'observation, laissant l'expérimentation aux naturalistes. Ils ont tort ; l'expérimentation est une méthode très fertile en sociologie... C'est pour moi la méthode de prédilection quand il s'agit de terminer l'étude d'une question sociologique (p. 3). »

Il nous renseigne sur trois expériences qu'il a faites. D'abord il a présenté son livre à toutes les facultés allemandes, et toutes l'ont refusé. Ensuite il a expérimenté sur les marxistes, il les a invités à discuter ses théories, invitation faite même avec insistance — dit-il — dans *Katechismus der politischen Œconomie* ; et les marxistes se sont obstinés à garder le silence. Enfin les masses ont été soumises à l'expérience. L'auteur a réduit à un mark le prix du troisième volume ; son « intention était de sonder les masses et de déterminer par la différence, entre l'écoulement du troisième volume et l'écoulement des deux premiers, le nombre des socialistes peu aisés capables de chercher la vérité en dehors des préjugés de l'école. Le résultat de cette expérience, le voici : la différence entre la vente du troisième volume et celle des deux premiers a été de trois exemplaires en dix ans ».

L'auteur ne parle pas d'une quatrième expérience, qui nous semble pourtant la principale. Il a bourré son livre d'erreurs comiquement absurdes : il a voulu voir s'il y avait des gens capables de prendre ces billevesées au sérieux.

---

(1) *Antagonismes économiques*, par Otto Effertz ; traduction de A. Landry, préface de Ch. Andler (Giard et Brière, éditeurs, Paris, 1907).

M. Ch. Andler présente ce livre comme « l'effort le plus vigoureux qui ait été tenté pour constituer une *économie politique pure* » ; l'ouvrage est abondamment saupoudré de formules mathématiques, capables d'hypnotiser plus d'un naïf lecteur. Nous avons cru qu'il serait utile de connaître l'avis d'un spécialiste, et nous nous sommes ardessés à M. Vilfredo Pareto, le savant professeur de l'Université de Lausanne, qui jouit d'une autorité universellement reconnue dans l'économie mathématique. Il a bien voulu rédiger pour notre revue l'article qu'on va lire. (N. D. L. R.).

Le résultat de toutes ces expériences paraît être le suivant. Il y a des savants dans les facultés allemandes — quelqu'un en a-t-il jamais douté ? — et il est malaisé de leur faire prendre des vessies pour des lanternes. Il y a du bon sens parmi les marxistes. Il y a du sens pratique dans les masses. Il y a parmi les amateurs pseudo-économistes des gens capables d'avaler des couleuvres énormes ; on leur raconterait qu'un cercle a quatre côtés, qu'ils finiraient par y croire.

Nous n'avons pas le droit de faire tort à l'auteur et de supposer qu'il ignore les vérités les plus élémentaires ; c'est volontairement qu'il feint de les ignorer, pour voir jusqu'où peut aller la crédulité des pseudo-économistes.

Ainsi, par exemple, l'auteur écrit, p. 45 : « Il faut procéder comme font, par exemple, les mathématiciens, qui n'ont qu'un nombre limité de signes conventionnels, tels que x, y, z, t, e, v, log, $+$, $—$, 1, 2, 3... lesquels ont une signification *constante* (1) dans toute la science ». Et encore, p. 25 : « Signes universels (*sic* !) des mathématiques.

c, k, C, K — Constantes.

f, φ, χ, ψ = Fonctions.

e — Base de logarithmes naturels ».

Or, ne croyez pas que l'auteur ignore vraiment que la plupart de ces signes ne sont nullement *universels* ; qu'ils peuvent, il est vrai, être habituellement employés, en certaines circonstances, pour désigner certaines choses, mais qu'ils n'ont rien d'absulument fixe. Notre auteur a certainement ouvert quelque traité de trigonométrie, et il y a trouvé φ, χ, ψ employées pour désigner des angles. Les profondes connaissances en mathématiques dont il fait preuve dans son ouvrage nous sont un sûr garant qu'il a lu des livres traitant de la théorie des erreurs; et il y a trouvé e employé pour désigner ces erreurs. Par exemple un certain Gauss, qui — à ce que m'ont dit des gens bien informés — paraît avoir été quelque peu mathématicien, emploie ce signe e pour indiquer des erreurs commises dans les observations (2). Quant à k, il sait mieux que nous que c'est une constante ... quand ce n'est pas une variable. D'ailleurs les constantes peuvent, quand on le veut,

(1) C'est l'auteur qui souligne !

(2) *Méthode des moindres carrés*. Traduction française par Bertrand, p. 41, et *passim*.

Si vous voulez un ouvrage plus moderne, prenez : *Théorie des erreurs d'observations*, par Goedseels, 1902.

Mais, en vérité, si nous insistions là-dessus, l'auteur aurait le droit de dire que nous aussi nous sommes tombés dans son piège, et que nous prenons au sérieux ses plaisanteries.

devenir variables, et vice versa. Il paraît qu'une certaine méthode, portant le nom significatif de « variation des constantes arbitraires », n'est pas absolument inconnue des savants qui s'occupent de mécanique.

Lorsque notre auteur nous dit que « $x =$ Biens consommés par l'individu dans l'unité de temps », soyez certain qu'il plaisante. Il a certainement passé par les écoles secondaires et il a appris, en arithmétique élémentaire, qu'on ne peut pas sommer ensemble des quantités hétérogènes (1). On peut connaître *la* quantité d'*un* bien économique, mais *la* quantité *des* biens économiques n'a pas de sens.

Comment voulez-vous obtenir une unique quantité, en sommant un litre de vin, un kilogramme de viande, un exemplaire de l'*Iliade*, l'audition d'une heure de concert ?

Certains passages nous avaient un moment laissé espérer que par « Biens économiques » on aurait pu entendre des quantités successives d'un même bien. En ce cas, il ne s'agirait que d'une incorrection de langage ; et l'on pourrait sommer ces quantités homogènes. Malheureusement, d'autres passages ne permettent aucun doute à ce sujet. Par exemple, p. 129 : « Pour construire les deux courbes..., il faut d'abord construire les deux courbes des quantités de biens de nourriture et de biens de culture produites par la société... Ensuite on construira les courbes des quantités moyennes de biens de nourriture et de culture qui échoient aux individus... » Et plus loin : « La quantité des biens de culture produite par la société... » Il est évident que c'est *une* quantité de *différents* biens dont il s'agit ici.

La plaisanterie de l'auteur est très fine. Il sait parfaitement que cette hétérogénéité des biens économiques est la principale difficulté de la science économique ; c'est précisément pour la lever qu'on a imaginé les théories de la valeur ; ne pouvant sommer des quantités hétérogènes de biens, on somme des prix. En escamotant la difficulté

---

(1) On lit, page 93 : « Appelons la valeur d'usage de la totalité des produits d'une production W, leur coût en travail A, leur coût en terre B, la durée de la production t, alors nous avons la formule suivante :

$$\textit{Productivité économique} = (W - (A + B) : t.$$

W est le produit brut, etc. »

Ah ! si on pouvait sommer les valeurs d'usage, combien en serait facilitée l'étude de l'économique ! W est définie la valeur d'usage, et ensuite, cette même quantité se trouve être le produit brut. C'est une transformation merveilleuse.

Mais que peut bien signifier une valeur d'usage (ou un produit brut) moins un coût de production en terre ? Comment vous y prendriez-vous pour soustraire une note de musique d'un éléphant ?

dès le commencement de son ouvrage, l'auteur a voulu s'assurer s'il y avait des gens qui ne s'apercevaient pas de ce tour de passe-passe.

Sur un autre point, les expériences de notre auteur sont tout à fait remarquables.

Supposez quelqu'un qui, de nos jours, écrivant un traité de mécanique céleste, se serait arrêté aux ouvrages de Galilée, même de Newton, si vous voulez, et n'en connaîtrait pas d'autres. Son livre serait certainement refusé par toutes les facultés universitaires, comme l'a été le livre de M. Effertz ; mais, en outre, il ne se trouverait personne pour le prendre au sérieux ; et ce n'est que dans une science aussi arriérée que l'est encore l'économie politique que de semblables bévues sont possibles.

Notre auteur connaît, sans nul doute, les travaux des économistes qui se sont occupés des théories mathématiques de l'*utilité* ; mais il lui plaît de laisser croire aux lecteurs qu'il les ignore. Il s'est arrêté à « la loi *de mensura sortis* de Bernouilli » (p. 31). Tout au plus, dans une note, parle-t-il de l'école autrichienne (1). Il ne fait nulle mention de Jevons, de Marshall, et n'a jamais entendu parler de Walras, d'Irving Fisher, etc. (2), ce qui lui permet d'écrire p. 31 : « Appelons la quantité objective des biens consommés m; la satisfaction subjective produite par cette consommation étant notre x, nous avons l'équation suivante :

$$dx = c \frac{1}{m} dm,$$

d'où l'on tire en intégrant :

$$x = c \log m + C,$$

où c et C sont des paramètres. »

(1) Il parle de Böhm-Bawerk, mais c'est pour donner aux théories de cet auteur un sens qu'elles n'ont pas.

(2) Il y a beaucoup d'ouvrages sur ces questions. On peut voir les titres principaux dans notre article *Anwendungen der Mathematik auf Nationalaekonomie*, inséré dans *Encyklopaedie der mathematischen Wissenschaften*, Leipzig-Teubner.

M. Effertz, avant de citer la théorie de Bernouilli, en cite une autre, qui consiste en ce que « la valeur d'usage d'une somme de biens est proportionnelle à cette somme ». Et il ajoute : « Cette théorie était seule connue dans le temps, quand je terminais mes études économiques universitaires, en 1883. »

Cette assertion paraît un peu risquée, quand on la met en regard des dates de publication des ouvrages suivants, dans lesquels la décroissance du « degré final d'utilité » est non seulement indiquée, mais beaucoup mieux étudiée, infiniment mieux étudiée que ne le fait encore actuellement M. Effertz :

Stanley Jevons. *The theory of political economy*. London, 1871.

C. Menger. *Grundsætze der Volkswirtschaftslehre*. Wien, 1871.

Léon Walras. *Eléments d'économie pure*, t. I, 1874 ; t. II, 1877.

Or, une des grandes difficultés de l'économie mathématique est précisément la détermination de la fonction très compliquée (1) à laquelle notre auteur, escamotant les difficultés à mesure qu'elles se présentent, donne la forme très simple exprimée par $\frac{1}{m}$. Et c'est sur cette formule que reposent tous les développements qu'il donne dans son livre.

Pour la théorie de l'échange, notre auteur remonte encore plus haut ; c'est à Aristote qu'il s'arrête. On lit, page 196 : « La théorie de l'échange d'Aristote, que nous venons d'accepter dans ses principes, a été élaborée par Aristote, en critiquant les théories opposées de Platon et de Pythagore (2). » Il paraît d'ailleurs que tout n'était pas parfait dans cette critique d'Aristote : « Rigoureusement envisagée, cette discussion renferme de petites confusions. » Heureusement que, plus de deux mille cent ans après, M. Effertz est venu dissiper ces « petites confusions » et remettre les choses au point. Grands dieux ! que les progrès de la science sont donc lents !

---

(1) Après qu'un individu a consommé la quantité $m1$ d'*un* bien économique, $m2$ d'un autre, $m3$ d'un autre encore, etc., ce que notre auteur indique (assez vaguement) par dx peut s'exprimer par

$$dx = (m4, \varphi\, m2,\ m3\ldots)\ dm1.$$

Il est des cas dans lesquels la fonction φ peut être supposée ne dépendre que de $m1$, et alors, dans ces cas exclusivement, on peut écrire

$$dx = \varphi\ (m1)\ dm1.$$

Mais nous sommes loin de pouvoir supposer

$$\varphi\ (m1) = \frac{1}{m1}$$

C'est même là une forme qui, pour la plupart des marchandises, est certainement impossible.

Pour discuter à fond ces questions, il faudrait écrire un traité d'économie mathématique.

Notre auteur ajoute, page 197 : « La théorie de Marx est donc la continuation des théories de Pythagore et de Platon, et non de celle d'Aristote, lequel soutient de la manière la plus formelle le contraire de ce que dit Marx. Dans ces conditions, il est curieux de voir que Marx cherche à s'appuyer sur Aristote et à faire croire à ses lecteurs que sa théorie est issue des spéculations d'Aristote. »

Voyez-vous ce sournois de Marx qui continue Pythagore et veut nous faire croire qu'il continue Aristote !

Ses disciples valent encore moins que lui. Voilà ce qu'en dit notre auteur : « Dans mon livre, *Arbeit und Boden*, je suis entré dans une discussion plus détaillée de la théorie des marxistes..., mais puisqu'ils ne m'ont pas répondu, il me paraît qu'ils sont morts. Or, je ne m'occupe pas des défunts. Je suis comme un chat avec les souris :

Mir geht es wie der Katze mit der Maus.
Fur einen Leichnam bin ich nicht zu Haus. –

Restons-en au chat et aux souris. C'est ce qu'il y a de plus scientifique dans ce livre.

(2) La théorie de l'échange de Pythagore ! Voilà vraiment une découverte.

Nous voudrions bien dire quelque chose de « la devise économique », page 35, c'est-à-dire des propositions exprimées ainsi par notre auteur :

Incitation, non coopération !

Décrochement, non diagonale !

Mais nous avouons humblement n'y avoir rien compris. Pourtant, pour éclaircir ce sujet, l'auteur cite encore Aristote, ainsi du reste qu'il a continué de le faire toutes les fois qu'il veut appuyer d'une autorité indiscutable les dogmes qu'il énonce.

M. Effertz plaisante agréablement, lorsqu'il veut faire croire à ses lecteurs qu'il a le premier tenu compte du fait que pour produire certaines quantités de marchandises différentes, il faut des surfaces très différentes de terre. Tout ce qu'il y a introduit de nouveau est la phraséologie.

De même, une grande partie de ce qu'il dit au sujet d'une prétendue responsabilité des consommateurs dirigeant, par leurs demandes, la production, a déjà été dit et répété depuis longtemps ; et il ne fait souvent que paraphraser longuement la célèbre proposition de Rousseau : « Il faut de la poudre à nos perruques, voilà pourquoi tant de personnes n'ont pas de pain .»

Il feint d'ignorer la complication du problème économique. Comme il puise la plupart de ses notions économiques dans Aristote, on conçoit qu'il ne tienne aucun compte des chemins de fer et des bateaux à vapeur, qui ont d'une manière indirecte augmenté énormément la productivité des terres du globe terrestre, en permettant de cultiver des terres qui autrement seraient demeurées incultes et d'en mettre les produits à la portée des consommateurs. Les paradoxes abondent et sont amusants. Ainsi, page 95, nous apprenons que « le remplacement dutravail de l'homme, que l'on emploie seul dans l'Extrême-Orient, par le travail des animaux de labour, que l'on emploie beaucoup en Europe, représente une économie de travail, mais un gaspillage de terre ». Le « gaspillage » étant toujours nuisible, il en résulte qu'il faut nous hâter de détruire tous nos animaux de labour, probablement aussi tous nos animaux de trait, et on pourrait encore y ajouter les moutons. On comprend facilement que les masses, qu'a voulu sonder notre auteur, n'aient pas accueilli favorablement de telles propositions. Les agriculteurs prétendent même que les bestiaux sont très utiles, sinon indispensables, pour avoir le fumier nécessaire pour la culture des terres ; mais ce sont les agriculteurs qui doivent avoir tort, et c'est M. Effertz qui doit avoir raison.

Cet auteur paraît avoir en vue, en plus d'un endroit de son ouvrage, une économie en laquelle toutes les terres sont cultivées et bien près d'avoir atteint le maximum de productivité. Les économies du passé, celles du présent, et probablement pendant encore quelque temps celles de l'avenir, sont tout autres. L'augmentation de la masse des produits agricoles résulte en partie de la mise en culture des terres improductives des pays anciens, (déboisements, irrigations, assèchement des marais, etc.), d'autres causes secondaires telles que l'augmentation de la productivité (amendements, engrais chimiques, etc.), et principalement de la mise en culture des terres des nouveaux pays. Si l'industrie n'avait pas produit des navires d'abord à voile et ensuite à vapeur, il est probable que les immenses territoires de l'Amérique du Nord ne nourriraient encore qu'un nombre insignifiant de sauvages.

Il paraît, selon notre auteur, « qu'une augmentation de la production de viande peut diminuer la production du blé, mais non celle des livres » (p. 121). Nous ne comprenons pas très bien cela. Une grande partie du papier, sur lequel s'impriment les livres, les journaux, etc., se fait actuellement avec de la pâte de bois, et la consommation est tellement considérable que des forêts entières disparaissent. Si les terres où croissent ces forêts étaient mises en pâturages, il semble bien que la production du papier diminuerait et que la production de viande augmenterait, et vice versa. Pour nous persuader du contraire, il ne faudrait rien moins qu'un passage authentique d'Aristote, fulminant *ex cathedra* ces hérésies.

M. Effertz ne s'occupe pas seulement de l'économique, il étend ses recherches et ses découvertes à l'histoire et à l'ichtyologie. Il nous apprend, page 245, que « l'empire romain a été ruiné par la *Cloaca maxima*, qui a appauvri la campagne romaine, puis l'Italie et la Sicile, puis l'Afrique, mais qui a singulièrement enrichi la fertilité de la mer Méditerranée et a énormément augmenté le poids de ses poissons.»

Voyez comment une petite cause peut produire de grands et nombreux effets ! Qui aurait jamais pensé que la seule *Cloaca maxima* pût faire tant de choses ! Nous ignorons si c'est dans Aristote, ou autre part, que l'auteur a puisé les éléments de son intéressante et savante comparaison du poids qu'avaient autrefois les poissons de la Méditerranée avec celui qu'ils ont actuellement. Les naturalistes lui seraient bien reconnaissants de leur communiquer les détails de cette découverte.

Les Américains ont eu grand tort de ne pas acheter le livre que

l'auteur avait la bonté de leur offrir pour un mark. Ils auraient appris que « si les Yankees ne changent pas la méthode de leur agriculture, il leur sera difficile d'éviter le sort des Romains » (p. 245).

Il est vrai que, par compensation, le poids des poissons de l'Océan Atlantique augmentera énormément. La sardine deviendra, pour le moins, de la grosseur d'un thon — le thon, avant qu'on eût fait la *Cloaca maxima*, devait avoir la grosseur d'une sardine — et fournira une nourriture aussi abondante qu'agréable aux pêcheurs européens.

Nous sommes obligé d'abréger ; mais au moins faut-il encore noter que notre auteur a fait une grande découverte, on pourrait même dire deux, car d'abord il a reconnu qu'il fallait de la terre pour produire les biens économiques ; ensuite, et c'est la découverte principale, il a « compris » ce que personne n'avait compris avant lui, c'est-à-dire, page 135, « que les biens renferment *deux* (1) parties, du *travail* et de la *terre*. » Nous nous garderons bien de le critiquer, car nous ignorons ce que cela veut dire, qu'un bien « renferme » de la terre ; mais nous admirons le pittoresque de ses descriptions, lorsqu'il ajoute : « La notion du travail est comme le fouet, la notion de la terre est comme le frein du postillon de la diligence économique. Un économiste qui ne connaît pas la terre renfermée (*sic* !) dans les biens est semblable à un postillon dont la diligence manque de frein ; il se lancera éperdument dans les abîmes des utopies. Un économiste qui ne connaît pas le travail dans les biens est semblable à un postillon qui a perdu son fouet ; il ne saura sortir des marais de la vallée des misères. »

Des admirateurs de notre auteur appellent l'attention sur les remarquables propositions suivantes (p. 263) : « Le cannibalisme représente une domination, et cependant il se termine (2) par la mort de l'un des adversaires. La concurrence loyale est une destruction, et cependant elle ne comporte pas d'effusion de sang. »

C'est entièrement nouveau, très profond, d'une parfaite rigueur scientifique, et d'une extrême importante pour l'étude et le progrès de la science économique.

L'expérience faite par l'auteur est concluante. Il a clairement

(1) C'est l'auteur qui souligne !

(2) Si l'on voulait s'exprimer avec tant soit peu de précision, il semble qu'il faudrait dire que le cannibalisme commence — et non qu'il se termine — avec « la mort de l'un des adversaires » ; car, c'est généralement après avoir tué leur ennemi que les cannibales le mangent.

prouvé que l'étude de l'économie politique est tellement arriérée qu'on y prend encore au sérieux de telles divagations. Il doit bien s'amuser en voyant qu'il y a des personnes qui prennent ce galimatias pour de la science. Ces personnes n'ont d'ailleurs nul reproche à lui faire, car il a mis à la première page de son livre ce qui pourrait en être la conclusion : et il a rapporté le jugement des facultés allemandes affirmant que dans ce livre : « le nouveau n'y était pas vrai et le vrai n'y était pas nouveau. »

Vilfredo Pareto.

Le Système historique de Renan [1]

Le problème de la conquête chrétienne a toujours beaucoup préoccupé la pensée de Sorel. Et l'on n'a pas oublié, certes, ce livre si étonnamment suggestif qui s'appelle *la Ruine du monde antique*. Sorel reprend la question dans le *Système historique de Renan*, et de même qu'il avait pris texte d'un livre de G. Boissier, la *Fin du Paganisme*, pour écrire sa *Ruine du monde antique*, c'est à propos des célèbres *Origines du Christianisme* et par opposition à Renan, qu'il achève de nous livrer ses idées sur la formation du christianisme. D'aucuns pourront critiquer cette méthode, à leur goût trop analytique, et qui consiste à ériger un ensemble de notes et commentaires à la dignité d'un livre; et certes, à première lecture, il y a quelque chose de déconcertant dans l'exposition de Sorel ; la ligne du développement semble trop heurtée, trop brisée; on est comme un voyageur qui se promènerait dans un pays étrangement accidenté et que guiderait un *cicerone* d'humeur bizarre et malicieuse ; à chaque instant on découvre un horizon magnifique, mais ce n'est qu'un éclair ; le rideau se tire aussitôt ; et l'on reprend une marche obscure et difficultueuse par des chemins sans cesse coupés et ravinés. Je conçois qu'une telle marche ne plaise guère à la plupart des gens : nous aimons tant la clarté des belles ordonnances, l'harmonieuse symétrie des jardins à la Lenôtre ; il nous faut des paysages intellectuels qui s'embrassent d'un seul coup d'œil et dont le regard prend possession, sans effort, naturellement, par la simple élévation des paupières. Ainsi nous a faits, surtout nous Français, l'éducation classique, universitaire, cartésienne ; le cartésianisme, avec son amour de la *clarté* et de la *distinction*, n'est-il pas une philosophie mondaine, une philosophie de salon, de beaux esprits, devant qui il ne faut dérouler que des systèmes d'idées bien spacieux

(1) *G. Sorel* : Le Système historique de Renan (Jacques, éditeur).

et bien agencés, dont ils puissent juger la belle ordonnance, de leur chaise, sans se déranger ? Cet amour de la clarté et de la logique n'est au fond que de la paresse mondaine ; l'intellectualisme, avec ses parcs de concepts bien taillés et bien alignés, est une philosophie de gens assis dans un salon ou dans une chaire : le monde y prend l'aspect d'un groupe immuable de solides stables. Installez-vous, mes amis, commodément ; vous n'avez plus qu'à regarder !

Mais si, comme nous l'enseigne M. Bergson, la réalité, c'est la mobilité,et si *penser*, c'est *invertir* le cours naturel de notre intelligence, qui aime se fixer dans le stable et le solide, pour retrouver le mobile, — nous sommes loin de compte. Et, avec nos beaux concepts, nous tournons, tout simplement, le dos à la réalité. Voici, au surplus, comment Sorel lui-même a posé le problème et caractérisé sa méthode. On trouvera le passage à la fin de son *Introduction à l'économie moderne*, p. 368 et suivantes : « La connaissance par concepts a été constituée dans l'antiquité pour étudier les choses immuables, les êtres géométriques, ce qui se conserve et peut toujours se retrouver; elle semble donc aussi mal adaptée que possible aux faits sociaux. Ceux-ci ne peuvent pas être facilement comparés à des corps solides ; on serait plutôt tenté de les comparer à des nébuleuses, dont la position, les aspects et les dimensions varient à tout instant... Un des maîtres de la pensée contemporaine a maintes fois mis en garde contre les erreurs qui découlent de la philosophie traditionnelle ; il se demande si l'heure ne serait pas venue d'abandonner la vieille méthode grecque construite en vue de la géométrie, pour chercher à atteindre la réalité, le mobile et le continu. Ces critiques de M. Bergson trouvent surtout leur application dans la sociologie, mais l'esprit n'est pas cependant désarmé devant les difficultés qu'il signale ; nous possédons un moyen, à la fois très sûr et très simple, pour venir à bout du réel. Reprenons la comparaison avec une nébuleuse ; celle-ci n'est pas si rapidement variable qu'il ne soit possible de fixer sur sa surface des caractères utiles à connaître et offrant une certaine permanence. On peut concevoir ce corps enveloppé d'une charpente solide dont toutes les parties soient bien déterminées les unes par rapport aux autres, et sur lesquelles vient se projeter tout ce que l'on avait intérêt à saisir du mobile. On peut dire encore que l'on fait le tour du corps et qu'on prend sur lui des vues instantanées et bien répérées entre elles. Comme toutes les comparaisons, celle-ci cloche par quelque côté : si l'on se bornait à une opération purement géométrique de projection, il serait impossible de tirer parti de l'amalgame confus ainsi obtenu ; il faut procéder à une sélection et établir

un ordre, de manière à ce que chaque aspect de la nébuleuse ait l'apparence d'un tout organisé, représente un certain type social, puisse subir la critique de l'intelligibilité. Il est évident qu'il y a une infinité de manières pour créer ces charpentes ; il faut savoir disposer avec art les plans sur lesquels on fera les projections. Ainsi la sociologie prend un nouveau caractère de subjectivité ; elle doit faire appel à l'art, pour pouvoir faire même l'observation élémentaire ; — c'est peut-être de ce côté qu'il faut chercher une des faiblesses de la sociologie ; ceux qui la cultivent ne semblent pas être, généralement, pourvus d'une imagination créatrice bien remarquable. »

La méthode ainsi définie, que devra donc faire l'historien du christianisme ? Chercher cette charpente, ce *noyau fondamental*, comme dit aussi Sorel, qui constitue ce qu'il y a d'essentiel à connaître et dans lequel « le mobile », en l'espèce la nouvelle formation religieuse, le christianisme, s'est solidifié. Qu'ont fait, au contraire, le plus généralement, jusqu'ici, les historiens du christianisme et qu'a fait, en particulier, Renan ? Ils essaient une reconstitution de la vie de Jésus ; ils écrivent *un roman psychologique* dont Jésus est le héros, et tout le christianisme est ainsi ramené à la personne de son fondateur, dont l'importance devient dès lors prodigieuse, surhumaine, surnaturelle, de sorte qu'après avoir voulu donner une explication *humaine, historique, naturelle*, du christianisme, on aboutit à un véritable miracle, où l'effet est si disproportionné à la cause que cette cause ne peut plus rentrer dans le domaine de l'histoire et déborde le champ du naturel et de l'humain. N'est-ce pas *le charme* de Jésus qui, pour Renan, explique, en dernière analyse, tout le succès du christianisme ? Et il y a conflit, fatalement, entre théologiens et historiens, les uns et les autres se plaçant sur le terrain mystérieux de *la génération psychologique* ; conflit où, d'ailleurs, les historiens n'ont pas, finalement, le dessus ni, en définitive, le beau rôle, les théologiens ayant au moins pour eux cet avantage indéniable qu'ils donnent à cet *effet* prodigieux qu'est le christianisme une *cause* proportionnée, prodigieuse, surnaturelle. Le *système psychologique* fait ainsi nécessairement faillite.

Ce n'est pas ainsi que, selon Sorel, il faut procéder ; et il oppose à ce *système psychologique* ce qu'il appelle le *système scientifique*. Nous ne nous plaçons plus ici sur le terrain, toujours mystérieux, de la génération ; nous ne cherchons plus ici à reconstituer la vie de Jésus ; *les individus* n'ont plus ici l'importance de *créateurs*, ils ne sont plus, comme dit Sorel, que des *porteurs de symboles*, sur la personne desquels s'est fixée pour ainsi dire l'imagination créatrice *de masses* en état

poétique ; et ce sont *ces masses* qui nous intéressent et dont il s'agit de reconstituer l'état d'esprit, les aspirations, la psychologie collective. Nous ne partons plus des Evangiles pour expliquer l'Eglise ; nous partons au contraire de l'Eglise pour expliquer les Evangiles, qui deviennent la création liturgique de cette Eglise.

C'est, on le voit, un complet renversement de méthode, et il a paru excessif même à un esprit aussi avisé que Croce qui estime impossible en fait et exagérée en droit une telle *abstraction* du point de vue psychologique et individuel; il approuve *comme tendance* la distinction que fait Sorel entre le système psychologique et le système scientifique, parce qu'il lui semble bon et nécessaire de réagir contre les excès *romantiques* ; mais il la trouve *forcée* et se demande s'il est possible de la maintenir *en fait* aussi rigoureuse, l'histoire, après tout, se faisant par l'action d'individus et comportant toujours, par suite nécessairement, beaucoup de psychologie.

Mais, répondrons-nous à Croce, sans doute ; et il serait surtout cruel pour les historiens de renoncer à la psychologie, c'est-à-dire *au portrait*, là où ils peuvent faire éclater leurs qualités brillantes d'habiles metteurs en œuvre et leur virtuosité d'artistes pour qui l'âme d'autrui, la mystérieuse *chose en soi*, n'a plus de secrets : les portraits abondent par exemple chez Ferrero, et ils assurent beaucoup plus le succès de son œuvre que les renseignements, très abondants aussi cependant, qu'il nous donne sur l'économie du monde ancien. Le *système scientifique*, en sacrifiant la psychologie, sacrifie surtout l'historien lui-même à qui il semblera toujours dur de faire table rase *de tout le pittoresque historique* dont la psychologie est un réservoir intarissable.

Seulement, la question est-elle là ? Il s'agit de savoir si l'histoire restera un simple *roman historique* (Sorel rappelle d'ailleurs avec une fine ironie qu'en fait l'histoire a pris son origine dans ledit roman historique et que c'est à la lecture de Walter Scott que s'éveilla la vocation d'Augustin Thierry), ou si elle est susceptible d'une exposition vraiment scientifique, c'est-à-dire de présenter des suites régulières, dans lesquelles l'accident devient négligeable et où « les grands hommes sont fondus dans les masses ». Il est clair, en ce cas, qu'il n'y a d'histoire scientifique possible que là où cette régularité existe et où « l'histoire apparaît comme un enfantement de quelque chose qui reste acquis à la civilisation » ; le reste ne sera que roman, ou érudition pédantesque, ou « boniment solennel ». Et l'espèce de concordat que Sorel établit entre la science et la théologie et que Croce répugne à admettre, se comprend facilement : le théologien se place sur le terrain

de la génération ; il assigne à un fait, selon lui, surnaturel, une cause surnaturelle ; il est dans son droit ; il n'entrera en conflit avec l'historien que s'il refuse à celui-ci le droit de traiter *historiquement* un problème *historique*, c'est-à-dire non le problème des origines et des causes, inaccessible à la science, mais la recherche de ce noyau fondamental, de cette charpente, que la science doit construire pour étudier une époque déterminée. Et l'historien, de son côté, n'entrera en conflit avec le théologien que s'il essaie de se placer lui aussi sur le terrain de la génération et de substituer une génération psychologique et humaine à la génération théologique. Mais si l'historien fait uniquement son métier d'historien, et si le théologien reste dans sa sphère, comme ils se trouvent sur des plans étagés, et non semblables, il ne peut s'élever aucun conflit entre eux. Il faut renoncer à cette idée superficielle, si chère à Renan, que l'histoire puisse être invoquée contre le catholicisme ; il n'y a pas plus conflit entre l'histoire et la foi qu'entre la science et la religion, l'historien ne recherche pas plus *la cause* en histoire que le physicien ne recherche ce qu'est en soi la matière, ou le physiologiste la vie. Les historiens modernes ont souvent simplement substitué à la Providence des causes tout aussi obscures, comme : le progrès de l'esprit humain, l'évolution démocratique, la tendance à l'égalité, la justice immanente, etc. « Toutes ces marionnettes, écrit Sorel avec une ironie cruelle, sont destinées à remplacer l'ancienne providence de Bossuet ; la *science des gens éclairés* ne nous apprend rien qui vaille, mais leurs livres sont bien moins intéressants à lire que *le Discours sur l'histoire universelle*, qui est, du moins, un chef-d'œuvre littéraire, — tandis que les produits de la *pensée moderne* ! » (p. 23). Sorel aurait pu ajouter à la liste de ces marionnettes modernes l'évolution économique des marxistes orthodoxes ; mais n'insistons pas : aucune liste n'est close pour la sottise humaine ! Le propre de l'intellectualisme sera toujours d'essayer de substituer *à la variété imprévisible du devenir historique l'unité d'un plan où tout en quelque sorte est donné d'un coup, de toute éternité* ; l'histoire n'est plus que le déroulement prévisible de ce plan dans une sorte de temps mathématique *qui n'ajoute rien, qui ne crée rien* ; or, comme dit M. Bergson, *le temps est invention, ou n'est rien du tout.* Il y a donc dans l'histoire des commencements absolus; il y a des moments créateurs, l'humanité se trouve à certaines époques dans une sorte d'état poétique, au sens profond et étymologique du mot ; puis il y a intellectualisation : on passe de l'instinct, de l'héroïsme et de la poésie à l'intelligence, au droit civil et à la science; ce sont les *suites régulières* de Vico ; puis, de

nouveau, il y a retour à l'instinct, rajeunissement, création nouvelle. Les intellectualistes ne veulent pas admettre ces *commencements ou recommencements absolus*, ils ont peur de cette conception d'un vrai commencement parce qu'elle semble faire appel au miracle. Mais, dit Sorel, avec infiniment de justesse, « je ne vois pas pourquoi elle nous étonnerait plus que celle des créations de variétés culturales obtenues par des accumulations de causes qui échappent, en très grande partie, à tout déterminisme, ou que celle des grandes inventions qui restent si profondément mystérieuses, en dépit de tous les bavardages. Il y a dans le cours de l'histoire, des temps qui présentent des concentrations de hasards qui permettent de tels changements, si considérables et si rapides, que l'historien croit parfois se trouver en présence d'une énorme force cachée qui dévie le cours des événements. Le théologien est libre d'expliquer les choses comme il lui convient, par une action surnaturelle ; l'historien n'a rien à objecter à une telle solution qui sort de sa compétence ; les hasards sont pour lui des faits inconditionnés pour lesquels on peut imaginer des causes déterminantes quelconques ; mais, en leur donnant des causes, on se place en dehors de la science. On voit combien mon point de vue est ici opposé à celui de Renan, qui croyait que l'histoire peut témoigner contre les théories chrétiennes ; il n'y a conflit que si celles-ci sortent de leur vrai domaine et veulent interdire à l'histoire d'éclairer les événements suivant ses propres méthodes. » (p. 73-74).

Croce considère l'histoire *comme une théologie en acte* ; il ne croit donc pas possible cette espèce de concordat entre le théologien et l'historien, l'historien étant une sorte de théologien laïque qui, forcément, entrera en conflit avec le théologien proprement dit. Il s'étonne que Sorel ait pu assimiler l'histoire à la physique ; il estime que cette assimilation, fausse selon lui, a égaré sur ce point la pensée de Sorel. Mais je m'étonne encore davantage que Croce qui, dans son livre sur la philosophie de Hégel, insiste tant sur l'autonomie des disciplines et la théorie des degrés de réalité et qui reproche précisément à Hegel d'avoir subordonné à l'Idée, à la Philosophie, toutes les disciplines, l'art, la religion et l'histoire elle-même, veuille que l'historien déclare son système cosmologique et soit ainsi comme une sorte de théologien de l'immanence. « La reconstruction historique de Sorel elle-même, écrit-il, contient implicitement sa philosophie, et une philosophie qui ne me paraît pas conciliable avec une conception *transcendantale* de la réalité, et s'accorde au contraire parfaitement avec le point de vue de *l'immanence* ». Et il ajoute, en note, qu'il n'y a qu'un point où l'on

pourrait douter si Sorel est pour l'immanence ou la transcendance ; c'est lorsqu'il parle de *la vie posthume* de Jésus. Mais ici, précisément, Sorel s'occupe fort peu de trancher la question de fait, et peu lui importe qu'il y ait eu une vie posthume *réelle* ou seulement *crue réelle* ; ce qui lui importe, c'est la croyance elle-même, et non le fait auquel elle se rapporte ; c'est l'action qu'a pu excercer *historiquement* cette croyance sur le développement du christianisme, et non son interprétation métaphysique ; il y a là *un problème historique à résoudre*, et non des hypothèses, théologiques ou autres, à élucider ; ces hypothèses restent *libres*. « Quand on considère le Christ comme créé par l'Eglise, écrit Sorel (Introduction, p. 20-21) on ne se place pas sur le terrain du système de la génération, mais on cherche comment le portrait évangélique se relie aux préoccupations de toute sorte qui assaillaient les premières communautés chrétiennes. Celles-ci ont été formées par suite d'accumulations de hasards et elles ont accumulé sur leur *héros* tout ce qu'elles concevaient de possible en fait de surnaturel, parce que la résurrection de Jésus les enthousiasmait. Le grand fait du christianisme naissant est la croyance à la résurrection ; comment une telle croyance s'est-elle formée, il est fort inutile de se le demander. Le miracle de la résurrection occupe ici une place analogue à celle que la stigmatisation de saint François occupe dans l'histoire des Franciscains ; autour de ce fait se sont groupées beaucoup d'autres circonstances accidentelles qui ont engendré la pensée chrétienne, et c'est de là qu'est sortie l'image traditionnelle de Jésus. Ce que la science peut rechercher, ce sont les relations qui existent entre cette image et les conditions de la vie des communautés primitives. »

Le *matérialisme historique*, entre parenthèses, n'est pas autre chose que cette recherche ; on l'a transformé en une sorte de métaphysique obscure, où l'économie *engendrerait* toutes choses, mais c'est par un contre-sens analogue à celui qu'Engels commettait, en disant par exemple que *l'industrie nous livre le secret de la chose en soi* : ce qui n'était qu'une bien mauvaise plaisanterie. Marx écrit bien dans la *Question Juive* qu'il y a assez longtemps qu'on explique l'histoire par la théologie, qu'il faut maintenant expliquer la théologie par l'histoire ; et cette formule rend bien l'esprit du matérialisme historique, mais à la condition de ne pas donner au mot *expliquer* un sens exhaustif et génératif. Nous ne *connaissons* que ce que nous *faisons*, dit Marx après Vico ; mais, par cela même, *le milieu cosmologique* reste l'éternelle *chose en soi* ; il n'y a que *le milieu artificiel*, construit par nous, qui nous soit de part en part intelligible.

Le matérialisme historique, *vulgari modo*, impliquerait une sorte de *psychologie unitaire*, où le seul mobile générateur de tous les actes et de toutes les pensées serait l'intérêt, l'utile, ou l'économique ; il se confondrait en ce cas avec le matérialisme moral des utilitaires à la Bentham ou... *ejusdem farinæ* ; il serait une manière d'intellectualisme retourné, où l'Economie jouerait un rôle analogue à celui du Concept ou de l'Idée dans l'ancienne philosophie. Le propre, au contraire, du matérialisme historique est de distinguer ce que dans la philosophie bergsonienne on appelle *des plans de conscience*, non symétriques, mais étagés en quelque sorte, et n'ayant entre eux aucune relation d'ordre causal. C'est ainsi que Sorel discerne *trois moments* dans la manière dont l'homme prend contact avec le réel : « Je considère, écrit-il, p. 84 de l'Introduction, trois grands aspects de l'activité humaine, suivant : qu'elle se révèle comme une libre spontanéité qui supprime tout obstacle matériel et remplace la réalité par les créations de sa fantaisie — ou bien qu'elle est engagée dans des relations avec d'autres activités humaines, sous des rapports réglés par la loi de la coutume — ou encore qu'elle prend contact avec le monde par l'économie et les conceptions qui en dérivent. » Et Sorel commente ainsi ce troisième moment : « Il existe un nombre énorme de cas où nous appliquons aux choses une méthode d'évaluation imitée de l'économie. Les religions représentent très souvent les rapports de l'homme avec Dieu sous la forme d'un compte courant ; beaucoup de catholiques pensent même qu'ils peuvent avoir des valeurs surnaturelles en excès à leur crédit et qu'il leur est loisible de les reporter, par un don gracieux, au compte d'un ami. — Que de discussions n'y a-t-il pas eu au sujet de la force des motifs ? On a supposé que les motifs peuvent se peser et on a demandé si nous obéissons forcément au plus lourd. — Les questions relatives à l'optimisme et au pessimisme supposent que les choses les plus différentes par leur nature peuvent être évaluées avec un même étalon, c'est-à-dire que le monde moral et le monde physique ont une même manière de compter. Toute cette philosophie (et elle est considérable) dépend de l'économie; mais les auteurs ne veulent pas l'avouer; on ne manque jamais de couvrir d'injures les économistes quand ils ont l'air de réduire l'homme à un mécanisme d'intérêts. Cette colère des gens supérieurs prouve une seule chose, c'est qu'il leur est désagréable que l'on discute le sens réel de leurs théories. »

On sait si les marxistes ont, tout comme les économistes (on leur a d'ailleurs assez souvent reproché d'être animés du même esprit), dû subir cette « colère des gens supérieurs » et le mépris de tous nos grands

idéalistes. N'ont-ils pas mis toujours comme une sorte de rage indiscrète et de mauvais goût à dévoiler cette espèce de métamorphose subtile de l'économie en philosophie et toute l'humour de Marx, cette humour méphistophélique, cette ironie fataliste et cruelle, qui donne froid dans le dos à tous nos sentimentaux (elle *déshabille* trop bien ; et nos idéalistes n'aiment pas beaucoup, comme dit Nietzche, qu'on les regarde *sous la peau* ; leur fausse pudeur s'alarme et s'effarouche que la science, la science dure et froide, puisse arrêter sur eux son regard impitoyable,qu'ils disent impudique et effronté), toute l'humour de Marx, disais-je, ne consiste-t-elle pas précisément à mettre à nu cette économie déguisée en philosophie ? On en a conclu, nos idéalistes furieux d'être ainsi démasqués ont conclu que le marxisme était grossier et immoral, qu'il impliquait la négation de tout idéal, qu'il ramenait tout à une question de ventre ; il aurait seulement fallu en conclure qu'en idéalistes exigeants, et difficiles, les marxistes ne voulaient pas donner le nom d'idéal à toute espèce de marchandise que l'équivoque pavillon « idéalisme » pouvait couvrir ; on sait l'abus que le romantisme a fait du mot *amour*; et ce n'est certes pas nier l'amour que d'en dénoncer l'abus romantique ; on pourrait faire aux marxistes l'honneur de croire qu'en dénonçant les hypocrisies moralistes, ils ne mettent pas plus la morale en question qu'on ne met en doute la réalité de l'amour lorsqu'on attaque l'hypocrisie romantique.

L'idéalisme est équivoque ; et si cela avait besoin d'être démontré, il suffirait précisément de prendre l'exemple de Renan, cet idéaliste impénitent, ce romantique malgré tout et malgré lui-même. « Aucun des grands écrivains du XIX^e^ siècle, écrit Sorel dans son *Avertissement*, n'eut l'esprit moins porté vers des considérations offrant une certaine analogie avec le matérialisme historique. » En effet, aucun ne fut plus idéaliste au sens convenu du mot, et aucun ne fut plus équivoque ni plus insincère ; et ce jugement de Nietzche n'est pas trop sévère : « Les « contemplatifs » sont cent fois pires — je ne sais rien qui me cause plus de dégoût qu'un de ces fauteuils « objectifs », un de ces mignons parfumés de l'histoire, mi-prêtre, mi-satyre, dans le goût de Renan. » (*Généalogie de la morale*, p. 275). Le livre de Sorel est, en somme, la confirmation de ce jugement ; il est terrible contre Renan. L'insincérité foncière de ce Breton à atavisme gascon,ses sous-entendus perpétuellement équivoques, ses malices à double entente, ses belles phrases d'une religiosité vague, mielleuse et sucrée, son galimatias idéaliste — rien n'est épargné à cet historien du christianisme qui, en définitive, n'a rien compris au christianisme et a pris pour le

christianisme ce qui n'en est que le revêtement extérieur. Trois choses constituent ce qu'on pourrait appeler *le ton moral* du chrétien : a). Le sentiment du péché — et notre Gascon avoue qu'il le supprime ; ses railleries superfines ou qu'il croyait telles sur la duperie de la vertu disent assez d'ailleurs quelle confiance on peut accorder en la profondeur et la sincérité de son idéalisme ; b) La haute valeur accordée à la chasteté — et celui que Nietzche appelle si justement « mi-prêtre, mi-satyre » se demande si la nature veut que l'homme soit chaste ; il avoue au surplus que son austérité personnelle ne fut qu'un masque, une attitude *intéressée*, et il a tout l'air de la regretter. Voilà bien l'homme que devaient encenser à Treguier nos démocrates intellectualistes, socialistes érotiques, nos *renaniens*, devenus socialistes à la suite d'Anatole France, et qui aujourd'hui, écrivant sur le mariage, mériteraient cette apostrophe de Proudhon : « Hommes de chair, avant que vous prononciez ce nom sacré de famille, laissez-nous passer le charbon ardent sur vos lèvres. » ; — c) Le pessimisme — et Renan est indécrottablement optimiste ; il a terminé sa vie sur un perpétuel et indécent *Gaudeamus igitur* ; épicurien, idéaliste, il a voulu garder une vision de la réalité qui fût agréable, avec cette logique de sauvages « qui ne peuvent admettre que la maladie et la mort soient naturelles ; ce sont les résultats de maléfices jetés par des gens méchants, » dit Sorel dans une note (p. 124) sur l'optimisme des prophètes. (1)

Notre démocratie laïque, anticléricale, et surtout cabotine, devait faire de Renan son dieu. Non pas qu'il ait été, lui, un démocrate ; il s'en faut : c'était au contraire un conservateur, un libéral nuance *Débats*, un traditionnaliste, dans toute la force du terme, et le meilleur livre qu'il ait écrit, le plus fort, le plus probe, le plus *sincère*, c'est certainement sa *Réforme intellectuelle et morale*. Mais il n'était pas homme à bouder longtemps un régime ; avant tout il lui fallait *le succès littéraire*, et avec son acrobatie foncière de souple cabotin de lettres, il finit par aduler cette démocratie qu'il avait tant raillée. Et, après tout, cet homme d'Eglise sécularisé, ce chanoine laïque, cet « abbé de Jouarre » en rupture de ban, à la face grasse, au geste onctueux, et dont l'austérité avait des sous-entendus canailles, cet « ecclésiaste » pouvait se faire à la démocratie. Car la démocratie, qu'est-ce au fond, sinon l'exploitation des producteurs par l'Etat ; et l'Etat, qu'est-ce sinon une caste de parasites, *sacrés ou profanes*, peu importe ? Or les producteurs, pour Renan, ce sont « les goujats de la création », qui

(1) Je signale en passant l'interprétation que Sorel donne du prophétisme. Tout le chapitre sur les prophètes est d'ailleurs saisissant de vérité et j'ajouterai : *d'actualité*.

ont pour mission — cela seul relève un peu leur vile besogne — *d'entretenir* les gens nobles qui jouissent sans avoir les charges de la propriété et ne s'occupent que des choses de l'esprit. Nous avons bien la conception *cléricale* de l'économie, mais la démocratie en a-t-elle une autre ? Et nous avons bien ici aussi la quintessence de tout idéalisme, sacerdotal ou démocratique, qui est *le quiétisme dans la jouissance*, la délectation amoureuse et érotique loin du travail, loin de la production, loin du droit par conséquent, dans l'oisiveté contemplative. On comprend que Renan ait goûté particulièrement dans les Evangiles ce qui en fait, selon un mot de Sorel, un livre « pour des mendiants, et non pour des producteurs » et qu'il ait conçu son idylle galiléenne sur le type franciscain ; on comprend ses comparaisons perpétuelles avec le saint-Simonisme, comme aussi le rôle qu'il attribue aux femmes : tout cela se tient ; nous sommes en plein dans l'idéalisme : « un morceau sur *l'idéalisme*, comme conclusion à la Vie de Jésus, est indispensable, surtout pour réfuter Renan » écrit Proudhon en conclusion de sa propre *Vie de Jésus* ; et voici le jugement sévère qu'il portait sur l'œuvre de Renan; il me plaît de le rappeler ici: « Quant aux hommes de l'école de M. Renan, qui bafouent la croyance et insultent à l'esprit révolutionnaire, *ils sont nos ennemis à tous*. Leur idéalisme n'est que corruption, c'est la mort du droit, comme de la piété ; c'est *le mépris de toute chose divine et humaine* érigé en dogme ; l'égoïsme, empoisonneur obscène et lâche, qui souille de son venin tout ce que les hommes respectent, soit à titre de vérité et de droit, soit à titre d'inspiration et de foi. Dieu et les hommes, la religion et la justice, le Christ et la révolution, sont également outragés dans ce livre, et ce sera l'éternel opprobre que la fortune dont il a joui. » (p. 96-97) *Vie de Jésus*).

Ils sont nos ennemis à tous ! Femmelins idéalistes, socialistes érotiques, démocrates intellectuels, hommes de la paix sociale et de la promiscuité — et il n'y a rien de moins *métaphysique*, dit Proudhon quelque part, que la promiscuité — catholiques qui ont cessé d'être chrétiens et socialistes qui jamais ne furent révolutionnaires, conciliateurs à outrance, qui voulez une religion sans surnaturel et une révolution sans violence, bourgeoisie décadente, incapable de foi comme de droit, — oui, ils sont *nos ennemis* à tous, à nous qui, croyants ou incroyants, aimons la propreté dans les choses de l'esprit, et préférons à la paix, qui confond tout, la guerre qui donne aux êtres comme aux classes ou aux idées, la précision juridique, la rigueur métaphysique et la pleine réalité.

Il y a un bien joli chapitre dans le livre de Sorel, que je me reprocherais de ne pas signaler plus au long : c'est le chapitre où il démolit le *Marc-Aurèle* de Renan. Je dis : joli, et je devrais dire : terrible, tant il est plein d'une ironie cruelle, aussi bien pour le héros célébré par Renan et présenté par lui comme le type *de la sagesse laïque*, que pour notre démocratie présentement au pouvoir. Mais le réquisitoire est conduit de telle sorte, le ballon est dégonflé de telle manière, à petits coups sûrs, nets et comme sans bruit, toutes les observations, dans leur brièveté et leur apparente tranquillité ont une telle force, une telle densité, *l'exécution*, en un mot, est si parfaite, que le spectacle en est vraiment *joli*, tant il donne à l'esprit cette nuance particulière de plaisir subtil et raffiné à peine suffisamment exprimée par ce mot. Jésus et Marc-Aurèle ! L'Evangile et les Pensées ! Comme cette opposition devait tenter Renan ! Elle l'a tenté si bien, observe Sorel, qu'il lui a sacrifié quelque peu la vérité historique, puisqu'il aurait dû terminer ses *Origines* non avec le règne de Marc-Aurèle, mais avec celui de Commode. Mais il fallait terminer sur un livre *à effet* ; il fallait opposer à Jésus, qui eut la faiblesse d'esprit de croire au surnaturel, le sage laïque qui, sans surnaturel, parvient au plus haut degré de la sagesse ; il fallait écrire un livre qui fût une flatterie déguisée pour le rationalisme laïque régnant et la démocratie triomphante. Et Renan écrit son Marc-Aurèle. Exalter *les Pensées* aux dépens de l'Evangile — ce fut en effet la mode un temps, et je me rappelle avec quelle émotion un professeur, qui, sans doute, se piquait d'être sans préjugés et au goût du jour, nous vantait le livre de l'empereur-philosophe. Et il répétait avec onction ces phrases de Renan : « Après cette belle apparition d'un monde élyséen sur la terre, retomber dans l'enfer des Césars, qu'on croyait fermé pour toujours ! La foi dans le bien fut alors perdue. Après Caligula, après Néron, après Domitien, on avait pu espérer encore. Maintenant, c'est après le plus grand effort du rationalisme gouvernemental... que le règne du mal recommence, pire que jamais. Adieu, vertu ; adieu, raison. Puisque Marc-Aurèle n'a pu sauver le monde, qui le sauvera? » Et notre professeur avait un fin sourire sceptique et désabusé, le sourire entendu du renanien qui se croyait supérieurement intelligent et à l'abri de tout béotisme. Il n'en ajoutait pas moins, toujours avec Renan : « Véritable Evangile éternel, le livre des *Pensées* ne vieillira jamais ; car il n'affirme aucun dogme. L'Evangile a vieilli dans certaines parties ; la science ne permet plus d'admettre la naïve conception du surnaturel qui en fait la base... La science pourrait

détruire Dieu et l'âme, que le livre des *Pensées* resterait encore jeune de vie et de vérité. »

Or, la vérité, Sorel nous la montre : « C'est le règne même de Marc-Aurèle qui provoqua ces réflexions pessimistes ; c'est de son temps qu'on reconnut, expérimentalement et définitivement, l'impuissance de la sagesse officielle ; que l'on constata la faillite du stoïcisme et que l'on vit que l'utopie des moralistes ne pouvait résister à la pratique économique » (p. 334). Et Sorel nous fait voir ce sage Marc-Aurèle prisonnier du convenu, d'un *convenu moral* si étrange et si délibéré qu'il ferme les yeux sur l'infidélité de Faustine, s'entoure de coquins et remet l'empire à son fils Commode, un franc scélérat. « Son principe de voir les choses, écrit Renan, telles qu'elles doivent être et non telles qu'elles sont ne se démentit pas. En vain on osa le désigner sur la scène comme un mari trompé; les comédiens eurent beau nommer en public les amants de Faustine ; il ne consentit à rien entendre. Il ne sortit pas de son implacable douceur. Faustine resta toujours sa très bonne et *très fidèle épouse.* On ne réussit jamais, même après qu'elle fût morte, à lui faire abandonner *ce pieux mensonge.* » Voilà bien les phrases à la Renan, qu'il devait écrire avec un sourire très fin, en homme qui n'est pas dupe lui-même et qui jouit du plaisir que lui fait sa propre malice. Le cas de Marc-Aurèle fait plutôt songer au marquis-philosophe de Gyp, qui résoud dans le sens de son intérêt personnel, mais en se payant de belles considérations hautement morales, une situation analogue. La note de Sorel dans sa cruauté donne le fin mot de la chose.

Et comment croire au *renoncement* de Marc-Aurèle, quand on le voit exagérer le cérémonial de cour et mettre les intérêts de sa famille avant ceux de l'Empire, en laissant régner Commode après lui ? Cet ennemi du surnaturel est le plus superstitieux des hommes ; il persécute les chrétiens ; il couvre de sa faveur l'infâme Alexandre d'Abonitique ! Et les philosophes dont il s'entoure et qu'il protège sont des fripons et des ignorants. « On ne peut lire l'histoire de ce temps, écrit Sorel, sans penser au nôtre, et sans se demander si l'alliance de nos *intellectuels* avec les politiciens ne pourrait pas avoir des conséquences fort semblables à celles qui se produisirent au troisième siècle. Le spectacle de la corruption des philosophes pourvus de places prouva, mieux que les plus beaux discours, combien était vaine la sagesse officielle ; on avait pu croire, autrefois, que les maux des sociétés antiques diminueraient le jour où elles seraient gouvernées par des moralistes ; l'expérience avait été faite et elle avait tourné à la con-

fusion des prétendus représentants de la raison. » Et Sorel ajoute ces réflexions dont on ne saurait trop admirer la sagacité : « Mais dans ce monde incorrigible par ses propres ressources se dresserait le Christianisme qui semblait réaliser dans l'Eglise ce que la philosophie ne pouvait réaliser dans l'Etat ; *le Christianisme continuait la sagesse classique*, car il faisait appel, lui aussi, à la raison, à la morale, au sentiment du sublime ; il était donc tout désigné pour prendre la place d'un système qui avait sombré au grand jour de l'épreuve. La conquête chrétienne se trouva ainsi grandement facilitée, et, en effet, elle fit des progrès immenses dans les années qui suivirent. Les familles qui avaient conservé le respect des vieilles mœurs, qui avaient cru à la culture classique et qui ne désespéraient pas de la vertu, étaient dégoûtées du charlatanisme religieux, de l'ignorance et de l'immoralité des philosophes protégés par Marc-Aurèle. Elles devaient venir au christianisme ; c'est au temps de Commode que leurs conversions se multiplièrent, mais la cause réelle du mouvement est antérieure à son règne. » (P. 334).

On ne peut lire ce temps sans penser au nôtre ! En effet, et ne pourrait-on pas dire que, *mutatis mutandis*, le *règne de Clémenceau* rappelle celui de Marc-Aurèle? Clémenceau chef de gouvernement, c'est la philosophie, la philosophie du Grand Pan, c'est la sagesse moderne, laïque, démocratique et évolutionniste au pouvoir ; c'est *le rationalisme gouvernemental* encore une fois à l'épreuve : et voyez ce qu'il donne ! Clémenceau, ancien médecin, philosophe matérialiste, tout nourri du XVIII[e] siècle, pseudo-libertaire, c'est l'Encyclopédie au pouvoir ; Clémenceau, journaliste fougueux, polémiste implacable, dreyfusard impénitent, l'homme du Droit, je veux dire des Droits de l'homme, c'est tout le *Credo moderne* au pouvoir, vous dis-je, et voyez ce qu'il donne ! (1) Quelle leçon : un gouvernement de renégats, de traîtres et de... philosophes, ayant toujours à la bouche les mots : raison, justice, droit, et qui fait ce qu'il fait ! Et comment le syndicalisme, en face de cette corruption et de cette déliquescence, ne tirerait-il pas le même profit que le christianisme tira de la corruption des philosophes étalée sous Marc-Aurèle ? Lui aussi continue la sagesse classique ; lui aussi fait appel à la raison, à la morale, au sentiment du sublime. Et ne pourrait-on pas assimiler les récents grands

(1) Renan voyait dans Marc-Aurèle *un Romain accompli* ; et Sorel n'a pas de peine à montrer que Marc-Aurèle n'aimait et n'avait rien de ce qui fait le Romain. De même, d'aucuns ont pu voir dans Clémenceau un « patriote révolutionnaire de 92 » ; mais à l'épreuve on a bien vu que cela aussi n'était chez lui que... de la littérature et de la rhétorique.!

procès antimilitaristes aux persécutions dont les chrétiens furent l'objet ? « Le gouvernement, écrit Sorel, était tellement sous l'influence des charlatans que les chrétiens traduits en justice n'avaient plus devant eux le représentant de la majesté romaine, conservateur de la paix et du droit, l'autorité instituée par Dieu et à laquelle saint Paul avait commandé d'obéir, mais le complice des hommes de mensonge. Le tribunal devenait un champ de bataille entre les compagnons du Christ et les serviteurs de Satan ; l'idée de la *théomachie* apparut alors dans toute son horreur. » L'analogie n'est-elle pas évidente, et les modernes cours d'assises, où nos ouvriers syndicalistes sont traduits, ne sont-elles pas devenues elles aussi, un champ de bataille où se livre la lutte de classe ?

C'est précisément ce perpétuel rapprochement, entre la *conquête chrétienne* et ce qu'on pourrait appeler la *conquête syndicaliste*, rapprochement explicite ou implicite, qui rend la lecture du livre de Sorel si attachante, si intéressante et si instructive pour nous socialistes. Sorel, d'ailleurs, n'a pas dissimulé son dessein ; il l'a, au contraire, ouvertement déclaré : « Il ne faudrait pas croire que les origines juives et chrétiennes doivent intéresser seulement les personnes qui se préoccupent de problèmes religieux : ces origines nous fournissent un type si classique de la formation d'un monde, qu'en les étudiant on peut mettre à l'épreuve, d'une manière très sûre, tous les systèmes qui ont été imaginés pour expliquer l'histoire des mœurs, des institutions et des idées. Je crois que les socialistes auraient beaucoup d'enseignements à tirer de la conquête chrétienne et j'espère traiter un jour ce sujet au point de vue de la connaissance qu'il fournit pour nos luttes de classes. » (P. 2, *Avertissement au lecteur*).

Et quel est l'enseignement majeur qui se dégage tout de suite de l'étude de Sorel ? C'est que le christianisme n'ayant triomphé que grâce à la *théomachie*, à la scission, à la rupture la plus profonde avec le monde antique, c'est aussi grâce à la lutte de classe et à la scission radicale qu'elle implique que le socialisme, à son tour, parviendra à la victoire. Et Sorel met en lumière le rôle des persécutions, le rôle du montanisme, qui, en renforçant et en *isolant* pour ainsi dire le monde chrétien en formation, lui ont permis de prendre une claire conscience de lui-même et de triompher. Il rapproche nos *grèves violentes* des persécutions, nos socialistes intellectuels des gnostiques. « Il y a une grande analogie entre le gnosticisme et le socialisme des gens cultivés contemporains ; la grosse question est encore celle de la scission ; mais il ne semble pas que le socialisme ait autant de ressour-

ces que le christianisme primitif pour se tenir séparé. Les grèves violentes tiennent ici la place des anciennes persécutions » (p. 207-208). « Les systèmes gnostiques ne méritent pas plus l'examen que les descriptions de la société future faites par les socialistes amateurs ». « Les gnostiques rejetaient l'Ancien Testament et trouvaient absurde l'ardeur des martyrs : ce ne sont point là deux faits indépendants l'un de l'autre ; j'y découvre deux manifestations de l'esprit de conciliation. Des gens lettrés avaient découvert le christianisme et soupçonné son avenir ; ils cherchèrent à exploiter ces tendances, à *civiliser la barbarie chrétienne*, et à faire entrer la nouvelle religion dans les cadres de la philosophie des gens du monde » (p. 20). Que de gens voudraient aussi, à l'heure actuelle, civiliser *la barbarie syndicaliste* ! Il faut lire aussi tout le chapitre où Sorel démolit Philon, dont on a exagéré souvent l'influence sur le christianisme « Nous ne nous étonnerons donc pas, écrit-il p. 176, de voir éclore à Alexandrie une ample littérature destinée à flatter l'amour-propre d'une aristocratie d'argent. Philon occupe une place d'honneur dans cette pléïade, parce qu'il appartenait, lui aussi, aux familles les plus riches de la ville ; son frère Lysimaque faisait des prêts énormes aux gouvernements ; on pourrait comparer Philon à Rotschild se livrant à la théologie mondaine pour réconforter ses amis agacés par les attaques des antisémites ; seulement, un Rothschild emploierait les procédés de l'érudition moderne et son œuvre ne ressemblerait nullement à celle de Philon. » N'avons-nous pas vu aussi, depuis l'affaire Dreyfus, fleurir une sorte de socialisme très spécial, le socialisme des salons dreyfusards ou juifs, une espèce de théologie socialiste, où la métaphysique des Droits de l'homme était donnée comme impliquant l'émancipation de la classe ouvrière ? « Après avoir beaucoup vanté l'œuvre de Philon, dit encore Sorel (p. 187), Renan avoue que les Juifs hellénisés n'étaient pas dans la direction qui devait engendrer l'avenir. Ce sont des lettrés, et les lettrés font peu de chose. C'est de pauvres conventicules de messianistes et d'égarés de Palestine, gens ignorants, n'ayant pas de philosophie, ne sachant pas un mot de grec, que sortira Jésus. » Si nous nous reportons aux thèses de Vico, nous voyons que le renouvellement religieux ne pouvait, en effet, sortir d'un travail de réflexion, d'une subtile exégèse, d'un raffinement de l'intellectualisme grec ; il fallait qu'il y eût, au départ, quelque chose d'instinctif, de passionné, de mythologique : c'est pourquoi les apocalypses juives offrent un si grand intérêt pour l'histoire. » Que de gens voudraient faire sortir aussi le socialisme « d'un raffinement

de l'intellectualisme moderne ! » Nos gnostiques et nos Philon... socialistes rejettent le *vieux* socialisme et la grève générale, comme les gnostiques chrétiens rejetaient la Bible et trouvaient absurde l'ardeur des martyrs : l'analogie est évidente. Les affirmations tranchantes du *Manifeste des Communistes* et des anciennes brochures guesdistes font sourire nos *savants* en socialisme ; tout cela est grossier, à leurs yeux, sans nuances, comme était grossière et sans nuances, sans doute, la Bible aux yeux des gnostiques. Or, Sorel fait ressortir merveilleusement l'énorme influence de la littérature biblique : « La Bible constitue bien une des grandes forces du christianisme » mais il me semble que Renan a omis d'indiquer l'essentiel, c'est-à-dire de déterminer quelles sont les âmes qui sont ainsi foudroyées. La fascination est irrésistible pour les natures mystiques : il ne faut jamais oublier qu'au point de vue de la psychologie, *la mystique c'est l'amour* ; or, l'âme ardente ne connaît pas les nuances ; elle ne comprend que l'abandon le plus absolu ou la haine ; mystiques et amoureux jugent que toute position moyenne suppose de bas calculs ou l'égoïsme. L'Eglise a imité, tant qu'elle a pu, le style de l'Ancien Testament ; sa littérature est toujours pleine de la Vulgate ; on a souvent reproché aux écrivains catholiques leurs exagérations oratoires, parce qu'on n'a pas observé que ces exagérations constituent une des causes du succès des idées religieuses : nos races, portées au sacrifice et à la mystique, ont rarement marchandé leur dévouement à l'Eglise quand elle leur a parlé cette langue. Cette langue convient très bien pour exprimer les sentiments de révolte absolue... La Bible convient donc très bien aux temps troublés et elle fournit des textes pour rendre avec une force singulière l'espoir d'une révolution catastrophique. L'homme ne détruirait, sans doute, jamais rien s'il était toujours sous l'influence de la raison, et cependant il faut des négations absolues, des abolitions et des renaissances... Ces considérations nous permettent de comprendre l'influence que la langue ecclésiastique eut sur le maintien de l'idée de scission dans la première société chrétienne : scission qui semble avoir été mieux comprise en Occident que dans les pays grecs, justement parce que le latin exagère encore la vigueur de l'expression biblique. Ce problème de la scission est capital dans l'histoire des origines chrétiennes. On se demande comment une Eglise qui, ne cessant de s'accroître dans tous les rangs de la société, a pu demeurer près de trois siècles assez isolée pour se créer une idéologie indépendante... Les persécutions agirent évidemment dans le sens de la scission ; mais leur action fut bien sou-

tenue par la littérature biblique (ou issue de la Bible) » (p. 205- 206-207).

Nous n'avons pas, nous, socialistes, de Bible à notre disposition ; l'ancienne littérature socialiste est tombée en un discrédit complet ; la social-démocratie allemande nous a noyé dans une phraséologie scientifique où la vigueur marxiste primitive a totalement disparu ; pour maintenir l'idée de scission, il n'y a plus que la grève violente. Mais le syndicalisme révolutionnaire, fils des races latines « portées, comme dit si justement Sorel, au sacrifice et à la mystique » et nourries de culture classique, redonnera à l'idée de scission toute sa force et toute sa valeur. La France et l'Italie reprendront leur rôle d'initiatrices sur les races anglo-saxonnes plus raisonnables, plus tranquilles, plus plates, de tempérament moins mystique.

J'ai terminé. Je suis loin d'avoir épuisé tout ce qu'on pourrait dire de ce livre de Sorel, si riche, si original. Il le faut lire et relire. On en admirera davantage, à chaque nouvelle lecture, la profondeur et la nouveauté des aperçus, en même temps que la justesse, la sobriété, la force toute classique de la langue.

Edouard Berth.

LES ORGANISATIONS SOCIALISTES

La Social-Démocratie russe et son Congrès de Londres

Les circonstances dans lesquelles s'est tenu à Londres, après avoir erré un moment, le récent congrès de la social-démocratie russe, lui ont donné un retentissement que la misère des débats et des résolutions n'auraient pu lui assurer. La social-démocratie de Russie est, comme tous les gouvernements en décadence, en proie aux pires divisions intérieures et elle passe son temps à discuter à la fois sur les personnes, les sectes et les dogmes. Rien que sur le titre exact de ce congrès on n'a pu s'entendre, dès le début. Les uns prétendaient que c'était le cinquième du *Parti social-démocrate ouvrier de Russie*, les autres voulaient que ce n'en fût que le quatrième : la querelle venait de ce que l'une des fractions en présence n'avait pas assisté à l'un des congrès précédents. On ne put se mettre d'accord qu'en ne numérotant pas ce congrès, qu'on désigna officiellement sous le seul nom de *Congrès de Londres*.

Pour plus de clarté, rappelons que le *Parti social-démocrate ouvrier de Russie* date de 1898, et que, dès 1903, après son second congrès, tenu également à Londres, il se partagea en deux fractions : la *majorité* et la *minorité*. L'opposition des *majoritaires* (1) et des *minoritaires* (2) avait éclaté à propos de la rédaction d'un article des statuts et d'élections trop *cuisinées* au conseil du parti et au comité central. Ces causes n'étaient qu'occasionnelles : la scission tenait à des divergences de vues réelles sur la tactique. Pour les majoritaires, ainsi que leur chef Lenine l'a expliqué dans une brochure sur le second congrès, le vrai social-démocrate, c'est « le jacobin, intimément lié au prolétariat et conscient de ses intérêts de classe. » (3) Les minoritaires ont, au contraire, toujours critiqué cette conception blanquiste et lui ont opposé la nécessité pour le parti d'élargir et d'approfondir son action dans le sens du mouvement autonome des masses ouvrières. Je dois

(1) *Mencheviki.*
(2) *Bolcheviki.*
(3) *N. Lenine* : Un pas en avant, deux pas en arrière, p. 140 (Genève, 1904).

dire d'ailleurs qu'au fond ce n'était là qu'une attitude platonique, puisqu'elle n'a pas conduit les minoritaires au rajeunissement de leur pensée. En fait, les uns et les autres ont passé leur temps, non à rafraîchir leurs idées, mais à s'entredévorer. En 1906, au Congrès de Stokholm, il y eut un semblant d'unification, mais les deux fractions n'en continuèrent pas moins ensuite leurs luttes acharnées, dont la discorde rapportée plus haut, au sujet d'une élémentaire question d'arithmétique, n'est qu'un faible écho.

On pourrait demander à la social-démocratie russe, qui se prétend le parti même de la classe ouvrière, comment il se fait qu'elle soit ainsi divisée, alors que la lutte de classe, dont elle se réclame, est une et commune à tous les prolétaires ? Mais ce serait une question superflue. Tout s'explique par ce fait incontestable que la vie intérieure du parti social-démocrate est vide de toute *lutte ouvrière* proprement dite ; que ses principes ne sont que des abstractions extérieures à la classe ouvrière ; que ce parti, par conséquent, ne peut en rien se confondre avec l'avant-garde du prolétariat militant ; et que le socialisme réel, le socialisme de la vie, se crée à côté de lui et hors de lui. Voilà pourquoi les dissentiments qui peuvent et doivent même se produire dans tout groupement qui vit et qui agit, prennent immédiatement ici des dimensions disproportionnées et donnent toujours lieu à toute une série de scissions et de controverses interminables sur les plus futiles questions. A vrai dire, dans un tel parti, ce sont plutôt les discordes qui unissent les membres que l'accord complet sur les principes fondamentaux.

On comprendra donc à quel point les congrès social-démocrates doivent être peu intéressants et combien peu fructueuse doit être leur œuvre. De ce point de vue, le dernier congrès de Londres ne se distingue pas des précédents et, s'il n'existait pas au sein du parti des luttes entre les fractions, il aurait bien pu ne pas avoir lieu.

Le seul nombre vraiment excessif des délégués indique déjà jusqu'à quel point la rivalité des « majoritaires » et des « minoritaires » était la seule raison d'être de ce congrès, qui coûta si cher et qui fut si difficile à organiser. Il y avait, en effet, près de 300 délégués, qui, sur les bases de la représentation proportionnelle, auraient dû, théoriquement, être les mandataires de près de 150.000 membres du parti. Or ce chiffre est fictif ! Il n'y a qu'une quantité infiniment plus petite de cotisants, car vraiment l'on ne peut tenir compte de ceux qui ont voté, aux élections, pour les social-démocrates, puisqu'ils n'exercent aucune influence sur les destinées du parti.

Le congrès a duré — *horribile dictu* ! — trois semaines. Trois semaines de bavardages, consacrées à des questions puériles, sans importance aucune pour le mouvement ouvrier russe et ne tenant toutes qu'aux ambitions respectives des fractions opposées. Aussi tout ce qu'on peut dire du congrès, *c'est qu'il n'offre aucun intérêt au point de vue socialiste.*

La grosse discussion porta sur les rapports du comité directeur du parti et de la fraction social-démocrate à la Douma. On remua, examina, détailla, critiqua sans fin les moindres actes, les plus courtes paroles et les plus petits gestes du comité directeur et de la fraction au parlement. La raison de cette analyse à la loupe était très simple : comité et fraction étant en majorité composés de « minoritaires », c'était une belle occasion pour les « majoritaires » de passer leur action au crible et de prendre une revanche.

Les « majoritaires » reprochaient aux « minoritaires » de concentrer toutes leurs forces sur l'action de la fraction au sein de la Douma. Pour eux, il n'y avait qu'une tactique possible : discréditer la Douma, au lieu de l'utiliser. La première partie de l'ordre du jour qu'ils firent voter sur cette question au congrès exprime nettement leur point de vue :

Le but politique immédiat de la social-démocratie à la Douma est :

a) De montrer au peuple l'inutilité complète de la Douma pour réaliser les revendications du prolétariat et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, en particulier des paysans ;

b) De lui expliquer l'impossibilité de conquérir la liberté politique par la voie du parlementarisme, tant que le pouvoir restera aux mains du gouvernement « tzariste ».

Il est vrai que la seconde partie de l'ordre du jour se termine par cette déclaration légèrement contradictoire :

Le caractère général de l'action dans la Douma doit être subordonné à la lutte du prolétariat hors de la Douma.

Il y a une question que les socialistes russes n'osent pas beaucoup se poser : la Révolution est-elle faite ou non ? Les « majoritaires » répondent bravement : elle va seulement commencer. Mais, en vérité, il faut être aveugle pour ne pas voir que « la lutte du prolétariat hors de la Douma » ne permettait pas de pareilles espérances. La classe ouvrière ne veut pas entendre parler de cette « révolution en permanence » (1) que prétendent lui imposer les jacobins de la social-démo-

(1) Lors des grandes grèves de 1905, certains social-démocrates ne trouvaient rien de mieux que de s'écrier : « A bas la Constituante ! Vive le Gouvernement provisoire ! « Selon eux, la « révolution en permanence » devait conduire la Russie directement au socialisme ! Cela fait songer à la tactique des « sans-culottes » pendant la Révolution française. Kautsky la rappelle en ces

cratie russe. La Douma était impuissante à réaliser les revendications prolétariennes — dit l'ordre du jour voté par le congrès. Mais le prolétariat le sait parbleu bien ! Et c'est pourquoi il cherche à se grouper sur son terrain de classe, à créer son organisme à lui, en dehors de toutes les bourgeoisies, petites ou grandes, révolutionnaires ou conservatrices. Il n'entend relever que de lui-même, ne confier son sort qu'à ses propres mains, ne se servir que de ses institutions particulières.

En vérité, est-ce que même un autre parlement que la Douma serait capable de réaliser toutes les revendications du prolétariat ? Qui oserait le prétendre ? Alors, il faut dès maintenant chercher, pour grouper les prolétaires, un autre terrain que le terrain parlementaire. A plus forte raison si la Douma n'est même pas un parlement au sens réel du mot ! Je ne dis pas que les réformes politiques ou autres ne puissent être obtenues par voie parlementaire. Mais ce que je dis, c'est que cela n'a rien à voir avec le socialisme révolutionnaire. Pas plus d'ailleurs que cette coalition avec « la petite-bourgeoisie révolutionnaire, en particulier avec les paysans » que les majoritaires rêvent depuis longtemps et que préconise l'ordre du jour cité plus haut. Les paysans russes deviennent déjà de moins en moins révolutionnaires — et ce ne sont pas les marxistes qui peuvent s'en étonner !

L'ordre du jour sur l'action à la Douma est caractéristique du congrès. Il dispense d'énumérer tous les autres, dont l'importance est à peu près nulle. Mais tous ont le même caractère incohérent: une partie est favorable aux « majoritaires » et l'autre partie aux « minoritaires ». A quelques voix, les « majoritaires » ont été les vainqueurs du congrès. Mais cette victoire, par ailleurs, a été pour eux une demi-défaite : les « minoritaires » sont parvenus, selon leur mot, à « détraquer » tous les ordres du jour et à y faire passer leurs propres thèses à côté des thèses contraires. C'est ainsi que, dans un ordre du jour, on

---

termes : « Les sans-culottes se trouvaient dans une impasse. Les circonstances leur avaient mis en main le pouvoir, mais ne leur permettaient pas de créer des institutions qui puissent d'une manière durable servir leurs intérêts... L'exploitition capitaliste était comme une hydre : plus on lui coupait la tête, plus il lui en poussait. Pour la combattre, les sans-culottes durent aller d'excès en excès ; ils durent déclarer la révolution en permanence, accentuer de jour en jour le système de la terreur » (Kautsky, La lutte des classes en 1789, traduction française, pp. 84-85.)

Certes le congrès de Londres a répudié la pratique des « expropriations » et des « vols à main armée. » Néanmoins, il reste encore de nombreux points de contact entre la tactique des sans-culottes de 1789 et celle des social-démocrates russes.

a critiqué fortement l'activité de la fraction parlementaire, puis finalement, on a approuvé sa conduite. Ordre du jour diplomatique ! Dans un autre, on reproche à la fraction d'avoir traité « avec inattention » la question des nationalités et d'avoir « laissé fuir l'occasion de lier l'action socialiste avec la masse des populations opprimées ! » Mais la motion qui détient le record est celle où on a voulu *trouver une base économique précise à tous les partis politiques en Russie.* O matérialisme historique, que de sottises on commet en ton nom ! Je dois dire pourtant que les « minoritaires » essayèrent de s'y opposer et leur intervention eut pour résultat de faire ajouter à la motion qui fut votée leurs propres amendements. Ce fut, comme bien on pense, un mélange ridicule et piteux.

Je dois signaler encore le combat qui fut livré entre « majoritaires » et « minoritaires » sur la fameuse question du *congrès ouvrier*, dont j'ai déjà dit quelques mots dans mon article du *Mouvement Socialiste* de février 1907. Les « minoritaires » soutenaient, comme toujours, l'idée de convoquer *un congrès composé exclusivement d'ouvriers* : là doit être, à leur sens, le salut du parti social-démocrate. A vrai dire, c'est là l'aveu le plus éclatant de l'impuissance radicale du parti au point de vue de l'organisation ouvrière. Mais ce projet est stérile : les « minoritaires » restent toujours dans le même cercle vicieux dont ils ne sortiront peut-être jamais. Selon eux, la participation des social-démocrates aux organisations ouvrières (syndicats, coopératives, etc.) finirait pas intéresser les prolétaires aux choses du parti. C'est donc que les ouvriers russes ne se passionnent précisément pas pour le parti social-démocrate ! C'est donc que le travail qu'ils font dans leurs syndicats, coopératives, etc., leur suffit ! Mais alors ? On se demande pourquoi les ouvriers quitteraient leurs institutions pour venir réparer le mal créé dans le parti et le retaper à neuf ? Les « majoritaires » étaient plus logiques, en constatant que cela amènerait le remplacement du parti par une organisation purement ouvrière. Le congrès fut de leur avis et repoussa l'idée du « congrès ouvrier ».

Naturellement, *in cauda venenum* : le dernier alinéa de la résolution votée est dirigé contre les syndicalistes. En Russie comme partout, les syndicalistes empêchent de dormir les représentants du vieux socialisme ultra-orthodoxe. « L'agitation pour le Congrès ouvrier, déclare *ine fine* l'ordre du jour voté, soutenue par les anarcho- syndicalistes dans leur lutte avec la social-démocratie pour conquérir l'influence sur les classes ouvrières, est nuisible au développement du prolétariat ». Heureux prolétariat ! Le voilà bien gardé.

L'allégation des « majoritaires » était d'ailleurs fausse. Les syndicalistes – qui se différencient tout autant de l'anarchisme traditionnel que du vieux socialisme – ne préconisaient pas et n'avaient pas à préconiser la tenue d'un congrès ouvrier sous la tutelle des social-démocrates. Un congrès des organisations syndicales, c'est, en fait de congrès, tout ce que les syndicalistes peuvent soutenir. Et cela n'a rien à faire avec la proposition des « minoritaires ».

Mais si le Congrès n'a rien fait, qu'étaler l'impuissance de la social-démocratie à résoudre les nouveaux problèmes du socialisme, par contre il a tenté – naturellement – de porter le désordre dans le mouvement syndical. Le texte de la motion votée à ce propos est significatif :

En confirmant la résolution prise par le Congrès d'unification du parti sur le mouvement syndical, le Congrès rappelle à tous les groupes du parti et à tous les social-démocrates militants dans les syndicats, qu'un des principaux buts de la social-démocratie à l'égard des syndicats est de concourir à ce qu'ils adoptent l'attitude théorique du parti social-démocrate et établissent avec lui des liens organiques.

Evidemment, pareille motion, votée hâtivement, en fin de congrès, est, non pas un rappel – puisque jamais le congrès d'unification de 1906 du parti n'a pris de résolution dans ce sens – mais un appel à modifier profondément la pratique des social-démocrates envers les organisations syndicales. Malheureusement pour le parti social-démocrate, cette motion a un défaut : elle va en sens contraire de la marche du mouvement ouvrier. Le mouvement syndical en Russie grandit de jour en jour, prend conscience de lui-même, et affirme son autonomie. Non seulement il ne fait pas machine en arrière et ne va pas se remettre sous la protection de tel ou tel parti, mais encore il oblige les partis à courir après lui, à lui faire la cour, pour essayer de le capter. C'est ainsi que le Bound, qui prétendait mener dictatorialement en maître les syndicats, a cru devoir abandonner son fameux *droit de veto*. Et cela, parce que les syndicats avaient grandi et étaient devenus redoutables dans les cercles où agit le Bound.

Une question pourrait se poser : est-ce bien le moment pour le parti social-démocrate de vouloir mettre la main sur les syndicats ouvriers en Russie ? Cela ne paraît guère. Les travailleurs russes ne semblent pas précisément décidés à subir des influences extérieures, quel que nom qu'elles prennent. Mais en supposant, par impossible, que les menées des social-démocrates viendraient à réussir, ce ne serait pas la renaissance du parti, mais la dislocation des syndicats qui en résulterait. Si c'est pour cela que les social-démocrates sont allés à

Londres, il n'était vraiment pas nécessaire de dépenser les *cent mille roubles* qu'a coûtés ce congrès inexistant !

Quoi qu'il en soit, une leçon certaine se dégage de la vanité même de ce congrès : c'est la pauvreté d'idées des vieux partis socialistes, leur impuissance à comprendre la vie, la stérilité irrémédiable de leur action. A la vérité, le socialisme est ailleurs, en Russie comme partout : il est dans les forces jeunes du syndicalisme.

J. Ezersky.

(1) D'après une statistique récente, il existe en Russie, à l'heure actuelle 652 syndicats ouvriers, comprenant 242.272 adhérents. Les plus nombreux sont ceux des métallurgistes : ils sont au nombre de 71 avec 54.173 membres. L'industrie textile compte 25 syndicats avec 37.214 membres, etc.

LES SYNDICATS OUVRIERS

Le Syndicalisme en Suisse

La Fédération des Unions ouvrières de la Suisse Romande

(*Suite*) (1)

Congrès de Neuchâtel. — Environ cent vingt camarades se rencontrèrent dans la petite ville jurassienne, le 22 octobre 1905. Bienne, Chaux-de-Fonds, Chézard, Fribourg, Genève, Lausanne, Le Locle, Neuchâtel, Nyon, Peseux, Saint-Blaise, Saint-Imier, Travers, Vevey, avaient envoyé des délégués. Des politiciens, des curieux purent assister à la réunion, et comme la Fédération n'était pas encore officiellement établie, il fut convenu, par esprit de tolérance, que tous les assistants pourraient prendre part aux discussions ; seuls, cependant, les délégués des syndicats et Unions ouvrières auraient le droit de décider en dernier ressort. On verra plus loin que les syndicalistes faillirent être victimes de leur bienveillance et qu'une cabale risqua de tout compromettre.

Le camarade Henri Baud, de Lausanne, président du Congrès, donna lecture de l'ordre du jour :

1° Institution d'une Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande ;
2° Propagande pour la journée de huit heures ;
3° Mesures à prendre contre les lock-out ;
4° Propagande antimilitariste ;
5° Création d'un journal syndicaliste pour la Suisse romande.

C'était le même programme qu'à la réunion de Lausanne. Mais il importait cette fois de ne plus s'en tenir aux vœux et de passer aux réalisations. Ce qui n'alla pas tout seul. Les politiciens, les secrétaires officiels, les centralisateurs du socialisme réformiste avaient si habilement manœuvré que des camarades s'évertuèrent longuement à semer le doute sur l'utilité de la Fédération syndicaliste. Le résultat acquis à Lausanne était même si bien menacé qu'à la Chaux-de-Fonds, par exemple, où, en juillet, on paraissait décidé à marcher de l'avant, on ne trouva plus que des délégués partagés en deux groupes irréductibles — ce qui désorienta fort les congressistes. Des discussions violentes surgirent — à cause de la politique électorale natu-

(1) Voir notre numéro du 15 juillet.

rellement — comme si assurément, en dehors de l'usage du bulletin de vote, une action commune à tous les ouvriers était impossible.

Tout fut remis en question. Et, puisqu'on le demandait, les camarades Bertoni de Genève, Baud de Lausanne, Rouiller de la Chaux-de-Fonds expliquèrent à nouveau qu'il s'agissait enfin de remplacer la solidarité financière, si chère aux syndicats de la *Gewerkschaftsbund* et à ceux de l'horlogerie, par la solidarité d'action ; la Fédération ne serait pas un organisme habituel de mutualisme, mais un groupement d'action ouvrière. C'était clair. On procéda alors à l'appel des Unions ouvrières qui avaient à répondre oui ou non, pour ou contre la Fédération. Résultat de l'appel : *les quatre Unions ouvrières de Genève, Lausanne, Nyon, Vevey, et le syndicat des maçons de Peseux adhèrent à la « Fédération romande des Unions ouvrières.* » Celle-ci est donc constituée. Débuts modestes et pénibles, comme on voit.

Il fallait maintenant affirmer nettement le but à poursuivre. Le camarade Graber, rapporteur pour Chaux-de-Fonds, présenta une déclaration de principe, un projet de statuts. C'étaient les principes des considérants de l'*Internationale*, mais en abrégé, c'est-à-dire : la lutte de classe, l'expropriation capitaliste, la suppression du patronat et du salariat, l'entente internationale des travailleurs. « Il faudra surtout, ajouta Graber, s'occuper de propagande syndicale par la brochure, la conférence, le journal, élever le degré de conscience des syndiqués, mais toujours laisser la plus large autonomie aux groupements adhérents. » Au reste, voici le premier article du projet de règlement :

La *Fédération romande des Unions ouvrières*, considérant :

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que les efforts des travailleurs doivent tendre à la socialisation des moyens de production et de consommation par l'expropriation du capital, permettant ainsi d'arriver à la suppression du patronat et du salariat ;

Que devant l'exploitation internationale du capital, les ouvriers ne forment qu'un peuple et doivent se grouper internationalement ;

Que l'armée étant une entrave à l'émancipation, la Fédération s'occupera par tous les moyens à faire disparaître cette institution.

La discussion fut ouverte sur ce préambule. Une forte opposition se manifesta de nouveau. Certains assistants avancèrent qu'avec un programme aussi vaste on éloignerait les ouvriers, qu'on ne pourrait, par exemple, faire triompher cette idée de la suppression du salariat et qu'on se ferait traiter de voleurs dans les assemblées ; puis, il ne fallait pas mettre de côté toute une partie de l'activité possible, l'activité dans les questions de législation ouvrière, de protectionnisme, dans les questions de référendum et d'initiative populaire. Et toute

l'histoire de la « jambe économique » et de la « jambe politique » — image de prédilection de Ferri, l'intégraliste qui a oublié, pourtant, une troisième jambe, la « jambe coopérative », qu'on vient d'inventer! — revint sur le tapis. Un ouvrier menuisier de Lausanne, Viret, fervent politicien, profita de la confusion créée par les radicaux de l'horlogerie ou les électeurs à tout crin, pour présenter une nouvelle déclaration de principe, en opposition à celle de l'*Internationale*. La voici :

Les délégués représentant les syndicats et les Unions ouvrières de la Suisse romande, réunis en congrès, le 22 octobre 1905, reconnaissent la nécessité de constituer une *Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande*, non pas en opposition avec les organisations locales ou fédérations actuelles, mais dans le but de coordonner la propagande syndicale dans les milieux ouvriers et agricoles, d'établir entre les organisations ouvrières et les militants un lien nécessaire pour que toutes les manifestations économiques et politiques de la classe ouvrière ne restent plus locales, mais se généralisent, lorsque cela est nécessaire.

Cette Fédération, de caractère plutôt moral, n'impliquera aucune nouvelle charge financière pour les syndiqués, les cotisations devant être minimes et l'administration très simple ; elle n'entravera, par conséquent, pas la marche des fédérations de métier, mais elle complètera leur travail en tenant compte du caractère de nos ouvriers et des conditions de la Suisse romande.

La *Fédération des Unions ouvrières*, comme du reste les syndicats qui la composent, reste en dehors de tout parti politique ; elle reconnaît comme principe fondamental que l'émancipation intégrale des travailleurs n'est possible que par la socialisation des moyens de production.

Les camarades syndicalistes firent observer derechef que la Fédération ne pouvait prendre part aux manifestations politiques sans amener des discordes entre les membres, qu'elle n'avait de raison d'être qu'en restant sur le terrain économique, *extra-légal*, seul terrain où l'entente était possible entre ouvriers légalitaires et antilégalitaires, que l'organisation nouvelle était d'ailleurs à base fédérative, c'est-à-dire que chaque Union ouvrière conservait son autonomie et la faculté de faire, dans chaque localité, ce qu'elle voudrait, même des élections. Rien n'y fit. Et l'assemblée consultée se prononça, par 31 voix contre 28, pour la proposition Viret contre les propositions de la Chaux-de-Fonds. Ce vote, d'ailleurs, ne signifiait rien, puisque les délégués de Lausanne, Genève, Vevey, Nyon, Peseux, qui seuls avaient constitué la Fédération romande, repoussaient l'ordre du jour Viret et acceptaient les considérants de l'*Internationale*. On ne pouvait admettre — ç'aurait été trop bête, pourtant — que les Unions ouvrières et syndicats non adhérents à la Fédération, que des spectateurs quelconques se posent en majorité pour donner une ligne de conduite au nouvel organisme. Mais ces points de vue, du plus vulgaire bon sens, ne pouvaient être admis par les réformistes et politiciens présents à l'assemblée, et ils firent un scandale inouï lorsqu'ils apprirent que la Fédération unanime entendait, malgré eux, ne pas faire de politique. Spectacle pénible et attristant que celui des tra-

vailleurs s'entre-déchirant pour un malentendu, pour une illusion peut-être.

La séance continua néanmoins, mais un temps précieux avait été perdu. Il fut décidé que la F. U. O. S. R. tiendrait deux réunions par année, que chaque Union pouvait s'y faire représenter par trois délégués. Celles qui comptaient plus de 1.000 membres auraient droit à deux délégués en plus, tous choisis exclusivement parmi les ouvriers syndiqués. Vevey fut désigné comme siège du Comité fédératif. Pour le reste des statuts de la Fédération, celle-ci empruntait à la commission Graber son travail pour le faire sien après discussion.

La besogne administrative étant achevée, on passa à un travail plus agréable, au cours des discussions sur la journée de huit heures, sur les lock-out et sur l'antimilitarisme.

Le camarade Bertoni, au nom de la Fédération ouvrière de Genève, présenta un rapport de premier ordre sur la journée de huit heures. Après avoir parlé des origines du mouvement, de toute l'agitation faite en Amérique en 1886 et en France depuis le congrès de Bourges, il poursuivait en ces termes :

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur nos énergies, sur nos seules forces prolétariennes pour conquérir un bien-être et une liberté toujours plus grands. Ce n'est qu'un reste de l'antique superstition religieuse de croire qu'il y ait des forces en dehors des nôtres propres, agissant en notre faveur. Il faut que nous luttions directement, sans trêve, sans peur ni faiblesse, contre capitalistes et gouvernants, si nous voulons améliorer nos conditions d'existence, si nous voulons diminuer les profits patronaux, en attendant d'être assez forts pour les supprimer. D'autre part, même si la loi établissait demain la journée de huit heures, les travailleurs devraient se mettre en grève pour la faire appliquer. Et les gouvernants, alors, lèveraient la troupe contre les grévistes coupables de vouloir que la loi soit respectée. Nous ne pouvons pas, par conséquent, reporter notre foi en l'action parlementaire, laquelle détourne pour une lutte politique, souvent sans but bien défini et illusoire, ces forces ouvrières qui s'exerceraient bien mieux sur le terrain économique.

Les organisations syndicales, tous les syndicats, s'ils le veulent fortement, obtiendront la journée de huit heures, parce qu'ils ont, à l'état latent, la force suffisante pour l'imposer.

Mais il faut, pour cela, que chaque groupe, chaque travailleur, fasse œuvre de propagande et d'éducation. Que les fédérations fassent apposer, en nombre considérable, des affiches expliquant la nécessité de la réduction des heures de travail, de l'augmentation des salaires et préconisent, dans ce but, les moyens indiqués dans le congrès de Bourges. Que le plus grand effort soit consacré à la propagande pour les huit heures, en convoquant partout des comices, des congrès de districts, régionaux, appelant tous les travailleurs à discuter et à coopérer au mouvement.

Tous les moyens — et ils sont nombreux — doivent être employés pour provoquer un vaste mouvement d'opinion publique favorable à la journée de huit heures, qui finira par vaincre toute résistance. Un résultat semblable, toutefois, n'est pas possible, si chacun de nous ne fait preuve de volonté, d'abnégation et d'initiative, si chacun de nous ne se transforme en militant qui, en n'importe quelle circonstance et partout, soulève la question des huit heures, recherche et applique tous les moyens pour la vulgariser et la propager. Toutes les énergies, en somme, doivent se confondre en une œuvre commune, pour qu'au 1er mai 1907 l'agitation atteigne son point culminant...

Il faut également que les organisations préparent des revendications particulières, qu'au 1er mai 1907 elles imposeront au patronat, avec la revendication générale des huit heures ; que chacune surtout fixe le minimun de salaire qu'elle

veut exiger du patronat et qu'elles fassent autour de ces revendications, dans leurs corporations respectives, toute la propagande désirable ; car ces multiples revendications, d'ordre purement corporatif, ont souvent un attrait considérable et amèneront au mouvement des éléments nombreux et actifs.

Que tous les militants se mettent donc résolument à l'œuvre ; si la campagne des huit heures aboutit, ne fut-ce qu'en partie, un horizon nouveau s'ouvrira au syndicalisme, qui attirera dans ses rangs tous les hésitants, décuplera ses forces et le rendra prêt à entreprendre une action plus décisive encore et plus féconde.

Il est donc nécessaire que nous fassions taire nos préférences personnelles, que nous n'ayions en vue que notre intérêt commun, que nous œuvrions tous avec cohésion pour préparer les éléments nécessaires à notre victoire. Préparons-nous à la lutte, et au moment décisif, que chacun de nous soit en mesure de fournir son maximum d'efforts.

Nous ne pouvons prévoir d'une manière exacte toutes les forces contre lesquelles nous aurons à nous heurter, mais il sera bon de se préparer à user de tous les moyens pour renverser n'importe quel obstacle qui s'opposera au triomphe de nos légitimes revendications. Luttons, luttons toujours jusqu'à notre complète émancipation, laquelle, ne l'oublions jamais, ne pourra être que notre œuvre.

Le rapport présenté à Genève fut approuvé et l'on prit la décision d'étudier dans chaque organisation les moyens rapides d'arriver à cette réforme par la propre action des travailleurs. Si le temps, malheureusement, n'a pas amené la réalisation de toutes les propositions exprimées, c'est qu'à l'époque les ouvriers actifs étaient encore peu nombreux, et surtout parce que la Fédération se heurtait à toute une propagande « à la Greulich », qui se faisait pour la journée de... dix heures. N'importe, des idées furent remuées : dès lors une agitation est née et les travailleurs se familiarisent avec l'idée de la grève générale. Les temps sont changés, tout de même.

Le Congrès de Neuchatel discuta également un rapport très significatif de l'Union ouvrière de Vevey sur les mesures à prendre contre le lock-out. La question était de saison, car de récents lok-out, à Berne, à Thuringe, à Zurich, avaient secoué d'émotion les masses ouvrières et il importait de relever les provocations patronales. Nous voudrions pouvoir reproduire *in-extenso* ce rapport, tellement il exprime admirablement toute la force de conviction et tous les besoins d'action des syndicalistes révolutionnaires. Bornons-nous à en donner quelques extraits :

Pour déclarer un lock-out en Suisse, les patrons doivent avertir leurs ouvriers quatorze jours avant la fermeture des ateliers. C'est le délai légal prévu par la loi sur les fabriques.

Première hypothèse. — Admettons que les patrons se conforment à la loi, au délai légal. Plusieurs manières de combattre le lock-out dans ce cas sont à étudier :

a) Pendant le délai légal des travailleurs continuent à se rendre à l'atelier, à l'usine, au champ, au chantier.

Quelle action convient-il qu'ils pratiquent ? Vont-ils remplir *honnêtement* leur journée, produire le *travail maximum* jusqu'au jour de la fermeture des ateliers ? Convient-il qu'ils *achèvent vivement* les commandes en cours d'exécution pour éviter des embarras aux patrons ? Doivent-ils préparer les machines, les matériaux, les bâtiments pour empêcher lesdétériorations pen dant le chômage ?

Ou bien ne serait-ce pas le moment de pratiquer le travail lent ou le travail trop rapide, de faire du « trop soigné » ou de la «camelotte », d'économiser trop ou pas assez sur les matières employées, de trop bien servir le client ou de le mécontenter, etc., etc...?

b) Avisés de la fermeture des ateliers dans les quatorze jours, les travailleurs cessent la production avant la fin du délai légal.

La grève des seuls ouvriers avertis du lock-out qui va les frapper — ou étendue aux ouvriers de la même corporation, ou de la même industrie dans la localité — nous paraît présenter, d'une façon générale et exception faite pour quelques métiers, peu de chances de succès. Le patron annonçant un lock-out à ses ouvriers a pris ses précautions. La grève ne le surprend pas. Il reste dans la légalité, en profite pour saisir le gouvernement et l'opinion publique des prétendus torts que ses ouvriers ont envers lui. D'autre part, l'élément qu'il veut mâter lui est bien connu. Ce sont « ses ouvriers » qu'il sait comment entraîner aux défections, dont il connaît les situations particulières et les tempéraments.

Reste donc la *grève générale locale*.

Que le lock-out englobe localement une partie d'industrie, une industrie entière ou plusieurs industries, la grève générale locale est la tactique la plus favorable pour venir à bout du patronat, surtout si celui-ci manifeste de l'entente. Cela s'appelle « l'arrêt de la vie économique de la localité », répondant au « pacte de famine » décrété par un ou plusieurs patrons.

Il se peut que la masse de la population, en dehors des travailleurs, soutienne patrons et autorités. Alors c'est l'instant de lui faire goûter ce dont le patronat nous menaçait : le *terrorisme économique*. Si la foule hostile trouve très bien que la misère imposée par l'exploiteur s'abatte sur nos camarades, elle ne doit pas trouver mal de prendre sa large part aux répercussions du lock-out. Ainsi à la grève générale des bras croisés, simple manifestation de solidarité, il faut substituer *l'arrêt le plus complet de la vie matérielle et intellectuelle de la localité*. Le lock-out a pour but d'augmenter encore notre sujétion, de diminuer notre existence de travailleur, et la foule fait chorus avec le patronat et les autorités, elle se fait elle-même notre ennemie ! Traitons-la sans ménagement. Ne devons-nous pas dans ce cas empêcher le ravitaillement de toute la clique hostile ? Faut-il laisser fonctionner tous les services publics ? Est-ce que les moyens de communication : routes, chemins de fer, bateaux, télégraphes, téléphones doivent rester libres, entre les mains de nos adversaires ? Serons-nous assez naïfs pour nous assurer la victoire par l'exécution de toutes les mesures possibles et utiles ?

Deuxième hypothèse. — Le patronat déclare le lock-out sans l'avertissement légal.

Ce cas se produira de plus en plus. Détenant le pouvoir économique, maître directement ou indirectement du pouvoir politique, le patronat se moque de la légalité. S'il veut raffermir son autorité, un instant ébranlée par la propagande, il frappe soudainement, sans merci, vite et fort, pour que tout rentre dans l'ordre, son ordre à lui.

Devant ce forfait patronal, si possible encore moins de scrupules doivent vous retenir. Le crime de l'exploiteur s'est encore aggravé. Nous a-t-on assez « ringué » cependant que la Constitution octroie telles et telles libertés à l'ouvrier, que des lois protectrices protègent ceci et encore cela... et voici que le premier acte du conflit est une illégalité patronale ! Bien mieux, à cette égalité succédera certainement l'arbitraire gouvernemental : la suspension des garanties civiles, l'état de siège, toute la kyrielle des défenses et des répressions... car le patronat qui commence un lock-out de cette façon est puissant, se sait soutenu en haut lieu.

Le patronat possède le droit d'affamer légalement, c'est déjà joli comme despotisme économique. Sans délai, il se place en dehors de la légalité et affame subitement. Comment appeler cet acte ? *Toute la lyre des moyens ouvriers est à employer contre une pareille « crapulerie ».*

Tels sont les points de vue des camarades de Vevey, et pendant la dernière grève générale ils ont montré qu'ils comptaient bien mettre en pratique leurs concepts révolutionnaires. L'opportunité du sabotage, de l'obstructionnisme, de la grève générale furent donc discutées, et l'on invita les organisations, après avoir admis le rapport à l'unanimité, d'étudier en détail dans chaque métier les mesures les plus efficaces pour combattre la grève patronale.

L'Union ouvrière de Saint-Imier, qui devait présenter un travail sur l'antimilitarisme, avait décliné l'offre. Une discussion générale

est ouverte et l'on prend la résolution de donner la même ampleur à la propagande antimilitariste et à la propagande syndicaliste.

Vient enfin le rapport de l'Union ouvrière de Lausanne sur la publication d'un organe hebdomadaire syndicaliste. Il nous semble intéressant de laisser parler la commission d'étude :

Il nous faut constater, disaient entre autres les camarades de Lausanne, combien la presse dite « ouvrière » est impuissante à soutenir nos intérêts en Suisse romande. Jusqu'à ces dernières années, la plupart des Unions ouvrières de notre région, occupées également de politique électorale et de propagande syndicale, se contentaient de cette presse surtout politique. Aujourd'hui, elle ne suffit plus. Les Unions ouvrières romandes sont établies, pour le grand nombre, sur des bases nettement syndicalistes. Au cours de modifications dans l'orientation syndicale, il s'est produit de profondes divergences d'opinions, des froissements avec les organes des partis politiques. Faut-il rappeler que des articles de propagande écrits par des camarades syndiqués ont été refusés par le *Grütli*, *la Sentinelle*, *la Lutte* ? Faut-il rappeler que *le Grütli* est boycotté par l'Union ouvrière de Vevey ? Il faut citer encore la tentative infructueuse de *Peuple* de fonder un bulletin syndical ouvert aux seules tendances admises par ce journal.

D'autre part les journaux cités ainsi que d'autres, tel que le *Vigilant*, sont d'un intérêt purement local. Ils sont impropres à servir d'organe officiel pour une fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande. Nous ne pouvons pas utiliser comme nous le voudrions la presse dite « ouvrière–.

Voilà la situation qui nous est faite et c'est ce qu'ont bien compris les délégués à l'assemblée du 9 juillet . La création d'un journal syndicaliste est nécessaire. C'est le meilleur moyen pour vos Unions ouvrières, d'entretenir de constantes relations entre elles.

Mentionnons ici, pour vous en souvenir, les attaques violentes d'une presse spéciale (*le Volksrecht*, *le Grütlianer*, *la Typographia*, *la Solidarité horlogère* et d'autres journaux encore), contre la réunion des Unions ouvrières à Lausanne. Cette presse a spécialement accusé les promoteurs de l'assemblée du 9 juillet de vouloir désorganiser le mouvement syndical suisse, alors que nous voulions lui donner plus de force en la dotant d'une nouvelle institution.

Toutefois l'attitude des dirigeants du mouvement ouvrier suisse aura convaincu, une fois de plus, le prolétariat romand de ce qu'il peut attendre de la haute administration syndicale. Il vous faut donc chercher en Suisse romande et par vous-mêmes de nouveaux moyens d'émancipation. Le nouvel organe que nous vous proposons doit pouvoir faire entendre sa voix « sans aucun contrôle et sans aucune tutelle — chaque article n'engageant que l'opinion de l'auteur. Il doit rallier les énergies qui ne demandent qu'à se manifester. Il devient une nécessité dans la circonstance présente.

On objectera peut-être qu'il existe déjà des organes professionnels par fédérations de métiers et qu'il paraîtra lourd aux organisations payant un journal professionnel de faire vivre un nouvel organe syndical en Suisse romande. Naturellement, le syndiqué a des intérêts qui le rattachent étroitement avec les camarades de sa profession ; mais il en a de non moins importants avec ceux des autres métiers. Il doit connaître ce qui se passe dans les autres branches de la la production, car une crise dans une industrie a sa répercussion dans tout notre système économique.Dès lors,il doit s'intéresser aux moyens d'action employés dans les corporations voisines.

Donc, un organe syndical a sa raison d'être à côté de vos organes professionnels. Bien plus,cet organe est nécessaire comme moyen d'action par l'entente qu'il provoquera entre tous les groupements ouvriers. La Suisse allemande a son *Arbeiterstimme*, ayons notre organe syndical des Unions ouvrières de la Suisse romande.

En conséquence, la création du journal fut unanimement décidée. On admit que la rédaction et l'administration seraient faites gratuitement par une Union ouvrière adhérente à la Fédération, Lausanne pour commencer. Seuls, les syndiqués seraient engagés à écrire et y auraient libre discussion.

Là-dessus prirent fin les assises du travail. Si nous avons donné un

compte-rendu très long de ce congrès constitutif d'une organisation qui a fait ses preuves de vitalité, c'est que la F. U. O. S. R. nous paraît incontestablement synthétiser ce qu'il y a de meilleur dans le mouvement ouvrier suisse et qu'elle est appelée à jouer dorénavant un rôle décisif d'émancipation prolétarienne.

Le Congrès de Vevey. — Le dimanche 28 janvier 1906, une trentaine de délégués de Genève, Nyon, Lausanne, Vevey et Montreux se trouvaient réunis pour la troisième fois. Séance peu bruyante, mais où un excellent travail fut accompli. La Fédération existait. On était entre partisans.

Après la lecture de la correspondance, le projet de statuts, proposé précédemment par la Chaux-de-Fonds, fut longuement discuté. Une commission de trois membres se chargea de rédiger le texte définitif

Voici donc les *Statuts de la F. U. O. S. R.* :

Considérant :

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que l'assujettissement des travailleurs au capital étant la source de toute servitude politique, morale et matérielle, leur émancipation économique est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

Que devant l'exploitation internationale du capital, les travailleurs ne forment qu'un peuple et doivent se grouper internationalement ;

Que les efforts des travailleurs ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à réaliser par l'expropriation de la classe possédante la socialisation des moyens de production, de consommation, d'échange et l'abolition du patronat et du salariat ;

Que l'armée étant l'une des principales entraves à leur émancipation, les travailleurs doivent incessamment poursuivre sa suppression ;

Par ces raisons :

Article premier. — Il est institué entre les Unions ouvrières et les groupements syndicaux de la Suisse romande une association qui a pour nom : *Fédération des Unions ouvrières romandes.*

Art. 2. — Cette fédération poursuivra une active propagande pour l'organisation économique des travailleurs de l'industrie, de l'agriculture et du commerce sur la base du principe de la lutte de classe. Elle cherchera à étendre dans les campagnes l'action des Unions ouvrières adhérentes et à former des groupements corporatifs ou mixtes dans toutes les localités romandes où il n'en existe pas encore.

Son but est de généraliser les différents mouvements prolétariens qui peuvent se produire et de contribuer à l'éducation syndicale et sociale de tous les travailleurs par des conférences, brochures et journaux.

Art. 3. — La Fédération est administrée par un Comité fédératif à élire par la section centrale qui sera désignée à chaque congrès ordinaire.

Art. 4. — Le Comité fédératif se compose de : un président, un vice-président, un caissier, et trois secrétaires : français, allemand et italien.

Ce Comité doit centraliser les renseignements concernant tous les mouvements : grèves, lock-out, protestations, etc., organiser des conférences pour la propagande, compiler des statistiques, éditer des brochures syndicalistes, etc. Un rapport sur son activité sera soumis à chaque congrès ordinaire.

Art. 5. — Chaque année, deux congrès ordinaires de la Fédération se réuniront dans l'une ou l'autre des localités romandes.

Le Comité fédératif pourra convoquer d'urgence un congrès extraordinaire toutes les fois qu'il le jugera nécessaire ou que la demande en sera faite par l'une des Unions adhérentes.

Art. 6. — Le congrès se compose de trois délégués par Union ouvrière et d'un délégué pour chaque syndicat adhérant à une Union ou à la Fédération. Tout délégué ne peut avoir qu'un seul mandat et un seul vote.

Chaque organisation adhérente présentera au congrès un rapport sur son activité pendant le semestre écoulé.

Art. 7. — Une cotisation de 20 centimes par membre et par année est perçue par le Comité fédératif pour couvrir les frais d'administration, de déplacement et autres.

La caisse fédérative pourra être aussi alimentée par des dons, collectes et souscriptions.

Art. 8. — La vérification des comptes a lieu tous les trois mois par les soins de la section centrale et le rapport des vérificateurs doit paraître dans l'organe fédératif.

Art. 9. — L'organe officiel de la Fédération est le journal *La Voix du Peuple*. La publication en est confiée à l'une des Unions adhérentes, et sa commission administrative et de rédaction présentera un rapport sur la marche du journal à chaque congrès ordinaire.

Art. 10. — Les Unions ouvrières et les syndicats composant la Fédération conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence intérieure et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail.

Art. 11. — Toutes les propositions d'adjonction ou de changement à ces statuts doivent être soumises au Comité fédératif au moins un mois avant le congrès. Elles seront aussi publiées dans la *Voix du Peuple*.

On remarquera que ces statuts sont bien une affirmation de la lutte de classe sur le terrain économique, qu'on y considère la Fédération comme un organisme d'éducation révolutionnaire et d'action ouvrière essentiellement, que le souci de l'autonomie des groupes adhérents y perce constamment. C'est un document syndicaliste des plus typiques.

La question de la journée de huit heures donna lieu à un nouvel exposé de la situation dans les différentes localités. La propagande dans le passé avait été tellement négligée que les travailleurs n'avaient plus considéré les huit heures que comme une utopie. La proposition faite aux précédents congrès n'en avait pas moins provoqué une vive discussion, et même les plus modérés corporatistes de la Suisse avaient reconnu qu'il y avait quelque chose à faire. Un délégué de Lausanne ayant laissé entendre que le Congrès pourrait donner son adhésion à un mouvement pour les neuf heures, il lui fut répondu que si ceux qui avaient repris et précisé la proposition de la journée de huit heures l'abandonnaient maintenant en la renvoyant à un avenir lointain, la propagande en sa faveur en serait sérieusement diminuée. Ce n'est pas en cessant d'en parler aux travailleurs que les huit heures finiront par s'imposer comme une réalisation, d'autant plus que pour la moindre revendication prolétarienne les patrons font une aussi forte résistance que si l'on réclame beaucoup. Après avoir constaté qu'aucun délégué n'ayait reçu mandat de voter les huit heures à partir du 1er mai 1906, une minorité seulement des syndicats et des Unions ouvrières ayant décidé de se joindre au mouvement français, la décision suivante fut votée à l'unanimité :

Le troisième Congrès des Unions ouvrières de la Suisse romande émet le

vœu qu'une active propagande soit poursuivie en faveur de la journée de huit heures et que la manifestation du Premier Mai ne soit plus une vaine fête, mais représente un effort toujours renouvelé pour obtenir la diminution des heures de travail.

Au sujet de la propagande antimilitariste, mentionnons le fait que tous les délégués exprimèrent carrément leur haine du militarisme, qu'aucune déclaration patriotique ne vint gâter l'atmosphère vraiment internationaliste de la réunion. La résolution suivante fut admise à l'unanimité :

Le troisième Congrès des Unions ouvrières de la Suisse romande engage tous les ouvriers syndiqués ou non à refuser le service militaire en cas de levée de troupes pour réprimer une grève ou une manifestation populaire. Il émet le vœu que les syndicats considèrent comme grévistes et soutiennent comme tels les réfractaires, de même que les soldats victimes de leur propagande antimilitariste.

Les mesures à prendre contre les lock-out révèlent une mentalité nouvelle chez un grand nombre de syndiqués. Les moyens préconisés, en effet, sont tous purement révolutionnaires. Le sabotage, la résistance passive, l'obstructionnisme furent, tour à tour, proposés et avec des détails qui dénotèrent une tournure de pensée bien établie. Un camarade insista sur la nécessité, avant de quitter les chantiers ou les ateliers, de les laisser dans un état tel que le travail ne puisse être repris qu'avec le concours de tous les ouvriers. Ces questions étant d'ordre absolument pratique, aucune résolution précise ne fut prise et l'on se borna à recommander l'étude de tous les moyens d'arrêter la production capitaliste et de désorganiser les services publics, en invitant chaque organisation à donner sa propre solution en cas d'événements.

En somme, utile réunion, témoignant déjà de toute la propagande faite par le syndicalisme et où, malgré quelques divergences de vue, l'accord ne tarda pas à se réaliser sur les différents points, les délégués n'étant que des ouvriers.

Congrès de Fribourg. — Le quatrième Congrès de la F. U. O. S. R. eut lieu le 8 juillet 1906, dans la petite ville ultramontaine de Fribourg. Une soixantaine de délégués, représentant les Unions ouvrières de Genève, Lausanne, Vevey, Montreux, Fribourg et Chaux-de-Fonds, s'y rencontrèrent et rapportèrent tout d'abord sur le travail des sections. Signalons, parmi les renseignements donnés, que la « Fédération vaudoise des Entrepreneurs », absolument démontée par les successives grèves du bâtiment au printemps 1906, grèves des menuisiers et des maçons et manœuvres surtout, avait voulu menacer les travailleurs d'un lock-out dans tout le canton. Mais l'attitude audacieuse des organisations ouvrières, évidemment inspirées par la pro-

pagande faite aux derniers congrès, fit tomber de suite le projet des patrons. Véritable victoire morale, bien faite pour encourager le syndicalisme dans sa tactique. Pour ce qui concerne Genève, Bertoni et Avennier donnèrent de très intéressants détails sur les dernières grèves (mouleurs, tourneurs, confiseurs, brasseurs, ébénistes, cordonniers), sur le fonctionnement de la loi sur les « conflits collectifs », qui oblige les ouvriers à se soumettre à l'arbitrage de l'Etat sous peine de gros procès, mais qui n'applique aucune sanction aux patrons récalcitrants, sur les trucs, enfin, employés par l'Etat pour tourner la loi sur les adjudications au profit des patrons qui ne paient pas les tarifs établis.

Au sujet du journal fédératif *La Voix du Peuple*, dont l'allure révolutionnaire et bien ouvrière a provoqué de très fortes sympathies dans le monde du travail, l'ordre du jour suivant est adopté à l'unanimité :

> Le quatrième Congrès de la F. U. O. S. R. approuve la marche suivie par la Commission de *La Voix du Peuple* et se prononce à nouveau pour l'entière liberté d'écrire accordée dans le journal à tous les ouvriers syndiqués, sans aucun contrôle, à quelque opinion qu'ils se rattachent.

Des camarades attirèrent l'attention des délégués sur le fait que les Chambres fédérales, ayant déjà légiféré contre la propagande anarchiste, avaient l'intention de légiférer également contre les antimilitaristes. Les travailleurs réunis à Fribourg, décidés à revendiquer tous les droits de critique contre l'armée, prirent la résolution suivante :

> Le Congrès décide que la Fédération gardera son attitude nettement antimilitariste, et qu'outre la propagande individuelle et libre de ses membres, elle s'efforcera, dans la mesure de ses moyens, d'intensifier cette propagande et de répandre le mépris de l'armée.

On revient une nouvelle fois sur la question de la journée de huit heures, qui, décidément, obsède la classe ouvrière ; le congrès se promet de continuer une propagande spéciale pour la diminution des heures de travail.

L'assemblée aborde enfin, et longuement, la question de la motion déposée aux Chambres fédérales par le conseiller national socialiste Henri Scherrer, de Saint-Gall, et relative à l'intervention officielle du pouvoir central dans les conflits entre ouvriers et entrepreneurs, Les délégués sont unanimes à protester contre cette ingérence de l'Etat dans leurs plus petites luttes. La classe ouvrière n'entend pas que la triste expérience faite à Genève avec la loi sur les conflits collectifs s'étende à la Suisse entière. L'arbitrage, d'ailleurs, estiment

les syndicalistes, se comprend entre égaux susceptibles d'avoir intérêt à s'entendre. Mais quelle entente peut bien intervenir entre patrons et salariés ? L'exploiteur cherche à payer le moins possible ses ouvriers ; les travailleurs, c'est une question de vie pour eux, veulent être mieux rétribués et contestent de plus en plus la légitimité des prélèvements patronaux. Comment accorder les deux parties en présence, alors que l'antagonisme des intérêts est irréductible ? Jamais un arbitrage ne peut satisfaire l'un et l'autre des adversaires. Et puis, peut-on être assez naïf, à notre époque, pour croire qu'une convention arbitrale quelconque sera respectée par les patrons, si les ouvriers ne sont pas capables de la faire respecter et de résister, à la rigueur ; or, l'arbitrage a pour but essentiel d'empêcher le conflit ou de le faire cesser ! C'est un cercle vicieux. Et, comme disent les travailleurs d'Australie, qui ont pourtant goûté de la législation du travail, « l'arbitrage empêche bien les grèves de surgir, mais il n'abolit pas la nécessité des grèves, c'est-à-dire qu'il ne supprime ni ne diminue l'exploitation du travail ». Aussi une action énergique fut-elle décidée contre les tentatives des Chambres fédérales de briser la classe ouvrière. Voici la résolution votée à l'unanimité :

Le Congrès repousse toute loi réglementant les conflits collectifs et toute immixtion des pouvoirs, toujours partiaux, dans les relations entre ouvriers et patrons, les expériences déjà faites prouvant que les ouvriers sont par là dupes au profit de leurs maîtres.

Puis, l'assemblée est levée, et tout le monde se rend sur la Place des Ormeaux, où un meeting a été organisé. Là, devant un auditoire sympathique, plusieurs camarades exposent les conceptions révolutionnaires du prolétariat syndiqué. Journée de propagande si réussie, que, quelques semaines plus tard, l'Union ouvrière de Fribourg faisait son entrée dans la Fédération. Montreux et Neuchâtel, entre temps, ainsi qu'un syndicat d'Aigle, adhérèrent également.

Cinquième Congrès, à Neuchâtel. — Environ 140 camarades venus de tous les points de la Suisse romande prirent part à la réunion du 10 février 1907. C'est avec une impatience fébrile presque, qui témoigne de l'intérêt des ouvriers pour leur cause, que les délégués se rencontrèrent à Neuchâtel. Aussi, divers événements étaient-ils en train de soulever la conscience des travailleurs, et on avait hâte de se sentir les coudes, d'agir de concert, solidairement. L'un des meilleurs enfants du peuple, le typographe Bertoni, ayant subi à Genève deux condamnations, l'une pour sa participation à la grève générale de 1902, l'autre pour un article d'apologie de Bresci, allait être expulsé du canton, quoiqu'il fût citoyen suisse. Cette vengeance de gouvernants haineux

et peureux, qui tenaient à se débarrasser coûte que coûte d'un ardent propagandiste et organisateur ouvrier, excita l'indignation des révolutionnaires. Une grève générale de protestation aurait éclaté si le Conseil d'Etat avait maintenu l'expulsion. Mais devant toute l'agitation créée, on suspendit l'arrêté. Mesure insuffisante, qui n'était pas faite pour contenter les camarades, d'autant plus que dans le canton de Neuchâtel, au même moment, un autre ouvrier, tailleur de pierre, Mischler, condamné pour la seconde fois à huit mois de prison pour avoir refusé d'endosser l'uniforme et de porter les armes, devait être expulsé également. Cette atteinte à la liberté de séjourner en Suisse, à l'égard des ouvriers, et même de Suisses qu'on menaçait de reléguer pour finir dans leur commune d'origine, préoccupa fort la F. U. O. S. R. La question des expulsions et de la liberté d'opinion donna donc lieu, à ce cinquième congrès, à une importante discussion. Et dès le début de la réunion, à l'unanimité, les participants adoptèrent la résolution suivante :

Les organisations et Unions ouvrières représentées au Congrès de Neuchâtel offrent au camarade Louis Bertoni, en signe de protestation contre l'arbitraire des pouvoirs publics à son égard et à celui du camarade Mischler, la présidence du congrès de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande.

A l'appel des sections, les unes après les autres firent un rapport écrit ou oral sur l'activité déployée par chacune d'elles durant l'année écoulée. Et ce ne fut pas ce qu'il y eut de moins intéressant que d'entendre les camarades dire ce qu'ils avaient fait pour l'organisation syndicale. Un peu partout des syndicats s'étaient fondés, surtout dans les contrées où l'industrie s'était implantée. On attira l'attention des assistants sur le fait que la plupart des grandes fabriques, chocolat, produits chimiques, métallurgie, papier, conserves, s'établissaient de préférence à proximité des chutes d'eau, presque toujours loin des villes et des centres d'agitation socialiste, ce qui rendait les patrons absolument seigneurs et maîtres dans le pays ; la décentralisation de l'organisation, le fédéralisme syndicaliste était, dans de telles conditions, une quasi-nécessité. L'Union ouvrière de Vevey nous apprit, de son côté, que, vue son activité extra-légale, les autorités locales faisaient une formidable pression sur les tenanciers de salle et que souvent on en était réduit à faire les réunions en plein air. Liberté helvétique, dans toute sa splendeur ! Episode de la lutte de classe aussi, et combien éloquent, puisque ce sont les seuls travailleurs qui, par leur labeur, permettent l'édification de toutes les maisons, et qui, ensuite, n'ont plus la possibilité de s'y rencontrer même en payant ! Les ouvriers de Vevey vont donc s'occuper à se construire, entre eux,

et à leurs heures perdues, un cercle ouvrier avec grande salle et dépendances. A Lausanne, déclarèrent les délégués, le parti qui s'intitule socialiste, voyant qu'il perd contact avec le mouvement ouvrier, cherche depuis longtemps à reprendre la direction de l'Union ouvrière et des syndicats. Mais les travailleurs, pour la plupart, semblent bien acquis à l'idée d'organisation de classe, à l'exclusion de tout élément non-producteur. N'empêche qu'un temps précieux est perdu à déjouer les manigances perpétuelles des politiciens et que la véritable besogne syndicaliste en souffre. De tels tiraillements se manifesteront d'ailleurs tant que les travailleurs n'auront pas renvoyé carrément dans les partis bourgeois cette sorte de socialisme démocratique préoccupé beaucoup plus de demander des augmentations de solde pour les gendarmes (*sic*) que pour les manœuvres et maçons. Episode de la lutte de classe, encore. Mentionnons parmi d'autres renseignements donnés que, pendant la longue grève du bâtiment, à Lausanne, des cuisines communistes furent installées et que, de cette façon, si logique et si bien dans les esprits, l'on évita les gaspillages ; chaque gréviste put être nourri convenablement avec quatre-vingts centimes par jour. Les tentatives d'organisation des jaunes semblent aussi préoccuper certains syndicats de Lausanne, surtout les plâtriers-peintres, les menuisiers et les électriciens. La Chaux-de-Fonds explique pourquoi l'Union ouvrière n'a pas encore adhéré à la Fédération romande ; c'est que le syndicat des horlogers, cantonné encore dans le mutuellisme le plus insignifiant, majorise à lui tout seul, par le grand nombre de ses adhérents, tous les autres syndicats ; ces derniers cherchent à constituer entre eux une fédération spéciale qui entrera dans le courant syndicaliste révolutionnaire.

L'administration de *La Voix du Peuple* apprend aux camarades que l'existence de l'organe fédératif est maintenant assurée, malgré le désabonnement de tous les parlementaires, qui ne peuvent décidément admettre qu'on émette d'autres opinions que les leurs au sein de la classe ouvrière. La haine provoquée par les syndicalistes en certains milieux est telle qu'à côté des journaux bourgeois qui indiquent quotidiennement les poursuites à faire, les social-démocrates italiens avaient mis en discussion les moyens de tomber *La Voix du Peuple* ! Qu'importe, puisque les travailleurs soutiennent, au contraire, avec passion, le seul journal suisse rédigé, composé, administré par eux-mêmes, et le soutiennent même si bien qu'il va devenir bi-hebdomadaire. Le camarade Baud, après avoir parlé au nom de la rédaction, réclamant des ouvriers qu'ils s'habituent à la critique, à

l'échange des idées, à une collaboration incessante, rappela que plus aucun imprimeur ne voulait, vers la fin de l'année 1906, se charger de l'impression du journal. Le terrorisme gouvernemental avait fait des siennes. Force fut donc de songer à installer une typographie. Ce qui fut fait, après avis favorable de tous les collaborateurs de *La Voix du Peuple* et de la plupart des syndicats adhérents à la Fédération, et grâce à leur magnifique élan de solidarité. L'Imprimerie, à base communiste, dont nous parlerons, est ainsi placée sous le contrôle de l'organisation fédérative, elle est la possession des syndicats, et ne peut, en aucune façon, dévier en une entreprise privée. Ce nouveau service de la F. U. O. S. R. intéressa vivement les délégués, à Neuchâtel, qui sentaient là comme un embryon de ce que sera la production future entre égaux, sans patron : petite vision sur l'idéal.

Les questions administratives étant résolues, on passa aux propositions des sections.

C'est d'abord Erlebach, le secrétaire de l'union ouvrière de Fribourg, qui demande que chaque Union ouvrière mette dans son programme l'organisation de cours pour enfants ou d'*écoles libres* pour redresser et compléter, dès à présent, l'éducation compressive, patriotique et religieuse, des écoles primaires officielles. De cette façon, le cerveau des petits étant admirablement préparé à la bonne semence, le travail de propagande serait grandement facilité lors de l'entrée de ces enfants dans les syndicats. « Ce serait la fin du sectarisme et de l'embrigadement irréfléchi actuel sous une étiquette quelconque pour ne pas avoir appris à raisonner sainement soi-même. » Ajoutons qu'il ne s'agirait pas de cours de morale sociale, ainsi qu'en ont fondé certains libres-penseurs, mais de vraies écoles instituées par des ouvriers, soutenues par des ouvriers et contrôlées par des ouvriers, un peu comme ce qui existait en Catalogne, il y a quelque vingt ans, avec un enseignement de sciences utiles, concrètes, pratiques, et dans le plus grand respect de la liberté de l'enfant. Cette proposition de Fribourg, qui frappa par son bon sens tous les travailleurs réunis, mais qui demandait une préparation spéciale, fut renvoyée pour discussion au sein de chaque union ouvrière. Pour nous, de telles précautions pédagogiques dénotent un grand développement de la classe des producteurs. Ces enfants, qu'ils veulent absolument forts, meilleurs et plus libres qu'eux, ne les envisagent-ils pas comme un gage de toutes les revanches ? Et n'est-ce pas la preuve que les mœurs de liberté individuelle et de dignité personnelle imprègnent de plus en plus le milieux syndicalistes ? Certes ; et Charles Guieysse, après Georges

Sorel, a très probablement raison lorsqu'il dit qu'il y a une morale de la production, et qu'il se pourrait même que ce soit la seule morale possible, du moment qu'on abandonne la conception religieuse.

Autres questions. Une demande du syndicat des coiffeurs de Genève sollicitant, pour la création de salons de coiffure à base communiste, l'appui de la Fédération, est prise en considération. Disons que, depuis le Congrès, le salon a été ouvert et qu'il fonctionne admirablement bien. Deux nouveaux salons vont être installés encore, d'ici peu, à Genève même; semblables tentatives seront poursuivies à Lausanne et à Berne.

La Fédération décide de s'informer, pour la plus unième fois, auprès du Comité du Parti socialiste suisse, de l'emploi de la somme souscrite publiquement après la grève générale de Genève pour secours aux réfractaires. Depuis plus de quatre ans, la classe ouvrière ignore où a passé le reliquat de 4.000 francs, alors que de nombreux travailleurs ont refusé de porter les armes et auraient dû être aidés. Ensuite, à l'unanimité, les congressistes décident l'envoi au réfractaire Mischler d'une letre dont voici la teneur :

Le Congrès des Unions ouvrières de la Suisse romande envoie au camarade Mischler, détenu à Neuchâtel pour refus de service militaire, ses félicitations et l'assure de l'appui énergique de la classe ouvrière.

Les prolétaires approuvent tous ceux qui, selon les termes consacrés, ne veulent pas être « les chiens de garde du capital » ;

Approuvent tous les exploités qui se refusent à défendre d'une manière quelconque les propriétés, les biens, la vie de leurs exploiteurs ;

Approuvent tous ceux enfin qui se révoltent contre la servitude.

Le camarade Mischler mérite, en tant qu'ouvrier, et ouvrier persécuté pour ses idées qui sont les nôtres, toute notre sympathie et peut compter sur elle.

Puis on prend en considération le vœu suivant :

Le Congrès reconnaissant l'urgente nécessité pour la classe ouvrière de la propagande en faveur de la limitation des naissances, émet le vœu que les syndicats et Unions ouvrières propagent ardemment par les brochures, les journaux et les conférences, les principes et notions de prudence procréatrice émis par la « Ligue de la Régénération humaine ».

Le syndicat des plâtriers-peintres de Montreux soulève la question de la céruse et rappelle que depuis 1759 les législateurs font des promesses, des études, des projets, sans jamais rien exécuter. Il est temps semble-t-il, après une expérience aussi longue, de ne plus compter que sur soi-même, et le sabotage préconisé par les délégués est admis comme principal moyen de lutte. A ce propos, la F. U. O. S. R. éditera une brochure explicative recommandant contre les patrons récalcitrants la tactique du « mauvais travail », et on inculquera aussi aux ouvriers de ne point trop respecter la *propriété* des bourgeois qui, eux, ne respectent pas la santé, la *vie* des prolétaires. Signalons en passant la netteté unanime de ces points de vue chez tous les ouvriers réunis à

Neuchâtel. Des camarades de Lausanne, Vevey, Genêve, de partout, se trouvèrent en accord complet pour considérer la propriété privée comme un vol ne leur inspirant que du mépris. Pas l'ombre d'envies, de regrets, d'esprit bourgeois dans leur conception de la société ; socialistes jusqu'au bout des ongles, quoi !

Toutes les questions précédentes, un peu touffues peut-être, furent vite enlevées, une entente parfaite s'étant manifestée de suite entre tous les assistants ; la caractéristique spéciale du congrès fut précisément une homogénéité merveilleuse, dans la façon soit d'envisager les choses, soit de les solutionner. Il n'y eut donc pas d'ergotages. L'agitation à faire contre les expulsions gouvernementales retint cependant longuement, comme nous l'avons dit, l'attention de l'assemblée. Ce fut la question capitale. On apprit, par exemple, que des camarades étrangers avaient été expulsés simplement pour avoir connu un militant anarchiste. D'autres, alors que la loi ne permet pas d'expulsion sans délai, avaient été extradés *avant* toute participation à une grève, les uns en pantoufles, au saut du lit, certains en veston de travail. Dans le seul canton de Genève, qui compte 130 à 140.000 habitants, chaque année 1.300 à 1.400 personnes sont expulsées. Et, naturellement, ce sont les camarades actifs qu'on vise avant tout. Il faudrait y joindre encore les interdictions de séjour. Les cantons de Vaud, Neuchâtel, Valais, Zurich, etc., agissent exactement de même. Ajoutons-y les expulsions fédérales qui deviennent innombrables et qui, pour la période très calme de 1879 à 1899, se chiffraient déjà à 224. La Suisse, qui se targue bêtement d'être le pays le plus libre du monde, exige des étrangers qui tiennent à séjourner sur son sol trois conditions essentielles :

1° Avoir des papiers en règle ;

2° Avoir des rentes, ou ne jamais se mettre en grève si l'on est ouvrier ;

3° Suspendre toute espèce d'activité politique et sociale.

A ce taux-là, remarquons-le, la féodale Allemagne et l'anachronique monarchie moscovite offrent le droit d'asile également, à qui que ce soit. De telles mœurs réactionnaires, de tels procédés de répression ne peuvent plus être supportés par les travailleurs. Aussi, à Neuchâtel, décidèrent-ils tous de répondre au bon plaisir des dirigeants — aussi bien pour empêcher les expulsions que comme marque de solidarité pour des camarades en grève, aussi bien pour obtenir des augmentations de salaire et la journée de huit heures que contre le

enchérissement de la vie — par la préparation de la grève générale, tout simplement :

Le Congrès décide de répandre l'idée de grève générale, d'étudier les moyens de la rendre efficace le plus tôt possible.

Proposition sobre, dont la mise à exécution ne devait pas tarder. Conclusion excellente de plusieurs années de propagande syndicaliste.

IV

« La Voix du Peuple »

C'est depuis le 1er janvier 1906 que paraît hebdomadairement, à Lausanne, l'organe fédératif *La Voix du Peuple*. Le besoin d'un journal syndicaliste était tel qu'avant sa parution même, il était assuré d'un fort subside des syndicats et d'un nombre d'abonnés de 800 environ. Voici quel était son programme élaboré par l'Union ouvrière de Lausanne :

L'organe officiel de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande s'occupera de tout ce qui touche au mouvement syndical national et international.

Il donnera le plus de publicité possible aux boycottages et mises à l'index régulièrement prononcés par les syndicats ou fédérations.

Il discutera toutes les lois de protection ouvrière et de réglementation du travail projetées par les pouvoirs publics.

Il s'occupera de tous les mouvements de salaire pouvant intéresser les ouvriers organisés et publiera, autant que les chiffres lui en seront fournis, le produit détaillé des souscriptions.

Il protestera énergiquement dans tous les cas de levées de troupes en cas de grève et invitera les camarades à refuser de marcher contre des frères luttant pour améliorer leurs conditions économiques...

La *Voix du Peuple* était ouverte, sans restriction, largement, à tous les travailleurs syndiqués qui pouvaient exprimer *toutes* les opinions. C'était un journal de classe, comme la Fédération romande était une organisation de classe.

Notons en passant que de l'avis commun des syndicalistes, le journal devait vivre de ses propres forces, sans l'appui financier des annonces et réclames :

Nous ne pouvons, disaient-ils très fermement, dans le texte d'un organe syndical, parler de l'émancipation du travailleur, soutenir énergiquement toutes ses revendications et, dans la place réservée aux annonces, insérer des réclames pour des maisons à l'index, pour des industriels qui ne paient pas leurs salariés au tarif, et pour des loteries capitalistes de Hambourg et autres. Il y a là une contradiction flagrante avec notre action syndicale.

Donc pas de réclame. Tout l'espace réservé aux camarades.

Dès le premier numéro, l'internationalisme antipatriote — l'internationalisme des ouvriers — était carrément posé en ces termes :

Quoi qu'on en dise, les travailleurs, débarrassés des vanités de clocher, ne reconnaissent que deux nations : d'un côté le prolétariat, les producteurs ; d'autre part la bourgeoisie, les exploiteurs. Il y a des intermédiaires, sans doute, mais en gros la séparation est bien réelle. Cela est tellement vrai, que si l'un de nous, ne parvenant pas à gagner sa vie dans sa propre « patrie », se met à voyager, il trouve partout le même mode de relations : lui, l'ouvrier, syndiqué ou pas, il restera salarié, n'ayant à choisir, quand le travail se présente, qu'entre la faim et les conditions plus ou moins dures qu'on lui impose ; et le patron conservera le droit de le renvoyer à son gré, le forçant à rejoindre peut-être la triste théorie des chômeurs. Partout également, à la moindre petite réclamation, isolée ou collective, l'ouvrier suisse ou étranger verra se dresser devant lui la bonne garde du capital, les policiers et les soldats armés jusqu'aux dents. Leurs costumes varieront avec la latitude, la répression n'en existera pas moins. Et si le patron en Suisse s'appelle Sulzer, ce sera Neumann en Allemagne, ce sera Simpson and C° en Angleterre, ce sera Durand et de Dion en France, ce sera Van der Suïf en Belgique. L'ouvrier aura beau changer de patrie, il n'y a que le nom du patron qui changera. Le côté international de nos luttes s'impose donc à nous tout naturellement.

On peut dire que le journal ne se départit plus de ces points de vue du vrai socialisme, quoique le nombre des rédacteurs et collaborateurs fût toujours très grand. Les ouvriers, débarrassés des intellectuels et des déclassés qui ont accaparé la direction des partis socialistes, n'ont guère, par eux-mêmes, l'envie d'équivoquer sur les idées et les actes ; aussi ne s'embourbent-ils point dans le parlementarisme révolutionnaire, dans la grève politique des masses ou dans le pacifisme militariste. De tels non-sens ne se rencontrent pas dans *La Voix du Peuple*. Par contre, une place énorme a été réservée dans le journal au mouvement ouvrier local, régional, international. Tous les faits de grèves partielles ou générales, toutes les agitations pour une question de salaire ou de solidarité, toutes les expropriations de terrain en Italie ou en Russie, tous les exemples de sabotage, de révolte militaire, tous les essais de travail en commun, retiennent l'attention des travailleurs qui aiment à en parler, à les étudier, à les citer.

Typographes, employés, appareilleurs, menuisiers, gypsiers, manœuvres s'intéressent tellement à leur journal que tous cherchent à y dire leur mot, d'une façon peu littéraire souvent, pour commencer; mais avec des idées et de la décision, toujours. De cette manière, *La Voix du Peuple* est devenue l'enfant chérie des syndicalistes. Elle prend une extension rapide. En dehors des collaborateurs occasionnels, il s'est d'ailleurs créé, de bonne heure, une sorte de rédaction volontaire ; des camarades ouvriers se sont partagés les rubriques à alimenter régulièrement, et celui-ci s'occupe plus spécialement

des questions antimilitaristes, alors qu'un autre se tient au courant des questions d'organisation, ou de grèves, ou d'hygiène professionnelle. Le journal est ainsi rempli d'informations exactes, bien recueillies, avec une belle allure révolutionnaire. Il donne une impression de vitalité peu ordinaire, et tous s'accordent à dire que cela tient à cette sorte de décentralisation d'activités que là, comme ailleurs, les syndicalistes romands cherchent à faire prévaloir.

Que dirai-je de plus, sinon que des écrivains de valeur se sont révélés dans la classe ouvrière. Je ne résiste pas au plaisir de reproduire, entre mille exemples semblables, ce petit médaillon sur le sabotage, de Louis Avennier ; en quelques lignes, il résume merveilleusement tout ce qu'on peut dire théoriquement :

Qui nous a donné l'idée du sabotage, à nous, ouvriers ? Les patrons. Qui nous a enseigné le sabotage ? Les patrons. Voyons, en est-il un seul d'entre nous qui n'ait entendu le patron ou le contre-maître lui crier : « Ne vous éternisez pas là-dessus. Dépêchez-vous. Sabotez-moi çà ! » Au client qui paie peu, le fabricant en donne pour son argent, du travail camelote, du travail à la va-te-faire-foutre, du travail saboté. C'est lentement, très lentement, que l'idée nous est venue d'en user de même envers le patron. Le procédé est légitime. A celui qui exploite notre travail, qui nous loue comme on loue un objet, qui ne voit en nous que l'instrument de son enrichissement et non pas des hommes, nous en donnons pour nos maigres salaires. Nous sabotons. Quand on mange mal, on travaille mal, et, juste retour des choses, on se conduit... mal envers celui qui se conduit mal à notre égard. Œil pour œil, dent pour dent. Vous, exploiteurs, vous sabotez notre existence ; nous saboterons la vôtre. L'exemple vient de vous. Osez vous plaindre !

Faut-il y ajouter les articles si clairs de Noverraz et de Baud, les études pénétrantes de Herzig, l'érudition de Fremdo, la tenue littéraire de Schneider, le sens réaliste des Amiguet, Rouiller, Pignat, Topolino, Père Peinard et de tant d'autres ? Je n'insiste pas. Il faut se borner. Alors qu'on aurait pu croire *à priori*, qu'une tribune libre, comme est en fait la *Voix du Peuple*, donnerait un spectacle d'incohérence, de contradictions continuelles, il s'est dégagé, au contraire, par la collaboration de tous les ouvriers actifs, une philosophie bien homogène, celle du syndicalisme révolutionnaire et fédéraliste. En outre, il semble bien que les militants, intuitivement, visent beaucoup plus à inculquer aux camarades le désir d'agir qu'ils n'insistent sur les misères prolétariennes toujours pénibles à constater et d'un effet déprimant ; leurs articles, non exclusivement critiques, se terminent, presque toujours, par des exemples de ce que l'on peut faire, de ce que l'on fait ; il s'en suit que la lecture du journal a quelque chose de positif, d'optimiste, de réconfortant qui vous engage à aimer l'action par-dessus tout — et cela me paraît éminemment didactique et heureux.

L'œuvre peut-être la mieux réussie de *La Voix du Peuple* a été de dévoiler, avec documents à l'appui, par des monographies fréquentes, les mœurs véritablement féodales de la plupart des villages industriels de la Suisse. Alors que, depuis des décades, personne n'avait osé mettre les points sur les *i* et appeler un chat un chat et les patrons tout puissants des exploiteurs iniques, le journal syndicaliste publia des enquêtes sur les fabriques de produits chimiques à Monthey, sur les manufactures de cigares à Grandson, sur les chocolateries d'Orbe, de Bussigny et de Vevey, sur les tuileries de Chavornay, etc., etc... Ce fut un tolle général dans la bourgeoisie, qui s'estima dérangée véritablement dans sa tranquille digestion ; et du coup on signala comme la peste toute velléité de « syndicalisation » de la part de misérables travailleurs en butte à une oppression sans nom, mais éclairés maintenant de plus en plus par les camarades de la Fédération. On peut dire que c'est la *Voix du Peuple* qui a appris au public à connaître notre pays dans les détails. Qui se serait douté, en effet, que des ouvriers, à Vouvry, recevaient un franc cinquante après dix ou douze heures d'un travail dans l'humidité, la puanteur, l'obscurité d'une fabrique de carton, et que ces ouvriers, pas plus que les mastroquets, n'osaient organiser la plus petite réunion par peur du patron qui tient tout le hameau dans sa manche ? Qui aurait cru qu'en des districts où la vie est plus chère que partout ailleurs — en raison de l'industrie des hôtels — des travailleurs voués à la bronchite et à la tuberculose à bref délai recevaient, dans les atroces fabriques d'oxy-chlorure de soude, trois francs par jour ? Et les chocolatiers qui obtiennent 2 fr. 80, et les cigarières de chez Vautier qui ont de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 au maximum, qui les connaissait ? Personne n'en avait parlé. Et les intéressés, pour ne pas perdre leur place, se taisaient obstinément. Mais il y a plus. Et *La Voix du Peuple* est arrivée à percer à jour définitivement le plus grossier mensonge dont on a entretenu notre peuple depuis des siècles. Il lui a suffi de faire comprendre aux travailleurs le besoin de se syndiquer, comme à Yverdon, par exemple, pour que l'on vît que le droit d'association inscrit, dans la Constitution,n'était qu'une tromperie affreuse tant que les salariés n'ont pas la puissance de le faire respecter par leur propre force.Au mépris de toutes les légalités, il suffit à *un* patron quelconque de mettre son véto à la constitution d'un syndicat pour que *plusieurs centaines* de prolétaires n'aient qu'à se plier à ses fantaisies, à se laisser bâillonner, à rester isolés ou à tomber sur le pavé ; et s'ils résistent, l'Etat intervint, qui envoie l'armée contre les gré-

vistes, victimes précisément de celui qui foule aux pieds le droit d'association et viole les lois. Tout çà, c'était connu, diront certains. Oui, par quelques initiés. Mais, à l'heure présente, tous les ouvriers, en Suisse romande, commencent à savoir où ils en sont. Ils s'aperçoivent qu'il n'y a pas de légalité qui tienne pour les bourgeois ; dès que cela leur est plus commode, ils se moquent de leurs lois ; ils font de l'action directe. On a compris enfin que, *pour le peuple, les libertés helvétiques n'existent que tant qu'il ne s'en sert pas* ! Et çà révolte les plus timides.

Encore une fois, cette délimitation des situations, cette prévision toujours plus grande de la lutte de classe, cette obsession de la question sociale, en un pays de légendaire bien-être et d'illusions démocratiques, c'est à la Fédération romande que nous le devons, en bonne partie, et à *La Voix du Peuple* en particulier. Son œuvre a donc été déjà immense.

Telles sont ses lettres de noblesse.

V

L'Imprimerie Communiste

Assez brusquement, au commencement d'octobre 1906, l'imprimeur de *La Voix du Peuple* se refusa à poursuivre la composition du journal. Aucun autre maître typographe n'osa reprendre sa succession. On allait être obligé de suspendre la publication de l'organe fédératif. C'était grave. Aussi, le 14 du mois, les amis de *La Voix du Peuple* se réunirent-ils en hâte à Lausanne, afin de statuer sur la situation. Des camarades de Chaux-de-Fonds, Genève, Zurich, Vevey, Montreux, Fribourg, Nyon étaient accourus. Au cours de la discussion, un camarade demanda s'il n'y avait pas possibilité de créer une imprimerie ouvrière en se passant des patrons, tout simplement. Des organisations ouvrières, d'ailleurs, avaient déjà eu des ennuis pour leurs publications, puisque pour l'une d'elles, entre autres, tous les imprimeurs de la localité avaient refusé de confectionner des manifestes. Les typographes présents à l'assemblée furent invités à citer des chiffres approximatifs. L'entreprise était décidée. Il fut convenu de suite qu'elle serait établie sur des bases nettement communistes et placée sous le contrôle du comité fédératif de la F. U. O. S. R.

Une liste de souscription circula. La bonne volonté fut si réelle que beaucoup de travailleurs se saignèrent à blanc véritablement pour édifier sans tarder cette œuvre nouvelle de propagande.

Et l'imprimerie put être installée deux semaines plus tard. Des camarades mécaniciens consacrèrent plusieurs journées, sans rétribution évidemment, au déménagement et au montage des machines ; des manœuvres, des tapissiers, des peintres, des serruriers vinrent arranger le local ; des menuisiers fournirent les tables et les meubles indispensables. Tous, spontanément, donnèrent un coup de main chaleureux. Quant au travail, il ne se fit pas attendre ; d'un peu partout, de Fribourg, Saint-Imier, Neuchatel, Genève, Délémont, Val-de-Travers, Monthey, etc., les organisations envoyèrent, qui des statuts à composer, qui des entêtes de lettres, qui des circulaires. En quelques mois, l'imprimerie était assise, et bien assise. Trois typos et un machiniste y travaillent ; de nouveaux camarades, sous peu, devront probablement y entrer encore. Telle qu'elle est, en tous cas, l'*Imprimerie des Unions ouvrières* est devenue pour tout le mouvement romand comme un centre de ralliement ; c'est là que se trouve logée *La Voix du Peuple*, c'est là que fonctionne le *service de librairie* des syndicats. Les renseignements s'y dirigent, les questionnaires y affluent. C'est la « Maison de la Fédération ».

Les statuts de l'entreprise ont été définitivement élaborés après trois séances des plus intéressantes et des plus cordiales. Ce qui me frappa le plus, à cette occasion, ce fut la façon excessivement honnête des ouvriers de discuter entre eux. Il leur arrive, sans doute, d'avoir, surtout pour commencer, de petites divergences d'opinion. Mais, tandis qu'habituellement les gens sont beaucoup plus préoccupés de faire valoir leurs idées, sans même soupeser celles de leurs contradicteurs, au contraire, les travailleurs syndicalistes romands écoutent les objections qu'on leur présente ; ils tiennent compte des arguments de fait. Si bien qu'au bout d'un instant, chacun ne considérant que le bien de l'œuvre commune, ils finissent par s'entendre parfaitement, sans avoir besoin de voter et d'écraser une minorité. Les statuts suivants, dont nous donnons les principaux articles, ont donc été admis à l'unanimité, et, en y regardant de près, on s'apercevra que cela dénote une belle unité de pensée — de pensée de classe :

« *Préambule.* — L'étude et la critique de la société capitaliste nous ont amené à conclure que la misère des travailleurs est due à l'exploitation et à la domination de l'homme par l'homme. Connaissant la

cause de l'iniquité sociale, éprouvant le besoin intense de réagir sur le milieu déprimant, nous désirons organiser l'essentiel de notre vie — le travail — conformément à ce qui nous paraît équitable. Sans exclure aucun des moyens préconisés pour l'émancipation ouvrière, nous voulons, dans la mesure de nos forces et des possibilités, soustraire une partie de la production à l'exploitation patronale et vivre à l'atelier, entre producteurs, en régime communiste égalitaire et de camaraderie.

« En suivant ces principes, nous commettons un acte de propagande par le fait : nous donnons un exemple de ce qui est déjà possible d'instaurer dans le domaine de la production, nous créons une école d'éducation pratique et mutuelle qui met le travailleur en contact avec les rouages nécessaires à l'organisation du travail communiste.

« Expérimentée depuis plusieurs années, la commandite, mise en œuvre du travail fait en commun sous un mode égalitaire, a été considérée par divers congrès corporatifs comme seule possible, équitable et en accord avec les propositions ci-dessus. L'imprimerie des Unions ouvrières fonctionnera donc en commandite égalitaire généralisée à tous ses producteurs, quels que soient leur fonction ou leur sexe. Cela implique égalité de droits et de devoirs. Elle sera un groupe d'ouvriers d'aptitudes et de valeur diverses, travaillant normalement, sans surproduction, sans favoritisme, sans parasitisme. Le travail de l'un contrôlant le travail de l'autre, chaque partie isolée s'adaptant et poussant à la terminaison de l'ouvrage à exécuter, chaque travailleur restera solidaire pour l'ensemble de la production.

« Les travaux d'impression seront exécutés sous le contrôle syndical et les tarifs observés d'abord et dépassés en mieux ensuite. Les bénéfices iront à la propagande. L'imprimerie ne peut devenir la propriété de ses producteurs. Toute garantie est ainsi donnée à ceux qui s'intéressent à l'œuve qu'ils ne favorisent pas une entreprise d'égoïstes, de capitalistes.

« D'après ce préambule, le but immédiat de l'Imprimerie des Unions ouvrières, à base communiste, est :

« *a*) De fournir au prolétariat les moyens de propagande que peut assurer une entreprise d'imprimerie par ses travaux et ses bénéfices ;

« *b*) D'établir une organisation du travail qui, autant que le permettent les conditions économiques actuelles, soit une ébauche vivante de l'organisation communiste de l'avenir.

« *Article premier.* — L'Imprimerie des Unions ouvrières, à base

communiste, est une commandite égalitaire. Elle entreprend l'exécution en commun de tous les travaux se rattachant à l'industrie de l'imprimerie.

« *Art.* 2. — Le capital nécessaire à l'installation et à la marche de l'imprimerie est formé de parts collectives et individuelles de cinq francs. Par droit de priorité, les parts individuelles seront remboursables selon la possibilité et par tirage au sort. Les parts collectives souscrites par les syndicats ne seront ensuite remboursables que facultativement et dans les mêmes conditions. Les parts ne rapportent aucun intérêt.

« *Art.* 5. — Les porteurs de parts ont voix délibérative dans les assemblées générales. Quel que soit le nombre des parts souscrites, le porteur n'a qu'une voix. Les parts individuelles sorties au sort et laissées au fonds social ne confèrent plus le droit de vote.

« *Art.* 8. — Les travailleurs à l'Imprimerie choisissent de leur plein gré leurs nouveaux collaborateurs...

Art. 9. — Les travailleurs à l'imprimerie doivent être des syndiqués adhérents aux syndicats respectifs de l'Industrie du Livre et des arts graphiques.

« *Art.* 14. — Les travailleurs à l'Imprimerie reçoivent pendant la période du début, le salaire minimum du tarif établi par la Section de Lausanne de la Fédération des typographes de la Suisse romande, sans déduction des jours fériés et d'inspection militaire. Sitôt que le développement de l'œuvre le permettra, l'assemblée générale décidera des augmentations.

« *Art.* 15. — Quelles que soient leurs fonctions, tous les producteurs à l'Imprimerie recevront la même rétribution. *Ils pourront étudier entre eux la répartition de leurs salaires au prorata des charges de famille.*

« *Art.* 16. — Les travailleurs de l'Imprimerie auront droit à un congé payé d'une semaine par année, mais seront tenus de se faire remplacer si le travail l'exige ; ceci pour éviter que les collègues fassent des heures supplémentaires. La solde des remplaçants sera prise sur les bénéfices. Les travailleurs sont assurés contre les accidents aux frais de l'entreprise.

Art. 17. — Aussitôt que possible, la journée de huit heures sera établie normalement.

« *Art.* 18. — Les travailleurs de l'Imprimerie (délégués) se répartissent entre eux les fonctions techniques et administratives nécessaires

au fonctionnement régulier de l'œuvre. Ils décident de la division et de la réglementation du travail à exécuter en commun. Toutefois, l'enseignement mutuel permettra aux délégués d'occuper *à tour de rôle* les fonctions administratives suivant les aptitudes.

« *Art.* 19. — Les comptes et la marche de l'Imprimerie seront directement et *en tous temps* contrôlés par le Comité fédératif des Unions ouvrières de la Suisse romande et la Commission de contrôle. De plus, la Commission de contrôle, composée de cinq membres nommés chaque année à l'Assemblée générale ordinaire, vérifie les comptes régulièrement chaque trimestre...

« *Art.* 20. — Les bénéfices de l'entreprise communiste seront consacrés :

1° A amortir le matériel, tout en l'augmentant selon les besoins ;

2° A rembourser les parts individuelles et collectives qui ne sont pas laissées au fonds social ;

3° A la propagande syndicale dans l'esprit de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande ;

4° A constituer un fonds pour servir les besoins communistes des syndicats affiliés aux Unions ouvrières romandes.

L'Assemblée générale, qui a lieu ordinairement une fois par année, répartira les bénéfices à ces différents postes. Les délégués à l'Imprimerie s'interdisent formellement d'en toucher une part quelconque.

« *Art.* 21. — Les délégués déclarent que l'Imprimerie ne peut devenir leur propriété, pas plus que celle d'un parti politique. Elle est et restera la *possession communiste* des syndicats ouvriers, par l'intermédiaire de la F. U. O. S. R. Les congrès de cette Fédération examineront la marche de l'œuvre.

« *Art.* 22. — Les producteurs ne pourront accepter, en dehors de l'Imprimerie, aucune fonction rétribuée ; ils ne pourront faire usage de leurs fonctions à l'Imprimerie pour appuyer une candidature politique.

« *Art.* 23. — L'Assemblée générale est composée de :

1° Un délégué par organisation ouvrière possédant des parts ;

2° Un délégué par organisation ouvrière donnant du travail ;

3° Deux délégués représentant le personnel de l'Imprimerie ;

4° Les porteurs de parts personnelles.

« *Art.* 28. — Le présent règlement est un *contrat extra-légal.* Les délégués à l'Imprimerie, les porteurs de parts et les intéressés décla-

rent l'accepter dès qu'ils participent à l'œuvre. En conséquence, les participants s'interdisent de recourir aux tribunaux. Les conflits qui surviendraient dans l'interprétation et l'exécution dudit contrat seront soumis à l'arbitrage d'organisations ouvrières. L'Assemblée générale d'accord avec la partie en conflit, désignera les arbitres en dehors des intéressés. »

J'ajoute qu'au point de vue tant matériel que moral, l'Imprimerie marche très bien. La démonstration est donc faite, une fois de plus, qu'on peut produire sans patron et sans intermédiaire, sans s'embourgeoiser. Ce qu'il y a de caractéristique dans cette entreprise — et c'est ce qui la sauvera d'un accaparement individuel ou des préoccupations capitalistes — c'est qu'elle est placée en plein milieu ouvrier, syndical; c'est aussi qu'elle n'est la propriété de personne : l'Imprimerie est une possession communiste dont les syndicats ont l'usage.

(*à suivre*)

J. Wintsch-Maleeff.

Le Ve Congrès international des Métallurgistes

Le cinquième congrès de la *Fédération internationale des ouvriers métallurgistes*, qui s'est tenu à Bruxelles du 12 au 15 août dernier, a mis aux prises le syndicalisme français et les mouvements syndicaux d'inspiration plus ou moins corporativiste d'Angleterre, d'Allemagne et des autres pays. A Bruxelles, il s'est passé un phénomène analogue à celui qu'on a constaté à Stuttgart, au Congrès socialiste international. Les méthodes d'action révolutionnaire du syndicalisme français se trouvent singulièrement en avance sur la pratique semi-bourgeoise des groupements syndicaux de la plupart des autres nations. Mais tandis qu'à Stuttgart, ce n'est que très indirectement que cette opposition a été sentie par suite de l'attitude que le Parti socialiste français a prise vis-à-vis de la *Confédération du Travail*, à Bruxelles, c'est directement, entre organisations ouvrières, que le conflit a éclaté.

Dans le syndicalisme français, l'*Union fédérale de la Métallurgie* est au premier rang des fédérations puissantes à la fois par l'organisation méthodique et l'esprit révolutionnaire. Elle possède des militants de premier ordre, qui comptent parmi les meilleurs du prolétariat en France. Elle a, dans ces dernières années, réalisé des progrès marqués, tant par la part qu'elle a prise dans les luttes ouvrières que par son souci de perfectionner ses méthodes : augmentation de la cotisation syndicale, décentralisation de la propagande, etc., etc... Elle a, par son union avec l'importante *Fédération des Mouleurs*, fait faire un pas énorme à l'idée *d'unité de la classe ouvrière*, jusqu'ici compromise dans le prolétariat français par l'opposition des fédérations de métiers et des fédérations d'industrie : depuis longtemps, l'*Union fédérale de la Métallurgie* combat cette méthode égoïste de morceler la classe ouvrière en autant de petits groupements qu'il y a de branches ou *métiers* dans une *industrie* déterminée. Elle était donc toute désignée pour représenter, en face des conceptions arriérées qui dominent encore tant de syndicats à l'étranger, les idées syndicalistes.

Pour mieux marquer cette originalité de l'*Union fédérale de la Métallurgie*, était présente au Congrès, et en opposition avec elle, la *Fédération des Ouvriers Mécaniciens*, qui, dans le mouvement

français, est la seule, avec la *Fédération du Livre*, à copier les procédés corporativistes des trades-unions anglaises. La lutte est ancienne qui oppose ces deux groupements de force inégale. Autant l'*Union fédérale de la Métallurgie* est représentative des idées nouvelles, autant la *Fédération des Mécaniciens* reste enlisée dans les idées anciennes. Ses « chefs » sont à l'extrême-droite du mouvement syndical ; ils participent à une multitude d'institutions gouvernementales ; ils font profession de « modération », de « science » et de « sagesse » ; ils font l'admiration de la bourgeoisie démocratique.

Nous devons signaler encore que la *Fédération de la bijouterie*, une des plus ardentes parmi les fédérations syndicalistes révolutionnaires, avait envoyé sa délégation au congrès et renforcé par là l'action de l'*Union fédérale de la métallurgie*.

Nous ne pensons pas qu'il puisse y avoir de débats plus instructifs que ceux de ce congrès pour comprendre l'opposition des diverses méthodes de l'action syndicale. Aussi allons-nous les résumer brièvement à l'usage des lecteurs du *Mouvement Socialiste*.

1. — *L'ordre du jour.* — Dès la première séance, l'opposition au syndicalisme français s'est manifestée. Plusieurs membres voulaient strictement appliquer l'article 2 du règlement intérieur des congrès, lequel porte que toute proposition qui n'est pas appuyée par cinq délégués ne peut être discutée. C'était rendre impossible toute affirmation des conceptions françaises. L'intervention énergique de Latapie, secrétaire et délégué de l'*Union fédérale de la Métallurgie*, empêcha ce qui n'aurait été qu'un étranglement pur et simple. On « toléra » donc que les syndicalistes français vinssent exposer leurs idées.

Cette petite discussion était d'autant plus significative qu'elle se produisait après une allocution du secrétaire de la Fédération des métallurgistes allemands, le citoyen Schlicke, qui avait vanté, d'un ton triomphateur et orgueilleux, la beauté du système corporatif pratiqué en Allemagne. Schlicke, répondant à Solau, secrétaire de la Fédération des métallurgistes de Belgique, qui avait inauguré le Congrès, avait lyriquement vanté les très fortes caisses et la centralisation administrative, toutes choses qu'estime modérément le syndicalisme français.

A la suite d'un retard dans les services postaux, les rapports sur les principales questions, expédiés par colis de Stuttgart, n'étant pas arrivés, le congrès décide de commencer les débats par les derniers points de l'ordre du jour, et d'abord par l'*anti-alcoolisme*.

Disons avant d'aller plus loin que le Congrès est ainsi composé :

Autriche :	5	délégués, représentant	.....	53.000	membres.
Allemagne :	10	—	.....	359.985	—
Angleterre :	9	—	.....	141.597	—
Belgique :	11	—	.....	14.430	—
France (1) :	5	—	.....	21.000	—
Hollande :	1	—	.....	1.400	—
Hongrie :	4	—	.....	21.050	—
Suède :	1	—	.....	25.925	—
Suisse :	1	—	.....	15.000	—

2. — *L'Anti-alcoolisme.* — La lutte contre l'alcool est une nécessité sur laquelle tous les syndicalistes sont d'accord. Mais il ne faut pourtant pas exagérer et, sous prétexte de combattre l'ivrognerie ouvrière, se mettre à la remorque des bourgeois repentants, des philanthropes en mal de distractions ou des pasteurs protestants. Il n'y a rien de plus humiliant pour les militants ouvriers que de servir de tremplin à ces ligues de bourgeois hypocrites qui s'en vont prêcher la tempérance au prolétariat et le traitent comme *chair à bonnes œuvres.*

Tout ouvrier un peu sain et conscient de sa dignité ne tolère pas une minute de pareilles turlupinades. Il renvoie ces messieurs dans leur classe et les prie d'y rester, au lieu de venir se moquer de lui. Et quant à la lutte contre l'alcool, il lui suffit d'appeler ses camarades d'atelier à une lutte intensive et courageuse contre la bourgeoisie, pour développer en eux la conscience de leurs devoirs d'hommes libres et le dégoût de l'ivrognerie et de l'alcoolisme. Il n'y a pas de meilleur agent anti-alcoolique qu'un fort idéalisme révolutionnaire, qui exalte les plus forts sentiments de la nature humaine et refoule les plus bas.

Malheureusement, il faut l'avouer, la lutte syndicaliste exige des qualités d'héroïsme obscur et continu dont peu sont capables même parmi les militants. Que d'ouvriers sont enchantés de voir « se pencher » vers eux quelques bourgeois plus ou moins mielleux, bénêts et menteurs ! C'est ce qui explique à quel point beaucoup d'entre eux se laissent encore capter par les homélies des prêcheurs d'abstinence, qui espèrent séduire la classe ouvrière par leur bon cœur et le souci qu'ils prennent de sa vertu. Cela est bien apparu au congrès. Le délégué des autrichiens, Beer, s'est livré à un sermon anti-alcoolique tellement ridicule qu'un délégué allemand, Cohen n'a pu s'empêcher de le lui dire :

Que signifie, s'est écrié le citoyen Cohen, la résolution proposée par le citoyen Beer ? Que nous n'allons plus boire un verre. Je suis sûr que le camarade Beer doit à un bon verre de bons moments de sa vie !

Que l'abus de l'alcool soit défavorable et nuisible à la classe ouvrière ? Je le

(1) Latapie a fait remarquer qu'en comptant les métallurgistes syndiqués dans les syndicats des chemins de fer et dans d'autres unions syndicales, on arriverait au chiffre de 44.000 métallurgistes syndiqués.

sais bien ! Mais je ne vois pas très bien quel rapport la question peut avoir avec les travailleurs du métal.

Pourquoi ne pas discuter alors la question du végétarisme ? La vérité est que c'est au prolétariat tout entier à imposer une discipline à ses besoins. Mais de grâce, ne réglementons pas la vie d'une façon aussi rigoureuse ? Mettons les travailleurs en garde contre le mal, rien de plus !

Le congrès s'inspirant de ces justes observations, a repoussé les deux résolutions qu'on lui présentait sur l'anti-alcoolisme. Cela ne veut pas dire qu'on n'entend pas combattre l'alcool : cela signifie que c'est aux ouvriers eux-mêmes à mener cette lutte, et comme ils l'entendent.

3. — *La Grève générale.* — Latapie expose les conceptions grève-généralistes du syndicalisme français, en demandant non qu'on vote sur leur degré de vérité ou d'erreur, mais sur la nécessité de les examiner et d'en prendre connaissance. Sa proposition — contresignée par Garnery et Lefèvre, de la *Fédération de la bijouterie* — est ainsi conçue :

[1] Après avoir entendu l'exposé succinct du camarade Jean Latapie, sur la tendance du syndicalisme révolutionnaire français et ses moyens de combat, tels le boycottage, le sabotage, l'action directe, l'antimilitarisme et ensuite du moyen d'émancipation intégrale qui, à côté des autres et sans en exclure aucun, paraît être la grève générale ;

Le congrès décide de soumettre les dits moyens aux membres affiliés et de faire tous ses efforts pour les vulgariser au même titre que les autres.

Dans son intervention, Latapie s'est exprimé comme suit :

Notre proposition s'inspire des tendances actuelles du syndicalisme français. Nous sommes réformistes en ce sens que nous voulons fortifier physiquement et moralement la classe ouvrière. Mais nous voulons aller plus loin, car nous savons, par expérience, que ce qui est donné d'un côté nous est trop souvent repris d'un autre côté.

Des ouvriers obtiennent 25 p. c. d'augmentation de salaire, grâce à l'action syndicale : l'on voit bientôt fondre cette augmentation, parce que le patronat commercial et foncier reprend ce qui lui a été pris, sous forme de majoration des prix de consommation et du prix des loyers.

Nous sommes syndicalistes. Nous sommes poussés vers des fins révolutionnaires. Pourquoi ? Parce que le capitaliste est insatiable. Parce qu'une fièvre de luxe et de jouissance s'est emparée de la bourgeoisie capitaliste et qu'elle la pousse à prélever, toujours et malgré tout, une dîme plus forte sur le prolétariat.

A cette action patronale nous voulons opposer l'*action directe* du prolétariat. On nous parle de sabotage et l'on représente ce sabotage comme une sorte de chambardement de la vie sociale. N'oublions cependant pas que le sabotage nous vient du trade-unionisme anglais, conservateur et paisible, et qu'il s'exprime par cette maxime : à mauvais salaire, mauvais travail.

On a fait à l'action directe un procès de tendances.

Marcel Sembat a pu qualifier à la Chambre l'action directe ; ce n'est pas la théorie du cassage des carreaux, mais l'entente étroite de tout le prolétariat pour que la force ouvrière exerce son influence sur le patronat, en dehors de l'action si fragile, si précaire du Parlement. Voilà l'action directe définie par un député socialiste, par un partisan de la conquête des pouvoirs publics !

Nous sommes aussi antimilitaristes. Comment ne le serions-nous pas, quand on voit l'armée intervenir dans les grèves, chaque fois que nos revendications se sont trouvées en opposition avec l'intérêt du patronat ?

L'antimilitarisme a fait ses preuves, à Montceau-les-Mines, à Brest et tout récemment dans la crise viticole. N'était-ce pas l'intérêt des syndicats ouvriers de neutraliser cette force armée dressée contre nous et de mettre les travailleurs en uniforme en rapport permanent, intense, fraternellement solidaire, avec les travailleurs en bure ?

On nous a reproché d'être anticléricaux. Ne devons-nous pas l'être, quand on

voit le capitalisme transplanter ses usines dans les campagnes, parce qu'il peut là-bas, avec le concours du clergé qui offre à tous les promesses de la vie future, obtenir des ouvriers — notamment des fondeurs de Hennebont — un labeur exténuant pour des salaires honteux de 3 francs et de 3 fr. 50 par jour ?

Nous croyons à la force de la *grève générale*. N'y avez-vous pas eu recours, vous travailleurs de Danemark et vous ouvriers socialistes de Belgique pour obtenir un simple droit politique ? Nous considérons la grève générale comme un moyen révolutionnaire de transformer la société.

Est-ce à dire que la grève générale comporte nécessairement la violence ? Du tout ; ce n'est pas en cassant la figure de quelqu'un qu'on le convertit. Mais nous voulons par l'arrêt du travail, arrêter la vie d'une société condamnée à disparaître et permettre aux travailleurs de reprendre ce qui est leur bien : les moyens de production.

Ne rejetez pas cette conception que les événements peuvent vous commander. Etudiez-la et ne prononcez pas un arrêt condamnant une tactique dont vous n'avez pas fait l'expérience. Ne dites pas à l'ouvrier qu'il doit rejeter une arme qui peut le sauver.

Dites-nous surtout que si notre prolétariat français recourt à cette arme, vous ne le désavouerez pas, parce que votre mentalité nationale n'aura pas compris cette tactique !

C'est le délégué anglais Davis qui répond le premier à Latapie : « Les ouvriers anglais, expose-t-il, ne veulent pas de l'action révolutionnaire parce qu'elle ne donne pas des avantages pratiques. » Nous savons assurément que pour les trade-unions tout s'évalue en résultats monnayables, en réalités immédiatement palpables, en gros sous. Hélas ! quoique elle soit une part évidemment non négligeable, il y a autre chose, dans la vie, que la course aux seuls avantages matériels : cette autre chose, c'est l'indépendance, c'est la liberté. Et les progrès faits dans un pays par les idées d'indépendance et de liberté sont plus féconds pour l'émancipation du prolétariat que la seule obtention de quelques hauts salaires, au prix des pires abdications. De leur point de vue platement égoïste, grossièrement matérialiste, les trade-unions anglaises ne comprennent rien à l'idéalisme des syndicats français. Et pourtant l'on peut constater que dans la vie française l'influence du syndicalisme est autrement puissante que l'action des trade-unions dans la vie anglaise. Des ouvriers qui copient les bourgeois, qui en imitent les manières d'agir et les façons de penser, qui ne rêvent que prudence pusillanime et coffres-forts garnis, ne constituent vraiment pas un type supérieur d'humanité.

Le délégué Baeck, de Belgique, adresse au syndicalisme français presque les mêmes reproches que le délégué Davis. « Notre tactique se rapproche fort de celle des ouvriers anglais », déclare-t-il. Puis c'est le tour du délégué Coupat, de la *Fédération des Mécaniciens français*. Le vieil adversaire de l'*Union fédérale des Métallurgistes* se révèle tout entier dans son intervention. Il trouve que l'exposition de Latapie est trop de nature à rendre acceptables les thèses syndicalistes. Il va se charger de « rectifier. » Voici les idées de ses adversaires, telles que Coupat les redresse :

Il ne faut pas juger de l'action directe, ni du sabotage, par les déclarations de Latapie. J'ai vu dans les grèves des Ardennes que cette tactique a créé dans la classe ouvrière une exaspération dangereuse, qui a abouti au sacrifice inutile d'existences humaines.

Retenons la fin de ce petit discours. Il revient à ceci : que toutes les collisions avec la troupe, toutes les tueries ouvrières, c'est le syndicalisme qui en est responsable ! Evidemment, si les ouvriers restaient tranquillement chez eux, sagement, paisiblement, il ne se produirait jamais de conflit, — et les patrons seraient contents.

Du côté allemand, c'est le citoyen Dissman qui prend la parole contre la conception de la grève générale :

Le camarade Latapie, dit-il, a cherché à vous convaincre de l'utilité de la grève générale. Il ne nous a pas montré les résultats pratiques de cette tactique, ce que je comprends fort, puisque la condition essentielle du succès de la grève générale est la forte organisation syndicale. Et celle-là est encore à créer en France.

Je ne puis pas admettre non plus que les syndicats ne soient pas en accord constant et permanent avec la personnification politique de la classe ouvrière.

Si des grèves générales ont été entreprises en Belgique, n'est-ce pas la preuve que les ouvriers, contrairement à ce que s'imaginent les libertaires, considèrent le droit de vote comme une des prérogatives précieuses. C'est la raison pour laquelle les ouvriers syndiqués considèrent la grève générale comme la sauvegarde suprême du droit de suffrage universel et du droit de coalition.

Le citoyen Beer (Autriche) apporte une passion peu ordinaire à combattre le discours de Latapie. Il va si loin que le traducteur est obligé, avant de traduire, de faire remarquer que l'orateur a fait porter sa critique sur des idées qui n'étaient nullement celles émises par Latapie. Sans doute, c'était pour le citoyen Beer plus commode. Voici le résumé de sa diatribe, qu'il rééditera d'ailleurs au congrès socialiste international de Stuttgart :

Je conteste que la tactique des délégués français soit révolutionnaire. Elle est au contraire réactionnaire au premier chef, puisque son premier résultat est de détruire la confiance de la classe ouvrière dans les moyens méthodiques d'émancipation et de libération.

Un abîme nous sépare de la conception française de la grève générale. Il peut se présenter des situations où la classe ouvrière, acculée au désespoir, doit recourir à la grève générale. Mais autre chose est de considérer la grève générale comme un moyen de transformer radicalement l'organisation sociale actuelle.

Je tiens à protester contre la tactique ultra-réactionnaire du sabotage, que les délégués français viennent nous proposer. On dirait, véritablement, qu'ils ne connaissent rien de l'histoire de la classe ouvrière. C'est au début du régime industriel, dans les tâtonnements de l'enfance capitaliste, que les ouvriers inconscients, s'imaginaient briser l'organisation sociale qui les opprimait, en brisant les machines.

Au lieu de saboter notre travail, faisons plutôt de la bonne et pratique besogne d'organisation.

Malgré les délégués anglais, qui déclarent en avoir assez du débat, puisque leur conviction était faite avant même que de le commencer, on permet à Garnery de répondre :

Davis, fait-il remarquer, a dit que la grève générale peut être bonne pour un pays, mauvaise pour un autre. Nous croyons au contraire que la Révolution prolétarienne doit fatalement surgir partout où le capitalisme domine. On a invoqué l'action parlementaire. Voyez donc ce qu'elle a produit chez nous !

Quant aux résultats, nous constatons que plus il y a de représentants socialistes au parlement et plus on fusille les travailleurs.

Nous disons aux travailleurs : Faites vos affaires vous-mêmes, par la pression que vous pourrez exercer et sur le patronat et sur le parlement.

En ce qui concerne le sabotage, vous en avez fait une caricature. Notre conception du sabotage est celle-ci : *à mauvaise paie, mauvais travail.* Ce sont les travailleurs que l'on sabote. Nous ne sommes pas des résignés et notre action directe, lorsqu'elle devient violente, est la réaction nécessaire de la force ouvrière contre la force brutale du capitalisme.

Vous préconisez l'action évolutionniste. Qu'est-ce que cela signifie ? Une évolution se constate et ne se commande pas.

On nous a dit que la grève générale ne peut nous donner de résultats que dans cinquante ans. Dans combien de milliers d'années la coopération aura-t-elle transformé la société ?

Si vous ne repoussez aucun moyen d'émancipation, pourquoi empêcher l'examen et la discussion de celui qui est reconnu bon par le prolétariat français? Nous ne voulons pas vous empêcher d'user des moyens dont vous vous réclamez, mais nous voulons que notre tactique soit soumise à l'examen réfléchi du prolétariat.

On nous dit qu'il faut préparer les esprits à de pareilles attitudes. Ce n'est pas par un flot de paroles, par des discours, mais bien par des actes que l'on mettra la classe ouvrière en mesure de faire la grève générale !

Tout l'effet moral désirable était produit. Une fois de plus les idées révolutionnaires du syndicalisme français se heurtaient à la fin de non-recevoir absolue des trop prudents et trop sages syndicats allemands et anglais. La résolution de Latapie n'eut que 4 voix (3 Français et 1 Suisse).

4. — *La Cotisation.* — Après avoir, dans l'intervalle, écouté le rapport du secrétaire de la *Fédération métallurgiste internationale* et les observations qu'il provoque parmi les délégués, on aborde la grosse question du congrès : *la fixation de la cotisation.*

La délégation anglaise avait posé la question. Elle demandait que la cotisation internationale fût réduite de 20 à 10 shellings par mille membres. Les raisons données par le délégué Davis, au nom de ses trade-unions, sont encore un des éléments psychologiques les plus curieux que nous offre ce congrès sur la singulière façon qu'ont les Anglais de comprendre et de pratiquer la solidarité ouvrière :

Certes, nous avons de fortes ressources, mais nos membres ne comprennent pas assez l'utilité des relations internationales. Aussi croyons-nous que les résultats du maintien de la cotisation actuelle, s'ils peuvent être favorables à l'organisation internationale, peuvent influencer, dans un sens défavorable, la vie de nos organisations nationales.

Le coup est si fort que même les délégués allemands ne peuvent s'empêcher de manifester à leurs amis les anglais leur réelle stupeur. Le citoyen Reicherl leur fait observer qu'il est inconcevable que cette proposition vienne des trade-unions, qui ont toujours déclaré *que ce sont les fortes cotisations qui font les fortes organisations* ! Argument qui est, d'ailleurs, d'une logique incontestable. Mais le suivant, employé par Reicherl, laisse percer le bout de l'oreille : il faut de l'argent, dit-il, pour faire de la propagande en France et dans les petits pays où

les sains principes d'organisation syndicale ont besoin d'être répandus Cette idée d'organiser des *missions de propagande syndicale à l'anglaise ou à l'allemande* ne manque pas de charme. En fait, il ne s'agit, pour Reicherl et ses amis, de rien moins que de coloniser la France !

Divers orateurs interviennent encore pour repousser la proposition anglaise, que Barnes vient défendre de nouveau en ces termes :

Je tiens à dire en tout premier lieu que la proposition soumise par la section anglaise n'est pas une proposition personnelle. Elle a été discutée au conseil général des Trade-Unions.

N'oublions pas que nous représentons ici un peuple pratique, avide de résultats pratiques. Les syndicats anglais ont des obligations que ne connaissent pas les syndicats allemands, français et belges. Ils ont donc une grande responsabilité. L'argent dépensé pour organiser des syndicats dans d'autres pays serait mal dépensé. Chaque pays a son génie et sa mentalité propres.

Au cours de la discussion du rapport du secrétariat une parole étrange avait été déjà prononcée par le délégué allemand Cohen. Il avait proposé à la Fédération internationale *d'envoyer des délégués et des ouvriers en France pour y créer des syndicats sur le type des syndicats allemands ou anglais*. C'est cette proposition qu'avait en somme, mais moins nettement, reprise Beicherl. On comprend la situation paradoxale des syndicalistes français. D'une part l'égoïsme des Anglais les révoltait; d'autre part ils se trouvaient en face des Allemands qui combattaient les Anglais, entre autres raisons, parce que ceux-ci voulaient priver la Fédération internationale des moyens financiers nécessaires pour venir, en France, combattre les syndicalistes français et créer des contre-syndicats ! Aussi Garnery, avec Lefèvre, intervinrent-ils vivement :

On nous fait remarquer, dit Garnery, que la cotisation est trop faible chez nous. C'est une raison de plus pour nous laisser l'autonomie dans le choix de nos moyens d'organisation. Si nous ne sommes pas très nombreux, nous faisons de la bonne besogne syndicale. S'il y a lieu d'augmenter les cotisations, nous voulons bien le faire, mais qu'on nous dise quelle est la forme du syndicalisme moderne dont on a parlé. Est-ce le trade-unionisme anglais ? Est-ce le mutualisme allemand ? Est-ce la grève généralisme français ?

Nous voulons que nos ressources ne servent qu'à favoriser le syndicalisme qui forme des travailleurs capables de résister au capitalisme avec énergie.

Cela fut si bien compris qu'un délégué s'écria : « Le Bureau de la fédération ne peut être une *mission évangéliste* ! »

La discussion se poursuit, par l'intervention de délégués hollandais, suisses, etc... Mais rien ne peut vaincre la résistance des Anglais. Ils se refusent à aller créer des syndicats sur le type trade-unioniste en France ! Ils prouvent ainsi qu'ils manquent même de solidarité à l'égard de leurs propres alliés, les Allemands. Ceux-ci ne parviennent pas à concevoir que les Anglais se désintéressent à ce point du succès ou de l'insuccès de leurs méthodes parmi les ouvriers français. Le délégué

allemand Cohen est au nombre de ceux qui ne comprennent pas. Il récidive :

La Fédération internationale doit favoriser l'organisation partout où elle le peut. *On ne peut pas toujours se fier aux organisations centrales nationales. En France une organisation semblable fait défaut. En France, il y a comme toute organisation centrale, le camarade Griffuelhes, qui est aussi loin du véritable syndicalisme que le soleil de la terre.*

C'est le signal d'une recrudescence d'attaques contre les Français. D'autres délégués allemands renchérissent sur le précédent. Si bien que Latapie doit s'élever contre ces attaques continues envers le syndicalisme français et déclare que, malgré cet état des choses, les Français ne s'opposeront pas au maintien du chiffre actuel de la cotisation internationale.

En fin de compte, les Anglais menacent de quitter la Fédération si on n'abaisse pas la cotisation. Après d'interminables pourparlers, Beer (Autriche) propose une transaction : on abaissera non à 10 mais à 15 schellings la cotisation présente, et cela seulement jusqu'au prochain congrès. Les délégués anglais, à qui la carte forcée est ainsi imposée, n'acceptent qu'en rechignant et en déclarant qu'ils en référeront à leurs trade-unions. Cette lutte épique, entamée pour des raisons de sordide avarice, est caractéristique, encore une fois, de la valeur « socialiste » des syndicats anglais.

5.—*Le Règlement fédéral.*—On décide d'abord que les congrès continueront à être tenus tous les trois ans. — Puis l'on passe aux rapports entre organisations de divers pays. Les délégués autrichiens et allemands déposent la résolution suivante :

Le congrès déclare qu'il est nécessaire que des traités de réciprocité soient conclus entre les organisations affiliées. Ces traités doivent s'étendre : 1° sur la conservation du droit au sociétariat à l'étranger ; 2° sur la conservation du droit de secours à l'étranger ; 3° sur les secours mutuels pour grèves et lock-out dépassant les moyens dont peuvent disposer les organisations en lutte.

Le secrétaire international dressera un projet en ce sens et le soumettra aux différentes organisations pour être discuté par elles.

Dans la discussion Beer (Autriche) déclare se rendre très bien compte des difficultés qui s'opposeront à la mise en pratique de la réciprocité, surtout de la part des Anglais :

Il faudra que dans chaque pays on cherche un terrain d'entente. Ce qu'il faut, c'est se mettre d'accord sur les lignes générales de la réciprocité. Les délégués anglais devraient notamment nous dire s'ils entendent que les syndiqués des autres nations puissent, de droit, entrer dans les syndicats anglais lorsqu'ils vont travailler en Angleterre.

Latapie tient à la disposition du congrès un projet de convention :

En ce qui concerne l'Union générale des métallurgistes de France, il a mandat de traiter avec toutes les organisations disposées à contracter dans les conditions que l'on a indiquées tout à l'heure.

La résolution autrichienne et allemande est votée.

6. — *Les enquêtes ouvrières.* — La discussion que le congrès a entendue sur les enquêtes ouvrières est un nouveau document à enregistrer pour la connaissance de ce qui se passe dans le cerveau des trade-unionistes anglais. C'est Schlicke (Allemagne) qui nous révèle de quoi il s'agit :

Les délégués anglais, nous apprend-il, ont fait un voyage d'études en Allemagne, mais ils ne se sont renseignés qu'auprès *des chefs d'industrie.*

Nous ne reprochons pas à la délégation anglaise de s'être documentée auprès des patrons, *mais ils eussent pu se renseigner aussi auprès des ouvriers.*

On a fait voir aux délégués anglais des établissements industriels spéciaux, arrangés pour la circonstance, et qui ont permis aux délégués anglais d'exprimer des opinions prématurées qui ont fait beaucoup de tort aux ouvriers allemands.

Ce qui étonne le métallurgiste allemand paraît pourtant tout naturel : un trade-unioniste anglais selon la bonne formule, s'adresse avant tout directement aux industriels eux-mêmes.

Pour toute réponse, le délégué anglais Hodge trahit, à propos de l'organisation d'enquêtes ouvrières par la Fédération, que l'on proposait, la même attitude rapace des trade-unions :

La proposition, déclare-t-il, tendant à créer une concentration internationale des fonds pour les voyages d'études a un caractère dangereux. Chaque fédération doit être indépendante. Et ce sont les fédérations nationales qui doivent organiser elles-mêmes les voyages d'études. C'est parce que l'on ne donne pas suffisamment de renseignements dans les diverses nations auxquelles nous nous adressons, que nous sommes obligés d'aller chercher les documents sur place.

De même, la délégation anglaise ne peut accepter la proposition néerlandaise qui voudrait organiser l'aide mutuelle en cas de lock-out ou de grève. Elle veut bien que l'on s'entr'aide par des dons volontaires ; *mais de même que les Anglais ne demandent pas à être soutenus en temps de grève, de même ils ne veulent pas que le soutien international soit un droit.*

Le congrès vote enfin la résolution suivante, émanant de l'Union allemande des ouvriers sur métaux :

Se basant sur la reconnaissance, que pour donner des renseignements certains, le secrétaire de la Fédération internationale des Ouvriers sur métaux ne peut le faire que s'il est en possession de matériaux de toute confiance, le Ve congrès international des ouvriers sur métaux à Bruxelles, décide ce qui suit :

1° Au siège de la Fédération internationale des Ouvriers sur métaux, il doit être procédé à la confection détaillée de documents :

a) Sur l'industrie métallurgique dans les différents pays, avec l'indication du nombre des exploitations et des ouvriers employés et coordonnés d'après le genre de l'occupation ou du métier ;

b) Sur la durée du travail quotidien et sur les salaires minimums garantis par contrat, ou bien, si ces derniers n'existent pas, le salaire minimum pour subvenir aux besoins de l'existence, reconnu par l'organisation ouvrière compétente ;

c) Sur les organisations d'ouvriers métallurgistes existantes dans les différents pays et leur compétence pour les ouvriers des différentes branches d'industrie.

2° On devra rassembler au siège de la Fédération une collection de statuts, règlements, rapports, relevés de comptes, revues, journaux et toute espèce de publications des organisations affiliées.

3° De temps en temps, des travaux statistiques et des questionnaires doivent être mis en œuvre pour compléter, mettre à jour ou créer de nouveaux matériaux documentaires.

4° Employer les documents actuels et les publier dans les rapports périodiques de la Fédération internationale des Ouvriers sur métaux.

Pour la mise à exécution de ces divers plans, le Ve congrès international des Ouvriers sur métaux à Bruxelles invite les personnes de confiance en fonctions dans les divers pays, ainsi que les associations affiliées à la Fédération de faire les comptes rendus au secrétaire consciencieusement et exactement.

Le secrétaire est autorisé à accorder éventuellement des subsides pour indemniser les personnes prenant une part active pour la communication de ces renseignements.

La suppression de ce dernier paragraphe, demandée par la délégation anglaise est repoussée.

En terminant, l'on décide que le prochain congrès métallurgiste international sera tenu à Birmingham.

Parmi les divers congrès syndicaux internationaux qui se tiennent en ce moment, celui des métallurgistes est donc un des plus intéressants par les contrastes qu'il accuse entre les diverses pratiques ouvrières. L'originalité profonde du syndicalisme français n'en apparaît que plus fortement. L'action syndicaliste déroute la plupart des militants ouvriers étrangers parce que ceux-ci ne songent qu'à une chose : imiter les bourgeois. Ils pensent que ce qui a réussi à la bourgeoisie — centralisme, coffres-forts, parlementarisme — doit réussir au prolétariat. Leur pratique est donc bien plus accessible à la compréhension générale, *puisqu'elle se borne à reproduire des procédés connus*. Tout au contraire, le syndicalisme français *innove et crée sur un modèle inédit*. Evidemment, et précisément parce qu'il est *inventeur*, il y a dans ses méthodes plus d'obscurité et d'imprévu que dans la tactique, hélas ! trop claire, des trade-unions anglaises ou des syndicats allemands. Il marche non pas vers une phase dépassée par les autres de l'évolution syndicale, mais au contraire vers une phase avancée, que les autres auront, semble-t-il, beaucoup de peine à atteindre. Ces derniers n'ont pas comme lui la connaissance parfaite d'un Etat démocratique pleinement réalisé et il leur manque ce sens de l'action qui est un des caractères de l'ouvrier français. Tandis que ces divers mouvements syndicaux en sont à rechercher la meilleure utilisation possible de l'Etat et de son administration, lui, il cherche audacieusement à la fois à ruiner les formes politiques traditionnelles et à élaborer des cadres nouveaux. Est-ce là une survivance du passé ou une préparation de l'avenir ?...

HUBERT LAGARDELLE.

Revue des Revues

Les Revues françaises

LE SYNDICALISME DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

(*Pages libres*, 15, 22, 29 juin, 6, 13 juillet).

Une enquête a été ouverte par *Pages Libres*, auprès de ses abonnés, dans ses numéros des 15-22-29 juin, 6 et 13 juillet, sur le *syndicalisme dans l'enseignement primaire*. Les rédacteurs de *Pages Libres* nous avaient habitués autrefois à des enquêtes faites avec ce soin, ce souci minutieux de l'impartialité qui caractérisent cette sérieuse revue : il semble qu'ils abandonnent un peu ce genre de documentation, qui demande, il faut le reconnaître, un travail considérable, tant pour obtenir des réponses que pour les dépouiller et les classer.

L'enquête actuelle, qui, sans apprendre rien de bien nouveau, est tout à fait intéressante, a donné d'excellents résultats : 47 réponses venant de 38 départements, ont été recueillies, dont 11 antisyndicalistes, 30 nettement syndicalistes 4 syndicalistes timides et 4 ne prenant pas parti.

Les réponses ont été présentées d'après un plan excellent ; le seul regret à exprimer, c'est que l'exigence de la copie ait obligé de les répartir sur 5 numéros, au lieu de 2 ou 3.

I. — Les antisyndicalistes comprennent d'abord les amis, les alliés de l'administration, des hommes politiques, les satisfaits, les peu exigeants ; l'un d'entre eux, à qui tout a souri dans son existence, témoigne d'une si béate, si naïve satisfaction, qu'on voudrait en rire si on ne pensait qu'elle est partagée par la majorité des fonctionnaires, lâches et égoïstes. D'autres font montre d'une santé moins robuste ; ils partent en guerre contre les syndicalistes, à qui ils reprochent avec véhémence leur envie, leur jalousie, leur esprit d'intrigue, leur ignorance, leur snobisme. Ce sont les bilieux que les récriminations, les plaintes des moins favorisés qu'eux, troublent et agacent. Mais aussi, ces jeunes frondeurs sont des gêneurs bien maladroits ! Il y a une troisième catégorie d'antisyndicalistes infiniment plus sympathique que les deux premières, qui discute et donne des raisons très fortes de son antisyndicalisme : ce sont ceux qui estiment que l'instituteur étant un bourgeois ne peut confondre son action avec celle de la classe ouvrière. « Nous ne sommes pas des prolétaires, sauf quelques rares exceptions ; nous sommes des démocrates, des bourgeois ; malgré la modicité de nos traitements et de nos situations, nous sommes séparés de la classe ouvrière, nous avons d'autres soucis, d'autres aspirations ». « Voyez ce prolétaire, ajoute un autre, son fils fait sa médecine, sa fille a passé trois ans au lycée... Cherchez les Jean Coste, vous trouverez d'heureux propriétaires, garantis contre les risques de la gelée, de la grêle, par la certitude du traitement. Tous ceux-là sont de l'église radicale ; aucun n'a rien à gagner à une transformation sociale ». Ces observations sont prises sur le vif ; elles ne s'appliquent pas à quelques cas isolés, mais à un nombre considérable ; l'instituteur comme le paysan, se plaint toujours, et il achète des terres, des prés, des fermes et place de l'argent. Il faut revenir de plus en plus de l'instituteur misérable et prolétaire ; Jean Coste s'est embourgeoisé, Jean Coste rêve propriétés, il pense à la maison qu'il veut se faire bâtir dans son village natal, pour y prendre sa retraite, quand il aura casé ses enfants dans quelque haute position libérale, dans l'armée, dans la magistrature, dans l'enseignement secondaire. Jean Coste sera bientôt mort.

Un instituteur révolutionnaire de l'Yonne et antisyndicaliste montre une ignorance assez grande du syndicalisme actuel, à qui il reproche de grouper des fonctionnaires de 8 à 10.000 francs de traitement, comme les percepteurs. Mais où a-t-il vu cela, des percepteurs syndicalistes ? Les hauts fonctionnaires du Ministère vont l'être aussi bientôt, sans doute ! Ce même correspond ant est hostile au mouvement actuel parce qu'il tend à désorganiser l'Etat, alors que lui est, par intérêt professionnel, profondément étatiste.

Un professeur, partisan convaincu du syndicalisme révolutionnaire ouvrier, combat avec une grande vigueur le syndicalisme universitaire; il oppose le premier qui organise les producteurs, qui est essentiellement technique, au second, « démocratique, intellectuel, verbal, artificiel, idéaliste ». Les réserves que j'avais faites ici au sujet du syndicalisme primaire et que j'avais cru devoir élargir au profit des nouveaux syndicats, il les reprend, plus âpres, plus fermes, plus définitives. Il se peut au fond que le mouvement actuel reste superficiel et qu'il ne bouleverse pas la corporation bien profondément ; il existe en réalité plutôt à l'état de tendances. Mais il est difficile d'en rendre responsables les hommes qui le dirigent. Les faiblesses, les fautes, les imperfections qui sautent aux yeux proviennent de bien des causes : inexpérience des instituteurs, ignorance du sens de l'action, difficultés considérables pour se développer et pour ne pas être brisés. Mais véritablement ce qu'ils ont fait avec des armes imparfaites et en nombre infime, n'est déjà pas si mal, si l'on songe encore que la corporation est très disséminée, que l'administration et les hommes politiques peuvent si facilement l'effrayer ou la séduire.

Il reste certain que les revendications que peuvent formuler les instituteurs ne sont pas de même nature que celles poursuivies par les ouvriers, qu'il existe entre eux des différences de nature telle, qu'une action simplement parallèle paraît bien difficile à concevoir. C'est pour cela que les camarades ouvriers qui ont examiné la question, ont montré si peu d'enthousiasme tout d'abord, pour admettre les syndicats d'instituteurs dans les Bourses du Travail. Personne ne discute l'intérêt des groupements d'instituteurs ; mais il aurait été plus heureux de leur donner un caractère propre, déterminé par la nature de leurs intérêts, en évitant de calquer aussi étroitement le mouvement ouvrier.

Nous avons toujours dit cela. Le rapprochement actuel des deux syndicalismes peut cependant avoir des conséquences heureuses pour la lutte contre l'omnipotence de l'Etat et pour ruiner son prestige et sa force. On ne peut pas, sous prétexte de logique, enfermer le syndicalisme dans un cadre rigide, — c'est au cours même de l'action que la classe ouvrière organisée, peut décider elle-même de l'opportunité des admissions des associations d'employés et de fonctionnaires, et du choix des méthodes à employer — tout en lui rappelant son véritable intérêt qui est de se protéger contre les déviations démocratiques.

II.— Les syndicalistes, qui ont répondu à l'enquête, ont donné, pour légitimer leurs aspirations, des *raisons* qui ne sont pas toutes bien solides ni bien neuves et qui légitiment, dans une mesure assez large, les critiques du professeur révolutionnaire. Ils veulent se syndiquer pour combattre et détruire le favoritisme, pour remplacer les Amicales qui se sont peu à peu assagies, pour imiter la classe ouvrière. L'entrée dans les Bourses du Travail créera entre les instituteurs et les ouvriers syndiqués des liens qui sont nécessaires pour attacher les éducateurs au prolétariat, pour qu'ils puissent connaître ses aspirations, « pour rentrer dans la famille ouvrière de laquelle nous sortons mais que nous méconnaissons trop facilement pour nous attacher, comme les anciens clients romains, au patrice député ou conseiller général » ; parce que les instituteurs veulent et doivent se rapprocher des travailleurs manuels ; et que le contact ne peut se faire ailleurs que dans les Bourses ». « Nous demandons à entrer dans les Bourses du Travail pour nous documenter sur les tendances, sur les besoins de la masse ouvrière, en matière d'enseignement, et non pour y chercher le mot d'ordre pour une grève générale ».

Ces arguments dénotent certainement une grave préoccupation démocratique ; les Bourses du Travail représentent pour la plupart des correspondants syndicalistes, quelque chose comme le Parti ; comme une organisation systématique, alors qu'elles ne sont que des machines de guerre ; ce n'est pas là seulement que la vie ouvrière peut être utilement étudiée, mais aussi dans l'atelier. Dans les Bourses du Travail, il y a encore trop souvent du verbalisme, de la déclamation et les instituteurs seront plutôt incités à sacrifier à leur tendance naturelle. Et puis, comme le dit le révolutionnaire de l'Yonne, il n'y a pas de Bourses du Travail partout, et où il y en a, pourrait-on ajouter, elles ne sont pas toujours ce que l'on désirerait qu'elles soient. La question de l'entrée des syndicats des fonctionnaires dans les Bourses a pris de l'importance, surtout depuis les bruyantes prescriptions ministérielles.

Beaucoup de syndicalistes le sont simplement pour lutter contre l'administration et pour réformer l'enseignement. Il semble que c'est là le véritable terrain du syndicalisme primaire, le seul sur lequel il faille se placer quand on envisage la question de son point de vue intérieur. Il faut reconnaître que presque l'unanimité des syndicalistes sont des adversaires résolus de l'autorité et de la hiérarchie actuelles ; certains peuvent l'être en esprit frondeur, par exubérance juvénile, que l'âge assagira ; mais pour tous, les chefs sont des ennemis. Voici une tendance véritablement heureuse.

Le corollaire naturel de cette négation des pouvoirs, de cette poursuite de l'autonomie, c'est la compétence professionnelle. Pour le plus grand nombre, elle est insuffisante et beaucoup le reconnaissent : « Un souci constant nous anime : notre perfectionnement professionnel. Nous savons que notre éducation de maître reste à faire ». « Il serait dangereux, semble-t-il, que l'Etat abandonne dès maintenant, je ne dis pas tout contrôle, mais même toute autorité dans l'administration. On peut admettre simplement que sa toute puissance doit décroître à mesure qu'augmentera la capacité du corps enseignant à se bien gouverner soi-même ». Les points essentiels des réformes à accomplir portent: sur la décentralisation des programmes, « leur adaptation exacte aux besoins réels des différents milieux dans lesquels agit l'instituteur » ; sur la plus grande initiative à laisser aux maîtres ; sur l'établissement d'une pédagogie plus pratique, plus concrète, à la place de l'enseignement général actuel qui donne de simples notions « de tout un peu », qui sont inculquées comme des vérités catéchétiques.

Les instituteurs s'aperçoivent aussi que la morale et le civisme qu'on leur fait enseigner n'ont pas la valeur définitive qu'on leur donne officiellement, ce qui fait dire à l'un des correspondants : « Une sorte de conflit est né dans la conscience de l'instituteur. En enseignant que tout est pour le mieux dans la meilleure des Républiques, l'instituteur s'est demandé s'il ne trahissait pas le peuple ».

Toutes les réponses à l'enquête, sauf une, repoussent la grève générale et l'antipatriotisme, Non pas la grève générale ouvrière, que les correspondants n'avaient pas à discuter et qu'ils ne connaissent généralement pas, mais la grève générale des instituteurs.Sur ce point, il faut leur donner raison et c'est pour cela qu'il est bien difficile d'assimiler leur mode d'action à celui de la classe ouvrière, une grève étant impossible à poursuivre, dans les campagnes surtout,et n'ayant aucune véritable signification. Les syndicalistes paraissent avoir eu à cœur de répondre aux attaques de leurs adversaires qui les représentent comme antipatriotes ; ils ont tous, plus ou moins vivement, répudié l'antipatriotisme, sauf un. « Beaucoup de syndiqués sont internationalistes, pacifistes,mais c'est tout ». Les instituteurs syndicalistes croient qu'on peut concilier l'internationalisme et le patriotisme ». « Le mot antipatriotisme est idiot. Travailler à la réalisation d'une meilleure organisation de toutes les patries actuelles, ce n'est pas être contre sa patrie ». « Nous ne sommes pas militaristes, mais cela ne suffit pas pour affirmer que nous sommes antimilitaristes ». Quelques-uns disent simplement que l'idée de patrie doit être expliquée, analysée, critiquée comme toute idée et non pas enseignée comme un dogme, une religion. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre le rôle de l'instituteur impartial dans son école.

Il ne semble pas désirable, en vérité, que l'instituteur enseigne des vérités toutes faites, qu'il soit professeur d'antipatriotisme après l'avoir été de patriotisme : il doit présenter les faits en laissant aux enfants le soin de discerner plus tard le vrai du faux. Seulement, l'attitude personnelle des instituteurs syndicalistes vis-à-vis du militarisme est inquiétante. Ils restent patriotes sans l'être, comme Briand, Viviani et Jaurès : il semble qu'il y ait chez eux dissociation entre la pratique et la théorie.

III.—La dernière partie de l'enquête est consacrée à l'examen des forces syndicales. Les chiffres donnés paraissent différer complètement, selon qu'ils émanent de syndicalistes ou d'anti-syndicalistes ; ainsi dans l'Isère : « Les instituteurs de mon département sont nettement syndicalistes »; dit un correspondant; « une douzaine seulement d'intransigeants, dont les deux tiers se sont déjà tus devant l'énergie gouvernementale, dit un autre ». En réalité les syndicalistes sont une petite minorité, qu'il est assez difficile d'évaluer numériquement : 2 à 3.000 peut-être, mais dont l'énergie, l'activité et aussi la conviction et le dévouement en imposent à la majorité et leur donnent une influence bien supérieure à leur importance numérique.

Comme conclusion à l'enquête, Maurice Kahn écrivait : « A-t-elle donné des résultats ? Non, sans doute, si on lui demandait de résoudre le conflit et d'aboutir à la justification d'une doctrine. Oûi, si l'on cherchait seulement des renseignements sur un état d'esprit ». Nous devons savoir gré à « Pages libres » d'avoir fait tout son possible pour nous procurer ces renseignements. C'est véritablement comme tendance générale que la question est intéressante à envisager ; on peut noter telle ou telle imperfection, telle ou telle erreur de tactique, mais il reste sous le nom de « syndicalisme primaire » un mouvement que les socialistes révolutionnaires ont le devoir de suivre de près.

M. T. LAURIN.

LA « FAILLITE DU SOCIALISME »

(*Grande Revue*, 10 juin).

Il est vraiment étrange que de grandes revues acceptent des articles du genre de celui de M. Maurice Ajam, député, sur la faillite du socialisme. Pour établir cette faillite M. Ajam fait intervenir dans une vingtaine de pages, la loi des trois états d'Auguste Comte (réduite à deux pour la circonstance), la Révolution française, le Moyen-âge, le subjectif, l'objectif, la science économique, etc... Ses « auteurs » sont MM. Georges Dazet et Georges Renard. Il est absolument incompréhensible et tout à fait dommage qu'il n'ait pas lu Eugène Fournière qui est parmi nos socialistes le plus abondant et Léon Blum qui en est le plus élégant !

Le premier reproche que l'on peut adresser à M. Ajam, c'est de ne rien connaître du sujet qu'il traite. Non seulement il ignore tout des doctrines, mais même il manque de renseignements sur les personnes ; c'est ainsi qu'il présente M. Andler comme un socialiste *allemand* ! Il est vrai que M. Andler n'est pas député. Alors, que diable ! comment voulez-vous qu'on le connaisse ? La Chambre est un système clos, un monde fermé et qui se suffit. Un député n'a à connaître que les doctrines formulées ou formulables à la tribune, les valeurs qui sont susceptibles d'échange sur le marché parlementaire et les hommes que la démocratie s'est donnés comme maîtres. Le suffrage universel révèle la volonté générale du pays, qui est sacrée ; les hommes et les doctrines qu'il admet à la représentation politique ont donc une valeur incommensurable avec tout le reste. Député, M. Ajam, ne pouvait parler que du socialisme parlementaire.

On n'ose pas dire qu'il l'ait bien vu. En tout cas, un fait l'a frappé ; c'est que dès qu'ils déployaient quelque activité et prenaient quelque importance les socialistes parlementaires abandonnaient leur parti. Il lui suffisait de compter sur ses doigts : Millerand, Briand, Viviani. Il a pu se rappeler aussi que la grande période parlementaire de Jaurès fut celle où il se conduisit surtout en simple « républicain » et où il monta au fauteuil. Tout cela est l'évidence même. L'admiration que lui inspirent Zévaès et Gérault-Richard n'a pu lui cacher ces faits, que nous reconnaissons avec lui. Et il a vaguement pressenti que ces aventures dénotaient un abandon des vieux points de vue révolutionnaires.

Ce qu'il ignore, c'est qu'il est des milieux où l'esprit révolutionnaire est plus vivant et plus pratique que jamais. Les « agissements de la Confédération générale du Travail » lui ont « serré le cœur » ; que ne lui ont-ils aussi ouvert les yeux ! Le Premier-Mai 1906 et la grève des électriciens sont pourtant d'édifiantes expériences sociales. Drumont et Rochefort ont compris qu'il y avait là un socialisme très loin de faire faillite... M. Ajam a-t-il entendu parler d'un congrès tenu à Amiens, il y a quelques mois, par la C. G. T., et où elle a refusé de nouer des relations avec n'importe quel Parti ? En face des compromissions nécessaires des Partis — compromissions collectives que multiplient les trahisons individuelles — le socialisme des institutions ouvrières et de la grève, loin de faillir, a rajeuni et renforcé la tradition révolutionnaire.

Paul OLIVIER.

Revue des Livres

QUESTIONS ACTUELLES par F. BRUNETIÈRE

(*Paris, Perrin*, 1907. In-16, XXVI-411 p. ; 3 fr. 50).

Très peu de temps avant sa mort, M. Brunetière avait réuni en volume neuf études qui lui paraissaient avoir une importance toute particulière et il a voulu montrer quel intérêt il attachait à cette publication en lui donnant pour titre : *Questions actuelles*. Il a fait précéder ce recueil d'une préface, qui est le dernier de ses écrits et dans laquelle il déclare que son but a été de « dissiper le plus qu'on pourrait d'équivoques et de s'exprimer le plus clairement qu'on en serait capable sur des questions infiniment complexes. » Il me semble, au contraire, que ce livre est rempli d'équivoques et que la position d'apologiste de l'Eglise, que l'auteur y prend, l'a empêché d'exercer ses admirables qualités de critique.

Les trois premiers chapitres avaient déjà paru en brochures (*Après une visite au Vatican* ; *Education et instruction* ; *La moralité de la doctrine évolutive*) ; mais dans la présente édition toutes les notes ajoutées dans les brochures ont disparu et nous avons le texte primitif de la *Revue des Deux Mondes*. Je suppose que M. Brunetière aura reconnu que ses notes étaient bien loin de justifier les paradoxes que les théologiens avaient relevés dans ses articles et qu'il aura voulu ne pas laisser subsister des preuves trop manifestes de son incompétence religieuse.

A la seconde de ces études se rattache étroitement la dernière du volume : *Pour les humanités classiques*, qui me paraît assez faible ; l'auteur donne pour but à l'enseignement secondaire la *transmission de la culture*, mais il oublie de nous apprendre ce qu'on peut transmettre de culture d'une génération à une autre (pp. 408-409) ; on doit même se demander s'il n'y aurait pas dans sa pensée quelque truisme, car pour le plus grand nombre de nos contemporains il y a identité entre la culture et les idées qui proviennent des humanités classiques.

L'avant-dernier chapitre est la préface écrite pour la traduction du livre de M. Balfour : *Les bases de la croyance* ; il s'agit encore de ces rapports de la science et de la religion qui ont tant préoccupé M. Brunetière depuis sa visite au Vatican et sur lesquels il revient encore dans sa préface. La question serait bien simple s'il était possible de la réduire aux termes qu'il propose : la science et la religion auraient chacune son domaine bien délimité ; « il n'est pas dans leur nature, ni de leur essence de s'opposer l'une à l'autre ; il ne l'est pas davantage de se confondre jamais, et de concourir en quelque sorte à l'établissement du même objet, à la démonstration des mêmes vérités. » (p. IX). Cela peut se soutenir comme thèse abstraite ; mais en fait, le christianisme n'a-t-il pas formulé souvent des doctrines scientifiques ? M. Brunetière trouve ridicule qu'on veuille montrer que le récit de la création dans la *Genèse* est conforme aux données de la géologie (p. VII et p. 386) ; mais c'est l'Eglise qui a, jusqu'à ces dernières années, émis la prétention de contrôler la géologie par ce récit ; il n'y a pas longtemps qu'on *s'est aperçu* que tout cela reposerait sur une intelligence du texte qui n'aurait pas décrit la succession réelle des faits, mais donné une description du monde.

Je trouve une singulière équivoque dans la page que M. Brunetière écrit pour démontrer que les objections fondées sur la philologie ou sur l'histoire ne méritent pas d'être appelées scientifiques (pp. X. XI). Cette page étonne chez un homme qui a tant travaillé à donner de la précision aux études d'histoire littéraire. La question est de savoir si les raisons qui sont jugées bonnes pour la discussion de textes profanes, ne sont pas bonnes aussi pour celle des Ecritures bibliques.

Est-ce que M. Brunetière aurait pris au sérieux MM. Henri des Houx et Jacques Bonzon, avec leurs prétentions à constituer une Eglise française, pour qu'il ait réimprimé son article de 1901 : *Voulons-nous une Eglise nationale ?* Cet article ressemble à beaucoup des *Discours de combat* ; il a été écrit pour *plaire* à quelques salons aristocratiques plus que pour instruire ; c'est ainsi que l'auteur compare la loi sur les associations à la révocation de l'édit de Nantes pp. 247-249) ; tout le monde sait cependant que Waldeck-Rousseau n'avait

nullement l'intention de persécuter les congrégations et qu'il ne voulait en sacrifier que quelques-unes qui avaient pris une très grosse part aux agitations politiques. D'après notre auteur, la République ne voudrait pas opérer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, parce qu'elle aurait trop peur d'une Eglise libre (p. 252), mais elle voudrait détacher les catholiques de Rome et les mettre sous la direction d'évêques soumis aux indications du gouvernement. Il était difficile de moins bien comprendre la situation ; et l'erreur commise par M. Brunetière nous permet de supposer que les chefs du monde catholique devaient marcher tout à fait en aveugles.

Le mensonge du pacifisme ne me semble pas beaucoup mieux valoir que la diatribe précédente. Il y a cependant quelques excellentes observations ; c'est ainsi que M. Brunetière dit qu'Hervé est plus logique que Jaurès, que l'internationalisme est la haine de l'armée (p. 329) et que la propagande antimilitariste tend à la destruction des « nations comme telles » (p. 350) ; il aurait été mieux d'écrire : à la destruction de l'Etat.C'est encore avec raison qu'il reproche aux pacifistes leurs équivoques ; qu'ils disent donc, une bonne fois et clairement aux Allemands s'ils sont tenus d'abandonner les fruits de leurs victoires de1871 ou aux Français s'ils doivent accepter définitivement le traité de Francfort (pp. 338-340). Mais le vrai moyen de prouver le mensonge du pacifisme était de faire voir que les principes votés à la conférence de la Haye étaient des farces; la Russie qui avait tout fait pour perfectionner les médiations entre belligérants, déclare, au début de la guerre avec le Japon qu'elle ne voulait pas entendre parler de médiations.

Quelles garanties peuvent offrir les commissions d'arbitrage après qu'on a vu, dans la commission chargée de régler l'incident de Hull, le délégué français voter avec le délégué russe pour des raisons politiques ? Je suppose bien cependant qu'aucune personne sensée n'a pu admettre un seul instant que des navires japonais se trouvassent par le travers de Hull pour torpiller la flotte russe ! Les procédés que la France et l'Angleterre ont employés pour contraindre la Turquie soit à payer Tubini et Lorando, soit à abandonner la presqu'île du Sinaï, montrent que toute la diplomatie fondée sur « la paix par le droit » est un énorme et dégoûtant mensonge.

Le meilleur chapitre est probablement celui qui est intitulé : *La fâcheuse équivoque,* dans lequel M. Brunetière combat les idées de Sabatier sur les religions de l'esprit et les religions d'autorité. Supprimer dans les religions existantes tout rite, tout dogme, toute croyance au miracle, et donner le nom de religion à la phraséologie vague que l'on conserve, voilà une singulière manière de procéder,que beaucoup de pasteurs et quelques prêtres apprécient fort parce qu'ils peuvent ainsi « se dissimuler à eux-mêmes l'indécision et le flottement de leur pensée » (p. 284). Ce qu'il y a d'amusant, c'est de voir Sabatier et ses pareils parler de la Bible avec le respect qu'on pourrait seulement attendre de croyants : « C'est le livre par excellence, la lumière des consciences, le pain des âmes, le ferment de toutes les réformes. C'est la lampe suspendue aux voûtes du sanctuaire pour éclairer tous ceux qui cherchent Dieu » (p. 311). Cette attitude agace M. Brunetière, habitué à discuter avec des adversaires qui montrent plus de loyauté : « Rationalistes, athées, libres-penseurs, soyez-le si vous voulez et si vous croyez devoir l'être. Mais soyez-le franchement, ouvertement ; et d'abord pour cela, commencez par ne pas être doyen d'une faculté de théologie protestante » (pp, 293-294). Mais alors, il faudrait renoncer aux profits que procure l'intelligence et tant d'abnégation n'entre point dans les âmes des grands protestants contemporains.

Je crois bien que M. Brunetière attachait surtout de l'importance à l'article qu'il publia en 1898 sur *le Catholicisme aux Etats-Unis,* parce qu'il croyait avoir trouvé en Amérique la preuve expérimentale de la possibilité de concilier le catholicisme et la démocratie ; il revient encore sur cette question dans sa préface: « Quand ce que la fièvre démocratique a encore de tumultueux on dirait presque de délirant, sera tombé, les démocraties reconnaîtront que, dans leur effort vers une moindre inégalité des conditions, elles ne sauraient avoir de plus naturelle, ni de plus ferme alliée que l'Eglise catholique. Que signifient, en dehors du christianisme, les mots de Liberté, de Fraternité, d'Egalité ? A quelle réalité répondent-ils dans la nature ou dans l'histoire ? » (p. XVI). On pourrait cependant se rappeler que la Liberté et l'Egalité ont joué quelque rôle dans l'histoire de la Révolution, alors que ceux qui employaient ces mots, étaient les ennemis les plus déterminés de l'Eglise.

Il est assez singulier qu'à la fin de l'année 1906,M. Brunetière n'eût pas encore pu s'apercevoir que la démocratie française est, avant tout, anticatholique, que la même chose existe dans les autres pays latins et qu'il y a des raisons de penser qu'en Angleterre la démocratie s'oriente aussi vers l'esprit laïque. Expli-

quer cela en disant que l'Eglise a eu le tort de s'allier trop longtemps aux partis monarchiques, c'est vouloir ne pas regarder les choses, car on pourrait dire, tout aussi bien, que la royauté est devenue impossible parce qu'elle est un gouvernement de curés, que la république conservatrice a succombé sous la même accusation et que les modérés qui suivaient M. Méline, se sont rendus impossibles parce qu'on les a soupçonnés d'alliance avec le clergé.

Il n'est pas du tout certain que les progrès du catholicisme soient si remarquables aux Etats-Unis ; l'émigration des pays catholiques a été énorme,et,suivant beaucoup de personnes,il y aurait eu un énorme déchet ; on comprend que dans un pays où existent tant de sectes, un protestant soit parfois embarrassé pour s'inscrire sous une dénomination ; mais pour un catholique, pareille difficulté n'existe pas; ceux qui ne se déclarent pas catholiques ne sont plus chrétiens. Je trouve dans le livre de M. Brunetière des chiffres qui doivent donner beaucoup à réfléchir ; l'auteur prétend que le catholicisme est surtout social et populaire ; il rappelle avec quel mépris Voltaire lui reprochait d'être une religion de la canaille (p. XIII, pp. 178-179 et p. 210) ; or il y a en Amérique plus de 7 millions d'hommes de couleur qui auraient grand besoin de trouver assistance morale et protection ; il n'y aurait guère qu'un trentième de cette population qui fût catholique (p. 227). Ne serait-ce point que l'Eglise méprise fort des fidèles qui ne lui rapporteraient que des ennuis ?

La conduite de l'Eglise dans l'affaire des Chevaliers du travail me semble avoir été tout autre que dit M. Brunetière (pp. 209-211). Cette société fut condamnée au Canada et autorisée aux Etats-Unis, bien qu'elle fût identique dans les deux pays, parce que les intérêts de l'Eglise étaient différents dans ces deux contrées. C'est l'intérêt temporel qui a dirigé les décisions et il n'y a vraiment là rien qui soit si admirable.

Des auteurs qui voient les choses d'Amérique sans enthousiasme, nous ont présenté le clergé américain sous un jour bien différent de celui de M. Brunetière ; l'abbé Maignen, par exemple, nous dépeint les *paulistes* (ordre fondé par le P.Hecker) comme des gens qui ne reculent pas devant des pitreries analogues à celles de l'Armée du Salut ; j'ai entendu un homme qui est cependant très favorable aux catholiques américains, comparer les paulistes aux assomptionnistes, c'est-à-dire aux rédacteurs de la *Croix*. Aucun moyen de réclame ne paraît trop hardi à des évêques qui ont pris, tout à fait, l'esprit mercantile de la nation ; c'est ainsi qu'ils allèrent au Congrès des religions de Chicago, alors que les Russes, les Anglicans et les presbytériens d'Amérique avaient refusé de se prêter à cette fumisterie ; mais il ne fallait pas manquer l'occasion de faire valoir sa marchandise.

La propagande catholique appartient à un genre très bas ; M. Brunetière n'est pas lui-même sans s'étonner des singuliers arguments qu'emploie le cardinal Gibbons dans son livre si répandu : *La foi de nos pères* : « Il y a quelque chose de piquant à le voir justifier la piété catholique pour la Vierge par des vers d'Edgar Poë, de Longfellow et de Wodsworth » (p. 172) ; il ne lui semble pas très évident qu'il y ait entre le catholicisme et la Constitution américaine des « affinités aussi providentielles que semblent croire quelques Américains » (p. 207). L'idée de comparer le pouvoir du Pape à la juridiction de la Cour suprême (p. 192) est au moins cocasse, pour ne pas dire plus. — Les dévotions qui font le moins honneur au catholicisme sont transportées en Amérique : M. Brunetière n'a pas été choqué de rencontrer des églises placées sous l'invocation de *Notre-Dame de Lorette* et de *Notre-Dame de Lourdes* (p. 184). — Le goût que le clergé américain paraît avoir pour l'autorité tient très probablement à ce qu'il n'a aucun goût pour tout ce qui est raisonnement.

Il est tout naturel que des parvenus aiment le culte fastueux du catholicisme et M. Brunetière n'est pas éloigné de penser qu'il y a là une raison de conversion (p. 183 et p. 232). L'allusion discrète qu'il fait à la doctrine du purgatoire (p.229) permet de supposer que les catholiques américains goûtent fort un système qui consiste à gagner le ciel en payant beaucoup de messes ; chez un peuple habitué à la corruption politique, il ne doit pas y avoir de théologie plus naturelle que celle-là.

Le clergé catholique jouit d'une bonne réputation en Amérique parce qu'il travaille, en général, avec beaucoup d'ardeur, à faire apprendre l'anglais aux immigrés et à leur faire oublier leur pays d'origine ; la question de la rapide assimilation des étrangers est capitale aux Etats-Unis. Cela ne se produit pas sans quelques difficultés : M. de Rousiers a rencontré des prêtres polonais qui travaillaient à maintenir la nationalité de leurs compatriotes et qui les rendaient ainsi impropres à participer à la vie du pays (*La Vie américaine, ranches, fermes et usines*, p. 305). Les Allemands ont cherché à maintenir aussi leur nationalité et pour cela ils ont demandé à Rome de leur donner une hié-

rarchie allemande ; les évêques se sont opposés violemment à cette prétention qui leur paraissait de nature à compromettre leur situation dans l'opinion publique (p. 204).

Il est très probable que dans un petit nombre d'années le problème religieux se posera d'une manière nouvelle aux Etats-Unis, parce que la très grande majorité des catholiques appartiennent à des groupes politico-criminels ; les Irlandais, notamment, constituent le gros de l'armée de Tammany-Hall à New-York ; il ne peut manquer d'arriver que les questions confessionnelles ne se mêlent aux luttes que la partie relativement honnête du pays devra engager contre les politiciens les plus corrompus. Alors il est possible que les Américains ne regardent plus comme inoffensive la hiérarchie catholique et que l'anticléricalisme fleurisse là-bas comme en France.

Il semble résulter de quelques renseignements particuliers que l'argent joue dans l'administration ecclésiastique d'Amérique un rôle fort semblable à celui que tout le monde lui connaît dans la politique américaine. Le cardinal Satolli ne paraît pas avoir perdu son temps pendant sa délégation ; — mais, au fait, la *Simonie* a toujours eu une grande place dans l'histoire de l'Eglise et c'est peut-être là que l'on peut le mieux constater les « affinités » qui existeraient entre la démocratie et le catholicisme.

Georges SOREL.

LA DÉMOCRATIE INDIVIDUALISTE, par Y. GUYOT.

(*Giard et Brière, Paris*, 1907. In-12, VII-269 pp. ; 3 fr. 50)

J'ai montré dans les *Insegnamenti sociali della economia contemporanea* (pp. 109-114) comment s'est formée l'idée de cette démocratie individualiste que M. Y. Guyot s'acharne à défendre. Cette idée dérive d'une économie de la production que les hommes de la Révolution croyaient pouvoir facilement réaliser : la grande majorité des chefs de famille eussent été des propriétaires ruraux, exploitant le sol. Une telle économie suppose un régime de droit strict, une liberté presque absolue laissée aux citoyens, une réduction des fonctions de l'Etat à assurer des chemins et de la sécurité. Mais j'appelais ce régime une utopie et je ne vois pas que j'aie quelque chose à changer à cette appréciation, car la lecture du livre de M. Y. Guyot démontre péremptoirement qu'aucun gouvernement n'a fonctionné, depuis 1789, d'après les principes individualistes.

Aujourd'hui, les conceptions inidvidualistes sont en baisse parce que tout le monde s'adresse à l'Etat pour lui demander sa protection : les petits bourgeois ne veulent plus que leurs fils courrent les chances d'être chefs d'industries et ils les dirigent vers les fonctions publiques ; il y a peu d'industries qui ne demandent point de droits d'entrée contre la concurrence étrangère ; le pouvoir politique appartient, en notable partie, à des députés qui ont besoin de promettre à leurs électeurs ouvriers l'appui paternel de l'Etat pour les aider contre les grands patrons. Où donc trouver de la démocratie individualiste dans une société qui se tourne ainsi tout entière vers le gouvernement pour solliciter sa bienveillance ?

M. Y. Guyot n'a jamais été un grand admirateur de la police et il a peur de voir revenir chez nous les procédés qui étaient admirés par les contemporains de Louis XIV (p. 221). Il cite, par exemple, cette opinion émise par des professeurs des Facultés de droit, d'après laquelle l'avenir serait au droit industriel, lequel est tout bonnement un système de règlements de police (p. 193). Pour que de pareilles doctrines puissent être enseignées, il faut qu'il y ait des raisons historiques et on ne saurait se contenter de déplorer l'aveuglement du gouvernement qui donne des chaires à de tels professeurs.

Il trouve assez ridicule que Clémenceau ait reproché à Jaurès de lui avoir pris son programme : « Le plus grand facteur du socialisme vient de cette docilité avec laquelle beaucoup de républicains se sont mis à la remorque [des socialistes] tout en les désavouant : défaut de caractère et de doctrine qui les avait déjà entraînés à la remorque des protectionnistes » (p. 181). Il vaudrait mieux dire que cette attitude dépend de l'économie contemporaine. Si MM. de Mun, Goyau, Lamarzelle, Brunetière et « les abbés empreints de catholicisme social » déclament contre l'individualisme, si tant de catholiques ne sont pas éloignés d'accepter le programme de Saint-Mandé (pp. 187-188), c'est qu'ils estiment qu'il y a profit pour l'Eglise à marcher dans le courant solidariste et c'est encore une preuve de la force de ce courant.

En Amérique, il existe des garanties pour l'individu que M. Y. Guyot voudrait bien voir introduire en France et qui permettent aux citoyens d'empê-

cher l'exécution de lois qui les gênent : c'est ainsi que la Cour suprême a rendu deux arrêts annulant l'un les effets d'une loi de l'Etat de New-York sur la durée du travail et l'autre une loi fédérale établissant un impôt sur le revenu (pp. 72-75). Mais en Amérique les conditions d'une économie individualiste existent parce que peu d'hommes n'espèrent pas atteindre une situation de chef d'entreprise.

M. Y. Guyot espère que les citoyens finiront par s'apercevoir que l'Etat ne peut faire de réformes sociales qu'à leurs frais et que les augmentations continuelles des impôts arrêteront le mouvement actuel (p. 211). Je doute que le contribuable français ait la mentalité que lui suppose notre auteur; il me semble que Jaurès est bien plus près de la vérité quand il suppose que la bourgeoisie contemporaine se laisserait dépouiller sans résistance le jour où la majorité des Chambres lui ordonnerait d'abandonner ses propriétés (pp. 205-206).

La docilité de la bourgeoisie tient à ce qu'elle a une peur effroyable des révolutionnaires ; elle croit plus pratique d'amadouer ses ennemis en les comblant de présents que de les combattre ; M. Y. Guyot est un homme d'action, mais il est aujourd'hui isolé ; il ne trouverait peut-être pas un arrondissement pour le nommer député, tant ses doctrines de combat paraissent scandaleuses et même dangereuses pour la paix publique ; il n'a pas de plus grands ennemis que les patrons qu'il défend malgré eux.

Il aurait été utile de montrer que le socialisme des catholiques, de Clémenceau et de Jaurès est aussi bien en opposition avec le socialisme révolutionnaire qu'avec l'individualisme. Je suis étonné qu'un homme aussi avisé que M. Y. Guyot nous confonde continuellement avec les professeurs de réformes sociales ; il ne semble pas se rendre un compte toujours bien exact des thèses que soutient le *Mouvement socialiste*.

Georges SOREL.

LE DILEMME DE MARC SANGNIER. ESSAI SUR LA DEMOCRATIE RELIGIEUSE. par Charles MAURRAS.—(*Nouvelle Librairie Nationale*, Paris, 1907; in-18; 3 fr. 50).

Il est extrêmement difficile de discuter un livre dans lequel il est question de M. Marc Sangnier, parce que cet incorrigible bavard n'a point sur le droit de réponse les mêmes idées que Renan et qu'il profite de toutes les occasions qui se présentent à lui pour imposer sa prose aux revues qui prononcent son nom ; et quelle prose ! Comme lui fait observer M. Maurras, il éprouve le besoin « d'aller continuellement protester chez les autres, (il contrarie) les usages de la presse et abuse de la loi » (p. 234). D'autre part comment discuter les théories du *Sillon* ? Un homme aussi habile que M. Maurras, rompu cependant aux polémiques, ne parvient pas à les saisir : « Exprimées en termes directs, elles se réduisent en des sophismes élémentaires. Seulement ces messieurs ne les expriment jamais directement. Leur discours s'enroule comme un thyrse autour du sujet et jamais on ne les a vus réfuter ou même aborder avec netteté une objection nette » (p. 241).

M. Marc Sangnier appartient à la catégorie des gens qui sont tellement occupés qu'ils n'ont pas le loisir de penser : « Ma vie est si agitée, écrit-il en 1904 à l'*Action française*, et j'ai si peu le temps de réduire en système les idées qu'elle m'apporte » (p. 70). Grâce à cette activité débordante, le prophète du *Sillon* se donne le droit d'écrire en galimatias et de parler pour ne rien dire. Je défie que dans les lettres, qu'il a adressées soit à la *Gazette de France* soit à l'*Action française* pour répondre à M. Maurras, on trouve deux propositions qui se tiennent.

Je prendrai comme exemple un fragment d'une longue épître dans laquelle M. Marc Sangnier prétend donner la clef de sa théorie sociale : « La vérité, la justice, l'amour, la solidarité, sont, pour les idéologues antichrétiens, des *entités intellectuelles* (?) ; pour nous ce sont des réalités vivantes antérieures et supérieures à nos individualités propres (!). Et ce Christ qui est l'expression la plus haute et la plus compréhensible de l'intérêt général, vient frapper à la porte de nos cœurs, demande que nous communions à son corps, à son sang, à son âme, à sa divinité ; il devient notre force dans la lutte et notre récompense pour toujours..., si nous reconnaissons que notre intérêt propre se confond avec notre intérêt général » (pp. 27-28). Cet exemple montre qu'on peut être un conférencier éloquent sans avoir beaucoup de sens commun.

Il me semble que M. Marc Sangnier a vraiment trop de chance, puisqu'il trouve un homme d'un aussi grand talent que M. Maurras pour entrer en polémique avec lui. Je m'explique cette polémique par la nécessité dans laquelle se trouvent les écrivains nationalistes de défendre la cohésion de leurs jeunes troupes que le *Sillon* cherche à débaucher. Il faut faire bien attention que la jeunesse actuelle est devenue extrêmement roublarde ; elle va toujours du côté

qui lui paraît présenter des chances de succès prochain ; c'est pourquoi les Universités renferment tant de prétendus socialistes ; il fut un moment où le nationalisme parut porté par un courant favorable, mais ce moment est passé et aujourd'hui les anciens chefs de la *Patrie française* ne songent qu'à trahir leurs naïfs adhérents ; le nationalisme de M. Maurras peut grouper quelques hommes pleins de foi, mais l'avenir ne paraît pas très favorable à son essor ; M. Marc Sangnier fait tant de bruit, manie avec tant de savoir les ressources de la publicité, se *donne* comme un rival si redoutable du socialisme, que beaucoup de gens en arrivent à croire qu'il y a dans le *Sillon* des forces importantes. Les nationalistes sont ainsi menacés de voir leurs troupes passer sous la bannière sillonniste et ils se défendent avec énergie.

Je n'avais jamais pu savoir ce qu'était la démocratie chrétienne ; je ne suis pas beaucoup plus avancé ; mais je commence à soupçonner que c'est une bonne farce destinée à duper les simples au profit d'une oligarchie de vaniteux. Dans la lettre dont j'ai déjà cité un extrait, je vois, en effet, que l'ordre social repose sur l'existence d'un « organe propre à défendre l'intérêt général... Il suffit que quelques forces affranchies du déterminisme brutal et de l'intérêt particulier soient orientées vers l'intérêt général pour que la résultante de ces forces, bien que *numériquement inférieure à la somme de toutes les autres forces*, soit pourtant supérieure à leur résultante mécanique » (p. 27). En attendant des temps plus heureux, des temps durant lesquels l'État mettra sa gendarmerie à la disposition des âmes supérieures qui communient, avec M. Marc Sangnier, aux réalités vivantes antérieures, il faut employer beaucoup d'habileté pour donner aux forces numériquement inférieures une résultante supérieure à leur somme, en un mot, pour constituer à l'oligarchie sillonniste une situation hors de proportion avec sa véritable importance.

Ce sont ces habiletés du *Sillon* qui méritent seules d'attirer l'attention ; si M. Marc Sangnier a peu d'idées, il a beaucoup d'imagination et il n'y a pas de marchand de pilules qui soit à sa hauteur. Il excelle dans l'art de recueillir des applaudissements, en jetant par dessus bord toutes les thèses qui ne conviennent pas à l'auditoire ; dans une conférence contradictoire, M. Lapicque lui dit : « Avec des catholiques comme vous, nous pouvons marcher la main dans la main » (p. 262). Dans un certain monde, on trouve ces habiletés excellentes ; on croit, en effet, qu'il s'agit seulement de tromper les foules avec des mots. M. Marc Sangnier a vu, au cours de l'affaire Dreyfus, tant de millionnaires s'allier avec des révolutionnaires, qu'il estime assez facile de créer un parti clérical, qui se donnera des allures socialistes pour pouvoir vaincre les républicains et sauver l'Eglise. Il espère qu'en offrant des rafraîchissements à de jeunes employés de commerce et en les autorisant à tutoyer sa femme, il arrivera à organiser une milice capable d'imposer aux foules le nom de Marc Sangnier, destiné, pense-t-il, à devenir aussi populaire que celui de Napoléon.

M. Marc Sangnier n'est pas seulement conférencier ; il est aussi auteur dramatique ; car « il doit sortir du *Sillon* tout ce qui sort de la vie... et jusqu'à un art régénéré, expression de l'esprit et des sentiments de la démocratie future » (p. 278). Son drame *Par la mort* est parfaitement mauvais ; on y voit un héros qui maudit son père, parce que celui-ci n'a pas assez de délicatesse dans ses rapports avec ses ouvriers ; il fonde une coopérative qui prospère ; mais il demeure le chef, car cette démocratie est à la fois très anticapitaliste est très hiérarchique : la coopération s'arrange parfaitement du régime des couvents.

« Je faillis être pour Dreyfus » a écrit un jour M. Marc Sangnier au *Temps*, et ce journal lui répondait avec ironie : « Vraiment ? » (p. 255). Mais pourquoi notre fanatique de justice en est-il resté à ce premier pas ? C'est que, dans cette grande bataille, il aurait dû prendre parti contre les assomptionnistes et qu'une telle attitude aurait pu être dangereuse pour le recrutement des sillonnistes ; notre bon jeune homme a un vocabulaire mystique abondant, mais il soigne sa gloire avant tout.

Je termine par une remarque excellente de M. Maurras : « Ce que l'on veut bien nommer les idées du *Sillon*... remonte à 1830 ou 1848 » (p. 282). Tout cela est très vieux ; il n'y a de neuf que l'étonnante virtuosité du chef du *Sillon* qui se connaît admirablement en réclame.

Georges SOREL.

GERBET, par Henri BRÉMONT.

(*Paris, Bloud*, 1907. In-16 ; XI-371 p. — 3 fr. 50.)

Le nom de Gerbet est aujourd'hui bien peu connu, mais il a été illustre il y a soixante ans, car Gerbet fut le personnage le plus actif et le plus représentatif

de l'école Mennaisienne. Tout le monde reconnaît qu'il faut remonter à Lamennais pour trouver les origines du catholicisme contemporain ; il était donc utile de faire connaître l'homme en qui s'incarnent, mieux que dans le chef, les directions essentielles du groupe.

Lacordaire et Montalembert ont été des Mennaisiens autrement remarquables que Gerbert, au point de vue du talent ; mais, bien qu'ils eussent accompagné le maître dans son fameux voyage à Rome en 1831, ils ne doivent pas, suivant l'abbé Brémond, être regardés comme des disciples ; d'ailleurs, eux-mêmes, n'aimaient pas qu'on leur rappelât ces souvenirs de leur jeunesse. « Lacordaire ne pardonne pas à ses anciens amis le zèle avec lequel ils continuent à défendre les principes ultramontains » ; et, le 25 août 1867, Montalembert écrit dans le *Correspondant* : « Dès notre début dans la vie, nous avons plus ou moins traversé cette école de l'abbé de Lamennais, à laquelle il est juste de faire remonter la plupart des *aberrations* qui ont énervé ou compromis le catholicisme contemporain, cette école qui a fourni des admirateurs si imprévuss à la Seconde République, au Second Empire des panégyristes si effrénés » (pp. 13-15).

A l'origine, le mouvement mennaisien était fort trouble ; le mot de *liberté* qu'employait Lamennais donnait lieu à beaucoup de malentendus ; en fait, il réclamait toute autre chose que ce que l'on nomme liberté ; il voulait que les *hommes de bien* eussent toute facilité pour accomplir les œuvres qu'ils concevaient, mais il n'entendait laisser aucune licence aux *hommes de mal*. Il s'agissait, en réalité, de privilèges, comme l'observe Renan (*Essai de morale et de critique*, p. 163). A la longue, Lacordaire et Montalembert qui avaient des idées libérales, devaient rompre avec des gens qui n'en avaient aucune ; il ne faut pas oublier qu'en 1860 Gerbet publia une instruction pastorale qui est regardée comme étant « l'avant-coureur et le modèle du *Syllabus* » (p. 153).

Renan estimait que le catholicisme avait commis probablement une grande imprudence en abandonnant la tradition gallicane (*loc. cit.* 157) ; je crois qu'il en a commis surtout une en abandonnant la tradition de culture que lui avait léguée l'Ancien Régime ; l'école qui cherche à relever le prestige ne fit aucun cas de l'érudition ; elle négligea complètement les études historiques dans lesquelles s'étaient illustrés tant de personnages de l'Eglise française et Lamennais travailla sur des « livres de dixième main, dont il interprétait et combinait à sa guise les données » (Renan, *loc. cit.* p. 152). Cela a conduit le clergé à un tel retard sur la culture moderne que ses membres se sont senti tout dépaysés le jour où il leur a fallu se mettre au courant ; ils ont voulu marcher à pas de géants dans des études qui ont besoin de beaucoup de lenteur et de tradition ; de là est résultée la crise actuelle dont la gravité est à peine soupçonnée par beaucoup de personnes.

Lamennais ne voyait pas l'utilité de la science parce qu'il considérait le rôle de l'Eglise moins en théologien qu'en *homme de parti* ; un homme de parti aussi bien doué que lui au point de vue de l'éloquence avait tout intérêt à parler à la foule et, comme la grande masse de la nation était encore croyante, il pensait qu'il suffisait de faire appel à sa foi, à son respect des enseignements anciens et à son *bon sens*. Nous avons vu, il n'y a pas encore longtemps, M. de Mun en appeler de la sagesse de M. Brunetière à la simplicité des masses catholiques ; l'expérience a cruellement trompé son attente.

Tout en demeurant étrangère au travail scientifique du temps, l'école mennaisienne affichait la prétention de contrôler toutes les connaissances : « Les sociétés sont théocratiques de leur nature, écrivait Gerbet, parce qu'en Dieu seul se trouvent les raisons du pouvoir et de l'obéissance, et dans la loi divine la base des droits et des devoirs. Toutes les sciences sont théologiques, parce que Dieu est la première raison des choses et qu'en lui réside le type éternel de l'ordre réalisé par la création » (p. 255). Sous le Second Empire, les évêques exercèrent une censure très efficace sur les livres des naturalistes et des historiens ; quand aujourd'hui les écrivains catholiques affirment que leur foi ne gêne nullement leur science, ils oublient qu'il n'en a pas été ainsi il y a un demi-siècle ; par là encore l'école mennaisienne a été très funeste au catholicisme.

Les Mennaisiens introduisirent dans l'Eglise deux forces nouvelles : le journalisme dont Renan compare la force à celle des ordres mendiants du XIII^e^ siècle, et les associations de jeunes gens (p. 34). Je ne sais pas s'il faut dire, comme ont fait beaucoup d'auteurs, qu'ils ouvrirent de nouvelles voies à l'Eglise. Il était inévitable que le catholicisme imitât les moyens d'action qui existaient dans le monde, le jour où il voulut être un parti ; le mérite de ces innovations me paraît donc assez faible, car elles devaient nécessairement apparaître un jour ou l'autre. Il est donc tout naturel que les chefs du mouvement mennaisien nous apparaissent aujourd'hui comme des personnages très secondaires,

justement oubliés et absorbés par l'éclat de l'œuvre à laquelle ils ont collaboré. Il en est ainsi dans bien des mouvements historiques : les hommes qui ont paru avoir été de grands directeurs aux yeux des contemporains, s'effacent dans la pénombre pour la génération suivante. Gerbet a donc pu être délaissé sans que la postérité l'ait mal jugé. Il est d'ailleurs remarquable qu'une fois évêque il ait semblé s'éteindre (p. 153) ; c'est que son parti avait triomphé et qu'il ne pouvait plus donner dès lors que la mesure de son propre génie, qui était petit.

Georges SOREL.

MILITARISMUS UND ANTIMILITARISMUS, par *Karl Liebknecht*

(*Verlag der Buchdruckerei Aktiengesellschaft, Leipzig*, 1907).

Voici le premier livre écrit par un social-démocrate allemand, sur le militarisme et l'antimilitarisme ; par un social-démocrate qui a, d'ailleurs, avec une louable ardeur et une tenacité persévérante, osé combattre même ce dieu tout-puissant qu'est Bebel, pour les principes antimilitaristes en Allemagne. Le travail du citoyen Liebknecht est donc doublement intéressant. Il est utile et remplit une véritable lacune,en ce sens qu'il nous donne une esquisse sinon complète (il s'en faut de beaucoup), du moins générale et assez exacte, de l'état de l'antimilitarisme dans les divers pays.De plus,il est hors de doute que Liebknecht met la meilleure volonté à tout comprendre, même la difficulté du problème militariste et son extrême importance. Il dit ouvertement ce que la plupart de ses camarades allemands nient : c'est que le militarisme n'est pas seulement le point le plus fort, mais aussi le point le plus faible du capitalisme, et que l'action antimilitariste, parmi toutes les actions de propagande socialiste, est certes l'une des plus nécessaires et des plus « socialistes». Mais toutes les bonnes qualités du livre de Liebknecht sont là. Il n'y a rien de plus. Liebknecht reste trop enfermé dans le cercle étroit du dogmatisme politicien allemand pour entrer dans le fond même du problème. A la richesse des matériaux indiqués ne correspond pas une égale clarté de vues de l'auteur.

Sa *thèse* générale même le démontre. Liebknecht prétend qu'il y a *deux antimilitarismes* : l'un socialiste et l'autre anarchiste, et naturellement il croit qu'une des tâches les plus importantes de « l'antimilitarisme socialiste » consiste précisément dans la lutte contre « l'antimilitarisme anarchiste ». Or tout cela est peu scientifique et démontre le très peu de perspicacité de l'auteur à ce propos. L'antimilitarisme est une catégorie essentiellement ouvrière, prolétaire, révolutionnaire et n'a absolument rien à faire ni avec la doctrine marxiste en soi ni avec les théories de Bakounine ou de Jean Grave. L'antimilitarisme est *un et indivisible*, comme est un et indivisible — en dépit des écoles et des théories — le mouvement ouvrier révolutionnaire. Il n'est pas vrai qu'il y a, en matière d'antimilitarisme, une différence fondamentale théorique entre le socialisme véritablement marxiste et cet amas de courants divers que l'on groupe sous le nom d'anarchisme. Les pages où Liebknecht, en suant de tous ses pores, s'efforce de construire les caractères différenciels du « socialisme » et de l' « anarchisme » (p. 110-116) sont tout ce qu'il y a de moins probant dans la littérature à ce sujet. Il faudrait traduire ces pages. Elles nous offrent un spectacle tout à fait regrettable d'une centaine de phrases, toutes aussi conventionnelles, toutes aussi peu concluantes. L'*unique* criterium que Liebknecht réussit à établir pour marquer la différence, c'est que, pendant que le socialisme croit que l'abolition du militarisme coïncidera avec l'abolition du capitalisme, l'anarchisme estime que l'on peut éliminer le militarisme dans les cadres mêmes du capitalisme. La différence porterait cette fois, et serait décisive. Malheureusement elle n'existe que dans la tête de Liebknecht, qui est forcé de combattre l'anarchisme (au lieu de le laisser tranquille), s'il ne veut pas courir le danger d'être chassé du parti comme anarchiste. Mais l'auteur de ces lignes,qui se flatte de connaître (sans être anarchiste, soit dit *in bona pace*) assez bien la littérature anarchiste, ne connaît pas un seul exemple qui puisse appuyer l'assertion de Liebknecht. Or, de pareilles inventions peuvent intéresser ceux qui ignorent les faits, mais elles ne font qu'augmenter la confusion théorique, déjà si grande dans le socialisme traditionnel.

Mais le point le plus faible de Liebknecht est son attitude à l'égard du problème de la guerre. Que feront les partis socialistes en cas de guerre ? Son idée là-dessus est pâle. Ça et là, une petite phrase divinatoire ; jamais une phrase nette et claire. Liebknecht dit qu'il n'est point « antipatriote », sans nous donner le motif de cette maladie révélée, défaut grave pour un antimilitariste. Il est donc des antimilitaristes patriotes, espèce vulgaire et innocente ! Il se déclare même contre

l'abolition du militarisme, car le prolétariat, dit-il, n'aurait le droit de poursuivre ce but que dès le moment où toute nécessité *d'employer l'armée au profit même du prolétariat* serait exclu. L'antimilitariste allemand croit donc la possibilité d'utiliser l'armée pour le prolétariat ! Ecoutez-le : « Il n'est pas même vrai que toutes les guerres soient des actions entreprises contre le prolétarias.. Non, la cause essentielle est la lutte pour le butin, pour les profit entre les diverses classes capitalistes mondiales ». Comprenne ce langage qui pourra ! Mais toute guerre ne porte-t-elle pas en soi une action contre le prolétariat, voire l'action la plus terrible et la plus exécrable, le *cumulum* de l'action antiprolétarienne bourgeoise ; la guerre, c'est l'exploitation des vies des prolétaires dans l'intérêt du capitalisme ; c'est l'exploitation double, *l'exploitation des exploités mise au service de l'exploitation.* Tout cela, Liebknecht ne semble pas le savoir. Cependant je dois dire qu'il paraît quelque part que lui aussi, (quoique nullement antipatriote), est partisan de la grève générale en cas de guerre. Il croit que déjà, à présent, la guerre entre la Suède et la Norwège serait impossible et il juge même possible qu'il vienne un jour où la guerre entre la France et l'Allemagne pourra être évitée (p. 108). Mais pour le moment, dit-il, en Allemagne, les choses qu'on peut faire en Suisse, en Belgique et en France ne sont pas encore praticables. Liebknecht qui se déclare aussi actuellement opposé à toute propagande dans les casernes et parmi les conscrits (le mot « actuellement » est de Liebknecht) et ne souffle pas un mot de l'agitation grève-généraliste, se restreint à indiquer quelques nouveaux moyens légalitaires et parlementaires pour étendre la propagande antimilitariste, moyens qui pourraient avoir, certes, leur utilité (nous sommes loin de la nier), mais qui sont à l'antimilitarisme ce que la réforme sociale est au socialisme.

Comme on le sait, la brochure de Liebknecht, pourtant si inoffensive, a été confisquée en Allemagne et l'auteur a été accusé de haute trahison. *Cela a suffi pour que Bebel désavouât son camarade en plein Reichtag.* Le *Vorwârts* écrit pourtant que le livre de Liebknecht ne contient rien qui ne soit pas social-démocrate. Nous le croyons bien ! Nous en sommes même assez attristés, parce que nous en avions attendu davantage ; une théorie plus profonde de l'antimilitarisme par rapport à son *unique* racine : l'antipatriotisme et un guide pour la propagande antimilitariste si nécessaire dans cette Allemagne, si enkylosée dans sa graisse.

Mais notre désappointement ne nous empêche pas de souhaiter à cette brochure la plus grande publicité en Allemagne. Ce qui en France pourrait paraître réactionnaire, prend en Allemagne toutes les formes d'une action révolutionnaire. Si les socialistes allemands venaient à partager les vues pourtant si modérées de Liebknecht, ce serait déjà un grand pas de fait.

Robert MICHELS.

OTCHERKI SINDICALIZMA VO FRANTSII

(*Essai sur le syndicalisme en France*), par *L.* KOZLOVSKY. (*Moscou, Svobodnaia Mysl,* 1907).

Notre camarade Léon Kozlovsky s'est proposé de faire connaître en Russie le mouvement syndicaliste français et les idées dont ce mouvement s'accompagne. Il étudie successivement : l'origine et le développement du syndicalisme en France (ch. I) le Parlementarisme et la lutte de classe (ch. II), la grève générale (ch. III), les rapports du socialisme et du patriotisme (ch. IV), la question du « mouvement et du but final (ch. V), les rapports du syndicalisme et de l'anarchisme (ch. VI), enfin le syndicalisme et la culture (ch. VII). L. Kozlovsky n'a pas fait une étude purement livre que du mouvement syndical en France ; il l'a observé pendant un long séjour en France avec, pour guides, les études du *Mouvement Socialiste* et plus particulièrement « les travaux de ses théoriciens français : Georges Sorel, Edouard Berth et Hubert Lagardelle » (p. XI).

Il prend pour point de départ la division du socialisme en deux grands courants et constate qu'elle s'est produite plus nettement en France que partout ailleurs : « Le procès de division du socialisme en deux courants : le révisionisme révolutionnaire et le révisionisme modéré, ou, en d'autres termes, le courant révolutionnaire syndicaliste et le courant démocratique et parlementaire, s'est manifesté en France plus nettement qu'en aucun autre pays ». Est-ce à dire que le syndicalisme révolutionnaire n'enveloppe qu'une vérité purement locale ? M. Kozlovsky ne le pense pas : le problème, qui s'est posé en France avec tant de précision et d'urgence, se posera dans les autres pays quand y seront réalisées les conditions que fait à la France son régime démocratique : « La lutte des classes a besoin d'un cadre démocratique, mais elle ne peut être menée à l'aide des

institutions démocratiques. Le Parlement ne peut servir d'arène à la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les partis socialistes deviennent, de partis prolétariens, des partis démocratiques » (p. V). Cette transformation, pense L. Kozlovsky, est déjà faite dans les pays de l'Europe occidentale et centrale. Elle n'est pas encore faite en Russie, mais cela vient, non pas de ce que le parti social-démocratique russe n'est pas un parti démocratique, mais de ce que les conditions de la vie politique l'obligent à demeurer révolutionnaire. Quand ces conditions viendront à changer, la social-démocratie russe se trouvera devant les mêmes difficultés que les partis socialistes des autres pays. « Quand la Russie sera sortie de sa révolution démocratique et que la social-démocratie deviendra, comme dans l'Europe occidentale, un parti parlementaire, alors apparaîtra nettement l'impossibilité de mener la lutte révolutionnaire de classe dans les cadres de l'action légale parlementaire, et la nécessité de choisir entre le révisionisme modéré et le révisionisme révolutionnaire, entre le socialisme démocratique et le socialisme ouvrier, en d'autres termes, entre la social-démocratie et le syndicalisme » (p. VII). De là, L. Kozlovsky tire des conclusions qui ont certainement dû scandaliser plus d'un social-démocrate russe, mais qui constituent, à notre sens, un appel à la simple probité intellectuelle. Le parti social-démocrate russe est obligé de jouer le rôle de parti démocratique. Il ne peut exister, comme parti, qu'à cette condition. Or comme il continue de se tenir pour un parti de classe, il s'en trouve gêné dans son activité de parti démocratique, il se condamne à une action indécise, il « se nuit non seulement à soi-même, mais aussi à l'œuvre générale d'affranchissement politique. Le point de vue syndicaliste, qui ouvre de nouvelles perspectives à *la lutte de classe* du prolétariat *hors du parlement et des organisations politiques*, donnerait à la social-démocratie... le moyen de se donner en conscience à lutte démocratique et la tirerait du cercle ensorcelé où elle tombe chaque fois qu'elle a à mettre d'accord la lutte de classe et les coalitions politiques » (p. VIII). Oui, mais si la social-démocratie russe cessait de se donner pour un parti de classe, ne perdrait-elle pas le point d'appui qu'elle a, et qui fait sa force, dans les masses ouvrières. Qu'est-ce qui la distinguerait des autres partis démocratiques ? Les partis socialistes ne reçoivent-ils pas le meilleur de leur énergie des groupes d'ouvriers révolutionnaires qui forment une partie de leur effectif, par suite, d'ailleurs, de l'illusion, qu'ils partagent avec les « chefs », de pouvoir mener, par les mêmes routes et avec les mêmes armes, le combat démocratique et la lutte de classe ?... L'opinion de L. Kozlovsky ne sera donc pas partagée par la social-démocratie russe !

Je pense bien qu'elle sera entendue ailleurs. Il ne faut pas tant tenir compte des formules par lesquelles s'expriment les sentiments de révolte d'un peuple, que de ces sentiments eux-mêmes. Celles-là passent, ceux-ci restent, comme si l'héroïsme était capable de se nourrir soi-même, et de susciter ainsi constamment des inquiétudes nouvelles, des besoins nouveaux, des buts plus lointains. Ceux qui ont assisté à quelques-uns des gros événements de la révolution russe ont sans doute emporté l'impression que nous avons gardée du spectacle de l'insurrection armée de Moscou en décembre 1905 ; c'est que la lutte révolutionnaire, avec ses dangers, à cause même de ses dangers, marque pour l'ouvrier russe, le plus large épanouissement de sa vie. Il était aisé de sentir, à Moscou, que les hommes qui élevaient des barricades et lesdéfendaient avec tant d'acharnement, goûtaient une ivresse qu'ils n'avaient jamais connue jusque-là et en échange de laquelle ils faisaient bon marché de la vie. C'était la joie grave de se sentir pendant quelque temps les artisans, les maîtres de ses propres destinées. C'était aussi le besoin de ce surmonter soi-même, de se grandir par la lutte, de mettre une lumière d'héroïsme à l'horizon sombre de la vie quotidienne.

Cet instinct de révolte s'exprime par les formules qu'il trouve toutes faites, jusqu'au jour où il est comme assez accoutumé à soi-même pour ne rien chercher hors de soi et créer ses propres formules. Le russe en révolte contre la misère de sa vie s'est longtemps contenté de formules évangéliques et a fait des sectes religieuses. Les formules social-démocratiques sont si simples et si faciles dans leur pauvreté qu'il devait aussi s'adresser à elles. Mais elles conviennent moins au peuple qu'à ses propagandistes. Ceux-ci sont la plupart du temps de tout jeunes hommes, ignorant tout de la vie, peu cultivés et qui, en sortant du gymnase, font leur éducation socialiste dans quelques ouvrages de vulgarisation : les formules social-démocratiques ne semblent-elles pas faites tout exprès pour eux ? Le peuple les accepte, mais cela ne signifie pas grand chose ; sa vie déborde ces formules, les condamne par suite. Peut-on dire qu'il commence déjà à les abandonner ? Il paraît bien que sur plus d'un point, au Caucase, par exemple, dans la région industrielle du bassin du Donetz et ailleurs, le parti social-démocratique soit en recul devant des organisations purement ouvrières et qui semblent pouvoir être apparentées aux syndicats révolutionnaires français. Ces faits

concordent avec l'observation de L. Kozlovsky : « Dans ces derniers temps s'est manifesté chez nous un très vif intérêt pour cette nouvelle direction du socialisme connue sous le nom de syndicalisme révolutionnaire ou simplement de syndicalisme. »

Dans le chapitre qu'il consacre au parlementarisme et à la lutte de classe, L. Kozlovsky montre bien l'impuissance des partis socialistes, comme tels, à rester sur le terrain de classe « La logique des événements, dit-il, (p. 26) entraîne toujours plus loin du point de vue de classe le parti socialiste entré dans la voie de l'action parlementaire. Si le parti reste fidèle au principe de la lutte de classe et ne fait ni compromis, ni accord avec les partis bourgeois, il est condamné à rester isolé et sans force L. Kozlovsky conclut (p. 38) : « Le prolétariat menant, dans les syndicats, la lutte de classe, n'attend pas son affranchissement de la victoire des socialistes dans un parlement bourgeois, il s'efforce de le conquérir lui-même, par la voie de la grève générale. »

A propos de la grève générale : « Le prolétariat français ne croit en aucun talisman ; il est convaincu qu'il ne sera libre qu'après avoir abattu les murs de sa prison et il donne précisément le nom de *grève générale* à la plus haute mise en œuvre de toutes ses forces vers la conquête de la liberté » (p. 59).

Dans les chapitres du livre de L. Kozlovsky consacrés aux rapports du syndicalisme avec le patriotisme et avec l'anarchisme, les Russes trouveront de précieuses indications sur l'attitude des syndicalistes français dans ces deux questions. La seconde ne manquera pas de se poser à bref délai en Russie avec quelque gravité, étant donnés les très récents et très rapides progrès de l'anarchisme dans quelques régions : Pologne, Odessa, Donetz, Caucase. D'ailleurs, si nous sommes bien renseignés, l'anarchisme ne semble guère avoir eu de succès sous la forme qu'on lui connaît dans l'Europe occidentale. Le terme d'anarchisme sert surtout à désigner un ensemble d'idées dans lesquelles tiennent une grande place les idées syndicalistes révolutionnaires unies à une extrême méfiance de tous les partis de lutte exclusivement ou essentiellement démocratique.

L. Kozlovsky ne pouvait mieux terminer son livre qu'en se référant à quelques-unes des pénétrantes réflexions de Sorel sur la mission du syndicalisme dans l'histoire de la culture : « La culture moderne, affirme Sorel, est celle des *consommateurs*. La science, la philosophie, l'art, la morale, le confort, tout cela a pour but le consommateur et non le producteur, tout cela a pour but la vie qui commence après l'achèvement du travail... Le prolétariat a pour mission de créer la culture des *producteurs*. »

J.-B. SÉVERAC.

Le Gérant : G. SÉVERAC.

GRANDE IMPRIMERIE DU CENTRE. — HERBIN, MONTLUÇON

ÉTUDES ET CRITIQUES

L'Evolution Créatrice (1)

Je ne crois pas me tromper en disant que le nouveau livre de M. Bergson aura autant d'importance dans l'histoire de la philosophie que la *Critique de la raison pure*. Kant essayait de tirer parti des théories introduites par les newtoniens dans la physique mathématique et la mécanique céleste pour fonder une doctrine de la raison ; M. Bergson prend pour point de départ la biologie évolutionniste. Les deux grandes œuvres que je rapproche, présentent le même vice fondamental : elles vaudront dans la mesure où les théories scientifiques admises par leurs auteurs auront conservé leur universelle validité pour l'explication du monde. Peut-être, dès maintenant, pourrait-on concevoir une autre manière de poser quelques-uns des problèmes les plus importants.

Je laisserai de côté ce qui a paru à beaucoup des admirateurs de M. Bergson être la partie la plus profonde et la plus poétique de son livre, je veux dire tout ce qui a trait au divin. Ce n'est pas une des moindres curiosités de la biologie moderne que cette invasion du divin dans la pensée scientifique ; Haeckel n'a jamais dissimulé les relations qui existent entre l'évolutionnisme et une théodicée ; il s'élève avec violence contre les conceptions vulgaires de Dieu qu'il rencontre répandues parmi ses adversaires et demande qu'on se fasse une idée plus noble de Dieu en s'inspirant des philosophies panthéistes (2).

Je ne crois pas qu'il y ait lieu d'engager non plus ici une discus-

---

1. — *L'Évolution créatrice*, par M. Bergson. In-8, VIII-403 pp., 7 fr. 50. Alcan, éditeur, Paris, 1907.

2. — Haeckel. *Histoire naturelle de la création*, trad. franç., p. 63. Cf. sa brochure : *Le monisme comme lien entre la religion et la science*.

sion sur l'histoire naturelle ; je m'efforcerai de me tenir, autant que possible, sur le terrain qui convient aux lecteurs de cette revue, c'est-à-dire que je chercherai à utiliser tout ce que je rencontrerai dans le livre de M. Bergson pour éclairer les questions d'histoire sociale.

J'ai appelé l'attention sur la différence que l'on doit établir entre les notions de *progrès* et d'*évolution*, quand on veut respecter la genèse de ces notions (*Mouvement Socialiste*, décembre 1906, pp. 331, 332). M. Bergson appelle avec raison évolution le phénomène qu'il étudie, car il veut comprendre la pensée humaine en la rattachant à ses origines ; il faut, comme il le dit : « voir la vie du corps là où elle est réellement, sur le chemin qui mène à la vie de l'esprit » (p. 292). De plus, à l'opposé des partisans du progrès, il ne croit pas à l'existence d'un plan que la science pourrait découvrir, en sorte que « l'avenir lui apparaît comme dilatant le présent » (p. 57) et que « l'idée de lire dans un état présent de l'univers matériel l'avenir des forces vivantes et de déplier tout d'un coup leur histoire future, doit renfermer, suivant lui, une véritable absurdité » (p. 369).

I

Il me paraît nécessaire d'exposer d'abord en quelques mots les diverses doctrines transformistes et de les rattacher aux attitudes que l'homme peut adopter en présence de la vie ; ces explications rendront, je crois, beaucoup plus clair ce que j'aurai à dire sur la doctrine de M. Bergson.

Si l'antiquité a fondé sa philosophie et sa science sur la détermination des genres (p. 247), je n'estime pas qu'il faille voir là une application d'une doctrine relative à l'hérédité (p. 244), car les mythologies primitives montrent que les hommes eurent, pendant fort longtemps, les idées les plus étranges au sujet de la génération ; cette philosophie dérive d'une économie qui comportait une grande fréquentation des animaux. L'éleveur de bêtes domestiques, le chasseur qui doit une grande partie de ses succès à ses ruses, le paysan qui a à se défendre contre les fauves, ont été obligés d'observer avec soin les mœurs des êtres qui les préoccupaient ; ils ont vite reconnu qu'au milieu de l'extrême variété que semble présenter la nature, il n'y a cependant qu'un très petit nombre de types à distinguer au point de vue économique ; ces types ont reçu des noms et ainsi ont été créés les genres.

L'étude des mœurs suppose aussi qu'on peut diviser la vie de chaque type en plusieurs âges. La naissance, la jeunesse, la matu-

rité, le vieillissement (1), la mort n'ont pas cessé d'occuper les naturalistes depuis les temps les plus reculés; les anciens crurent qu'ils avaient suffisamment connu un être quand ils avaient noté les moments privilégiés de son existence (p. 357).

Il y a une autre manière d'envisager la vie, qui dépend de l'économie végétale. Celui qui cultive le blé n'a point à s'occuper des mœurs de l'être vivant ; il prépare la terre, la fume et l'irrigue au besoin ; l'opération biologique commence, à ses yeux, aux semailles et finit à la moisson ; la vie comprend un passage de germe à germe. Les agronomes ne manquèrent pas d'observer que cette évolution est réglée par les saisons et que celles-ci le sont à leur tour par le soleil ; on rattacha donc le passage de germe à germe à l'astronomie. Les anciens avaient supposé que la fixité des lois physiques dépendait de l'exactitude rigoureuse avec laquelle se font les mouvements célestes ; on fut ainsi amené à regarder comme absolue la ressemblance entre les diverses générations et ainsi fut constituée une autre notion du genre qui se mêle souvent avec la précédente.

Il n'y a pas d'idée qui soit plus antipathique à l'homme que celle d'invariabilité; nous nous trompons souvent à ce sujet, parce que nous sommes aujourd'hui familiarisés avec les théories de la physique mathématique ; il est très vraisemblable que Cuvier n'aurait pu faire accepter par les naturalistes sa doctrine de la fixité des espèces, si ses contemporains n'avaient été émerveillés par les résultats obtenus dans la mécanique céleste et ainsi préparés à admettre l'existence des déterminations précises dans la nature. A la fin du XVIII^e^ siècle et pendant le premier quart du XIX^e^, les Allemands furent généralement transformistes (2); cela résulte très probablement, de ce que ce pays fut longtemps en retard au point de vue de la physique cultivée suivant l'esprit moderne, c'est-à-dire comme une science à la fois expérimentale et mathématique (3).

Si l'on n'admet pas l'invariabilité des espèces, on peut se faire du transformisme deux conceptions fort distinctes qui correspondent aux deux conceptions de la vie dont je viens de parler.

---

1. — M. Bergson observe que les théories modernes du vieillissement sont fort arbitraires (129); cela tient, je crois, à ce que cette notion n'est pas susceptible d'entrer dans la science; elle appartient à l'économie animale et n'en doit pas sortir.

2. — Edm. Perrier. *La philosophie zoologique avant Darwin*, chap. XIV et p. 147. — Haeckel, *op. cit.*, quatrième leçon.

3. — Ampère se moquait fort des dissertations vaines auxquelles avait donné lieu l'électro-magnétisme en Allemagne, alors qu'il découvrait ses fameuses lois.

Le premier système attribuant pour but à la science la connaissance des mœurs des animaux, conduit à regarder les transformations comme étant le résultat des conditions au milieu desquelles vit l'individu ; le germe est seulement l'appareil qui sert à transmettre aux descendants les nouvelles qualités acquises par les ancêtres.

L'idée la plus naturelle est alors de tout rapporter aux désirs de l'animal et aux efforts internes, en sorte que l'essence de la variabilité serait psychologique ; c'est un point de vue de Lamarck et surtout de Cope (pp. 83-84). Lamarck était un admirateur de Buffon qui s'était occupé de décrire les animaux et qui avait été fort hostile aux classifications (1). L'exemple classique du lamarckisme est celui de la girafe qui allonge son cou en cherchant à atteindre des feuilles placées très haut (2). Cope a développé les principes psychologiques avec beaucoup d'audace ; il ne trouve pas inconcevable que la circulation des aliments dans les tubes digestifs « ait été établie par les souffrances d'un estomac surchargé demandant à être débarrassé de son contenu (3) ».

A l'époque où Lamarck écrivait, les naturalistes n'avaient pas encore été habitués aux méthodes de discussions rigoureuses que nous pratiquons aujourd'hui, en sorte qu'ils mêlaient, assez volontiers, des doctrines hétérogènes ; la distinction s'est faite tard entre les diverses tendances que renfermait le lamarckisme et tandis que Cope allait, avec tant de hardiesse, du côté psychologique, Eimer cherchait à fonder une théorie de l'évolution sur la considération unique des actions physico-chimiques. Il y aurait, d'après lui, *adaptation directe* de l'individu à son milieu, et ses successeurs hériteraient des formes nouvelles ; la lumière et la chaleur ont été particulièrement étudiées par lui (pp. 78-79). Mais M. Bergson estime que le mécanisme est ici plutôt apparent que réel ; pour expliquer, par exemple, la formation de l'œil des vertébrés sous l'influence déterminante de la lumière, il faut supposer chez les êtres vivants une

---

1. — Edm. Perrier, *op. cit.*, pp. 56-58 et pp. 65-66.

2. — Edm. Perrier, *op. cit.*, pp. 75-76. Les ruminants ont des cornes parce qu'ils se mettent souvent en colère, ce qui provoque un grand surcroît d'humeur dans la tête, où peut se faire une sécrétion de substance cornée. Cf. Haeckel, *op. cit.*, pp. 101-102. Beaucoup de transformistes contemporains cherchent à atténuer le mauvais effet que produisent de telles explications. M. Alfred Giard n'admet pas qu'on les invoque contre Lamarck et dit que celui-ci « a été souvent mal inspiré dans le choix des exemples » (*Controverses transformistes*, p. 16 et p. 116), mais il ne donne pas d'exemples destinés à montrer l'emploi correct de la méthode.

3. — Le Dantec. *L'individualité et l'erreur individualiste*, p. 70.

physico-chimie toute spéciale, dont les effets seraient capables de satisfaire « le partisan le plus résolu de la doctrine des causes finales » (pp. 80-81). De même que, pour limiter l'indétermination psychologique de Cope, il faut supposer le contrôle du génie de l'espèce future, il faut maintenant que ce génie vienne aider les forces que connaît la science de l'inorganique : dans un cas une puissance occulte restreint et dans l'autre elle accroît.

Le darwinisme peut être regardé comme un pont jeté entre les deux systèmes biologiques : en admettant, avec les néo-darwiniens qui sont plus logiques que Darwin, que les individus soient seulement des porteurs de germes, il faut reconnaître cependant que les individus jouent un rôle énorme dans l'adaptation : soit qu'ils soient exterminés au cours de la concurrence vitale (sélection naturelle), soit qu'ils ne puissent s'accoupler (sélection sexuelle). Il semble que les naturalistes aient vu, d'assez bonne heure, surtout en Allemagne, que les principes introduits par Darwin (1) ne pouvaient expliquer suffisamment le transformisme ; M. Gaston Bonnier, dans un livre tout récent, regarde le darwinisme comme une doctrine vieillie (2).

Si le germe ne revient pas toujours identiquement à la même forme, on pourra peut-être lui attribuer les propriétés d'un être vivant ; Weisrmann décompose l'individu en *soma* qui subit les changements de la vie individuelle, et en *germen* qui porte les destinées de l'espèce. C'est la *vie générique* du germe qu'il importe de connaître ; mais il y a deux manières de concevoir la vie, et de là deux théories de l'évolution.

Le plus souvent on a été frappé de voir l'être vivant exécuter un plan déterminé d'avance, suivre ce que Cl. Bernard nommait une *idée directrice* ; cette conception conduit à une théorie finaliste de l'évolution ; on pourra même aller jusqu'à regarder les animaux comme étant les divers moments d'une transformation de formes qui commence à des êtres très infimes et qui aboutit à l'homme ; ce fut l'enseignement que donnèrent les philosophes de la nature en Allemagne, à la suite de Kilmeyer (3). Mais on peut aussi regarder la vie comme étant une création et alors, suivant les méthodes de la

---

1. — Je crois que ces principes *d'adaptation négative* doivent être rangés à côté de la doctrine de Cuvier sur les conditions d'existence ; ce rapprochement ne peut qu'en augmenter la très haute importance scientifique et n'est point présenté pour diminuer l'originalité de Darwin.

2. — Gaston Bonnier : *Le monde végétal*, pp. 265-268.

3. — Edm. Perrier, *op. cit.*, p. 163.

science moderne, on cherchera à définir cette création à un instant quelconque (p. 357). La vie sera dès lors un effort pour créer de l'imprévu en utilisant les matériaux que la nature met à la disposition de l'être vivant ; le germe sera un réservoir des forces latentes de variation des espèces, et il emploiera ses forces pour faire naître des espèces imprévisibles, mais qui ne sont probablement pas complètement indéterminées (p. 94).

Il faut bien observer, toutefois, que cette *vie générique* du germe n'est pas sans présenter une remarquable particularité ; elle n'apparaît point d'une manière continue. Les espèces, d'après les expériences de M. de Vriès, « passeraient par des périodes alternantes de stabilité et de transformation. Quand arrive la période de mutabilité, elles produiraient, dans une foule de directions diverses, des formes inattendues » (p. 69) ; mais M. Bergson admet que ces *mutations* ont été préparées par « un travail d'incubation ou mieux de maturation, qui s'est accompli à travers une série de générations qui paraissaient ne pas changer » (p. 31).

En terminant cette introduction, je me demande si nous ne faisons pas fausse route en parlant de l'évolution dans les termes que nous employons aujourd'hui. Les naturalistes semblent être devenus évolutionnistes pour des raisons d'ordre tout pratique, en vue de leurs travaux spéciaux. Ils ont trouvé que des *images de vie* donnaient beaucoup plus de clarté que les anciennes classifications aux enchaînements si complexes que conteste l'observation (1). Les anciennes classifications avaient quelque chose de trop raide et ne se prêtaient pas aussi facilement que les rapprochements généalogiques à l'étude des faits qui semblent manifester chaque jour une plus grande compénétration ; les images de vie ont la mobilité nécessaire pour satisfaire les besoins de la zoologie. Enfin on peut reprocher aux méthodes léguées par Cuvier leur aridité : une science s'immobilise rapidement lorsqu'elle n'a pas un vaste réservoir d'hypothèses (2). Mais le philosophe n'est pas dans la même situation que le naturaliste ; il peut être conduit aux plus graves erreurs, s'il prend pour une réalité une vie fictive qui constitue, peut-être seulement, une construction infiniment ingénieuse, mais tout artificielle, faite par l'intelligence pour des besoins d'ordre pratique.

---

1. — C'est à peu près la raison que donne M. Gaston Bonnier, *op. cit.*, p. 264.

2. — M. Edm. Perrier reproche à l'école de Cuvier de ne pas avoir eu de vues sur l'inconnu et d'avoir été ainsi prise au dépourvu quand des faits nouveaux se sont produits (*op. cit.*, p. 125).

Voici quelques raisons qui me semblent propres à faire concevoir de sérieux doutes sur l'évolution.

Il y a, dans la zoologie, beaucoup de phénomènes très importants que l'on se borne à constater. Aristote avait fait connaître plusieurs *corrélations* (1) et la science n'a cessé d'en augmenter le nombre ; les évolutionnistes s'appuyèrent souvent sur leur existence pour rendre compte du fait paradoxal que l'harmonie peut se maintenir entre les parties, de manière à ne pas troubler les fonctions quand un accident provoque une transformation partielle (pp. 72-74). Ces corrélations sont de *purs faits :* on ne peut donner un autre nom, par exemple, à cette loi, que les ruminants ont le pied fourchu et sont les seuls vertébrés pourvus de cornes. Si les corrélations sont de purs faits, il semble étrange que les enchaînements n'en soient pas aussi.

Les expériences relatives aux *mutations* sont favorables à l'idée, que l'on a tort de vouloir chasser le désordre de l'histoire naturelle, parce que le désordre serait probablement le caractère fondamental de cette connaissance.

L'observation montre facilement qu'il existe, en général, une périodicité assez régulière dans les cours d'événements qui sont réputés constituer au plus haut degré le désordre. On pourrait citer beaucoup d'exemples empruntés à la météorologie, mais il y en a un qui peut être remarqué tous les jours : dans une rue où circulent beaucoup de voitures, il se produit, à intervalles assez également espacés, des vides qui permettent aux piétons de traverser. Les *mutations* se produisent aussi par accès et on commence à se demander si les périodes de mutations ne sont pas déterminées (p. 93). Aussi, loin de conclure de cette périodicité à une loi cachée de la vie, je trouve plus vraisemblable de conclure au hasard.

Pendant très longtemps les transformistes ont regardé l'hérédité des caractères acquis comme étant la base de toute la nouvelle biologie, mais une étude approfondie de la question a conduit M. Bergson à reconnaître que l'hérédité n'existe, d'une manière certaine, que dans les cas où le germe est contaminé et alors la dégénérescence ne reproduit pas toujours les tares des parents (pp. 85-91). Cette constatation force à éliminer le système lamarckien de transformisme et rend l'autre fort suspect. Si, en effet, le germe subissait normalement du sort de l'individu, il serait tout naturel de parler d'une vie de l'espèce qui se produirait dans le germe ; mais

1. — Edm. Perrier, *op. cit.*, pp. 9-10.

cette vie est tout à fait hypothétique; M. Bergson suppose qu'elle existe « continue, insensible, dans chaque être vivant » (p. 30) ; mais les *mutations* ne la révèlent point et l'hérédité des caractères acquis montre tout autre chose qu'une vie, car le germe serait un dépôt menacé toujours d'empoisonnement et ne profitant point des avantages que peut lui donner le porte-germe (1).

Il y a donc d'assez bonnes raisons pour regarder l'évolutionnisme comme étant un jeu de l'esprit, dont la valeur est très grande pour la pratique des sciences naturelles, mais qui ne doit pas s'imposer au philosophe.

II

M. Bergson part de ce que j'ai appelé le deuxième système biologique : « La vie apparaît comme un courant qui va d'un germe à un germe par l'intermédiaire d'un organisme développé » (p. 29). Ainsi nous n'avons pas à faire une image destinée à rendre l'intelligence des choses plus facile; nous aurions un véritable mouvement : « Il ne faudra plus parler de la vie *en général* comme d'une abstraction, ou comme d'une simple rubrique sous laquelle on inscrit tous les êtres vivants. A un certain moment, en certains points de l'espace, un courant bien visible a pris naissance : ce courant de vie, traversant les corps qu'il a organisés tour à tour, passant de génération en génération, s'est divisé entre les espèces et éparpillé entre les individus sans rien perdre de sa force, s'intensifiant (2) plutôt à mesure qu'il avançait » (p. 28).

Il faut se représenter l'*élan vital* comme analogue à l'explosion d'un obus qui s'est fragmenté en d'autres obus ; nous ne percevons que « les mouvements éparpillés des éclats pulvérisés » (3) ; ou encore : « La vie est tendance et l'essence d'une tendance est de se développer en forme de gerbe, créant, par le seul fait de sa croissance, des directions divergentes entre lesquelles se partagera son élan » (pp. 107-109). — « Chaque espèce particulière, dans l'acte même par lequel elle se constitue, affirme son indépendance, suit son caprice, dévie plus

---

1. — Il ne semble pas, en effet, que l'on ait de règles pour pouvoir relever les familles ayant commencé à dégénérer en dehors de la règle du croisement.

2. — Voilà un mystère assez difficile à comprendre et qui doit s'expliquer peut-être par l'existence du divin dans le courant de la vie.

3. — Ces éclats pulvérisés ne donnent plus d'explosion ; nous ne voyons plus que des espèces épuisées et ne sachant plus varier.

ou moins de la ligne, parfois même remonte la pente et semble tourner le dos à la direction originelle » (p. 17).

Le finalisme auquel l'esprit est si facilement amené dès qu'il s'agit de biologie, doit être rejeté comme une erreur absolue, qui conduit à prendre les choses à l'envers. Il y a plus et mieux ici qu'un plan qui se réalise. Un plan est un terme assigné à un travail ; il clôt l'avenir dont il dessine la forme. Devant l'évolution de la vie, au contraire, les portes de l'avenir restent grandes ouvertes. C'est une création qui se produit sans fin, en vertu d'un mouvement initial » (p. 114). — « Si la vie réalise un plan, elle devra manifester une harmonie plus haute à mesure qu'elle avancera plus loin... Au contraire, si l'unité de la vie est tout entière dans l'élan qui la pousse sur la route du temps, l'harmonie n'est pas en avant, mais en arrière. L'unité vient d'une *vis a tergo* : elle est donnée au début comme une impulsion, elle n'est pas posée au bout comme un attrait... Ainsi la désharmonie entre les espèces ira en s'accentuant... Le progrès ne s'accomplit que sur deux ou trois grandes lignes d'évolution, où se dessinent des formes de plus en plus complexes, de plus en plus hautes ; entre ces lignes courent une foule de voies secondaires où se multiplient, au contraire, les déviations, les arrêts et les reculs » (pp. 112, 113).

La vie ne donne pas ce que le philosophe pourrait se croire autorisé à attendre d'elle : « La disproportion est grande entre le travail et le résultat... Le plus souvent cet effort tourne court, tantôt paralysé par des forces contraires, tantôt distrait de ce qu'il doit faire par ce qu'il fait, absorbé par la forme qu'il est occupé à prendre, hypnotisé sur elle comme sur un miroir. Jusque dans ses œuvres les plus parfaites, il est à la merci de la matérialité qu'il a dû se donner... La vie en général est la mobilité même. Les manifestations particulières de la vie n'acceptent cette mobilité qu'à regret et retardent constamment sur elle. Celle-là va toujours de l'avant ; celles-ci voudraient piétiner sur place... On pourrait dire que la vie tend à agir le plus possible, mais que chaque espèce préfère donner la plus petite somme possible d'effort... Chacune des espèces à travers lesquelles la vie passe, ne vise qu'à sa commodité. Elle va à ce qui demande le moins de peine... L'insuccès apparaît comme la règle, le succès comme exceptionnel et toujours imparfait » (pp. 138, 141).

Ces idées vont devenir plus claires par le tableau schématique de l'évolution biologique.

A l'origine, les corpuscules vivants possédaient toutes les puissances qui plus tard devaient se séparer pour devenir des spécialités.

Les êtres ont besoin de se procurer du carbone qu'ils empruntent à l'air, et de l'azote ; cette dernière fonction semble aujourd'hui appartenir uniquement à des végétaux microscopiques qui travaillent pour les plantes et qui pourraient peut-être constituer un règne de la nature (p. 127). Les végétaux se sont orientés vers le perfectionnement des procédés propres à fixer le carbone, en sorte que l'on peut dire que si l'élan vital a abouti chez les animaux à la formation d'un système nerveux compliqué, il se traduit ici par la fonction chlorophyllienne. M. Bergson cherche même à montrer qu'il y a des analogies remarquables entre les deux choses (1), en sorte que l'on puisse dire que c'est le *même élan* qui se traduit de deux manières différentes (p. 124).

Tout d'abord nous avons à constater un immense déchet ; car les champignons s'alimentent comme les animaux, au moyen des matières organiques déjà formées et ils occupent cependant une place énorme dans le monde végétal ; M. Bergson les considère comme des êtres qui n'ont pas su évoluer ; peut-être pourrait-on les regarder comme des dégénérés. « Leurs diverses espèces constituent autant d'impasses, comme si renonçant au mode d'alimentation ordinaire des végétaux, ils s'arrêtaient sur la grande route de l'évolution végétale » (p. 117).

Au cours de ses transformations infinies la vie conserve des souvenirs des origines communes : « Quand une tendance s'analyse, en se développant, chacune des tendances particulières qui naissent ainsi, voudrait conserver et développer, de la tendance primitive, tout ce qui n'est pas incompatible avec le travail où elle s'est spécialisée... Certaines analogies profondes entre le végétal et l'animal n'ont probablement pas d'autre cause : la génération sexuée n'est peut

---

1. — Ces analogies paraîtront bien artificielles à beaucoup de personnes, mais elles sont bien dans le sens d'une philosophie de l'évolutionnisme. A la volonté directrice de l'animal correspond « la direction où (la plante) infléchit l'énergie de la radiation solaire quand elle s'en sert pour rompre les attaches du carbone avec l'oxygène dans l'acide carbonique » ; — à la sensibilité de l'animal correspond « l'impressionnabilité toute spéciale de la chlorophylle à la lumière » ; — « le chimisme *sui generis* qui sert d'intermédiaire entre l'impressionnabilité de la chlorophylle à la lumière et la production de l'amidon » correspond au système nerveux qui « sert d'intermédiaire entre des sensations et des volitions ».

De tels parallélismes n'offrent aucun intérêt pour le physiologiste, parce qu'ils ne se rattachent à aucune expérimentation ; mais ils s'imposent à tout homme qui veut prendre la biologie au sérieux : la nécessité d'établir un parallélisme entre les plantes et les animaux s'était déjà imposée à Oken et aux autres philosophes allemands de la nature ; elle est encore bien plus grande aujourd'hui si l'on veut créer une biologie évolutionniste qui n'ait pas honte de ses principes.

être qu'un luxe pour la plante, mais il fallait que l'animal y vînt et la plante a dû y être poussée par le même élan qui y poussait l'animal, élan primitif, originel, antérieur au dédoublement des deux règnes. » L'animal qui se meut a besoin d'une complexité croissante qui lui assure plus d'activité ; mais les végétaux « présentent les mêmes tendances parce qu'ils ont reçu au début la même impulsion » (pp. 129, 130).

Les souvenirs communs sont susceptibles de se réveiller, c'est ainsi que les mouvements que l'on constate chez quelques végétaux, semblent être « un réveil accidentel d'une activité normalement endormie » (p. 119) ; on peut même penser que la conscience existe dans la mesure où le végétal a reconquis sa liberté ; les zoospores des algues possèdent probablement une certaine conscience (p. 122). Suivant des expériences récentes quelques chenilles seraient capables de décomposer l'acide carbonique de l'air (1), se replaçant ainsi dans les conditions de la vie végétative (p. 124). Quand les animaux deviennent parasites on trouve chez eux souvent des « phénomènes de fixation analogues à ceux du règne végétal » (p. 119).

La mobilité est le caractère le plus fondamental du règne animal ; elle est nécessaire pour permettre à l'animal de se nourrir puisqu'il ne sait trouver, par lui-même, ni azote ni carbone ; elle conduit au perfectionnement du système nerveux ; celui-ci peut être défini « un réservoir d'indétermination » (p. 137). Perfectionnant une thèse célèbre de Cuvier (2), M. Bergson dit « qu'un organisme supérieur est essentiellement constitué par un système senso-moteur, installé sur des appareils de digestion, de circulation, de sécrétion, qui ont pour rôle de le réparer, de le nettoyer, de le protéger, de lui créer un milieu intérieur constant, enfin et surtout de lui passer de l'énergie potentielle à convertir en mouvement de locomotion » (p. 135).

A l'origine « un danger guettait les animaux, un obstacle qui faillit sans doute arrêter l'essor de la vie animale » : de fortes cara-

---

1. — « Les infusoires à chlorophylle, les *euglènes*, symbolisent peut-être encore aujourd'hui, mais sous une forme étriquée et incapable d'évoluer, cette tendance primordiale de la vie » (p. 126).

2. — D'après M. Edm. Perrier, Cuvier aurait probablement emprunté aux philosophes allemands de la nature « l'idée tardive chez lui de faire jouer dans la classification un rôle prépondérant », un système nerveux ; pour Cuvier ce système est presque un animal dans l'animal (*op. cit.*, p. 173).

paces défendaient les nouveaux êtres qui faisaient « un effort pour se protéger contre les espèces ennemies » ; ces lourdes armures les condamnaient à « un demi-sommeil » (pp. 141, 142). On peut aussi dire que la tendance à revenir à l'immobilité végétative n'a pas cessé de menacer les êtres mobiles. « Si pleine, si débordante que puisse paraître l'activité d'une espèce animale, la torpeur et l'inconscience la guettent. Elle ne soutient son rôle que par un effort, au prix d'une fatigue. Le long de la route sur laquelle l'animal a évolué, des défaillances sans nombre se sont produites, des déchéances qui se rattachent pour la plupart à des habitudes parasitaires : ce sont autant d'aiguillages sur la vie végétative » (p. 123).

Les animaux trouvèrent moyen de se défendre contre leurs ennemis en augmentant leur mobilité ; les insectes apparurent et les poissons ganoïdes se transformèrent en poissons à écailles p. 143). Deux directions furent suivies par la vie : les hyménoptères et surtout les fourmis nous fournissent le type achevé de l'instinct ; les vertébrés et surtout l'homme nous fournissent le type achevé de l'intelligence. « L'erreur capitale, celle qui, se transmettant depuis Aristote, a vicié la plupart des philosophies de la nature, est de voir dans la vie végétative, dans la vie instinctive et dans la vie raisonnable trois degrés successifs d'une même tendance qui se développe, alors que ce sont trois directions divergentes d'une activité qui s'est scindée en grandissant. La différence entres elles n'est pas une différence d'intensité, ni plus généralement de degré, mais de nature » (pp. 144-147).

L'homme occupe une place à part. « Comment ne pas être frappé du fait que l'homme est capable d'apprendre n'importe quel exercice, de fabriquer n'importe quel objet, enfin d'acquérir n'importe quelle habitude motrice, alors que la faculté de combiner des mouvements nouveaux est strictement limitée chez l'animal le mieux doué?... Le nombre des mécanismes que le cerveau peut monter et par conséquent le nombre des déclics entre lesquels il donne le choix est indéfini. Or, du limité à l'illimité il y a toute la différence du fermé à l'ouvert. Ce n'est pas une différence de degré, mais de nature... Chez l'animal, l'invention n'est jamais qu'une variation sur le thème de la routine.... Avec l'homme, la conscience brise la chaîne. Chez l'homme et chez l'homme seulement, elle se libère... L'homme n'entretient pas seulement sa machine ; il arrive à s'en servir comme il lui plaît. » Il doit cette puissance à la supériorité de son cerveau ; à son langage « qui fournit à la conscience un corps immatériel où s'incarner et le dispense ainsi de se poser exclusivement sur les objets

matériels dont le flux l'entraînerait d'abord, l'engloutirait ensuite » ; enfin à la vie sociale « qui emmagasine et conserve les efforts comme le langage emmagasine la pensée, fixe par là un niveau moyen où les individus doivent se hausser d'emblée et, par cette excitation initiale, empêche les médiocres de s'endormir, pousse les meilleurs à monter plus haut ». Ce sont là des « signes extérieurs » qui « traduisent la différence de nature, et non pas seulement de degré, qui sépare l'homme du reste de l'animalité » (pp. 285-287).

Il me semble convenable de terminer en citant de magnifiques formules qui résument toute cette théorie : « La vie apparaît globalement comme une onde immense, qui se propage à partir d'un centre et qui, sur la presque totalité de la circonférence, s'arrête et se convertit en oscillation sur place : en un seul point l'obstacle a été forcé et l'impulsion a passé librement. C'est cette liberté qu'enregistre la forme humaine... Sur d'autres lignes d'évolution ont cheminé d'autres tendances que la vie impliquait, dont l'homme a sans doute conservé quelque chose, puisque tout se compénètre, mais dont il n'a conservé que peu de chose. Tout se passe comme si un être indécis et flou, qu'on pourra nommer, comme on voudra, homme ou surhomme, avait cherché à se réaliser et n'y était parvenu qu'en abandonnant en route une partie de lui-même. Ces déchets sont représentés par le reste de l'animalité, et même par le monde végétal, du moins dans ce que ceux-ci ont de positif et de supérieur aux accidents de l'évolution » (pp. 288-289).

Si toutes les espèces animales sont des déchets et si l'homme seul a franchi l'obstacle, j'en conclus que les espèces ont achevé leur évolution et qu'on chercherait vainement à expérimenter de nouvelles variations progressives ; on pourra trouver, tout au plus, des oscillations autour d'une position moyenne (1). L'évolutionnisme n'est donc pas une doctrine susceptible d'entrer dans l'expérimentation et on comprend, dès lors, pourquoi Cl. Bernard, qui ramenait toute la science à l'expérimentation, parlait de l'évolution avec tant de dédain : « Que l'on soit cuviériste ou darwiniste, disait-il, cela importe peu : ce sont deux façons différentes de comprendre *l'histoire du passé* et l'établissement du régime présent ; cela ne peut fournir aucun moyen de régler l'avenir (2). »

---

1. — M. Gaston Bonnier dit que les espèces créées par M. de Vriess auraient été classées par Linné dans une seule espèce (*op. cit.*, p. 273).

2. — Cf. Bernard : *Leçons sur les phénomènes de la vie*, tome I, p. 25.

III

J'ai suivi dans cet exposé un ordre fort différent de celui que j'adopte d'ordinaire quand je discute les thèses d'un auteur : je me suis borné à laisser parler M. Bergson parce que j'ai pensé que c'était le meilleur moyen d'amener le lecteur à recevoir l'impression d'ensemble que me donne sa doctrine. L'évolutionnisme m'apparaît comme étant fabriqué avec des données de l'histoire économique ; on peut se demander même si aucune théorie biologique peut se constituer autrement qu'en imitant la vie au moyen de constructions sociales ; pendant longtemps la philosophie a voulu imiter la vie avec de l'inorganique (1) et elle s'est émancipée de cette erreur ; mais il ne semble point que les naturalistes aient encore reconnu que la biologie n'est qu'une fausse sociologie.

Grâce à Spencer les philosophes sont disposés à admettre comme une chose évidente qu'une science des sociétés doit se constituer en se servant d'analogies empruntées à la biologie. Il me semble qu'il n'y a guère d'illusion plus malheureuse ; je vais donc montrer par quelques exemples comment opèrent les naturalistes, qu'ils empruntent leurs idées aux observations de phénomènes sociaux.

M. Edm. Perrier a été très frappé de l'introduction des considérations économiques dans la morphologie ; parlant de Milne-Edwards, il dit qu'en 1827 « il indiquait le premier, d'une façon précise, une assimilation imprévue entre les lois de l'économie politique et celles de la physiologie générale » ; et il émet cette opinion qui a une très grande portée pour notre sujet : « Chaque fois qu'une application nouvelle des lois de l'économie politique est faite à la morphologie, elle se montre féconde en résultats ». Milne-Edwards a introduit l'idée de la *division du travail*, Darwin celle de la *concurrence* ; M. Edm. Perrier croit qu'il n'a pas rendu un moindre

1. — Un des plus remarquables exemples de cette illusion me semble être fourni par la théorie de Bonnet. Il admettait que les germes avaient été formés d'un seul coup et étaient presque aussi compliqués que les animaux ; *tous étaient emboîtés les uns dans les autres.* (Edm. Perrier, *op. cit.*, p. 44.) On ne peut guère nier la vie avec plus d'énergie. — On ne saurait adresser le même reproche aux thèses de Geoffroy Saint-Hilaire : les êtres vivants sont formés de pièces articulées et mobiles, ce sont des mécanismes qui peuvent être étudiés comme tels ; il est remarquable d'ailleurs que les recherches sur les plans de squelettes aient été faites justement à l'époque où se constituait la science géométrique des machines. La géométrie est ici à sa place et il n'y a pas d'imitation.

service à la science en reprenant des hypothèses anciennes de Dugès pour fonder sur l'*association* une nouvelle manière d'expliquer la formation des organismes (1).

Nous allons maintenant examiner quelques théories qui ne deviennent vraiment claires qu'en les rapprochant des préoccupations politiques. C'est ainsi que, selon moi, il convient de se rendre compte des hypothèses de M. Quinton sur la constance thermique : les animaux auraient fait effort, au fur et à mesure que la terre se refroidissait, pour maintenir leur température initiale de 44°; ils auraient dû, dans ce but, compliquer beaucoup leur organisme ; ceux dont la température serait la plus élevée, seraient ceux qu'il faudrait placer le plus haut sur l'échelle de l'évolution. L'auteur a, sans aucun doute, transporté en zoologie ses idées nationalistes : une élite maintient l'énergie de la race en dépit des conditions extérieures défavorables, grâce aux efforts qu'elle fait pour prendre la tête du progrès social.

Les paradoxes psycho-zoologiques que l'on a reproches parfois si durement à Cope (2) deviennent faciles à comprendre quand on se reporte à la vie américaine. Tout dépendrait selon lui de l'activité des sujets : « Le fonctionnement étant d'une importance fondamentale dans l'évolution, dit-il, la cause de ce fonctionnement est aussi une question capitale... J'entre sur le terrain métaphysique en affirmant que le préliminaire nécessaire du mouvement est l'effort et je distingue les mouvements volontaires des mouvements automatiques... Comme aucun mouvement adapté n'est automatique que la première fois qu'il est exécuté (3), nous devons regarder l'effort comme la source immédiate de tout mouvement. L'effort est un état conscient, la sensation d'une résistance à surmonter » (4). — « La conscience a été essentiellement nécessaire à l'échelle ascendante de l'évolution organique » (5). Nous avons bien là une imi-

---

1. — Edm. Perrier, *op. cit.*, p. 192.

2. — M. Le Dantec va même jusqu'à dire qu'en suivant la manière de raisonner du naturaliste américain on arriverait à concevoir un protozoaire « ayant la faculté de se créer une main parce qu'il avait la fantaisie de se gratter » (*op. cit.*, p. 70).

3. — M. Le Dantec, qui ne remarque pas l'origine de cette thèse, trouve que c'est une affirmation gratuite ; elle a dû paraître, au contraire, évidente aux Américains.

4. — Le Dantec, *op. cit.*, pp. 59-62.

5. — Le Dantec, *op. cit.*, p. 67. La conscience est partout et Cope trouve irrationnel de vouloir expliquer la faim par des considérations chimiques (p. 65).

tation de la vie d'un peuple dans lequel tout homme qui a vraiment la volonté de parvenir trouve des occasions favorables pour s'élever par son effort et acquérir la richesse.

Il me semble que l'on n'aurait pas accepté les idées des élèves de Cuvier sur les créations successives (1), si après la Révolution il n'avait paru naturel de se représenter le monde comme traversé par des cataclysmes, suivis de reconstruction. Les thèses fameuses dans lesquelles Cuvier avait résumé ses vues générales sur le système des animaux, sont, elles-mêmes, empruntées à la sociologie qu'on pratiquait de son temps ; c'est pourquoi elles sont un peu vagues et pourquoi aussi leur auteur les trouvait assez évidentes pour qu'il suffit de les énoncer. L'idée de la subordination des caractères est identique à celle-ci : qu'il y a des institutions et des vertus propres aux républiques, comme il y en a qui sont propres aux monarchies ; c'était alors un lieu commun. Quant au principe des conditions d'existence, il est une application aux animaux de considérations que l'on avait alors souvent présentées sur les peuples primitifs, classés en chasseurs, pasteurs, agriculteurs ; les organes qui sont les outils et les armes des animaux, sont conformés en vue de leur genre de vie : un moulin à blé dénonce des agriculteurs comme les molaires des bœufs dénoncent des animaux qui ne mangent que de l'herbe.

Quand on se place au point de vue que je propose, il devient facile d'expliquer certaines difficultés qui pourraient d'abord sembler insolubles.

On a souvent objecté à Darwin que les variations très petites admises par lui ne pourraient constituer, en faveur des espèces nouvelles, des supériorités assez grandes pour assurer leur triomphe sur les espèces anciennes (2). Comment un homme aussi sagace a-t-il pu ne pas voir qu'il y avait là une terrible objection contre son système ? On ne saurait comprendre cela si on ne se reportait aux conditions de la concurrence capitaliste : lorsqu'une entreprise ne paie plus, le capitaliste intelligent n'attend pas la ruine de ses affaires pour changer l'orientation de son activité ; un très faible fléchissement peut être pour lui un indice suffisant qui l'amènera à passer à d'autres affaires. On transporta inconsciemment cet état d'esprit en biologie et l'on put ainsi accepter, sans grandes difficultés, une

---

1. — M. Edm. Perrier estime que Cuvier n'a pas formulé explicitement cette doctrine (*op. cit.*, pp. 119-122).

2. — Cf. *Bulletin de la Société française de philosophie*, août 1905, p. 256.

hypothèse tout à fait paradoxale ; ce n'était plus le principe rigoureusement malthusien de la lutte pour la vie, mais le principe de la lutte pour le produit net qui s'introduisait subrepticement en biologie.

On doit s'expliquer d'une manière analogue la facilité avec laquelle les savants accueillirent le principe de l'hérédité de l'acquis sans demander des preuves ; ce fut un « dogme » et Spencer ne se posa pas la question de savoir s'il était justifié (p. 85). Dans un temps de rapides progrès industriels il devait paraître évident que chaque génération profite des acquisitions de la précédente, et on voulait retrouver cette évidence en biologie ; puis, suivant une sophistique qui a été fort à la mode, on tirait des conclusions sociales de l'évolutionnisme basé sur le dogme de l'hérédité (1). Marx semble être tombé dans cette erreur quand il compare la formation des castes et des corporations à la division des plantes et des animaux en espèces et en variétés, ou quand il assimile l'habileté du tisserand indien à celle de l'araignée (2). Cependant il signale, plusieurs fois, que l'habileté du travailleur se transmet dans l'atelier (3) ; on a souvent montré combien il faut de temps pour introduire une industrie nouvelle, quand celle-ci suppose une main-d'œuvre très capable (comme c'est le cas pour la verrerie).

Il y a une *hérédité apparente* qui joue un très grand rôle dans la psychologie des peuples et même de tous les groupes sociaux un peu

---

1. — M. Alfred Giard me paraît être le naturaliste qui a été le plus loin dans cette voie. Admettant comme démontrée la théorie de la *télégonie*, suivant laquelle les produits d'une femelle gardent certains caractères qui proviennent du premier mâle, il dit que les classes inférieures ont pu être ainsi relevées, sous l'Ancien Régime, grâce au « droit exorbitant que s'attribuaient certains seigneurs d'autrefois, lors du mariage de leurs sujets », et il ajoute cette réflexion : « *Au point de vue de la morale de l'avenir,* on pourrait tirer d'autres déductions importantes de ce fait biologique » (*Controverses transformistes*, p. 152). Peut-être le savant professeur espère-t-il qu'on livrera les jeunes filles du peuple à des notables Intellectuels ! — Les adversaires de Weismann ont beaucoup insisté sur la télégonie qui leur paraissait prouver que les cellules germinatives sont influencées par les accidents de la vie des sujets ; mais les expériences faites par M. Cossar Ewart (publiées deux ans avant le livre de M. Alfred Giard) montrent que la télégonie est infiniment peu vraisemblable. (Cousin : *L'imprégnation de la mère,* pp. 70-76.)

2. — Marx supposait que les castes se seraient transformées en corporations « lorsque des circonstances historiques particulières occasionnèrent une variabilité de l'individu ». (*Capital*, tome I, p. 148, col. 1.)

3. — *Capital*, tome I, p. 147, col. 2 et p. 251, col. 1.

stables ; je la crois plus facile à expliquer par des raisons psychologiques que par des raisons physiologiques ; elle tiendrait simplement à l'imitation en quelque sorte simiesque des attitudes et des gestes des grandes personnes par les enfants ; on sait que dans certaines industries qui requièrent une virtuosité particulière, on attache une grande importance à ce que l'enfant ait débuté de bonne heure dans les ateliers ; il se forme ainsi une éducation presque animale qui peut produire des résultats bien plus remarquables que tout apprentissage régulier. L'apprentissage lui-même dépend, aussi, dans une large mesure, de cette imitation, qu'on pourrait parfois appeler une suggestion. Il semble aujourd'hui qu'il faille tenir largement compte dans l'histoire de l'enfance, des périodes de suggestion facile qui sont aussi celles des poussées sexuelles ; on sait que beaucoup d'habitudes anormales proviennent de ces temps troublés (1), durant lesquels nous sommes, à peu près, sans défense. On a transporté, sans y prendre garde, l'hérédité apparente dans la zoologie.

Enfin la persistance si tenace et si extraordinaire des idées vitalistes ne peut s'expliquer convenablement que par l'influence de conceptions sociales sur la biologie : nous avons une peine extrême à nous représenter une réunion aussi complexe d'éléments divers qu'est le corps d'un être vivant, sans supposer qu'il y a un patron donnant le plan du travail, ou un État gouvernant des sujets, ou tout au moins des institutions modératrices ou répressives. C'est là ce que dit le vitalisme.

Les économistes ont, maintes fois, montré que la société capitaliste, en raison même de l'anarchie qu'on lui reproche si souvent, résout, avec une facilité merveilleuse, des problèmes qui paraîtraient, au premier abord, présenter une difficulté extraordinaire. Il ont aussi soutenu que le socialisme d'Etat, avec toute l'énorme machine administrative qu'il suppose, n'arriverait pas à assurer la satisfaction des besoins d'un grand pays aussi bien que le fait le capitalisme qui n'a point de direction centrale. Les doctrines économiques, transportées en biologie, conduisent au mécanisme : tout serait expliqué au moyen des phénomènes d'ordre quantitatif au milieu desquels la vie se manifeste ; mais il est facile de voir, en approfondissant cette analogie, que le mécanisme est insuffisant.

L'économie politique ne s'occupe point de la psychologie des

---

1. — Ribot : *Psychologie de sentiments*, p. 254. Il signale notamment une pousse sexuelle vers cinq ou six ans.

individus, parce que les actions humaines sont tellement mêlées qu'on ne saurait les distinguer dans la combinaison ; mais elle n'en suppose pas moins une certaine mentalité qui varie suivant les époques et les pays. On ne parvient pas facilement à exprimer cette mentalité par des discours ; les hommes d'affaires s'en rendent, au contraire, un compte assez exact par leur pratique : c'est pourquoi on a souvent dit que les professeurs de belles lettres et de droit sont mal préparés à comprendre l'économie, et c'est pourquoi aussi les économistes aiment assez à aller se rendre compte des choses sur place ; une courte fréquentation des hommes leur en apprend beaucoup plus long que de gros livres sur cette donnée fondamentale.

Quand on applique le mécanisme des économistes à la biologie, on est obligé de raisonner comme si cette mentalité n'avait aucune importance, car on ne saurait rien observer qui lui corresponde ; mais alors, pour rendre compte des faits, il faut attribuer aux causes physico-chimiques plus que ne leur reconnaît la science (1).

IV

Nous allons maintenant essayer d'établir que l'évolution créatrice de M. Bergson ne serait qu'une imitation de l'histoire de l'industrie humaine ; nous mettrons à cet effet en relief non seulement des analogies, mais encore ce fait que la biologie demeure impuissante pour expliquer les phénomènes qu'elle constate ou qu'elle suppose, alors que l'économie explique les siens ; c'est évidemment là où existe une explication complétant l'exposition que se trouve l'original. Je ne ferai point ce travail pour un simple intérêt de curiosité, mais surtout en vue de montrer que l'on pourrait créer une théorie de l'intelligence sur des considérations empruntées à la production.

La véritable place de la philosophie de M. Bergson est dans les études sociales, surtout dans celles qui sont relatives au temps présent. Ces études sont, en effet, fondées sur la connaissance des groupes humains qui se lancent sur des voies révolutionnaires, en raison de déterminations libres. Les anciennes philosophies se rendaient très mal compte des déterminations sociales, tantôt elles introduisaient un mécanisme rigide, tantôt elles supposaient une mobilité infinie de la volonté ; ces deux attitudes correspondaient à deux régimes politiques : la première à des sociétés dans lesquelles les

1. — Nous avons déjà reconnu cette inconséquence du mécanisme en parlant de la théorie d'Eimer.

masses agissent sans penser, sous l'action de la coutume, sous la terreur du despotisme ou sous l'impulsion de démagogues ; la seconde à des oligarchies dont les membres sont habitués à satisfaire tous leurs caprices. Les déterminations révolutionnaires que nous avons surtout intérêt à connaître aujourd'hui, sont à la fois libres et stables, parce qu'elles dépendent de la conscience profonde de gens qui ne prétendent point s'élever au-dessus de la condition populaire. C'est justement de cette liberté que traite la philosophie de M. Bergson (1).

Elle est donc mal appropriée aux études relatives aux sciences naturelles ; elle est obligée de rapprocher jusqu'à l'excès le vital et le voulu (p. 244). Il est beaucoup plus facile d'imiter la vie avec du déterminisme emprunté à l'inorganique qu'avec de la liberté ; s'il en était autrement, il deviendrait impossible de comprendre comment on a pu appliquer, tant de fois et avec tant de succès, aux êtres vivants des méthodes expérimentales créées par les physiciens et par les chimistes ; quelle que soit l'opinion que l'on ait sur le degré du déterminisme qui comporte la physiologie, nul ne doute cependant que ce ne soit une science offrant un haut caractère de rigueur ; c'est donc que la limite qui sépare le vivant de l'inerte est bien moins marquée que celle qui le sépare du social intelligent.

L'histoire de la production nous montre, de la manière la plus claire, la projection de forces sous forme d'une gerbe, au milieu de laquelle s'est signalée une voie privilégiée qui semble destinée à un avenir de créations indéfinies ; mais ce que la biologie se borne à supposer, l'histoire économique le fait toucher du doigt. Tandis que l'homme a cessé de se perfectionner, son industrie va toujours de l'avant et a un caractère d'indéfinité créatrice bien autrement vraisemblable que celui que peut avoir la vie. Toutes les anciennes civilisations avaient péri, semble-t-il, surtout par suite de l'insuffisance de la production ; la Grèce était tombée dans une décadence profonde, parce qu'elle avait gaspillé les ressources accumulées sans parvenir à s'en créer des nouvelles ; c'est seulement dans les temps modernes qu'on a vu se réaliser une économie capable de briser tous les obstacles, propre à conquérir le monde et assez forte pour surmonter les crises qu'engendrait son progrès. Maintes fois on a opposé les merveilles réalisées sans fracas pour le capitalisme moderne aux œuvres,

---

1. — « Une espèce qui revendique pour domaine la terre entière est véritablement une espèce dominatrice et par conséquent supérieure » (p. 145). Voilà une thèse qui provient évidemment de l'économie et n'a un sens complet que dans l'économie.

somme toute, assez médiocres qui avaient ébloui les siècles antérieurs (1).

On pourrait appliquer au capitalisme bien mieux qu'à l'homme ce que M. Bergson dit de celui-ci : « Si au bout du large tremplin sur lequel la vie a pris son élan, tous sont descendus, trouvant la corde trop haute, l'homme seul a sauté l'obstacle » (p. 287). Et lorsqu'il écrit : « L'humanité entière dans l'espace et dans le temps, est une immense armée qui galope à côté de chacun de nous, en avant et en arrière de nous, dans une charge entraînante capable de culbuter toutes les résistances » (p. 294), on pense tout de suite au capitalisme enivré par la concurrence universelle, armé de toutes les ressources que les siècles antérieurs ont accumulées à son profit, et puisant sa confiance dans les succès incroyables qu'il a déjà remportés sur toutes les forces rivales. Enfin, M. Bergson émet l'espoir que cette course furieuse « pourra franchir bien des obstacles, même peut-être la mort » ; voilà une pensée qui n'est appuyée sur aucune présomption si on l'entend au sens biologique ; mais le capitalisme qui, à ses débuts, a plus d'une fois eu peur de succomber, auquel Marx en 1848, prédisait une prompte disparition, que l'on comparait à « un sorcier incapable de maîtriser les puissances souterraines qu'il a évoquées (2) », ne craint plus la mort, depuis qu'il a appris, par l'expérience, qu'il peut surmonter les crises en accélérant sa course à la recherche des progrès économiques ; — c'est justement ce sentiment que traduit la phrase de M. Bergson.

C'est évidemment des récits des etnographes relatifs aux sauvages que M. Bergson s'inspire quand il écrit : « La vie aurait pu se passer d'évoluer ou n'évoluer que dans des limites très restreintes, si elle avait *pris le parti, beaucoup plus commode pour elle*, de s'ankyloser dans ses formes primitives. Certains foraminifères n'ont pas varié depuis l'époque silurienne » (p. 111). Nous savons pourquoi les populations sauvages ne s'en sont pas tenues à leur paresse originelle ; c'est qu'elles ont été soumises au travail forcé (3) ; mais nous ne voyons

---

1. — « La bourgeoisie, disait Marx en 1848, a, comme personne ne l'avait fait avant elle, montré de quoi est capable l'activité humaine. Elle a réalisé de tout autres merveilles que les pyramides d'Egypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques ; elle a accompli de tout autres campagnes qu'invasions et croisades. » (*Manifeste communiste*, trad. Andler, p. 24.)

2. — *Manifeste communiste*, p. 29.

3. — C'est l'opinion émise par Engels dans l'*Anti-Dühring* (*Devenir Social*, août 1896, p. 730).

aucune raison pour que la vie n'ait pas pris le parti de s'ankyloser dans ses formes primitives. Nous allons retrouver le mystère biologique dans beaucoup d'autres cas.

On a bien de la peine à se rendre compte des arrêts du développement et surtout des reculs de ces espèces qui continueraient à changer après avoir atteint la limite extrême que comporte leur voie évolutive ; au contraire, l'idée de la décadence est familière aux historiens (1) ; le recul historique susceptible d'être expliqué ; on n'est pas absolument sans moyens de comprendre pourquoi Florence, Venise, le Portugal, la Hollande, ont perdu leur rang élevé » (2).

L'évolution du monde vivant présente une variété des formes qui rappelle celle que nous rencontrons dans nos grandes villes où l'industrie la plus scientifique coudoie les modes de travail les plus rudimentaires ; mais il y a entre les deux genres de phénomènes cette grande différence que l'étude permet de nous rendre compte des causes de ce mélange économique, tandis que nous demeurons sans moyen de pénétrer les causes du mélange biologique.

Le mystère le plus profond plane, en effet, sur la dispersion du courant vital en plusieurs directions. Tantôt M. Bergson suppose que « la nature de la matière que la vie trouvait devant elle sur notre planète, s'opposait à ce que deux tendances pussent *évoluer bien loin* ensemble dans les mêmes organismes » (p. 126). Tantôt il pense que la « force immanente à la vie est finie et s'épuise assez vite en se manifestant. Il lui est dificile d'*aller loin* dans plusieurs directions à la fois. Il faut qu'elle choisisse » (p. 154). Mais pourquoi fallait-il aller loin en avant ? Nous pouvons le comprendre pour le monde économique moderne aiguillonné par la concurrence ; mais le monde biologique demeure impénétrable.

Encore du mystère : « Si l'évolution de la vie s'était heurtée à des accidents différents sur la route, et si par là le courant de la vie

---

1. — Des naturalistes contemporains se donnent beaucoup de mal pour trouver des chaînons entre l'homme et les grands singes. Engels estimait, au contraire, que ceux-ci représentent des lignes collatérales dégénérées qui vont disparaître (*Les origines des sociétés*, trad. franç., p. 25). Cette opinion d'Engels est manifestement venue d'analogies historiques.

2. — Il me semble, au contraire, que M. Bergson abuse de la métaphore quand, pour expliquer l'infériorité, au point de vue de l'instinct, des lépidoptères par rapport aux hyménoptères, plus anciens qu'eux, il appelle le lépidoptère « une espèce de dégénéré, véritable *parasite* des plantes à fleurs » (p. 146). La vie parasitaire produit, en effet, des déchéances ; mais peut-on appliquer cette notion aux papillons ?

avait été divisé autrement, nous aurions été, au physique et au moral, assez différents de ce que nous sommes » (p. 288). « Une évolution autre eût pu conduire à une humanité ou plus intelligente encore ou plus intuitive. En fait, dans l'humanité dont nous faisons partie, l'intuition est, à peu près, complètement sacrifiée à l'intelligence. Il semble qu'à conquérir la matière, et à se reconquérir sur elle-même, la conscience ait dû épuiser la meilleure de sa force. Cette conquête, dans les conditions particulières où elle s'est faite, exigeait que la conscience s'adaptât aux habitudes de la matière et concentrât toute son attention sur elle, enfin se déterminât plus spécialement en intelligence » (p. 290). Quels sont ces accidents, ces conditions particulières, nous ne pouvons songer à le savoir ; mais appliquons cela au monde économique, tout devient clair ; on a maintes fois reproché au capitalisme d'avoir sacrifié toutes les activités poétiques de l'âme pour ne poursuivre que des progrès matériels (1) et pousser l'esprit dans une voie purement scientifique.

Lorsque M. Bergson veut préciser sa pensée, il emprunte souvent aux économistes leurs considérations sur la commodité, le moindre effort, l'intérêt bien entendu (p. ex. pp. 123-124, p. 143). On n'aura pas manqué d'observer déjà ce que M. Bergson doit à l'économie quand il parle de l'énorme quantité d'échecs qui jalonnent la route (p.141) ; des résistances que l'égoïsme des individus ou des espèces oppose au mouvement vital, pour s'éviter des efforts (p. 140) ; des déchéances parasitaires (p. 123) (2). C'est dans l'histoire des premières civilisations que M. Bergson a puisé la conception d'une harmonie primitive que remplacent des antagonismes provoqués par la répartition des besognes (3) ; c'est pourquoi il ne veut pas qu'on parle de division du travail ; celle-ci suppose une *association* et une

---

1. — « La bourgeoisie n'a pas voulu qu'il subsistât entre les hommes d'autre lien que l'intérêt tout nu, où le sentiment n'a point de part, et que les strictes exigences du paiement au comptant. Les frissons sacrés des pieuses ardeurs, des élans chevaleresques, de la sensibilité bourgeoise, elle les a noyés dans le flot glacé de l'égoïsme calculateur. La bourgeoisie a dépouillé de leur nimbe tous les emplois de l'activité humaine que jusqu'alors on respectait et contemplait avec une pieuse vénération. » (*Manifeste communiste*, pp. 23-24.)

2. — Voici une vive critique de l'esprit corporatif : « S'absorbant dans la forme qu'elle va prendre (l'espèce) entre dans un demi-sommeil, où elle ignore à peu près tout le reste de la vie ; elle se façonne elle-même en vue de la plus facile exploitation possible de son entourage immédiat (p. 146).

3. — Cf. Engels, *op. cit.*, p. 258, pp. 261-262, p. 269.

convergence d'effort. « Au contraire, l'évolution dont nous parlons ne s'accomplit jamais dans le sens d'une association, mais d'une dissociation, jamais vers la convergence, mais vers la divergence. L'harmonie entre termes qui se complotent sur certains points, ne se produit point en cours de route par une adaptation réciproque ; au contraire, elle n'est tout à fait complète qu'au départ » (p. 128. Cf. p. 113 et p. 277).

Pour bien comprendre ce que dit M. Bergson au sujet des analogies qu'on observe entre les évolutions qui suivent des voies distinctes, il faut se reporter aux théories relatives aux races, qui eurent un si grand succès au cours du XIX^e^ siècle. On admettait volontiers que chaque groupe ethnique est prédestiné à manifester certaines aptitudes spéciales, quelles que soient les conditions historiques au milieu desquelles il est appelé à vivre. L'expérience des Etats-Unis sembla longtemps absolument contraire à cette doctrine des races ; on crut que les immigrants venus des pays les plus divers de l'Europe se transformaient rapidement en parfaits Américains, dès qu'ils avaient appris l'anglais ; l'école publique était donc réputée être un moyen infaillible d'assimilation. Aujourd'hui on semble être beaucoup moins optimiste ; la formation de colonies slaves compactes en Pensylvanie apparaît comme un danger à plus d'un Américain (1) ; mais le plus grand danger qui menace les Etats-Unis est probablement le danger irlandais ; les Irlandais apportent, en effet, et conservent leurs habitudes d'associations politico-criminelles, et ils sont les soutiens les plus fermes de Tammany-Hall, à New-York.

La longue et minutieuse discussion que M. Bergson institue à propos des ressemblances qui existent entre l'œil de l'homme et l'œil du mollusque appelé peigne, rappelle tout à fait celles des archéologues qui rapprochent certaines formes d'architecture pour déterminer des influences dans l'histoire de l'art. « Ce sont, dit-il, dans l'un et l'autre (cas), les mêmes parties essentielles, composées d'éléments analogues. L'œil du peigne présente une rétine, une cornée, un cristallin à structure cellulaire comme le nôtre. On remarque chez lui jusqu'à cette inversion particulière des éléments rétiniens qui ne se rencontrent pas, en général, dans la rétine des invertébrés » (p. 67), M. Bergson s'attache à montrer combien seraient peu vraisemblables les explications que l'on pourrait donner de ces ressemblances en se fondant sur le mécanisme

1. — *Revue de Paris,* 25 août 1907, p. 883.

(pp. 68-81) ; ces ressemblances sont d'autant plus curieuses que la rétine des vertébrés dérive d'une expansion du cerveau embryonnaire, ce qui n'a pas lieu chez les mollusques, en sorte que les mêmes formes sont produites par des processus différents sur des voies d'évolution très divergentes (p. 82) : il conclut qu'il faut supposer une communauté d'origine entre les êtres considérés (p. 59 et 95). « Deux espèces animales auront beau être fort éloignées l'une de l'autre, si, de part et d'autre, la marche à la vision est allée aussi loin, des deux côtés il y aura le même organe visuel, car les formes de l'organe ne font qu'exprimer la mesure dans laquelle a été obtenu l'exercice de la fonction » (p. 104).

Les archéologues raisonnent d'une manière analogue quand ils ne veulent pas admettre que deux formes ou deux procédés semblables aient pu être indépendants l'un de l'autre. M. Choisy soutient, par exemple, que l'emploi du mortier de chaux prouve une influence de l'Asie centrale aussi bien sur le Nouveau Monde que sur notre Occident (1). Il croit que certaines sculptures du Yucatan dénoncent un apport scandinave et qu'on peut suivre leur origine jusqu'en Perse, en passant par l'Arménie (2). Courajod dans ses leçons de Louvre, signalait en Normandie des sculptures apparentées à celles de l'Inde et des têtes presque assyriennes ; même des japonaises à Bayeux (3). Les préjugés sont si puissants que MM. Brutails et Spiers ont vainement donné d'excellentes raisons pour montrer que les coupoles de Saint-Front de Périgueux ne sont pas byzantines, ils n'ont pu convaincre les archéologues (4).

L'archéologie a à sa disposition la ressource des hypothèses d'importations de formes et de procédés qui peuvent provenir de mille accidents ; les biologistes ne peuvent compter que sur les influences héréditaires, mais les archéologues ont usé aussi très largement de cette puissance mystérieuse pendant de longues années. Courajod a expliqué l'art du Moyen-Age par les sentiments ethniques : « Le Moyen-Age a créé et pratiqué, disait-il, l'art

---

1. — Choisy, *Histoire de l'architecture*, tome I, p. 207, p. 88. — Il ne paraît pas douteux qu'il y ait eu des communications entre l'Amérique centrale et la Scandinavie (Flach, Leçon du Collège de France, 14 mai 1902).

2. — Choisy, *op. cit.*, tome I, p. 207 et tome II, p. 854.

3. — L. Courajod, *Leçons professées à l'école de Louvre*, tome I, p. 558 et p. 572.

4. — Brutails, *L'archéologie du Moyen-Age et ses méthodes*, pp. 88-95.

gothique, l'art septentrional, parce qu'il y a deux mille ans le peuple, *fidèle à la voix du sang*, a refusé de subir l'art latin, et n'a jamais cessé à toutes les époques de se désintéresser de ses manifestations » (1). Pendant la période romaine, le génie gaulois avait été comprimé ; mais « les instincts primitifs de la race, refoulés par l'art officiel, n'avaient pas été complètement anéantis dans la masse profonde du peuple (2) » ; — « le tempérament national conservé à l'état latent dans le peuple reparaît dès que l'art n'est plus contrôlé » (3). Au moment des invasions germaniques, le génie gaulois se réveille et se reconnaît frère du génie germanique et alors se produit librement la décoration barbare, par « un sentiment spontané, instinctif, dicté par la loi d'un tempérament ethnographique puisé à une source orientale » (4). Les hypothèses de Courajod m'ont toujours paru bien invraisemblables, mais elles ont été accueillies avec faveur par beaucoup de personnes, parce qu'elles offrent une certaine analogie avec des opinions courantes, relatives aux génies des nations. Il me semble que la théorie de l'œil, donnée par M. Bergson, présenterait ce qu'on pourrait nommer une invraisemblance du second degré, car elle tirerait sa raison d'analogies, un peu vagues d'ailleurs (et inconscientes) avec une théorie de l'art infiniment douteuse et déjà fondée sur des analogies très discutables.

Tout ceci nous conduit à une conclusion très simple : puisque les faits que l'évolution biologique prétend décrire, se trouvent dans l'histoire de l'industrie humaine sous une forme plus claire et plus intelligible que dans la biologie, pourquoi ne pas nous en tenir à l'histoire pour fonder la philosophie nouvelle ?

Georges Sorel.

(*A suivre.*)

---

1. — Courajod, *loc. cit.*, pp. 76-77.
2. — Courajod, *loc. cit.*, p. 7.
3. — Courajod, *loc. cit.*, p. 158.
4. — Courajod, *loc. cit.*, p. 175. Cf. p. 54, p. 186.

La Confédération du Travail et le Parti Socialiste

(Intervention au Congrès socialiste de Nancy)

Fin (1)

Vous voyez donc, citoyennes et citoyens, comment ce n'est plus en déléguant son action, en plaçant hors de lui le centre de la lutte, en revendiquant l'illusoire usage de la machinerie étatique, mais en construisant de ses propres mains, pièce à pièce un mécanisme intérieur à lui, que le prolétariat syndicaliste espère s'émanciper. C'est l'atelier, c'est-à-dire, comme je vous le montrais tout à l'heure, le cadre même de sa vie — qui est et demeure le champ de son activité révolutionnaire. Il ne s'agit plus pour lui de perfectionner l'Etat, mais l'atelier. Tout l'effort de sa lutte porte là : refouler, pied à pied, hors du groupement des producteurs, hors du chantier du travail, la puissance du patron. Faire de l'atelier capitaliste un atelier socialiste; substituer au travail esclave le travail libre, c'est en ces termes que, pour les ouvriers syndicalistes, se pose le problème social. Ils se disent que la libération de la société est subordonnée à la libération de l'atelier et que le même coup qui ruinera l'autorité patronale détruira l'autorité étatique. Vous comprenez maintenant pourquoi l'action révolutionnaire du prolétariat syndicaliste ne s'exerce pas sur la superstructure politique du monde social, mais sur sa structure économique, sur l'armature de l'atelier.

Aussi lorsque les syndicalistes parlent d'une société qu'ils voudraient fonder sur l'association libre des producteurs, je ne retrouve pas dans leur idéal, comme dans la conception purement politique du socialisme, une parcelle d'utopie. Ils n'emploient, dans leur construction, aucun élément que je ne puisse contrôler : je conçois parfaitement que l'atelier, qui est là sous mes yeux, puisse fonc-

---

1. — Voir les numéros 189-190 du *Mouvement Socialiste*.

tionner un jour non plus par la contrainte des maîtres, mais par la volonté des producteurs. Et je peux, jour par jour, suivre l'œuvre de la délivrance, marquer les reculs de l'autorité et les progrès de la liberté, et escompter raisonnablement un moment — lointain ou prochain, je l'ignore — où la transformation éclora, sous la poussée suprême de la révolte ouvrière.

Voilà les idées essentielles que porte en lui ce mouvement syndicaliste auquel votre motion de la Dordogne refuse toute portée révolutionnaire. De ces idées, vous pouvez penser ce que vous voulez, mais ce que vous ne pouvez pas, c'est méconnaître qu'elles existent, c'est oublier qu'elles sont la traduction des sentiments intimes du prolétariat militant et qu'elles expriment toute une évolution qui s'est accomplie depuis plus de trente ans. Aussi, moi, je viens simplement vous dire : Voici ce qui s'est passé, tenez-en compte. (*Très bien.*) N'opposez pas une fin de non-recevoir dogmatique à l'expérience ouvrière, au nom d'un passé révolu à jamais, et souvenez-vous que le socialisme, au lieu de traîner des scories et des déchets après lui, doit se renouveler sans cesse au contact de la vie et être comme un perpétuel rejaillissement de l'action. (*Applaudissements.*)

L'action, c'est là le commencement et la fin du syndicalisme. Pardonnez-moi encore cette hérésie, mais votre conception traditionnelle du socialisme me paraît singulièrement fataliste. Vous faites de la transformation sociale, la résultante inévitable de ces deux forces : l'évolution économique et l'évolution politique, que vous élevez au rang de puissances mystérieuses. Vous supposez, d'une part, que le mouvement économique, par la concentration croissante des capitaux et des industries, va conduire insensiblement le monde, malgré lui et à son insu, du capitalisme au socialisme ; que, sans effort personnel et direct, la société est emportée par un élan irrésistible et qu'elle se transformera automatiquement de société bourgeoise en société collectiviste. Eh bien, je dis que c'est là une première manifestation de votre fatalisme, que cette estimation exagérée d'un mouvement essentiel sans doute, mais qui reste extérieur à la société et au prolétariat, puisque celle-là engendrerait, par le mécanisme de son développement, sa propre destruction, et que celui-ci n'aurait qu'à se laisser porter par le flot de la vie économique.

Et c'est encore un mouvement extérieur à la société et au prolétariat que cette conquête de l'Etat qui doit réaliser du coup le régime socialiste. Du moment que, par le simple usage du bulletin de vote,

par l'utilisation du parlementarisme, par la prise de possession du pouvoir central, la rénovation du monde est assurée, le socialisme ne devient plus qu'une opération électorale. Et voyez comme c'est simple, j'allais dire simpliste. Il n'y a qu'à accumuler les bulletins de vote dans l'urne, recommencer infatigablement le geste facile de l'électeur, et la répétition de cet acte machinal suffira pour changer la face des choses. Eh quoi ! Ce serait cela le socialisme ? Ce serait l'accomplissement de ce geste et de cet acte, qui ne mettent en œuvre aucune des facultés créatrices de la personne humaine? Et il n'y aurait qu'à dire à l'ouvrier : Tu voteras tous les quatre ans, tu délégueras ton pouvoir à un mandataire qui agira en ton nom, tu auras un représentant qui fera ton bonheur à ta place, sans que tu aies à bouger, sans que tu aies un risque à courir ?...

Ah ! citoyennes et citoyens, j'affirme qu'une conception aussi paresseuse du socialisme est à la fois stérile et utopique. Quoi ! S'il suffit, pour édifier un monde plus libre, que la société capitaliste suive le fil de sa propre évolution et qu'un gouvernement nouveau succède au gouvernement ancien, alors, moi, je ne compte pas? Je suis le jouet débile de forces fatales, des puissances économiques et politiques qui me sauvent, bon gré mal gré, et qui me transportent dans je ne sais quel paradis terrestre. Non, non, cela n'est pas vrai. Si les prolétaires veulent s'émanciper de toute tutelle patronale et étatique, vivre sans maîtres de la production et sans maîtres de la politique, il leur faut auparavant s'exercer à l'action, éduquer leur volonté, exalter leur courage. Et c'est là ce que le syndicalisme leur dit : N'ayez foi qu'en vous seuls ! Le salut est en vous ! Le monde ne sera que ce que vous le ferez ! Déployez donc toutes vos énergies et mettez à l'épreuve toute votre puissance d'action !

Et la pratique syndicaliste, l' « action directe », — qui enseigne aux ouvriers qu'il n'y a rien de fatal, puisque ce sont les hommes qui font eux-mêmes leur histoire, — qu'est-elle autre chose, sinon un appel constant à l'effort personnel du prolétariat, à ses ardeurs combattives, à ses appétits d'héroïsme? Quel contraste ! Tandis que l'action indirecte, parlementaire et légalitaire, engourdit les activités, endort les volontés et berce les plus bas instincts de la nature humaine, l'action directe du syndicalisme stimule les forces latentes de l'individu, refoule ses mauvais désirs de passivité, et fait surgir au premier plan ces facultés d'enthousiasme, ce besoin de combat, cette soif de conquête qui l'illuminent et le portent jusqu'au sublime. D'un pareil mouvement, en vérité, n'ai-je pas le droit de dire qu'il est créateur d'hommes, et qu'il n'y a que des prolétaires formés à

son école qui, si le socialisme doit se réaliser plus ou moins, puissent être capables, à un moment, je ne sais quand, de renouveler le monde ?

Toutes ces choses, que je vous rapporte, moi qui n'ai d'autre titre que de les avoir observées, votre motion les condamne. Et cependant, quelle source inépuisable de rajeunissement n'y a-t-il pas là, pour les idées socialistes? Souvenez-vous de l'inquiétude profonde que nous avons tous éprouvée, il y a quelques années, quand a éclaté ce qu'on a appelé la crise socialiste. Toutes les croyances socialistes traditionnelles se dissolvaient une à une, la pensée se sentait impuissante à répondre aux questions que lui posait la vie, tout allait autrement qu'on ne l'avait prévu, et devant cette déchéance des doctrines, toute espérance tombait. Les plus grands partis, ceux qu'on croyait assis sur le roc, donnaient le signal du désarroi. Songez au trouble de cette social-démocratie allemande, si orgueilleuse de la dictature qu'elle exerçait sur le monde socialiste, lorsqu'il y a neuf ans tomba, d'un ciel qu'on croyait serein, le coup de foudre bernsteinien. Je me souviens de ce congrès de Stuttgart de 1898, où j'étais, ainsi que Guesde, et de l'émoi qui agitait les têtes théoriques du parti, au souffle de la révolution intellectuelle provoquée par Bernstein. Voilà qu'un des docteurs officiels de la social-démocratie, à la sincérité duquel nul ne pouvait porter atteinte (*Approbation*), venait révéler les contradictions et les faiblesses du plus grand parti socialiste et prouver que son verbalisme révolutionnaire cachait mal sa pratique réformiste. Et c'est ce désaccord entre les paroles et les actes qu'il entendait faire cesser, et par le seul moyen qui se puisse indiquer : par la subordination des paroles aux actes. La critique bernsteinienne était à ce point décisive que la social-démocratie ne s'en est pas relevée et que la commotion produite dure encore. Ainsi donc voilà un énorme parti socialiste, le plus fort par les traditions intellectuelles d'un Lassalle et d'un Marx, le plus puissant par le nombre des électeurs et des cotisants, et qui, tombé au premier choc dans la confusion, reste désemparé et découvre son incapacité à rajeunir ses idées. Et c'est partout le même chaos, la même impuissance, la même stérilité.

Eh bien, il s'est passé une expérience, dans notre pays, qui nous a révélé où pouvait être pour le socialisme le foyer de vie. Oui, Bernstein avait raison : il faut faire cesser le divorce de la pratique et de la théorie, par l'identification de la théorie à la pratique. Mais quelle pratique ? Bernstein n'a connu que celle des trade-unions et il en a conclu à la fin de toute action ouvrière révolutionnaire. Plus

heureux que lui, nous avons vu naître et se développer en France une organisation syndicale qui nous a prouvé le mouvement en marchant et montré à quel prix peuvent exister des institutions révolutionnaires. Nous n'avons pas à opter, comme le voulait Bernstein, entre un socialisme verbal et un réformisme réel. Mais nous trouvons à notre portée les éléments d'une renaissance inespérée ; nous savons à quelles conditions la lutte de classe cesse d'être une formule morte et devient une pratique vivante ; nous connaissons la voie par où les idées socialistes peuvent venir se retremper à leurs origines révolutionnaires et ouvrières.

Vous apercevez à présent l'importance historique que revêt le mouvement syndicaliste. Oui, la crise socialiste peut avoir pour issue un renouveau triomphal de la pensée révolutionnaire. Mais ce renouveau n'est possible que si, dans la refonte générale de nos doctrines, nous nous conformons aux indications de la pratique ouvrière. Quant à moi, quoique vous décidiez, je suis tranquille. Je sais que si le socialisme survit à la ruine des vieux dogmes, il le devra à ce mouvement de révisionnisme révolutionnaire qui engendre le syndicalisme.

J'ai fini. Toutes ces questions, la motion du Cher — quels que soient ses considérants — les laisse subsister. Il suffit qu'elle constate la valeur révolutionnaire du mouvement syndicaliste et qu'elle respecte l'autonomie de la Confédération Générale du Travail, pour que, dans les circonstances présentes, nous la votions tous. Il y va de l'indépendance des syndicats et — vous le jugerez avec moi — de l'avenir du socialisme. (*Applaudissements prolongés.*)

Hubert Lagardelle

(Sténographié par Corcos frères).

La Décadence de la Grèce antique

I

Un jeune érudit italien, dont le nom commence à faire autorité, vient d'écrire un gros livre sur ce sujet : « La fin de la Grèce antique » (1). Sujet attachant entre tous, et bien propre à faire la matière d'un beau livre.

La fin de la Grèce antique ! qu'est-ce à dire ? — Un petit peuple, dont les populations, divisées et trop souvent hostiles les unes aux autres, ont, en tout, occupé la superficie de deux, au plus trois départements français, ce petit peuple, à un certain moment, a lutté glorieusement et victorieusement contre un grand empire comme celui des Perses ; a maintenu contre lui pendant plus d'un siècle et demi son indépendance ; finalement l'a renversé, et sur ces ruines a édifié plusieurs monarchies animées de son esprit, et qui ont consacré sa domination intellectuelle et morale. Ce petit peuple a fait plus : dans le domaine de l'art, de la science, de la religion même, il a laissé une empreinte immortelle. Ses créations sont des modèles sur lesquels est toujours fixée, on pourrait presque dire se fixe de plus en plus, l'admiration des hommes. L'obsession du rêve grec est forte comme aux premiers jours, et il n'est pas d'homme cultivé, dans notre Occident, qui ne mesure les progrès de son esprit à l'intelligence plus ou moins profonde qu'il a des œuvres de ces maîtres. Ces quelques centaines de mille hommes ont laissé plus de traces que les plus grands empires. L'esprit qui s'est dégagé d'eux est encore aujourd'hui la force organisatrice qui contribue à donner leur forme à des millions et des millions d'intelligences.

Et cependant, à un certain moment, la Grèce disparaît du monde. A la place de la Grèce il n'existe plus qu'une pauvre, une misérable province romaine, où le gouverneur romain, où le publicain viennent exercer leurs pilleries ; des villes où le commerce est mort, où l'industrie languit ; où la tribune est muette ; où les grands artistes,

---

1. — C. Barbagallo : *La Fine della Grecia antica*. Bari, 1905, in-8, XVI-511.

les grands écrivains font défaut ; d'où semble s'être retirée toute sève puissante. Les hommes sont médiocres, sans physionomie marquée. Les Conseils de ville, les magistratures municipales ne comptent plus que des comparses, figures pâlottes qui s'agitent dans les chinoiseries d'une existence sans intérêt sérieux ; toute l'ambition allant à se faire bien voir du gouverneur de la province, à flatter le César lointain. De même pour la vie de l'intelligence et du sentiment : des semblants de passion et des semblants d'idées ; de l'érudition et de la petite critique, de ces manifestations intellectuelles qui ne blessent pas, qui ne portent pas ombrage, qui n'enlèvent rien au charme lassé de la vie, qui n'aident pas non plus à conquérir de vérités nouvelles. Vie misérable des peuples, qui ont descendu jusqu'au bas la pente de la décadence.

La Grèce n'agit plus que par son rêve ancien.

Qu'est-ce donc que la fin pour un peuple ? De même que l'idée de la mort, de la disparition d'un individu est tout à fait étrangère à un enfant et incompréhensible pour lui ; de même cette idée de la mort politique d'un peuple, surtout d'un peuple qui fut autrefois grand, nous surprend ; et nous avons, à en admettre la réalité, une difficulté véritable.

La décadence, la fin ? La seule réponse qu'on puisse faire, semble-t-il, est celle-ci : il y a décadence quand ce peuple, qui a rempli le monde de ces gestes, n'agit plus sur les autres, devient incapable d'imposer à autrui le respect, disons la peur de lui-même ; qu'il n'est plus capable de faire triompher sur un domaine quelconque ses façons de voir, de penser, les vérités de logique ou de sentiment qu'il tire de son fond.

Cette notion de fin, il faut, me semble-t-il, si on veut la comprendre, l'opposer à son contraire, celle de commencement et de croissance politique. — J'ai là sous les yeux la brochure d'un Allemand, M. von Falkenegg (1), sur le Japon, qui donne, si je ne me trompe, merveilleusement la sensation de ce qu'est la naissance d'un peuple nouveau, en voie de se faire pour longtemps sa place au soleil. Hier encore, ce peuple n'était pas ; il n'avait pas d'histoire ; son champ d'action ne dépassait pas les limites étroites de la patrie. Il vivait pour lui, dans l'isolement, occupé à des tâches qui pourraient sembler secondaires, en réalité, tout au but de tremper sa volonté, de développer silencieusement les qualités qui assureront ses succès plus tard. Puis à un certain moment, sous l'impulsion de quelques indi-

1. — Baron von Falkenegg : *Japon die neue Weltmacht*. Berlin, 1905, in-8, 52 p.

vidualités puissantes, en lesquelles se résume la force de ce peuple, éclate une sorte de volonté farouche et héroïque de s'imposer à l'étranger, de faire figure dans le vaste monde. C'est alors un long et toujours silencieux effort de préparation : le recueillement de l'Allemagne de 1815 à 1865 ; c'est pour le Japon la période d'apprentissage, d'école obstinée et patiente, où l'on ne craint pas de se faire tout petit écolier, et où le contentement, qu'on éprouve de la révélation des secrets d'une civilisation convoitée, est pris par des maîtres un peu vaniteux et simples d'esprit pour de la déférence reconnaissante. L'écolier sent qu'il est de taille à se servir plus tard de cet outillage et de ces secrets, qu'on lui livre, pour ses buts propres. La brochure dont je parle, de M. von Falkenegg, montre bien tout ce qu'il y a eu, et ce qu'il peut y avoir de dédain dans cette attitude empressée du Japon venant s'initier aux secrets techniques de notre civilisation occidentale. Ce dont la plaquette donne l'idée aussi, c'est la violence de volonté, la résolution héroïque de ce petit peuple de se servir de ces moyens nouveaux d'action pour dominer, pour commander à l'Orient, même à l'Occident. Les coupures de journaux japonais que donne l'auteur sont, à cet égard, on ne peut plus significatives. C'est un orgueil immense, c'est une foi absolue en le destin ; c'est la conviction profonde, et incroyable pour nous autres Occidentaux, que la domination du Japon sur le monde doit être l'aboutissant nécessaire de l'histoire humaine.

On serait tenté de sourire ; mais quoi ! les défaites russes, cette mutilation de sa patte mandchourienne, si proprement infligée par ce petit peuple au formidable ours son voisin ; le grand empire européen, qui représente la race blanche contre les Jaunes, si profondément ébranlé au premier choc : tout cela montre qu'il s'agit bien de quelque chose de sérieux. Cette confiance en soi n'est pas vaine jactance ; ce n'est pas un geste décadent, la parade incapable d'aboutir à l'action. Il y a par derrière des généraux qui savent leur métier ; il y a des soldats admirablement disciplinés qui meurent avec joie, avec exaltation pour la réalisation des destinées de leur race et de leur pays.

Et ici M. von Falkenegg pose des questions qui ne laissent pas d'avoir leur gravité. Il les pose pour son pays ; à plus forte raison se posent-elles pour le nôtre. — C'est bien de la place, dit-il, que tient dans les préoccupations de la vie nationale et parlementaire l'article des mauvais traitements infligés au soldat. De deux chose l'une : ou les brutalités sont justifiées par le mauvais esprit des hommes, et que penser d'un peuple qui ne sait pas accepter de gaîté de cœur les nécessités de la discipline ? Ou elles ne sont pas justifiées ; et que

penser encore d'un peuple où ne peuvent se recruter des cadres convenables pour des soldats pleins de bonne volonté ? Dans les deux cas, il faut conclure qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemarck.

Et la question se pose encore — c'est toujours M. von Falkenegg qui parle —: Qu'arriverait-il en cas de conflit entre les deux peuples, entre les deux races animées d'un esprit général si différent ? Qu'on ne perde pas de vue ceci : les jours de parade aussi, à Saint-Pétersbourg ou dans toute autre ville, quand l'armée russe défilait devant le tzar et les attachés militaires des puissances étrangères, tout le monde s'accordait à trouver l'armée russe une armée admirable ; on n'hésitait pas, dans les rapports les plus confidentiels, à la proclamer sans conteste la première armée du monde. Seuls les petits officiers japonais savaient voir la tare secrète et la signalaient dans leurs rapports à leur maître. Du moment où ils sont entrés en campagne, pas un instant ils n'ont douté de la victoire. Ils connaissaient l'adversaire ; ils se connaissaient ; et ils avaient foi en l'avenir, comme des gens qui, sachant qu'ils méritent la victoire, sont sûrs de vaincre.

Mais les avertissements contenus dans la brochure de M. von Falkenegg, qui serait facilement un réquisitoire, ont une portée plus grande et vont directement au cœur des choses. Le grand danger, pour lui, c'est que l'Occident, soumis partout à un régime funestement énervant, ne finisse par perdre toute virilité. C'est l'esprit féminin qui envahit tout, avec la place beaucoup trop considérable faite à la femme, et la déformation insensible des mœurs générales, substituant partout au sérieux et à la sincérité masculine, parfois un peu rude et brutale, une certaine mollesse de sentiment, la veulerie, la bienveillance banale, les faux semblants, tout le manège louche, le pendant du caquetage féminin des salons, où les natures tortueuses, faibles ou quelque peu fourbes, seules trouvent leur compte. Malheur au peuple qui laisse s'affaiblir ainsi en lui les qualités viriles. Et c'est là qu'en sont aujourd'hui les peuples d'Occident, glissant insensiblement à la parade et à la sensiblerie, à un individualisme vaniteux autant que flagorneur, qui empêche le sentiment de la valeur exacte des mots et des choses, et fait perdre le sens de la mesure et du goût.

Ce manque de mesure et de virilité ; ce trouble profond dans la pensée, cette nervosité et cette exagération toute féminine, que signale M. von Falkenegg, comme un des grands dangers de l'heure présente pour l'Occident, je ne puis résister à la tentation, pour illustrer sa thèse et abonder dans son sens, d'en citer deux traits tout récents. Je les emprunterai au monde un peu particulier de l'érudi-

tion. Mes exemples n'en vaudront que mieux. Le monde de l'érudition, d'une manière générale, est un monde sérieux, réfléchi. Par la nature même de leur activité, les érudits sont habitués à peser leurs mots, à calculer leurs démarches ; il semble que le besoin de flatter ou d'attirer, par quelque démarche imprévue et douteuse, sur soi l'attention, doive sévir là moins qu'ailleurs.

Eh bien, voici ce qu'écrit sur le mode dithyrambique un historien, qui devrait être grave, des institutions grecques, dans un livre qui peut n'être pas sans mérite. Je crois l'auteur professeur en Sorbonne. « Il apparaîtra qu'Athènes, *glorieuse entre toutes les cités* pour avoir exalté la *personnalité humaine*, n'a pas seulement obtenu de merveilleux résultats dans l'ordre politique et social, artistique et littéraire, qu'elle a encore introduit... etc... » Ailleurs : « Si la plupart de ces cités n'ont pas poussé sur le chemin jusqu'à la dernière étape, retenues par un préjugé politique, l'une d'elles, emportée par *l'élan d'une nature généreuse*, guidée par la conscience d'un intérêt supérieur, touchait au but lorsqu'elle fut arrêtée par le Destin. Précocité de la Grèce dans le monde, précocité d'Athènes dans la Grèce.» — Ailleurs encore : « La philanthropie des Athéniens, cette *quintessence de civilisation et de démocratie* leur commanda de haïr le crime avec modération et d'aimer passionnément le malheur... L'histoire de la peine, a-t-on dit, est une abolition constante... Athènes, dans son droit criminel, a rempli une *mission d'affranchissement* humain. Tout ce qui s'est fait de grand dans Athènes a pour source un *individualisme puissant* qui a trouvé son expression sociale dans le régime de la démocratie et son expression juridique dans la théorie de la responsabilité personnelle... En renonçant à sacrifier la justice à la raison d'Etat, les démocrates se prouvaient à eux-mêmes la supériorité de leurs doctrines et servaient noblement leur cause. Intérêt de parti, soit ; mais c'est pour un parti le plus enviable des mérites et la gloire la plus solide que son intérêt se confonde avec celui de la Patrie et de l'Humanité. »

De belles pensées que tout cela. Et je ne trouve pas mal en soi que notre auteur aime Athènes et trouve pour elle des mots pleins d'émotion. Mais tout de même, pour le fond des choses, il faudrait voir, je voudrais voir de près. Peut-être la réalité n'est-elle pas aussi belle. Il y a des mots qui m'inquiètent dans ces éloges, par exemple un mot comme celui-ci : *Esprit de parti.* Ce mot sonne mal, et me met en défiance. J'entends bien que l'intérêt de Parti se confond ici avec l'intérêt de la Patrie et de l'Humanité... Je ne suis pas rassuré quand même. De même quand l'auteur m'assure

qu'Athènes n'a jamais sacrifié la Justice à la *Raison d'Etat*..., je reste sceptique en homme d'une époque démocratique qui voit assez souvent invoquer le *fait du Prince*.

Entre nous, je crois que l'auteur a voulu flatter son époque, la démocratie de nos jours. Et c'est ce qui me peine ; et c'est ce qui me fâche. Si la vérité ne vient pas à notre peuple d'en haut, comme d'une chaire de Sorbonne, d'où lui viendra-t-elle ? Tant de gens ont intérêt à flatter le *Prince*. Notre auteur s'abaisserait-il à le flatter lui aussi ? Il sait bien qu'il y a un envers aux beaux brillants qu'il exalte. Une de ses propres phrases aurait dû pourtant le faire réfléchir : « Athènes, dit-il, emportée par l'élan d'une nature généreuse, touchait au But (ce but c'est la Réforme Pénale ! !) — lorsqu'elle fut arrêtée par le *Destin*... Le Destin ? Seriez-vous mahométan, Monsieur le Professeur ? — Et si, par hasard, ce Destin c'était ce même *individualisme puissant* que, dans un esprit de Parti (c'est vous qui le dites), développe la démocratie athénienne ! N'est-il pas vrai qu'assez souvent, sinon toujours, notre Destin est fait de nos vices ou de nos vertus, de nos qualités innées ou acquises ? Ne croyez-vous pas qu'à un certain moment les habitudes de bavardage, de vaine agitation, l'habitude de trop se complaire en soi-même et de méconnaître ainsi à demi volontairement le caractère des choses, peuvent contribuer à déviriliser un pays et faire ainsi son Destin, en modifiant sa mentalité et par suite sa faculté d'action ?

Et ceci m'amène au second trait de mœurs que je me propose de relever. — Un de nos grands Instituts scientifiques, l'Ecole des Hautes Etudes, fêtait, l'autre jour, un de ses maîtres les plus en vue. Il s'agissait de prendre la parole au nom des anciens élèves. Un homme, un homme autorisé ayant déjà fait ses preuves, maître lui-même, dans la force de l'âge et la pleine maturité de la pensée, avait seul qualité pour remercier en pleine connaissance de cause, avec autorité, ce maître aimé, de la direction sûre et bienfaisante autrefois reçue. — C'est une jeune fille, « une jeune fille infirme, au reste fort intelligente, dit un journal qui relate le fait en s'en étonnant, qui, de sa voix fluette, remercie le maître, en faisant un éloge dithyrambique de l'Esprit critique » ; cet Esprit qui..., cet Esprit critique que..., cet Esprit critique qui est la conscience, et la conscience qui est l'Esprit critique ; et autres sornettes... Eh mon Dieu ! oui ; l'esprit critique s'apprend à l'Ecole, on apprend à se servir de grands recueils et où il faut aller chercher les textes. Mais on peut, sachant tout cela, rester un sot aussi... La vie aussi, et surtout, apprend l'Esprit critique... en nous apprenant que tout

homme est menteur, que l'homme n'est rien de beau, qu'il est ambitieux, égoïste, fourbe, dissimulant sous une phraséologie, qui diffère, suivant les époques, les mêmes calculs et les mêmes visées perverses. L'esprit critique consiste à ne pas être dupe de toutes les grimaces dans le passé comme dans le présent. Et vraiment le maître qui s'évertuerait à enseigner toutes ces choses-là à des âmes frêles et candides de jeunes filles, je ne sais s'il ne mériterait pas, nouveau Socrate, d'être condamné à boire la ciguë comme corrupteur de la jeunesse.

M. von Falkenegg a raison ; l'Occident s'émascule et glisse aux niaiseries.

II

Mais le lecteur trouvera peut-être que je me suis quelque peu écarté de mon sujet et que j'ai perdu de vue et M. Barbagallo et la fin de la Grèce antique. Il me semble pourtant que non. Pour mieux savoir ce qu'était la fin, la fin d'un peuple, j'ai recherché ce qu'était un commencement ; et tout à propos, les débuts du Japon, si pleins de promesses, malheureusement pour nous, se sont présentés à notre esprit, éclairés d'un jour singulier par la très intéressante brochure de M. von Falkenegg, dont je ne saurais trop recommander la lecture. On a pu saisir là sur le vif ce qu'est le commencement d'un peuple, son entrée dans l'histoire. On a vu que c'est essentiellement une confiance en la vie, une vaillance d'action, la volonté héroïque, s'il le faut, de faire de grandes choses.

La Grèce a connu ce moment; et c'est par là qu'elle a été grande. N'en déplaise à M. Glotz (il faut bien que je le nomme) elle a été grande quand elle n'était pas encore une démocratie ou plus exactement une démagogie ; avant que fût développé en elle ce *puissant esprit d'individualisme*, dont M. Glotz s'applaudit, bien qu'il ait livré Athènes, avec sa politique incohérente et basse, au Macédonien.

La Grèce a été en décadence quand elle n'a plus eu ces qualités dont nous parlions, qui sont celles des peuples sains et prospères, et que l'individualisme calculateur l'a condamnée à l'impuissance dans tous les domaines. Les causes de cette décadence sont multiples, formant un réseau très compliqué d'actions et de réactions où il est assez malaisé de se reconnaître ; M. Barbagallo a eu le bon esprit de ne pas prétendre en épuiser le nombre. Que peut faire l'érudit en face de la complexité des choses ? On saisit l'action de

quelques causes générales, on se rend plus ou moins compte que tel ou tel ordre de faits *semble entraîner* telle ou telle conséquence défavorable. Il ne convient pas de pousser l'ambition trop loin.

Il semble bien que la grande injustice de l'Esclavage ait été, pour les Etats de l'antiquité, un véritable chancre rongeur. Un certain sentiment de la dignité humaine et de l'égalité de tous les hommes formant une même espèce, — ce sentiment méconnu, froissé en la personne de l'esclave, a été, de tous temps, un principe de révolte et a contribué à donner aux luttes sociales antiques ce degré de cruauté dont on s'étonne parfois. Encore qu'il ne faille pas trop insister sur ce point. — Puis il y a les guerres continuelles de ces petits Etats entre eux, par lesquelles ils se sont mutuellement affaiblis et qui ont contribué à les livrer impuissants à l'adversaire macédonien et romain. — Enfin, il y a la conquête romaine, suivie d'une exploitation finale éhontée, qui a fini de vouer à l'épuisement économique ces populations éprouvées depuis plusieurs siècles.

Voilà quelques-unes des causes qui préparent la fin de la Grèce.

Ce qui nous intéresse le plus, nous modernes, et nous Français qui très vraisemblablement sommes arrivés à une heure grave de notre histoire, c'est le tableau de cette décadence : impuissance économique ; impuissance politique ; une certaine bassesse intellectuelle qui exclut la production de grandes et fortes œuvres et ne laisse guère prospérer que l'érudition bornée et médiocre, avec un art maniéré assez vide de sentiments et de pensées.

Pour cette partie de sa tâche, M. Barbagallo a parfaitement compris qu'il n'avait qu'à chercher, dans les auteurs antiques, les passages les plus propres à mettre en lumière les vices secrets de cette société qui court à sa ruine, et à les donner tels quels au lecteur. Ils en disent plus long que tous les commentaires ; et ce que nous pouvons faire ici de mieux, pour l'instruction du lecteur, c'est de les reproduire nous-même tout au long.

Ce sont des passages, bien connus des érudits, de Thucydide et de Polybe : deux grands observateurs de l'Antiquité, des hommes d'étude qui ont été mêlés aux affaires de leur temps, appartenant au monde dirigeant, dans les conditions par conséquent les plus favorables pour bien voir, et ayant en plus l'esprit d'observation et même du génie. On peut recommander ces pages aux méditations des politiciens de notre temps — s'ils ont le temps de méditer. Cette application de leur intelligence à des sujets sérieux, cette étude de constatations faites par des hommes certainement aussi intelligents que nous, et aussi expérimentés, et qui paraissent avoir été assez

passablement honnêtes, cette étude ne peut que les faire réfléchir sur eux et sur nous, pour notre plus grand bien à tous.

Voici d'abord un passage de Polybe (XX, 6), sur la corruption éhontée, les fraudes, les fourberies des gouvernants d'alors. Il s'agit en particulier des Béotiens : « Les magistrats interrompaient à l'infini le cours de la justice. Certains stratèges aussi faisaient sur les *deniers publics* des largesses aux *citoyens pauvres*, et cet abus forma la multitude à garder son *amour et ses faveurs* pour ces chefs complaisants, grâce auxquels elle *évitait tout châtiment* au *sujet de ses méfaits* et de ses *dettes* et recevait en outre quelque chose du trésor. Opheltas surtout contribua à cette corruption, en imaginant chaque jour de nouvelles mesures, qui, pour le moment sans doute, *semblaient utiles pour la populace*, mais qui devaient peu à peu perdre l'Etat. » — « Bientôt vient se joindre à tous ces fléaux une habitude également fatale. Les citoyens sans enfants ne laissaient plus leurs biens à leur famille ; ils les destinaient à l'entretien de festins et de fêtes à venir. Un grand nombre même de Thébains, qui avaient des enfants, réservaient pour ces repas la plus forte partie de leur patrimoine ; aussi beaucoup avaient-ils plus de dîners que le mois ne contenait de jours. » En style moderne, on ne faisait plus d'enfants et on banquetait beaucoup.

Voici un passage admirable de Thucydide sur les haines sociales et sur les méfaits sans nombre et si redoutables de l'esprit de Parti. L. III, ch. 82 :

« Plus tard, la Grèce en totalité fut ébranlée. La division régnant partout, les chefs du parti populaire appelaient les Athéniens, l'aristocratie les Lacédémoniens. En temps de paix, on n'aurait eu ni le prétexte ni l'idée d'attirer ces auxiliaires ; mais une fois la guerre allumée et les deux partis acharnés à s'entredétruire, le recours à l'intervention étrangère devint plus facile aux agitateurs. Ces déchirements occasionnèrent aux Etats des calamités sans nombre, calamités qui sont et seront toujours le partage de la nature humaine, quoique, selon les conjonctures, elles puissent varier de violence et de caractère. Durant la paix et la prospérité, les Etats et les individus ont un meilleur esprit, parce qu'ils ne sont pas sous le joug d'une nécessité impérieuse ; mais la guerre, détruisant le bien-être journalier, est un maître brutal, qui règle les passions de la multitude sur les circonstances du moment... Les villes donc étaient en proie aux dissensions, à toutes sortes de maux. Et tous ces maux avaient leur source dans la *fureur de dominer, inspirée par la cupidité et par l'ambition*. Les rivalités éveillées, on en vint bientôt au paroxysme de la passion. Les chefs du Parti prenaient pour mot

d'ordre, ceux-ci l'égalité des droits, ceux-là une aristocratie tempérée ; et sous le masque du bien public, ils ne *travaillaient qu'à se supplanter mutuellement*. Ils donnaient un libre cours à leur *audace* et à leurs vengeances sans nul souci de la justice ou de l'intérêt commun, sans autre règle que leur caprice. Une fois au pouvoir, ils s'empressaient, à *l'aide de sentences iniques* ou *à force ouverte*, de satisfaire leurs inimitiés actuelles sur les uns ou les autres. Ils ne respectaient pas la bonne foi ; mais ceux qui, au mépris des lois divines, réussissaient à commettre quelque noirceur, palliée d'un nom honnête, étaient les plus estimés. Les citoyens qui se tenaient à l'écart tombaient sous les coups des deux partis, soit parce qu'ils refusaient de prendre part à la lutte ; soit parce que l'on était jaloux de leur tranquillité. »

Que devient pendant ce temps l'homme individuel ? Voici : « Ces dissensions remplissent la Grèce de toutes sortes de crimes. La candeur, compagne de la droiture de caractère, devint un objet de risée et disparut ; on éleva bien plus haut la duplicité cauteleuse. Ni langage ne fut assez fort, ni serment assez terrible pour cimenter une réconciliation. Ne pouvant compter sur personne, on cherchait à se mettre à couvert plutôt qu'à faire preuve d'une confiante loyauté. Ceux qui avaient le plus d'avantages étaient les hommes d'une *intelligence bornée*. La conscience de leur inhabileté et du talent de leurs adversaires leur faisant craindre d'être dupes des beaux discours de leurs ennemis ou de leur souplesse d'esprit ; ils allaient droit au but... La nature humaine, secouant le joug du droit qu'elle ne supporte qu'avec impatience, prit plaisir à se montrer douce à la passion, *rebelle à la justice*, *haineuse de toute supériorité*. On put voir alors toute la force malfaisante de l'*envie*. Sous l'empire de la colère les hommes se plaisent à violer les lois tutélaires qui laissent au malheur quelque espoir de salut, au risque de ne pouvoir les invoquer eux-mêmes, si jamais le danger les force d'y avoir recours. »

« Et alors on en vint à changer arbitrairement l'acception des mots. L'audace irréfléchie passa pour un courage à toute épreuve ; la lenteur prudente pour une lâcheté déguisée ; la modération pour un prétexte de la timidité ; une grande intelligence pour une grande inertie. L'emportement aveugle devint le trait distinctif de l'homme de cœur ; la circonspection, un spécieux subterfuge. L'homme le plus irascible fut regardé comme le plus sûr ; celui qui osait lui tenir tête fut déclaré suspect. Les liens du sang étaient moins forts que l'esprit de parti, parce que les associations de parti n'étaient pas formées sous l'égide des lois, mais plutôt contre elles et dans un but

coupable ; elles ne reposaient pas sur la crainte des dieux, mais sur la complicité du crime. La finesse consistait à attirer ses ennemis dans le piège et surtout à l'éluder. Les serments de réconciliation qu'on prêtait quelquefois n'avaient qu'une force passagère, arrachés qu'ils étaient à l'embarras des partis ; mais que l'occasion fût donnée, et le premier qui reprenait courage, en voyant son rival sans défense, l'attaquait plus volontiers en trahison qu'à visage découvert. Il y trouvait deux avantages : l'un de frapper à coup sûr, l'autre de se faire une réputation d'habileté en ne devant son triomphe qu'à l'astuce. Car aux yeux du vulgaire, il est plus aisé aux fripons de passer pour adroits qu'aux simples de passer pour honnêtes (1). »

Pages admirables, psychologie définitive à laquelle on n'a à ajouter rien. Rien, si ce n'est un second passage de Polybe. Il s'agit de l'homme individuel encore. Voici quelque cent cinquante ans après le moment, où Thucydide écrivait les observations qu'on vient de lire, le jugement porté par Polybe, son compatriote, sur ce même Grec dont Thucydide nous a si bien mis l'âme à nu : « Confiez à quelques Grecs chargés du maniement de fonds publics, un talent ; eussiez-vous dix cautions, dix signatures et vingt témoins, il manquera probablement à sa parole ; chez les Romains, ceux mêmes qui ont en leur pouvoir, soit pendant leur magistrature, soit dans les ambassades, une grande somme d'argent, n'ont besoin que d'un serment pour ne pas parfaire à l'honneur ; enfin, tandis qu'ailleurs il est rare de trouver un homme qui s'abstienne de puiser dans les trésors de l'Etat et qui soit pur de toute fraude, chez les Romains, il l'est de trouver un citoyen coupable de ce crime.

« La décadence commença par la passion de dominer et par la jalousie de ceux qui rougirent d'être sans honneurs ; puis par le faste et l'orgueil des particuliers. Le peuple consommera la révolution dès que l'avarice des uns lui semblera léser ses intérêts et que les flatteries des autres l'auront enivré. Alors emporté par la colère et ne prenant conseil que de sa fureur, il refusera d'obéir plus longtemps et de partager avec ses magistrats l'autorité qu'il se réservera toute entière. Après cela, l'Etat aura bien le beau nom de gouvernement libre et de démocratie, mais en réalité, il souffrira du plus affreux des maux, je veux dire l'ochlocratie. »

Cette fois-ci le tableau est complet. De tous les traits, qui caracté-

---

1. — Livre VI, chapitre 56.

risent les époques de décadence, aucun ne manque. C'est bien là la décadence profonde, irrémédiable.

Le remède ? Y-a-t-il une médecine sociale, une thérapeutique ? Grave question que l'on ne peut pas ne pas se poser à propos de l'antiquité, et qui nous touche directement.

Sans se dissimuler la difficulté de la tâche, et le peu que peuvent, pour refaire un organisme épuisé ou empoisonné, les efforts systématiques, l'application rigoureuse d'un régime défini, il est bien certain cependant que, lorsqu'il s'agit du corps social comme pour le corps humain, on peut, dans une certaine mesure, s'abstenir de lui donner par exemple l'aliment qu'on sait par expérience qui lui sera funeste ; qu'on peut, alors qu'il en est temps encore, le détourner de s'engager plus avant dans telle ou telle voie. Polybe ne craint pas d'aborder la question. Et sur ce point encore il y a des pages qui s'imposent à nos méditations. Ces remarques de Polybe ne nous satisferont pas complètement. Sa philosophie un peu courte, le positivisme, qu'elles traduisent, ne lui permettront pas de se placer au véritable point de vue, et feront de sa sagesse une sagesse un peu trop terre à terre et utilitaire. Pour l'observateur des phénomènes sociaux, elles n'en gardent pas moins toute leur valeur. Polybe, dans ce même chapitre 56 du livre III, nous dit expressément « que la principale supériorité des Romains sur les autres peuples consiste dans l'opinion qu'ils se font de la divinité. Ce qui pour les autres hommes devient souvent blâmable, est le fondement même de la puissance romaine, à savoir la crainte superstitieuse des dieux. La dévotion, dit-il, a pris parmi eux de tels développements et pénétré si profondément dans la vie privée comme dans les affaires publiques, qu'on ne saurait rien imaginer au delà ». Le résultat est cette honnêteté profonde du Romain rendue encore plus sensible par le contraste qu'elle fait avec la malhonnêteté du Grec sceptique et profondément irreligieux. « Le Romain n'a besoin que d'un serment pour ne pas manquer à l'honneur. »

« S'il était possible qu'un État se composât seulement de sages, peut-être les terreurs religieuses, tout cet appareil de fictions redoutables, seraient-elles inutiles ; mais la multitude est pleine de légèreté et de passions déréglées, et un penchant aveugle l'entraîne à la colère et à la violence. » Où sera le frein ? Cette force salutaire, capable de défendre l'homme et le peuple contre lui-même et ses entraînements redoutables ? « Ce n'est pas au hasard et sans motifs sérieux que les anciens ont répandu parmi la multitude les doctrines religieuses. *C'est un tort, une grande imprudence que de les rejeter comme on fait aujourd'hui.* »

L'avertissement sérieux à la société romaine triomphante des dangers futurs, qui doivent résulter pour elle de la diffusion de l'esprit grec, de la propagation dans toutes les classes de la société de cet esprit d'individualisme matérialiste qui a si grandement contribué à perdre la Grèce, se trouve nettement donné là dans cette dernière phrase. Et tous les âges, tous les peuples peuvent et doivent en faire leur profit. Si l'on veut que les peuples vivent, il ne faut pas leur vider l'âme de toute haute inspiration *instinctive*. La vertu n'est pas la logique ; toute vertu qui a besoin de se raisonner, est une vertu chancelante ; il n'y a de vertus que les vertus qui s'ignorent, que les instincts élevés et bons. C'est une erreur psychologique et pédagogique grossière, dont il me semble que nous commençons déjà à être punis, que celle qui consiste à vouloir faire tourner toute notre vie morale, individuelle et collective, sur le pivot fragile de la raison raisonnante. Seules les longues et lentes suggestions et autosuggestions, capables d'affecter l'organisme et de former les habitudes profondes dans le subconsciencient, sont les moyens pédagogiques appropriés pour vivre, sans trop d'efforts et trop de défaillances, la vie morale de l'homme vraiment homme.

A cette condition seulement l'action devient sérieuse, efficace, et n'est pas, comme trop souvent de nos jours, une vaine agitation incohérente et factice, bonne seulement pour hâter la décomposition sociale, pour permettre à tous les mauvais virus de pénétrer dans l'organisme et d'y faire leur œuvre de mort. Les buts que l'homme doit se proposer d'atteindre sortent alors tout naturellement des vrais besoins sociaux, des conditions d'existence nouvelles ; et on ne verrait pas, comme de nos jours, mille petits buts accessoires ou artificiels, ou même contraires, venir se juxtaposer à eux, s'entremettre, les reléguer au second plan, augmenter enfin cette extraordinaire confusion, qui ne peut être profitable qu'aux natures mauvaises et dont meurent nos Sociétés.

Ce serait la disparition de ce chancre de nos Sociétés : la politique et les politiciens, la race abominable dont l'action empoisonne le pays, race de médiocres intellectuellement et moralement, incapables de s'élever à l'idée du bien général et qui ne veulent sérieusement que leurs satisfactions propres.

Pour tout esprit consciencieux et réfléchi, et qui veut le salut de son pays, le politicien, comme autrefois le politicien de Thucydide et de Polybe, est l'ennemi ; et la condition préalable de tout effort sérieux de relèvement national est la disparition de cette espèce. Comment pourrait-il en être autrement? C'est un parasite. Son action ne peut être que perturbatrice. Tous les autres travaillent, s'absorbent

dans leur tâche; lui seul ne fait rien, ne sait rien faire. Tous doivent donner pour la plus humble besogne quotidienne des garanties de capacité ; il est censé accomplir la besogne la plus délicate, et il est le seul dont ne soit exigée aucune garantie. Il est censé devoir guider, diriger le travail, et il est hors du travail : mauvais avocat, mauvais médecin, mauvais juge, mauvais charcutier, mauvais épicier. — Comment la Grèce aurait-elle pu résister à 150 ans de cet individualisme corrupteur et par suite meurtrier ? Je le demande à M. Glotz ?

Un des mérites du livre de M. Barbagallo — et ils sont nombreux — c'est justement d'amener le lecteur à se poser — à propos de la Grèce mourante — toutes ces questions, qui ont, comme celles de M. Falkenegg, une importance capitale pour tout l'Occident et tout particulièrement pour la France.

G. Platon

Marchands, Intellectuels et Politiciens

Suite (1)

« Dans les modes de production de la vieille Asie, de l'antiquité en général, écrit Marx (2), *la transformation du produit en marchandise ne joue qu'un rôle subalterne*, qui cependant acquiert plus d'importance à mesure que les communautés approchent de leur dissolution. Des peuples marchands proprement dits n'existent que dans les intervalles du monde antique, à la façon des dieux d'Épicure, ou comme les juifs dans les pores de la société polonaise. Ces vieux organismes sociaux sont, sous le rapport de la production, infiniment plus simples et plus transparents que la société bourgeoise ; mais ils ont pour base *l'immaturité de l'homme individuel* dont l'histoire n'a pas encore coupé, pour ainsi dire, le cordon ombilical qui l'unit à la communauté naturelle d'une tribu primitive, ou des conditions de despotisme et d'esclavage. Le degré inférieur de développement des forces productives du travail qui les caractérise et qui par suite imprègne tout le cercle de la vie matérielle, *l'étroitesse des rapports des hommes soit entre eux soit avec la nature*, se reflète idéalement dans les vieilles religions nationales. »

Ayant transcrit ce passage du *Capital*, si curieux et si suggestif, si j'ouvre le nouveau livre de M. Bergson, *l'Evolution créatrice*, voici ce qu'on y peut lire : « L'instinct est sympathie. Si cette sympathie pouvait étendre son objet et aussi réfléchir sur elle-même, elle nous donnerait la clef des opérations vitales, — de même que l'intelligence, développée et redressée, nous introduit dans la matière. Car, nous ne saurions trop le répéter, l'intelligence et l'instinct sont tournés dans deux sens opposés, celle-là vers la matière inerte, celui-ci vers la vie. L'intelligence, par l'intermédiaire de la science qui est son œuvre, nous livrera de plus en plus complètement le secret des opérations physiques ; de la vie, elle ne nous apporte, et ne prétend d'ailleurs nous apporter, qu'une traduction en termes

---

1. — Voir le numéro 188 du *Mouvement Socialiste*.

2. — *Capital*, p. 31, col. 2.

d'inertie. Elle tourne tout autour, prenant, du dehors, le plus grand nombre possible de vues, sur cet objet qu'elle attire chez elle, au lieu d'entrer chez lui. Mais c'est à l'intérieur même de la vie que nous conduirait *l'intuition*, je veux dire *l'instinct devenu désintéressé*, conscient de lui-même, capable de réfléchir sur son objet et de l'élargir indéfiniment... (p. 192). L'intuition, au premier abord, semble bien préférable à l'intelligence, puisque la vie et la conscience y restent intérieures à elles-mêmes. Mais le spectacle de l'évolution des êtres vivants nous montre qu'elle ne pouvait aller bien loin. Du côté de l'intuition, la conscience s'est trouvée à tel point comprimée par son enveloppe qu'elle a dû rétrécir l'intuition en instinct, c'est-à-dire n'embrasser que la très petite portion de vie qui l'intéressait ; — encore l'embrasse-t-elle dans l'ombre, en la touchant sans presque la voir. De ce côté, l'horizon s'est tout de suite fermé. Au contraire, la conscience se déterminant en intelligence, c'est-à-dire se concentrant d'abord sur la matière, semble ainsi s'extérioriser par rapport à elle-même ; mais, justement parce qu'elle s'adapte aux objets du dehors, elle arrive à circuler au milieu d'eux, à tourner les barrières qu'ils lui opposent, à élargir indéfiniment son domaine. Une fois libérée, elle peut d'ailleurs se replier à l'intérieur, et réveiller les virtualités d'intuition qui sommeillent encore en elle. » (P. 197-198.)

Nous avons rapproché l'échange du concept ; nous avons indiqué quel rôle, selon nous, jouait l'échange dans la vie économique de l'humanité et l'intelligence dans sa vie spirituelle — un rôle, avons-nous dit, à la fois de libération et d'asservissement. Le passage de *l'Evolution créatrice* que je viens de rapporter, rapproché de celui du *Capital*, précise encore et éclaire la question. Car nous voyons quelle portée M. Bergson attribue à l'intervention de l'intelligence dans la vie de la conscience, et cette portée nous semble tout à fait analogue à celle que Marx attribue au développement de l'échange dans la vie économique, à ce qu'il appelle la transformation du produit en marchandise. Ce qui caractérise ces vieux organismes sociaux, dont parle Marx, organismes où l'échange est peu développé, c'est *l'immaturité de l'homme individuel*, c'est *l'étroitesse des rapports des hommes soit entre eux soit avec la nature* ; la vie, pourrait-on dire, y est intérieure à elle-même, elle est concentrée et repliée sur elle-même ; elle n'est pas tournée vers le dehors, mais tout entière ramenée sur sa propre intériorité. Cette vie a la profondeur de l'instinct, mais elle en a aussi l'étroitesse, l'exclusivité, l'immobilisme. De même, selon M. Bergson, une conscience qui s'enfermerait dans l'intuition, ou plus exactement « dont l'intuition se

rétrécirait en instinct », sans doute, aurait l'avantage de rester intérieure à elle-même ; elle garderait toute sa profondeur ; elle ne s'éparpillerait ni ne se disperserait en rien au dehors ; mais aussi... elle n'irait pas bien loin ; son horizon serait tout de suite fermé ; elle n'embrasserait qu'une très petite portion de vie. Que vient donc faire l'intelligence ? L'intelligence vient tirer la conscience de cet isolement, de cette cave, où elle pourrait s'enfermer, et rester plongée dans une torpeur désastreuse ; elle lui fait prendre l'air, la promène dans les rues de la ville ; et, sans doute, la conscience semble ainsi s'extérioriser par rapport à elle-même ; il peut lui paraître qu'elle se perd et devient une agitée, une brouillonne, et que sa vie, plus étendue, plus variée, est aussi plus superficielle et plus inconsistante ; mais justement « parce qu'elle s'adapte aux objets du dehors, elle arrive à circuler au milieu d'eux, à tourner les barrières qu'ils lui opposent, à élargir indéfiniment son domaine ». Et il y a mieux : « une fois libérée, elle peut d'ailleurs se replier à l'intérieur et réveiller les virtualités d'intuition qui sommeillent encore en elle ».

De même, que fait l'échange du producteur particulariste de l'économie naturelle propre à ces vieux organismes sociaux dont nous parle Marx ? On pourrait dire, pour résumer l'opposition en une formule saisissante, que *d'un rural*, il en fait *un bourgeois, un citadin*, c'est-à-dire qu'il transforme un être dont la vie solitaire, toute repliée sur elle-même, était profonde, mais étroite, en un être dont la vie beaucoup plus sociale, plus ouverte, plus agitée et extérieure, est aussi plus superficielle et plus inconsistante, gouvernée tout entière non plus par la coutume et la tradition, dont le rythme est lent et profond, mais par la mode et l'opinion changeantes et frivoles. Et ici, au risque d'être accusé d'abuser des citations, je voudrais rappeler une page de Proudhon : « Si peu que vous soyez au courant des choses de ce monde, écrit-il (1), et que vous regardiez les événements qui chaque jour s'accomplissent, n'est-il pas évident, pour vous, que nous ne vivons point, les uns ni les autres, de la propriété ? Nous vivons d'un fait plus grand que la propriété, d'un principe supérieur à la propriété ; nous vivons de la circulation. Comme la circulation du sang est la fonction mère et motrice du corps humain, ainsi la circulation des produits est la fonction mère et motrice du corps social. Quant à la propriété, elle est submergée, transformée, perdue dans cette circulation. Parlez-moi de la propriété romaine. Là, le père de famille, personnage consulaire ou consul

1. — *Solution du problème social*, p. 149-150.

désigné, vivait, nourrissait les siens du vieux champ patrimonial ; il tirait toute sa consommation du travail rustique ; il ne demandait rien à personne, vendait peu, achetait encore moins, méprisant le commerce, le change et la banque, et tournant ses spéculations à l'agrandissement de sa terre, à l'extension de son domaine. Alors la propriété existait véritablement, car le propriétaire existait par lui-même... Le principe et la fin de la propriété était le propriétaire : le propriétaire était à lui-même production, circulation et débouché : il vivait en soi, par soi et pour soi. Parlez-moi de la propriété féodale qui a duré jusqu'en 89, qui s'était propagée, enracinée profondément parmi les bourgeois et les paysans, mais qui, depuis soixante ans a subi, jusque dans les campagnes, des modifications si profondes. Ici encore... le principe de la division des industries existant à peine, la propriété était tout ; la famille était comme un petit monde fermé et sans communications extérieures... On passait des années entières presque sans argent ; on ne tirait rien de la ville ; chacun chez soi, chacun pour soi ; on n'avait besoin de personne. La propriété était une vérité, l'homme, par la propriété, était complet. C'est à ce régime que s'était formée la forte race qui accomplit l'ancienne révolution. Aussi, voyez quels hommes ! quels caractères ! quelles vigoureuses personnalités ! Auprès de ces natures de fer, nous n'avons que des tempéraments mous, flasques et lymphatiques. Telle était en 89 l'économie générale de la société : l'indépendance des fortunes faisait la sécurité du peuple. Aussi nos aïeux purent-ils supporter dix ans de régime révolutionnaire, soutenir et vaincre les efforts de l'Europe conjurée : tandis que nous, race désappropriée, race appauvrie, avec six fois plus de richesses cependant, nous ne tiendrions pas six mois, non pas à la guerre étrangère, ni à la guerre civile, mais à la seule incertitude !...

« Qu'est-ce donc que la propriété aujourd'hui ? Qu'est-elle devenue ? Un titre, le plus souvent nominal, qui ne tire plus sa valeur, comme autrefois, du travail personnel du propriétaire, mais de la circulation générale. Le propriétaire, aujourd'hui, est un homme qui a des bons du Trésor, des rentes sur l'Etat, de l'argent à la Caisse d'épargne, chez le banquier ou le notaire, des créances hypothécaires, des actions industrielles, des marchandises en magasin, des maisons qu'il loue, des terres qu'il afferme. Quand la circulation est régulière et pleine, la propriété, comme privilège, vaut au propriétaire ; si la circulation est suspendue, le privilège perd son effet ; le propriétaire est à l'instant aussi pauvre que le prolétaire. »

La propriété, en d'autres termes, est devenue *abstraite* ; elle s'est faite valeur d'échange ; elle s'est muée *en chose urbaine* ; elle s'est,

en un mot, *embourgeoisée*. Et l'opposition de l'échange et de la production se ramène à l'opposition de la ville et de la campagne, sur laquelle Sorel, dans ses *Inseignamenti della economia contemporeana*, a proposé des aperçus si neufs et si originaux et dont l'idée, déjà, dominait toute son *Introduction à l'économie moderne*. La ville, en effet, c'est éminemment un lieu d'échange ; c'est le marché, et c'est la foire ; c'est aussi le lieu du Gouvernement, de la Cour ou du Parlement ; la ville, c'est la démocratie et c'est l'Etat, — la démocratie n'étant, comme l'expérience le prouve chaque jour davantage, que l'idée de l'Etat portée à son plus haut degré d'extension et d'expansion ; et c'est enfin le lieu où s'élaborent les idéologies, les *idées abstraites* ; c'est la patrie des Intellectuels, le domicile d'élection de l'Intelligence : en un mot, la ville, c'est tout à la fois l'échange, le concept et l'Etat ; elle est le lieu de concentration des marchands, des intellectuels et des politiciens. Si nous ajoutons que c'est là aussi que se tiennent les prostituées et qu'entre autres marchandises on y voit comme au marché du Landit de ce poète français du XII^e^ siècle, dont Marx parle dans une note humoristique du *Capital* (p. 34, col. 1), « à côté des chaussures, des cuirs, des étoffes, des instruments d'agriculture, des femmes folles de leur corps », nous aurons complété, par un rapprochement bien suggestif et bien caractéristique, notre description, désormais exhaustive, de la ville. Au fait, l'idéalisme — la marchandise qui paraît au premier coup d'œil quelque chose de trivial et qui se comprend de soi-même, est « une chose très complexe, pleine de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques » (*Capital*, p. 28, col. 1) — a toujours été proche parent de la prostitution : c'est là une des thèses essentielles de la philosophie morale de Proudhon, et l'on sait combien Proudhon, resté paysan dans l'âme, aimait peu la ville : « Jusqu'à douze ans, écrit-il dans la *Justice* (p.208-209), ma vie s'est passée presque toute aux champs... J'ai été cinq ans bouvier. Je ne connais pas d'existence à la fois plus contemplative et plus réaliste, *plus opposée à cet absurde spiritualisme qui fait le fond de l'éducation et de la vie chrétiennes*, que celle de l'homme des champs. A la ville, je me sentais dépaysé. L'ouvrier n'a rien du campagnard ; patois à part, il ne parle pas la même langue, il n'adore pas les mêmes dieux ; *on sent qu'il a passé par le polissoir* ; il loge entre la caserne et le séminaire, il touche à l'académie et à l'hôtel de ville. Quel exil pour moi quand il me fallut suivre les classes du collège, *où je ne vivais plus que par le cerveau*, où, entre autres simplicités, on prétendait m'initier à la nature, que je quittais, par des narrations et des thèmes ! Le paysan est le moins romantique, le

moins idéaliste des hommes. *Plongé dans la réalité, il est l'opposé du dilettante* et ne donnera jamais trente sous du plus magnifique tableau de paysage... Le paysan aime la nature pour ses puissantes mamelles, pour la vie dont elle regorge ; *il ne l'effleure pas d'un œil d'artiste* ; il la caresse à pleins bras, comme l'amoureux du Cantique des Cantiques, *veni et inebriemur uberibus*, il la mange... Quel plaisir autrefois de me rouler dans les hautes herbes, que j'aurais voulu brouter comme mes vaches ; de courir pieds nus sur les sentiers unis, le long des haies ; d'enfoncer mes jambes, en rechaussant (rebinant) les verts *turquies*, dans la terre profonde et fraîche ! Que dites-vous de cette existence crottée, monseigneur ? *Elle fait de médiocres chrétiens, je vous assure...* Depuis, il a bien fallu me *civiliser*. Mais l'avouerai-je ? le peu que j'en ai pris me dégoûte. Je trouve que dans cette prétendue civilisation, saturée d'hypocrisie, la vie est sans couleur, ni saveur, les passions sans énergie, sans franchise, l'imagination étriquée, le style affecté ou plat. Je hais les maisons à plus d'un étage, dans lesquelles à l'inverse de la hiérarchie sociale les petits sont guindés en haut, les grands établis près du sol ; je déteste, à l'égal des prisons, les églises, les séminaires, les couvents, les casernes, les hôpitaux, les asiles et les crèches. Tout cela me semble de la démoralisation. »

Nous voyons ici Proudhon considérer, tout comme Marx, le christianisme comme une religion abstraite, une religion de la ville, la religion de la bourgeoisie marchande ; et, d'une façon générale, envisager toute la civilisation urbaine comme marquée au coin de l'abstraction et, par suite, de la fausseté, de l'irréalité et de l'hypocrisie. On sent dans cette page tout le dégoût, toute la répugnance qu'inspire à un rural l'existence factice, artificielle et décolorée des citadins. L'ouvrier lui-même, aux yeux de Proudhon, est un bourgeois ; *il a*, comme il dit, *passé par le polissoir ;* il s'est *civilisé*. Il n'a plus rien du campagnard. Et ceci est bien suggestif. On pourrait dire, en effet, que l'ouvrier, en tant que création purement urbaine, conçoit la vie sur un type beaucoup plus rapproché du *type bourgeois* que du *type paysan*, si l'on convient d'appeler, — et c'est là, au fond, ce qu'il y a d'essentiel dans *l'idée de bourgeois*, — *type bourgeois de vie*, une vie qui n'est pas ramassée solidement et concentrée autour du travail et de la production, une vie dans laquelle au contraire le travail est considéré comme une corvée avilissante dont il faut au plus tôt se libérer, par suite une vie qui tend incessamment à s'élever des régions concrètes, précises, nettement déterminées, *de la production*, là où domine un principe intérieur, une subordination de l'immédiat au lointain, du présent à

l'avenir, et, partant, un sentiment juridique énergique et vivace, vers les régions abstraites, imprécises, aux contours indéterminés, *de la consommation pure*, là où l'avenir, au contraire, est perpétuellement sacrifié au présent, le lointain à l'immédiat, dans la fiévreuse et inquiète soif de jouissances toujours nouvelles. Corbon, dans son *Secret du peuple de Paris*, nous donne précisément comme caractéristique de l'ouvrier parisien qu'il n'a pas le goût ni l'amour de son métier, en qui il voit bien plutôt une corvée abrutissante ; c'est un grand idéaliste, un Don Quichotte même de l'idéalisme, toujours prêt à s'enflammer pour toutes les grandes et nobles causes, à embrasser les idées générales les plus hautes, à se faire le soldat de la Justice et de la Vérité. Par conséquent, ajouterons-nous, le compagnon-né du bourgeois libéral, démocrate et révolutionnaire, la dupe prédestinée de l'illusion démocratique, de l'idéologie humanitaire, on peut dire aujourd'hui dreyfusarde, ce mot ayant acquis un sens merveilleusement symbolique, et du jaurésisme, ce dernier produit de l'évolution des idées... modernes concentrant en lui d'ailleurs tout le vide fumeux de l'abstraction pseudo-révolutionnaire-messianiste bourgeoise et tout le néant de *la phrase* révolutionnaire bourgeoise servant à dissimuler les réalisations les plus pratiques et à couvrir les réalités les plus grossières et les plus... juives. Victime de la mode, comme le bourgeois. Changeant, mobile, fantasque, romantique, comme le bourgeois. Avide de jouissances immédiates, de spectacles et de fêtes, comme le bourgeois. Véritable *enfant*, à bien des points de vue, de tête peu solide, aimant se nourrir des abstractions les plus abstruses, amoureux des métaphysiques les plus folles, de *l'abracadabra* démocratique comme de *l'abracadabra* anarchiste, les deux faisant la paire, — comme le bourgeois. L'homme, en un mot, de la démocratie, le croyant de l'Etat, en qui il voit une Providence laïque, chargée de réaliser le paradis terrestre et de rendre immanentes les promesses du christianisme ; le dévot, enfin, de la Science, de la science abstraite et cosmologique, de la science qui, alliée au pouvoir, doit résoudre le problème du bonheur humain, faire disparaître tout mystère et tout tragique de la vie, pour la couler dans la plate transparence et l'insipide limpidité d'un rationalisme primaire, antipoétique, antimétaphysique et antivital. Ce serait, comme dit Nietzsche, « la mort du mythe », du mythe sans lequel « toute culture est dépossédée de sa force naturelle, saine et créatrice ». Et « que l'on considère à présent l'homme abstrait, *privé de la lumière du mythe*, l'éducation abstraite, la morale abstraite, le droit abstrait, l'Etat abstrait ; ... qu'on imagine une culture n'ayant pas de foyer

originel fixe et sacré, mais condamnée, au contraire, à épuiser toutes les possibilités et à se nourrir péniblement de toutes les cultures — c'est là le présent ; c'est le résultat de cet esprit socratique qui s'est voué à la destruction du mythe. Et au milieu de tous les restes du passé, l'homme *dépourvu de mythes* demeure éternellement affamé, creusant et fouillant pour trouver quelques racines, lui fallût-il les découvrir en bouleversant les antiquités les plus lointaines. Que signifie ce monstrueux besoin historique de l'inquiète culture moderne, cette compilation d'autres innombrables cultures, ce désir dévorant de connaître, sinon la disparition du mythe, la perte de la patrie mythique, du giron maternel mythique ? Que l'on dise si les contorsions sinistres et fébriles de cette culture sont autre chose que le geste avide de l'affamé se jetant sur de la nourriture — et qui voudrait apporter encore quelque chose à une telle culture, irrassasiable, quoi qu'elle absorbe, et transformant, dès qu'elle y touche, les aliments les plus substantiels et les plus salutaires en « Histoire et Critique » ? (*Origine de la Tragédie*, p. 208-209). Et dire que nos bons et excellents bourgeois dreyfusards, pris d'un beau zèle démocratique, ont voulu, dans leurs Universités populaires, inoculer aux ouvriers le virus mortel de cette « inquiète culture moderne », de ce « monstrueux besoin historique » ! Il fallait toute la naïveté, ou toute la roublardise, ou toute la sottise, comme on voudra, de nos intellectuels pour tenter cette entreprise absurde et criminelle : faire défiler, tous les soirs, devant nos ouvriers, la procession des cultures et des idées, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, dans une sorte de cinématographe intellectuel. Et voilà bien le triomphe de ce mécanisme cinématographique qui, selon M. Bergson, caractérise l'intellectualisme ! Mais aussi quel ouvrier pouvait se prêter à une telle entreprise, sinon l'ouvrier urbain, et, plus encore, le petit bourgeois urbain, sur qui, d'ailleurs, trop souvent, l'ouvrier tend à se modeler ? L'employé, le petit boutiquier, le petit fonctionnaire, l'ouvrier à demi-embourgeoisé, — cette clientèle-née des partis démocratiques, cette *plèbe* des villes, de désirs modestes et de vie médiocre, à qui le socialisme d'Etat va comme un gant, — ce furent là les assidus de ces Universités populaires dont on fit tant de bruit et qui avortèrent si heureusement au milieu d'une indifférence ouvrière impossible à qualifier autrement que de providentielle.

Car, grâce à elle, dans notre démocratie, où tout, déplorablement, se mêle et se confond, où, par suite, tout s'embourgeoise, et tombe à cette médiocrité plate et bête à faire pleurer de la culture du journal à un sou et à six pages — quelque chose d'intact, de neuf et

d'*incivilisé* a pu subsister, quelque chose de séparé, de solitaire, une réserve non entamée de forces vierges, rudes et frustes, qui pourront créer l'avenir ; grâce à elle, parmi notre civilisation pourrie d'intellectualisme, sursaturée de théories et privée, comme dit Nietzsche, de la lumière du mythe, quelque chose est resté indemne, une classe qui a concentré toute sa vie spirituelle et morale, non, précisément, dans une *théorie*, dans une *doctrine*, mais dans un mythe, un mythe grandiose et sublime, le mythe de la grève générale.

Le syndicalisme révolutionnaire, avons-nous dit, est une philosophie de producteurs ; c'est la création d'une classe bien nettement déterminée de la société moderne, le prolétariat issu de la grande industrie. Or, qu'est-ce qui caractérise précisément la grande industrie ? Proudhon la comparait déjà à une sorte de « terre nouvelle » découverte par le génie social ; et il assimilait ce qu'il appelait les compagnies ouvrières, à des « colonies » envoyées sur cette terre nouvelle pour la mettre en valeur. Nous nous trouvons ici, en effet, en présence d'une création entièrement originale, d'un fait bien *nouveau*, et, par suite, d'une *donnée* dont la portée révolutionnaire est tout à fait décisive. La grande industrie est une chose qui n'est ni rurale ni urbaine, mais qui, pourrait-on dire, participe de la campagne et de la ville : elle n'a pas l'exclusivité, l'immobilisme, le conservatisme de la propriété rurale, refermée jalousement sur elle-même et close pour le monde extérieur, comme une monade de Leibnitz ; elle est, au contraire, ouverte, mobile, en perpétuelle transformation et inquiétude de progrès, comme une chose urbaine ; et, en même temps, elle a, si j'ose ainsi m'exprimer, la profondeur de vie intérieure, la concentration sur soi-même d'une chose rurale. L'ouvrier de la grande industrie, — prenons, si vous voulez, l'ouvrier métallurgiste, — comparé au paysan, apparaît ainsi comme le type d'une humanité nouvelle et supérieure, qui a perdu le caractère routinier, misonéiste, étroitement individualiste du paysan et qui en a gardé le sens de la vie intérieure, l'amour aigu de la liberté et de l'autonomie ; je dirais volontiers que de son passage à la ville — nous avons vu déjà que ce sont les marchands qui ont promu le capitalisme, lequel évolue de formes d'abord purement commerciales et usuraires à des formes de plus en plus industrielles (1), et l'on sait que c'est en quelque sorte à l'ombre des villes et dans leur

1. — Voir, à ce sujet, les développements si intéressants de Sorel dans ses *Saggi di critica del marxismo*.

rayon que se créèrent les premières manufactures — l'ouvrier de la grande industrie a dépouillé tout particularisme ; il a fait comme la conscience de M. Bergson, qui, d'abord rétrécie en instinct, gagne ensuite à se déterminer en intelligence, la faculté « d'élargir indéfiniment son domaine, et, une fois libérée, de se replier à l'intérieur » ; en termes hégeliens, on pourrait dire encore qu'il est passé de la *particularité sensible* à l'*universel réel*, à travers l'*universel abstrait*, et, pour reprendre l'image de Marx, qu'il a coupé « le cordon ombilical qui le rattachait à la communauté naturelle ».

On voit par là, pour le dire tout de suite, l'erreur énorme de ceux qui voient dans le syndicat une sorte de résurrection de l'ancienne corporation, et dans le syndicalisme je ne sais quelle caricature de l'ancien corporatisme. L'ancienne corporation, institution féodale, était pénétrée d'un esprit de caste jaloux et très exclusiviste ; *c'était une caste*, et une caste étroitement fermée, ombrageuse à l'endroit de ses privilèges. « La forme naturelle du travail, *sa particularité* — et non *sa généralité*, *son caractère abstrait*, comme dans la production marchande — en était aussi la forme sociale », écrit Marx dans le *Capital* (p. 30, col. 2). Dira-t-on que maint syndicat moderne montre aussi des tendances étroitement corporatives et un esprit qui rappelle étrangement l'ancien esprit de caste ? Cela est vrai, mais il faut tout de suite observer que la chose se rencontre surtout en Angleterre, pays où survivent encore, nous l'avons vu, des idées médiévales, par un enchevêtrement des deux idéologies féodale et marchande, et, ajouterons-nous, *pays qui ne présente encore aucune trace de syndicalisme révolutionnaire et où la lutte de classe, prise dans son sens profond et vraiment marxiste, est pour ainsi dire presque encore entièrement inconnue.* « Il serait absurde, écrit Proudhon (1), de s'imaginer qu'avec l'esprit des sociétés modernes, avec le tempérament que la Révolution française, le progrès des sciences, des arts et de l'industrie, la rapidité des communications internationales, ont refait au prolétariat et développent tous les jours, ces gigantesques travaux puissent s'entreprendre et se mener à fin, sans qu'il en résulte, sinon l'émancipation complète, au moins une élévation notable des classes ouvrières. La spéculation, occupée à réaliser ses primes ; le gouvernement, absorbé par les soins de sa conservation, n'y réfléchissent pas. Mais depuis quand les révolutions attendent-elles, pour s'accomplir, les prévisions des hommes ? Qu'on ne s'y trompe pas : *l'organisme industriel, détruit*

1. — *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, p. 481. Considérations finales.

en 89, n'a disparu que pour faire place à un autre, plus profond, plus large, dégagé de tout privilège, et retrempé dans la liberté et l'égalité populaire. Ce n'est pas une vaine rhétorique qui le déclare, c'est la nécessité économique et sociale. Le moment approche où nous ne pourrons plus marcher qu'à ces conditions nouvelles. *Jadis, gouvernement, capital, propriété, science, jusqu'au travail, tout était caste ; maintenant tout tend à devenir peuple.* » Et parmi les bases sur lesquelles sont constituées les associations ouvrières, la première que Proudhon détermine est celle-ci : faculté illimitée d'admettre sans cesse de nouveaux associés ou adhérents ; conséquemment, perpétuité et multiplication à l'infini des compagnies et *caractère universaliste* de leur constitution.

Nous sommes donc loin de tout esprit de caste ; et l'on ne peut rapprocher le syndicat moderne de l'ancienne corporation sans une méconnaissance totale des énormes transformations historiques qui, de la forme particulariste, ossifiée, pétrifiée, et comme figée en instinct, ont élevé le travail, à travers l'universalisme abstrait de la production marchande, jusqu'à l'universel réel de la forme syndicale : c'est l'instinct qui, grâce à son immersion dans l'intelligence, devient *désintéressé*, et s'appelle intuition. On a souvent fait observer que le syndicalisme révolutionnaire, pour naître et se développer, présupposait un Etat démocratique complètement mûr, parfait, achevé, comme il l'est en France, par exemple ; et il est de fait que c'est en France seulement que le syndicalisme, jusqu'ici, a pris une forme et une allure aussi nettes, aussi pures, aussi précises. La raison en est simple : c'est que la Révolution française a, d'un coup de balai gigantesque, fait disparaître tous les vestiges de la féodalité et déblayé le terrain social de toutes les broussailles, de tous les taillis, de tous les fourrés qui l'encombraient et derrière lesquels se tapissait, inerte et routinier, l'esprit de caste ; la Révolution française a accompli une concentration, une unification, une simplification sociales formidables ; et l'on peut dire qu'elle a porté *la notion d'Etat* à sa perfection, à une perfection toute classique, une perfection type, où l'*imperium romanum* lui-même n'avait pas atteint. Il n'est donc pas étonnant que, devant cet Etat démocratique et en vertu d'une sorte de loi des contrastes, se soit dressé le syndicalisme révolutionnaire, lui qui, précisément, est la négation la plus hardie qu'on ait jamais faite de l'Etat. Il faut, pour que les êtres comme les choses, et les êtres collectifs, comme les individus, parviennent à leur pleine réalité juridique et métaphysique, des oppositions violentes : ainsi le veut la loi même de la vie, qui est l'antagonisme universel.

Les esprits plats, évolutionnistes, libérâtres médiocres, sages d'une sagesse courte et professorale, reprochent souvent à la France ce caractère entier, absolu, révolutionnaire. Elle n'aurait pas dû faire la Révolution ; on aurait dû accomplir les réformes nécessaires, marcher doucement, évoluer pacifiquement et légalement. Nous connaissons cette façon... de déraisonner. Nos socialistes réformistes nous en ont assez servi de ces ratiocinations pâlottes et exsangues d'esprits anémiques ! C'est au contraire l'étrange et inappréciable grandeur de la France — ce caractère entier, absolu et révolutionnaire. Nietzsche dit quelque part que pour rencontrer des chrétiens parfaits, comme aussi des anticléricaux parfaits, il faut les chercher en France. Pensez à Pascal, pensez à nos Encyclopédistes. Jamais peuple ne fut aussi guerrier, aussi militariste, que le peuple français ; et voici que, dans ce même peuple, surgit la négation la plus crue de l'armée et du militarisme. Tout chez nous prend une forme extrême, tant dans la vie religieuse et intellectuelle que politique et sociale. Ailleurs, au contraire, tout reste mêlé, confondu, amorphe, sans parvenir jamais à cette pleine réalité, à ce plein relief ; l'ancien subsiste sous le nouveau ; on n'arrive jamais à rien digérer. Voyez l'Angleterre : mélange bizarre de féodalisme sous-jacent à l'universalisme marchand ; démocratie pleine de vestiges d'un passé aristocratique ; voyez l'Allemagne : démocratie superficielle, plaquée artificiellement sur une constitution foncièrement absolutiste ; voyez la Russie : pays à moitié oriental, immergé soudain dans la civilisation occidentale par la volonté d'un tzar et détraqué par cette brusque immersion au point qu'on ne saurait dire où il aboutira. Cette *précision* française, ce *classicisme* rappellent la précision grecque ou latine, le classicisme antique ; et de même que les Grecs ont donné à l'art et à la philosophie, les Romains à la guerre, à l'administration et au droit des formes d'une admirable et éternelle précision, on pourrait dire que la France donne au monde, en particulier dans le domaine de l'action sociale et politique, des modèles d'une perfection tout aussi classique. Demandez-vous plutôt ce que seraient nos fameux Congrès socialistes internationaux, si la France n'y venait sans cesse, par la hardiesse et la nouveauté de ses initiatives historiques, renouveler et comme rafraîchir les problèmes ? On a quelque peine à se l'imaginer, la pensée du socialisme international s'étant depuis longtemps endormie dans la fastidieuse répétition de formules vides de sens et son action étant devenue une routine non moins fastidieuse et non moins dépourvue d'esprit.

Ce rôle singulier de la France explique la situation singulière du socialisme français dans le socialisme international : à Stuttgart, il

est apparu clairement qu'à l'étranger on ne comprend rien à la manière dont actuellement le problème socialiste est posé chez nous ; on peut même dire qu'il y a dans le socialisme international une touchante unanimité pour ne pas comprendre, et, par suite, blâmer le socialisme français ; notre *Confédération générale du Travail*, ses idées et sa tactique, ont été mises sur la sellette : on a vu le succès qu'elles ont obtenu, un succès général d'étonnement, d'effroi et de vive improbation. Et l'on pouvait causer avec un étranger, socialiste ou non : on s'apercevait immédiatement combien le syndicalisme révolutionnaire lui semblait une chose étrange, paradoxale et surtout incompréhensible. C'est qu'évidemment, pour *arriver*, si j'ose ainsi m'exprimer, au syndicalisme révolutionnaire, il faut que *les notions sociales* aient subi une élaboration, une analyse historiques complètes qu'elles n'ont encore subi, jusqu'ici, qu'en France ; il n'y a qu'en France en effet, je le répète, où la notion de l'Etat, par exemple, parvenue à toute sa perfection historique, ait subi dans la conscience ouvrière, le déclic formidable que l'on sait ; on peut dire que, pour une portion croissante de la classe ouvrière française, *l'Etat est mort* ; il s'est produit cette chose énorme, cet événement de portée incalculable, la mort de cet être fantastique, prodigieux, qui a tenu dans l'histoire une place si colossale ; un vide s'est fait, comme un trou, — l'Etat est mort ; et le socialisme international, qui, lui, croit encore en l'Etat de toute son âme, entendant parler de cet incroyable événement, se recule effrayé, tout plein d'une horreur religieuse. Cet athéisme nouveau lui fait l'effet d'un enfantillage ; la jeunesse seule lui semble excuser la hardiesse d'un tel blasphème : « Ces Français, pense-t-il en lui-même, seront d'éternels Gavroche ! On ne saurait les prendre au sérieux » et, en attendant, sans doute pour racheter notre péché, il jure, pieusement, que, quant à lui, il n'a jamais songé à *détruire* l'Etat, mais à le *conquérir* pour en changer le contenu.

C'est que la notion de l'Etat est une notion bourgeoise, la création, nous l'avons dit, de la bourgeoisie marchande et intellectuelle ; et le socialisme international est bourgeois jusque dans les moelles ; il est la manifestation suprême de la démocratie bourgeoise ; on chercherait en vain, dans un Congrès socialiste international, quelque chose qui fasse songer à la classe ouvrière ou qui la rappelle même de loin ; on se trouve dans une sorte de vaste Parlement bourgeois, avec tout ce qu'un Parlement comporte : séances sensationnelles, discours des forts ténors, intrigues de couloirs, et toutes les manifestations diverses habituelles à ce genre de marché ou de foire ; une foire cosmopolite bourgeoise, voilà tout ce qu'est, en effet, un

Congrès socialiste international : et comment tous ces *marchands* de et en socialisme comprendraient-ils l'action et les idées de notre Confédération générale du Travail ? Tous ces *parlementaires*, tous ces *intermédiaires*, tous ces *improductifs*, mis en présence d'idées propres à la classe ouvrière, et face à face avec une philosophie de la production — comment comprendraient-ils ? Et comment, en particulier, saisiraient-ils la portée d'une conception comme celle de la grève générale, qui est la conception *ouvrière* par excellence, celle qui est la plus spontanée à la classe productrice et qui s'oppose de la manière la plus saisissante à la conception traditionnelle du socialisme politique de la conquête des pouvoirs publics ? Ici, il n'y a plus de doute possible : c'est la négation absolue de l'Etat ; c'est l'organisme industriel se débarrassant de sa carapace politique et émergeant en pleine lumière, au premier plan, dans une absolue indépendance ; c'est le producteur, enfin, qui, se dégageant de la tutelle parasitaire de tous les non-producteurs, dont l'Etat est en quelque sorte le lieu géométrique et le centre de gravitation, passe au premier rang, fait la loi, donne le ton, et sculpte la société tout entière à son image.

L'idée de la grève générale, dis-je, est une idée propre à la classe ouvrière : j'aurais dû ajouter, pour être plus exact, *à la classe ouvrière française*, qui, jusqu'ici, paraît être la seule, ou à peu près, à en avoir saisi la portée ; on pourrait même dire que c'est là *sa création ;* une idée qu'elle a produite d'elle-même, couvée, élaborée en son sein ; une idée qui a émergé des profondeurs de son âme et qu'elle n'a pas cessé de développer, de creuser et de mûrir chaque jour davantage ; une idée, enfin, qui constitue, — pour reprendre les expressions de Nietzsche, — « sa patrie mythique, son giron maternel mythique ». Et cela, vraiment, est singulier ; car on a le sentiment aigu qu'on se trouve en présence d'une idée tout à fait originale, ou plutôt — le mot idée est trop intellectuel encore, trop superficiel, trop insignifiant — *d'un état d'âme collectif* absolument nouveau, *d'une intuition sociale* entièrement neuve, impliquant la fin de l'ancien monde et l'ouverture d'une ère nouvelle ; on a le sentiment, en d'autres termes, qu'avec ce mythe de la grève générale, on a quitté enfin la terre bourgeoise pour toucher le tuf de la terre socialiste ; qu'on se trouve face à face avec le *socialisme* et que, décidément, cette fois, on est passé de l'échange à la production. Et plus on a ce sentiment, plus on reste étonné devant cette création de la classe ouvrière française : comment se fait-il, se demande-t-on, qu'elle ait été la seule jusqu'ici où cette idée ait mûri ? Tout ce que nous venons de dire est déjà une réponse implicite à cette question ;

mais il ne sera pas inutile d'insister : car nous allons être amené à examiner les problèmes les plus fondamentaux du socialisme, à scruter jusque dans son fond le plus intime la pensée socialiste, et à poser les prémisses de cette philosophie de la production dont, selon nous, le mouvement ouvrier est l'instrument de réalisation.

(A suivre.) Edouard Berth.

LES SYNDICATS OUVRIERS

La Crise syndicaliste en Belgique

Les lecteurs du *Mouvement Socialiste* sont au courant des principales phases de la crise récente du syndicalisme en Belgique (1). Je voudrais, en ma qualité de simple ouvrier, ajouter quelques renseignements qui sont peut-être de nature à mieux faire comprendre ce qui se passe chez nous.

Et d'abord, comment est né en Belgique un mouvement de neutralité à l'égard des partis politiques, qui, pour avoir pris des formes diverses, n'en est pas moins un fait significatif ? Par une réaction de quelques syndicats contre les tentatives des partis politiques bourgeois pour capter les organisations ouvrières. Ces tentatives ont été suscitées par les progrès accomplis par le Parti Ouvrier dans les milieux prolétariens. En Belgique, le parlementarisme, depuis l'entrée en scène du parti socialiste, a pris une importance indéniable aux yeux de la classe ouvrière. Le Parti Ouvrier, par son travail parlementaire, par l'énergie de ses nombreux militants, a conquis une force considérable dans la classe ouvrière, et en a imposé singulièrement aux partis bourgeois. C'est alors que ceux-ci, à leur tour, ont cherché à organiser les travailleurs dans le sens de leur politique et à les arracher à l'influence du P. O. Et comment ont-ils espéré parvenir à leurs fins ? En créant des organisations syndicales inspirées par leurs partis. C'est ainsi que, dans les statistiques syndicales belges que l'on a pu lire dans cette Revue, on trouve des *syndicats catholiques* et même des *syndicats libéraux*, tous opposés aux *syndicats socialistes* du P. O.

L'inconvénient d'une pareille tactique, c'est qu'elle divise la

---

1. — Voir les articles d'E. David dans les numéros 184 et 185 du *Mouvement Socialiste*.

classe ouvrière contre elle-même, au plus grand profit du capitalisme. Contre cela, un certain nombre de syndicats ont commencé par s'insurger. Les diamantaires d'Anvers ont été à la tête de ce mouvement vers l'indépendance syndicale. Les tisserands de Verviers, les verriers de Charleroi, organisés depuis assez longtemps sur le terrain de la neutralité, les ont suivis. Je ne reviendrai pas sur les débats récents qui ont eu lieu, en Belgique, sur cette question de la neutralité. Je noterai seulement que le désir d'un nombre toujours croissant d'ouvriers belges est de ne faire le jeu ni de la politique parlementaire d'un parti, ni de la politique anti-parlementaire anarchiste, mais de rester sur un terrain *a-parlementaire* et d'avoir leur *action propre de classe*. C'est le fond même du *syndicalisme*.

Cette tendance, qui, toute neuve encore en Belgique, finira probablement par triompher tôt ou tard, a du moins l'avantage de tenir autrement compte des faits que celle qui voudrait faire des syndicats des tremplins électoraux. Et je retiens cet aveu que Baeck, des métallurgistes, faisait, il n'y a pas longtemps : « Le jour où nous saurons faire des efforts de propagande pour nos organisations, aussi grands que ceux des grandes batailles électorales (1), nos syndicats deviendront tellement puissants que les riches d'en haut devront bien rendre leur superflu pour faire disparaître la misère des pauvres d'en bas. » (*Le Peuple*, 13 juin 1906.)

C'est ce qu'il faudrait comprendre. Malheureusement la plupart des militants du P. O. ont cru voir dans ces revendications de *l'autonomie syndicale*, l'intention perverse de paralyser l'activité du parti socialiste. Que parle-t-on de décentraliser le mouvement ouvrier et de rendre leur indépendance aux syndicats ! Ce serait, dit Vandervelde, *vider le P. O. comme un œuf*. C'est pourquoi on préconise la méthode éclectique, la méthode intégraliste selon Enrico Ferri, qui fait un amalgame de tout et brouille tout.

Pourtant en groupant les ouvriers sur un terrain où ils n'auront pas à s'occuper de la politique électorale — cette *pourvoyeuse de haine* — on ne va pas contre l'idéal du socialisme, mais on tend au contraire à réaliser *l'unité de la classe ouvrière*. Les meilleurs par-

---

1. — Il faut reconnaître cependant que, selon sans doute cette loi qui se dégage de l'histoire et qui veut que tout ce qui vit et se meut, en fait de groupement social, subit à certains moments des heurts incompressibles, le P. O. a été enclin à commettre de graves erreurs, notamment à négliger le domaine économique pour celui de la politique proprement dite.

tisans de la neutralité des syndicats à l'égard des partis politiques sont explicites sur ce point. « La neutralité syndicale, disait Roméo, des diamantaires d'Anvers, amènera peu à peu les ouvriers au socialisme. Les syndicats sont l'école primaire du socialisme. Il y a des socialistes anversois qui ont été jusqu'à dire : *Vous serez affiliés au P. O., ou vous ne serez pas organisés du tout* ! — Les ouvriers catholiques et libéraux prétendent *qu'il n'y a pas plus lieu de verser des cotisations à un parti politique que de subsidier des œuvres religieuses.* » (*Peuple*, 18-19 octobre 1906) (1).

Et J. Roggeman, directeur du *Travail*, organe syndicaliste de Verviers, dit à son tour :

Si nous avons toujours défendu, jusqu'à présent, l'indépendance de nos syndicats, ce n'est pas, comme certains ont pu le croire, en vertu de quelque dogme sociologique, mais parce que nous estimions que, dans les circonstances où nous étions placés, cette indépendance était la condition essentielle de l'existence de l'*unité syndicale*, indispensable elle-même à toute action effective...

E. Vandervelde, disait naguère qu'en généralisant le système neutraliste, on viderait le Parti Ouvrier comme un œuf. La figure est suggestive ; mais tout en différenciant la neutralisation à outrance de notre système, qui consiste plus simplement à ménager au moins l'*unité syndicale*, force nous est de remarquer que les catholiques conservateurs font précisément la guerre à la neutralité de nos syndicats parce qu'elle leur paraît favoriser l'action socialiste plus efficacement que ne pourraient le faire des syndicats affiliés.

Et ils mettent tout en œuvre pour provoquer la désertion des syndicats libres par les ouvriers catholiques ; ils tentent de constituer des syndi-

---

1. — Je signale, à titre documentaire, ce que disait, dans une conférence contradictoire sur l'affiliation au P. O. ou la neutralité, faite à Verviers par les soins de la *Fédération des Apprêts*, M. Tschoffen, avocat, démocrate chrétien :

« L'affiliation au Parti socialiste, c'est l'acceptation du programme socialiste. Pouvez-vous exiger de tous les ouvriers qu'ils souscrivent à ce programme. Je ne discute pas les points de ce programme. Il en est plusieurs sur lesquels nous sommes certainement d'accord. Mais il est certain qu'il existe une masse restée hostile au socialisme. Aux ouvriers qui la composent, vous ne pouvez imposer, pour devenir syndiqués, l'obligation de renier leurs croyances. Je le répète. La question est de savoir si oui ou non les ouvriers non socialistes ont le droit d'être syndiqués, si le socialisme a le droit d'imposer sa doctrine à ceux qui veulent se syndiquer dans le seul désir de défendre leurs intérêts communs ! Vous devez être les premiers à respecter la liberté de conscience, qui est, en fin de compte, la victoire de la faiblesse. »

cats à eux, sous le couvert d'une fausse démocratie. S'ils réussissent, pourtant, ces syndicats auront un pendant inévitable : le syndicat socialiste. Et ce sera la fin du syndicat *neutre*. Nous ne pouvons nous en réjouir, parce que ce sera peut-être la fin du syndicat tout court.

Quelles objections les représentants du P. O. ont-ils faites à ce mouvement de la neutralité, qui, encore une fois, n'est neutre qu'au sens de l'affiliation à tel ou tel parti, mais non au sens de revendication d'un idéal de classe, puisqu'il entend se constituer *sur les bases de la lutte de classe* ?

J'ai indiqué plus haut celle de Vandervelde. Il a souvent déclaré que sans les syndicats le parti ne serait rien et que sans le parti les syndicats ne seraient pas socialistes. Son opinion est bien connue : je n'insiste pas. Elle consiste — si je ne me trompe — à nier la *vertu révolutionnaire propre* des syndicats organisés selon les méthodes syndicalistes.

Louis Bertrand, député de Bruxelles, que nous pouvons placer à l'extrême droite du P. O., écrivait, de son côté, dans le *Peuple* du 31 décembre 1906 :

Un syndicat ouvrier peut-il réaliser son but par sa seule force organisée ?

Et l'on doit répondre : non !

Je dirai donc aux partisans de la neutralité :

Vous rêvez une organisation syndicale autonome, refusant de se prononcer pour l'un ou l'autre parti politique : c'est là un rêve impossible, si vous ne voulez pas être impuissants à bien des égards.

Voyez ce qui s'est produit en Angleterre, chez les pères du syndicalisme en Europe.

Pendant longtemps, les trade-unions ont cru résoudre le problème du travail par la seule force syndicale. L'expérience a prouvé que cette force était insuffisante, qu'elle manquait des moyens vraiment efficaces et, peu après, malgré des préjugés demi-séculaires, les Trade-Unions sont arrivées à prendre parti, bien mieux, à constituer un parti, celui du Travail.

Il en résulte que parler aujourd'hui d'une organisation autonome, de la neutralité du mouvement syndical — ou syndicaliste, comme on dit aujourd'hui — c'est recommencer sur le continent l'expérience du trade-unionisme de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire perdre un temps précieux.

Mais il faut aller au fond des choses et reconnaître que le but des syndicats ouvriers ne doit pas consister seulement à l'amélioration des conditions du travail, sous forme des meilleurs salaires, d'une journée de travail réduite, etc., etc.

Quelles que soient les conditions du travail imposées au patronat, le

patronat existera encore et les travailleurs ne jouiront pas du produit intégral de leur travail.

Tant qu'il y aura d'un côté des salariés et de l'autre côté des salariants, il y aura des exploiteurs et des exploités et, en dernière analyse, c'est le régime même du salariat qui devra être attaqué vigoureusement.

Ici encore, le syndicat à lui seul sera impuissant. Une autre force, la puissance publique, devra intervenir pour satisfaire les légitimes aspirations des travailleurs et modifier profondément le régime actuel par une transformation du système de propriété.

Quand ce problème se posera, quelle sera l'attitude des syndicats neutres ? Ne devront-ils pas prendre parti ? Ne devront-ils pas reconnaître que ni le parti catholique, ni le parti libéral n'acceptent la substitution au régime actuel, d'un régime procurant aux travailleurs le produit intégral de leur labeur ?

Et alors ils devront se prononcer, abandonner leur neutralité politique, adhérer au Parti socialiste, qui seul poursuit l'émancipation intégrale des travailleurs.

Et s'il en est ainsi, la neutralité n'est-elle pas une duperie, un mensonge, bien plus, une incompatibilité avec le but final que toute organisation syndicale sérieuse a en vue ?

Syndicalisme et socialisme doivent marcher unis, car le premier ne peut réaliser son idéal sans le triomphe du second.

On le voit, cette critique porte sur une conception de la *neutralité* telle que les trade-unions anglaises la pratiquent, et qui est inspirée par un égoïsme corporatif, préoccupé uniquement d'avantages matériels, sans idéal d'aucune sorte. Mais, en Belgique, la *neutralité*, encore une fois, porte sur l'adhésion aux partis politiques, et ne signifie pas l'abdication de tout idéal : elle se place au contraire sur le terrain purement ouvrier, le terrain de la lutte de classe, où tous les ouvriers, sans distinctions d'opinions, peuvent se rencontrer.

Voici ce que, de leur côté, Camille Huysmans et Louis de Brouckère disaient, dans la conférence qu'ils donnèrent à Verviers, en décembre 1906 :

Huysmans, entre autres, déclare :

Vous êtes apeurés parce que l'on vous dit : Que restera-t-il de vos organisations si elles font de la politique socialiste ? Vous avez tort, et l'examen de ce qui se passe dans les autres pays le démontre.

Le syndicalisme est poussé tantôt dans la voie révolutionnaire, comme en France, tantôt dans la voie conservatrice, comme en Angleterre, mais toujours les organisations répondent aux besoins des milieux.

Nulle part, on ne discute la question des rapports avec la démocratie chrétienne ou le parti catholique, mais, partout, le syndicalisme a des rapports avec le parti socialiste.

En Allemagne, les syndicats ne sont pas affiliés, mais leurs dirigeants sont des députés socialistes ; en Danemark, la Commission syndicale et le Parti ouvrier s'appuient l'un sur l'autre, 2 membres de la Commission siègent au parti et 2 membres du parti siègent à la Commission.

En Belgique, les syndicats n'interviennent que rarement dans la lutte électorale, en Danemark cette lutte est menée par les syndicats et « à leurs frais ».

En Angleterre le *Labour-party* est constitué par les syndicats et cela donne raison au Parti ouvrier belge.

Il faut se rendre compte de ce que c'est que l'économie et la politique. Vous en faites tous les jours de la politique !

Karl Marx a dit que le mouvement politique de la classe ouvrière avait pour but final la conquête des pouvoirs publics et que tout mouvement « général » de la classe ouvrière contre l'autre classe était un mouvement politique.

Un syndicat d'usine posant ses revendications fait un mouvement économique ; un syndicat appuyant la demande des huit heures de travail fait un mouvement politique ; s'il réclame l'abrogation de l'article 310, il fait encore un mouvement politique.

La politique est donc le mouvement économique « généralisé » et le syndicalisme ne peut se cantonner dans une lutte purement économique.

Evidemment, Huysmans a raison lorsqu'il montre que l'action syndicaliste est une action politique. Mais pourquoi cantonne-t-il aussitôt le syndicalisme dans l'action platement économique ? Le syndicalisme révolutionnaire invoque précisément qu'il fait de la *politique ouvrière* par les *organes propres de la classe ouvrière.*

De son côté, Louis de Brouckère combat ainsi la neutralité (1) :

Pourquoi faut-il faire de la politique socialiste, dit-on ?

Parce qu'il faut faire de la politique ouvrière, et j'appelle politique ouvrière celle qui est faite par l'ouvrier pour l'ouvrier.

Et le syndicat ne sera pas à maturité tant qu'il votera pour des députés qui ne seront pas responsables devant lui. Ce serait une conception bien décevante de la politique de penser qu'elle consiste à voter une fois tous les quatre ans. Il faut qu'elle soit faite par les ouvriers, menée par eux, qu'elle se prépare chez eux dans leurs associations.

Quand Anseele prononça à la Chambre le discours retentissant dont vous devez vous souvenir, il parlait par la bouche des associations

1. — *Le Travail,* 16 décembre 1906.

ouvrières, c'était la pensée de tous qu'il exprimait avec éloquence. Il s'était documenté auprès des syndicats et c'est ainsi qu'il put porter à la Chambre la connaissance d'abus qui seraient sans doute demeurés ignorés.

Les socialistes recueillent vos voix, les neuf dixièmes d'entre vous votent pour eux. Ils ne gagneront pas une voix, ce n'est donc pas une opération électorale que nous voulons faire. Mais le jour où vous aurez le contrôle sur vos mandants et où vous aurez préparé vous-même la besogne, ce jour-là il y aura quelque chose de changé dans la politique belge.

Pour notre part, nous ne voyons aucune contradiction à ce que le syndiqué vote pour le candidat du P. O. sur le terrain électoral et à ce que le syndicat reste indépendant et poursuive son action autonome. Il s'agit là de deux catégories d'actes qui n'ont rien de commun.

Dans *le Peuple* du 21 sept. 1906, A. Dewinne écrit encore :

Les partis politiques sont basés sur des intérêts économiques. Les intérêts économiques des ouvriers sont en antagonisme permanent avec ceux de la bourgeoisie. Il est donc logique, il est nécessaire que la classe ouvrière se constitue en parti de classe en face des partis bourgeois. La fondation de partis socialistes dans les pays des cinq parties du monde est, sans contredit, l'événement historique le plus considérable des temps modernes. Dire aux syndiqués qu'ils doivent se servir de la politique sans s'affilier à un parti politique, c'est affaiblir l'action de la classe ouvière. C'est pourquoi nous considérons l'idée de désaffilier les syndicats socialistes du Parti ouvrier comme entaché d'esprit réactionnaire.

L'opinion de Dewinne pourrait avoir quelque apparence de vérité, si les partis correspondaient aux classes (1). Mais les hommes qui

---

1. — Parti de classe? — Pour des questions d'opportunité, le P. O. fait « alliance » pour les élections législatives, provinciales et communales, avec le parti libéral, dont de nombreux éléments, représentent les intérêts de la grande et petite industrie et sont, par ce fait, adversaires des principales réformes économiques inscrites au programme du Parti.

On répond : C'est pour « abattre » le gouvernement clérical! — Et puis après? En bon français, notre ennemi, c'est notre maître et notre maître à nous, prolétariat, c'est le capitalisme. Le cléricalisme n'en est qu'une forme, une forme hideuse, il est vrai, mais il n'est pas tout le capitalisme, — loin de là.

Constatons aussi qu'on ravale souvent les principes à des questions de personnalités et que ces compétitions ne font que diviser les membres des organisations ouvrières. Il est vrai que dame politique en est satisfaite.

composent les partis socialistes appartiennent à toutes les classes et ont des intérêts économiques souvent radicalement opposés. Ce que dit Dewinne des partis est vrai des classes. Ce sont elles, et non les partis, qui sont « basées sur des intérêts économiques », et c'est de là que part d'ailleurs le syndicalisme.

Depuis cette discussion, les positions sont encore mieux précisées. On sait à la suite de quels événements, les syndicats neutres ou indépendants ont tenté de créer un organisme à eux. De son côté le P. O. a affirmé son point de vue avec force. Au récent Congrès extraordinaire, tenu à Bruxelles le 30 juin, il a voté une motion, présentée par de Brouckère, et soumise depuis au Congrès de Stuttgart. Elle traduit les vues officielles du P. O. sur la question des rapports des syndicats et des partis socialistes. La voici :

Le congrès rappelle les décisions des congrès internationaux antérieurs qui, unanimement, ont considéré l'organisation syndicale comme absolument indispensable et ont imposé à tous les travailleurs conscients l'impérieux devoir d'y adhérer et de n'épargner aucun effort pour la développer.

I. — Il affirme que le progrès même du régime capitaliste, la concentration croissante des forces productives, la forte organisation de classe des patrons, la dépendance croissante de chaque entreprise vis-à-vis de l'ensemble de l'ordre bourgeois, condamnent à l'impuissance une action syndicale qui serait basée sur la préoccupation exclusive des intérêts de métier et sur l'entente avec le patronat, sur les principes de l'égoïsme corporatif et de la paix sociale. Il affirme que l'organisation syndicale ne peut plus assurer à ses membres une amélioration véritable de leur sort qu'à la condition de conformer son action et sa propagande au principe de la lutte des classes, donc au principe du socialisme international.

Il engage donc les travailleurs à pénétrer les associations professionnelles des principes du socialisme international. Il leur demande de travailler dans ce sens au sein même des unions existantes, à moins qu'elles ne soient des instruments d'asservissement aux mains de quelque fraction de la bourgeoisie, et d'éviter la création toujours regrettable d'organisations concurrentes. Il considère comme but à atteindre de convertir les groupements encore réfractaires à la lutte des classes et de les amener dans la mesure du possible à un socialisme conscient et déclaré.

II. — Le congrès estime que la conjoncture sociale oblige les syndicats à étendre toujours davantage leur action politique sous peine de stériliser leurs efforts. Il estime qu'il est en conséquence de plus en plus impérieusement nécessaire qu'entre le parti socialiste et les syn-

dicats, il y ait unité absolue de pensée et d'action. Il en résulte qu'ils doivent concerter leurs efforts, ce qui n'est vraiment possible que par l'établissement de liens organiques entre toutes les formes de groupements ouvriers.

III. — Le congrès invite tous les syndicats se trouvant dans les conditions prévues par la conférence de Bruxelles 1899, ratifiée par le congrès de Paris 1900, à se faire représenter aux congrès internationaux et à se tenir en relations avec le bureau international. Il charge ce dernier de se mettre en rapports avec le secrétariat international des syndicats de Berlin pour l'échange de tous les renseignements relatifs à l'organisation ouvrière et au mouvement ouvrier.

IV. — Le congrès charge le Bureau International de réunir tous les documents qui peuvent faciliter l'étude des rapports entre les organisations professionnelles et les partis socialistes dans tous les pays et de présenter un rapport à ce sujet au prochain congrès.

C'est donc à des fins politiques, au sens étroit du mot, que l'on destine les groupements ouvriers. On peut considérer que c'est bien là la pensée du P. O., puisque la motion de Louis de Brouckère fut votée à l'unanimité, moins quelques abstentions.

Quant à la *Confédération Syndicale Belge*, qui avait tenu son premier congrès le 28 avril — comme on a pu le lire ici-même —, elle a eu une seconde réunion à Bruxelles, le 15 juin ; 24 fédérations et syndicats, comprenant 12 à 15.000 membres, y étaient représentés. Contre les flamands (diamantaires, etc...), qui sont centralistes, ce sont les tendances fédéralistes de la C. G. T. de France qui ont été admises. La *Confédération Syndicale*, tout en respectant l'autonomie des organisations, centralisera l'action des syndicats et constituera entre ceux-ci un *lien moral*. On peut d'ailleurs se rendre compte des tendances du nouvel organisme en parcourant cet extrait du projet des statuts :

BUT

Art. 2. — La *Confédération Syndicale Belge* a pour but de développer parmi les ouvriers des deux sexes le sentiment de la nécessité de la solidarité ouvrière et de contribuer ainsi à *l'émancipation matérielle et intellectuelle de la classe ouvrière, basée sur la lutte de classe.*

COMPOSITION

Art. 3. — La Confédération se compose ainsi : 1° de fédérations nationales de métier ou à leur défaut de fédérations *régionales* ; 2° *d'Unions* locales ; 3° de syndicats isolés... Toutes ces organisations doivent être indépendantes de tout parti politique.

ACTION

Art. 4. — *A*) La C. S. B. travaille à la fondation de syndicats indépendants parmi les professions qui n'en ont pas encore ; *B*) Elle centralise l'action des syndicats non encore fédérés, en fédérations nationales et internationales ; *C*) Elle centralise toute l'action syndicale belge qui accepte les principes cités dans les art. 2 et 3 ; *D*) Elle seconde, là où elle en prévoit la nécessité, les mouvements ouvriers dans les grèves et lock-outs, en général toutes les actions qui ont pour but l'amélioration de la situation de l'ouvrier, augmentation de salaire, fixation d'un minimum de salaire, limitation des heures de travail. Elle les dirige et les mène là où il n'y a pas d'organisations locales ; *E*) Elle organise la participation dans l'aide aux syndicats luttants ; *F*) A la demande des intéressés, elle aide à organiser dans le sein de chaque syndicat des caisses de résistance, de chômage, de maladie, de pensions ouvrières, en général des caisses de solidarité ouvrière ; *G*) Elle collectionne toutes les statistiques ouvrières nationales et internationales concernant les situations ouvrières et les édite si besoin s'en fait sentir ; *H*) Elle convoque des assemblées ayant pour but le développement et la discussion de questions qui intéressent la classe ouvrière ; *I*) Elle veille à l'application de la législation ouvrière, collabore au développement de celle-ci en organisant des comités juridiques fixes et occasionnels, ayant la mission d'éclairer le public ; *J*) Elle arrange les différends qui se présenteraient parmi les groupements professionnels adhérents, soit en agissant en qualité de Commission arbitrale, soit en conseillant la nomination d'arbitres, à choisir par les parties intéressées ; *K*) Elle collabore au développement de l'instruction professionnelle ; *L*) Elle édite une revue et éventuellement des livres et des brochures...

On résoudra les différentes questions d'ordre administratif qui restent à trancher à un prochain congrès qui doit se tenir à Liège.

Une chose domine ces débats. Affiliés ou non au P. O., les syndicats feront de la politique de classe, et c'est là tout le socialisme. Certains membres du P. O. se refusent à comprendre les raisons des syndicalistes. Ces raisons sont fortes cependant. Personnellement, ayant très à cœur l'union et l'unité de vues du prolétariat, je ne peux concevoir une classe ouvrière divisée en fragments et éparpillée dans des partis politiques. Pour ceux qui pensent que la structure et la vie sociales sont déterminées avant tout par la structure et la vie économiques, il est inadmissible que le prolétariat se partage en camps opposés.

En Belgique, comme en France, en Allemagne, en Italie, comme partout, du reste, il est utile de rappeler à tout moment que

l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Le syndicalisme fait de cette vieille formule de l'Internationale une réalité vivante : c'est pourquoi nous pouvons dire que le syndicalisme, incarnation de la lutte de classe, est bel et bien l'expression supérieure du socialisme.

Stéphen Thomas.

Houdeng-Aimeries, août 1907.

Le Syndicalisme en Suisse

La Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande

(*Suite*)

VI

UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Le syndicat des chocolatiers. — On est frappé, lorsqu'on voyage en Suisse, de la quantité phénoménale de réclames concernant différentes fabriques de chocolat. C'est une véritable invasion d'affiches, de pancartes, d'annonces, de tableaux, et les frais énormes d'une pareille publicité, tout en profitant à un certain nombre de propriétaires, s'ajoutent évidemment aux frais de production proprement dits et servent de prétexte à des salaires de famine. Inutile de dire que l'industrie des chocolats est en Suisse l'une des plus prospères et que les actionnaires des diverses entreprises se sont fédérés en un syndicat puissant — véritable trust qui hausse comme il veut le prix des produits, qui dresse ses listes noires d'ouvriers à écarter et lutte sans cesse contre toute tentative des travailleurs de se syndiquer.

Jusqu'à ces derniers temps, en effet, aucun groupement de chocolatières et chocolatiers n'avait réussi à se former. Dès que quelques travailleurs parlaient de se réunir, c'étaient des mesures de réaction féroces et des coupes sombres, sans merci. On se souvient encore dans le pays de ce qui arriva, il y a deux ans, à quelques jeunes socialistes qui avaient eu l'audacieuse idée de vouloir fonder un syndicat ouvrier en plein canton de Fribourg, à Broc, parmi les exploités d'une des plus importantes fabriques de chocolat. Les pompiers du village, curé en tête, reçurent officiellement les organisateurs avec des hydrantes, tandis que les travailleurs de la fabrique se terraient dans leurs appartements. Jusqu'à présent, la place n'a pu encore être enlevée.

En face de cet état de choses, qui rappelle étrangement l'époque féodale, la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande

devait se donner pour principale tâche d'organiser les salariés de l'alimentation.

A Vevey, l'Union ouvrière, dans le commencement de cette année, fut assez heureuse pour grouper un fort noyau de chocolatiers de l'usine Peter-Kohler. Celle-ci possède des succursales à Orbe et Bussigny, petits villages vaudois. Encouragés par ce premier résultat, les militants se mirent immédiatement en rapport avec le syndicat des menuisiers d'Orbe qui prépara, avec quelques camarades chocolatiers de cette localité, une assemblée des plus réussies. Il faut dire d'ailleurs que la fondation d'un syndicat était devenue un véritable besoin. Depuis longtemps des murmures se faisaient entendre dans la fabrique. On comprendra pourquoi. On embauchait et on débauchait, à Orbe, avec une rapidité exceptionnelle, sans s'occuper des angoisses et des troubles que cela pouvait amener dans l'existence sans sécurité des prolétaires. En septembre, par exemple, des rentrées de deux, trois cents ouvriers se produisaient, tandis qu'en plein hiver, après les fêtes de l'an, on flanquait sur le pavé cent ou deux cents travailleurs. Un moment, c'était neuf heures qu'on faisait chaque jour ; quelque temps après, douze, quatorze heures, au mépris de toutes les lois sur le travail dans les fabriques. Notons que dans les séchoirs, des températures de 60, 70, 80° ne sont pas rares ; en temps de presse, on surchauffe encore, envers et contre les plus vulgaires mesures d'hygiène. Les plus résistants n'y peuvent rester longtemps. Et avec ça, des salaires dérisoires : 28 centimes de l'heure pour les hommes, 16 centimes pour les femmes. Des augmentations étaient bien promises, mais on n'avait guère le temps de les obtenir, car au bout d'une certaine période de travail on était renvoyé pour un rien. Cette méthode canaille d'user les travailleurs révolta même tellement un directeur technique qu'il démissionna. Outre cela, le travail aux pièces existait, en partie, dans plusieurs catégories de travaux, et les plus habiles, pour arriver à gagner 3 ou 4 francs par jour, devaient se tuer à la peine, sans perdre une seconde. On mettait à côté de ces piéçards, dans le même atelier, des ouvriers à l'heure, et ceux-ci étaient obligés d'abattre autant de besogne que leurs camarades, sous peine d'encourir le reproche de paresse et d'être débauchés. Ainsi, l'on obtenait le maximum de production avec le minimum de frais. On peut juger par là de ce que devait être la vie de ces travailleurs. A la moindre réclamation, au reste, les directeurs vous faisaient passer à la caisse, sans ménagement. C'était le régime du salariat dans toute sa brutalité. Est-ce à dire que l'usine Peter-Kohler

n'était pas dans une belle situation ? Que non point. Les actionnaires touchaient du 20 0/0, et les actions émises à 100 francs étaient montées à 167 francs. Il était donc temps de réagir. Aussi, dès 1907, le syndicat était-il dans l'air. Et le 21 février, quand furent convoqués les chocolatiers, il y eut un véritable enthousiasme. L'exploitation capitaliste avait fait son œuvre. Les travailleurs y répondirent par un syndicat.

L'usine d'Orbe occupe environ 500 ouvriers, presque tous enfants de la contrée, ressortissant d'Orbe et des villages voisins. C'est dire qu'ils n'avaient été atteints, jusque-là, comme partout à la campagne, que fort peu par la propagande socialiste. Encore plus, toute conception révolutionnaire nette était-elle loin de leurs pensées. Mais ils étaient des salariés. Et comme tels ils sentaient l'infériorité de leur situation et la nécessité d'un mieux-être. Le syndicalisme, que tous les travailleurs saisissent si facilement, les rallia de suite. A la première réunion, où un membre du Comité fédératif et un camarade de Lausanne vinrent engager ces ouvriers à se grouper, environ 300 chocolatières et chocolatiers s'entassèrent littéralement dans la petite salle d'auberge. Des travailleurs qui avaient encore deux heures à faire par un mètre de neige pour rentrer chez eux n'hésitèrent pas à prendre part à l'assemblée, tant le syndicat répondait à leurs désirs. En un clin d'œil une liste d'adhésion se couvrit de plus de 200 signatures. Du côté des patrons, l'émotion n'était pas moins grande. Et pendant que se constituait le groupement ouvrier, le téléphone ne cessa de fonctionner entre les directeurs alarmés. Dès le lendemain, les vexations, les grossièretés, les injures allaient commencer. « Travaille ou crève », disaient couramment les contre-maîtres aux piéçards. Un surveillant du pliage s'adressait délicatement aux femmes : « Dans quinze jours je vous cracherai à la figure. »

Malgré cela le syndicat se fortifiait, groupant en quelques jours près de 400 travailleurs. Des relations suivies s'établirent entre les chocolatiers d'Orbe et de Vevey. Et ils adhérèrent de suite à la F. U. O. S. R. Le Conseil d'administration, à la tête duquel se trouve le colonel Kohler, voyant tout le danger qu'une telle organisation faisait courir à son omnipotence, résolut de s'en défaire coûte que coûte. Les situations devinrent de plus en plus tendues. Un incident mit le feu aux poudres.

Dans la matinée du 15 mars, une boudineuse marchant mal, l'ouvrier Widmer, membre du comité du syndicat, ne put livrer qu'une pâte de qualité inférieure. Le contre-maître Bovard s'empressa de le signaler à la direction. A la sortie de midi, Widmer

demanda à Bovard pourquoi il l'avait dénoncé. L'autre lui répondit, avec une politesse de garde-chiourme, en lui appliquant en pleine figure un formidable coup de poing. Un combat à bras-le-corps s'engagea. La direction ne trouva rien de mieux que de renvoyer l'ouvrier victime de cette atroce brutalité. C'en était trop. Indigné, le personnel décida d'exiger la réintégration de leur camarade d'atelier, et l'exclusion immédiate du contre-maître. Comme les patrons résistaient, la presque totalité des chocolatières et chocolatiers refusèrent de reprendre le travail à une heure, et ils en informèrent les employés de la succursale de Vevey qui décidèrent à leur tour, et à l'unanimité, de quitter l'usine. A Bussigny, quand ces événements surgirent, le syndicat n'était pas encore constitué. Rapidement, on se concerta et on se solidarisa, sans autre, avec les travailleurs d'Orbe.

La grève était déclarée. C'était une grève de protestation.

La grève d'Orbe. — Dès le début, les événements prirent une tournure de lutte opiniâtre, car la direction Peter-Kohler refusa absolument de discuter avec le syndicat qui avait pris l'affaire en mains et avait envoyé une lettre de réclamation. On reconnaissait bien aux ouvriers le droit de se grouper, disait-on, mais on ne voulait traiter qu'avec le personnel pris isolément. On conçoit tout ce qu'a d'hypocrite et de révoltant une pareille attitude. Aussi les ouvriers insistèrent-ils d'autant plus pour faire agréer leur syndicat par la direction. Et pour donner toute sa valeur au mouvement, ils dressèrent la liste de revendications suivantes :

1. Réintégration de l'ouvrier Widmer et de l'ouvrière Hélène Rolaz et renvoi des chefs d'atelier Bovard et Portmann ;
2. Suppression du travail aux pièces et des amendes ;
3. Payement des chefs d'atelier à l'heure ;
4. Régularisation des heures de travail entre les différentes usines ;
5. Augmentation de 50 0/0 sur les heures supplémentaires jusqu'à 10 heures du soir, et de 100 0/0 depuis 10 heures ;
6. La journée normale est de 10 heures les cinq premiers jours de la semaine et de 9 heures le samedi. Les journées de congé imposées par la direction sont payées au taux normal ;
7. Il est accordé à chaque ouvrier et ouvrière travaillant actuellement dans les usines une augmentation de salaire de 8 centimes l'heure ;
8. Le salaire minimum pour les hommes qui débutent dans l'usine est de 40 centimes l'heure, et pour les femmes de 30 centimes, avec une augmentation de 2 centimes à l'heure et par année jusqu'à concurrence de 65 centimes pour les hommes et de 45 centimes pour les femmes ;

9. Tout ouvrier ou ouvrière n'atteignant pas le minimum y sera porté immédiatement ;

10. La direction reconnaît l'existence du syndicat et s'engage à n'empêcher aucun ouvrier ni ouvrière à en faire partie ;

11. Aucun ouvrier ni ouvrière ne sera inquiété pour fait de grève ;

12. La présente convention est valable une année. Elle peut être résiliée moyennant un avertissement de 15 jours avant l'expiration.

C'est à ces revendications, pourtant excessivement modérées, que la puissante société refusa de souscrire. Et la grève se poursuivit.

Il est à observer que l'abandon spontané du travail avait eu lieu trois jours avant la fin de la quinzaine et que des centaines de pères et mères de famille étaient privés de ce fait, dès les premières heures, de toute ressource, de tout crédit, des plus élémentaires moyens d'existence. Sans tarder, les militants syndicalistes s'efforcèrent de toutes manières de contribuer au triomphe des chocolatiers. La plupart des syndiqués du canton s'astreignirent à payer une cotisation supplémentaire assez forte, trente, cinquante centimes par jour. Des listes de souscriptions se couvrirent. La coopérative ouvrière de La Chaux-de-Fonds envoya, à Orbe, le premier jour, 100 kilogs de pain. Des secours en argent et en nature affluaient. Des permanences furent établies à Orbe et à Bussigny par les soins du comité fédératif de la Fédération romande ; secrétaire, caissier quittèrent travail et famille pour aider les grévistes dans l'organisation de la résistance. Puis, comme on s'attendait à une lutte de longue haleine, la F. U. O. S. R. lança l'appel suivant :

En face de la lutte si inégale qui se déroule à Vevey, à Orbe et à Bussigny, entre un millier de grévistes plongés dans le dénuement le plus complet et des capitalistes millionnaires, nous avons l'intime et profonde conviction que le prolétariat suisse romand ne restera pas indifférent. Cet épisode du mouvement ouvrier est trop poignant pour que l'ouvrier s'en désintéresse. Aussi, ce que le prolétariat de France a fait pour les enfants des cordonniers de Fougères, ce que le prolétariat de Belgique a fait pour les enfants des tisserands de Verviers, le prolétariat de la Suisse romande le fera-t-il, et avec autant d'enthousiasme, pour les enfants des chocolatières et chocolatiers. En douter serait lui faire injure ! Que toutes les Unions ouvrières, appartenant ou non à la Fédération, fassent savoir le plus vite possible, à la rédaction de *La Voix du Peuple*, combien d'enfants elles désirent recevoir.

L'idée eut un excellent effet. Elle fit, pour les grévistes, une propagande immense. De toutes parts des demandes d'enfants parvenaient. Dans les plus petits hameaux, à Lutry, Forel, Chailly, à Morges, des camarades tenaient à donner leur coup de main. Les

ouvriers de La Chaux-de-Fonds en voulurent prendre à leur charge une centaine ; ils envoyèrent des délégués pour les amener ; une véritable tristesse s'empara d'eux, quand ils surent qu'il n'y avait plus personne à placer. Finalement un premier convoi de vingt-cinq gosses et gosselines furent acheminés sur Lausanne où, à la gare, les travailleurs vinrent véritablement se les arracher. Cela donna lieu à une manifestation touchante, tragique presque, car la grève générale de solidarité venait d'éclater à Vevey.

Du 15 au 24 mars, rien de bien spécial ne se passa à Orbe. Les grévistes conservaient un excellent moral, veillant à ce que le nombre des kroumirs n'augmentât pas, se réunissant deux, trois fois par jour pour se communiquer les nouvelles et pour se sentir les coudes. Citons parmi les camarades les plus énergiques à soutenir la lutte une jeune fille et un ouvrier salutiste. Dans la nuit du 24 au 25, les serrures des portes de la fabrique Peter-Kohler furent cimentées. Le matin, environ deux cents grévistes narguèrent les septante ou huitante ouvriers non-syndiqués qui se rendaient au travail. Quelque léger trouble se produisit et une dizaine de gendarmes qui montaient la garde furent bousculés. La bourgeoisie cria aux attentats, et des troupes furent levées dans la localité et les environs. Deux cent soixante soldats purent être réunis, qu'on logea hâtivement dans l'usine même. L'Hôtel-de-Ville fut protégé également. Il est bon de dire, à ce propos, qu'une trentaine de soldats-citoyens refusèrent de « prêter le serment qui les obligeait à tirer sur les grévistes en cas de besoin ». On les mit sous les verrous. Parmi les hommes mobilisés, un certain nombre, en outre, étaient des grévistes. Ils furent mis de côté, sous une surveillance spéciale. On comprend ces précautions ! Mais ces faits dénotent d'un réel esprit antimilitariste, surtout si l'on songe qu'on n'avait affaire là qu'à des paysans. D'autre part, les autorités militaires laissèrent travailler en uniforme, au profit des patrons chocolatiers, vingt-sept soldats, qui faisaient partie de la bande des kroumirs. Touchantes amabilités entre l'armée et le capitalisme, n'est-ce pas ? Cependant, de leur côté, les grévistes augmentaient en nombre, car les menuisiers et les maçons s'étaient joints au mouvement. Et les manifestations continuèrent.

Grève générale à Vevey. — Le principal directeur de la chocolaterie d'Orbe, le colonel Kohler, déclarait hautement au début de la grève que jamais il ne céderait. « Je suis millionnaire, ajoutait-il, je puis attendre bien tranquillement. » Il escomptait l'effet déprimant de la misère. Il trouva ce qu'il ne cherchait pas : des preuves décisives de solidarité et d'énergie ouvrières.

Les grévistes d'Orbe avaient incontestablement les sympathies d'une bonne portion de la population. Mais il est certain aussi que tous ces gens « sympathiques » n'en auraient pas moins assisté paisiblement à l'écrasement des ouvriers, se contentant peut-être de verser quelque obole en souscription. Les réclamations des ouvriers avaient beau être « en grande partie fondées », comme l'insérait la *Tribune de Lausanne*, l'ordre bourgeois, l'égalité démocratique exigeaient en définitive la lutte des maigres caisses syndicales contre les coffres-forts capitalistes. C'était la défaite assurée pour les travailleurs. Les grévistes y auraient été acculés d'autant plus rapidement qu'alors qu'à Orbe et Vevey existait un milieu ouvrier capable d'une certaine résistance, au contraire à Bussigny la débandade allait se produire dans une organisation à peine née. Cette nouvelle eût découragé tout le monde. Les ouvriers de Vevey eurent les premiers le mérite de comprendre dès le début que seule une grève générale pourrait venir à bout de l'intransigeance patronale. Toute la semaine qui suivit la déclaration de grève à Orbe, ils en parlèrent entre eux, chacun soulevant la question dans son syndicat. Le 23 mars, enfin, l'Union ouvrière se réunissait en assemblée plénière. Plus de six cents camarades, hommes, femmes, chrétiens, réformistes, anarchistes, envahirent la salle. Et lorsque deux membres du comité eurent fait l'historique des événements et un exposé de la situation, il n'y eut qu'une voix pour estimer que la grève générale était la seule solution à opposer à l'entêtement de Kohler. Tour à tour, les différents délégués vinrent annoncer, au milieu des applaudissements et d'un enthousiasme croissant, les décisions prises la veille dans leurs syndicats respectifs. C'est la grève générale proclamée sans discussion en vingt minutes.

Le 23 était un samedi. Il se passa donc un jour et demi sans que rien ne se produisit. Il y a là, peut-être, une indication pour l'avenir, car il ne faut pas laisser trente-six heures aux autorités pour se préparer aux mesures répressives. L'important, dans une grève générale, est d'agir vite, de profiter du désarroi dans lequel la bourgeoisie est jetée brusquement pour aller aussi loin que possible dans la voie révolutionnaire.

Le lundi 25 mars, à sept heures du matin, quelque deux cents grévistes se réunissaient sur la Place du Marché. Un cortège, où les femmes étaient aussi nombreuses que les hommes, s'organisa pour aller devant les divers chantiers et ateliers et y empêcher le travail. On se rend tout d'abord à l'imprimerie de *La Feuille d'avis de Vevey* qui donnait des nouvelles absolument fausses et tendancieuses sur le mouvement ouvrier. On réussit à éloigner quelques

opérateurs, et le journal ne peut paraître que très incomplètement. A la fabrique de cigares Ormond la démarche des grévistes est suivie de succès aussi. On revient à la Place du Marché où un vaste meeting est tenu, car dès ce moment la foule grossit rapidement. On repart pour faire appel à la solidarité de tous les salariés. De la grande lithographie Klausfelder une délégation de manifestants revient avec la promesse que le chômage sera complet à une heure. Puis l'on arrive, au nombre de trois mille environ, devant la fabrique de chaussures Pernet, en Plan. Voici comment les événements sont racontés par une feuille de l'ordre, *La Tribune de Vevey* du 26 mars :

Les manifestants déléguèrent quelques camarades pour débaucher le personnel. On refusa l'entrée de la fabrique à la délégation et des bousculades se produisirent.

Alors M. Jomini, syndic de la ville de Vevey, beau-père de M. Pernet, qui se trouvait dans la maison, parut sur le perron vitré du bureau et apostropha les grévistes en termes extrêmement vifs accompagnés de gestes tour à tour narquois et menaçants.

On juge de l'effet produit. Une clameur s'éleva dans la foule, et les gendarmes qui jusqu'à cet instant suivaient le cortège d'un air paterne et le cigare aux lèvres se hâtèrent d'intervenir. Ils se rangèrent devant le perron menacé par les premiers rangs grévistes, mais leur présence, loin de calmer les esprits, les surexcita davantage. Des projectiles commencèrent à pleuvoir; les agents de la force publique dégainèrent, une première bagarre se produisit et un des grévistes fut blessé à la main.

C'est donc le maire de Vevey qui, par ses intelligents pieds-de-nez et par ses insultes aux ouvriers, a été le premier provocateur. Grand bien lui fasse ! Toujours est-il que depuis ce moment les camps étaient tranchés. Et les événements se précipitent. L'imprimerie Saüberlin, la menuiserie Guillaud, visitées par les travailleurs, s'engagent à fermer. A l'approche des manifestants, les ouvriers égarés dans les ateliers s'empressent de se joindre à la foule; d'autres, effrayés, se cachent sous les établis, dans les galetas; mais les grévistes les délogent de partout, sans violence d'ailleurs. Le cortège se rend pour finir à la Villa Kohler, à la Tour de Peilz, villa du célèbre patron et colonel. Dire que les ouvriers respectèrent le domaine de ce sinistre exploiteur serait aller à l'encontre des faits. Vitrages, cuvettes, meubles, portes, corniches, tout vola en éclat. Ce n'est pas nous qui nous en formaliserons. Jusque-là les gendarmes et policiers, quelque renforcés qu'ils fussent, n'avaient rien pu faire. Ils étaient débordés par une si formidable masse. Aucun bourgeois n'osa lever le petit doigt. Vers midi, ils parvinrent cepen-

dant à s'emparer d'un gréviste isolé. Mais la foule s'en aperçut à temps ; elle se porta devant le poste de police, et comme la situation menaçait de se compliquer, les agents s'empressèrent d'élargir le prisonnier.

A une heure et demie de l'après-midi, les autorités épouvantées font battre la générale. Cinq bataillons sont levés. De Cully à Bex, sur un rayon de quarante kilomètres, les troupes sont mobilisées. A Villeneuve, le tocsin sonne comme en temps de guerre. A Aigle, on convoque jusqu'à l'artillerie. Trois mille cinq cents hommes sont attendus pour sauver le capitalisme en péril.

Mais jusque-là les grévistes se réunissent de nouveau. Dès deux heures, ils sont trois mille au moins. On passe de nouveau chez les cigariers de la fabrique Ormond, puis on se rend devant l'usine de farine lactée Nestlé. Celle-ci est gardée par trente gendarmes. Les patrons avaient fait apporter le repas de midi à leurs ouvriers pour qu'ils ne soient pas forcés de sortir de l'établissement. Précaution inutile. On parlemente pour faire cesser le travail complètement. Le directeur se refuse net de faire chômer, et il verrouille même les portes. Alors des manifestants escaladent le portail et chassent les quelques kroumirs qu'ils rencontrent. Les gendarmes veulent empêcher l'invasion, ils dégainent et tapent dans le tas. Un menuisier est blessé à la main ; d'autres ouvriers ont reçu des coups. Une pierre atteint alors l'un des gendarmes à la mâchoire. Sans sommation, et sans y être forcés en aucune façon, car ils n'avaient qu'à se retirer devant la foule des grévistes, les soutiens de l'ordre sortent leurs revolvers et les déchargent jusqu'à épuisement des munitions. Ce fut une véritable fusillade dont on entendit l'écho par toute la ville. Les grévistes, rendus furieux par cette manœuvre lâche au possible, répondent, dans une clameur formidable, par une grêle de cailloux. Au mépris de leur vie, nombre de camarades s'avancent menaçants sur les gens armés, tandis que les femmes vont en hâte chercher des cailloux dans leur tablier. Mais les gendarmes parviennent à se cacher derrière une lignée de wagons, sans quoi ils auraient payé cher leur inconscience crasse. Quant à l'usine Nestlé, inutile d'insister sur son arrêt de fonctionnement. Durant plus d'une demi-heure, elle fut bombardée. Les vitrages du toit sont défoncés dans un étourdissant fracas et tout ce qui, extérieurement, est cassable est mis en pièces. Plusieurs machines sont mises hors d'usage. Le peuple est maître de la place.

Disons de suite que si un seul des gendarmes écoppa une légère contusion, du côté des grévistes le nombre des blessés fut malheureusement bien plus grand :

Une demoiselle Gelsomino, âgée de dix-huit ans, reçut une balle dans la cuisse ;

L'ouvrier Goglio reçut une balle derrière l'oreille et le crâne fut traversé de part en part ;

Le camarade Birde, vitrier, eut la cuisse traversée de part en part par deux balles ;

Un travailleur eut une balle dans un pied ;

Un autre, une balle dans le cou ;

Une ouvrière eut l'épaule traversée par une balle.

Outre cela, dans le cours de l'échauffourée, deux ouvriers reçurent des coups de sabre aux mains et aux bras.

Après cet épisode sanglant, les manifestants se reforment en cortège, drapeaux rouges en tête. A leur passage, des commerçants ferment fébrilement leur magasin, et la fabrique Ormond que les grévistes visitent de-rechef, sans crier gare, renvoie un peu tardivement les cinquante cigarières qui persistaient à s'y tenir. On se sépare enfin vers les cinq heures.

A ce moment arrivaient les premières troupes mobilisées, quatre-vingts hommes environ ; un rien en somme. A huit heures, un meeting réunissant six à sept mille personnes eut lieu. Des discours anticapitalistes, antiparlementaires, antipatriotiques, furent prononcés par plusieurs orateurs. De mémoire d'homme on n'avait vu de tels événements. Les bourgeois étaient terrorisés. Et l'Armée qui ne venait toujours pas ! Pour consoler les gens de l'ordre, et comme menace pour les grévistes, les forts de Saint-Maurice firent diriger leurs réflecteurs sur la ville, cherchant à faire croire qu'à la rigueur on n'hésiterait pas à bombarder. Mesure bien vaine, d'ailleurs, qui ne peut effrayer personne, car les distances sont trop grandes. Bref, les ouvriers tenaient toujours le haut pavé. Leur grève de solidarité avait pleinement réussi. Et elle avait établi qu'avec une sérieuse préparation révolutionnaire technique, il ne serait point trop difficile de faire craquer le capitalisme et toute la boutique. Alors que le meeting se dissolvait, un nouveau renfort de soldats s'amenait. Ils furent reçus par des coups de sifflets assourdissants et des cris mille fois répétés de : A bas l'armée ! Bonne démonstration pour les bourgeois des sentiments qui animent la masse du peuple à l'égard de l'organisation militaire. Aussi les autorités, croyant à leur dernier moment, continuèrent-elles, avec frénésie, à lever d'autres troupes. Non sans craintes affreuses, elles sauvèrent ainsi une fois de plus la République — tout comme en France.

Rien de plus instructif d'ailleurs, pour nous, que le rôle de

l'armée dans cette grève de Vevey. Il y eut jusqu'au dernier jour une désorganisation merveilleuse. Les soldats s'amenaient sans se presser, qui un jour, qui deux jours, qui quatre jours après la mobilisation. Tous tirèrent leur paie quotidienne comme s'ils étaient là depuis le lundi ; au soir du mardi 26 mars, ils n'étaient encore que quinze cents. On les logea au collège, dans l'église ou dans les usines fermées ; les murs y furent barbouillés d'inscriptions insultantes pour les patrons. Les capitalistes Nestlé, malgré cela, payaient du vin. Les soldats, eux-mêmes, ne se préoccupaient que de boire — ce qui alla jusqu'à offusquer le patriotisme du conservateur *Nouvelliste vaudois*. On se moquait des ordres des supérieurs comme de Colin-Tampon. Toutes les nuits, ce furent des orgies d'alcool où le souci des tonneaux avait fait oublier totalement les grévistes. Certains troupiers passaient par les fenêtres des campements et allaient régulièrement coucher chez eux. Et puis, point d'appel les trois premiers jours. Ajoutons que chaque fantassin reçut douze cartouches à balle. Des centaines de cartouches passèrent dans les mains des camarades. On en trouvait dans les cafés, dans les rigoles des chemins. Certains soldats les jetaient loin ostensiblement, ou bien enlevaient la poudre. Deux mois plus tard, l'arsenal de Morge réclamait en vain les munitions qui manquaient. Personne n'avait rien perdu ! Mercredi 27, trois mille hommes était enfin sous les armes. Mais il y avait, sur une population de treize mille habitants, cinq cent soixante-quatre réfractaires (564), dont plusieurs campagnards. Proportion réjouissante, assurément. D'autant plus, que parmi ceux qui avaient marché, une quantité sympathisaient avec les grévistes. A cet égard, la lettre suivante d'un soldat est singulièrement éloquente :

La grève générale est survenue. Le bataillon 1 a été levé ; j'en suis, et j'ai marché.

Ils se sont tous acharnés sur moi, les lâches, toute la nuit ils m'ont tourmenté, et je n'ai pas pu résister aux larmes de ma mère.

Oh ! vois-tu, se battre contre les autres, contre la foule, contre le public qu'on méprise, ce n'est rien. Mais le conflit avec ceux qu'on aime, voir pleurer et supplier celle qui vous a soigné et chéri pendant vingt ans, avoir à choisir entre sa mère et ses idées !...

Je suis parti en pleurant de rage. D'autres souffraient peut-être aussi horriblement que moi ; j'ai vu, dans le train, parmi les inconscients qui plaisantaient, les figures sombres et tirées de ceux qui n'avaient pas dormi et qui étaient là à contre-cœur.

A Vevey, ce furent les glorieuses équipées militaires, sabres au clair et baïonnettes aux canons, la savante tactique, le déploiement des

compagnies pour chasser les quelques dizaines d'ouvriers causant par groupes et se chauffant au soleil sur la place du Marché !

Quel feu de magasin on ferait ! Voilà l'opinion des quinze cents hommes campés à Vevey, écrivait la *Gazette de Lauzanne*. Des quinze cents ? ?

Dans une seule compagnie, j'en connais bien trente (et, certes, je ne les connais pas tous) qui, jamais, n'auraient voulu se servir de leurs armes, et j'en sais au moins un dont le fusil, à certain commandement, serait allé se cabosser sur la bordure d'un trottoir ou s'étaler dans un fossé.

Que quelques-uns, devant un cortège d'ouvriers, aient eu l'atroce idée du feu de magasin, c'est possible — mais ce sont les mêmes, je l'ai remarqué, qui, pendant les manœuvres, trouvent leur joie et leur plaisir à passer au milieu des champs de pommes de terre, à piétiner les récoltes, à faire le plus de dégâts possible. Et pourtant, ce sont des paysans ; ils savent par expérience quelles sueurs et quelle peine ont coûté une terre labourée ou un champ ensemencé.

A Vevey, les soldats qui, pourtant, n'avaient pas été amenés pour cela, ont souvent discuté la question sociale et, certes, elles n'étaient pas tendres pour Kohler et sa bande, les causeries sur la paille des chambrées ! J'entendrai toujours la réponse d'un paysan bronzé et barbu : « Je ne suis pas socialiste, mais si l'ordre c'est le 20 0/0 aux actionnaires et le droit de ne rien faire pourvu qu'on ait de l'argent, si c'est ça, ma foi *ce n'est pas à nous autres à le défendre !* Personne ne viendra jamais casser les vitres de nos bicoques. » A ce moment, l'entrée des bidons de soupe, escortés d'une douzaine de baïonnettes, prit la valeur d'un symbole : L'armée gardant le pot au feu des parasites et des inutiles...

Ah ! combien cela est bien dit.

Le deuxième jour de grève, le chômage était encore plus complet que la veille. Le préfet forçait d'ailleurs les fabricants de fermer pour éviter toute collision. Les typographes se joignent au mouvement, et la région reste sans journaux — ce qui est toujours d'une influence très démoralisante pour les bourgeois. Les usines de chocolat, de lait condensé et de chaussures balayent les débris de leurs vitres, tandis que des patrouilles étaient organisées qui devaient dissoudre toute espèce d'attroupement. Dans la matinée, les grévistes réussirent cependant à se grouper, à quelques centaines, et à tenir un meeting, puis à se former en cortège. Arrivés Entre Deux Villes, les ouvriers sont cernés de part et d'autre par des soldats, baïonnette au canon. Des sifflets éclatent, une cohue se produit. Le capitaine Amiguet somme les manifestants de livrer leur drapeau. Ils s'y refusent. C'est alors qu'un fusilier du bataillon 63, fils de bourgeois et brute zélée, enfonce, sans aucun motif,

par deux fois, sa baïonnette dans le ventre du camarade Darbellay. Celui-ci tombe évanoui. Un moment d'angoisse saisit l'assistance devant cet acte cruel, d'une moralité toute militaire. On emporte le blessé qui saigne fortement. Darbellay passe plusieurs jours entre la vie et la mort. Quant au soldat assassin, il va de soi qu'on le laissa libre et qu'il sera promu en grade.

La ville, dès l'arrivée du commandant de place Blanchod, est mise en état de siège. Les abords des usines sont interdits. Certains passages de rue sont gardés par des postes de soldats auxquels on fait étaler, bien en évidence, leur bandoulière garnie de cartouches. Ordre a été donné, en outre, de mettre cinq cartouches dans le magasin du fusil, afin qu'en cas d'alerte le massacre ne tarde pas. Doux pays ! Puis l'avis suivant est placardé partout :

Le commandant de place fait savoir à la population de Vevey qu'il s'opposera par toute la force des moyens mis à sa disposition, à la continuation des désordres.

Dans ce but, il interdit toute manifestation, tout cortège et toute réunion sur la voie publique.

Les personnes qui refuseront de circuler ou qui feront partie d'un rassemblement interdit seront arrêtées et déférées aux tribunaux.

Les badauds sont priés de rester à la maison, s'ils ne veulent pas être confondus avec les émeutiers.

Le commandant de place compte sur la population de Vevey pour lui faciliter sa tâche.

C'est la terreur blanche qui commence à s'affirmer. On arrête pour un mot, pour un chapeau de travers, parce qu'on marche trop lentement, parce que l'épicier du coin vous dénonce. On expulse sans tarder tous les étrangers saisis. Une soixantaine d'Italiens et de Français sont ainsi expédiés au delà des frontières, sans jugement, sans pouvoir se défendre en aucune façon. C'est la loi martiale, c'est l'ordre qui règne — comme à Varsovie. Plus de liberté de réunion, naturellement, pas même en local privé. Une assemblée du syndicat des métallurgistes à l'Hôtel du Lion d'Or est dissoute par la troupe. Les soldats montent dans la salle et à coups de sabre en font sortir les ouvriers. C'est ainsi qu'on respecte le peuple dans une démocratie. Une amabilité sans borne se manifeste, par contre, à l'égard des industriels pressés de commandes. Des troupiers sont mis par les autorités à la disposition de la fabrique Pernet pour faire les expéditions de chaussures. A l'usine Nestlé aussi, les employés appelés sous les armes sont licenciés pour pouvoir remettre rapidement le commerce à flot. L'oligarchie bourgeoise lève donc le masque. L'armée qui devait servir à défen-

dre la patrie et l'ordre sert maintenant à bâillonner les grévistes, puis à les remplacer ; c'est la jaunisse obligatoire — belle preuve de la liberté du travail, certes ! Mais suffit.

Tout cela, au reste, n'avait point empêché quelques « esprits frappeurs » de se rendre pendant la nuit au réservoir de Brent qui alimente Vevey. On y fractura la porte en fer et on y fit sauter toutes les vannes. On projetait encore de faire sauter la conduite maîtresse, ce qui aurait jeté les propriétaires dans les plus grandes transes, quand un personnage quelconque donna l'alarme. Les esprits s'envolèrent bien vite.

La journée de mercredi 27 fut calme. Les fabriques, l'usine à gaz, les lignes du Vevey-Chamby et les services publics sont toujours gardés. Des rondes et des patrouilles passent tous les quart d'heure. Mais le chômage est complet. Remarquons que le nombre des ouvriers organisés est à Vevey de cinq cents environ. Or près de cinq mille travailleurs se joignirent au mouvement dès les premiers instants. Telle est la force d'attraction pour les salariés de l'action, de l'action directe et de la lutte de classe. Seuls travaillaient les employés de tramways, les commis de magasin et les laitiers, boulangers, bouchers, qui conservent jusqu'à présent un peu de l'esprit de soumission des fonctionnaires et des valets. Des meetings sont encore tenus, mais une forte bise contrecarre quelque peu ces manifestations. Des tentatives de conciliation entre patrons et ouvriers sont tentées par le préfet ; elles échouent d'un côté comme de l'autre. Ensuite c'est un comité de commerçants et le groupe des conseillers communaux socialistes qui désirent mettre fin au conflit. Ils ne réussissent pas mieux. Le conseil d'administration de la fabrique Peter-Kohler ne veut toujours pas reconnaître le syndicat des chocolatiers ; les ouvriers, eux, exigent absolument que ce droit constitutionnel leur soit garanti.

C'est donc la grève qui continue, paisible maintenant ; mais sans défaillance, et dans un bel esprit d'entente. Par ci par là quelques rencontres partielles entre groupes d'ouvriers et sections de cavalerie. La majeure partie de la population veveysanne conserve ouvertement de fortes sympathies pour les grévistes.

(*A suivre.*) J. Wintsch-Maléeff.

REVUE DES REVUES

Les Revues Allemandes

Archiv für Sozialwissenschaft und sozialpolitik

Die deutsche Sozialdemocratie in internationalen Verbande

par Robert Michels.

Voici un pamphlet, et un pamphlet en règle, un pamphlet soigné, un bon et franc pamphlet, contre la Social-démocratie, je n'ai pas besoin d'ajouter : allemande; tout le monde sait bien qu'en disant : Social-démocratie, c'est de l'allemande qu'il s'agit. Notre ami *Michels* n'y est pas allé, comme on dit, par quatre chemins; et je crois bien que le *kaiser Bebel* ne lui pardonnera pas de sitôt un pareil crime de lèse-majesté. « Pamphlet de mauvais goût » a déclaré *le Vorwaërts* : je pense bien; il ne peut être du goût d'un bon social-démocrate, d'un fidèle et loyal sujet de l'empire... bebelien! Voyez-vous, Michels, vous vous êtes gâté le goût en France et en Italie; vous savez bien que vos excellents ex-compatriotes se sont toujours distingués par un goût des plus sûrs, des plus fins; le plus petit tour en Allemagne en convaincra les plus sceptiques!

Aussi, a-t-on l'idée d'écrire, à la veille précisément d'un Congrès international, une étude, dont les titres de chapitres, à eux seuls, font déjà saigner cruellement l'amour-propre national de vos *ex-genossen* : « L'hégémonie de la Social-démocratie dans le socialisme international; *Seine Unfruchtbarkeit* (son *infructuosité*) ; sa décadence. » Finie, la dictature de la Social-démocratie dans l'Internationale. Voici qu'après avoir été prise comme le modèle des modèles, comme le patron idéal de tout socialisme par tous les partis socialistes, après avoir été comblée d'éloges, mise sur le pavois, citée avec admiration et enthousiasme par tout ce qui pensait et agissait dans le socialisme comme étant l'école de la théorie et de la pratique vraiment marxistes — voici que la fille de Marx et d'Engels, l'héritière de la philosophie classique allemande, suscite les défiances, éveille les critiques, étonne, irrite, et... douche! Car, vous rappelez-vous le discours de Volmar, à Stuttgart, cette douche glacée tombant sur l'Internationale stupide? Admirable commentaire de votre étude, que ce discours ; illustration pertinente et décisive; et comme on eut bien la sensation, à ce moment-là, de « l'isolement » de

l'Allemagne ! Comme elle apparut bien, la Social-démocratie allemande, parmi l'Internationale vibrante, comme un corps lourd, fermé, figé dans un nationalisme boudeur et compassé, presque hostile et agressif : on avait beau l'entourer, la presser, la grande sœur aînée du socialisme international, les sœurs cadettes faisant cercle autour d'elle, objurguantes et suppliantes ; elle restait là, droite, raide et revêche, détournant presque la tête, *muette, aveugle et sourde au cri des créatures.*

L'hégémonie de la Social-démocratie : elle fut réelle ; il est incontestable que jusqu'à ces derniers temps la Social-démocratie exerça sur le socialisme international une sorte de dictature morale et intellectuelle. Autrefois, il y a quelques dix ans, on n'était pas bon socialiste, on ne connaissait rien au socialisme, on restait un profane, un barbare, un béotien, si on n'était pas allé en Allemagne voir fonctionner cette admirable Social-démocratie, en qui Antonio Labriola vantait le plus bel exemple de « pédagogie sociale » qui eût été donné au monde. Il fallait faire son voyage en Allemagne ; c'était obligatoire ; cela finissait, couronnait, parfaisait une culture socialiste, sinon incomplète, insuffisante, primaire ; on allait achever son droit ou sa philosophie, là-bas, à Berlin, au sein de la docte, savante, théorique et pratique Social-démocratie ; qui de nous, je vous prie, n'est pas allé ou n'a pas projeté d'aller passer un an en Allemagne ? Et il fallait voir comme on en revenait, confits en dévotion marxiste orthodoxe, ne jurant plus que par la Social-démocratie allemande, prenant en pitié tout le reste, pleins d'un saint orgueil socialiste dogmatique et d'une quiétude doctrinale imperturbable : n'avait-on pas touché la Terre sainte du socialisme ?

Hégémonie, d'ailleurs, très largement justifiée, il faut le reconnaître. Il faudrait, pour le contester, n'avoir pas connu l'étrange ivresse intellectuelle que procure la culture allemande, je veux dire la philosophie classique allemande, Kant, Fichte, Schelling, Hegel, et, à côté d'eux, Schiller, Gœthe, Heine ; il semble vraiment au jeune homme grisé qu'il pénètre dans un monde mystérieux et sublime, le monde de la Pensée, le monde de l'Esprit ; c'est une révélation, une initiation, une entrée dans un nouvel univers intellectuel et moral ; c'est la métaphysique elle-même qui se découvre à vos yeux éblouis et enivrés : quelles sensations, quel enthousiasme, quelle piété ! Si, après cela, il vous arrive d'ouvrir un livre de Marx, si vous lisez le *Manifeste communiste*, si vous pénétrez dans le *Capital*, si vous tombez sur le *18 Brumaire* et la *Commune de Paris*, l'enchantement est complet ; à l'ivresse purement intellectuelle, s'ajoute je ne sais quoi de plus fort encore, de plus *prenant*, de plus passionnant ; car c'est *le même monde* qui continue à se déployer à vos regards, mais plus réel et plus concret, et il semble vraiment qu'on possède tout à la fois la clef de l'idéal et du réel, ou plutôt que de l'idéal on est passé au réel par une procession toute naturelle et toute logique. Engels avait bien raison : la Social-démocratie apparaissait comme l'héritière de la philosophie classique allemande ; en passant de celle-ci à celle-là, on avait la sensation de rester dans le même univers intel-

lectuel ; on avait seulement, en plus, le sentiment enivrant d'une descente toute unie du plan de l'idéal sur le plan du réel.

Le prestige de la Social-démocratie, c'était donc, au fond, le prestige de la philosophie et de la culture classiques allemandes : dans la nouvelle Allemagne impérialisée, militarisée, prussianisée, industrialisée, il restait quelque chose de la vieille Allemagne, de l'Allemagne de la pensée et de la philosophie, et ce quelque chose, c'était la Social-démocratie. Et puis, il ne faut pas oublier qu'à ce prestige théorique s'ajouta le prestige d'une action pratique héroïque ; cette Social-démocratie, qui résista victorieusement aux persécutions, et vainquit Bismarck à force de ténacité, de sacrifices et d'héroïsme — comment n'en aurait-elle pas imposé au monde ? Un double sublime, le sublime de la pensée et le sublime de l'action, était en elle, manifesté par elle : comment n'aurait-elle pas subjugué les esprits et les cœurs ?

Aujourd'hui, tout est bien changé. Le sublime est mort en elle ; elle n'apparaît plus que comme un grand automate, d'où l'esprit s'est retiré ; elle s'est embourgeoisée ; elle compte des voix, elle encaisse des cotisations, elle est *pratique*, très parlementarisée, très bureaucratisée, très caporalisée ; c'est fini : le prestige est atteint ; le sublime est maintenant dans le syndicalisme révolutionnaire. La Social-démocratie descend ; le syndicalisme monte : la situation socialiste internationale se résume toute en cette opposition.

La Social-démocratie descend — c'est-à-dire le socialisme dogmatique, théorique, le socialisme *politique* : remarquez, d'ailleurs, que cette philosophie classique allemande, si prestigieuse fût-elle, était, en somme, la philosophie d'une bourgeoisie à son heure héroïque et révolutionnaire ; et puis nous ne sommes plus aujourd'hui si amoureux de ces belles architectures intellectuelles, de ces grands systèmes cosmologiques ; cela nous semble un peu vain, trop fastueux, et surtout faux, abstrait, romantique, presque insincère ; de plus en plus, nous nous éloignons de l'esprit de système, et *la manie de l'unité* ne nous possède plus : nous préférons la liberté à l'unité (1), c'est-à-dire, au fond, la production à l'échange, la création, le temps, qui est invention perpétuelle, à l'imitation, au temps mathématique, qui se répète éternellement lui-même ; nous passons, en définitive, *du plan bourgeois au plan ouvrier*, c'est-à-dire du plan de l'échange au plan de la production ; et quoi d'étonnant, dès lors, si le marxisme orthodoxe est en baisse pour faire place au syndicalisme révolutionnaire ? Le marxisme orthodoxe était essentiellement la philosophie d'un socialisme mi-bourgeois mi-ouvrier, d'un socialisme politique, parlementaire et doctrinaire, qui voyait dans le prolétariat une *arme matérielle* que devait manier la

1. — C'est ce qui explique l'importance croissante de la philosophie de M. Bergson — sans parler de notre maître Sorel, dont la philosophie pourrait être appelée *une philosophie de la production*.

Pensée incarnée dans un état-major d'intellectuels bourgeois ; le syndicalisme révolutionnaire est une philosophie de producteurs entendant au contraire s'émanciper seuls, sans l'aide d'aucun intellectuel.

Cette autonomie croissante d'un mouvement vraiment ouvrier est marquée par la mise au premier plan des idées d'action directe, de grève générale et d'antipatriotisme, idées qui, toutes, manifestent la volonté expresse et clairement notifiée de la classe ouvrière se séparant du monde bourgeois et de l'Etat moderne : la Social-démocratie, ne les comprenant pas, les repousse ; tout le Congrès de Stuttgart a gravité cependant autour de ces idées ; et si, lui aussi, se rangeant à côté de la Social-démocratie, les a rejetées, on n'a pas laissé toutefois de sentir très vivement que le socialisme allemand ne constituait plus maintenant qu'une force conservatrice et réactionnaire dans le socialisme international ; ailleurs sont la vie et le mouvement ; ailleurs la pensée et l'action ; les syndicats allemands peuvent rêver, candidement, venir endoctriner les nôtres et les assagir ; Bebel peut subventionner l'*Humanité*, et l'orgueil allemand s'enivrer de lui-même : c'en est fait de l'hégémonie de la Social-démocratie ; le rôle initiateur et créateur est désormais au syndicalisme français, à la *Confédération Générale du Travail.*

Edouard Berth.

REVUE DES LIVRES

Les systèmes socialistes d'échange, par Marc Aucuy

(*Alcan, Paris,* 1908, in-16, vii-372 pp. : 3 fr. 50).

On ne se rend plus facilement compte des fins pratiques que poursuivaient les auteurs de ces systèmes qui sont assez oubliés aujourd'hui. Pour les bien comprendre, il faut se reporter aux plaintes que font entendre si souvent les agriculteurs qui trouvent difficilement des avances pour améliorer leurs terres et qui récriminent contre les gens auxquels, suivant leur estimation, ils vendent toujours trop bon marché. Les détenteurs de numéraire sont les adversaires contre lesquels les agrariens de tous les pays s'efforcent de dresser des institutions destinées à rendre l'argent abondant. Il y a un demi-siècle, la petite industrie était dans la même situation qu'est encore l'agriculture et elle était persuadée qu'elle s'épuisait pour enrichir ses prêteurs et ses acheteurs.

Il y a encore une autre analogie à établir entre la petite production industrielle et la production agricole ; elles subissent des crises périodiques qui proviennent d'un ensemble de conjonctures auxquelles personne ne peut rien ; chaque chef d'entreprise a conduit son travail comme d'habitude, mais il ne trouve pas à vendre parce que le marché est surchargé, soit que les récoltes aient été exceptionnellement abondantes et dépassent les besoins des consommateurs, soit qu'elles aient manqué et que tout le monde soit obligé de restreindre l'emploi des objets qui ne sont pas indispensables. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il doit se faire une compensation au bout d'un petit nombre d'années ; c'est le mécanisme de cette compensation dont tant de personnes ont poursuivi la réalisation, sans toujours suffisamment se rendre compte de ce qu'elles faisaient.

Les inventeurs de systèmes se laissent trop facilement aller à croire que la compensation se produira très vite ; c'est une illusion qui a entraîné la ruine de beaucoup d'opérations destinées à emmagasiner les blés qui sont en trop grande abondance, dans l'espoir de les écouler avantageusement plus tard ; il faut généralement attendre un temps considérable. Il est même presque certain que si on faisait les opérations sur une très grande échelle, il faudrait attendre quelques années. La crise viticole récente a donné naissance à une masse de projets qui n'auraient jamais pu se réaliser, parce que la production a été poussée trop fortement et parce que les vins ne peuvent se garder longtemps. Les difficultés que la Grèce a éprouvées avec ses raisins secs montrent que l'agriculture moderne n'est pas beaucoup plus facile à gouverner que la grande industrie.

Owen, qui fut probablement le premier à essayer d'instituer une banque destinée à supprimer la tyrannie du numéraire, ne paraît pas s'être douté, un seul instant, des difficultés de son entreprise. L'auteur fait observer qu'il aurait fallu pouvoir adapter la production à la consommation (p. 70); les *cartells* allemands y parviennent pour quelques articles de très grande production; mais la très petite industrie, en vue de laquelle Owen instituait sa banque d'échange, ne peut facilement, comme font les fabriques montées par actions, restreindre son travail : elle a besoin, au contraire, de travailler d'autant plus que les temps sont plus mauvais et les prix plus bas; elle apporte, sur un marché déjà encombré, des marchandises qui sont de jour en jour moins utilisables.

Les projets que Proudhon exposa en 1848 furent improvisés sous l'influence de la crise qui sévissait alors. Il ne semble pas que Proudhon eût parfaitement compris la nécessité de contrôler le papier; il raisonna souvent comme s'il n'existait pas de papier de circulation ; toute la question pratique de l'organisation des banques, réside, au fond, dans la recherche des moyens à employer pour écarter de l'escompte le papier douteux. Nous devons être fort indulgents pour Proudhon lorsque nous constatons qu'aujourd'hui encore beaucoup de professeurs d'économie politique ne se doutent pas de ce problème; M. Aucuy nous montre que MM. Hector Denis et de Greef sont d'une naïveté extrême sur ce point (pp. 38-42 et p. 167). Je crois aussi que Proudhon s'est illusionné sur le rôle du temps, confondant, comme tant d'autres, ce qui convient à une compensation à court terme avec ce qui convient à une compensation à long terme.

Je passe sur les projets de Vidal et de Haeck qui sont aujourd'hui parfaitement oubliés et qui furent aussi inspirés par le désir d'atténuer les crises. Tout autre est le caractère du *comptabilisme social* de M. Solvay que M. Aucuy examine longuement à la fin de son volume : ce n'est pas que ce système soit bien remarquable, mais l'auteur est immensément riche ; il s'est établi protecteur des sciences en Belgique ; il a eu, pendant plusieurs années, les chefs du socialisme belge à ses gages, et il les employait à célébrer son génie, qui ne paraît pas beaucoup dépasser celui de M. Chauchard. On aura idée de la profondeur des inventions de M. Solvay en lisant à la page 337 la formule vraiment naïve qu'il propose pour déterminer la valeur des choses : on multiplie le désir individuel par le nombre des personnes qui éprouvent ce désir et on divise par l'offre ! Ce n'est pas plus malin que cela.

Les projets que M. Solvay a imaginés pour perfectionner les cahiers de chèques et en permettre un emploi facile dans les petites relations de la vie courante sont ingénieux ; mais il ne faut pas croire qu'on va changer l'économie moderne avec des formules de banque.

Les chèques, au lieu de représenter de l'argent déposé, représenteraient des choses dans le système complet de M. Solvay; on donnerait ainsi une prodigieuse extension au prêt sur gages sans dessaisissement

(pp. 313-316). L'expérience américaine montre combien il est dangereux de warranter pour une somme très voisine de la valeur marchande et ici on irait jusqu'à la valeur complète ; à la moindre alerte, il faut réaliser dans des conditions qui transforment un incident de marché en crise profonde. M. Solvay ne s'occupe pas de ces détails ; il regarde d'ailleurs que l'expérience ne saurait être invoquée contre ses inventions (pp. 320-321).

On a fait observer que ce système de gage universel conduirait à une prodigieuse inflation d'instruments libératoires : la France utilise à peine 7 milliards en numéraire et en billets de banque ; les citoyens se trouveraient avoir au moins 200 milliards de chèques en portefeuille ; M. Solvay estime que les gens seraient assez raisonnables pour ne pas jeter le trouble sur le marché et qu'ils n'utiliseraient leurs moyens d'échange que dans les limites de leurs besoins réels (pp. 343-345). Il est clair qu'il n'a pas réfléchi aux crises américaines ; nous retrouvons encore ici la même opposition qui existe entre les systèmes socialistes d'échange conçus pour parer aux crises et un système qui les accentuerait.

Les systèmes des réformateurs de l'échange prennent rapidement une allure bourgeoise, dès qu'on cherche à les mettre en pratique ; d'autre part, les classes bourgeoises ont, d'elles-mêmes, prodigieusement perfectionné le crédit et l'échange durant la seconde moitié du XIX^e^ siècle ; on comprend donc que les systèmes socialistes d'échange aient cessé d'exercer une grande attraction.

Georges Sorel.

Essays in socialism, new and olb, par E. Belfort Bax (*E. Grant Richard,* London, 1906).

Voici un des meilleurs livres qui ont été écrits dans le socialisme international, ces derniers temps. Le philosophe Belfort Bax est, comme on le sait, un des chefs théoriques de la *Social-Démocratic Fédération* d'Angleterre. Mais des circonstances rares — le caractère indépendant, le courage intellectuel de l'homme, et le peu d'influence et de chance politique du parti auquel il appartient — ont contribué à préserver la mentalité de Bax de ce parlementarisme corrupteur et porteur de toutes es vilenies et de toutes les compromissions. Le livre que nous avons sous la main en est la preuve. Parmi les nombreux articles qui s'y rouvent réunis — tous intéressants et presque tous théoriquement acceptables par nous — nous signalerons surtout celui qui porte comme titre : « Tolérance traitesse et Fanatisme stupide ». Dans ce chapitre, 'ami Bax se fait le champion d'idées auxquelles nous nous associons parfaitement. Il blâme le fait qu'on ait chassé les anarchistes — qui sont des socialistes — du mouvement socialiste international. Mais il y a maintenant partout une autre tendance, très dangereuse celle-ci, con-

tinue Bax, et c'est qu'après avoir religieusement expulsé tous les éléments qui pourraient être suspects de la moindre tendance anarchiste et blâmé la tolérance de quelques camarades envers ces têtes confuses (tout comme si l'anarchisme c'était le diable !), on use actuellement d'une tolérance illimitée dans le sens opposé. La foi dans l'efficacité du parlementarisme est établie et le doute en est interdit ; mais l'hérésie des principes fondamentaux du socialisme semble donner le droit à rester perpétuellement dans le parti. Les mêmes personnes qui font main basse sur Nieuwenhuis, deviennent éloquentes quand il s'agit de sauver les réformistes. Ceux qui prêchent la réaction en se servant du nom de socialisme jouissent de l'estime dans le parti. Même le musichell-jingoïsme (expression brillante, qui, traduite en français, pourrait être : le chauvinisme de café-concert) demeure respecté dans les rangs socialistes. Aujourd'hui toute mauvaise marchandise passe sous le nom de socialisme. Un partisan des omnibus municipalisés ? Mais c'est un socialiste ! Quelqu'un a déclaré adhérer, en certaines circonstances, à un règlement des heures de travail des adultes dans les fabriques ? Bravo ! c'est un socialiste ! Entrez, messieurs, entrez, le parti vous est ouvert ! Et, en effet, comment pourrait-on oser s'opposer à les laisser entrer et nier qu'ils sont des socialistes, même si ces messieurs, dans des questions... de second ordre, comme dans leurs vues sur l'internationalisme, la grève générale, l'expropriation des expropriateurs *et simili,* s'éloignent quelque peu de nous autres ? Non, nous avons besoin que notre parti soit grand, et pour cela nous devons appeler poisson tout ce qui se fait prendre dans notre filet, appeler camarades tout ce qui cotise !... Les socialistes révolutionnaires sont vite expédiés, mais on permet que les socialistes d'eau douce sapent tranquillement tout l'édifice du socialisme. Mais alors le nombre des membres du Parti socialiste n'est plus un signe de force, mais un indice de décomposition ? Et Bax proteste contre une conception trop humanitaire, trop large du socialisme. « Certes, un socialiste a le droit d'exprimer son admiration par exemple pour la vie ascétique, pour le végétarisme et pour des chapeaux de paille, et détester tous les contraires, sans que ces préférences soient en contradiction avec le principe du socialisme qu'il conteste. Mais s'il se met à prêcher la vie ascétique, le végétarisme et les chapeaux de paille comme la panacée des maux sociaux, alors il cesse *ipso facto* d'appartenir au mouvement socialiste, et le tolérer encore entre nous serait une sottise. Car qu'est-ce qu'il y a d'essentiel dans le socialisme ? C'est : — 1) La collectivisation de *tous* les instruments de production, but à atteindre par tous les moyens efficaces, sans aucune exception ; 2) La doctrine de la lutte des classes, comme la méthode historique générale pour réaliser cette nouvelle forme de société moderne ; 3) Le principe de l'internationalisme, c'est-à-dire l'affirmation que toutes les distinctions entre les nations tombent dans le néant devant l'idée de l'union de toutes les classes ouvrières afin de réaliser l'idéal prolétaire. Ne soyons donc pas des enfants ! L'homme qui ne

sait pas, dans ces circonstances données, être ennemi éclairé et actif de cette entité ambiguë qu'on appelle *la patrie*, ne peut jamais être un socialiste. »

Ces preuves suffiront pour démontrer que le livre de Bax, aussi plein de saine ironie et d'esprit fin et aigu que de force de conviction et de courage, appartient à cette catégorie que l'on pourrait appeler le *révisionnisme de gauche* ou *révisionnisme révolutionnaire*. C'est une nouvelle contribution à cette renaissance du socialisme à laquelle nous nous vouons. Les études de Bax mériteraient bien une traduction française.

Robert Michels.

Bismarck et la France, par Jacques Bainville

(*Nouvelle Librairie nationale, Paris,* 1907, in-18, xviii-301 pp. : 3 fr. 50).

Ce volume est un recueil d'études dont la première est consacrée aux révélations du prince de Hohenlohe ; l'auteur voudrait démontrer que la République s'est établie en France avec l'aide de l'Allemagne ; c'est l'ancienne thèse des Bourbons ramenés dans les fourgons de l'étranger qui est reprise contre les chefs du parti républicain, mais qui n'a plus aucune chance de produire des résultats ; nous ne sommes plus, en effet, sous le charme de l'épopée des grandes guerres. De ce que Bismarck ait été heureux du triomphe des républicains en France, faut-il conclure que la République doit ruiner la France ? mais alors pourquoi demeurer en Tunisie puisqu'il est certain que Bismark a engagé notre gouvernement à y aller (p. 63) ?

Les raisons qui déterminaient Bismarck à préférer la République à la royauté des Bourbons ne semblent pas être d'ailleurs celles que mettent en avant les écrivains conservateurs ; il avait horreur de nos royalistes parce que ceux-ci intriguaient à Berlin avec tous ses ennemis et que cette coalition fut plusieurs fois sur le point de le renverser. Si on pouvait connaître bien le fond des choses, on verrait probablement que l'alerte de 1875 fut la conséquence de ces luttes de cour et que le but de Bismarck était d'obtenir le rappel de l'ambassadeur français qui était le grand meneur de la coterie antibismarckienne et avait une influence considérable sur l'entourage de l'impératrice (pp. 49-51).

Il semble bien que Bismarck ait mis en avant pour soutenir ses opinions, que la République française ne trouverait pas d'alliés en Europe; s'il a cru ce qu'il disait à ce sujet, il a fait preuve d'une singulière légèreté ; car il est probable qu'un gouvernement monarchique n'aurait pas osé traiter avec la Russie dans des conditions aussi mystérieuses que notre gouvernement démocratique l'a fait.

Au milieu de toutes les polémiques auxquelles a donné lieu cette question, personne n'a pu indiquer en quoi aurait consisté l'aide donnée par l'Allemagne aux républicains. On pourrait, tout au plus, soupçonner qu'en 1873 celle-ci n'aurait pas été étrangère aux difficultés que ren-

contra le projet de restauration du comte de Chambord (p. 91); mais son action a dû être fort indirecte et probablement s'est fait sentir par l'intermédiaire de quelques bonapartistes qui comptaient sur un prompt rétablissement de l'Empire et qui effrayèrent Mac-Mahon au sujet du drapeau blanc.

On doit être frappé de ce qu'une restauration bonapartiste a eu, pendant longtemps, des partisans dans les cours; au mois de mai 1874 l'empereur Guillaume estimait que ce serait une bonne solution (p. 31). Il reste encore beaucoup d'obscurités sur les relations que Napoléon III et, plus tard, ses amis, eurent avec l'Allemagne pour favoriser le rétablissement de l'Empire. Je crois que M. Bainville se trompe gravement lorsqu'il croit que l'empereur déchu s'illusionnait beaucoup en espérant un appui de l'Allemagne en 1871 (p. 137). On ne saura jamais la complète vérité; mais les intrigues relatives à une restauration patronnée par la Prusse allèrent très loin. Ce sont elles seules qui permettent de comprendre ce qui se passa à Metz; Bazaine agit d'après des instructions que lui avait envoyées un comité bonapartiste siégeant à Bruxelles et s'il ne brûla pas les drapeaux, c'est qu'il comptait en avoir besoin pour son retour. Il est certain qu'il y eut, pendant le siège de Metz, un traité rédigé; l'impératrice ne voulut pas signer au dernier moment, au grand désespoir de ses conseillers. Il semble même qu'en même temps qu'il négociait avec Thiers, Bismarck négociait avec des agents bonapartistes.

On ne saura jamais non plus complètement l'histoire des alliances de 1870; mais les auteurs raisonnent un peu trop comme si l'Autriche eût été absolument libre de ses mouvements; or Andrassy avait averti l'Empereur qu'il ne devait pas compter sur l'alliance autrichienne, parce que la Hongrie s'opposerait à une intervention contre la Prusse. On n'arrive pas facilement à comprendre comment on a pu supposer que Napoléon aurait pu abandonner Rome à l'Italie pour obtenir son alliance; car les mêmes personnes qui poussèrent à la guerre étaient toutes dévouées à la papauté et ne pouvaient accepter qu'on abandonnât Pie IX au moment où elles croyaient engager une *guerre catholique* : on n'a pas assez tenu compte de ce fait que pour l'impératrice, la guerre de 1870 avait ce caractère religieux; il ne serait même pas invraisemblable que certains de ses conseillers désirassent la guerre comme un moyen d'empêcher l'opposition au dogme de l'infaillibilité de triompher en Allemagne; on était fort inquiet à Rome au sujet de cette opposition que l'on croyait plus grave qu'elle n'était en réalité. L'enthousiasme avec lequel un des plus ardents évêques ultramontains parla de la guerre comme d'une affaire religieuse, en revenant de Rome, permet de penser qu'il a pu y avoir une relation entre la déclaration de guerre et les affaires romaines; il ne faut pas oublier que l'impératrice obtint avec peine que son opinion triomphât contre celle de l'empereur.

Georges Sorel.

La musique, ses lois, son évolution, par J. Combarieu. (*Flammarion, Paris*, 1907, in-16 ; 348 pp. : 3 fr. 50).

Je n'aurais pas songé à rendre compte de ce livre s'il ne renfermait des considérations assez étendues sur la musique et la vie sociale, et surtout une analyse des recherches de M. Karl Bücher sur les relations du rythme avec le travail. Chez tous les peuples primitifs on a fait un grand usage de mouvements réglés par la cadence d'un instrument, pour assurer la rapide exécution des besognes, non seulement quand il faut que les efforts soient combinés, mais encore quand des ouvriers opèrent isolément : il paraît que pour construire le chemin de fer du Dahomey, on a dû faire travailler les nègres au son de la flûte. On possède un groupe archaïque de Béotie qui montre des femmes pétrissant au son de la flûte ; un vase grec montre des moissonneurs réglés par la musique. « Pausanias nous apprend qu'Epaminondas fit bâtir la ville de Messénie au son des flûtes béotiennes et argiennes » (p. 148-149). Les premiers voyageurs qui constatèrent de tels usages, crurent que la musique était employée pour *distraire* les travailleurs ; il est infiniment plus vraisemblable qu'elle a pour but de leur commander des mouvements, de manière à éviter qu'ils ne s'amusent ou ne se reposent.

Suivant M. Bücher, la musique aurait pour base des habitudes prises dans les mouvements des membres : « L'*iambe*, composé d'une brève et d'une longue ; le *trochée*, composé d'une longue et d'une brève, sont le rythme des pieds humains foulant le sol. Le *spondée* est le rythme des mains frappées régulièrement en mesure. Le *dactyle* et l'*anapeste* sont des mesures (moins anciennes) du travail au marteau, l'artisan faisant précéder ou suivre de deux petits coups le coup principal frappé sur l'enclume. Les diverses formes de la mesure *ionique* (à 6 temps) peuvent être observées dans les rues de nos villes, où l'instrument qui sert à enfoncer et à égaliser les pierres est toujours manié en mesure » (p. 145).

Je signale encore une intéressante discussion de la théorie proposée par Darwin en vue de rattacher la musique à la sélection sexuelle. Cette théorie ne semble pas facilement s'appliquer aux sauvages, qui n'emploient point la musique (non plus, semble-t-il, que la parure) pour plaire aux femmes (p. 166). L'auteur pense que cette explication de la musique se rapproche beaucoup de « celle des métaphysiciens allemands qui attribuent à la musique le privilège d'exprimer ce qu'il y a de plus fondamental dans notre être intime... Qu'est-ce, en effet, que le fond de notre être, sinon l'amour de la vie, le désir de la prolonger et de la perpétuer, en la rendant meilleure et plus brillante ? Ce désir est la manifestation d'une force qui trouve son emploi le plus instinctif dans l'amour sexuel » (p. 168). C'est aux doctrines de Schopenhauer qu'il est fait ici allusion.

Georges Sorel.

Le Gérant : G. SÉVERAC.

Niort. — Imp. Th. Martin.

ÉTUDES ET CRITIQUES

Le Syndicalisme français et l'Internationale syndicale

I

Un différend, qui, il faut l'espérer, finira par avoir une solution satisfaisante, a éclaté dans l'Internationale syndicale : le Bureau syndical international et la Confédération Générale du Travail ne sont pas d'accord sur le but et le travail des conférences périodiquement tenues entre les secrétaires des groupements ouvriers nationaux.

Le syndicalisme allemand, qui a le siège du Bureau syndical international, et à sa suite les autres pays, ont de l'action syndicale une conception qui, en toute logique, fait des organisations ouvrières les vassales des partis politiques. Le syndicalisme français, au contraire, sans s'opposer aux partis, qu'il n'a pas à connaître, attache à l'action syndicale une prépondérance incontestable.

Ces conceptions, résultant de causes diverses, dénotent des états d'esprit différents, qui, dans les discussions, ne peuvent que se heurter. Et le plus curieux est de voir la totalité des comités syndicaux centraux des autres pays refusant la discussion, alors que le seul pays possédant une mentalité différente la recherche ! On pourrait croire que ce dernier, afin de ne pas être imprégné des idées régnant dans les autres nations, recule devant l'exposé des conditions de lutte qui l'agitent et l'inspirent. Il n'en est rien. Le syndicalisme français désire — et ce n'est pas d'aujourd'hui — des contacts internationaux mettant en présence de nombreux délégués de toute corporation, afin d'établir ces liens que chacun affirme indispensables, et de discuter les questions intéressant la classe ouvrière toute entière.

Les autres pays, et à leur tête l'Allemagne ouvrière, veulent simplement la réunion des secrétaires nationaux de chaque pays, pour

y résoudre des points d'ordre organique et administratif. Quant aux questions posées par la vie ouvrière, elles devraient être résolues par ces assemblées de médecins, d'avocats, de rentiers, de propriétaires, de commerçants, etc..., que sont les Congrès politiques internationaux !

La France syndicale n'a jamais songé à contester aux partis politiques le droit de se réunir internationalement, mais elle affirme le droit pour la classe ouvrière d'avoir à son tour et en pleine indépendance ses rapports internationaux. En affirmant ce droit, elle n'entend pas imposer aux organismes syndicaux des autres pays la participation à un Congrès syndical international ; elle n'entend pas non plus leur interdire la participation aux Congrès politiques. Elle dit, *imitant* l'Allemagne, qu'elle ne prendra pas part à des conférences dont l'utilité, après celles qui ont été tenues, apparaît fort contestable, et elle se refuse à reconnaître la légitimité d'une résolution allemande qui interdit à tout jamais des discussions appartenant essentiellement au domaine syndical, et qui proclame que seuls ont le droit de les aborder et de les résoudre des Congrès politiques auxquels la France syndicale ne veut pas participer.

Et si l'on tient compte que la résolution allemande a été motivée, comme l'a dit un délégué, par l'attitude de la France syndicaliste, il en faut déduire qu'un des buts des conférences est de donner aux Congrès politiques le relief et l'autorité qui leur assureront la prépondérance sur les Congrès syndicaux et d'amener la France ouvrière au respect de leurs résolutions.

A ce sujet, les préoccupations allemandes se sont fait nettement jour à la conférence syndicale internationale de Christiana récente, dont nous allons parler.

II

Posons les points du différend. La besogne faite aux conférences de Stuttgart (1902) et de Dublin (1903) avait trait à la constitution du Secrétariat syndical international, à la délimitation de ses attributions, et à l'établissement des relations pour l'aide mutuelle entre les organisations des divers pays. Des publications devaient être faites sur l'état de chaque corporation, relativement aux services que chacune d'elles comprend, à leur encaisse, tant en recettes qu'en dépenses, — ces services étant : caisse de chômage, de grève, de maladie, de décès, etc.

Puis, il était décidé de publier chaque année un rapport sur le

mouvement syndical dans chaque pays ; les agitations poursuivies, les grèves soutenues, les résultats obtenus y seraient mentionnés.

Comme délégué de la France syndicale à ces deux conférences, nous avions participé à ce travail constitutif. L'œuvre nous intéressait dans plusieurs de ses parties et nous étions disposé à nous prêter à la plus grande somme de réalisation. En un mot, malgré les incidents fort regrettables qui marquèrent la conférence de Dublin, malgré le ridicule et l'indifférence qui entoura ses travaux, nous nous montrions satisfait.

Nous l'avons dit à plusieurs reprises dans la *Voix du Peuple* et, ici même, dans le n° 127 (1er septembre 1903). Et cependant la conférence de Dublin n'était pas de nature à enthousiasmer. On s'en rendra compte au seul rappel de son travail.

La conférence commença à deux heures et se termina à cinq heures. Elle dura trois heures, y compris le discours d'ouverture et le temps nécessaire aux traductions. C'était vraiment trop peu pour légitimer un voyage de plusieurs jours et fort coûteux !

En nous rendant à la conférence, à deux heures, nous n'avions pas espéré l'avoir terminée à cinq heures, de sorte que nous avions laissé à notre hôtel un rapport sur l'*antimilitarisme* et la *grève générale*. Ce rapport était imprimé en anglais, en allemand et en français. Notre intention était de le déposer à la fin de la conférence, en demandant l'inscription à l'ordre du jour de la conférence suivante des deux points qu'il soulevait. La mauvaise organisation de la conférence de Dublin, dont le mieux est de n'en pas dire plus, et l'insuffisance du travail contrarièrent nos projets. Nous ne pûmes que le lendemain remettre nos rapports aux délégués que nous rencontrâmes. Si, à Dublin, il nous avait été possible de remplir notre mandat, peut-être le différend actuel n'eût-il pas pris le caractère qu'il revêt !

Néanmoins, lorsque nous fûmes de retour en France, il fut convenu au Comité confédéral que les incidents dont nous avions été les témoins ou les auteurs ne seraient pas rendus publics. Nul de nous ne voulait diminuer l'intérêt de ces *premières rencontres internationales*. Nous supposions que ces incidents étaient dus à notre inexpérience. En un mot, ce n'était pas le travail fait que nous considérions comme une grande valeur, mais plutôt la création d'un lien international et des avantages que l'on en tirerait dans l'avenir.

Ainsi donc, le peu de travail réalisé n'était et ne pouvait être à nos yeux qu'un travail préparatoire.

En nous *montrant* satisfait, nous n'entendions pas dire, par conséquent, que la besogne était suffisante, et dans le numéro du

Mouvement Socialiste que nous venons de rappeler, nous écrivions en conclusion du compte rendu de la conférence de Dublin, vingt mois avant celle d'Amsterdam (1905) :

Telle est la besogne qu'il importait d'accomplir dans les premières réunions internationales, *mais qu'il faudra compléter dans les futures conférences,* car elle serait insuffisante pour alimenter toujours l'examen et la discussion. Comment sera-t-elle complétée? Il serait prématuré d'établir des prévisions. Il suffit, pour l'instant, de savoir qu'**une base de discussion plus large est nécessaire.** C'est aux pays eux-mêmes qu'il appartiendra de la poser.

Dès que la Confédération Générale du Travail eut connaissance de la date de la conférence d'Amsterdam, le Comité confédéral décida de porter à son ordre du jour les deux points cités plus haut en y adjoignant celui relatif à la journée de huit heures.

Le secrétaire international fut saisi du désir du Comité confédéral par une lettre qui posait l'inscription des points à l'ordre du jour comme condition de notre participation à la conférence, et qui se terminait ainsi :

Nous n'avons pas la prétention de demander qu'on *accepte les propositions* que nous pouvons faire ; il suffit qu'on veuille nous entendre. Libre *ensuite à chacun de donner aux idées émises et discutées la suite jugée bonne.*

A cette lettre, le secrétaire objecta que les points soulevés sortaient du cadre de la conférence et qu'il ne pouvait les inscrire. Il lui fut répondu que, sa fonction étant celle d'un « transmetteur », il n'avait pas à opposer un *veto.* Alors le secrétaire crut habile de consulter les organisations des autres pays sur la demande de la Confédération Générale du Travail, *en faisant connaître son avis.* La lettre qui contenait les réponses des pays ne parvint pas à la Confédération Générale du Travail, par insuffisance d'adresse, de sorte que la France ne fut pas représentée à la conférence d'Amsterdam de 1905.

Les secrétaires nationaux réunis approuvèrent le secrétaire international et, sur la proposition de l'Allemagne, ils décidèrent que :

Sont exclues des discussions toutes les questions théoriques et toutes celles qui ont trait *aux tendances et à la tactique* du mouvement syndical dans les différents pays...

Il *semble* résulter de cette résolution que toute question ayant trait aux méthodes de propagande, de lutte, aux idées générales et aux conceptions des syndicats de chaque pays ne serait jamais

abordée, chaque nation étant jugée libre de mener l'action syndicale dans les conditions reconnues bonnes par elle. C'était, par conséquent, l'affirmation claire et nette d'une Internationale formée de nations restant impénétrables les unes aux autres et dont la besogne serait maintenue dans des limites sauvegardant à chacune d'elles l'autonomie la plus absolue. La conférence disait à la France : « Toute question portant sur la tactique et les conceptions propres à vos syndicats ne saurait intéresser nos organisations : gardez vos tendances, nous gardons les nôtres ! »

On verra plus loin que les mêmes secrétaires nationaux n'ont pas craint de violer à la conférence de Christiana leur propre résolution. Ils ont par là montré le mobile qui les guidait et les préoccupations qui les agitent.

En janvier 1906, au moment où chacun escomptait, à propos du Maroc, un conflit entre la France et l'Allemagne, le signataire de ces lignes fut mandaté par la Confédération Générale du Travail pour aller à Berlin proposer l'organisation de démonstrations simultanées à Paris et à Berlin, afin de permettre à la classe ouvrière de manifester son horreur de la guerre. Des délégués *étaient mis à la disposition* des camarades allemands pour prendre part à la démonstration de Berlin, et une demande ferme de délégués allemands pour participer à celle de Paris était faite au nom de la Confédération Générale du Travail.

Le délégué des syndicats français se heurta à Berlin à un refus, motivé, lui dit-on, par l'interdiction que fait la loi aux syndicats allemands de participer à des manifestations de ce genre. Le délégué fut renvoyé au parti socialiste, mais comme il faisait remarquer que sa délégation avait pour objet de se mettre en rapport avec l'organisation syndicale, les camarades allemands se décidèrent à aller demander à la social-démocratie de prendre en mains la préparation de la manifestation. Par courtoisie, le délégué français les accompagna auprès de la social-démocratie, en spécifiant bien le caractère officieux de sa démarche.

Après avoir expliqué l'objet de son voyage au député Singer, celui-ci lui demanda si les syndicats français organisaient la démonstration en accord avec le parti socialiste. Le délégué répondit par la négative, en déclarant que, les groupements nationaux étant autonomes, la France syndicale entendait rester maîtresse de son action, et que nulle condition ne pouvait lui être posée. En retour, les syndicats français ne faisaient aucune objection à ce que les syndicats allemands fissent accomplir leur besogne par le parti socialiste.

Le délégué français, soucieux de l'autonomie de chacun, respectait ainsi le droit pour l'Allemagne d'agir à sa guise ; il se bornait à réclamer le même respect pour le droit de la France. Nous laissons le soin au lecteur d'apprécier l'attitude de la Confédération Générale du Travail et celle de la Commission Générale des syndicats allemands.

Le délégué revint donc à Paris, rapportant un refus catégorique. Ayant rendu compte de sa mission au Comité confédéral, celui-ci constata, une fois de plus, l'inefficacité des rapports internationaux actuels, et il décida de ne plus avoir de relations régulières avec le Bureau syndical international, tout en continuant à acquitter les cotisations imposées.

Le Congrès syndical d'Amiens de septembre 1906 examina, on s'en souvient, la question des rapports internationaux et, après une discussion fort longue, il adopta le texte suivant :

Le Congrès, après avoir entendu critiques et réponses sur le passage du rapport relatif aux « rapports internationaux », approuve l'attitude du Comité confédéral d'avoir momentanément suspendu les relations avec le secrétariat international, qui a refusé d'inscrire, à l'ordre du jour des conférences internationales, les questions de la grève générale, la journée de huit heures et l'antimilitarisme.

Il invite le Comité confédéral à reprendre les relations avec le secrétariat international en demandant à nouveau l'inscription à l'ordre du jour des questions précédemment refusées.

L'addition suivante fut également adoptée :

Au cas où le secrétariat international s'y refuserait, s'abritant derrière la motion adoptée à Amsterdam, dont il ne voudrait pas demander l'annulation à la prochaine conférence, le Comité confédéral est invité à entrer en rapports directs avec les autres nationaux affiliés, en passant par dessus le secrétariat international.

En conformité de ce vote, le Comité confédéral devait, à la veille de la conférence syndicale internationale de Christiana, poser à nouveau la question.

C'est ce qui fut fait, et comme il ressortait, d'après les déclarations qui furent faites, que le Bureau international ne demanderait pas l'annulation de la résolution d'Amsterdam, une circulaire dont voici le texte fut adressée aux groupements des pays affiliés, pour leur soumettre les raisons de l'abstention de la France :

28 août 1907.

Camarade secrétaire,

Comme vous, la Confédération Générale du Travail de France a reçu du Bureau international une invitation à se faire représenter à la Conférence internationale qui se tiendra le 16 septembre à *Christiania.*

Cette invitation ayant été soumise au Comité Confédéral, celui-ci, s'inspirant du vote émis à son Congrès national qui s'est tenu à *Amiens* en septembre 1906, a décidé de ne pas se faire représenter à Christiania, mais en même temps de faire connaître aux organisations ouvrières des différentes nationalités les motifs de sa non participation.

Vous vous rappelez sans doute, camarade, certains incidents de la Conférence de Dublin (1903) sur lesquels nous ne voulons pas revenir. A cette Conférence, nos délégués avaient mandat de présenter un rapport sur l'Antimilitarisme et sur la Grève générale, rapport avec texte en français, en allemand et en anglais, qui, par suite du mauvais fonctionnement de cette Conférence, ne put pas même être déposé.

Lorsque nous parvint l'invitation d'assister à la Conférence d'Amsterdam (1905), le Comité Confédéral fut amené à poser comme condition de sa participation la mise en discussion des deux questions rappelées plus haut auxquelles, vu l'actualité, était ajoutée la « Journée de Huit heures ».

Nos propositions transmises au Secrétaire international, le camarade Legien, celui-ci répondit par un refus. Cependant, devant l'insistance du Comité Confédéral, il consentit à consulter les Centres syndicaux nationaux.

Toutefois, au lieu de conserver la neutralité qui convenait en la circonstance, le camarade Legien voulut influencer la décision à intervenir en faisant connaître son avis en même temps qu'il envoyait le referendum. Aucune réponse n'étant parvenue en France, — une lettre envoyée au dernier moment par Legien lui fut retournée pour insuffisance d'adresse, — la Confédération Générale du Travail de France ne crut pas devoir se faire représenter à Amsterdam. A cette Conférence, le Secrétaire international proposa et fit décider au nom de l'Allemagne que désormais les Conférences internationales ne seraient plus appelées à discuter des questions de principe et qu'elles se borneraient à étudier des points d'administration syndicale. Dans cette décision, les organisations ouvrières françaises virent une violation de l'autonomie des organisations nationales, et aussi l'inutilité des Conférences organisées dans ces conditions.

Tel était l'état de la question au moment où les Syndicats français tinrent à *Amiens,* en septembre 1906, leur Congrès National; approuvant pleinement son Comité, ledit Congrès adopta à la presque unanimité l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès, après avoir entendu critiques et réponses sur le passage du rapport relatif aux « Rapports internationaux », approuve l'attitude du Comité Confédéral d'avoir momentanément suspendu les relations avec le Secrétariat international qui a refusé d'inscrire à l'ordre du jour des Conférences internationales, les questions de la Grève générale, la Journée de Huit heures et l'Antimilitarisme.

« Il invite le Comité Confédéral à reprendre les relations avec le Secrétariat International en demandant à nouveau l'inscription à l'ordre du jour des questions précédemment refusées. »

C'est dans ces conditions que la Confédération Générale du Travail, tenue par les décisions de son Congrès National, vient vous demander, camarade, de bien vouloir faire que la Conférence qui va s'ouvrir à Christiania annule la décision prise à Amsterdam, et que le Secrétaire international reçoive le mandat de porter à l'ordre du jour de la Conférence qui suivra les questions de la Grève générale, de la Journée de Huit heures et de l'Antimilitarisme.

La C. G. T. ne saurait, en effet, admettre, en dehors d'un refus formel opposé à la demande d'inscription d'une question ouvrière, qu'une Conférence limite par une résolution le champ d'activité des futures Conférences. Elle estime que poser une barrière à toute discussion, c'est rendre les Conférences peu intéressantes, sinon inutiles.

Pour le Comité de la C. G. T,

Le Secrétaire, V. Griffuelhes.

III

Les groupements nationaux des pays affiliés se sont prononcés à la conférence de Christiana. Ils ont, par une résolution nouvelle, confirmé le vote d'Amsterdam, *tout en le violant.* Leur attitude est plutôt étrange, et on reste interdit devant la maladresse commise par les délégués. On va en juger par les explications suivantes.

Sans s'arrêter au rôle que doivent jouer les conférences syndicales internationales en présence du texte de la conférence d'Amsterdam, il était permis de croire que, de très bonne foi et sans arrière-pensée, les délégués avaient considéré les questions relatives *aux tendances et à la tactique* comme dangereuses pour la bonne entente nécessaire à l'établissement de rapports internationaux. En effet, les personnes non initiées pouvaient croire que chacun était animé du seul souci d'écarter des discussions les questions passionnées. Le texte de la conférence de Christiana leur apporte une déception.

Les questions de tactique seront abordées lorsque leur objet

plaira aux délégués ! Ainsi *la grève générale*, *l'antimilitarisme*, *les huit heures* sont autant de points dont l'examen déplaît. Au contraire, la question *de tactique et de tendances* qui a trait *aux rapports à établir entre le Parti socialiste et le mouvement syndical* est abordée et résolue, *sans qu'elle ait été portée à l'ordre du jour !*

Si nous n'apportions pas le texte de la conférence de Christiana, bien des lecteurs se résoudraient difficilement à comprendre pareille contradiction et semblable incohérence. Mais ceux qui connaissent l'état de la propagande et de l'organisation dans chaque pays ne seront pas autrement surpris.

Le texte dont il s'agit trace aux syndicats français une tactique : *celle de marcher avec le Parti socialiste.* Or, c'est bien une question que le texte d'Amsterdam met *hors de toute discussion.* Pourquoi dans ce cas l'avoir abordée et résolue ? Voilà une question à laquelle il faudra répondre.

L'injure ne saurait suppléer aux arguments et, quelle que soit notre dose d'imbécillité et d'inconscience, notre cerveau est pourtant apte à apercevoir dans toute attitude discourtoise une preuve de faiblesse.

Voici le texte de la conférence de Christiana, tel que l'a publié le *Peuple* de Bruxelles :

La Conférence internationale des représentants des syndicats d'Angleterre, de Hollande, de Belgique, du Danemark, de Suède, de Norwège, de Finlande, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie et d'Italie, délégués à Christiania les 15 et 16 septembre 1907, s'est occupée de nouveau de la proposition formulée par la Confédération Générale du Travail (France), proposition tendant à mettre à l'ordre du jour de la Conférence la question de l'Antimilitarisme et de la Grève générale ;

La Conférence reproduit la résolution adoptée à Amsterdam, d'après laquelle les Conférences internationales ont pour mission :

« De discuter le rapprochement de plus en plus étroit des associations professionnelles de tous les pays, la rédaction des statistiques syndicales uniformes, le soutien mutuel des luttes économiques, ainsi que toutes les questions qui se trouvent en relations immédiates avec l'organisation syndicale de la classe ouvrière ;

« Mais elle exclut du débat toutes les questions théoriques, ainsi que celles qui concernent les tendances et la tactique du mouvement syndical dans les divers pays. »

La Conférence considère les questions de l'Antimilitarisme et de la Grève générale comme des objets qui ne relèvent pas de la compétence des fonctionnaires syndicaux, mais dont la solution incombe exclusivement à la représentation intégrale du prolétariat international, aux congrès socialistes internationaux convoqués périodiquement — d'au-

tant plus que les deux questions ont été résolues à Amsterdam et à Stuttgart, conformément aux circonstances ;

La Conférence regrette que la Confédération n'ait pas voulu comprendre que l'attitude de la Conférence internationale des représentants des centrales nationales a été parfaitement correcte ; qu'elle ait prétexté de cette attitude pour rester étrangère à notre organisation internationale ;

La Conférence *prie instamment la classe ouvrière de France* d'examiner ces questions susdites de concert *avec l'organisation politique* et ouvrière de son propre pays, et, par *une adhésion aux congrès socialistes internationaux,* de collaborer à la solution de ces questions, et, dans la suite, de s'affilier à l'organisation syndicale internationale dans le but de résoudre les problèmes syndicaux.

La finale de ce texte dit clairement à la France syndicale : « Changez la *tactique* affirmée au récent Congrès ouvrier d'Amiens, et qui provient de la *tendance* donnée à votre mouvement syndical ! Allez dans les Congrès politiques internationaux pour collaborer à la même besogne que les Partis socialistes ! »

Ainsi les délégués sont pris à leur propre piège. Ils en sont réduits à produire la plus criante contradiction qui soit, c'est-à-dire : proclamer à la fin d'une résolution le contraire de ce que dit la première partie.

IV

On pourrait croire que la besogne faite par les deux premières conférences a reçu — en dehors du Comité confédéral — des grandes organisations françaises un bon accueil. Qu'on en juge.

Lorsque le Bureau syndical international transmit aux groupements des divers pays un modèle de questionnaire à remplir par les organismes nationaux, à l'effet de dresser les statistiques dont la publication avait été décidée à la conférence de Stuttgart, le bureau de la Confédération du Travail, selon l'avis du Comité confédéral, s'empressa de le soumettre aux intéressés.

Mais très peu répondirent à ce questionnaire et les fédérations qui le firent ne possédant pas de caisse de chômage, de maladie, de décès, etc., ne purent donner que des matériaux insuffisants. Une seule fédération syndicale a, chez-nous, ces différents services, et elle ne donna pas signe de vie.

Plus tard, afin d'établir le rapport annuel sur le mouvement syndical dont la publication avait été décidée à Dublin, une nouvelle circulaire fut adressée aux fédérations françaises. Une demi-douzaine

seulement en tint compte. Les autres estimaient, comme pour le questionnaire rappelé ci-dessus, que pareille besogne était ou inutile ou insuffisante. Par leur attitude, les organisations disaient nettement que l'œuvre des conférences syndicales internationales étaient pour elles sans intérêt.

Le Comité confédéral s'est donc borné à enregistrer, comme c'était son devoir, pareil état d'esprit. A cela s'est borné son rôle.

Est-ce à dire que ces organisations soient hostiles à tout rapport international? Non pas. Mais elles attachent à ces rapports un sens et des attributions particuliers. Un grand nombre, parmi elles, voudraient voir se tenir des *Congrès internationaux de tous les syndicats*. Celles-là estiment qu'il y a un travail utile à accomplir, travail ressortissant bien mieux de leur fonction que de celle des congrès socialistes politiques.

En signalant l'attitude des délégués à la Conférence de Christiana, dont le but est d'influer sur la tactique de nos syndicats, nous n'entendons pas leur adresser le moindre grief. Nous considérons que les groupements des divers pays ont le droit de s'efforcer de donner à notre action le caractère qu'ils ont choisi ; nous demandons en retour, comme nous l'avons dit dans *La Voix du Peuple*, l'exercice d'un *droit identique*.

Nous voulons faire pénétrer nos idées dans les pays voisins ; ceux-ci veulent faire pénétrer les leurs chez nous. Qu'il y a-t-il à cela de répréhensible?

Comme le disait la lettre de la Confédération Générale du Travail, dont nous avons reproduit le texte, les groupements nationaux sont libres dans le choix des moyens qu'ils jugent utiles pour le développement et l'exercice de l'action syndicale. Et leur liberté restant entière, que craint-on de l'examen de questions jusqu'ici condamnées et flétries?

Puisque chacun croit que sa méthode est la meilleure, nul ne doit reculer devant les comparaisons. Pour notre part, aucune comparaison ne nous effraye, malgré que chaque jour on s'efforce de proclamer notre « inexistence ». Et si nous n'existons pas, pourquoi, à la conférence d'Amsterdam, prendre une résolution inspirée par notre attitude?

On ne veut pas de notre antimilitarisme, de notre conception de la patrie, et pourtant comment veut-on que nous soyons attaché à un pays qui donne tant de preuves d'impuissance et d'incapacité? C'est donc que cette patrie ne mérite pas de grands sacrifices! Telle est sans doute la raison qui fait que, pour nous, il n'est pas « d'ennemi héréditaire ».

V

Un dernier grief est formulé contre la Confédération Générale du Travail. On lui reproche d'avoir posé ses conditions et de se tenir à l'écart des conférences internationales, uniquement parce que les conférences lui paraissent inutiles. Or, par deux fois, l'Allemagne ouvrière a déclaré qu'elle ne prendrait pas part à des délibérations dont le caractère lui déplaisait ! C'était en 1904, bien avant qu'il fût question de la conférence d'Amsterdam ; le Comité Confédéral, les deux sections réunies, avait, à l'unanimité, décidé de proposer aux pays la tenue d'une conférence internationale à l'effet de connaître l'attitude que la classe ouvrière de chaque nation tiendrait en cas d'une guerre européenne.

Nous étions au début de la guerre russo-japonaise, la presse française travaillait l'opinion pour amener l'intervention de la France en faveur de la Russie. Les lecteurs peuvent par l'esprit se reporter à cette période de fièvre qui a provoqué de la part du citoyen Vaillant le cri répété depuis : « Plutôt l'insurrection que la guerre. »

L'Allemagne ouvrière répondit qu'elle se refusait d'une façon absolue à participer à une conférence ayant un pareil objet. Cette attitude fut transmise aux autres nations, dont la majorité refusa la tenue de la conférence.

A Amsterdam, le délégué allemand déclara : « L'Allemagne ne prendra part qu'à la délibération de questions pratiques ou de telles questions théoriques qui regardent les syndicats tout directement, comme celle des secours aux sans-travail, etc... »

Ainsi, la volonté des syndicats allemands est de ne pas participer à une conférence qui traiterait de questions sortant du cadre que, pour leur part, ils tracent aux conférences.

On conviendra que si l'Allemagne ouvrière est libre de participer à une conférence discutant seulement des points qui l'intéressent, la Confédération Générale du Travail a la même liberté. Du moins, si on nous la conteste, nous la revendiquons et nous en usons.

Quelques esprits se demandent ce qu'il va advenir des rapports entre le Bureau syndical international et la Confédération Générale du Travail. Il serait prématuré de l'indiquer, car toute solution dépend, non pas de nous, mais des syndicats des autres pays. Pour notre part, nous estimons que, si aucun changement ne se produit, il y a lieu de rester dans le *statu quo*.

Victor Griffuelhes,

Secrétaire de la Confédération Générale du Travail.

Les Préoccupations actuelles des Instituteurs

Les Amicales des instituteurs et des institutrices de France et des colonies ont tenu leur cinquième congrès national à Clermont-Ferrand les 8, 9, 10 et 11 août derniers. Les lecteurs du *Mouvement socialiste* pourront se reporter aux numéros du 1er mars et des 1er-15 novembre 1905 pour les détails relatifs à l'organisation des Amicales et à la tenue de leurs congrès.

Le congrès de Clermont a dépassé, comme importance, de l'avis de ceux qui les avaient fréquentés, tous les précédents, aussi bien pour le nombre des délégués présents que pour la bonne tenue et l'ampleur des discussions. Quatre cent cinquante délégués représentaient plus de cent Amicales comptant quatre-vingt-cinq mille adhérents; onze cents auditeurs assistaient aux débats. Les syndicats d'instituteurs groupés en une fédération distincte n'avaient pas de délégués ; mais un grand nombre de délégués, appartenant à la fois aux syndicats et aux Amicales, défendirent les thèses syndicalistes, et c'est au sein même du congrès que les tendances diverses s'affirmèrent.

1. Importance du Congrès. — Ce congrès des Amicales était assez impatiemment attendu : il venait justement après les incidents qui ont marqué, dans le cours de l'année, la lutte entre les fonctionnaires de l'enseignement primaire et les autorités administratives et politiques ; il venait après les résistances des syndicats du Rhône et de la Seine aux injonctions impératives du ministre de l'Instruction publique, après la Lettre Ouverte à M. Clemenceau et la révocation de l'instituteur Nègre.

Du côté de l'Administration, craintive, pusillanime, autant que tyrannique et astucieuse, on paraissait croire que le congrès de Clermont mettrait aux prises les partisans des Amicales et les syndicalistes, et consommerait leur rupture définitive, — et on la désirait. Non seulement on la désirait, mais on faisait tout pour la provoquer. Cela apparaît très nettement dans le discours que prononça M. Briand quelques jours avant, à la séance de clôture du congrès de la Ligue de l'enseignement, à Besançon. Après avoir jeté

résolument par dessus bord l'aile gauche des associations d'instituteurs, tous les énergumènes, selon l'élégante expression du directeur de l'enseignement primaire, les empêcheurs de danser en rond, le ministre conseillait adroitement les timides, les hésitants, les partisans de l'Administration et les ambitieux qui savent ce que valent les sympathies et la confiance des chefs. « Je sais, disait-il, que ceux qui créent le mouvement resteront intransigeants ; mais c'est une infime minorité. Ceux-là n'ont pas en vue le triomphe et la cause des instituteurs ; ceux-là ont en vue l'exaltation de leur propre personne. Ils sont sur un tremplin... Seulement la masse, la presque unanimité, en gardant le silence devant ces exagérations, compromet son autorité morale et ses intérêts matériels ; ceux-là, en gardant le silence, ne font pas leur devoir, tout leur devoir. Laisser certaines gens s'enfoncer dans l'erreur, au risque de passer pour communier avec eux dans leurs excès, ce n'est pas faire montre de solidarité, c'est faire montre de faiblesse. Les approuver, quand ils tiennent un langage et se livrent à des actes qu'on désapprouve, ce n'est pas faire montre de solidarité. » Cette partie du discours du ministre était une invitation directe et pressante aux bons instituteurs de rompre complètement avec les mauvais. Cet appel fut entendu par quelques-uns : des instituteurs du Puy-de-Dôme firent paraître dans la presse de la région de Lyon et de Clermont, fidèle au gouvernement jusqu'à la félonie, une note hostile au comité d'organisation du congrès.

Ce ralliement des forces antisyndicalistes ne fut pas entendu, Briand ne vint pas et la scission ne fut pas consommée. Loin de là : dans aucun congrès, il n'y eut plus de calme, plus de courtoisie dans les discussions, même celles qui mettaient aux prises des défenseurs de thèses absolument opposées. Les syndicalistes donnèrent d'ailleurs l'exemple d'une parfaite tolérance, intervenant peu et en temps opportun dans les discussions où ils se distinguèrent par une connaissance approfondie des questions, la simplicité de leur langage sans afféterie ni déclamation. J'insiste sur ce point, car pour beaucoup l'attitude calme et résolue des syndicalistes qui arrivaient documentés et parlaient sans emphase ni faconde, et non pas pour monter sur un tremplin, selon l'aimable expression du ministre, cette attitude, dis-je, si contraire à la réputation qu'on avait faite d'eux, fut pour beaucoup de délégués une véritable révélation et leur valut la sympathie du congrès. Cette constatation permit aux congressistes de se faire une opinion exacte sur la valeur réelle des paroles du ministre !

Beaucoup de syndicalistes étaient inquiets au sujet de la tournure

qu'allait prendre le congrès, — malgré de rassurantes nouvelles qui leur parvenaient de la plupart des Amicales, lesquelles, si elles n'avaient pas fait tout leur devoir pour soutenir Nègre, avaient montré par leur silence qu'elles désapprouvaient tout à fait la mesure de rigueur prise contre lui, après la décision contraire du conseil départemental de la Seine. Il faut bien comprendre cette préoccupation de sincères et sérieux militants, qui savent au prix de quels efforts, longs et persévérants, l'œuvre actuelle a été édifiée et qui craignaient un piège. Il fallait conserver la cohésion, empêcher une rupture qui eût fait reculer les idées de bien des pas en arrière. C'est que la corporation est disséminée, qu'il existe relativement peu de points de contact entre ses membres, et que les liens actuels sont encore fragiles

L'opinion, savamment travaillée par une presse servile et les politiciens froissés de voir s'effriter de plus en plus la partie la plus sérieuse, la plus compétente de leur clientèle, paraissait être contre les instituteurs. Et malgré que cette opinion ne possède pas les éléments d'appréciation suffisants et qu'elle ne saurait les utiliser, elle existe néanmoins, et les instituteurs qui ont des rapports constants avec les familles sont presque inévitablement amenés à en tenir compte. Les syndicalistes parisiens, les moins préoccupés de cette opinion, en essayant d'expliquer leur adhésion aux Bourses du Travail et à la Confédération Générale du Travail, ont voulu se l'aliéner le moins possible. Aussi la presse fut-elle un peu déçue de voir que les instituteurs restaient unis et ne provoquaient aucun scandale. L'incident provoqué par le nationaliste Comte, cependant exploité par la presse nationaliste, dénaturé par une partie des journaux radicaux, ne fit pas long feu. Aussi la plupart des journaux firent-ils un silence à peu près complet sur le congrès. Ce fut une vengeance bien innocente.

Cette campagne menée contre les syndicalistes a, d'ailleurs, été d'un véritable enseignement. Elle n'a pas atteint les seuls syndicats constitués, mais beaucoup d'Amicales décidées à se transformer en syndicats. Aussi les instituteurs ont bien pu voir leurs véritables amis. Ils se rejettent de plus en plus en dehors des politiciens et poursuivent une action purement professionnelle. Ils ont compris aussi que l'Administration ne respecterait leurs associations que tant qu'elles seraient fortes : un instant décontenancés, les inspecteurs semontraient plus bienveillants à l'égard des Amicales, mais depuis qu'elles paraissent s'être aliénés les hommes politiques, ils essaient de lutter contre elles. Nous assisterons à un retour en arrière. Mais les chefs ne sont plus aussi craintifs, et l'affaire Nègre

a fait faire un pas immense à l'émancipation de l'instituteur. Si l'on ajoute l'indécision où étaient les instituteurs des campagnes, insuffisamment renseignés sur l'action et l'idéal de la Confédération Générale du Travail et des Bourses du Travail, qui ne savent pas ce qu'est le mouvement ouvrier actuel, on saura à peu près dans quelles conditions se présentait le congrès de Clermont-Ferrand et quelles étaient les principales idées qui animaient les délégués des Amicales.

J'examinerai, après l'analyse des questions discutées au congrès, les progrès qui ont été réalisés depuis les congrès antérieurs, dans l'orientation des associations d'instituteurs et dans quelles conditions elles paraissent se trouver au commencement de la nouvelle année scolaire.

2. Les questions du Congrès. — Le travail effectué par le Congrès de Clermont a été considérable ; aux précédents, il y avait eu beaucoup plus de temps perdu pour la constitution du bureau, pour la répartition de la besogne et plus de verbiage. Les instituteurs qui fréquentent les Congrès ont acquis une certaine expérience. Comme aux précédentes assises des Amicales, trois questions furent discutées à Clermont, qui sont, par ordre d'importance qu'elles ont eue et d'intérêt qu'elles ont présenté : *a*) *les retraites ; b*) *les Conseils de l'enseignement primaire ; c*) *l'organisation pédagogique des écoles.*

a) *Les retraites.* — Les instituteurs, comme les autres fonctionnaires civils, se sont vivement émus, il y a deux années, lorsque M. Rouvier fit annoncer officieusement qu'il s'apprêtait à déposer un projet de loi réorganisant les retraites de ces fonctionnaires. Les instituteurs, qui se plaignaient du laps de temps très long qui s'écoulait entre le jour de leur admission à la retraite et celui de la liquidation de la pension, s'étaient déjà préoccupés d'améliorer le service de leurs pensions de retraite dans le sens des résolutions votées au présent Congrès. Leurs revendications avaient surtout pour objet de hâter l'admission à la retraite et la liquidation de la pension, d'abaisser l'âge du droit à une retraite proportionnelle, d'augmenter la part revenant à la veuve et aux enfants, de faire entrer en ligne de compte, pour l'établissement de la pension, les indemnités représentatives de logement et de résidence, de faire rembourser à l'Etat les retenues subies par les fonctionnaires quittant le service, de modifier le taux des retenues en le diminuant pour les traitements inférieurs et en l'augmentant pour les traitements supérieurs, etc.

On voit par cet aperçu que les instituteurs se sont ingéniés à découvrir des améliorations possibles à la loi de 1853.

De son côté, M. Rouvier, comme ministre des finances, avait pensé à un projet qui dégrèverait les finances de l'Etat et les préserverait surtout dans l'avenir contre les exigences de plus en plus grandes des employés de l'Etat. Il avait constaté que les pensions civiles seules coûtent au Trésor la bagatelle de 56 millions annuellement, alors que les fonctionnaires ne subissent qu'une retenue de 30 millions à peine, soit guère plus du tiers ; avec le flot montant des emplois de l'Etat, cette somme de 56 millions paraît devoir atteindre 100 millions dans quelque vingt ans ; d'autre part, les sommes versées comme subventions aux sociétés de secours mutuels pour assurer le service des retraites, sont de plus en plus considérables, et la loi sur les retraites ouvrières, quelles que soient les lenteurs de la législation actuelle, sera votée dans un temps plus ou moins éloigné. Les finances de l'Etat seront alors impuissantes à assurer les divers services des retraites tels qu'ils fonctionnent actuellement, si l'on songe encore que les pensions militaires absorbent de leur côté de nombreux millions. Une refonte générale des diverses lois en vigueur paraît donc devoir s'imposer.

Pour les fonctionnaires civils, M. Rouvier voulait revenir au système existant avant la loi de 1853 et créer une caisse spéciale, alimentée par part égale, par les versements de l'Etat et des fonctionnaires. Ce système aurait permis à certains fonctionnaires fortunés, en augmentant leurs versements, d'atteindre ou de dépasser le chiffre actuel de leurs retraites ; mais les autres, qui ne pourraient consentir à verser davantage, auraient eu des pensions moins fortes qu'avec le système actuel. Les deniers de l'Etat auraient été bien ménagés et le budget aurait été déchargé d'un poids très lourd. Les fonctionnaires qui disaient volontiers que l'Etat les spoliait et que la loi de 1853 était, suivant une qualification employée à Clermont-Ferrand, « injuste et inhumaine », repoussèrent cependant vivement la proposition que paraissait leur faire M. Rouvier. C'était affirmer que le système actuel, malgré ses imperfections et son inhumanité, valait mieux que celui qui instituerait une caisse autonome où les versements de l'Etat seraient les mêmes que ceux des fonctionnaires.

Quelles que soient les améliorations désirables et possibles, il faut reconnaître que la loi de 1853 sur les retraites des fonctionnaires civils leur assure à 55 ou 60 ans, après 25 ou 30 ans de services qui n'absorbent pas toutes les forces, une pension qui peut atteindre les 2/3 de leur traitement et être de 1.300 à 1.400 francs pour les ins-

tituteurs, moyennant un versement de 5 %. Que l'on compare ces avantages à ceux que garantissent aux ouvriers les projets de loi, même les plus généreux, soit pour l'âge où commencera le droit à la retraite, soit pour le chiffre de la pension, et l'on verra où règnent véritablement l'injustice et l'inhumanité.

Il semble donc qu'avec quelques modifications faciles à apporter, le système des retraites des fonctionnaires puisse subsister au moins jusqu'à l'application de la loi sur les retraites ouvrières. Les exigences des fonctionnaires doivent avoir une limite, et s'il n'est pas facile de la déterminer exactement, on peut essayer de la tracer en les assimilant aux catégories sociales dont ils se rapprochent le plus par les fonctions qu'ils remplissent.

Donner par exemple aux instituteurs des traitements comme aux percepteurs, aux officiers, ce serait les détacher du peuple dont ils tendent déjà à s'échapper, ce serait en faire des bourgeois. Au contraire, dans l'état actuel de la société, égaliser à peu près les traitements ce serait supprimer en fait les catégories de fonctionnaires, la hiérarchie, ce serait socialiser les fonctions de l'Etat, alors que les moyens de production et l'échange continueraient à être détenus par la classe capitaliste, ce qui constituerait une absurdité qui ne peut être.

Il n'est pas intéressant de reproduire ici les résolutions relatives aux retraites votées au Congrès de Clermont-Ferrand ; elles sont conformes aux revendications que j'énumérais plus haut et forment un tout. Quelques-unes cependant mériteraient d'être votées de suite, comme celle qui abrégerait le temps nécessaire pour admettre un fonctionnaire à la retraite et liquider sa pension, ou celle qui obligerait l'administration à mettre les instituteurs à la retraite d'office à 60 ans. On n'ignore pas, en effet, que l'administration, que l'on a tant accusée de maintenir en fonctions de vieux maîtres — et je ne voudrais pas être son avocat — éprouve souvent de véritables difficultés pour décider les instituteurs à prendre leur retraite, surtout s'ils ont de bons postes, bien rétribués, où ils jouissent d'une grande considération.

b) Les Conseils de l'enseignement primaire. — Les Conseils de l'enseignement primaire sont : le *Conseil départemental* qui lui est spécial, et le *Conseil supérieur de l'instruction publique*, qui s'occupe des affaires de l'enseignement supérieur, secondaire et primaire. Tous deux ont des attributions pédagogiques, contentieuses et disciplinaires. Ils se composent d'un certain nombre de membres de droit, de délégués, désignés par l'Administration, et de membres élus.

Le *Conseil supérieur de l'instruction publique* joue un rôle considérable dans l'élaboration des programmes, dans l'interprétation des textes de lois et des règlements. Comme il comprend des membres des trois ordres d'enseignement, il sera nécessaire que les vœux tendant à sa transformation soient élaborés avec la collaboration des maîtres de l'enseignement supérieur, secondaire et primaire. Je ne veux pas examiner dans ce simple compte rendu cette question du Conseil supérieur, qui peut faire l'objet d'un article copieux. Je mentionne simplement que le Congrès a demandé que le nombre des délégués primaires, qui n'est que de 6 sur 51, soit élevé à 24, et que les membres de la section permanente désignés actuellement par le ministre soient nommés par les délégués, à raison de 5 par ordre d'enseignement.

Le *Conseil départemental* est composé actuellement du préfet président, de l'inspecteur d'académie, de deux inspecteurs primaires désignés, du directeur et de la directrice des écoles normales, de 4 conseillers généraux nommés par leurs collègues, et de 4 délégués des instituteurs et des institutrices, élus tous les trois ans : donc 4 membres de l'enseignement primaire élémentaire sur 14. La prépondérance de l'Administration est telle que, jusqu'à ce jour, les délégués des instituteurs, arrivant en séance sans connaître l'ordre du jour dont le président était souverain en fait, se sont contentés de jouer le rôle de spectateurs. Les représentants des instituteurs se seraient bien gardés, d'ailleurs, d'élever une protestation, lorsque les chefs et les hommes politiques présents avaient parlé ! L'éveil, les sérieuses velléités d'émancipation des instituteurs ont un peu modifié la situation. Mais, à raison de 4 membres contre 10, ils ne peuvent guère agir. Et lorsqu'un concours de circonstances leur permet d'être les maîtres de la situation, comme dans l'affaire Nègre, l'Administration supérieure leur fait voir que le Conseil départemental n'a qu'un pouvoir consultatif, dont elle n'est pas obligée de tenir compte.

Le Congrès devait nécessairement se prononcer d'abord sur l'augmentation des délégués élus et sur l'extension des pouvoirs du Conseil départemental. Tous les délégués étaient d'avis que la représentation des instituteurs était insuffisante, mais une partie du Congrès, les antisyndicalistes, ne voulait pas que cette augmentation fût telle que le nombre des élus des instituteurs égalât celui des autres conseillers départementaux, délégués de l'Administration et conseillers généraux. Le grand effort des syndicalistes porta sur ce point. Leur adversaire le plus dangereux, parce qu'il est fort habile et qu'il jouit d'une excellente réputation, en partie méritée, dans les

milieux primaires, fut M. Devinat, directeur de l'école normale de la Seine. Il opposa à la thèse que l'on a appelée syndicaliste un contre-projet qui, avec quelques légères réformes de façade, maintenait à peu près les choses en l'état actuel. Il objecta que la représentation égalitaire donnerait la suprématie aux instituteurs d'abord dans les questions disciplinaires, où par esprit de corps ils ne pourraient pas juger impartialement leurs pairs. On pourrait aisément lui retourner l'argument ; actuellement, dans les cas vraiment intéressants, les conseillers administratifs jugent toujours par ordre, et l'esprit de corps est beaucoup moins à craindre que l'esprit administratif ; en outre, les conseils de prud'hommes ouvriers sont dans un cas à peu près analogue et leur fonctionnement n'a rien d'anormal.

C'est surtout au point de vue pédagogique qu'il importait, pour les antisyndicalistes, de maintenir les prérogatives actuelles des membres non élus du Conseil départemental, il fallait sauvegarder la hiérarchie, la sacro-sainte autorité et barrer la route aux velléités d'autonomie que les instituteurs ont l'outrecuidance de témoigner. Le projet de la commission, déclara M. Devinat, ne réaliserait pas la collaboration des instituteurs avec leurs chefs hiérarchiques, mais il substituerait simplement le pouvoir des instituteurs à la hiérarchie ; il s'opposa à ce que les nominations, les promotions, les changements soient prononcés par le Conseil départemental. Ce fut le citoyen Glay qui défendit, avec une éloquence persuasive par la force des arguments et la solidité de la documentation, la thèse syndicaliste. Il dit que le syndicat aurait deux excellentes conséquences : la moralisation des services publics et la réforme de ces services dans le sens de la compétence technique. Il montra l'impossibilité où sont les instituteurs d'améliorer l'enseignement par des initiatives personnelles, parce que l'Administration est là qui les arrête. L'Administration n'a pas la compétence nécessaire, l'esprit de libre initiative et de progrès, elle s'applique à faire respecter des programmes surannés ou à propager des fantaisies passagères imaginées par quelques grands chefs, qui durent comme des feux de paille, mais qui se succèdent sans intermittence. De plus, les inspecteurs sont les instruments des hommes politiques « auxquels nous sommes livrés pieds et poings liés ». Nous voilà en plein dans la thèse syndicaliste, plus exactement dans celle de l'autonomie des instituteurs. Que de progrès depuis le Congrès de Marseille ! Et ce discours de Glay n'est pas seulement écouté avec sympathie, avec faveur par le Congrès, mais les résolutions qui le consacrent sont adoptées à une forte majorité.

Je ne veux pas reproduire ici les résolutions relatives aux Conseils de l'enseignement primaire qui furent votées : elles sont très longues et elles n'intéresseraient que médiocrement les lecteurs du *Mouvement socialiste* qui ne sont pas de l'enseignement. Je veux simplement reproduire quelques passages du rapport de Mme Pallier, institutrice à Clermont-Ferrand :

Les idées et les principes qui ont dominé la discussion sont les suivants : 1° Dans la composition du C. D. réaliser l'égalité entre tous les inspecteurs primaires ; que leur présence au C. D. soit un droit et non une délégation, une sorte de marque de confiance de l'Administration ; porter le nombre des instituteurs et des institutrices au chiffre total des autres membres du Conseil ; 3° en ce qui concerne les nominations, la grande préoccupation a été d'assurer à l'instituteur plus de garantie, de justice et de sécurité ; d'enlever à un homme seul le droit de proposition et de donner ce droit à un Conseil, dans lequel les intéressés seraient largement représentés.

... C'est dans le même ordre d'idées et pour rendre plus pratique ce fonctionnement nouveau, que le classement des maîtres et le classement des postes ont été demandés.

Les attributions disciplinaires ont pesé d'un poids très lourd sur la composition du C. D. Les associations d'abord, les congressistes ensuite se sont inspirés de la jurisprudence prud'hommale et ont demandé que les administrés fussent, dans ce tribunal, égal à celui des administrateurs.

Il a paru à tout le monde juste et nécessaire que l'accusé pût se faire assister d'un défenseur, qu'il eût le droit d'appel devant le Conseil supérieur et que le ministre ne pût, en aucun cas, passer outre à la décision du Conseil.

Nous demandons encore que les Conseils soient consultés par l'Administration sur les réformes à apporter à l'enseignement primaire. L'enseignement primaire souffre d'un mal étrange, celui des innovations à jet continu, parfois peu pratiques. La consultation des intéressés mettra fin à cet abus.

(En réalité, l'enseignement primaire souffre de bien d'autres maux.)

c) *L'organisation pédagogique dans les écoles.* — Après avoir défini les rapports avec l'Administration tels qu'ils les concevaient, en demandant de sérieuses garanties contre l'autocratie des chefs et en réclamant une part active dans l'établissement des programmes, les congressistes étaient amenés, par la troisième question, à étudier l'organisation intérieure de chaque école. Cette organisation comprenait nécessairement les rapports des maîtres entre eux, des

maîtres avec la société et l'application des programmes et règlements. Cette question d'une importance considérable ne pouvait être étudiée tout entière dans un seul Congrès : elle eût pris à elle seule, même par une discussion incomplète, beaucoup plus des quatre jours que devait durer le Congrès.

La Fédération n'avait retenu que neuf chapitres : direction d'école et conseil des maîtres ; conditions d'admission des élèves ; éducation des anormaux ; classement des élèves ; inspection médicale ; allégement et adaptation des programmes ; délégations cantonales ; commissions scolaires ; caisses des écoles. Le chapitre relatif aux programmes fut immédiatement écarté ; il suffisait à lui seul pour former une question complète. Les autres points, sauf le premier, la direction d'école et le conseil des maîtres, n'ont été qu'effleurés.

Les relations entre l'école et la société ont été prestement résolues par la suppression pure et simple de la délégation cantonale. Les délégués cantonaux, sur l'activité desquels de grands espoirs avaient été fondés par des hommes sérieux, sont cause, dans une large mesure, de l'ostracisme dont ils sont l'objet de la part de tous les organismes pédagogiques et extrapédagogiques. La Ligue de l'Enseignement, qui ne passe pas pour être animée d'opinions bien subversives, avait déjà demandé la suppression de la délégation cantonale, il y a quelques années. C'est une institution qui a vécu, sans avoir donné des résultats appréciables, soit parce que les délégués aient voulu sortir de leur rôle et essayer de jouer aux inspecteurs, soit surtout qu'ils ne l'aient pas rempli du tout.

Il ne s'ensuit nullement que la société doit se désintéresser tout à fait de ce qui se passe à l'école ou s'en rapporter totalement au corps des fonctionnaires de l'enseignement. Il y a un contrôle nécessaire et utile à exercer au nom des élèves, au nom de la société même fédérative et un ensemble de rapports à créer entre les maîtres et les pères de famille. Ce contrôle et cette collaboration ne devraient pas avoir le sens des inspections actuelles : ils devraient s'appliquer à respecter l'autonomie des instituteurs, maîtres absolus de leurs méthodes et de leurs procédés.

J'avais exprimé ici même, à plusieurs reprises, le vœu de voir les organisations ouvrières, les Bourses du Travail en particulier, s'intéresser aux questions d'éducation. J'ai eu l'extrême plaisir de lire, dans le *Mouvement socialiste*, une proposition du secrétaire de l'union ouvrière de Fribourg, au Congrès de Neufchâtel, demandant « l'organisation de cours pour enfants ou d'écoles libres pour redresser et compléter, dès à présent, l'éducation compressive, patriotique et religieuse des écoles primaires officielles ». Il s'agirait de

« vraies écoles instituées par des ouvriers, soutenues par des ouvriers et contrôlées par des ouvriers (1) ».

Les résolutions votées à Clermont sur la direction des écoles et le Conseil des maîtres ont été l'épilogue logique et inévitable d'une lutte commencée depuis plus de dix ans entre les instituteurs, directeurs d'école et leurs collaborateurs, les instituteurs-adjoints. J'ai dit que le meilleur résultat de cette lutte a été la création de cet état d'esprit, de ce désir d'autonomie que l'on a appelé le syndicalisme. Les meilleurs, les plus sincères, les plus résolus des syndicalistes sont des instituteurs-adjoints ; les plus ardents, les plus haineux antisyndicalistes sont des directeurs d'école. Au Congrès de Lille, un vœu avait déjà été voté contre la direction d'école, et une première escarmouche avait été engagée. Voici, d'ailleurs, le texte de ce vœu : « Dans chaque école à plusieurs classes, un maître ou une maîtresse sera, chaque année, délégué par ses collègues pour la besogne administrative. L'ancien régime monarchique de la direction serait ainsi remplacé par le Conseil des maîtres et transformé en un régime démocratique, le seul propre au personnel enseignant d'une démocratie. »

Cette animosité contre les directeurs d'école s'explique facilement : ce sont d'abord des instituteurs au même titre que les autres, sans aucun diplôme spécial, que distinguent trop souvent leurs seules qualités d'intrigue et de souplesse. Ils exercent un pouvoir aussi absolu que le leur permettent la docilité, la patience de leurs collaborateurs, malgré les règlements actuels qui les obligent aux mêmes droits. Ils exercent enfin un contrôle plus ou moins actif sur le travail de ceux qu'ils considèrent volontiers comme leurs subordonnés et dont ils ne se distinguent pas ni par la capacité, ni par l'intelligence ou le zèle effectif. Les directeurs d'écoles à cinq ou six classes et au-dessus, sont déchargés de classe ; ils touchent une indemnité dite de direction, des indemnités de résidence et de logement supérieures de moitié aux indemnités des instituteurs-adjoints, sans compter les suppléments que les municipalités leur votent généralement. Ces sous-inspecteurs, dont l'autorité s'exerce comme celle de contre-maîtres ou de régisseurs, sont beaucoup plus honnis que les véritables inspecteurs.

A Clermont, trois thèses se trouvèrent en présence : celle du *statu quo* à peu près complet, avec un Conseil des maîtres simple-

1. — *Mouvement socialiste,* 15 août-15 septembre 1907 : *Le syndicalisme en Suisse*, p. 218.

ment consultatif, dont le directeur peut ne pas tenir compte, et que n'osèrent même pas défendre en séance plénière les directeurs d'écoles de Paris ; la thèse adverse, qui supprimait purement et simplement la direction, la remplaçait par un Conseil des maîtres souverain ; enfin la troisième, adoptée à une majorité considérable, qui est une thèse de transition et maintient la direction en donnant au Conseil des maîtres un pouvoir délibératif. Voici d'ailleurs l'ensemble des résolutions votées :

1° Maintien de la direction avec attributions nettement déterminées.

2° Il est fondé, dans toutes écoles à plusieurs classes, un *Conseil des maîtres* destiné à resserrer les liens d'affection et de collaboration entre les divers membres de l'enseignement attachés à cette école ; à intéresser également tous ces membres à la bonne marche de l'œuvre commune, en les appelant à participer à son organisation et aux responsabilités qu'elle entraîne, à assurer, par le moyen de la libre discussion et de la libre entente, le perfectionnement continu de l'action individuelle de chaque maître et la coordination des efforts de tous ; à accroître ainsi le prestige et l'influence de l'école laïque.

3° Le *Conseil des maîtres* délibère sur toutes les questions qui intéressent la bonne marche de l'école. Il prend à la majorité des suffrages exprimés les décisions qu'il juge utiles à cette bonne marche, dans la mesure où le lui permettent les lois et les règlements scolaires.

4° Les décisions du *Conseil des maîtres* seront transmises à l'inspecteur primaire.

En cas de conflit entre l'inspecteur et le *Conseil des maîtres*, droit d'appel est réservé aux deux parties devant le Conseil départemental.

Ces résolutions ne sont pas extrêmement logiques : d'un côté, on maintient le principe de la direction, de l'autre, on lui enlève les seules fonctions qui en peuvent motiver l'utilité. Le directeur ne sera plus qu'investi de fonctions administratives, il sera un simple adjudant de service délégué par les inspecteurs. Cette concession aux partisans du *statu quo* n'a aucune valeur à leurs yeux. « Il est de l'intérêt primordial de l'enfant, déclarait M. Gasquet au congrès même, qu'il y ait dans l'école unité de direction, que les questions de méthode, de programme, ne soient pas à la merci d'une majorité variable et changeante. Il faut qu'il y ait à l'école une tradition et que l'enfant puisse être suivi de classe en classe, pour le faire arriver au but. Je suis d'avis d'étendre et de généraliser les Conseils des maîtres, de donner à ces Conseils des attributions disciplinaires et pédagogiques, mais de conserver la direction comme un organe nécessaire de tradition et de permanence. » Voilà la conception administrative, il est indispensable qu'il y ait une unité dans l'école, pour préparer l'unité sociale, grand rêve des démocra-

tes au pouvoir. La diversité est seulement permise aux dirigeants, aux savants, aux autorités capables. M. Combes admettait encore la nécessité d'une religion, discipline extérieure par les masses. Les adversaires de la direction n'ont pas été fort habiles ni très documentés; des esprits frondeurs, par amour de la tranquillité et haine de l'autoritarisme étroit, ont bien pu se révolter contre les directeurs et rêver d'une autonomie plus large, mais ils n'ont pu s'élever jusqu'aux principes.

Le *Conseil des maîtres* consacre cette unité de l'école, que n'a pas le lycée, où chaque professeur est maître de sa chaire, libre entièrement de ses procédés et de ses méthodes, sans être à la merci d'un directeur ou d'une majorité de collègues. Et le directeur, même dépouillé de ses attributions pédagogiques, demeure encore investi, aux yeux de l'Administration et des familles, d'une grande autorité; dans les établissements secondaires, le proviseur ou le principal sont souvent moins considérés que les professeurs; dans les écoles primaires, le directeur restera encore longtemps le sous-inspecteur. Le vice actuel de la direction dont souffrent en premier lieu l'enseignement et les élèves, provient d'une détestable organisation des écoles dans les villes, où on a multiplié le nombre des classes dans une seule école, au lieu de créer des écoles à deux ou trois classes seulement, et de l'insuffisante préparation professionnelle donnée dans les écoles normales.

Quoi qu'il en soit, les efforts tentés par les instituteurs-adjoints aboutiront à quelques résultats, malgré les résistances qu'offrira l'Administration. Le projet de résolution suivant que fit voter le camarade Franchet, de Paris, prépare d'ailleurs une réalisation immédiate de la question : « Le Congrès conseille à tous les instituteurs ou institutrices de fonder dans chaque école ou dans chaque commune, ou dans chaque groupe de communes, un conseil d'études pédagogiques, qui examine toutes les questions relatives à l'organisation des écoles où ils exercent et qui établisse dans les faits, en attendant la réalisation des vœux émis, une collaboration étroite entre les instituteurs et l'Administration. »

3. La leçon du Congrès. — Le Congrès de Clermont-Ferrand a permis de constater l'évolution réalisée par les associations d'instituteurs : la phraséologie démocratique, le verbalisme électoral, qui caractérisaient les Congrès antérieurs, n'ont certes pas disparu, mais ont fortement décru. Les instituteurs font leur éducation corporative d'une façon continue et progressive, aveugle qui ne la constate pas !

Il y a quelques années encore, ils étaient confiants dans la forme de l'Etat, respectueux de son autorité, reconnaissants de ses bienfaits. Aujourd'hui, ils commencent à s'apercevoir que l'Etat démocratique ne vaut pas plus, à quelque chose près, que l'Etat monarchiste. Les instituteurs ont appris ainsi par la force des choses, par leur expérience propre, que les appellations ne valent rien par elles-mêmes, ne sont que des mots vides de sens et que le pavillon couvre souvent une marchandise frelatée. Je ne veux pas dire que l'ensemble ou la majorité des instituteurs aient pu se rendre à cette évidence. Non, le grand nombre encore d'entre eux continuent à s'incliner devant les puissants du jour et à avoir confiance en l'autorité. Il ne faut pas leur en vouloir, ni s'en étonner, quand on connaît les conditions où ils se trouvent, dans des milieux isolés, où l'habileté, la force et la réussite sont tout, avec un bagage intellectuel médiocre qu'ils ne cherchent ni à améliorer, ni à augmenter. Mais il existe à côté de cette masse, une minorité qui comprend, qui devient une force, sur laquelle l'Administration aura à compter, d'autant plus qu'elle se compose d'excellents éléments, de ceux qui cherchent à comprendre et à perfectionner leur enseignement. Les révolutionnaires, les syndicalistes, les indépendants ont remporté à Clermont des succès notables : ils ne devront pas s'en tenir là, ni trop crier victoire. Il faut prévoir un retour offensif des dévoués de l'Administration, on l'annonce déjà et on le sent bien davantage. Ils devront résolument se mettre à l'œuvre, serrer leurs rangs, oublier quelques divergences, quelques fautes de tactique chez les uns ou quelques heures de faiblesse chez les autres. La question de l'autonomie pédagogique, celle de l'indépendance des instituteurs, ont été résolument posées à Clermont ; il ne faudra pas s'écarter de là. La campagne prochaine qui commence devra avoir pour but de faire pénétrer ces idées dans les masses, en ne se contentant plus seulement d'affirmations théoriques, que l'on rencontre facilement, mais en exigeant des actions véritables, efficaces pour réaliser en définitive l'union étroite de la pratique et des principes.

M.-T. Laurin.

Un nouveau Mouvement chez les Intellectuels

Dans les deux vieux pays capitalistes, la France et l'Angleterre, se dessine actuellement un vigoureux mouvement pour la réforme des méthodes d'éducation jusqu'ici en usage dans les classes dirigeantes. Effrayés par les progrès de l'Allemagne, les deux peuples s'essayent également à emprunter ses méthodes d'enseignement à leur puissante rivale, mais, tandis que les Anglais voient le secret du succès de leurs concurrents dans la plus haute culture scientifique que ceux-ci donnent à leurs étudiants (1), et sont en train de tenter un sérieux effort pour remplacer leurs praticiens par des ingénieurs plus imprégnés des méthodes et plus au courant des résultats scientifiques modernes, les Français envient au contraire à l'enseignement allemand son caractère pratique et protestent contre le monopole réservé à la science purement spéculative et livresque dans notre enseignement, depuis l'école primaire jusqu'à Polytechnique.

Les lignes suivantes, écrites par M. Le Châtelier, l'indiquent nettement : « L'enseignement donné en vue de l'Ecole Polytechnique ne développe pas, cela est certain, le respect de la science ; les anciens polytechniciens dans les usines manifestent parfois une horreur des méthodes scientifiques que l'on ne retrouve pas toujours au même degré chez les vieux praticiens de l'industrie anglaise.

« L'inaptitude de l'enseignement actuel des mathématiques à préparer la résolution des problèmes pratiques est bien connue. Il suffit de rappeler le célèbre problème du chat, qui a tenu en échec les mathématiciens les plus illustres (2). »

L'action des hommes et des corps ainsi formés par l'enseignement supérieur, l'action de tous ceux qui exercent ce qu'on appelle les professions libérales, a joué depuis longtemps un rôle trop considé-

---

1. — Voir notamment l'article de Rothstein dans le *Mouvement Socialiste* du 15 décembre 1903. Les Anglais, à cette époque, réclamaient un Charlottenburg ; ils sont maintenant en train de le construire.

2. — *Revue de Métallurgie*, novembre 1906.

rable dans l'histoire de notre bourgeoisie française pour qu'un changement radical dans la façon dont ces hommes et ces corps se forment, ne présente de l'intérêt pour le socialisme.

On ne peut oublier l'influence qu'ont eue les polytechniciens, par exemple aux environs de 1830 ; on continue à commémorer précieusement à l'Ecole le souvenir des élèves tombés sur les barricades pendant les Trois Glorieuses ; leur rôle dans le socialisme utopique a été important ; Enfantin et Considérant, pour ne citer qu'eux, étaient des polytechniciens.

Quant à l'Université et à la Médecine, le souvenir du rôle considérable que leurs représentants ont joué dans l'affaire Dreyfus est trop récent pour avoir besoin d'être rappelé.

Ainsi donc, dans deux des grands mouvements du XIX^e^ siècle, dans le mouvement intellectuel et politique de 1830 qui devait lancer la France sur le chemin de la grande industrie, et dans l'affaire Dreyfus, mouvements qui tous, à titre divers, ont eu une importance capitale pour le prolétariat, l'influence des intellectuels, de quelque manière qu'on la juge, a été prépondérante.

Le mouvement vers une éducation plus pratique, plus technique, laisse, pour le moment du moins, il faut le dire, deux des plus importantes par le nombre des professions libérales, les avocats et les professeurs. Pour les avocats, « ce *type non évolué*, qui en est encore resté à Cicéron », comme disait récemment certain naturaliste, rien de plus naturel. Il en est de même pour les professeurs : ceux-ci trouvent commode d'enseigner sans avoir jamais rien produit et viendraient à perdre tout prestige s'ils s'aventuraient à descendre de la chaire pour manier l'outil. Le mouvement de réforme ne se développe donc guère que dans deux des professions libérales, chez les médecins et chez les ingénieurs.

Chez les ingénieurs, le mouvement se dessine à peine. Cependant un article d'André Pelletan, où celui-ci propose d'instituer un stage obligatoire d'une année dans un atelier de mécanique pour les candidats aux écoles techniques, vient de donner à la question une nouvelle actualité. Un signe de la tendance à la *technisation* des ingénieurs, si l'on permet l'expression, peut aussi être cherché dans l'habitude prise depuis longtemps déjà par les compagnies de chemins de fer de faire débuter leurs ingénieurs comme chauffeurs de locomotive ou comme ouvriers aux ateliers de réparations, moyennant le salaire de cent sous par jour.

Mais là où le mouvement est peut-être plus récent, mais aussi là où il s'est manifesté tout de suite avec une plus grande force, peut-être parce que le mal y était encore plus grand qu'ailleurs, c'est chez

les médecins. Apprendre aux futurs médecins la médecine, leur apprendre à diagnostiquer une maladie et à soigner un patient, voilà la réforme que réclame avec une netteté et une rigueur remarquables l'Association corporative des étudiants en médecine. Supprimer les cours de science générale, qui sont à peu près les seuls cours professés à la Faculté, et les orienter vers leur application médicale (1); faire au contraire de l'hôpital le centre de la vie de l'étudiant, et y rapporter tout le reste; autrement dit, faire de l'étude de son métier le centre de la vie de l'individu, tel est le but que poursuit depuis plus de deux ans cette Association corporative. Il faut bien dire que si ce mouvement a été mené avec la netteté et avec la rigueur avec lesquelles il a été conduit, cela tient sans doute beaucoup à la personnalité d'un des protagonistes de l'Association, qui est tout imprégné de l'esprit révolutionnaire ; mais, ce qu'il y a de remarquable, et ce qui prouve que c'est un mouvement profond, c'est que, malgré la violence de la campagne, les adhésions affluent de toute part. Non seulement la grande masse des étudiants marche à fond (l'Association corporative comprend 800 membres environ sur 3,000 étudiants en médecine), mais un grand nombre de professeurs même, gens déjà nantis ou proches d'être nantis, apportent leur concours officieux ou officiel.

Il y a donc à l'heure actuelle, au sein de « l'Intelligence », un mouvement non négligeable qui tend à la restriction, sinon à l'abandon complet des études purement spéculatives, qui tend à délaisser la culture des « idées générales » pour se porter au contraire vers la spécialisation professionnelle.

Quelle peut être l'utilité de ce mouvement pour le socialisme? Lui est-il indifférent, ou bien, au contraire, peut-il lui être favorable ou défavorable? Si cette question, me semble-t-il, peut être posée, c'est que ce n'est pas autre chose, sous une espèce un peu particulière, sous un aspect assez différent de celui sous lequel il se présente d'ordinaire, que le problème du socialisme et de la démocratie, ce problème qui s'est toujours posé aux socialistes français et que ni Jaurès, en remplaçant purement et simplement le socialisme par la

1. — On connaît la fameuse question qu'avait l'habitude de poser M. Gariel aux candidats médecins qui lui étaient soumis : « Quel est le voltage du métropolitain ? » — Evidemment, un homme distingué, un homme à idées générales, comme doit l'être un médecin vieille manière, doit pouvoir parler de tout, même du voltage du métropolitain, surtout aujourd'hui, où l'électricité est la science à la mode.

démocratie, ni Guesde, en niant le problème, n'ont pu résoudre. Et le syndicalisme révolutionnaire, aujourd'hui, éprouve lui-même encore beaucoup de difficultés à le résoudre pratiquement, et c'est qu'en effet il est fort complexe.

C'est toujours un rôle de dissolvant qu'ont rempli les intellectuels au sein de la classe bourgeoise. Ceux qui, élevés à l'école des « idées générales », passent leur vie à « cultiver leur esprit » se croient de bonne foi les dépositaires de la vérité, et en mesure, par conséquent, de distribuer, selon la justice et l'équité, l'éloge aux uns et le blâme aux autres, d'être enfin les gardiens du Droit contre la Force. Or, quoi qu'on pense de la légitimité de cette prétention, il faut reconnaître qu'elle est fort gênante pour les bourgeois d'affaires, pour ceux qui sont lancés dans le tournoi de la lutte de classes, et pour qui toute discussion de leurs actes est une cause de faiblesse, surtout lorsque cette discussion surgit du sein même de leur classe. « A la porte les raisonneurs », tel est le mot d'ordre du patron. Les intellectuels sont le grain de sable que l'engrenage capitaliste entraîne avec lui ; l'engrenage peut broyer le grain de sable, mais le grain de sable, même broyé, continue à user la machine.

Le rôle des intellectuels a été en s'élargissant ; leur rôle de critique s'est doublé d'un rôle d'hommes de gouvernement, à mesure que croissaient en conscience ou en nombre des classes qui, pour une raison ou pour une autre, voulaient s'opposer aux excès des capitalistes, et qui ont alors fourni aux intellectuels les troupes qui manquaient à leurs cadres tout préparés. Ces classes, c'étaient celles des paysans et des petits fonctionnaires. La Sainte Trinité blocarde du paysan, du fonctionnaire et de l'intellectuel, guidée habilement, il est vrai, par la finance juive, a grandi peu à peu ; progressivement elle a monté à l'assaut du pouvoir, et aujourd'hui elle y trône en souveraine maîtresse. Et c'est maintenant, au moment même du triomphe, que ceux qui ont sonné la charge veulent abandonner ce pouvoir terrible qui, depuis Voltaire, faisait trembler les rois, le pouvoir de parler de tout et de ne rien savoir. Maintenant, il y a des intellectuels qui ne veulent plus tout savoir, et qui désirent seulement apprendre quelque chose. Ils sont près aujourd'hui de trouver plus noble de pouvoir pratiquer un métier que de savoir causer dans un salon. Profond changement, s'il se réalise.

Eh bien ! si l'on se place au point de vue du but que poursuit le socialisme, on ne peut qu'applaudir à cette transformation. Tout le monde producteur, tout le monde ne tenant un rôle dans la société que par sa fonction de producteur, tel n'est-il pas le mot d'ordre du socialisme révolutionnaire ? A bas tous les parasitismes, y compris

celui de la pensée stérile en contemplation d'elle-même ; assez de verbiage, à forme sans contenu.

Mais malgré cela, en fait, et par un phénomène contradictoire, la classe ouvrière s'allie constamment avec la démocratie ; en fait, elle s'allie constamment avec ceux des intellectuels qui sont les plus parfaits représentants des idées générales. Qu'on le veuille ou non, le socialisme en France marche, par certains côtés, avec la démocratie. Et cela, ce n'est que parce que celle-ci lui est utile, parce que chaque jour elle lui rend des services.

On a dit que ce qui manquait au prolétariat allemand, c'était de n'avoir pas eu dans son pays une bourgeoisie révolutionnaire ; l'Allemagne n'a pas eu de révolution bourgeoise, parce qu'elle n'a pas eu une large classe d'intellectuels ; l'ingénieur y est un technicien, le médecin un praticien ; ils vivent tous deux, sans regarder plus loin que ceux qui les payent, s'ils sont payés richement ; ou bien ils ne s'occupent que de leurs revendications les plus spécialement professionnelles, à l'instar d'un trade-unioniste anglais, s'ils gagnent seulement de quoi vivre convenablement.

Les intellectuels allemands n'ont pas cette formation d'esprit des intellectuels français qui pousse ceux-ci à se mettre en dehors des conflits économiques ; il en est résulté que le capitalisme allemand n'a rien trouvé entre lui et les ouvriers ; ceux-ci ont eu à supporter à plein la servitude que leur imposait celui-là, tant qu'ils n'ont pas été assez forts pour pouvoir la diminuer eux-mêmes.

En Russie, on ne peut nier le rôle des intellectuels dans la lutte contre l'autocratie, et ces intellectuels russes sont des intellectuels de la plus métaphysique manière.

En France, où le développement de la grande industrie n'est pas très considérable, en France, pays essentiellement agricole ou à fabrication de luxe, la classe ouvrière ne s'est que rarement sentie suffisamment forte pour affronter la lutte politique à elle seule ; elle a presque toujours accepté le concours de la démocratie en général et des intellectuels en particulier. Le mouvement de professionnalisation qui se dessine actuellement dans les nouvelles couches des professions libérales, s'il prépare peut-être les voies à l'organisation socialiste future, enlèvera à la classe ouvrière des alliés pas très sympathiques, mais qui, souvent, lui furent utiles dans sa lutte contre l'autorité. Peut-être était-il bon de le signaler.

Robert Louzon.

Marchands, Intellectuels et Politiciens

Suite (1)

Nous disions au début de cette étude que l'Etat revêt trois principaux caractères, qu'il est : 1° un être mystique, un mythe de la conscience populaire non encore « parvenue à entendement » ; 2° un conseil d'administration des affaires capitalistes, où le matérialisme bourgeois a trouvé son expression adéquate ; et 3° une Idée, un concept, dont les intellectuels de la bourgeoisie ont fait la théorie. Mysticisme populaire, matérialisme bourgeois, idéalisme politique, l'Etat, affirmions-nous, est le produit de ces trois facteurs. Nous pouvons ajouter maintenant que le matérialisme bourgeois et l'idéalisme politique, complémentaires l'un de l'autre, ainsi que nous l'avons vu, n'auraient pu, l'un développer sa pratique ni l'autre échafauder sa métaphysique, s'ils n'avaient eu pour soubassement de leur construction le mysticisme populaire, cette croyance mystique du peuple en l'Etat, cette attente énorme et infinie dans son indétermination de l'âme populaire envisageant l'Etat comme une sorte de Providence laïque, ou comme une espèce de Messie, chargé de réaliser la justice sociale.

Sorel a souvent appelé l'attention (2) sur l'influence considérable que les guerres de la Révolution et de l'Empire ont exercée sur l'âme populaire ; ces guerres, les souvenirs qu'elles ont laissés, et les légendes qui se sont formées autour d'elles, ont constitué, selon lui, pendant tout le XIX^e^ siècle, la seule poésie vraiment populaire, la source vive, où l'âme populaire abreuvait sa soif de grandiose, de sublime et de tragique et alimentait ses vastes espoirs mythiques de conquêtes à la fois matérielles et morales. Sorel a montré aussi (3) comment ces guerres avaient régénéré la notion d'autorité et contribué à porter à son plus haut point d'exaltation l'Etat moderne, qu'il conviendrait peut-être, pour être tout à fait exact, d'appeler *l'Etat napoléonien* (4); il a fait voir, en particulier,

---

1. — Voir les numéros 188 et 191 du *Mouvement Socialiste*.

2. — Voir la *Ruine du Monde antique*, p. 107 et suivantes.

3. — Voir sa préface au livre de Pelloutier, *Histoire des Bourses du Travail*.

4. — Voir à ce propos de fines remarques de Guiyesse dans la *France et la paix armée*, p. 110 et suivantes.

comment cette régénération de l'idée d'autorité avait permis aux utopies saint-simoniennes et fouriéristes de se former et d'acquérir un certain crédit (il faut, en effet, à ne considérer en particulier que le fouriérisme, être affligé d'une certaine myopie intellectuelle pour y voir un libéralisme ou un anarchisme ; tout le système suppose, pour fonctionner, l'universelle présence, invisible, mais très réelle et très indispensable, de Fourier lui-même, seul capable, tel un Napoléon, de mettre les passions en valeur et de les harmoniser ; quant au saint-simonisme, il est à peine besoin d'insister ; le système est tout entier autoritaire et hiérarchique ; et l'on sait assez, du reste, ce que, sous le second Empire, sont devenus les saint-simoniens). Mais ces utopies sont des utopies essentiellement bourgeoises ; elles ont pris du napoléonisme ce qu'il avait de civil, d'administratif, de laïque, voire d'antimilitariste ; la véritable utopie napoléonienne populaire du XIX^e^ siècle, il n'y a pas de doute, ce fut *l'utopie guesdiste*, ce socialisme conçu tout à fait selon un type napoléonien, pour qui les mots : conquérir l'Etat, monter à l'assaut de la citadelle capitaliste, avaient vraiment un sens napoléonien, un accent napoléonien, une allure militariste et napoléonienne, où l'on sentait vibrer comme un écho, plus qu'un écho, tout le roulement profond des charges épiques de la garde impériale ; et il s'agissait bien pour les guesdistes de faire de l'Etat napoléonien un Etat ouvrier, un Etat socialiste ; l'Etat, dans le système guesdiste conservait bien cette puissance magique, il restait bien cet Etre omnipotent, énorme, formidable, mythique, où toujours l'âme populaire concentra ses aspirations immenses de conquête, de gloire et de bonheur social.

Il faut rendre justice à ses ennemis particuliers. Et je le dirai chaque fois que j'aurai l'occasion de le dire : le guesdisme fut quelque chose de grand et qui eut de la ligne ; et, vraiment, dans le socialisme international, la figure de Guesde se détache avec un singulier relief sur la platitude presque universellement bourgeoise de tous nos autres grands chefs. Et, au risque de paraître animé d'un... nationalisme exagéré, voyez comme toutes les créations françaises ont autrement de vie, de relief, de réalité aiguë, ardente, et comme dessinée au burin ! Guesde est comparable à Calvin, mais combien Calvin n'est-il pas supérieur à Luther dans le protestantisme du XVI^e^ siècle ; et, ajouterai-je, combien le socialisme de Guesde n'est-il pas supérieur à la social-démocratie allemande, qui pourtant conçoit le socialisme sur un patron également *tout politique ?*

C'est ce qui rend l'opposition du guesdisme et du syndicalisme

révolutionnaire si intéressante, si typique, si suggestive. Car voyez: le syndicalisme révolutionnaire nie, de toute la force d'une négation qui semble impie, qui semble l'impiété même, une impiété énorme, faite pour inspirer cette horreur sacrée que Guesde, un jour, manifesta si tragiquement lorsque Joindy blasphéma Liebneckt, il nie, dis-je, cet Etat moderne, cet Etat napoléonien, dont le guesdisme est l'affirmation même à son plus haut point d'exaltation et de puissance ; le syndicalisme oppose à la conquête du pouvoir la grève générale ; à l'action du bulletin de vote l'action directe ; au groupement politique, le syndicat ; c'est le contre-pied absolu du guesdisme : et pourtant, ils ont quelque chose de commun, une racine commune ; tous deux ont le même esprit guerrier, tous deux conçoivent la classe ouvrière comme une classe guerrière, comme une armée; mais l'armée guesdiste, c'est l'armée napoléonienne ; l'armée syndicaliste, c'est l'armée de Sambre-et-Meuse, l'armée républicaine, celle de Valmy, de Jemmapes et de Fleurus — non celle d'Iéna et d'Austerlitz. Sorel, dans ses *Réflexions sur la Violence*, a rapproché l'état d'esprit des grèves-généralistes de celui des soldats des guerres de la Liberté : rapprochement véritablement admirable; on dit toujours : les guerres de la Révolution et de l'Empire, d'une traite, d'une seule haleine, comme si cela formait un tout, un bloc, sans aucune solution de continuité; et, en un certain sens, cela est vrai; mais on sent bien, on sait bien pourtant l'énorme différence qu'il y a, la différence spécifique, intime, qualitative, entre les armées de la République, entre les soldats de l'an II, et les armées de l'Empire, les soldats de Napoléon : c'est sans doute, chez les uns comme chez les autres, le même souffle épique ; mais l'esprit n'est plus le même, l'âme intérieure a changé.

Je disais que l'idée de la grève générale était une idée vraiment propre à la classe ouvrière française ; laquelle est presque la seule jusqu'ici non seulement à l'avoir retenue, couvée, élaborée, mais aussi la seule à en avoir saisi, d'une intuition aiguë, toute la portée, toute la signification, c'est-à-dire *la mort de l'Etat*, de cet Etre omnipotent, de ce Dieu laïque, dont la conscience populaire fut jusqu'ici occupée et remplie jusqu'aux bords. Oui, c'est là leur idée, à nos ouvriers français : ces excellents syndiqués allemands peuvent nous envoyer toutes les *missions* du monde, et vider chez nous leurs coffres-forts ventrus ; on ne leur enlèvera pas cela de la caboche ; on aura beau faire ; c'est leur bien, leur propriété ; ils l'ont créée, entretenue, développée ; ils y tiennent, comme le paysan à son lopin, farouchement ; les bourgeois socialisants et les ouvriers embour-

geoisés peuvent bien déplorer ce déplorable entêtement; c'est comme cela: il faut qu'ils en prennent leur parti.

Mais pourquoi, nous demandions-nous, cet attachement singulier de la classe ouvrière française à une idée pour laquelle, dans le reste du monde ouvrier, dans le syndicalisme international comme dans le socialisme international, on ne trouve que répugnance, hostilité, incompréhension totale ? Nous avons dit la forme classique qu'ont prise chez nous, toujours, les luttes historiques; comment, chez nous, tout aboutit, toujours, à des antagonismes nettement accusés, à des oppositions crues, violentes, parfaites ; on ne rumine pas chez nous; on digère vite ; les événements comme les théories ; avec l'entrain, le génie nerveux et primesautier de la race, la clarté incisive de l'esprit, on va droit au but, et droit jusqu'au bout de l'idée ; ça ne traîne pas ; les autres en sont encore à prendre leurs dispositions, à délibérer, à ratiociner, à se perdre dans les méandres indéfinis de la causalité universelle, à remonter au déluge, que déjà nous sommes là, l'arme au pied, prêts à l'attaque ; voyez ces campagnes de Napoléon ahurissant l'Europe par leur rapidité vertigineuse, la sûreté mathématique de l'élan ; c'est l'instantané dans la conception, la délibération et l'exécution ; voyez aussi nos grèves, la grève des électriciens de mars dernier, quel coup de foudre ! Le monde est devenu singulièrement lourd, compliqué, pesant ; il semble impossible à soulever, à électriser; on le dirait perdu, impliqué dans les filets de la causalité universelle, embourbé dans les marécages de l'échange et de l'intellectualisme internationaux : comment l'intuition, l'invention, la liberté, pourraient-elles percer cette croûte épaisse ? Il semble impossible ; l'intelligence a tout occupé, tout bouché, toutes les avenues, toutes les issues ; l'intuition est réduite à errer je ne sais où, sans feu ni lieu, lumière vacillante et incertaine; elle étouffe, elle est moribonde. Et l'échange étreint la production, et la liberté gît par terre, bâillonnée, sous la lourde tyrannie des Etats, des foules démocratiques, et de tous les collectivismes modernes. C'est l'asphyxie lente, la mort par inanition, au fond d'un cloaque. Attendez, toutefois, ne désespérez pas ! Voici qu'a vibré le coup de clairon du coq gaulois ; le monde moderne a tressailli ; ce grand corps morne et lourd a ressenti la secousse électrique salutaire.

Mais la classe ouvrière française n'est pas seulement la plus prompte à l'action, nerveuse et primesautière; elle a aussi une autre précieuse qualité : elle est artiste, et l'art est à la fois l'enfant et le père de la liberté ; l'art, c'est la création, l'invention, le génie anarchiste, qui crée en dépit de tous les intellectualismes et fait éternel-

lement la nique à tous les pédants d'école, d'académie et d'Etat. Sorel n'a-t-il pas défini l'art une anticipation de la haute production ? Les produits de l'industrie française ont toujours eu une renommée incontestée de bon goût, d'élégance, de fini ; on ne fait pas de la camelote chez nous ; le travail est soigné, limé, exécuté avec amour, en artiste. Il y a chez nos ouvriers un esprit d'invention sans cesse éveillé, vibrant, toujours prêt à éclater, et Sorel a pu rapprocher nos ouvriers grèves-généralistes de ces merveilleux artisans-artistes qui édifièrent nos merveilleuses cathédrales. Nous avons dit ailleurs (1) quels ouvriers extra-qualifiés comportait le grand atelier moderne perfectionné ; c'est l'âge de *l'économie du fer* ; les temps de *l'économie du coton* sont passés : n'est-il pas remarquable, par exemple, que le Textile se soit opposé à la Métallurgie, au congrès d'Amiens, — le Textile comme étant *la fédération guesdiste*, et la Métallurgie, *la fédération syndicaliste ?* C'est la classe ouvrière du Nord, et, en particulier, les centres textiles, Roubaix, Lille, Armentières, qui forment l'armée guesdiste, c'est-à-dire des masses ouvrières très compactes, très lourdes, de type germanique déjà, à qui un socialisme politique et coopératif va comme un gant, et qui n'éprouvent que de l'éloignement, voire de l'hostilité, pour une idée comme celle de la grève générale, — tout comme les masses ouvrières allemandes embrigadées par la Social-Démocratie. Or, le congrès d'Amiens a été le duel en champ clos de Renard et de Griffuelhes (je ramène le duel du Textile et de la Métallurgie au duel de ces deux hommes, sans oublier d'ailleurs que les hommes ne sont jamais que des *porteurs de symboles*) — de Renard, vieux militant guesdiste, secrétaire du Textile, véritable type de l'ouvrier du Nord, pratique, calme et pondéré, ayant le génie de l'association, mais de l'association en vue de fins bien déterminées et de caractère plutôt matérialiste ; on s'associe pour tout dans le Nord ; pour avoir le pain à meilleur marché, comme pour jouer au bouchon ou tirer à l'arc ; en Allemagne, on pousse même cette manie jusqu'aux dernières limites : pour honorer la mémoire d'un philosophe comme pour envoyer une carte postale ; et tout cela sous des formes touchantes, honnêtes, candides, avec bonhomie, sans malice ; une bonne grosse vie collective, large et copieuse, plantureuse, à la Rubens ; avec un manque complet de goût et une absence totale de

1. — Voir notre article : *Anarchisme individualiste, marxisme orthodoxe et syndicalisme révolutionnaire. Mouvement Socialiste* du 1er mai 1905.

vie intérieure, de mysticisme, bien que les Allemands s'imaginent en avoir le monopole ; mais *ruminer* n'a rien de mystique, que je sache, et si je cherche des noms de grands mystiques, les noms qui me viennent à l'esprit tout de suite, sont tous des noms de latins ; — et maintenant, pensez à Griffuelhes ! Merveilleux et singulier contraste. L'avez-vous déjà entendu ? Griffuelhes, sans doute, n'est que Griffuelhes ; et d'aucuns insinuent même que, dans le syndicalisme français, il n'y a que... lui. Si par là ils veulent affirmer que Griffuelhes incarne merveilleusement le syndicalisme français et le personnifie mieux que personne, ils ne sauraient mieux dire. Il faut l'entendre. Lui aussi est un calme, un pondéré, un homme pratique. Car, quelle parfaite maîtrise de soi ! Quelle sûreté dans l'expression ! Quel ton mesuré, net, incisif, presque froid ; mais faites bien attention et marquez bien toute la différence entre cette froideur-ci et l'autre, la septentrionale. Vous aurez par là mesuré toute la distance qui sépare le prétendu mysticisme des races germaniques du mysticisme latin. Griffuelhes est du Midi ; non certes du Midi marseillais (Marseille ! une ville d'échange, éminemment, s'il en fut) ni du Midi tarasconnais, mais du Midi sérieux, ardent et concentré. Il faut l'entendre. L'avez-vous entendu opposer le génie de la classe ouvrière française à celui de la classe ouvrière allemande ? Il m'a paru, ce soir-là, incarner lui-même, symboliser admirablement lui-même le génie de notre classe ouvrière française, avec son sens aigu et supérieur, souverain, de l'action, sa nervosité ardente, tout ensemble primesautière et réfléchie, la réflexion étant rapide, ramassant dans le bref raccourci d'un instantané tous les éléments d'un problème, avec la sûreté et la rapidité de l'intuition, qui, bien supérieure à l'analyse, ne laisse pas la volonté s'émousser dans les brumes d'une ratiocination indéfinie ; — on se figure toujours que *penser*, c'est ruminer interminablement ; eh non : c'est là le mode allemand de penser ; le mode évolutionniste ; vous savez bien : le fameux *Entwicklung*, le fameux *devenir* ; ils ont inventé le devenir, ces Allemands, et vraiment ils n'en finiront pas de *devenir* ; mais il y a le penser à la française, un éclair, un instantané, et qui court sus à l'acte ; et soyez tranquille : il n'y a rien de perdu, tout a été examiné, et le succès répond que l'analyse, quoique brève, a été complète, exhaustive, conforme à toutes les règles cartésiennes. Mon Dieu, le temps ne fait rien à l'affaire ; du moins le temps mathématique ; tout dépend du rythme de la pensée et de la durée vécue ; et notre Bergson définit même la matière par l'extension, la diffusion dans l'espace, la détente, et l'esprit par la tension, la torsion sur soi-même, ramassant dans un

instantané toute une durée qui autrement se serait diluée, — le maximum de tension étant ainsi le maximum de vie spirituelle ; ruminer ne sera donc pas penser, mais bien plutôt se perdre en la matière comme en un sable mouvant.

Cette opposition, au Congrès d'Amiens, du Textile et de la Métallurgie, ce duel de Renard et de Griffuelhes, vraiment, sont symboliques : c'est l'économie du coton s'opposant à l'économie du fer ; des ouvriers très despécialisés, presque réduits à l'état de manœuvres, à des ouvriers extra-qualifiés ; un socialisme corporatif, s'adossant au socialisme politique, à un socialisme de classe, répudiant la politique ; et, pour amplifier, élargir jusqu'aux étoiles le geste du symbole, un socialisme de type germanique à un socialisme de type latin ; la Social-Démocratie allemande et le Trade-Unionisme anglais (Renard incarnait bien les deux) faisant pièce, à l'intérieur même de la Confédération, à la *Confédération générale du Travail* : quelle opposition ! La corporation, le Parti et le syndicat — et la corporation, s'unissant au Parti, s'adossant à lui, pour mater le syndicalisme ; le Moyen-Age et l'Etat moderne, ligués tous deux contre nous ; le privilège particularisé, le particularisme féodal, empirique, et le privilège universalisé, l'universalisme marchand, bourgeois, politique, abstrait, coalisés contre l'universalisme réel du syndicat : quel merveilleux contraste ! Et voyez : nos bons apôtres du socialisme politicien reprochent toujours au syndicalisme d'émietter la classe ouvrière, de la ramener au particularisme corporatif, d'être réactionnaire ; ils ne s'aperçoivent pas que *leur politique* n'est que *du corporatif* élevé à la deuxième puissance, du corporatif transplanté sur la scène parlementaire, — le parlementarisme n'étant que le champ clos, où viennent se débattre, transiger, composer, tous les intérêts corporatifs, tous les privilèges : *l'ancien Régime est le défaut caché de l'Etat moderne* (1), disait Marx ; il voulait dire sans doute par là que sous l'universalisme politique subsistait le particularisme féodal, que la politique n'était que le masque du corporatif. Proudhon a exprimé la même idée sous une autre forme, et voici les lignes curieuses qu'on peut lire dans sa *Solution du problème social* (p. 62-63) : je les livre aux méditations de nos excellents démocrates, tout confits en la dévotion du suffrage universel : « Si la monarchie est le marteau qui écrase le peuple, la démocratie est la hache qui le divise : l'une et l'autre concluent également à la mort de la liberté. Le suffrage universel est

1. — Voir sa *Critique de la philosophie du droit de Hegel.*

une sorte d'atomisme par lequel le législateur, ne pouvant faire parler le peuple dans l'unité de son essence, invite les citoyens à exprimer leur opinion par tête, *viritim*, absolument comme le philosophe épicurien explique la pensée, la volonté, l'intelligence, par des combinaisons d'atomes. C'est de l'athéisme politique dans la plus mauvaise signification du mot. Comme si de l'addition d'une quantité quelconque de suffrages pouvait jamais résulter une pensée générale !... Le moyen le plus sûr de faire mentir le Peuple, c'est d'établir le suffrage universel. Le vote par tête, en fait de gouvernement, et comme moyen de constater la volonté nationale, est exactement la même chose que serait, en économie politique, un nouveau partage des terres. C'est la loi agraire transportée du sol à l'autorité... On nous a ramenés aux usages des barbares, qui, à défaut de raisonnement, procèdent par acclamation et élection. On a pris un symbole matériel pour la vraie formule de la souveraineté. Et l'on a dit aux prolétaires : Quand vous voterez, vous serez libres; vous serez riches ; vous décréterez le capital, le produit et le salaire ; vous ferez, comme d'autres Moïse, tomber du ciel les grives et la manne ; vous deviendrez comme des dieux, car vous ne travaillerez plus, ou vous travaillerez si peu, si vous travaillez, que ce sera comme rien. (Je livre ceci, particulièrement, aux réflexions de nos guesdistes plus entichés que tous les démocrates du monde du sacro-saint bulletin de vote et plus utopistes du suffrage universel dispensateur du droit à la paresse que personne en Utopie.) Quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise — c'est Proudhon qui continue : nos démocrates devront avaler le morceau jusqu'au bout — le suffrage universel, témoignage de la discorde, ne peut produire que de la discorde. Et c'est avec cette misérable idée, j'en ai honte pour ma patrie, que depuis dix-sept ans, on agite le pauvre Peuple !... C'est sous ce drapeau scissionnaire que nous prétendons conserver l'initiative du progrès, marcher à l'avant-garde des nations, dans les conquêtes de la liberté, inaugurer l'harmonie sur le globe !... Ayez huit millions d'électeurs, ayez-en huit mille, votre représentation, avec des qualités différentes, n'en vaudra ni moins ni plus. Faites neuf cents députés, faites-en quatre-vingt-dix, et la loi qu'ils fabriqueront, tantôt plus plébéienne, tantôt plus bourgeoise, n'en sera ni meilleure ni pire. »

Drapeau scissionnaire, témoignage de discorde, atomisme politique, hache qui divise le peuple — le voilà bien arrangé, ce pauvre suffrage universel, superstition moderne, dogme du monde moderne, qui est bien le monde le plus affligé de dogmes et de superstitions que je connaisse, — bien qu'il prétende n'avoir plus de préjugés,

être libre d'esprit, ne croire qu'à la raison et à la vérité, à la science. Mais ce pauvre cher monde moderne dégage un comique énorme, tant il étale avec candeur de nullité suffisante et de vanité imbécile ! Drapeau scissionnaire, atomisme politique, hache qui divise le peuple, entendezvous, ô guesdistes dégénérés, qui ne jurez plus que par le bulletin de vote (je dis : dégénérés, car, originellement, le guesdisme, Dieu merci, fut autre chose ; nous l'avons reconnu nous-mêmes et proclamé), entendez-vous, comprenez-vous et cesserez-vous d'accuser le syndicalisme de casser en morceaux le bloc ouvrier, parce que ledit syndicalisme n'a pas, comme vous, la superstition du suffrage universel ?

Mais arrêtons notre attention sur cette curieuse page de Proudhon et surtout sur les expressions plus curieuses encore dont il s'est servi pour caractériser le suffrage universel : c'est de l'atomisme politique, dit-il, de l'athéisme ; et il est aussi peu capable d'exprimer la volonté du peuple que le philosophe épicurien d'expliquer la pensée, la volonté, l'intelligence par les seules combinaisons des atomes. Qu'est-ce à dire ? et que signifient ces expressions bizarres d'atomisme et d'athéisme, et cette comparaison non moins étrange avec la philosophie épicurienne ? C'est qu'en réalité nous avons ici, clairement énoncées par Proudhon, les raisons essentielles qui séparent le socialisme de la démocratie et qui rendent l'usage pur et simple des institutions démocratiques et de la pratique démocratique si dangereux et si dissolvant pour le socialisme. Le guesdisme, sans aller plus loin, en est la démonstration *par le fait* la plus pertinente qui soit, lui qui, parti d'une conception socialiste de lutte de classe, a abouti par l'emploi inconsidéré du seul suffrage universel à la dégénérescence démocratique que l'on sait. La démocratie, on l'a dit bien souvent, ne connaît que l'individu, l'individu abstrait, la monade individuelle ; la société démocratique n'est que la juxtaposition de ces unités individuelles abstraites que sont les citoyens ; et le suffrage universel n'est que le moyen d'en faire la sommation. Proudhon a donc bien raison de dire que le suffrage universel, c'est de l'atomisme. Mais, dans le ciel d'Epicure, les atomes pleuvaient éternellement dans le vide en ligne droite, sans jamais s'accrocher et sans jamais former *un monde*, s'il n'y avait le *clinamen* : et qu'est-ce que le clinamen ? C'est, au fond, tout simplement, le hasard. On y a quelquefois vu la liberté. La liberté, en effet, n'est pas sans quelque affinité avec le hasard, en tant qu'elle est ce génie anarchiste dont nous parlions plus haut et qui s'amuse si malicieusement à dérouter tous nos pédants intellectualistes et tous nos sociologues en mal de prévisions scientifiques. Mais, sans tant finasser, mettons

que le clinamen épicurien c'est, tout bêtement, le hasard. Or, dans le ciel démocratique, quel est le hasard qui empêche nos atomes civiques de pleuvoir éternellement en ligne droite, qui les fait dévier et s'accrocher ensemble pour former une société? C'est, tout bonnement, le hasard de l'urne, de l'urne sainte électorale. Ne nous étonnons plus de la dévotion que la démocratie a vouée au suffrage universel : sans l'urne, évidemment, elle n'existerait pas. Derrière l'urne, il y a bien les Partis et, derrière les Partis, il y a bien l'Etat, dont ils ne sont que la menue monnaie, le démembrement, la dislocation apparente; mais tout le système, dans son mécanisme brutal, gravite bien néanmoins autour de l'Urne et de ses hasards.

Et en dernière analyse, qu'est-ce donc que la démocratie? C'est une agglutination accidentelle d'individus, une poussière d'individus que les hasards des pluies électorales agglomèrent en tas : cela forme des partis, un Etat, mécaniquement; quoi d'étonnant, dès lors, que la démocratie ne soit qu'une anarchie que le hasard cristallise en bureaucratie, une anarchie qui se précipite en bureaucratie comme en son résidu normal, une anarchie qui, sans la bureaucratie, qui en est vraiment le noyau, le centre et le cœur, ne serait qu'une poussière, la pluie des atomes avant le clinamen? Si bien qu'en fin de compte, on aboutit à cette conclusion : la démocratie, c'est l'Etat, et l'Etat, c'est la bureaucratie, c'est-à-dire ceux, comme dit Péguy, qui sont « de ce côté-ci du guichet, du bon ».

Notre analyse serait incomplète si nous n'ajoutions, cependant, que, dans les temps héroïques, il y a autre chose pour cimenter l'unité de la démocratie, autre chose que les hasards de l'urne sainte électorale. Cet autre chose, c'est le patriotisme, c'est, autrement dit, l'idée de la mission de l'Etat conçu sous l'aspect guerrier, militant, conquérant : car il ne faut pas s'y tromper, il n'y a pas de patriotisme sans cette idée de la mission guerrière de l'Etat; *la guerre nourrit le patriotisme, comme la grève nourrit le socialisme;* et c'est pourquoi la négation de la patrie par le syndicalisme révolutionnaire apparaît une chose si grave : c'est qu'elle équivaut vraiment à la négation de la démocratie et de l'Etat eux-mêmes; nos démocrates le sentent bien, et ils voudraient ranimer, galvaniser l'idée patriotique : mais, comme d'autre part, ils sont pacifistes à outrance, comme ils ont perdu toute notion de la mission guerrière de l'Etat, tous leurs efforts restent frappés d'une contradiction mortelle, tous leurs discours patriotiques sonnent affreusement le creux; et il ne reste vraiment plus de la démocratie que les hasards du clinamen électoral, que ce stupide mécanisme, aveugle et brutal, fonctionnant à vide. C'est de l'atomisme pur, corrigé par le seul hasard;

c'est du matérialisme pur, de l'athéisme absolu, une « sécularisation » complète et la disparition absolue de tout mythe : c'est-à-dire le néant, la mort, et la mort bête, veule et lâche des êtres qui ont abdiqué, mettent parfois des années, voire des siècles, pour mourir, mais n'en insultent que davantage la vie par une agonie d'autant plus honteuse qu'elle se prolonge plus longtemps.

Mais, pour étudier à fond et mettre en plein relief ce génie individualiste et dissolvant de la démocratie, cette hache qui, comme dit Proudhon, divise le peuple, il faut voir quelle attitude la démocratie observe vis-à-vis de ce fait essentiel de la vie ouvrière et de la lutte de classe qu'est la grève. Et quand je dis : la démocratie, j'entends, on le devine bien, toute la démocratie, voire socialiste, voire socialc-démocratique ; on sait que Guesde, par exemple, n'a jamais eu en face des mouvements grévistes qu'une attitude franchement hostile ; c'est, à ses yeux, un retour à l'état de nature ; quant à Jaurès, il est simplement comique de voir à quels efforts, à quelles contorsions d'acrobate il se livre pour se donner l'air d'un homme qui *admet* la grève, par lui-même déclarée « un pis-aller ». Jaurès, en bon tribun, qui flaire toujours d'où vient le vent, essaie actuellement, pour redorer son blason... révolutionnaire passablement terni, de flatter la *Confédération ;* il se pose comme son défenseur, il lui caresse l'échine ; il l'embrasse pour mieux l'étouffer ; Guesde, lui, dégoûté, écœuré, se tient à l'écart, ne songe qu'à reprendre son indépendance, et, pour commencer, refonde un journal à lui (1). Mais laissons ces misérables contingences... politiciennes. La démocratie, en face des grèves, comme d'une manière générale, en face du mouvement ouvrier, je veux dire, on m'entend bien, du mouvement syndicaliste, est désorientée ; elle ne comprend pas ; ou, plutôt, elle ne comprend que trop ; elle sent bien qu'elle se trouve là en présence d'un fait révolutionnaire, qui semble bien équivaloir à sa propre négation. Aussi, n'a-t-elle qu'un désir, ne forme-t-elle qu'un souhait : supprimer ce fait, le biffer de l'histoire contemporaine ; et elle connaît si bien le caractère scissionnaire, la vertu dissolvante et pulvérisante de son sacro-saint suffrage universel, qu'elle ne rêve qu'une chose : appliquer cet admirable mécanisme de décomposition à la grève ; électoraliser, parlementariser la grève, c'est, en effet, le sûr

1. — Allons-nous assister à une résurrection de toutes les anciennes chapelles ? Guesde fondant le *Socialisme*, Brousse le *Prolétaire ?* Ce serait vraiment amusant.

moyen pour en détruire toute la substance révolutionnaire ; l'effet est mathématiquement certain ; elle le sait bien ; et les ouvriers le savent bien aussi, eux qui repoussent avec la dernière énergie toutes les belles réformes de nos excellents radicaux et socialistes genre Millerand-Colliard.

La grève est un phénomène de vie collective, de psychologie collective ; ici entrent en jeu des sentiments collectifs très puissants, très contagieux, presque électriques ; que la masse reste à l'état indivis, à l'état de masse, et conserve son unité spirituelle originelle profonde, et chaque ouvrier a sa volonté noyée, absorbée dans cette unité : l'égoïsme individuel, l'intérêt privé, les misérables préoccupations personnelles, les petites lâchetés secrètes disparaissent ; il n'y a plus qu'une masse électrisée, une personnalité collective complexe tout entière transportée, d'un seul élan unanime et puissant, aux plus hauts sommets de l'héroïsme moral et du sentiment du sublime. Que viendrait faire ici la loi, la démocratie, avec sa manie votarde, et son dogme stupide des majorités ? Tout simplement briser, émietter, casser en morceaux, pulvériser cette unité, redonner à chaque ouvrier, dans le silence propice du vote secret, la liberté de la trahison et de la lâcheté, la liberté de l'égoïsme et de la peur. Le vote secret, — voilà bien, au reste, le symbole parfait de la démocratie. Voyez-moi ce citoyen, ce membre du souverain, qui vient en tremblant exercer sa souveraineté ; il se cache, il fuit les regards de la société ; aucun bulletin ne sera assez opaque pour dérober aux regards indiscrets sa pensée intime, son acte de souveraineté ; il entre comme un voleur dans la cabine d'isolement : le voilà seul, avec sa conscience, ce prétendu maître du moment ; il se recueille, il est libre — libre comme la monade de Leibnitz, toutes portes et fenêtres closes ! Car c'est ainsi qu'en réalité la démocratie conçoit la liberté : c'est la liberté de la monade, ou, si l'on aime mieux, la liberté d'Epicure, retiré du monde, dans la paix de son égoïste et solitaire ataraxie, loin des soucis et des tracas de la vie publique, libre et souverain dans sa solitude et son néant. Et voilà comment la démocratie entend le Peuple-Roi : de sa puissance collective, il ne reste plus, grâce à elle, qu'une procession d'ombres craintives, venant exercer en tremblant et en se cachant, dans le silence de leur conscience abandonnée à son égoïsme et à sa lâcheté, leur soi-disant souveraineté !

Un bourgeois démocrate ne manquera pas ici de me dire que nous supprimons, nous, tout simplement, la liberté ; il nous sortira le grand axiome de la philosophie et de l'économie politique bourgeoises, qu'un seul ouvrier, quand il veut travailler, est libre de le

faire et doit être protégé dans cette liberté par toute la force publique ; notre bon bourgeois ne se rend pas compte de ceci, il ne réfléchit pas à ceci : que lui patriote, lui à qui le seul nom d'Hervé donne la colique, n'admettrait sûrement pas, en cas de guerre, qu'un quelconque citoyen vînt lui sortir sa soi-disant liberté sacrée pour se dispenser de marcher à la frontière ; il dirait tout de suite : fusillez-moi cet homme-là, c'est un traître, un déserteur, un monstre ; au besoin, s'il n'aimait toujours mieux laisser agir les autres, la fameuse force publique, pour qui tout bon bourgeois dans sa maison a un respect de sauvage pour son fétiche, il le fusillerait lui-même. Eh bien, qu'il se dise donc une bonne fois que la grève, c'est la guerre, et qu'aux yeux des ouvriers, le non-gréviste est un traitre, un déserteur, un être monstrueux, et qui, abandonnant ses camarades dans la lutte, est bien mal venu d'invoquer sa liberté, car sa liberté, c'est de la traîtrise, de la lâcheté, un crime de lèse-solidarité ouvrière !

La liberté ! Toujours invoquée avec ferveur aux époques de décadence, dit Proudhon dans *la Guerre et la Paix* ; et qui osera dire que Proudhon n'aimait pas la liberté, lui qu'on considère toujours comme *le père de l'anarchie ?* Qu'est-ce en effet que la décadence ? On pourrait la caractériser en quelques mots : c'est une dissolution de l'idée sociale, une retraite de chaque individu au fond de sa coquille, de ce qu'il appelle hypocritement sa liberté ; l'individu ne veut plus rien savoir ; il ignore et veut ignorer le social ; il ne connaît plus que son bon plaisir : l'art pour l'art ; l'amour pour l'amour ; la science pour la science ; la liberté pour la liberté ; et ce qu'il y a de plus remarquable, mais aussi de plus logique et de plus naturel, c'est qu'il n'y a pas en même temps d'époques où l'on soit moins libre effectivement et où le despotisme collectif, sous la forme de l'Etat, se fasse sentir plus lourdement que dans ces époques de décadence, où toujours la liberté est invoquée avec ferveur. La force de l'Etat, les débordements étatiques, ne sont-ils pas faits de l'abdication sociale de tous ? On pourrait aussi définir la décadence : un retour à la liberté végétative et animale, qui se donne les apparences, qui se croit un raffinement de liberté spirituelle et morale ; une rechute dans la barbarie, qui se prend pour le dernier mot de la culture. M. Bergson nous enseigne que l'intellectualité et la matérialité sont choses identiques ; et, nous l'avons vu déjà, la matérialité, à ses yeux, c'est simplement le mouvement de détente de l'esprit, l'esprit qui s'étend paresseusement dans l'espace, les neurônes étant désenlacés, flottants, fatigués. Or, les époques de décadence sont bien caractérisées par une intellectualisation croissante de toute chose,

c'est-à-dire, si nous appliquons les idées de M. Bergson, par une matérialisation croissante : on pourrait dire aussi une sécularisation, une laïcisation, une étatisation ; Etat abstrait, droit abstrait, morale abstraite, éducation abstraite ; tout devient abstrait, laïque, démocratique et obligatoire ; c'est la mort du mythe, ajouterons-nous encore ; Apollon l'emporte sur Dionysos ; Apollon, l'intellectualiste, l'esprit d'individualisation, le créateur de l'apparence individuelle et le fondateur des Etats, sur Dionysos, le mystique, le dieu qui nie l'individualisation, en brise les bornes étroites, et replonge l'âme exorbitée dans le courant de l'âme universelle. Et nous comprenons enfin que Proudhon ait appelé le suffrage universel un « athéisme ». « A chaque progrès marqué des impulsions dionysiaques, écrit Nietzsche (*Origines de la Tragédie*, p. 188), on a la sensation que cet affranchissement dionysien des entraves de l'individu se manifeste tout d'abord au préjudice des instincts politiques, en incitant à l'indifférence et même à l'hostilité à leur endroit, si certain qu'il soit, d'autre part, qu'Apollon, ordonnateur des Etats, est aussi le génie du principe d'individuation... Non moins fatalement par ailleurs, la prépondérance absolue des instincts politiques entraîne un peuple dans la voie de la sécularisation la plus extrême, dont la plus grandiose expression, mais aussi la plus effrayante, est *l'imperium romanum*. »

Nietzsche aurait pu ajouter : et l'Etat napoléonien français du XIX^e^ siècle, l'Etat moderne ébauché par la royauté française et porté à son plus haut point d'exaltation par la Révolution et l'Empire, expression peut-être plus grandiose et plus effrayante encore de cette « sécularisation extrême », que *l'imperium romanum* lui-même. Personne ne niera, je suppose, que nous ne soyons le peuple le plus étatisé, le plus centralisé, le plus intellectualisé, le plus sécularisé et laïcisé de la terre ; personne non plus ne niera que ce soit chez nous que la décadence sociale moderne soit le plus avancée et où *la volonté* soit le plus malade : au reste, que les autres peuples ne s'en réjouissent pas trop, car c'est ici le cas de répéter avec Marx : *de te fabula narratur* ; et l'on ne voit pas qu'ailleurs les mœurs soient beaucoup plus solides : il y a partout, dans tout notre monde moderne, bien des signes de dissolution morale et de détraquement. Nous avons seulement le privilège d'être plus avancés dans la voie de la décomposition, car, dans le mal comme dans le bien, la France ne se plaît que dans l'extrême et le classique.

Mais comprend-on maintenant l'importance de cette idée de la grève générale ? C'est précisément dans ce peuple le plus intellectualisé et le plus étatisé de tous que surgit cette forme nouvelle du

mythe, cette incarnation nouvelle de Dionysos, la grève générale. Et ne voit-on pas que *cela* est la cause de *ceci* ? S'étonnera-t-on encore que la classe ouvrière française soit, jusqu'ici, la seule, ou presque, à avoir retenu avec une étrange et toute particulière prédilection cette idée de la grève générale ? C'est de la même manière, on le sait, que se développa, au sein de *l'imperium romanum* et contre lui, le mythe chrétien. Et ce n'est pas sans raisons très sérieuses et très solides qu'on a donc pu rapprocher de la conquête chrétienne la conquête syndicaliste.

(*A suivre.*) Edouard Berth.

LES SYNDICATS OUVRIERS

Les Résultats du Syndicalisme

Les bénéfices que les travailleurs français ont retiré et retirent de leur organisation de classe ne peuvent s'apprécier que par approximations. Ces bénéfices sont de deux ordres : matériels et moraux, et, pour en fixer la valeur, il n'y a guère d'autre moyen d'appréciation que les résultats des conflits engagés contre le patronat.

Il faut d'abord tenir compte qu'il est des causes automatiques d'amélioration : découvertes scientifiques, développement de l'outillage industriel, rapidité des moyens de communication, etc. Mais, ces progrès — dont, au surplus, la classe ouvrière ne profite qu'en très minime proportion — ne modifient pas la structure sociale et ne changent rien aux rapports qui subordonnent le travailleur au patron et au dirigeant.

Par conséquent, il ne faut enregistrer ces progrès automatiques, ni comme résultats de l'action ouvrière, ni comme preuve de la sympathie des capitalistes envers le prolétariat. Ne doivent être portées au compte syndical, que les améliorations obtenues par la poussée ouvrière, — que cette poussée s'esquisse seulement en menace, ou aille jusqu'au conflit plus ou moins brutal.

Au point de vue matériel, des indications nous sont fournies par l'*Office du Travail* qui dresse annuellement une statistique des grèves. L'origine gouvernementale de cette statistique, jointe à la difficulté de l'établir, doivent nous inciter à ne donner à ces chiffres qu'une valeur relative ; nous devons les accueillir comme indications générales et ne pas leur attribuer une trop grande rigidité.

Cette statistique ne porte que sur les conflits déclarés et non sur ceux qui ont pu se solutionner à l'amiable, avant la crise de cessation de travail :

En la décade 1890-1900, sur 100 grèves, la proportion des résultats a été : réussites, 23.8 0/0 ; transactions, 32.2 0/0 ; échecs, 43.8 0/0. Si, au lieu de se borner à examiner le simple pourcentage

des grèves, on cherche le pourcentage des résultats par nombre de grévistes, on trouve : réussites, 18.04 sur cent ; transactions, 43.33 sur cent ; échecs, 37.36 sur cent.

En cette dizaine d'années, il y a donc eu 56 grèves sur 100 qui se sont terminées par des améliorations plus ou moins considérables en faveur des ouvriers ; et, sur un cent de travailleurs, il y en a eu 61.38 qui ont retiré un bénéfice matériel de ces conflits.

Dans les quatre années qui suivent (1901 à 1904), il a été enregistré 2.628 grèves qui ont englobé 718.366 travailleurs. Les résultats ont été les suivants :

644 grèves (soit 24 0/0) se sont terminées par une réussite ; 995 (soit 38 0/0) par une transaction ; 989 (soit 37.8 0/0) par un échec. En examinant le chiffre des grévistes, on trouve que 14 sur cent ont obtenu satisfaction (98.978) ; que 65 sur cent ont eu satisfaction partielle (462.976 grévistes) ; et, comme échec, seulement 21 sur cent (156.441 grévistes).

En ces quatre ans, par conséquent, sur 100 grèves 62 se sont terminées favorablement (réussites ou transactions) et 37.8 défavorablement. Il y a donc, en comparaison de la décade antérieure, accroissement de résultats en faveur des travailleurs ; et cet accroissement est autrement sensible en examinant le chiffre des grévistes. Sur 100 travailleurs entrés en conflit, 79 en ont tiré bénéfice et seulement 21 ont subi un échec.

Cet accroissement de résultats favorables est encore plus marqué par la statistique des grèves de 1905 :

Sur 830 grèves qui ont éclaté en cette année, 184 se sont terminées par la réussite totale (soit 22.17 0/0) ; 361 par une réussite partielle (soit 43.50 0/0) ; 285 par un échec (soit 34.33 0/0).

147.888 travailleurs ont participé à ces 830 conflits et 22.872 d'entre eux ont obtenu les améliorations exigées (soit 12.87 sur cent) ; 125.016 n'ont obtenu que des améliorations partielles (soit 70.37 sur cent) ; 29.778 seulement ont subi un échec (soit 16.76 sur cent).

Ainsi, sur 100 grèves déclarées en 1905, il y a 65.67 de réussites et 34.33 d'échecs et sur 100 travailleurs qui ont fait grève 83.24 en ont tiré profit.

La progression est caractéristique :

Grèves terminées favorablement.

De 1890 à 1900	56	sur cent.
De 1901 à 1904	62	—
En 1905	65.67	—

Nombre de grévistes bénéficiaires.

De 1890 à 1900	61.38	sur cent.
De 1901 à 1904	79	—
En 1905	83.24	—

La raison de cet accroissement graduel de victoires ouvrières, il ne faut pas la chercher ailleurs que dans le développement de la conscience ouvrière et de la puissance de l'organisation confédérale.

Avant 1900, la *Confédération du Travail* n'avait pas acquis l'épanouissement actuel ; elle était tiraillée par les tendances politiciennes et, sous le ministère Waldeck-Rousseau-Millerand, les manœuvres du pouvoir tendaient à enrayer l'essor syndical, en s'efforçant de domestiquer les syndicats et d'en faire des *organismes d'Etat.*

Depuis 1900. au contraire, la *Confédération du Travail,* faisant front à toutes les embûches, a poursuivi l'œuvre d'organisation autonome de la classe ouvrière sur le terrain économique, proclamant que le combat devait se mener avec une égale vigueur contre le pouvoir et contre le patronat. Et le développement de l'organisme confédéral, vivifié par cette attitude de lutte, a suivi une marche ascendante.

Dès lors, il est naturel que cette attitude révolutionnaire se soit traduite, dans les faits, par une accentuation du caractère révolutionnaire des grèves, et, par conséquent, par une augmentation des solutions favorables aux travailleurs.

C'est à la vigueur déployée dans la bataille et aussi à l'idéal révolutionnaire dont sont pénétrés les ouvriers français, et non à la puissance de leurs caisses syndicales, que sont dus ces résultats. Ces constatations ne sont pas pour les inciter à dévier de leur ligne de conduite. S'ils s'avisaient de remplacer l'élan révolutionnaire par la thésaurisation, et de n'entreprendre de mouvements qu'avec une caisse amplement garnie et avec la prudence qu'exige la crainte d'engager de gros capitaux dans une lutte dont l'issue est douteuse, auraient-ils de meilleurs résultats? C'est peu probable. En tous les cas, la comparaison avec les résultats obtenus aux pays où ces tactiques prédominent n'est pas défavorable à la France.

L'accentuation révolutionnaire du mouvement gréviste est d'ailleurs caractérisée par ce fait qu'en 1905, si l'on ne tient compte que des deux plus importantes revendications parcellaires, qui sont l'augmentation des salaires et la diminution de la durée du travail, on constate que les mouvements *offensifs* dominent :

Sur 177.666 grévistes, près de 70 0/0 — 124.000 — ont exigé une

augmentation de salaire et plus de 85 0/0 ont obtenu gain de cause, totalement ou en partie.

530.000 grévistes ont réclamé une diminution du temps de travail. Sur ce nombre, près de 40 0/0 ont eu complète satisfaction, 51 0/0 ont bénéficié d'une victoire partielle et, seulement 9,35 0/0 ont subi un échec.

Il faudrait pouvoir procéder à un examen d'ensemble et montrer quelle a été la répercussion heureuse de l'action syndicale sur l'amélioration générale des conditions de travail. Mais les éléments de cette appréciation manquent. Il n'est possible que de signaler quelques faits, en certaines corporations données, où la poussée syndicale a été d'une efficacité indéniable.

Ainsi, chez les bûcherons du centre de la France (Cher et Nièvre), avant la création des syndicats, les salaires oscillaient entre 80 centimes et 1 fr. 25 par jour et la durée du travail était de 15 à 16 heures. Aujourd'hui, grâce à la puissance de l'organisation syndicale, le maximum de la durée du travail journalier est de dix heures, pour le travail des bois; de plus, les conditions du travail ont été modifiées, les salaires augmentés de 40 à 50 0/0 et le contrat collectif, ainsi qu'une sorte de commandite paysanne, remplace, pour le travail des bois, l'ancien embauchage individuel.

Dans le midi de la France, par une série de grèves (1904-1905), les ouvriers viticulteurs ont obtenu de 25 à 30 0/0 d'augmentation de salaires, avec une durée de travail oscillant entre un maximum de huit heures et un minimum de six heures.

En dix ans, les ouvrières et ouvriers des manufactures de tabacs, qui sont très solidement groupés, ont fait passer leurs salaires d'une moyenne de 5 fr. 15 à une moyenne de 5 fr. 90, pour les hommes; dans le même laps de temps, le salaire des femmes montait d'une moyenne de 3 fr. 23 à celle de 3 fr. 94. De plus, la journée de neuf heures a été acquise.

Les ouvriers des manufactures d'allumettes, qui sont syndiqués dans la proportion de neuf sur dix, ont, en dix ans, fait monter la moyenne des salaires : pour les hommes, de 5 francs à 6 fr. 68; pour les femmes de 3 fr. 45 à 5 francs. Eux aussi ont la journée de neuf heures.

Les ouvriers des ateliers des postes, télégraphes et téléphones, ainsi que ceux occupés à la pose des lignes et leur entretien, ont obtenu, par l'effort syndical, la journée de huit heures et un minimum de salaire de 5 francs.

Le personnel des Arsenaux de la Marine de l'Etat a conquis, depuis trois ans, la journée de huit heures.

Les ouvriers boulangers ont obtenu des augmentations de salaires allant, dans certains centres, jusqu'à un franc par jour.

Les ouvriers coiffeurs ont ramené la fermeture des salons de coiffure à des heures normales, — et ce, en certaines villes par la grève et, en d'autres, par le sabotage particulier qu'est le badigeonnage des devantures.

Malgré ce qu'elles ont de très incomplet, ces quelques indications évoquent l'importance des résultats de l'action syndicale. Il faut observer que la grève n'a pas toujours été nécessaire ; la pression syndicale a quelquefois suffi pour rendre les exploiteurs conciliants, — que ceux-ci fussent des patrons particuliers, ou bien l'Etat.

La force syndicale a, en effet, cet avantage qu'il lui est possible de s'affirmer et d'atteindre le résultat qu'elle vise, par la seule menace de la lutte. Et c'est cette menace qui, en se généralisant et s'accentuant, devient la vigoureuse manifestation de puissance ouvrière qu'est la pression extérieure, exercée sur les pouvoirs publics.

C'est par la pression extérieure que fut arrachée au Parlement la suppression des bureaux de placement. Après des incidents divers, tels que mises à sac d'officines de placeurs, manifestations plus ou moins violentes, *la Confédération du Travail* organisait, le même jour, dans les principales villes de France, cent meetings de protestation (le 5 décembre 1903).

L'impression que causa cette vigoureuse campagne d'agitation — menée à bien avec de faibles ressources, — amena le Parlement à légiférer contre les bureaux de placement ; ce qu'il s'était refusé à faire pendant vingt ans.

C'est encore par la pression extérieure, qu'en 1905, les conseillers prudhommes ouvriers de la Seine obligèrent le Parlement à modifier la loi régissant la jurisprudence prudhomale ; ils refusèrent de siéger et cette sorte de grève eut le résultat voulu.

J'ai indiqué ici même, en son temps, combien nul mouvement ne symbolise mieux les méthodes d'action confédérale que la campagne d'agitation pour les huit heures, qui a eu son premier épanouissement, en mai 1906, en conformité à la décision prise au Congrès Confédéral de Bourges, en 1904.

Je ne reviendrai pas longuement sur les considérations que j'ai émises sur les *résultats moraux* de l'agitation pour les Huit Heures, dans le numéro 176 du *Mouvement Socialiste*.

La secousse a amené une cohésion plus grande. Ainsi, il a été

constaté que les éléments de la Confédération, qui étaient imprégnés de tendances modérées et plus corporativistes, ont subi l'entraînement et sont entrés dans le mouvement ; de sorte que l'accentuation d'action s'est faite dans l'ensemble, sur toute la ligne.

Certes, cette première levée en masse qu'ont été les journées de Mai 1906 n'a pas amené de *déclanchement* social. Mais, elle a matérialisé la puissance d'action des travailleurs et a montré que l'entrée en lutte, sur le terrain économique, engendre les plus fécondes répercussions sociales, influençant les pouvoirs publics et agissant contre eux, aussi efficacement que contre les capitalistes.

Cette levée en masse a été le choc de deux classes. Le travail et le capital se sont trouvés face à face, — à l'état de guerre, — et le pouvoir, pour « avancé » qu'il soit au point de vue simplement politique, s'est trouvé de « l'autre côté de la barricade », — contre le prolétariat.

Cette gymnastique de révolte a eu, au point de vue moral, de précieuses conséquences : outre qu'elle a rendu la classe ouvrière plus consciente, elle lui a permis de mesurer sa force et lui a fait entrevoir ce qu'elle pourra, — lorsqu'elle voudra fermement.

Mais l'agitation pour les huit heures et la levée en masse de Mai 1906 a eu aussi des *résultats matériels*, qu'il est utile d'esquisser.

Sur le pouvoir, d'abord, la pression exercée s'est rapidement manifestée par le vote de la loi sur le repos hebdomadaire ; puis, pour étaler sa sollicitude à l'égard des travailleurs, le gouvernement a annoncé son intention de proposer que soit réduite au maximum de dix heures la durée de la journée de travail, qui est actuellement de douze heures.

Au point de vue économique, un premier résultat a été la vulgarisation de la pratique de la « semaine anglaise », — c'est-à-dire la suspension du travail, dans les usines et ateliers, le samedi après-midi. Cette pratique tend à se généraliser, comme corollaire de la fermeture des magasins le dimanche et, depuis le 1er Mai 1906, elle est en usage dans nombre d'ateliers de mécanique ou de métallurgie.

Les travailleurs de l'imprimerie ont obtenu la journée de neuf heures, au lieu de dix, avec une augmentation de salaires qui est, pour le typographe parisien, de 70 centimes par jour (7 fr. 20 au lieu de 6 fr. 50). Pour les ouvriers des machines à imprimer, l'augmentation a été variable et a été surtout caractérisée par un relèvement des petits salaires.

Les lithographes, dont la fédération se distingua par une merveilleuse campagne d'agitation, ne purent pas, malgré leur obstination,

obtenir la journée de huit heures ; ils ont dû se satisfaire de celle de neuf heures dans certains centres.

A Paris, dans la joaillerie, la journée a été réduite de dix heures à neuf heures, dans les trois quarts des maisons, avec une augmentation de salaire qui a atteint jusqu'à 1 fr. 50 par jour. Dans la bijouterie, il y a eu aussi la journée de neuf heures avec, en bien des cas, augmentation de salaires ; en quelques rares maisons se fait aujourd'hui la journée de huit heures.

Les infirmiers des hospices parisiens ont, par la seule pression syndicale, obtenu diverses améliorations, portant sur les congés et la durée du travail.

Les coiffeurs ont, à partir du 1er mai 1906, donc avant la loi, imposé la fermeture des salons de coiffure un jour par semaine.

Les ouvriers terrassiers ont obtenu que, dans les prochaines adjudications serait tentée la journée de huit heures et, pour une spécialité (les tubistes travaillant à l'air comprimé), la journée qui était de douze heures a été ramenée à huit heures, avec même salaire. De plus, le syndicat, qui avant le 1er mai comptait huit cents adhérents, en avait trois mille après.

Dans le bâtiment, les résultats n'en sont pas moins appréciables : les tailleurs de pierre qui avaient 75 centimes de l'heure ont obtenu 85 et même 90 centimes. Les ouvriers du ravalement ont obtenu neuf heures au lieu de dix et même salaire (12 francs). Les maçons limousinants qui avaient de 60 à 65 ont monté au minimum de 70 et la majorité de 75 centimes de l'heure. Les maçons-plâtriers touchaient de 75 à 80 et, de façon générale, ils ont un sou d'augmentation par heure, allant même jusqu'à 95 centimes. Les « garçons » de ces corporations ont tous obtenu une augmentation oscillant entre 5 et 10 centimes ; ceux qui avaient 45 centimes sont passés à 50 et 55 centimes ; ceux de 50 à 55. En outre, le repos hebdomadaire, de façon générale, a été obtenu, — et ce, avant la mise en vigueur de la loi.

Mais, outre ces satisfactions matérielles, il y a pour le bâtiment d'autres observations à noter : avant le mouvement de mai, sur les chantiers, les ouvriers se modelaient sur le plus « bûcheur » ; celui-là était l'entraîneur qui poussait à « en abattre ». Aujourd'hui, c'est le contraire : on se modèle sur celui qui travaille le plus lentement, c'est lui qui est l'entraîneur, — si on peut s'exprimer ainsi. La conséquence est que, pour les entrepreneurs, il y a diminution de rendement d'environ 20 à 25 %. Outre cela, il y a, désormais, chez les ouvriers du bâtiment, un élan syndical superbe.

Chez les menuisiers, où, ces dernières années, s'était constatée une

regrettable apathie, le mouvement de mai a été un coup de fouet. Si, en quelques rares maisons seulement a été obtenue la journée de neuf heures, il s'est constaté un relèvement de la conscience syndicale de très heureux présage.

Les peintres en bâtiment ont obtenu que le salaire soit porté à 0.85, au lieu de 0.75 et 0.80 par heure.

Les ouvriers des tanneries et peausseries ont obtenu la réduction de la journée de travail à dix heures au lieu de douze, avec augmentation de salaire et le repos hebdomadaire.

Ces quelques indications, malgré que très incomplètes, et restreintes plutôt à Paris, montrent l'efficacité matérielle de la campagne des huit heures.

En province aussi, les résultats matériels acquis ont été importants : à de très rares exceptions près, partout où l'action s'est engagée, il s'est enregistré des résultats. Une énumération, outre que fastidieuse, ne pourrait être qu'incomplète. Parmi les corporations qui ont agi et qui, en nombre de villes, ont obtenu des améliorations, citons les diverses catégories d'ouvriers du bâtiment, les ouvriers des cuirs et de la chaussure, les ouvriers de l'alimentation, les coiffeurs, les métallurgistes, les lithographes, les typographes, etc.

Tel est, en rapide raccourci, la vue d'ensemble des efforts et des conséquences, au double point de vue moral et matériel, de la campagne des huit heures, qui a eu son apogée d'action au 1er mai 1906.

Depuis, les lecteurs du *Mouvement Socialiste* ont pu se rendre compte de l'importance croissante de l'action syndicaliste en France et de sa fécondité en résultats matériels et moraux. Les grandes grèves qui ont eu lieu, les congrès ouvriers qui ont été tenus, les persécutions du pouvoir démocratique, l'organisation des ouvriers ruraux, le groupement des fonctionnaires, la crise du Midi, tous ces événements ont appelé sur les formes d'action du syndicalisme l'attention publique. Et par là encore il fait œuvre sûre d'éducation générale.

Emile Pouget.

Le Syndicalisme en Suisse

La Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande

(*Suite*) (1)

La grève générale à Montreux. — La fusillade de Vevey, derrière l'usine Nestlé, le 25 mars, avait secoué d'émotion le prolétariat vaudois. A Montreux, tout spécialement, qui n'est distant de Vevey que de quelques kilomètres, les travailleurs dès le lendemain sentirent le besoin de se rassembler, et l'Union ouvrière tint une séance plénière le 26 au soir. Le local fut débordé de monde. Quantité de camarades attendaient dans la rue les résolutions que les assistants allaient prendre. Ce fut la grève générale proclamée en quelques instants, au milieu de l'impatience de tous. Cette décision des travailleurs de Montreux, sorte de perpétuel casino d'étrangers, mit dans une rage épouvantable la séquelle des mastroquets, pintiers, gargottiers, hôteliers, marchands de soupe, de sommeil et de panoramas, et autres industriels — valets de la noble clientèle cosmopolite. Songez donc. Avoir une grève générale au fort de la saison printanière ! Quelle calamité ! Tous les bourgeois cossus allaient filer. Et de fait un considérable exode d'étrangers pris de panique se produisit.

Mais le major Blanchod sauva la situation. L'homme de l'état de siège à Vevey fit replacarder pendant la nuit un nouvel oukase où il apprenait aux émeutiers que « toute manifestation, tout cortège, toute réunion était dès ce jour interdits ». Toute la lyre des libertés constitutionnelles était abolie d'un trait de plume ; le peuple souverain n'était plus qu'un peuple sous la botte militaire — telles sont les garanties que donne aux travailleurs la démocratie helvétique six fois séculaire. Deux mille salariés de la petite ville de Montreux prirent part au mouvement. Tous les ouvriers du bâti-

---

1. — Voir les numéros 188, 189, 190 et 191 du *Mouvement Socialiste*.

ment, maçons, gypsiers, menuisiers, appareilleurs, électriciens chômèrent comme un seul homme. Les chefs d'exploitation, d'ailleurs, de peur d'amener du désordre, fermèrent eux-mêmes leurs chantiers.

Toute la nuit, avant que rien ne se fût encore passé, des rondes de soldats, dirigés par les agents de la police locale, surveillèrent les usines et les réservoirs. Puis à cinq heures du matin un peloton de guides et deux compagnies de fantassins vinrent prendre position, les uns autour des conduites d'eau et d'électricité, les autres sur les places publiques. Une centaine d'hommes du landsturm armé — quelque chose comme les vieux grognards ! — concourent en outre à la surveillance des usines électriques de Taulan et de Sonzier. Et comme tout ça n'est pas sûr encore, les bourgeois héroïques s'arment et se préparent à descendre dans la rue prêter renfort à la police, tandis que préfet et syndics de Bex, d'Aigle, de tous les villages environnants, sont réunis en comité de vigilance. Pendant ce temps, la société du « Montreux-Palace », un formidable hôtel, s'empressait de distribuer du vin et du chocolat aux soldats — de même que pendant la grève générale de Genève en 1902, les belles dames venaient offrir des boissons, des cigares, des friandises aux braves défenseurs de l'ordre. Il est toujours prudent de se mettre bien avec les chiens de garde.

Une première assemblée de sept à huit cents grévistes put se tenir dans le bois de Chillon. Vers neuf heures, ils redescendent en ville. Les troupiers suisses, qui, décidément, ressemblent à s'y méprendre aux carabiniers d'Offenbach, arrivent juste quand tout est fini. Une sorte de chassé-croisé s'organise dans les rues escarpées et tortueuses de Montreux, ce qui met l'armée dans une posture absolument inférieure et ridicule.

Les syndiqués cherchaient à étendre la grève aux hameaux du voisinage. Citons à ce propos un fait peu connu et qui nous paraît dénoter de la part des travailleurs une grande dose d'énergie et de convictions. Laissons la parole au *Réveil* du 6 avril :

> Quatre camarades n'hésitèrent pas à monter jusqu'aux Rochers de Naye, afin d'avertir les ouvriers (70 à 80) qui y travaillaient au déblaiement des neiges pour le chemin de fer Territet-Glion-Naye. Arrivés là-haut, tout le monde voulut bien les écouter, mais le contremaître, furieux, intervint et donna l'ordre à ses esclaves de reprendre le travail. Il chassa ensuite nos camarades et envoya même six de ses kroumirs avec leurs pelles contre eux pour les empêcher de suivre la voie ferrée, bien qu'ils se contentassent de la longer. Ils durent se jeter au milieu des bois en courant les plus graves dangers. Peu après, ils furent néanmoins suivis par huit travailleurs désireux de faire acte de solidarité.

D'autres cortèges, réunions et meetings de grévistes, des mieux réussis, purent encore avoir lieu. Une tentative de sabotage sur une usine importante ne put être menée à bien. Cependant, à l'Ermitage, près de Chillon, une avalanche de pierres tomba des hauteurs sur les dragons. On aurait dit la bataille de Morgarten en 1315, où des pâtres suisses assommèrent, paraît-il, de cette façon, des mercenaires autrichiens. Juste retour des choses, pour les patriotes helvétiques... Quelques autres échauffourées à signaler, ici et là, entre ouvriers et soldats. Et une quinzaine d'arrestations, entre-autres celle d'un jeune Suisse allemand qui, crachant par terre, s'était écrié : « C'est à vous, soldats, qu'il faudrait cracher sur la figure. » Il fut immédiatement passé à tabac. Un fantassin du bataillon 1 qui s'était rendu à une assemblée de grévistes, après avoir endossé sur ses habits militaires une longue blouse, excita chez ses chefs une indignation bruyante ; il fut considéré comme ayant trahi la patrie et traduit devant les tribunaux. Un autre soldat, qui avait déserté, fut repris et subit le même sort.

Néanmoins, la grève marchait à souhait. A part les typographes, les commis et les employés d'hôtels, elle englobait tous les producteurs. La démonstration était tangible et suffisante que les salariés, lorsqu'ils le veulent, tiennent le pouvoir de consommation des bourgeois en leurs mains. On sait maintenant que les bourgeois n'aiment guère ces démonstrations ; leur dépendance absolue du monde des travailleurs apparaît alors par trop évidente.

Il est peut-être amusant, pour montrer l'égarement de la haute clique de Montreux, de rapporter ici une petite anecdote des plus significatives. Trois commis-voyageurs, quelque peu loustics, jouaient aux cartes dans un café ; ils eurent l'idée saugrenue de se donner des noms de circonstances :

— A toi, Sigg !

— Eh bien ! qu'attends-tu pour jouer, Bertoni ?

— Ah ! çà, Avennier, tu triches !

Le tenancier dressa l'oreille et, en vrai mouchard, crut nécessaire d'avertir les autorités. Ça en valait la peine, que diable ! Sigg est un député socialiste légalitaire, Bertoni un ouvrier anarchiste et Avennier le secrétaire de la Fédération ouvrière de Genève. Quelle capture, hein ? par un pareil temps de révolution ? Une bande de soldats firent bientôt irruption dans l'établissement, baïonnette au canon. On juge de l'étonnement des trois compères. Ils eurent beau décliner leurs vrais noms, on les empoigna, on les bouscula, on les bourra de coups. Au poste, l'erreur fut reconnue ; sans quoi, comme le leur disait l'officier de garde, ils auraient passé un mauvais quart d'heure !

Si le ridicule tuait encore quelqu'un, c'est bien les bourgeois de Montreux qui seraient atteints les premiers. Hélas ! leur sensibilité est émoussée — comme celle des brutes.

La grève générale à Lausanne. — Dans la soirée du 25, plusieurs camarades, qui venaient d'essuyer le feu des gendarmes à Vevey, accoururent à Lausanne faire part des événements aux syndicalistes de *La Voix du Peuple* et autres militants. Une vive agitation régnait du reste dans tous les milieux ouvriers. Et avant que les journaux eussent rapporté les faits, une assemblée de l'Union ouvrière était convoquée en hâte.

Les gendarmes du capitalisme, disait *l'Appel aux Travailleurs,* ont tiré à coups de revolver sur nos camarades, sur leurs femmes et leurs enfants. L'armée suisse est mise une fois de plus au service du capital. Ces faits douloureux exigent une prompte intervention de notre part.

L'assemblée eut lieu en même temps que celle de Montreux, le 26. Et après une courte discussion les prolétaires lausannois décidaient, par une forte majorité, de quitter le travail aussi. La minorité, environ quarante camarades, voulaient qu'on en référât auparavant aux syndicats qui sont tous autonomes. On leur fit comprendre que la meilleure méthode pour en convaincre les hésitants était d'aller de l'avant soi-même. Ils marchèrent alors de bon cœur. Tous les syndicats se réunirent le même soir encore dans leurs locaux respectifs. Jamais réunions ne furent plus courues. Tout le monde était là. C'est que la classe ouvrière se sentait véritablement atteinte en la personne des camarades chocolatiers qui allaient être vaincus par un exploiteur hors ligne, en la personne également des ouvriers et ouvrières de Vevey révolvérisés et traqués. L'imprimerie communiste confectionna en hâte, et durant toute la nuit, un manifeste en trois langues :

La grève générale est décidée pour ce matin, mercredi. Nous voulons protester contre l'assassinat de nos camarades veveysans par les brutes militaires gorgées d'alcool.

Camarades lausannois, tous debout ! Quittez l'atelier ! A la coalition patronale et gouvernementale, opposons la coalition de nos forces prolétariennes. Montreux a décidé la grève générale. Genève la décidera ce soir.

Rendez-vous à Tivoli ce matin à onze heures.

Le ton décidé et un peu violent de ce manifeste donne une idée de l'effervescence des ouvriers.

Mais les autorités ne perdaient pas leur temps. Le Conseil d'Etat

vaudois, inquiet et prudent, siégeait en permanence, et tandis que les ouvriers se préparaient à la lutte d'une part, lui, de son côté, multipliait les mesures de répression, d'une façon très pratique qui devrait être pour nous des plus suggestives. Le Conseil communal de Lausanne, par contre, était en train de discuter sur la réserve thermique de Pierre-de-Plan quand on lui annonça la décision des ouvriers ; il en fut si estomaqué qu'on n'osa pas délibérer plus longtemps et qu'on leva la séance d'urgence !

Le matin à six heures, les grévistes devaient se trouver chacun dans leur syndicat pour aller faire ensuite la tournée des ateliers et des chantiers, afin de s'assurer d'un chômage sérieux. Ils furent fidèles au rendez-vous. Mais plusieurs catégories de syndiqués qui ont leurs locaux à côté de la *Maison du Peuple* de Lausanne (institution de « paix sociale » comme il en est apparu en France après l'affaire Dreyfus) se heurtèrent à un bataillon de soldats, bandoulière avec cartouches à balle, fusil avec la baïonnette au canon. C'étaient les recrues qui venaient d'entrer en service quatre jours auparavant et que le gouvernement cantonal avait fait descendre de la caserne au milieu de la nuit. Le Conseil fédéral avait lui-même autorisé l'emploi de ces jeunes gens par télégramme, car il ne fallait pas diminuer le nombre des soldats massés à Vevey et à Orbe.

La Maison du Peuple était donc occupée militairement. Le propriétaire de cette institution, inoffensif philanthrope bourgeois, ayant voulu protester pour l'empêchement porté à la jouissance de son immeuble et pour l'invasion de son bureau, se vit éconduire sans pouvoir obtenir d'explication quelconque. La loi dit bien qu'on ne peut pénétrer en domicile privé qu'en cas de flagrant délit ou sur l'ordre des autorités judiciaires ; or aucun de ces deux cas n'était invoqué en l'espèce. Mais qu'est-ce ça fait ? La loi est faite pour être violée par ceux-là mêmes qui la font. C'est vieux comme le monde. Au reste, on était en état de siège. Ça permet toutes les violences. On poussa la terreur démocratique si loin qu'un concert symphonique, une représentation théâtrale de « La Glu », une cérémonie du collège cantonal en faveur du monument de Juste Olivier, et qui devaient avoir lieu à la Maison du Peuple, furent interdits. Chaque ménagère qui se rendait à la coopérative de consommation l'*Economie domestique* était accompagnée et surveillée par deux troupiers. « Des soldats, ajoute M. Pronier, gérant de la coopérative, ont croisé la baïonnette contre de vieilles dames qui venaient de loin échanger des livres à la bibliothèque populaire, on a pénétré de force dans un domicile privé à six heures du matin,

on l'a occupé, on a interdit à beaucoup de personnes l'accès de locaux loués par elles, on a effrayé les mères venant chercher le lait quotidien des bébés, lait dont l'arrivée a été retardée par la troupe ; tout cela parce que « des réunions comme celle de la veille n'étaient pas compatibles avec l'ordre public ». Or la réunion de la veille, cette réunion menaçante pour l'ordre public, cette terrible réunion dont il fallait à tout prix prévenir le renouvellement, c'était celle tenue dans un local adjacent à la Maison du Peuple, réunion strictement *privée*, parfaitement calme, qui ne fut accompagnée d'aucun désordre et qui avait, à la majorité des voix, décidé la grève générale ! »

C'est que l'Etat tenait à bien faire les choses. Il eut l'œil à tout. De nouvelles troupes furent levées, dans le nord du pays, parmi la population des campagnards. On nomma comme chef de place, avec pouvoirs discrétionnaires, le colonel Grobet, un grand fabricant de limes de Vallorbe. Celui-ci commença par faire afficher une proclamation menaçante où il laissait à entendre qu'une justice expéditive serait appliquée aux « émeutiers » qui contreviendraient aux interdictions de « toute manifestation, tout cortège, tout attroupement sur la voie publique et toute réunion ». Puis il fit fermer l'*Imprimerie des Unions ouvrières*, empêchant brutalement un camarade qui travaillait à la confection du manifeste de grève de poursuivre sa besogne, sans doute au nom de la « liberté du travail » pour laquelle on venait de lever des milliers de soldats. Les autres typographes étaient dans la rue, aux côtés des grévistes, lorsqu'on mit les scellés et fit enlever le volant de la machine; le motif de ces mesures était qu'on intentait un procès en diffamation à l'ouvrier-imprimeur Henri Baud pour avoir traité les soldats assassins de « brutes gorgées d'alcool ». Notons, qu'à tous les points de vue, cette main-mise sur la possession des travailleurs était illégale et arbitraire. L'article 7 de la Constitution cantonale vaudoise dit en effet ceci :

> La presse est libre. La loi en réprime les abus. L'exercice de ce droit ne peut être entravé par aucune mesure préventive ni par aucun cautionnement.

Mais, encore une fois, en quoi les lois peuvent-elles bien arrêter les bourgeois? Il n'y a plus guère que les social-démocrates qui y croient. Or, la typographie des syndicats pouvait être des plus utiles aux grévistes pour les tenir au courant des événements. Il fallait empêcher cela, coûte que coûte. On enleva le volant. L'autorité est partout chez elle. Il est bon, pourtant, d'en retenir les

leçons, car s'il est légitime d'empêcher ainsi le travail dans notre imprimerie, il est hors de doute que nous pouvons en faire autant dans les imprimeries de nos maîtres. Disons, pour en finir avec cette affaire, que les poursuites contre notre ami Baud, contre l'Imprimerie et contre l'Union ouvrière, responsables du manifeste, ont été abandonnées dernièrement par le Tribunal d'accusation. Ce qui prouve d'autant plus l'illégalité de la fermeture du 27 mars. Nous prendrons plus de précautions à l'avenir, et nous réserverons une imprimerie clandestine. Comme en Russie, quoi !

Revenons aux grévistes.

Comme il en avait été convenu, pendant la première partie de la matinée, les ouvriers se dirigèrent par groupes sur tous les lieux de travail à seule fin de faire savoir aux camarades que la grève générale était déclarée. Beaucoup, en effet, l'ignoraient, car les événements se précipitaient. Tout le bâtiment — ce qui constitue à peu près la seule industrie à Lausanne — fut de la partie. Des bandes de grévistes se rendent devant les imprimeries de journaux : « Allons, les typos, à bas. On ne travaille plus. Vive la Révolution sociale ! Allons, descendez ! » Les typographes sont bien disposés. Ils quittent le composteur, et à onze heures du matin ils se réunissent d'urgence dans leur syndicat. Après une vive discussion, ils décident, par 107 contre 88 et 2 bulletins blancs, de se joindre à la grève générale, et ils lancent « à la population » un manifeste qui dit ceci :

Le Syndicat typographique de Lausanne tient à renseigner la population sur la décision qu'il a prise, dans son assemblée du mercredi 27 mars, de se joindre à la grève générale.

Il proteste contre l'intransigeance de la maison Peter-Kohler, refusant à ses ouvriers le droit de se syndiquer, droit reconnu par la Constitution.

Il proteste également contre la levée des troupes et l'occupation de la Maison du Peuple par celles-ci, privant ainsi les syndicats ouvriers de leur liberté de réunion.

Il proteste énergiquement contre la mesure illégale prise contre l'Imprimerie des Unions ouvrières.

Le Syndicat typographique recommande aux grévistes d'être calmes et de s'abstenir autant que possible de toute boisson alcoolique.

L'appui donné au mouvement par les travailleurs du Livre fut un précieux appoint. Les journaux bourgeois furent obligés de taire leurs habituels mensonges et calomnies, et on peut croire que c'est tout profit pour la cause ouvrière. La presse ne réussit qu'à faire sortir quelques maigres feuilles confectionnées par les patrons

et les contre-maîtres qui travaillaient nuit et jour. Ce qui manquait par contre aux grévistes — et il faudra que les organisations ouvrières y pourvoient à la prochaine occasion — c'était un bon bulletin de grève. On ne se fait aucune idée combien, en temps d'agitation, des renseignements exacts réconfortent les camarades. On sait où l'on en est, et l'on marche plus sûrement. Le petit libelle des typographes eut à cet égard un excellent effet.

Notons en passant, qu'à Renens, petite localité industrielle au voisinage de Lausanne, les potiers et les maçons se joignirent par sympathie au mouvement de la capitale.

Le meeting, qui avait été annoncé pour onze heures à Tivoli, ne put avoir lieu. Des détachements de fantassins parcouraient les rues sans interruption. Des sentinelles étaient placées en divers endroits de la ville. Devant la grande salle de Tivoli et aux alentours, des compagnies de soldats, d'énormes forces policières et de nombreux gendarmes font la garde. On ne passe qu'isolément et si l'on prouve qu'on a des affaires pressantes dans le quartier. Et encore, les troupiers vous suivent et vous surveillent. Après quelques petites alertes, les grévistes réussissent tout de même à se retrouver, à plusieurs centaines, sur la place du Tunnel. Des discours sont prononcés. Comme toujours, les guides et les recrues arrivent quand tout est fini. L'après-midi, même tactique. Une foule immense d'ouvriers se groupent sur la place Beaulieu. Tout le monde est solidaire. On est décidé à tenir ferme. La grève durera tant que Kohler ne cédera pas. Puis un cortège se forme, avec drapeaux rouges, qui revient en ville. Nouveaux meetings, sans que l'armée parvienne, malgré la science stratégique des colonels, à faire observer l'oukase du patron Grobet. A Saint-François, pourtant, des grévistes sont pris entre deux troupes de soldats. Des cris, des huées, des sifflets retentissent. Les commerçants se hâtent de fermer leurs magasins. L'autorité militaire est affolée plus que jamais. Les crosses de fusils s'abattent sur les gens, tandis que des bourgeois, trop lâches pour agir eux-mêmes, indiquent aux forces armées quelques personnes qui leur déplaisent. Des curieux sont appréhendés, bousculés, battus et enfermés pour une simple observation. « On se croirait en Russie », dit quelqu'un. Un lieutenant le fait empoigner. On le flanque dans un poste. Il est passé à tabac. Moi-même ai vu une personne arrêtée pour avoir souri du ton trop convaincu d'une recrue criant : Circulez ! Une autre fut prise pour n'avoir pas « circulé » assez vite devant la Maison du Peuple. Un appareilleur resta treize jours en prison pour avoir eu un mouchoir rouge dans sa poche. Un honnête citoyen l'avait dénoncé. Un étu-

diant russe fut arrêté pour avoir couru vers un attroupement. Il se retrouva dans une cave avec un Monténégrin qu'on avait ligoté là parce qu'il tenait une baguette à la main. On les fourra dans un panier à salade avec un Italien, et les trois prisonniers furent acheminés à la prison sous la garde d'un mouchard, d'un gendarme, de douze dragons à cheval avec un officier. Puis on les expulsa « pour avoir donné lieu à des plaintes ». C'était l'imbécillité bourgeoise dans toute son ampleur.

D'autre part le monopole des chemins de fer — si cher à l'économiste centralisateur Edgard Milhaud — montrait toute son utilité... pour la bourgeoisie. Un train spécial fut organisé pour amener en hâte les troupes depuis Yverdon. Les fameux services publics n'étaient plus que des services d'une seule classe. Mensonge démocratique bien démontré.

Le second jour les manœuvres continuèrent, d'un côté les ouvriers cherchant à dépister l'armée fédérale, d'autre part les plus stupides excès de réaction gouvernementale. Les rues sont sablées, à tour de bras, par quelques malheureux inconscients, en prévision des charges de cavalerie, et mieux qu'on ne l'avait jamais fait au gros de l'hiver, dans les périodes de verglas. Dans la matinée, à l'issue d'un meeting tenu Place de la Riponne, des quantités de troupes d'infanterie s'amènent pour déblayer le terrain. Les dragons arrivent à leur tour à fond de train sur la foule rassemblée. Le public surpris se sauve en criant : « A bas l'armée ! » Même des bourgeois de notre voisinage sont indignés de la brutalité des soldats — et c'est tout dire. Un vieillard, des enfants, quelques citoyens roulent sous les jambes des chevaux. Les guides les poursuivent sabre au clair. C'est miracle qu'il n'y ait point d'accident grave. Urbain Gohier, qui assistait avec nous à cette scène très patriotique et légalitaire, en parle en ces termes :

Comme les grévistes, expulsés de tous leurs locaux, se rassemblaient sur la Place de la Riponne, les dragons les ont chargés jusqu'à dispersion, et les miliciens montraient, pour faire ruer leurs chevaux sur la foule ou pour faire écraser les pieds des spectateurs, une méchanceté inconnue des gendarmes ou des gardes municipaux français et, à plus forte raison, de nos jeunes cavaliers.

C'était strictement vrai. Nous eûmes l'impression, devant tous ces soldats pourvus de fusils excellents et de munitions en quantité, devant les guides surtout, qui sont tous fils de propriétaires et qui détestent le peuple, que le moindre caillou lancé par un gréviste aurait provoqué une fusillade terrible. Ç'aurait été un massacre en règle. Quand on se souvient ainsi que la bourgeoisie est assez vile

pour se faire défendre par des hommes armés jusqu'aux dents contre des travailleurs absolument désarmés, on ne peut s'empêcher de l'accuser d'une atroce lâcheté. Le duel n'est loyal, semble-t-il, que si les deux adversaires disposent d'armes égales. Sans doute que certains soldats se tourneront carrément de notre côté lorsque la situation l'exigera. Plusieurs nous l'avaient personnellement fait pressentir. Les révolutions ne sont d'ailleurs victorieuses que si l'armée fait crosse en l'air. Mais il est pour le moins prudent de ne pas compter exclusivement sur l'antimilitarisme. Et dorénavant, ainsi que l'écrivait *La Voix du Peuple*, à la classique formule : « Travailleurs de tous les pays unissez-vous ! » la logique des faits y accolera ces mots : « Et armez-vous! » Il faut y penser toujours plus.

Ajoutons encore que l'usine à gaz, l'usine électrique, ainsi que les réservoirs d'eau, furent gardés militairement. Certains bâtiments officiels étaient surveillés aussi. La bourgeoisie connaît maintenant certaines méthodes du terrorisme économique. Nous n'avons pas à insister ici sur la technique à suivre dès lors par les révolutionnaires. Passons.

L'après-midi se passa en charges diverses contre les ouvriers, dans les rues étroites de Lausanne. Les dragons faisaient entrer leurs chevaux dans les corridors, dans les magasins, pour atteindre les manifestants, au risque de se casser le cou mille fois. C'était plus amusant que tragique, et les habitants de la Mercerie, entre-autres, se firent certainement une pinte de bon sang en voyant les manœuvres ratées de l'armée suisse. On n'eut même pas besoin de lancer sur la tête des gardiens du capital toute cette série de pots de fleurs, d'assiettes et de morceaux de bois qu'ils reçurent si délibérément pendant la grève générale de Genève en 1902. Dans la soirée, le calme se fit, ce qui laissa un peu de répit aux laborieux guides. Mais il fallait les loger, et ils étaient nombreux. Le gouvernement, grâce à son despotisme tsariste, parvint à tout. Ecoles publiques, bâtiments des postes furent transformés en caserne. Comme partout, ce qui appartient à tous, fut mis au service exclusif d'une classe. Bien plus, le propriétaire d'un grand manège ayant refusé son local, on passa outre et le département militaire y cantonna des chevaux. Belle manifestation de respect de la propriété d'autrui, n'est-il pas vrai ? Exemple à imiter, puisqu'il vient de haut ; que les ouvriers s'en souviennent.

Bref, l'ordre qui n'avait pas été troublé fut rétabli à Lausanne. Mais les bourgeois tremblaient de plus en plus, car le mouvement, mal contenu ici, se propageait ailleurs.

La grève à Genève. — Les plus graves conflits s'étaient déjà produits à Vevey, Montreux et Lausanne, quand la Fédération des syndicats ouvriers de Genève tint son assemblée générale. C'était mercredi soir 27 mars. Une foule énorme se pressa dans les salles. On ne laissa pénétrer que les syndiqués. Il faut dire, pour la vérité historique, que l'enthousiasme pour la grève n'était pas aussi accentué que dans le canton de Vaud. Certainement que si les coups de crosses, de baïonnettes et de feu s'étaient produits à Genève, tout le prolétariat se serait levé dans un puissant sentiment de révolte. Malheureusement les événements se passaient à quelque cent kilomètres, dans un autre gouvernement, et la solidarité même connaît encore des frontières. Evidemment que ce résultat est dû surtout à l'éducation bourgeoise ; mais l'action politique qui parque les électeurs en nationaux et exotiques n'est pas étrangère non plus à un certain nationalisme socialiste. Malgré cela, le comité unanime proposa d'adhérer à la grève générale, bien décidé, lui, à la réaliser immédiatement. En principe, tout le monde était d'accord pour la grève générale. Certains syndicats, cependant, qui n'avaient pas été interrogés ne pouvaient répondre que le lendemain. On discuta courtoisement sur le moment le plus opportun d'agir. A ce moment un coup de téléphone d'un inconnu disant qu'à Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds on attendait la décision de Genève pour se mettre en mouvement, précipita la décision, et 186 assistants votèrent la grève immédiate contre 70 qui proposaient d'attendre l'opinion préalable des syndicats. Le nombre des abstentions fut considérable, ce qui prouve bien l'état d'incertitude dans lequel on se trouvait. Il faut éviter, autant que possible, ces votes précipités car ça ressemble aux mœurs parlementaires. C'était par pure solidarité, pour l'effet moral, que la grève fut déclarée. La Fédération des syndicats ouvriers lança aussitôt l'appel suivant :

La population genevoise sait déjà les faits. Les exploitées et exploités des fabriques Peter-Kohler se sont syndiqués. Le directeur pour avoir permis cela, pour s'être montré trop bon, a été chassé par le conseil d'administration. Les ouvriers et ouvrières ont été injuriés et brutalisés par les contremaîtres stylés à cet effet. Tant d'outrages ont mis à bout la patience de ces pauvres travailleurs qui font l'opulence de leurs durs maîtres et l'augmentent d'année en année. Ils ont refusé d'endurer plus longtemps l'odieuse conduite de leurs exploiteurs.

A Orbe, Bussigny, Vevey, le personnel indigné des fabriques Peter-Kohler fait grève. Pour les appuyer, spontanément, tout le prolétariat veveysan s'est soulevé. L'armée, qui n'est jamais mise au service des faibles, l'armée, composée d'enfants du peuple, a été appelée à écraser

les enfants du peuple, au profit de ceux qui s'engraissent de leurs peines et se moquent de leurs misères.

A cette nouvelle, Lausanne, Montreux se sont mis aussi du côté de ceux qui réclament plus de dignité de vie et du pain moins amer ; ils se sont mis du côté de nos frères, sans armes, frappés, blessés par des inconscients au service de meneurs, traîneurs de sabre ; ils se sont mis du côté des femmes qui gagnent au prix d'un labeur incessant 16 centimes par heure et des hommes qui en gagnent 28 ; ils se sont dressés enfin avec ceux qui souffrent contre ceux qui les font souffrir et qui voudraient nous persuader que la souffrance est notre lot avec la résignation.

Comme le disait récemment le *Journal de Genève*, le temps des coquetteries est passé, il faut choisir son côté de la barricade : devant ou derrière ! Le prolétariat genevois, écrasé par la vie plus dure, les produits de première nécessité se payant plus cher parce qu'une minorité l'a désiré pour s'enrichir — le prolétariat genevois se solidarise, lui aussi, avec les grévistes chocolatiers. Il accepte les défis de nos maîtres et ne craint pas leurs brutalités. Mieux vaut tout que la vie inférieure, humble, petite, toute de soucis et de privations incessantes, de mépris aussi, qu'est la vie de la classe ouvrière qui produit tout, mais ne connaît que la pauvreté. Genève, à son tour, entre en lice par la grève générale. Demain, ce sera Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds. Le mouvement gagne de proche en proche.

Réfléchissez, ouvriers, examinez les faits. Comprenez votre intérêt de classe exploitée. Révoltez-vous enfin ! Réclamez votre dû, tout votre dû. Nous ne voulons plus trimer pour ceux qui, ne pouvant se passer de nos services, si mal les récompensent. Organisons-nous afin de ne plus travailler un jour prochain que pour nous-mêmes, débarrassés des exploiteurs, des parasites, des fainéants dorés, nos lâches oppresseurs.

Vive la grève !

Le jeudi matin, environ un millier d'ouvriers quittèrent le travail. De nouveau, par petits groupes, on alla dans les ateliers et chantiers apprendre la décision aux collègues qui l'ignoraient. Les métallurgistes paraissent avoir particulièrement bien agi ; le chômage est à peu près complet dans la profession. Menuisiers, charpentiers, boulangers, tailleurs, coiffeurs, maçons et manœuvres adhèrent également au mouvement. Les typos sont divisés. Une partie seulement chôment. Par contre le syndicat alloue 200 francs chaque jour aux grévistes de Vevey et de Genève. Le soir, meeting chez Handwerck. La salle est bondée. Les escaliers sont envahis par les ouvriers qui attendent le départ de quelques privilégiés pour pénétrer à leur tour dans le vaste local. La rue est noire de monde ; il y a des gens jusque sur la plaine. L'enthousiasme se met de la partie. Vers onze heures on annonce que le Conseil d'Etat Vaudois consentait à ren-

dre les locaux des syndicats de la Maison du Peuple aux ouvriers, et que M. Kohler était d'accord pour entrer en négociations avec le syndicat des chocolatiers. Malgré cette demi-victoire, l'assemblée décide de continuer la grève.

Le vendredi, nouvelles réunions, nouvelles patrouilles de débauchage. Plusieurs usines ferment pour s'éviter des désagréments. L'après-midi, après avoir envoyé une protestation au gouvernement vaudois contre ses actes arbitraires, deux à trois cents grévistes descendent dans la rue et se mettent en cortège. On était à peine en route que vingt-cinq gendarmes, embusqués derrière un coin de rue, se précipitent sur les porteurs de drapeaux, revolvers au poing, pareils à des taureaux voyant un lambeau d'étoffe rouge. Les attaqués ripostent de leur mieux. Aussitôt une nouvelle bande de trente agents de la sûreté accourent, on ne sait d'où, et frappent avec une sauvagerie inouïe. Les ouvriers, comme toujours, hélas, ont oublié de s'armer. Plusieurs victimes, que les policiers ont réussi à éloigner des camarades, reçoivent des à-coups de jiu-jitsu et de casse-tête américain, et roulent dans la poussière. Une vingtaine de personnes sont arrêtées, parmi lesquelles surtout des curieux. Et il paraît que les civilisés chargés de policer les ouvriers ont continué leurs exploits de six contre un dans les postes. Le comité de la Fédération qui se rend, sans tarder, auprès des autorités, réussit à faire relâcher tout le monde, la provocation des gardes-chiourmes ayant été par trop évidente.

Il y eut en somme, rapporte le camarade Bertoni, quelques hésitations dans la grève de Genève et quelques incertitudes qui lui ont nui, mais on ne peut être que satisfait quand même de ce mouvement. Lorsqu'on pense que les premières manifestations pour le 1er mai à Genève n'étaient suivies que par une cinquantaine de personnes, on ne peut pas être découragé par le résultat de la première grève de solidarité, déclarée pour des faits arrivés ailleurs qu'à Genève.

Honneur donc à tous les ouvriers qui sans se soucier du nombre ont été de l'avant ! L'agitation, au demeurant, avait rempli son but, puisque devant cette levée inattendue du prolétariat — levée qui allait s'accentuer et s'étendre à d'autres villes encore — la bourgeoisie était amenée à composition.

(A Finir). J. Wintsch-Maléeff.

La Conférence syndicale internationale de Christiania

La conférence internationale qu'ont tenue à Christiania, le 15 septembre dernier, les Secrétaires des diverses organisations syndicales centrales — à l'exception de la France — ne fera pas faire de grands progrès à l'union des travailleurs de tous les pays. Le travail qui y a été fait n'est guère supérieur à celui des conférences précédentes C'est évidemment là un moyen dès maintenant condamné d'établir des relations entre les groupements ouvriers nationaux. Réunir quelques individualités, considérées à tort ou à raison, par suite de leur qualité de Secrétaires ou de militants, comme les « chefs » du mouvement syndical de leur pays, ne peut aboutir qu'à un échange de vues sans importance pratique, et où domineront forcément les préoccupations particulières des personnes ainsi groupées. Les seuls congrès internationaux de syndicats de toute profession qui se puissent concevoir utilement, sont des congrès véritables, où les délégués des divers syndicats ou fédérations de syndicaux viendront eux-mêmes, où les intéressés se trouveront ainsi directement représentés. Là, les discussions pourront présenter un réel intérêt pour la masse ouvrière, et elles revêtiront une autre importance que les parlottes actuelles entre quinze ou seize Secrétaires ou militants.

Il ne vaudrait donc pas la peine de parler de la conférence de Christiania si, plus que dans les précédentes, l'infirmité des mouvements syndicaux qui sont les vassaux des partis politiques n'y était apparue.

C'est au lendemain du Congrès socialiste international de Stuttgart que la Conférence s'est tenue, et nous y voyons figurer une partie du même personnel ; les mêmes idées y sont émises, les mêmes condamnations prononcées, les mêmes vœux adoptés. Ces Secrétaires d'organisations syndicales nationales sont venus là pour répéter purement et simplement, mais en plus petit, le Congrès de Stuttgart.

D'abord, la condamnation du syndicalisme français ! Je n'insiste pas sur la résolution votée : l'article du citoyen Griffuelhes, qu'on a lu plus haut, lui sert de suffisant commentaire. Mais je ne peux

pas ne pas signaler la similitude d'attitude à l'égard de la Confédération Générale du Travail de France qu'a prise cette Conférence dite syndicale après le Congrès socialiste international. On dirait qu'on récite à nouveau la même leçon.

Ensuite, sur la question de l'émigration et de l'immigration, on s'est borné à reprendre la résolution votée sur ce point à Stuttgart. Je ne discute pas cette motion : elle est peut-être excellente. Ce que je retiens, c'est que les délégués syndicaux, par esprit de subordination, reproduisent purement et simplement une résolution d'un Congrès politique, extérieur au monde du travail, et dont la raison d'être est différente de celle des Congrès syndicaux internationaux. Voici cette première résolution :

En exécution des décisions prises par le Congrès de Stuttgart, relatives à l'émigration et à l'immigration ouvrières, la Conférence de Christiania invite toutes les associations professionnelles, affiliées, de donner aux bureaux d'émigration, organisés par les syndicats ou à ceux-ci, tous les renseignements utiles concernant le marché du travail. Elle est d'avis, en outre, que l'on ne peut encore, sans nuire aux positions acquises des syndicats, organiser le placement des ouvriers à l'étranger. Pour le surplus, *elle renvoie l'exécution des résolutions de Stuttgart au Secrétariat international,* qui se mettra en relation avec les Centrales nationales, spécialement intéressées à la solution de cette question.

Au sujet de l'importation des « sarrasins » — comme cela vient malheureusement de se voir lors de la récente grève d'Anvers, — la même liaison organique des syndicats avec les partis politiques socialistes s'affirme. La conférence recommande, dans sa résolution sur cet objet, « de faire le possible pour que les *fractions social-démocrates* présentent dans leurs parlements respectifs des projets interdisant l'importation de « sarrasins ».

Mais ce qui est le plus caractéristique du point de vue que nous relevons, c'est ce passage de la discussion, que j'emprunte au compte-rendu de la Conférence, paru dans le *Peuple* de Bruxelles, du 23 septembre 1907 :

Huysmans. — Il serait également désirable que l'Internationale syndicale de Berlin possède, comme l'Internationale politique de Bruxelles, un règlement indiquant la compétence de chacun de ces deux bureaux. On pourrait examiner ce règlement dans deux ans.

Olsen. — Il est fort difficile de marquer cette compétence. *Le bureau de Bruxelles empiète sur le bureau de Berlin et vice-versa. Mais Legien et Huysmans sont faits pour s'entendre : il n'y a aucun danger de conflit.*

Ces paroles d'Olsen sont significatives. On ne sait pas bien ce qui ressort du bureau syndical international et ce qui relève du bureau

socialiste international. Cette confusion prouve le peu de développement de l'organisation syndicale internationale : son absence de personnalité précise tient évidemment à sa faible existence.

Je ne veux pas quitter la conférence de Christiania sans relever encore quelques phrases typiques. Le secrétaire des syndicats allemands, Legien, grand amateur de statistiques minutieuses, détaillées et coloriées, ne parvenant pas à persuader son collègue autrichien Hueber, s'écria, dans la discussion : « Nous avons habitué nos secrétaires à faire de bons travaux statistiques. » Tout un monde, le monde syndical officiel allemand, est dans ce mot. Hélas ! oui, ils font de « bons travaux statistiques », les syndicaux allemands. Mais ils ne font que ça ! Et quel que soit le légitime prestige de la statistique, il n'est peut-être pas suffisant pour venir à bout des patrons, ni pour développer l'esprit de lutte dans la classe ouvrière.

De même, la pratique des fameuses trade-unions anglaises, dont la « sagesse » et la « raison » font l'admiration des gens de « bon sens », s'est une fois de plus révélée, dans la discussion sur l'importation des sarrasins. Un des délégués anglais, Pete Curran, a dû « regretter que l'Angleterre ait fourni, dans les derniers temps, foule de sarrasins aux pays continentaux ». Et il a ajouté : « Cela provient du fait que la Grande-Bretagne possède un contingent d'éléments inorganisables plus nombreux que le cinquième ou sixième état des autres pays. » Evidemment. Les trade-unions rejettent jalousement les travailleurs qui ne font pas partie de cette *aristocratie ouvrière* à hauts salaires et à travail qualifié qui forme le plus fort de leurs contingents. De plus, sans idéal d'aucune sorte, elles poussent les ouvriers anglais à la seule poursuite de leurs intérêts strictement matériels. Les sarrasins ne peuvent que pulluler : rien ne les arrête dans la recherche des meilleurs avantages pratiques. Puisque c'est le but à atteindre, tous les moyens sont bons. L'égoïsme corporatif n'est pas un exemple moral de nature à relever la mentalité d'une classe ouvrière.

Le particularisme des trade-unions est apparu encore dans une autre question voisine. Les unions anglaises n'acceptent pas ou n'acceptent qu'avec les plus grandes difficultés des syndiqués venant des autres pays. Le délégué allemand Sassenbach proposait, pour remédier à ce scandaleux état de choses, la résolution suivante :

S'il n'y a pas de convention entre les organisations professionnelles, prescrivant une autre manière de régler le passage, on adopterait les conditions suivantes :

a) Le droit d'entrée, payé à l'organisation où le membre était syndi-

qué jusqu'ici, sera mis en compte ; s'il était plus petit que celui de l'organisation où l'on veut entrer, celle-ci peut lever la différence ;

b) Le droit aux secours et autres avantages sera acquis en proportion des cotisations payées et de la durée de la qualité de membre, mais en aucun cas, on ne portera en compte un temps plus considérable.

Pete Curran a eu ici encore à défendre la pratique anglaise. Je cite textuellement le résumé de ses explications :

La difficulté provient de la différence qui existe entre les règlements des diverses corporations et surtout parce que certains syndicats, comprenant des ouvriers qui exécutent des travaux « qualifiés », *exigent un minimum de salaire. Ces syndicats n'acceptent que les ouvriers gagnant ce minimum.* D'autre part, il est des syndicats *qui ont organisé des services de mutualité et payé de fortes cotisations pour cette organisation.*

Assurément, on comprend sans peine que de pareils syndicats soient fermés et ne s'ouvrent pas facilement à de nouveaux venus. Dans toute affaire d'intérêt, lorsqu'il s'agit de profiter des avantages qu'on entend retirer de son argent, on ne va pas admettre des tiers au partage des bénéfices... Mais nous voilà loin de la solidarité ouvrière et de la lutte de classe !

Somme toute, la conférence de Christiania n'a pas fait œuvre absolument stérile, puisqu'elle nous a appris une fois de plus toutes ces choses édifiantes.

E. David.

REVUE DES LIVRES

Discours de combat, par F. Brunetière

(*Perrin, Paris,* 1907; in-16, 265 pp., 3 fr. 50)

Je crois que les amis de M. Brunetière auraient bien fait de ne pas rééditer le plus grand nombre des discours qui composent ce volume; je sais bien que l'orateur avait, lui-même, publié deux recueils des *Discours de combat,* qui ne valaient pas beaucoup plus que celui-ci; mais il avait donné ces recueils à une époque où ses harangues ne paraissaient pas aussi vieillies qu'elles sont aujourd'hui. La conférence sur *la liberté de l'enseignement* a été prononcée au commencement de l'année 1900, dans un temps où l'Eglise pouvait encore espérer échapper aux conséquences des fautes qu'elle avait commises durant l'affaire Dreyfus. Les arguments qui sont présentés par M. Brunetière sont vraiment bien peu convaincants, car il redoute de voir une trop sévère discipline s'introduire dans l'Université, comme au temps de Cousin, qui imposait un enseignement trop uniforme aux professeurs (pp. 81-82). Il semble qu'aujourd'hui il existerait plutôt une anarchie complète dans l'Université, qui ne paraît pas être en état de reprendre une direction bien efficace sur ses maîtres. Comparer le monopole universitaire, tel qu'il pourrait fonctionner, aux mesures prises par Louis XIV contre les protestants, me semble renfermer une certaine exagération que M. Brunetière ne se serait probablement plus permise en 1906.

Le discours sur *l'action sociale du christianisme* est plus récent; il a été prononcé en 1903; mais M. Brunetière parlait devant un congrès catholique où M. de Mun devait se faire entendre; il est manifeste qu'il avait appris de ce Bouvard infiniment distingué à peu près tout ce qu'il savait du socialisme; on demeure confondu quand on lit aujourd'hui que « le retentissement de l'encyclique sur la condition des anciens dure encore » (p. 161). Qui s'occupait en 1903 de cette indigeste composition, dont le principal intérêt réside dans les contresens que faisait Léon XIII en citant la Bible? On sait aujourd'hui que ce fut une manœuvre combinée par quelques politiciens français, qui espéraient *rallier* les ouvriers, après avoir *rallié* les républicains modérés. En plus des discours de M. de Mun, M. Brunetière connaissait ceux de Jaurès qu'il trouvait bien mauvais et qui lui avaient donné de la lutte de classe une idée fausse contre laquelle il protestait (pp. 159-160).

Je ne vois pas trop pourquoi on a placé, dans ce volume, une conférence sur *la modernité de Bossuet,* à moins que ce ne soit pour grouper

les morceaux qui ne sont pas dignes de M. Brunetière. Si Bossuet est très grand, c'est qu'il est, à un degré vraiment extraordinaire, l'homme de son temps; c'est notamment ce qui donne à son éloquence ce caractère de parfaite sincérité sans lequel l'orateur ne s'élève jamais bien haut. Bossuet est si peu moderne qu'il se refusait à admettre l'existence des problèmes que la philologie commençait à poser et qui, de nos jours, embarrassent tellement les théologiens; ceux-ci estiment que son intervention fut très fâcheuse parce qu'elle contribua à arrêter tout travail scientifique dans le clergé français. Bossuet reprochait aux protestants leurs variations, croyant très sincèrement que l'Eglise n'avait pas varié; mais aujourd'hui on sait que ses changements furent considérables et que les philosophes catholiques sont très préoccupés de construire des théories de l'évolution pour expliquer les transformations. Je ne vois pas que la doctrine de la Providence, que Bossuet a tant développée, soit bien moderne; je n'en trouve trace dans les travaux d'aucun historien notable.

La renaissance du paganisme dans la morale contemporaine aurait pu former le sujet d'un excellent discours de combat, car très souvent on dénonce cette renaissance; mais il ne paraît pas que M. Brunetière fût bien au courant de la question, puisqu'il regarde Kant comme l'un des représentants de la renaissance du paganisme! Je ne crois pas qu'il soit tout à fait exact de dire que les idées du XVIII^e^ siècle sur la bonté de la nature humaine soient encore en faveur: nous ne trouvons pas la vie aussi aisée que la trouvaient les gens de lettres qui fréquentaient les salons de l'ancienne aristocratie. Ce que M. Brunetière veut dénoncer probablement, c'est la complète indifférence morale qui existe dans toute la société bourgeoise; mais cette indifférence paraît surtout marquée chez les jeunes gens qui sont sortis des collèges ecclésiastiques. Ce qu'il y a de meilleur dans cette conférence, c'est la critique du culte que les savants sociologues voudraient faire rendre à l'Etat, — culte dont ils ne peuvent manquer d'être de zélés partisans, puisqu'ils vivent des sinécures que leur procure l'Etat. Je trouve là encore une attaque contre les socialistes qui montre à quel point M. Brunetière était mal informé sur certaines choses; il accuse « ceux qui professent la théorie socialiste appelée: conception matérialiste de l'histoire », de réduire toutes les questions à une question de ventre (p. 120). C'est sans doute auprès de M. G. Renard qu'il s'était instruit du marxisme; il aurait pu aussi bien apprendre de ce savant professeur de belles-lettres le huron ou l'*agrache*.

Nous trouvons ici deux fragments sur les rapports de la science et de la religion. J'avoue que la conférence faite à Bruxelles sur *l'évolution du concept de science* me semble très faible ; je n'y trouve guère qu'une seule vérité : « qu'il n'y a pas de solidarité entre les sciences, qu'il y a des sciences essentiellement différentes » (pp. 247-248) ; le reste est tellement vague que toute discussion est souvent impossible. Le fragment sur *le dogme et la libre-pensée* n'est pas beaucoup plus

heureux ; M. Brunetière prétend que le dogme ne gêne pas plus la liberté de penser que ne la gênent les connaissances scientifiques : « Nous ne sommes pas libres de croire que c'est le soleil qui tourne autour de la terre et nous ne le sommes pas de ne pas croire à l'objectivité des lois de Képler et de Copernic » (p. 232). Voilà vraiment des rapprochements qui montrent que l'orateur avait l'intention de s'adresser à un public bien peu sérieux. Je signale deux erreurs qui montrent combien les catholiques sont mal instruits de la théologie : il affirme que le dogme empêche d'admettre soit la génération spontanée, soit la descendance animale de l'homme (pp. 231-232) ; les traités les plus récents d'apologétique disent le contraire.

La conférence la plus importante du volume est celle qui fut donnée le 9 mai 1904 à Amsterdam sur les *difficultés de croire* ; l'auteur y reconnaît très franchement que le christianisme se trouve aujourd'hui en présence de difficultés que ses anciens défenseurs n'avaient pas soupçonnées. On sait que M. Brunetière avait été si frappé par l'histoire du boudhisme que son adhésion au christianisme s'en trouva retardée d'une quinzaine d'années ; mais il estimait que les analogies que l'on avait crues autrefois très fortes entre le christianisme et le boudhisme, n'étaient plus regardées comme bien sérieuses par les orientalistes (pp. 199-201). — Sur la question évangélique, M. Brunetière s'avance bien à la légère quand il affirme que l'accord est à peu près établi entre les savants ; mais si l'on reconnaît avec lui que les Evangiles ont été écrits à des dates mal connues, par des auteurs inconnus, en vue de faits inconnus (p. 206), on laisse planer de singuliers doutes sur la valeur de leurs témoignages. Il attache une grande importance à ce que l'Eglise aurait été antérieure à la rédaction des Evangiles (p.208) ; mais alors quelle relation a pu exister entre l'Eglise et ces livres ? pourquoi n'en a-t-elle pas mieux contrôlé la rédaction pour en faire des histoires ? — Quant aux objections que l'on adresse aux miracles, M. Brunetière y répond par un argument qui paraît singulier : l'histoire serait inintelligible sans l'hypothèse de la Providence, comme la physique le serait sans l'hypothèse de la stabilité des lois de la nature ; sans ces hypothèses, l'histoire et la physique se transformeraient en chaos. Ainsi l'histoire exigeant l'existence de Dieu, on arriverait à reconnaître que le miracle est une nécessité : « Dieu se manifeste par la liberté qu'il a de défaire les liens où notre courte science essaye de l'emprisonner » (pp. 214-217). Mais l'histoire est assez généralement un chaos. Il y a fort peu d'histoires qui offrent assez d'unité pour qu'on ait pu les supposer régies par un dessein supérieur ; la Providence serait donc particlle et accidentelle !

En tête du volume est une conférence sur le *génie breton*, dans laquelle M. Brunetière a passé en revue quelques représentants littéraires de la Bretagne ; je suppose qu'on aura donné place à cette étude dans ce recueil, parce que les dernières pages combattent les ennemis de la centralisation française. Il redoutait de grands conflits de races, et il

se demandait s'il ne fallait pas employer tous les moyens pour consolider l'unité française. Cela était écrit en 1895 et, en fait de grandes guerres, nous avons eu l'affaire Dreyfus, c'est-à-dire *la guerre des assomptionnistes*, qui n'a pas beaucoup contribué à consolider l'unité nationale.

Georges Sorel.

La Vie sociale et ses évolutions, par E. van Bruyssel

(*Flammarion, Paris,* 1907; in-16, 396 pp., 3 fr. 50).

Gibbon avait conçu l'idée d'écrire son histoire de la décadence romaine en voyant la Rome pontificale vivre sans grand souci du passé, au milieu des ruines de la grande Rome païenne. M. Van Bruyssel a conçu l'idée d'une histoire universelle en regardant le ciel étoilé à Carthage ; peut-être s'est-il un peu trop souvenu que les Carthaginois étaient des marchands et a-t-il un peu abaissé son sujet à un niveau trop utilitaire.

Il ne faut pas se dissimuler que l'entreprise de M. Van Bruyssel présentait d'énormes difficultés ; je croirais assez volontiers qu'il est impossible de remplir le programme qu'il s'était tracé, c'est-à-dire de donner un tableau des évolutions des religions, de la justice, de l'économie, des beaux-arts, de la littérature, des sciences, des méthodes d'enseignement et des idées sociales. Je ne relèverai pas les quelques erreurs qui se sont glissées çà et là ; c'est le plan même du livre qui me semble vicieux ; ne voulant pas être exposé à tomber dans de vagues dissertations, l'auteur a accumulé beaucoup de petits faits et développé quelques considérations d'ordre pratique relatives à notre temps et à la Belgique ; mais on n'apprend pas ainsi beaucoup de choses vraiment utiles et les conclusions paraissent tout à fait personnelles. Peut-être même M. Van Bruyssel aurait-il pu nous faire grâce de ses méditations sur l'inconnaissable qui « nous domine de son immensité ; c'est vers celle-ci que nous devons élever notre esprit, car c'est en elle que s'est constitué notre être » (p. 394). Je crois aussi qu'il aurait pu se dispenser d'esquisser une théorie de la survivance des âmes se réincarnant dans « des formes toujours ascendantes suivant la loi du progrès » (p. 107).

Ses préoccupations d'ordre tout pratique l'amènent à s'étendre sur les avantages que le Congo peut procurer à la Belgique, sur le libre-échange et sur les meilleurs systèmes à adopter pour les banques d'Etat. L'enseignement donne lieu aussi à des réflexions qui sont peut-être un peu longues sur les avantages et les inconvénients des études classiques.

Le dernier livre est consacré à combattre le socialisme : j'y remarque une analyse du Manifeste Communiste qui n'est pas du tout fidèle et

que l'auteur a sans doute empruntée à quelque livre antérieur au sien (p. 363). M. Van Bruyssen recommande fort les comités de conciliation destinés à empêcher les grèves (p. 366), fait un grand éloge du système des retraites ouvrières, subventionnées par l'Etat, qui a été établi en Belgique (p. 378), engage les patrons à s'entendre avec les syndicats pour conclure des marchés (p. 388). Tout cela n'est pas de nature à beaucoup éclairer sur les mouvements contemporains.

Georges Sorel.

Le Second Empire, par Albert Thomas

(*Rouff, Paris,* 1907; in-4°, viii-393 pp., 5 fr.)

Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'histoires plus difficiles à écrire que celle du Second Empire, et il semble que la difficulté ira toujours en croissant parce que les hommes qui ont participé aux grands événements, disparaissent sans laisser de documents susceptibles d'éclairer la postérité; de plus, il y a peu d'époques pour lesquelles il faille davantage se défier des documents d'archives, qui furent alors presque toujours écrits par des personnages dévorés du désir de montrer leur zèle; enfin les souvenirs des hommes qui faisaient une opposition violente à l'Empire, souvenirs auxquels M. Thomas se fie bien trop, ont quelque chose de romanesque et de prodigieusement suspect au point de vue de l'appréciation objective des forces qui étaient en présence. Il me semble que l'auteur s'est, d'ailleurs, condamné à ne pas bien comprendre la société impériale, parce qu'il a fait de son livre une histoire *édifiante*.

Pour bien comprendre cette société il faudrait avoir certaines qualités littéraires qui ne sont pas très fréquentes dans le monde des politiciens. Nous assistons à un renouvellement du monde; ce renouvellement est fêté avec une joie exubérante et parfois folle par les heureux du jour, tandis que les représentants de l'ancien monde se livrent à une opposition morose; on sait qu'il faut toujours infiniment de goût littéraire pour se représenter des transitions de ce genre, et le goût paraît être une qualité peu appréciée par l'auteur. Ce fut, il y a un demi-siècle, que se forma réellement la démocratie qui nous gouverne aujourd'hui: frivolité, besoin de poser devant l'Europe, goût pour la grande politique d'expansion, absence de scrupules, adoration du succès; nous retrouvons dans ce passé tous les éléments du présent. Il y avait dans ces temps lointains plus de gaieté qu'aujourd'hui, pour des raisons que la critique littéraire peut assez facilement démêler; la gaieté française était le dernier écho du xviii^e^ siècle; nous avons perdu notre gaieté en perdant beaucoup des qualités et des défauts de l'ancienne France; mais nous ne sommes pas toujours devenus plus sérieux pour cela; — nous ne sommes pas, en tout cas, devenus plus moraux, à en juger par le personnel de nos ministères,

Le gouvernement impérial différait de nos gouvernements actuels sur un point très important. Il souffrait cruellement de ne pas avoir avec lui les dispensateurs de la gloire; il avait terriblement peur de l'opinion des classes lettrées; c'est ainsi qu'un article de la *Revue des Deux-Mondes* était un très gros événement; les critiques de Prévost-Paradol affolèrent l'Empire à certaines heures ; on tenait beaucoup à éloigner Thiers de la tribune parlementaire, parce que ses discours devaient être lus dans toute l'Europe. La singulière autorité que le prince Napoléon exerçait sur son cousin provenait, en grande partie, des relations qu'il entretenait avec nombre d'hommes illustres dans les lettres. Les tergiversations de la politique impériale doivent s'expliquer souvent par les attaques que les actes du gouvernement provoquaient dans les salons académiques. Aujourd'hui, aucun de nos ministres n'a de tels soucis. C'est cet aspect de l'Empire qu'il est le plus facile de connaître.

Les relations avec le clergé sont beaucoup plus mystérieuses; M. Thomas ne s'est point posé le problème de savoir comment les catholiques devinrent d'aussi ardents bonapartistes après avoir tant lutté contre Louis-Philippe et montré tant de zèle républicain en 1848. La dictature que L. Veuillot exerça sur l'opinion catholique, en dépit des résistances de quelques évêques, constitue un fait étrange et qui aurait grand besoin d'être expliqué. Lorsque les affaires d'Italie brouillèrent un peu l'empereur et le clergé, la politique impériale marcha de la manière la plus fantaisiste; on ne sait pas pourquoi le prince Napoléon se fit le champion si ardent de l'Italie ; je supposerais assez volontiers que ce fut pour être désagréable aux amis cléricaux de l'impératrice.

Les raisons qui poussèrent l'empereur à créer l'unité italienne resteront toujours mystérieuses; M. Thomas ne les cherche pas, et il a raison, car le secret a été, sans doute, emporté par Napoléon III et par quelques-uns de ses conseillers intimes. Beaucoup de personnes estiment aujourd'hui que l'impératrice était dans le vrai en soutenant la politique anti italienne ou autrichienne; mais il ne faut pas oublier que l'impératrice était profondément haïe par une très grande partie des amis de Napoléon, par presque tous les gens de lettres et par la haute société. L'immense succès de la *Lanterne* de Rochefort tint à cette aversion et il est probable que les partisans de l'Italie ne devaient pas manquer de faire valoir auprès du souverain le danger qui menaçait sa réputation s'il s'engageait dans la voie conseillée par l'impératrice.

L'auteur se fait de grandes illusions sur la force réelle de l'opposition qui existait sous l'Empire. Renan y voyait plus clair que lui lorsqu'il écrivait, à la fin de l'année 1869, à propos des élections : « On nous nomme, donc on nous aime, serait de la part des honorables membres de l'opposition, dite avancée, la plus dangereuse des conclusions. On les nomme pour donner une leçon au gouvernement et avec la persuasion que le gouvernement est assez fort pour supporter la leçon. Le jour où il n'en serait plus ainsi et où l'on s'apercevrait qu'on a mis en danger l'existence du gouvernement, il se ferait une volte-face ». (*Ré-*

forme intellectuelle et morale, p. 288.) Dans quantité de circonscriptions, les légitimistes, furieux de la politique italienne de l'empereur, soutenaient des républicains, qui ne seraient point passés sans eux ; l'évêque de Montpellier vota, dit-on, ostensiblement pour Ernest Picard ; on voyait un président de la Société de Saint-Vincent-de-Paul et le vénérable d'une Loge patronner le même candidat libéral.

Les documents d'archives sont ici bien trompeurs, parce que préfets et procureurs généraux aimaient à se donner des allures de terribles lutteurs. Les exagérations de leur langage étaient aussi motivées par un fait que M. Thomas ne paraît pas du tout soupçonner : la peur vraiment effroyable que les sociétés secrètes avaient provoquée en 1851. Il est difficile aujourd'hui de se rendre un compte exact de ce phénomène ; mais il y a encore trente ans on pouvait recueillir beaucoup de témoignages relatifs à ces sociétés. Là où s'était produit une résistance armée contre le coup d'État, c'est que les sociétés secrètes avaient été fortement organisées ; un des chefs de cette résistance me disait qu'il avait été surpris de la puissance de ces groupements, dont il ne soupçonnait pas la discipline avant de les avoir vus à l'œuvre. Les commissions mixtes cherchèrent à supprimer toutes ces sociétés et y réussirent en grande partie, en frappant à l'aveugle ; les fonctionnaires impériaux se croyaient, cependant, toujours à la veille de graves perturbations chaque fois qu'on leur dénonçait des réunions républicaines.

Rien n'est obscur comme le mouvement ouvrier sous l'Empire. Il faut, tout d'abord, observer que l'empereur a inventé la politique sociale que suivent aujourd'hui les radicaux ; s'il ne l'a pas plus développée, c'est que la France n'était pas alors aussi riche qu'aujourd'hui ; il entendait qu'on sût partout qu'il aimait à *se pencher sur les humbles* (comme disent aujourd'hui nos radicaux-socialistes) et il me paraît certain que cette politique avait dû produire quelques résultats, car on ne s'expliquerait pas autrement la brochure publiée en 1872 par Albert Richard « par laquelle l'ancien ami de Bakounine se ralliait au socialisme bonapartiste » (p. 337) ; il y eut aussi Jules Amigues qui joua un rôle plus considérable que Richard après la guerre. Les conseillers de l'impératrice parvinrent, dans les dernières années de l'Empire, à avoir des hommes à eux dans la presse révolutionnaire et il n'est pas certain que certaines réunions violentes, où les députés libéraux furent insultés, n'aient pas été provoquées par ces conseillers qui disaient ouvertement qu'ils aimaient mieux avoir affaire avec les *rouges* qu'avec les *roses*. Il faut donc ne pas trop prendre au sérieux tout ce qui se disait et s'imprimait alors ; beaucoup de bonapartistes désiraient voir renaître la peur qui avait saisi la France avant le coup d'Etat et qui avait permis au gouvernement de supprimer le régime parlementaire.

Il me semble que M. Thomas s'embrouille parfois : c'est ainsi qu'il nous parle « de l'opportunisme révolutionnaire, qui s'affirme avec force de juillet 1869 à juillet 1870 » (pp. 370-371). Ailleurs il se demande si les Varlin et Malon eurent raison de s'allier à Rochefort, parce qu'il y avait

dans le mouvement qui se faisait autour de celui-ci « des éléments démagogiques » (p. 371). Evidemment l'auteur oublie qu'en 1894 Jaurès alla supplier Rochefort de donner son appui à la candidature Gérault-Richard ; avant l'affaire Dreyfus, on n'accusait pas Rochefort de démagogie.

Contrairement à ce que dit M. Thomas, je suis convaincu que l'Empire était parfaitement solide en 1870 et que l'agitation révolutionnaire n'aurait pu l'ébranler ; c'était aussi la manière de voir de Renan qui connaissait bien son temps. Le grand danger ne provenait pas des socialistes, mais de ces conseillers de l'impératrice qui voulaient trouver une occasion de revenir au régime de 1852 ; j'ai entendu l'un d'eux dire que si le jour de l'enterrement de Victor Noir, Rochefort ne s'était pas trouvé mal et si la foule était entrée en lutte avec l'armée, la guerre n'aurait pas eu lieu ; selon la même personne, l'impératrice se décida pour la guerre parce qu'on lui avait fait peur d'un ministère Ernest Picard succédant à un ministère Emile Ollivier. Il y a quelques années, M. Welschinger a fait connaître une conversation transmise par une voie très autorisée, d'après laquelle « l'idée de l'impératrice était que la politique intérieure dans laquelle on s'était engagé avec M. Ollivier menait aux abîmes ». Ses conseillers croyaient que l'on pouvait traiter honorablement au bout d'un mois et ensuite revenir sur les concessions libérales (*Débats*, 27 octobre 1903). Je doute donc fort que M. Thomas ait eu une vue bien claire des choses quand il parle de « la lutte abominable de l'Allemagne contre la France, cherchée et voulue par le gouvernement prussien » (p. 391), et quand il s'imagine que les classes ouvrières étaient en mesure de renverser l'Empire.

Georges Sorel.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

La situation économique de la France et la transformation sociale, par Paul-Armand Hirsch, avec préface de Gabriel Séailles *(Paris, Cornély, 1907 ; broch. 120 p., 1 fr.)*. Le titre de ce petit volume dépasse ses proportions minimes, mais on y trouve un ensemble de statistiques qu'il peut être utile d'avoir sous la main. L'auteur conclut dans le sens du socialisme étatique traditionnel.

Du rôle de l'acheteur dans les conflits économiques, par A. de Morsier *(Saint-Blaise et Roubaix, Foyer solidariste de Librairie et d'Edition, 1907 ; broch. 80 p., 0 fr. 80)*. L'auteur a écrit ce travail pour « l'Association chrétienne suisse d'Etudiants ». C'est dominé par ses préoccupations religieuses qu'il préconise les *Ligues sociales d'Acheteurs* ou associations de consommateurs ayant pour but, par la seule puissance de l'acte d'achat, d'exercer une action directe sur les conditions du travail.

Les petits parias de notre marine marchande et des pêches, par Léon Vignols *(Paris, Alcan, 1907, broch. 37 p., 0 fr. 40)*. Eloquent plaidoyer pour les malheureux mousses, enfants de dix à quatorze ans, qui sont soumis à la plus lamentable des exploitations.

La misère et ses remèdes, par Laurent Dechesne *(Liège, Gnusé; Paris, Larose et Tenin, 1908, broch. 58 p., 1 fr.)*. L'auteur fait l'histoire de la misère et des moyens d'y remédier par les institutions dites « d'assistance sociale », soit privées, soit publiques.

Les Ames ennemies, par Paul-Hyacinthe Loyson *(Paris, édition de la Revue Bleue, 1907; broch, 126 p.)*. Drame en quatre actes, représenté, au mois de mai 1907, au Théâtre Antoine, et qui a provoqué par les idées qu'il exprime, de vives controverses.

Rapport relatif à l'exécution de la loi belge du 31 mars 1898 sur les Unions professionnelles pendant les années 1902-1904, présenté aux Chambres législatives par le Ministre de l'Industrie e du Travail. *(Bruxelles, Lebègue et Schepens, 1907; 1 fort vol. in-8, 368 p.)*. Le nombre des unions, qui était de 354 en 1901, de 526 en 1902, de 694 en 1904, a été de 853 en 1905 (489 étaient de langue française et 364 de langue flamande; 86 pour 100 des unions étaien des unions d'agriculteurs).

Conseil supérieur du Travail, Ministère de l'Industrie et du Travail de Belgique : Repos du dimanche; Demandes d'exceptions et d'autorisations adressées au gouvernement en vertu de la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche *(Bruxelles, Weissenbruch, 1907, un vol. 235 p.)*.

Cette revue est composée par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : G. Séverac.

Niort. — Imp. Th. Martin.

ÉTUDES ET CRITIQUES

La Crise viticole et la Classe ouvrière

On sait quel vaste mouvement économique, fécond en manifestations de toutes sortes, a provoqué la crise viticole, dans le Midi de la France. Maintenant que l'effervescence est calmée, que les positions respectives sont bien définies, que le but de chacun est bien affirmé, qu'en un mot la situation est plus claire, il nous paraît utile de dégager pour les lecteurs du *Mouvement Socialiste* en quelque sorte la philosophie de l'action ouvrière qu'a suscitée ce mouvement et de tâcher d'en tirer les conclusions nécessaires.

I. *Lutte de classe et défense viticole.* — La crise viticole n'est pas récente, la mévente des vins ayant commencé, comme on s'en souvient, dès 1900. Mais les populations méridionales, confinées dans leur individualisme apathique, tout en se récriant contre les cours anormaux, restaient inertes, espérant toujours en des jours meilleurs. Pour se rattraper, les propriétaires diminuèrent les salaires, augmentèrent les heures de travail, imposèrent de longs chômages. Cela pouvait quelque peu balancer la moins-value de leur récolte, mais les ouvriers accablés ne pouvaient plus vivre, même en travaillant : ces causes économiques déterminèrent l'essor syndical et le mouvement gréviste de 1904, dont j'ai essayé, en son temps, de retracer les principales phases aux lecteurs du *Mouvement Socialiste* (nos 145 et 147).

L'organisation des ouvriers ruraux, leur action contre le patronat, les revendications qu'ils obtinrent causèrent une forte émotion ; la propagande révolutionnaire, l'attitude des syndicats inspirèrent aux possédants de vives craintes qui, jointes aux préoccupations de la mévente persistante, les prédisposèrent à plus d'action concertée, d'entente et de cohésion.

Le Congrès des Travailleurs de la Terre à Narbonne, en 1904 (1),

1. — Voir *Mouvement Socialiste*, n° 145. Décembre 1904.

s'occupa de la répression des fraudes : constatant que l'avilissement des prix des vins naturels amenait par répercussion une diminution de salaires, *mais constatant aussi la multiplicité des fraudes s'exerçant sur les denrées alimentaires, les objets confectionnés, etc.*, il engagea les syndicats *à utiliser tous les moyens en leur pouvoir pour supprimer toutes les fraudes.* A cet effet, le Congrès envisagea la création de commissions de surveillance, chargées de rechercher et de dévoiler toutes les fraudes ; reconnaissant la complicité matérielle des ouvriers, il se prononça contre leur participation à toute pratique frauduleuse et demanda des garanties législatives contre leur renvoi éventuel (1); enfin il décida une manifestation publique contre la fraude et les fraudeurs, et, pour la *première fois*, l'on vit une importante colonne de plus de deux mille syndiqués, venus de tous les points du Midi viticole, promener dans les rues de Narbonne des pancartes où, à côté des principales revendications du Congrès, figuraient ces inscriptions « A bas la fraude ! », « En prison les fraudeurs ! »

Ainsi le Congrès de Narbonne avait bien déterminé l'attitude de la classe ouvrière ; après la dénonciation publique, c'était la lutte personnelle, face à face, sans intermédiaire, contre tous les fraudeurs ; c'était de l'action directe, c'était une action nettement, essentiellement ouvrière.

Le *Syndicat professionnel des petits viticulteurs de Béziers*, « *estimant que les doléances et revendications du Midi viticole n'avaient chance d'être prises en considération que si elles étaient exprimées par l'ensemble des viticulteurs d'une façon énergique* », prit l'initiative de réunir un Congrès qui se tint à Béziers au mois de janvier 1905. — La commission d'organisation adressa un appel aux municipalités, sociétés et syndicats agricoles (patronaux, ouvriers, mixtes), aux syndicats de négociants, aux Chambres et Tribunaux de Commerce et de la région méditerranéenne ; deux cent cinquante municipalités et trois cent cinquante collectivités agricoles — *parmi lesquelles une quarantaine de syndicats ouvriers* — participèrent au Congrès. « *Les syndicats ouvriers*, y

1. — S'inspirant des résolutions du Congrès, lors de la discussion de la loi sur les fraudes alimentaires, le citoyen Vaillant déposa l'amendement suivant, d'ailleurs rejeté à une très forte majorité : « Sera puni du maximum des peines de la présente loi, le patron qui aurait renvoyé un ouvrier parce que cet ouvrier aurait refusé son concours pour une fraude ou une tentative de fraude, pour une tromperie ou une tentative de tromperie. »

fut-il dit, *ont compris la nécessité d'une action commune, leur participation au Congrès, qui a pour but la défense des intérêts communs de tous les vignerons, n'est pas faite pour diminuer le moins du monde l'expression de leurs légitimes espérances ; au contraire, de cette entente cordiale peut jaillir une source nouvelle, féconde en résultats réciproques* ». Du Congrès sortit ce cri unanime « *Sus à la fraude!* » « *Pas de mouillage!* » « *Pas de sucrage!* ». On demanda *la justice et l'égalité pour tous les produits nationaux* et proclama *l'accord complet et unanime de tous ceux qui vivent de la vigne.* — On nomma un « *Comité régional de défense viticole* ».

La tenue de ce Congrès amena une vive effervescence dans notre région ; les réunions succédaient aux réunions ; on votait des ordres du jour énergiques flétrissant le gouvernement, l'accusant de soutenir les fraudeurs ; on réclamait *la démission des corps élus* ; on votait la *grève de l'impôt* ; — mais on ne descendit point dans la rue. Toutefois le Parlement s'émut ; le « Comité de défense viticole » fit des démarches pressantes auprès des ministres compétents ; le gouvernement déposa une loi sur la répression des fraudes ; on batailla ferme, on remania quelques textes..., on fit beaucoup de promesses..... Mais, d'une part, les élections approchaient, les politiciens, spéculant sur cette proposition de démission des corps élus, crièrent à l'ingérence politique, réveillèrent les compétitions des partis, amenèrent la dissociation. D'autre part, devant la non application des revendications ouvrières acceptées par le Congrès, les syndicats qui avaient donné leur adhésion se retirèrent avec éclat et tout finit en queue de poisson.

Ainsi le Congrès viticole de Béziers avait bien caractérisé l'action viticole, action mitigée d'esprit à la fois légalitaire et révolutionnaire, préconisant à la fois le recours à l'Etat et la pression sur l'Etat. Ce n'était pas, ce ne pouvait être une conception ouvrière, une action ouvrière. Le Congrès des Travailleurs de la Terre tenu à Perpignan, en 1905, s'occupa de cette participation des syndicats ouvriers au Congrès viticole de Béziers ; leur adhésion, se produisant au lendemain de la grève générale agricole (1), fut unanimement réprouvée ; cependant le Congrès admit leur bonne foi : leur entente conditionnelle avec le patronat n'avait pour but que l'obtention de nouvelles revendications ; et, grâce à mon intervention, ils s'étaient dégagés à temps, sauf deux ou trois, dont les délégués eurent l'honneur d'être reçus par nos ministres. Néanmoins, cette action

1. — Voir *Mouvement Socialiste*, n° 147 (Janvier 1905).

commune d'irréductibles adversaires de classe, même accidentelle, même engagée avec toutes les restrictions mentales, constituait une trop forte entorse aux principes syndicalistes, pour que le Congrès n'en fût point ému. Aussi les ordres du jour votés furent-ils caractéristiques ; citons les passages les plus importants : « *Considérant que les travailleurs n'ont pas à s'occuper de la vente ou la mévente d'un produit qui ne leur appartient pas, ils doivent se cantonner exclusivement dans la défense de leur salaire... se désintéresser absolument du mouvement patronal de défense viticole...* » « *Le Congrès dédaignant toute alliance avec le Capital recommande l'expectative aux organisations paysannes..., confirme les décisions prises à Narbonne en 1904...* » « *Le Congrès rejette pour l'avenir toute entente économique avec le patronat, entente contraire au but du syndicalisme...* » « *Le Congrès indique aux organisations que leur véritable intérêt réside dans la lutte de classe et non dans la participation aux faits et gestes hypocrites du patronat.* »

Ainsi le Congrès de Perpignan avait bien confirmé, précisé et accentué le caractère de classe de l'action ouvrière. Ces indications nettement déterminées ont-elles été suivies ? Quel a été le rôle de la classe paysanne organisée, dans le mouvement viticole ? A quelles suggestions, à quelles influences, à quelles nécessités a-t-elle obéi pour modifier, méconnaître, renier même son action ouvrière ? Quels avantages en a-t-elle retirés ? Quelles en sont les conséquences ? Quel sera — ou du moins quelle doit être — son attitude dans l'avenir ? C'est ce que nous allons examiner.

Mais, en terminant cet exposé rapide, mais nécessaire des faits antérieurs, notons, une fois encore, *que c'est la classe ouvrière qui a inauguré la lutte contre la fraude ;* les événements qui ont suivi ont préparé le terrain aux derniers incidents, lesquels n'en sont en somme que la répétition plus élargie, plus affirmative, plus énergique, et, aussi, hélas ! plus tragique.

II. *Le « Mouvement Viticole ».* — Le mouvement protestataire partit d'Argeliers ; un très petit propriétaire, Marcellin Albert, qu'on avait plusieurs fois ridiculisé pour des tentatives semblables, suggéra l'idée d'aller porter, en manifestant, les doléances de la viticulture devant la Commission parlementaire chargée d'enquêter sur la crise, de passage à Narbonne ; besace au dos, à pied, une centaine de personnes, la plupart des ouvriers, l'accompagnèrent. Ce fut la première manifestation, mais elle se produisait au moment psychologique, répondait à un état d'âme particulier : *on voulait vendre le vin.* Les nouveaux croyants se répandirent dans les villages

avoisinants ; l'opinion étant favorable, ils eurent partout un accueil chaleureux.

D'ailleurs, il faut le reconnaître, leur propagande fut habile ; se cantonnant dans des généralités, éludant toutes discussions critiques, hyperboliques et tintamarresques, ils surexcitaient facilement l'enthousiasme latent des masses : « Nous voulons vendre le vin, s'exclamaient-ils ; nous voulons l'égalité pour tous les produits du sol ; toutes les denrées renchérissent, il n'y a que le vin qui soit à vil prix ; on a défendu le beurre contre la margarine, on a élevé les droits de douane sur les blés étrangers, on a accordé des primes fabuleuses à l'industrie du sucre. Qu'a-t-on fait pour le vin ? Rien ! Nous voulons être protégés contre la fraude, contre le vin artificiel, contre le vin de sucre. Il n'y a pas surproduction ; il n'y a que surproduction artificielle. En 1875, il s'écoulait 80 millions d'hectolitres et maintenant nous ne pouvons en écouler 50 millions. Nous ne voulons plus être sacrifiés ; nous ne voulons plus être traités en parias. Le Midi a droit, comme le Nord, à sa part de soleil ; nous voulons vivre et, pour vivre, nous voulons vendre notre vin ; nous souffrons tous de la mévente ; nous sommes des affamés en présence de ruinés ; c'est la fraude, c'est le sucre, qui sont cause de notre misère et de notre ruine ; nous glissons dans la tombe ; nous laisserons-nous ainsi périr ? Non, tous debout comme un seul homme ! Ouvriers, petits et gros propriétaires, commerçants, nous avons les mêmes intérêts, nous sommes tous atteints du même mal, tous ensemble agissons, luttons et sauvons-nous nous-mêmes ; nous défendrons nos droits à l'existence jusqu'à la mort ; mieux vaut tomber debout que se laisser mourir de faim ; les propriétaires marcheront les premiers, les ouvriers n'ont qu'à suivre ; nul ne voudra trahir la cause de la viticulture ; il n'est pas possible qu'on ne nous accorde pas satisfaction ; quand le vin se vendra, la joie reviendra au foyer..., etc..., etc... »

Et nous, les grincheux, qui avions l'outrecuidance de nous élever contre pareilles conceptions, il fallait voir comme nous étions reçus. Comment ! En des circonstances si critiques, nous osions protester contre l'*action commune* de toutes les classes ! Nous avions bien la haine tenace ! Nous rappelions aux propriétaires que naguère ils ne nous avaient jamais invités à participer à leurs bénéfices et nous repoussions la présente participation à leurs pertes ; nous ne voulions pas nous lier à leurs promesses ; nous prétendions combattre la fraude, mais en dehors d'eux, par nos propres moyens ; nous contestions la *similitude de nos intérêts* ; nous rêvions même de socialiser la propriété... Ah ! nous étions des impies et méritions

d'être honnis par tout le monde, et, si on ne nous a pas mangés tout vifs, c'est que nous sommes quelque peu indigestes. Aussi, malgré nous, l'action viticole faisait-elle de rapides progrès ; les comités de défense se multipliaient ; généralement, les administrateurs des syndicats ouvriers en faisaient partie, avec ceux des syndicats patronaux, ainsi que les représentants des petits et des gros propriétaires, et des commerçants. N'était-ce pas là le gage le plus probant de *l'indissoluble entente de toutes les classes* de la population méridionale ?

Et le flot montait, montait toujours, grossissait encore, grossissait sans cesse. *Le Tocsin*, journal du comité d'Argeliers, sonnait l'alarme ; les appels se succédaient ; chaque dimanche appelait son meeting, toujours plus dense, énorme, monstrueux. Et des ex-démagogues, hostiles jadis au mouvement de 1905, indifférents même au début de l'action présente, se sentaient soudain pris d'une fiévreuse ardeur pour la défense de la viticulture et se mettaient à la tête des protestataires, qui, rassurés par la présense de ces vaillants défenseurs de la classe ouvrière, laissaient tomber leurs scrupules et rappliquaient de plus belle. Et les propriétaires mobilisaient tous leurs véhicules ; ils fouillaient dans leurs escarcelles ; des souscriptions s'organisaient, tout le monde apportait son obole ; les municipalités votaient des subventions ; les compagnies de chemin de fer diminuaient les tarifs ; des centaines de mille de manifestants se faisaient *charrier* à Béziers, Carcassonne, Perpignan, Nîmes, Montpellier. Les événements se précipitaient ; des incidents divers se produisaient ; ce n'était pas du *battage* ; ce n'était pas une farandole ; les discours devenaient violents ; on lançait un ultimatum ; le sabotage administratif commençait ; on murait les mairies ; on houspillait les percepteurs... Mais force devait rester à la loi ; la troupe envahissait le pays rebelle ; il fallait rétablir l'ordre ; on arrêtait les meneurs ; des collisions se produisaient, le sang coulait, on ramassait des cadavres ; puis après la répression, la détente, la clémence, et, dans le calme lourd, l'organisation de la Confédération Générale Viticole.

III. *La confusion dans la classe ouvrière.* — La classe ouvrière participa ainsi aux meetings viticoles, mais à des titres différents. Je ne parlerai pas de la masse, de la cohue, qui marchait d'enthousiasme, par inconscience, par ordre ou par curiosité. La généralité acceptait cette corvée avec plaisir, car, pour beaucoup, c'était la faculté de visiter gratuitement nos principales villes du Midi, dans lesquelles ils n'avaient jamais mis les pieds. Dans la fraction de la

classe ouvrière organisée, il y eut quelques syndicats qui marchèrent officiellement, tandis que d'autres — pris de scrupules sur le rôle de nos organisations — refusèrent de s'associer aux manifestations, en laissant à leurs membres toute liberté d'y participer ou non, à titre individuel. D'aucuns marchandèrent leur participation ; ils imposèrent comme condition l'occupation immédiate des chômeurs (on ne pouvait manifester le ventre vide) ; d'autres se contentèrent seulement de promesses (il fallait bien, que diable ! puisqu'on n'avait plus d'argent pour faire travailler, arriver plus tôt à faire vendre le vin, et l'on pourrait alors tenir parole) ; d'autres encore affirmèrent que leur entente avec le patronat n'impliquait en rien l'abandon de leurs conceptions particulières ; d'autres enfin suivaient sans restriction aucune. Mais tous acceptaient implicitement cette raison qu'il fallait que les propriétaires vendissent leur vin pour obtenir travail durable et salaire rémunérateur : leur idéal n'allait pas plus loin ; tout leur désir, tout leur espoir étaient dans le relèvement des cours du vin et dans la gratitude des propriétaires.

Néanmoins, en dehors de tous ceux-là, nous avons été — faible minorité il est vrai — quelques mauvaises têtes, toujours récalcitrantes, qui n'avons point participé aux manifestations. Syndicalistes, nous avons cette conception que nulle action, nulle entente, nul accord, nul compromis ne peuvent être conclus avec la classe bourgeoise et propriétaire. Le capitalisme, voilà l'ennemi ; il doit rester l'ennemi, en n'importe quel moment, quel lieu, quelle circonstance. Cela seul aurait suffi à motiver notre abstention ; mais nous avions encore d'autres raisons. Nous voyions, dans le mouvement actuel, la répétition du mouvement de 1905 ; instruits par l'expérience, nous ne tenions guère à tomber dans le même guêpier ; nous contestions la *similitude d'intérêts* des diverses classes sociales, qu'on prétendait unies par une inébranlable solidarité dans le commun effort, et nous entendions toujours à nos oreilles ces paroles prononcées par un membre du fameux Comité d'Argeliers : « Si les ouvriers ne veulent pas marcher, nous les f... tous dehors. » C'était là, au moins, du *solidarisme* un peu *forcé !*

Nous protestions donc contre la sujétion, la subordination des intérêts ouvriers à ceux des propriétaires ; nous nous élevions contre ce nouveau dogme, qu'il fallait que nos employeurs vendissent bien leur vin pour nous faire travailler et nous payer raisonnablement ; nous demandions des garanties et l'on nous répondait : « Marchez, et nous verrons après ! » Nous ne pouvions accepter cet asservissement. Et nous étions, et nous sommes contre la fraude ; mais nous

avons notre tactique à nous, issue de nos Congrès, s'adaptant bien à notre champ d'action, dont nous avons préconisé la pratique à tout le prolétariat ; pourquoi la répudier ?

Mais ce sont surtout les conséquences fâcheuses de cette action commune des patrons et de leurs ouvriers que nous envisagions et redoutions ; nous craignions, en effet, qu'au contact permanent les uns des autres, dans cette atmosphère déprimante de paix sociale, l'énergie combative de la classe ouvrière ne s'émoussât, s'atrophiât et disparût à jamais ; que celle-ci abdiquât sa personnalité ; qu'elle renonçât tacitement à son idéal de rénovation sociale. Aussi, plus que jamais, avons-nous fui toute compromission, avons-nous conservé notre pleine liberté d'action, avons-nous gardé les mains nettes pour pouvoir, en toute occasion, parler haut et ferme à nos camarades... Nos objurgations furent vaines : sous l'enthousiasme général, nous nous trouvâmes littéralement submergés.

IV. *Confédération Viticole et paix sociale.* — Cependant les événements suivaient leur cours ; la *Confédération Générale Viticole* se constituait ; nécessairement, tous les anciens manifestants étaient appelés à devenir les adhérents de la nouvelle association. Après la lutte tumultueuse, l'action organisée ; les ouvriers qui avaient participé aux meetings, qui figuraient dans les comités de défense viticole, qui avaient retiré quelques avantages, qui étaient liés tout au moins moralement avec le patronat, ne pouvaient refuser leur collaboration ; la fraude n'était point vaincue, la bataille continuait ; le contact des manifestations, l'accointance des comités de défense viticole devaient fatalement amener l'entente permanente ; c'était logique, et en rentrant dans les syndicats communaux (sections de la C. G. V.), qui se substituaient aux anciens comités de défense viticole, on régularisait simplement sa situation. Et de même que les manifestations devaient être de plus en plus nombreuses pour produire plus d'effet, de plus en plus nombreuse devait être la C. G. V. pour affirmer sa puissance. Socialistes, conservateurs et modérés, cléricaux et athées, ouvriers, propriétaires et commerçants, riches et pauvres, toute la salade, tout le monde à la C. G. V. ! On ne demandait aucune concession ; on restait ce qu'on était ; on n'était pas forcé de s'accorder ; mais tous avaient le devoir imprescriptible de sauver la terre viticole, notre mère nourricière, qui était en péril ; et, comme nous vivons tous d'elle, si elle mourait, nous étions condamnés à mourir avec elle. Il est vrai que, lorsque par notre union nous aurions sauvé la viticulture, nous étions libres de rompre nos liens fraternels et de nous battre comme auparavant.

Et on ne nous demandait pas grand'chose : notre nom et cinq sous par an ; c'était pour rien ; aussi notre Rédempteur n° 2 (l'autre avait été crucifié — moralement... s'entend) eut-il un grand succès et les adhésions vinrent-elles en masse.

Est-il besoin de le dire, nous nous sommes élevés contre cette cruelle plaisanterie : tous les dangers que présentait la participation des ouvriers aux meetings se retrouvaient *accrus* dans leur adhésion à la C. G. V. Bien entendu, ses promoteurs ont toujours juré leurs grands dieux que leur organisation n'avait qu'un but : combattre la fraude, faire vendre le vin. Mais, dans ce cas, les ouvriers n'ont pas besoin de rentrer dans l'Association patronale ! Voilà déjà bien longtemps que, dans nos syndicats, nous combattons la fraude ; messieurs les propriétaires sont encore en retard... La C. G. V. dit en plus, dans ses statuts, qu'elle a aussi pour but « *l'étude et la défense des intérêts viticoles, agricoles, économiques et sociaux de ses membres* ». Qu'est-ce à dire ?... Et plus loin : « *Chaque section est chargée d'établir et de maintenir entre ses membres des rapports d'amitié, de dignité et de justice réciproques.* » Nous savons ce que sont ces rapports amicaux entre patrons et ouvriers... Puis, plus loin, on lit : que « *la C. G. V. pourrait exercer une influence des plus heureuses sur les rapports entre le capital et le travail, que les ouvriers se rendraient compte de la solidarité de la propriété à leur égard, par l'établissement d'une échelle mobile de salaires, par exemple, ou la création de caisses de chômage.* »

Eh bien, n'est-ce pas assez *paix sociale* et notre qualificatif de *jaunisse* n'était-il pas mérité? Et nous pourrions multiplier les objections, répéter encore les griefs que nous avons émis dans nos polémiques. Les lecteurs sont donc édifiés : *la C. G. V. consacrait l'alliance du capital et du travail* ; elle imposait ce dogme « *que la vie des ouvriers dépendait de celle des patrons* ». C'était pour la classe ouvrière un véritable suicide moral, la négation complète de toute initiative propre, de toute capacité personnelle, l'aveu de sa déchéance irrémédiable, la ruine de tout esprit de lutte, de tout sentiment de révolte, de tout idéal révolutionnaire, l'acceptation de sa vassalité, le renoncement à son émancipation... Nous ne l'avons jamais accepté, nous ne l'accepterons jamais !

V. *Le Congrès ouvrier de Béziers contre la Confédération Viticole.* — Le Congrès des travailleurs agricoles, tenu à Béziers les 2 et 3 novembre derniers, s'est occupé de l'adhésion des syndicats à la C. G. V. Cette question a donné lieu à d'intéressants débats et, par

les explications des délégués, on a pu juger du *trouble*, du *désarroi* profonds que le mouvement viticole a jetés dans la classe ouvrière.

Les uns disent avoir participé au mouvement pour en retirer des avantages immédiats ; ils ont marché parce que les propriétaires leur ont donné du travail ; c'est le chômage qui les poussait à agir ainsi. Les autres se réclament hautement de la C. G. V., louent son rôle, et demandent à la classe ouvrière d'adhérer en masse, pour y acquérir la prédominance et la direction. Il y en a qui blâment vertement cette attitude antisyndicaliste et affirment qu'on ne saurait appartenir également à la C. G. T. et à la C. G. V. Quelques-uns exposent qu'en qualité de petits propriétaires, ils ont des intérêts dans la C. G. V., en même temps qu'en qualité d'ouvriers agricoles ils ont des intérêts dans la C. G. T. Certains reconnaissent que le syndicalisme a raison de combattre la C. G. V. en raison du confusionnisme d'intérêts qu'elle apporte, mais cependant ils demandent de respecter la liberté individuelle du syndiqué. Plusieurs plaident les circonstances atténuantes, l'emballement, l'enthousiasme, font appel à la tolérance, attestent leur bonne foi. Tous, en général, sont contre les mesures de proscription, d'excommunication.

A maintes reprises, nous sommes intervenu dans le débat; nous avons démontré que la classe ouvrière n'avait pas suivi les décisions des Congrès de Narbonne et de Perpignan ; nous avons défini l'attitude du Comité fédéral ; nous avons réfuté les arguments fournis pour l'adhésion des ouvriers agricoles à la C. G. V. Y rentrer en masse, quelle folie ! Que les travailleurs y acquièrent la majorité — malgré le vote plural — qu'ils lui infusent une mentalité ouvrière, qu'ils prétendent améliorer ainsi leur situation, quelle sottise ! Car, par quelles sanctions obligeront-ils les propriétaires à accepter leur veto ? Resteront-ils alors dans l'organisation ? Et ainsi les ouvriers feraient tous les frais de la répression des fraudes, au seul bénéfice de leurs employeurs ? Et pendant ce temps, leurs propres syndicats disparaîtraient? Nous avons montré l'abîme qui sépare le travail du capital : admettre la similitude d'intérêts pour toutes les classes de la population viticole, et par conséquent leur action commune, c'est aussi admettre la même tactique pour toutes les industries, dans toutes les régions ; c'est asservir le prolétariat au patronat ; c'est le diviser, c'est l'anéantir, c'est autant antisyndicaliste qu'antisocialiste. (Et dire que ce sont des « socialistes » qui défendent ces doctrines ! Et dire que Jaurès est venu les glorifier à Narbonne !) Nombre de nos camarades, hélas ! nous l'avons dit, avaient aussi manifesté les mêmes opinions solidaristes et antiouvrières ; mais, à leur encontre, quoique inflexible pour

nous-mêmes, nous ne nous sommes point montré intransigeant.

Malgré les fautes commises, nous avons fait preuve de tolérance ; car pour enrayer les mauvais effets, il faut détruire la cause même, et la cause réside dans l'insuffisance d'éducation syndicale. Nous avons apporté devant le Congrès des constatations et des faits que nous livrions à l'examen de chacun, pour que, dans sa conscience, il déterminât lui-même, après ces indications précises, l'attitude qu'il se sentait capable de prendre. C'est ce que traduit notre ordre du jour, qui a été adopté, et dont la teneur suit : « *Le Congrès rappelle et confirme les décisions des Congrès de Narbonne et de Perpignan, qui font un devoir à chaque travailleur rural de poursuivre la répression de la fraude, quelle qu'en soit la forme, sans que, entre les bénéficiaires directs de la fraude, qui sont les propriétaires, et les salariés, il puisse y avoir, à un moment donné, des rapporté intimes ou permanents ; Constate que, par suite d'une insuffisance d'éducation syndicale parmi les paysans, une confusion préjudiciable à l'organisation et à l'action ouvrière a existé durant l'agitation récente et qu'il y a lieu d'en éviter le retour dans l'avenir ; Affirme une fois de plus que l'intérêt du travailleur ne peut se concilier avec l'intérêt du propriétaire, parce qu'il y a entre le producteur et l'exploiteur un antagonisme qui en fait des adversaires dont l'action ne doit ni se concerter, ni se combiner ; En conséquence, déclare qu'un syndicat et qu'un travailleur, sans méconnaître l'intérêt de la classe ouvrière, ne peuvent appartenir à une organisation ayant pour résultat de jeter plus de confusion et de désarroi ; Les invite instamment à rester en dehors de la C. G. V. et à consolider la* Fédération agricole du Midi, *au sein de laquelle les salariés ruraux doivent poursuivre la réalisation des desiderata formulés dans les Congrès rappelés plus haut ; Et manifeste le vif désir de voir, au plus tôt, les syndicats et les travailleurs quitter les rangs de la C. G. V. pour se cantonner d'une façon exclusive sur le terrain syndical.* »

VI. *Les luttes de classes dans la Confédération Viticole.* — Ainsi le Congrès de Béziers a clairement déterminé la ligne de conduite des ouvriers ruraux. Mais les événements sont encore venus confirmer notre attitude constante : *la dissemblance des intérêts des diverses classes sociales groupées dans la C. G. V. a manifestement éclaté du premier jour où ils ont été en jeu.*

Les gros propriétaires ont vendu leur vin à un taux moindre que celui qui avait été implicitement convenu. Ayant moins de frais généraux et plus de rendement, ils y trouvaient leur compte ; mais

les petits propriétaires, forcés de livrer leur récolte au cours ainsi établi — car les négociants, quoique affiliés à la C. G. V., ne tiennent nullement compte de leur situation —, ont subi un important déchet. D'un autre côté, les ouvriers agricoles en prennent aussi pour leur part : dans tel village, on a diminué leur salaire ; dans tel autre, on a augmenté les heures de travail ; le chômage est toujours très dense ; de ci, de là, ce ne sont que récriminations ; ceux qui avaient des illusions commencent à déchanter sur les bienfaits de l'action commune et de l'indissoluble solidarité ! Enfin les questions politiques reprennent le dessus ; les clans et les camps se reconstituent, les partis se reforment. Entre les dirigeants même de la C. G. V. nous assistons à des conflits exaspérés ; les uns sont traîtres à la Viticulture, les autres, traîtres à la Démocratie ! Pour nous, tous sont traîtres à la classe ouvrière, jusques et y compris ces « socialistes » qui font ici de leur parti le *parti de défense viticole*. Peut-être quelque vieille barbe, blanchie sous le harnais, nous expliquera-t-elle un jour la corrélation qui existe entre les doctrines expropriatrices du parti socialiste, basées sur la lutte de classe, et cette *attitude conservatrice*, basée sur *l'union de toutes les classes*. Peut-être aussi que la classe ouvrière ne goûtera pas toutes les subtilités qui peuvent nous être servies. Qui vivra, verra.

Que deviendra la C. G. V. ? Ne fera-t-elle que passer comme les tentatives qui l'ont précédée : le *Trust Bartissol*, *l'Association mutuelle des producteurs de vins naturels du Midi*, ou bien résistera-t-elle encore en *perpétuant l'équivoque* ? Constatons simplement que les adhérents si nombreux, si fougueux, si enthousiastes du début, se font quelque peu tirer l'oreille pour verser leurs cotisations ; constatons encore que les promesses de remanier les statuts, de rendre la C. G. V. plus *démocratique*, ne sont pas encore réalisées ; constatons enfin qu'elle est une organisation de composition, de but patronaux, et que jusqu'ici elle a défendu les intérêts des propriétaires. Ceci est évidemment son rôle : qu'elle continue... mais rien qu'avec des propriétaires !

VII. *Le rôle de l'action ouvrière.* — La propagande syndicaliste commencée au lendemain du Congrès de Béziers par Griffuelhes, secrétaire de la *Confédération Générale du Travail*, et continuée par Niel et par moi-même, aura accentué le divorce des ouvriers agricoles et de la C. G. V. La plupart des camarades reprennent le chemin des syndicats ; il y en a bien encore quelques-uns, plus ou moins « *écharpés* », partisans irréductibles de l'*action double* du prolétariat (vous savez, la fameuse action à deux jambes !) ; mais la

généralité (je parle toujours de ceux ayant quelque peu de conscience) commence à voir clair dans sa situation.

C'est qu'en effet la question est complexe et ne saurait être résolue par la répression de la fraude, et rien que par la répression de la fraude. Peu à peu, nos camarades s'habituent à regarder le problème social sous toutes ses faces, et laissant de côté les rodomontades des charlatans et mercantis de la politique comme des prophètes de la C. G. V., ils acceptent toutes les nécessités qu'implique sa solution. La classe ouvrière n'a qu'un intérêt *relatif* à la vente ou la mévente de tel ou tel produit. Je sais bien que pour certains cette *relativité* présente est toute la question, la « question du ventre » ! C'est ainsi qu'avec ces instincts de *basse démagogie*, on se conserve une meute nombreuse, hurlante, passionnée, remplissant bien ses devoirs électoraux, qu'on saoûle en retour des libéralités des bureaux de bienfaisance et des chantiers de charité, sur laquelle on plane, on domine, on est roi. C'est très flatteur au point de vue personnel ; on peut être orgueilleux de sa puissance ! Mais, je le demande, malgré toutes les étiquettes écarlates qu'on puisse lui coller, cette masse, cette foule, est-elle en elle-même animée d'un quelconque sentiment de dignité et de conscience, est-elle capable par elle-même d'un quelconque mouvement révolutionnaire durable et coordonné ? A-t-elle vraiment une mentalité ouvrière ? Peut-elle se réclamer de l'action ouvrière ? Le mouvement viticole nous donne la réponse : nous en avons vu la forme révolutionnaire, nous en voyons le fonds réactionnaire (1) ; nous en avons constaté aussi les effets néfastes pour la classe des travailleurs.

C'est donc faire œuvre désastreuse que d'exploiter l'égoïsme d'une catégorie de producteurs, d'une fraction de la classe ouvrière, d'accaparer, de circonscrire, de maintenir son énergie, de monopoliser son action dans un but si rétréci qu'il contient dans le seul intérêt d'un individualisme régional ; bon gré, mal gré, c'est méconnaître, c'est délaisser, c'est repousser le *but commun*, *l'intérêt général de la classe ouvrière* ; c'est amoindrir ses facultés, c'est retarder son développement, c'est compromettre son avenir que de dévier ainsi son effort. Aussi, quelle qu'en soit l'importance, la classe ouvrière ne doit pas se laisser guider exclusivement par ses besoins immédiats, et surtout, avant de s'aventurer dans de nouvelles équipées, il lui faut bien discerner son rôle, et, dans tous les événements, agir selon son meilleur profit de classe.

---

1. — Ce mot n'est pas pris dans son sens politique ou du moins parlementaire.

Présentement, à notre avis, c'est surtout à une œuvre de destruction de la société actuelle qu'elle a à s'attacher, sans crainte de blesser les préjugés établis, et, dans le cas actuel qui nous occupe de la crise viticole, elle doit envisager s'il ne serait pas plus logique de laisser se consommer la disparition de la propriété intermédiaire. Pour nous, cela ne fait aucun doute : en tant que salariés, nous n'avons aucun intérêt à ce que la propriété se maintienne dans les formes actuelles. Que nous soyons dix à travailler sur dix propriétés différentes ou que nous ne travaillions plus que sur la même, notre situation n'en sera guère modifiée. Nous y gagnerons, au contraire ; ayant moins de têtes à combattre, l'antagonisme des intérêts éclatera mieux entre classes bien départagées ; cependant que le prolétariat, accru sans cesse des nouvelles recrues rejetées brutalement dans le salariat et débarrassé de toutes les entraves créées par les situations tampons, s'assimilera d'autant plus rapidement les doctrines communistes et agira vigoureusement.

L'examen, l'étude des faits sociaux s'imposent ainsi à la classe ouvrière pour lui permettre de déterminer sa ligne de conduite à bon escient. Toujours dans le cas qui nous occupe, on reconnaît à présent que la répression de la fraude seule n'est pas la panacée qui nous guérira de la mévente. D'autres faits connexes, d'une grande importance, s'y rattachent également : questions de tarifs de transport, de débouchés extérieurs, du logement des excédents, de l'organisation plus efficace du crédit, etc., etc. A y réfléchir au préalable, on aurait peut-être perdu un peu de cet enthousiasme pour les manifestations qui ne s'attaquaient qu'aux fraudeurs, mais on y aurait gagné un peu plus de volonté soutenue et de meilleurs résultats.

Dès aujourd'hui, par ses multiples organisations, la classe ouvrière viticole possède les moyens de se soustraire à la crise et à l'exploitation du capital. Je parle de ces petits récoltants qui possèdent quelque lopin de terre, tout en étant avant tout ouvriers, et qui ne peuvent ni ne veulent se considérer comme des propriétaires. Ils peuvent se sauver en se familiarisant avec les méthodes d'action en commun.

Sans vouloir en rien conquérir le marché, tout en restant en dehors de l'agio, il n'y aurait qu'à généraliser le plus possible l'échange des produits entre coopératives de production viticoles et coopératives de consommation, voire même entre simples groupes syndiqués ; mais à la condition expresse de maintenir ces associations dans la voie communiste, de ne rechercher aucun bénéfice personnel, et d'attribuer une large contribution à la propagande syndicale.

Voilà dans quelles voies doit se diriger la classe ouvrière viticole. Certes, nous ne nous faisons guère illusion ; nous savons fort bien que la grande masse ne veut ni ne peut nous suivre. Est-ce une raison pour piétiner sur place et ankyloser nos membres, en attendant que nos camarades exerçent les leurs ? Autant vaudrait disparaître ! Tout en restant en contact permanent avec eux, tout en employant le meilleur de nos forces à les instruire, les organiser, les stimuler, les accompagner à la bataille, en vrais éclaireurs, nous devons marcher de l'avant, toujours de l'avant. Il faut bien que les militants comme nous se le disent une bonne fois pour toutes : nous faisons une œuvre de préparation, peut-être ingrate, assurément difficile. Que les pondérés, les calmes, fassent derrière nous œuvre plus lente, plus méthodique, c'est leur rôle ; le nôtre, c'est d'être en tête. Ah ! certes, pour agir ainsi, il faut que la classe ouvrière soit emportée par un idéalisme révolutionnaire, qui lui donne la volonté et la force ; qui lui fasse joyeusement accepter le sacrifice de ses intérêts particuliers à l'intérêt général ; qu'elle soit animée d'une exacte connaissance de ses devoirs de classe ; qu'elle en comprenne toute l'étendue, en mesure toute la responsabilité, en accepte toutes les conséquences. Telle est du moins la conception de l'action ouvrière qui nous anime, et elle ne peut s'épanouir, se manifester et triompher que par nos organisations syndicales.

Paul Ader,

Secrétaire de la *Fédération des Travailleurs Agricoles du Midi.*

Luxac-d'Aude, décembre 1907.

Les Syndicats et le Parti socialiste en Italie

Invité par la direction du *Mouvement Socialiste* à rendre compte de la situation actuelle du socialisme italien, je me sens quelque peu flatté dans mon orgueil d'observateur social. Et cet orgueil, je ne voudrais pas être seul à l'éprouver, pour la simple raison que rien n'est aussi nécessaire à un bon révolutionnaire que ce sentiment, à notre époque où il n'est rien, précisément, à quoi on puisse prétendre avec plus de peine et moins d'impunité : les événements de la vie contemporaine sont beaucoup moins faciles à discerner et à saisir que ceux qui se passaient il y a seulement cinquante ou vingt-cinq ans. Ils se déroulent dans un mouvement si vertigineux qu'ils se confondent, qu'ils fuient sous le regard. Puis, il y a une autre difficulté à évoquer les événements actuels, ou même seulement à s'en apercevoir : c'est lorsque l'on veut les « penser ». Plus est développée en nous l'activité spéculative, qui toujours conduit à *grossir* les faits, plus la quantité de ces faits nous répugne, nous pèse, et nous les laissons passer, se dissiper, sans y prêter attention, ou sans les regarder sous une perspective exacte.

J'ajouterai que la manière même dont nous prenons connaissance des événements contemporains, je veux dire la presse, crée de très graves difficultés à celui qui veut les observer, les classer, les comprendre et les saisir sur le vif. Le journal est politique, c'est-à-dire mensonger. Tout journal a sa physionomie particulière de mensonge, qu'on peut discerner jusque dans sa composition typographique, dans la forme des caractères et la disposition des en-têtes. En bon observateur social, j'ai dû me persuader que le mensonge journalistique croît dans la même mesure que le mensonge moderne ; en sorte que, par exemple, le journal qui ment le moins, en Europe, est celui qui défend le droit divin des empereurs, et le journal qui ment le plus est celui qui défend la situation des derniers parvenus de la politique. Le mensonge politique est moderne ; il commence avec la presse jacobine, devient une doctrine avec le journal à un sou, prend des proportions gigantesques avec la machine rotative

et menace de nous submerger avec les quotidiens à huit pages et à trois ou quatre éditions.

Etant donné, donc, que les journaux, en tant qu'organes politiques, mentent et qu'à n'en lire ou à n'en conserver qu'un, on court le risque de se nourrir... d'un seul mensonge politique, j'ai dû extraire les matériaux de cette exploration sur le territoire de la vie ouvrière et socialiste italienne ; de nombreux journaux, — ce qui veut dire que je me suis habitué à conserver les documents journalistiques, faisant ainsi la chose qui déplaît le plus aux politiciens, noirs, blancs ou rouges, lesquels, naturellement, sont peu disposés à recueillir des documents sur leur « évolution politique », et placent, au contraire, toute leur confiance dans la puissance d'oubli, infinie en Italie, du public. C'est de cette puissance d'oubli qu'est faite, plus qu'on ne saurait croire, la fortune de nos parvenus de la démocratie. Cela est si vrai que le bon démocrate, la vache à... voter, le marchepied, le héros de tous les aspirants au ministère ou à la direction d'un parti, quand il a bonne mémoire, fait tout ce qu'il peut pour montrer qu'il n'en a pas. C'est ainsi qu'en démocratie on ne peut tirer aucun profit des témoignages. Celui qui ne se rappelle pas finit même par ne pas voir, ou mieux par ne pas avoir vu. Preuve que la mentalité syndicaliste est tout autre que la mentalité démocratique du socialisme officiel.

Pour moi, me fiant à ma bonne mémoire et à mes bonnes fiches, je vais essayer de résumer l'histoire d'une période de la vie italienne qui dura à peine deux mois, mais que nous pouvons juger dès maintenant décisive, tant pour le Parti Socialiste et la Confédération du Travail que — mais dans un tout autre sens — pour le syndicalisme.

I

L'histoire des événements qui se sont accomplis de septembre à novembre doit être rapportée avec méthode et précision, et je crois que ce récit constituera par lui-même un enseignement syndicaliste de premier ordre.

La *Confédération du Travail d'Italie* semblait, il y a deux mois, vouloir faire cesser le scandale des exercices littéraires scolastiques auxquels l'*Avanti* se livrait depuis un an et mettre fin aux « loisirs divins » du Groupe socialiste parlementaire ; elle avait chargé Rigola, un de ses membres, d'écrire et de présenter un rapport dans lequel fussent résumés et soulignés les griefs de la *Confédéra-*

tion du Travail contre la direction du Parti Socialiste et le Groupe parlementaire.

Ce rapport éclatait comme une menace terrible pour le directeur de l'*Avanti*, pour la direction du Parti et le Groupe parlementaire, car on y accusait le journal de ne pas avoir de rédacteurs capables de traiter aucun sujet sérieux et technique sur l'organisation ouvrière ; la direction du Parti, d'être sortie de la voie que lui avait assignée le prolétariat dont elle est le comité de représentation ; le Groupe parlementaire, d'avoir perdu la bonne habitude de faire quoi que ce soit.

Il sera bien difficile, naturellement, de démontrer un jour que ce n'était là, de la part de la Confédération, qu'un vain simulacre, un foudre en carton-pâte, le tout mijoté dans la coulisse, entre copains. Ce qui est certain, c'est que la colère de Rigola et des autres, au Congrès de Florence, fut bien facilement apaisée ; on vit se révéler là, clair comme le jour, qu'on avait seulement voulu débarrasser la voie de tous les obstacles qui pouvaient s'opposer au but véritable, je dirai même unique, qui était de resserrer les liens... réformistes entre la Confédération, la Direction du Parti et le Groupe parlementaire. Les conclusions du rapport Rigola, qui fut un coup de théâtre destiné à provoquer le Congrès de Florence, sont l'expression directe des idées et du programme réformistes. On y sent cet état d'esprit caractéristique chez tous ceux qui s'imaginent, — qu'ils écrivent ou qu'ils parlent, — pétrir à même la matière sociale et constituer une autorité dont les décrets décideront des destins ouvriers. Ces conclusions formaient six paragraphes qu'il ne sera pas inutile de rapporter textuellement :

« 1. Le Parti Socialiste s'inspirera, dans sa propagande pour l'organisation syndicale, de cette idée qu'il faut favoriser la formation d'unions nationales de métiers groupées dans la Confédération du Travail, et s'efforcera d'expliquer quel est le rôle des organisations locales (Bourses du Travail), et celui des organisations nationales de métiers. Les syndicats confédérés, de leur côté, s'inspireront, dans leur propagande, d'idées profondément socialistes et feront tous leurs efforts, par l'intermédiaire de leur direction centrale, pour collaborer d'une manière continue avec le Parti en vue de réaliser un idéal commun.

« 2. La direction et la coordination des grèves, dans la mesure où les organisations seront affiliées à la Confédération et où ces grèves intéresseront tout le prolétariat, regardent uniquement la Confédération. Au Parti revient au contraire la direction de tout le mouvement politique.

« 3. S'il s'agit de grèves engagées par des organisations nationales dissidentes ou des organisations locales en opposition avec les fédérations nationales, le Parti ne pourra faire aucun appel à la solidarité ouvrière, ni par des souscriptions publiques, ni par des circulaires aux sections, si cet appel n'est pas décidé de commun accord avec la Confédération.

« 4. La grève dans un but politique devra toujours être engagée à la suite d'une entente entre le Parti et la Confédération.

« 5. L'œuvre purement subsidiaire et d'assistance, dans les grèves, est considérée comme un devoir par les socialistes et n'a pas besoin d'être réglementée à l'avance.

« 6. La Parti et la Confédération, par l'intermédiaire de leurs secrétaires respectifs, se mettront le plus possible en accord pour distribuer la propagande économique et régler leur action dans les mouvements exceptionnels et imprévus. »

Ce morceau de pédagogie, à l'usage de nos braves socialistes, faisant suite à la mercuriale lancée contre les lacunes de l'*Avanti* et l'oisiveté vagabonde de messieurs nos députés, ne fut évidemment, pour les membres du Congrès, qu'un prétexte pour avoir l'air de discuter.

Ce Congrès fut la chose la plus joyeuse du monde. Le bon Rigola — et avec lui la Confédération du Travail, réunis avec les représentants de l'*Avanti* et de la direction du Parti, à Florence, les 7, 8 et 9 octobre, cessèrent subitement d'insister sur la censure du journal, lequel avait d'ailleurs pris les devants en s'adjoignant deux rédacteurs « destinés à remplir les desiderata exprimés par la Confédération » ! Quant au Groupe parlementaire — je reproduis les expressions mêmes du *journal officiel* — la Confédération ne fit que souligner un vœu déjà exprimé par la direction du Parti et par le Groupe lui-même, « tout en reconnaissant que les conditions politiques actuelles ne lui offraient pas l'occasion d'une large et fréquente initiative ». C'est ainsi que, par le seul fait d'être assis à Florence côte à côte avec les députés et le directeur de l'*Avanti*, les délégués de la Confédération du Travail trouvaient des excuses aux accusations qu'ils venaient peu auparavant de lancer par écrit, au grand scandale du public bourgeois ! Allez donc, après cela, ne pas expliquer certains résultats par des manœuvres politiciennes et des intrigues de coulisse !

Turati — lequel me semble, contrairement à l'opinion de notre ami Arturo Labriola, de tous les prêtres du socialisme officiel italien, celui dont l'action est la plus cohérente et la moins jésuitique, — saisit au vol l'occasion de surprendre Ferri, l'*Avanti* et la direc-

tion du Parti — c'est tout un — en flagrant délit de peu de sincérité et démasqua avec force et pour toujours l'hypocrisie invraisemblable de l'intégralisme, qu'il traita de « bouillabaisse », en faisant remarquer que, désormais, l'*Avanti* et la direction du Parti s'étaient complètement rangés du côté du réformisme. Et cela bien haut, bien clairement, de manière à être bien entendu de l'*Avanti* ; la presse italienne s'empressa d'ailleurs de relever la signification précise de la note de Turati.

Ferri ne pouvait se défendre que d'une seule façon, et c'est ainsi d'ailleurs qu'il se défendit : « L'intégralisme, dit-il, a été décidé par le dernier Congrès national, et ce n'est pas à la direction du Parti ni à l'*Avanti* à changer l'orientation du socialisme. » Un proverbe courant dit : à bon entendeur, demi-mot. Ferri trouva bonne l'occasion pour faire à Turati et aux réformistes des offres de conciliation, en proclamant, dans la séance du mardi 8, que le Parti Socialiste italien et l'*Avanti* sont en opposition absolue avec le syndicalisme révolutionnaire, « puisque l'intégralisme ne comprend pas dans son sein la fraction syndicaliste révolutionnaire ». Et l'éminent professeur Graziadei, pour justifier son syndicalisme réformiste, terminait sa fameuse exposition en faisant observer que si les opinions de Lagardelle répondent en grande partie aux conditions économiques et démographiques de la France, elles ne répondent pas à celles de l'Italie, profondément différentes et plus rapprochées de celles de l'Allemagne !

II

Pendant que le patriarcal député Costa clôturait le Congrès de Florence, à la fin de la séance de l'après-midi du 9, en chantant un hymne à la victoire complète remportée par la concorde sur les manœuvres ténébreuses des syndicalistes, il se préparait à Milan une tempête qui devait, d'une seule bourrasque, renverser le puéril édifice de l'intégralisme.

Les gaziers de Milan étaient en grève, et la grande cité industrielle de l'Italie se trouvait déjà depuis plusieurs nuits dans l'obscurité la plus complète ; aux angles des rues, au grand désespoir des paisibles citoyens, avaient commencé de pleuvoir bastonnades et coups de pierres. Le journal *Il Tempo*, organe réformiste milanais, faisant la grosse voix et usurpant le langage ouvrier le plus pur, s'indignait « contre l'envahissement des sarrazins et la scandaleuse partialité des autorités publiques », avertissant que « la classe ouvrière saurait trouver en elle-même la force de se défendre et,

au besoin, prendrait l'offensive ». Sur quoi, le *Corriere della Sera*, le plus grand organe des conservateurs de Lombardie, écrivait gravement : « Nous prenons acte de cette menace d'offensive à l'adresse de la municipalité milanaise. »

Les gaziers de Palerme et d'Alexandrie avaient, eux aussi, privé la bonne bourgeoisie de leur ville du bien commun de la lumière, et les grèves des typographes, des pêcheurs, des débardeurs du port, des boulangers à Bari et dans la province de Bari, et des travailleurs du chemin de fer d'intérêt local à Naples, multipliaient partout le danger du désordre, aussi bien pour les autorités étatiques que pour celles — non antiétatiques du reste — qui, à Florence, avaient proclamé leur triomphe sur tous leurs adversaires.

L'*Union du Gaz*, dirigée par l'ingénieur Lacombe, avait, en attendant, organisé le *sarrazinage* sur une grande échelle. Mais l'autorité craignait une extension gigantesque de la grève, cinq cités étant déjà intéressées dans l'agitation des gaziers ; aussi, des tentatives de conciliation furent-elles faites, qui aboutirent à un arbitrage accepté par l'ingénieur Lacombe et les grévistes. Mais le concordat, lu à la réunion de la Bourse du Travail, à laquelle assistaient les députés Chiesa et Trèves, trouva parmi les ouvriers de nombreux opposants, qui manifestèrent l'intention de continuer la grève à outrance. Toutefois, le concordat fut accepté et le travail repris le vendredi matin 11 octobre.

Les autorités avaient décidé de renvoyer les sarrazins dans la nuit du 10 au 11, et beaucoup, en fait, avaient été embarqués. Les départs, cependant, continuèrent encore pendant toute la matinée du vendredi, et l'un des derniers trains devait partir de la halte du Simplon pour transporter deux cents sarrazins à la station centrale. Vers une heure de l'après-midi, le train chargé de sarrazins passait devant l'atelier de *San Celso*, près du pont *Pietra Santa*. Les ouvriers, rassemblés devant la voie, l'accueillent avec des sifflets et des huées. La presse bourgeoise parla « d'une pluie de pierres » qui aurait brisé les vitres du train. Mais aucun sarrazin ne fut frappé, car tous s'étaient couchés dans le fond des voitures et sous les banquettes.

Les carabiniers, mis là pour protéger les sarrazins, font feu sur les manifestants, en atteignent une dizaine et en mettent un très à mal, le jeune *Giuseppe Orlandi* (mort quelques jours après). Du coup, le Milan ouvrier se retrouve dans l'effervescence la plus extrême. Le moment arrivait où il allait falloir donner son corollaire — ainsi que s'exprima le *Giornale d'Italia* — au pacifique Congrès de Florence.

Il Tempo, dans une édition supplémentaire parue le soir même, écrivait : « Il ne sera pas dit que Milan servira de champ d'exploits aux fantaisies criminelles et insensées de la police. Un grand crime a été accompli. Nous voulons le prompt et solennel châtiment des coupables. » Et il terminait : « Nous recommandons le calme, qui convient à des hommes libres et qui est nécessaire pour prendre toutes les mesures susceptibles de convaincre le peuple que justice, et justice sévère et inflexible, sera faite des coupables. » Langage, comme il est facile de voir, qui n'avait rien de socialiste, mais tout rempli d'appels surannés à la justice, à la justice bourgeoise.

Dans la nuit du 11 au 12, toutes les catégories d'ouvriers sont informées de la situation. La *Maison des ferrovieri* est bientôt comble et tout le personnel des chemins de fer de Milan adhère instantanément à la proposition de la grève générale, fait que la presse bourgeoise interpréta en disant que les *ferrovieri* ne pouvaient se soustraire à la nécessité de faire amende honorable, ayant fait preuve de peu de solidarité lors de la grève générale de 1904 et ayant été accusés, à cette époque, d'avoir trahi.

Ce qui s'est passé à partir de là continue à être invraisemblable, bien que strictement vrai.

A la Bourse du Travail de Milan, le samedi matin 12, on tint conseil général des syndicats ; étaient présents Turati — le classique adversaire de la grève générale — et Claudio Trèves. Tandis que quelques ouvriers réformistes, comme Cattaneo, proposaient la cessation immédiate de la grève, pour la reprendre dans le cas où justice ne serait pas faite, nos députés réformistes, je dis bien, Turati et Trèves eux-mêmes, prirent la parole pour déclarer qu'ils étaient de tout cœur avec les grévistes. Turati ajouta même qu'il ne fallait pas se contenter de faire la grève des bras croisés. Le chef du réformisme parlementaire italien déclara bien qu'il conservait toujours l'opinion qu'il avait en 1904 sur la grève générale, mais qu'en présence de la provocation manifeste du syndic de Milan, Ponti, il se demandait si les conservateurs ne spéculaient pas, pour rétablir leur situation politique, sur « notre erreur » !

Dans l'après-midi du même jour, se tint, à l'*Arena* de Milan, une réunion très nombreuse, où la popularité des députés prit de telles proportions que Turati lui-même se vit obligé de recourir à des moyens qui ne semblaient plus les siens depuis de nombreuses années : il harangua la foule du haut du balcon de la Bourse du Travail. Il fut donc très facile à Turati et à Trèves d'assumer le rôle de représentants du prolétariat vis-à-vis de l'autorité ; le député Romussi eut même, lui aussi, sa petite part de représentation, —

Romussi, le directeur du journal milanais *Il Secolo*, journal démocratique, je veux bien, mais dont l'attitude n'est pas pour cela moins réactionnaire en face d'un mouvement de grève générale que celle de tout autre journal se disant ouvertement conservateur.

Le 13 au matin, autre réunion à l'*Arena*. Le secrétaire de la Bourse du Travail, en présence de Trèves, Turati, Rondani, Berenini, de Felice, lit un ordre du jour aux termes duquel l'assemblée générale des ouvriers organisés *décidait l'immédiate cessation de la grève générale*, étant donnée l'arrestation survenue des carabiniers qui avaient tiré sur la foule ; étant donnée l'instruction ouverte par l'autorité judiciaire contre les agents qu'on présumait les auteurs du massacre ; étant donnée l'enquête administrative qui allait établir avec la plus grande sévérité la responsabilité de tous les fonctionnaires compromis dans l'affaire. Par le même ordre du jour, la Bourse du Travail se constituait partie civile dans le procès pour représenter et défendre les victimes.

La situation des députés réformistes devenait des plus absurdes et des plus ridicules. Dans une interview rapportée le même jour 13 par le *Giornale d'Italia*, Turati révéla bon gré mal gré la manœuvre en disant : « En cette occasion, nous réformistes, nous avons été surpris par les événements. Comment aurions-nous pu, après la décision spontanée de la foule, nous y opposer *ouvertement* et tenter sans biaiser de la faire revenir sur sa décision ? Nous et la Bourse du Travail, *nous avons dû accepter le fait accompli*, bornant notre action à ceci : ne laisser mettre à exécution, parmi toutes les résolutions plus ou moins folles, que celles qui seraient sensées et pratiques. »

La chose est claire. Si Turati participa à ce mouvement démagogique, c'était dans l'intention bien arrêtée de couper court à la grève générale. En affirmant, d'accord avec ses collègues, le « nous sommes avec vous », Turati se faisait investir par le prolétariat d'un pouvoir de représentation, au moyen duquel il put tout à son aise manipuler un ordre du jour qui restituait l'ordre à la bonne bourgeoisie industrielle de Milan et d'Italie, moyenant la promesse que justice serait faite des carabiniers et de la police homicides. Est-il possible de mieux défendre les intérêts de la démocratie, troublés par les folies du prolétariat syndicaliste et révolutionnaire ?

III

Turin, Bologne, Ferrare, Parme, répondaient aussitôt, en déclarant la grève générale, au mouvement improvisé de Milan. Naples et Gênes ouvrières se déclaraient prêtes à entrer en lice par la

grève, dès que celle-ci serait décidée nationalement. Come et Monza adhéraient aussi au mouvement. Il n'y eut qu'à Rome, où le conseil général de la Bourse du Travail, s'étant réuni avec les conseillers municipaux ouvriers et les représentants de la Fédération des coopératives, se déclara contre la grève générale, tout en se disant prêt « à exécuter les ordres de la Confédération du Travail » — celle du Congrès de Florence ! L'ordre du jour fut voté à l'unanimité ; et si je rappelle ce fait, c'est que, dans l'avant-dernier paragraphe de ce document, on invitait « tous les députés de l'extrême-gauche à une action commune et énergique avec la Confédération du travail, pour parer au renouvellement systématique et méthodique des massacres ouvriers », etc., etc., etc. Je le rappelle aussi parce que, parmi cette unanimité, se trouvait un ouvrier typographe de Rome, Romolo Sabatini pour l'appeler par son nom, il y a quelques mois syndicaliste et directeur de l'hebdomadaire syndicaliste *Il sindacato operaio*, aujourd'hui conseiller communal et membre agréé de la Franc-Maçonnerie ! Nous n'avons pas seulement, en Italie, une dégénérescence parlementaire et socialiste, nous avons aussi une dégénérescence ouvrière !

L'*Avanti*, dans son numéro du 14, y allait, lui aussi, de sa menace, tout comme *Il Tempo*, et écrivait : « Le prolétariat attend l'arme au pied. Nous n'avons signé qu'une trêve, nous ne renonçons pas à la lutte. »

Ce vote unanime auquel participa un ouvrier syndicaliste et cette menace de l'organe officiel du Parti méritent une certaine considération, quand on pense à ce qui allait se passer, bien plus grave encore que ce qui venait d'avoir lieu. Car ceux sur la tête desquels était suspendue l'épée de Damoclès de la réaction gouvernementale étaient précisément les *ferrovieri*, c'est-à-dire ceux qui avaient, par leur noble adhésion à la grève générale, le plus contribué à donner au mouvement un caractère grandiose de protestation formidable. Or les *ferrovieri*, par un coup qu'on peut dire volontaire, et, partant, criminel, et dont la responsabilité remonte tout entière au Parti et à la Confédération du Travail, ont été les victimes de la colère gouvernementale et de l'opinion publique bourgeoise.

Dans la loi du 7 juillet 1907 sur l'organisation des chemins de fer de l'Etat, l'article 56 dit :

« Tous les employés des chemins de fer exploités par l'Etat, quels que soient leur grade et leur fonction, sont considérés comme fonctionnaires publics.

« Sans préjudice de l'action pénale selon les lois en vigueur, ceux qui, volontairement, abandonneront ou n'accompliront pas leur

charge, ou l'accompliront de manière à interrompre ou troubler la continuité et la régularité du service, seront considérés comme démissionnaires et seront révoqués.

« Le Directeur général, sur avis favorable du Conseil d'administration, pourra cependant, considération prise des circonstances individuelles et des responsabilités personnelles, appliquer comme peine disciplinaire soit la simple suspension de service, soit le maintien dans la classe, soit la rétrogradation. »

Pendant que le prolétariat de Turin, avec une force et une générosité sans égale, se faisant solidaire du prolétariat milanais et des autres grandes villes, inaugurait une imposante grève générale ; pendant que Turin (qui a, dans le *Grido del Popolo*, son *Avanti*, comme Rome a son *Il Tempo* et Milan son *Avanti*) arrêtait le mouvement producteur de la richesse bourgeoise et portait à son plus haut diapason le cri de la révolte ouvrière ; pendant que ceci se passait à Turin, la direction générale des chemins de fer, encouragée par l'opinion publique, mettait en branle sa machine de répression. Du 15 au 20 octobre, ce fut un chassé-croisé de nouvelles : les uns disaient qu'il était impossible d'appliquer la peine aux *ferrovieri* en grève ; d'autres, s'appuyant sur des arguments plus ou moins tendancieux, destinés à accroître la malveillance publique contre les travailleurs des chemins de fer, affirmaient qu'on ne pouvait éviter la condamnation.

Pendant ce temps, les journaux socialistes quotidiens, l'*Avanti* entre autres, et *Il Tempo* et le *Grido del Popolo* maintenaient leurs articles dans la note sentimentale, répétant le refrain usé et archiusé que le gouvernement se garderait bien d'appliquer la loi, parce que les conséquences d'une telle mesure pourraient être graves. Mais les condamnations vinrent et, parmi les ouvriers frappés, il y avait les *ferrovieri* les plus connus peut-être pour leur participation aux mouvements ouvriers. Instantanément, tout le prolétariat fut pénétré de cette conviction que seule la grève générale, cette fois plus complète et solidaire que jamais, pouvait forcer le gouvernement et la bourgeoisie à revenir sur le geste audacieux de la condamnation. Le syndicat des *ferrovieri*, jusqu'au dernier moment, attendit la décision, l'arme au pied. Par contre, le défi le plus sanglant venait du pays, du gouvernement, de la presse bourgeoise qui applaudissait, de l'extrême-gauche muette et par conséquent complice. Qu'allait faire le Parti Socialiste, qu'allait faire, dans ce terrible moment, le Parti Socialiste uni à la Confédération du Travail ?

Le dimanche 20 octobre, le syndicat des *ferrovieri* ayant demandé, tant à la direction du Parti qu'à la Confédération, quelles étaient leurs intentions en face de la situation créée par les condamnations des *ferrovieri* en grève, il se tint une réunion à laquelle participèrent, outre de nombreux représentants ouvriers, les députés Enrico Ferri et Bissolati.

Sans en chercher plus long, et d'un commun accord, les députés déclarèrent qu'on ne pouvait, dans les circonstances actuelles, engager une bataille comme la grève générale, pour faire abolir l'article 56 de la loi (cet article que je rapportais plus haut) et que la grève ne pouvait amener le Parlement à abolir cet article.

La veille, Ferri avait communiqué aux journaux sa « parole de vérité » au sujet de cet article 56 et de la grève, et cela en une phrase qui en dit beaucoup plus long que tout un volume de commentaires. Le député Ferri avait dit : « *L'Etat ne peut se suicider.* »

L'illustre criminaliste ne comprenait pas que lorsque l'Etat ne se suicide pas, il y a un suicide qui est inévitable : c'est celui du syndicat. Mais même s'il l'avait compris, il ne s'en serait pas soucié, puisque dans le Congrès des 7, 8, 9 octobre, à Florence, on avait décidé, le réformisme faisant triompher son *credo*, que, dans l'intégralisme, il n'y a pas de place pour le syndicalisme révolutionnaire. Donc, l'âme du Parti c'est Filippo Turati ; donc, la manœuvre des parlementaires a atteint son but ; donc, le premier résultat du Congrès de Florence, après le massacre du pont *Pietra Santa*, c'est l'agenouillement du prolétariat sous le double soufflet que lui administrait sur l'une et l'autre joue la bourgeoisie, grâce au réformisme entremetteur d'une poignée de députés et de fonctionnaires socialistes, ceux-ci suivant ceux-là comme de pauvres niais !

L'ordre du jour rédigé par les députés Ferri et Bissolati est un incomparable document de démence socialiste. On y reconnaît « que le prolétariat en général et les *ferrovieri* en particulier ne peuvent abandonner la cause de ceux qui sont les victimes d'un mouvement ouvrier » et on y augure qu'on pourra obtenir « pour les frappés cette amnistie qu'un gouvernement, ne s'inspirant pas de vues réactionnaires, aurait dû déjà appliquer » !

Le conseil général du syndicat des *ferrovieri* se réunit le soir même de cette journée du 20, où la Confédération du Travail et le Parti Socialiste procédèrent à l'exécution capitale de la dignité socialiste en Italie. L'ex-député Cabrini et Quaglino allèrent à la réunion du Conseil général porter la nouvelle que ni la Confédération, au nom de laquelle ils parlaient, ni le Parti Socialiste ne

voulaient entendre parler de grève et s'étaient décidés contre. L'un et l'autre, si la grève générale éclatait, ne lui donneraient ni leur adhésion, ni leur appui ! La communication était sinistre et eut un effet désastreux, qui fut d'exaspérer d'abord, puis de glacer les énergies du Conseil général. Résister, ne serait-ce pas courir à l'abîme ? Mais tout le mal avait commencé le jour où Turati, par un coup de théâtre, s'était transformé en démagogue, pour enrayer la grève de Milan et n'avait fait depuis que s'aggraver sous la suggestion sectaire des réformistes et des prétendus intégralistes, décidés à conserver glorieusement leur crédit auprès de l'opinion publique en montrant qu'ils étaient capables de « damer le pion à la folie syndicaliste et grève-généraliste ».

L'ordre du jour voté dans la séance de nuit, du 20 au 21 octobre, par les membres du Conseil général du syndicat des *ferrovieri*, dit tout le sentiment d'isolement éprouvé par cet organisme syndical en ces tristes circonstances où Parti Socialiste et Confédération faisaient défection ; et s'il invite la classe ouvrière, étant donné l'impossibilité reconnue de l'engager désormais, à renoncer à la grève générale, il ne laisse pas de flétrir en traits de feu la Confédération du Travail et de vouer sa conduite honteuse à l'opprobre éternel du prolétariat, en la qualifiant de *trahison*.

Il est nécessaire de conserver ce document aux annales du syndicalisme et je le rapporte textuellement :

« Le Comité central exécutif du syndicat des travailleurs des chemins de fer italiens, les secrétaires des sections principales étant présents, après avoir constaté la discipline des travailleurs organisés en un moment si grave, et convaincu qu'une seule parole de sa part suffirait pour arrêter la vie de la nation ;

« Mais constatant la trahison de la Confédération du Travail qui refuse aux *ferrovieri* le concours de la classe ouvrière, concours nécessaire pour donner au conflit actuel toute son ampleur, blâme l'œuvre de la Confédération et la voue à la réprobation de tous les travailleurs du chemin de fer et de tout le prolétariat ;

« Comprenant que, malgré tout, il lui serait facile de déclarer la grève des *ferrovieri*, à laquelle adhérerait certainement une grande partie du prolétariat, en dépit de la décision des dirigeants de la Confédération du Travail ;

« Et persuadé que, outre la grève, il aurait encore à sa disposition bien d'autres moyens pour mettre obstacle et porter préjudice au fonctionnement régulier des chemins de fer, comme l'*obstructionnisme*, le *sabotage*, etc., etc. ;

« Mais conscient pourtant de l'inconnu où il précipiterait toute

la masse ouvrière et des dommages qui pourraient en résulter pour elle en ce moment particulier, invite les *ferrovieri* à renoncer à toute idée de grève générale. »

Si, comme il semble, l'ordre du jour *des traîtres* fut inspiré aux représentants de la Confédération pour contrarier délibérément le syndicat des *ferrovieri*, la riposte de ceux-ci est significative au plus haut degré. Car, à toute cette clique de politiciens et de bureaucrates du Parti, jaloux de rester dans les bonnes grâces de l'opinion publique bourgeoise, les *ferrovieri* rappellent, en quelques mots mémorables, un fait simple et formidable : « Une seule parole, venant de nous, suffirait pour arrêter la vie de la nation. »

Ce qui prouve que l'âme syndicaliste s'est forgée à l'épreuve du feu et que la tutelle socialiste est apparue pour toujours comme inefficace. Turati constate que l'éducation civique n'a pas fait de progrès en Italie depuis 1904 ; Ferri est persuadé que l'Etat ne peut se suicider. Mais, en attendant, le prolétariat décapite les politiciens et déclare close l'ère des tutelles politiques.

IV

D'un bout à l'autre de l'Italie, partout où il y a un noyau de travailleurs ayant cessé de s'incliner servilement devant les idoles du Parlement, de la Confédération et du Parti, retentit le cri : trahison !

Deux jours après la réunion à Rome du Conseil général du syndicat, dès qu'on connut la nouvelle que seize *ferrovieri* des districts de Milan, de Turin et de Venise étaient rayés des cadres, les *ferrovieri* de Milan se réunirent en une assemblée des plus nombreuses et des plus ardentes, et la note dominante, le cri qui s'éleva au-dessus de tout autre cri, fut celui de : traîtres ! lancé à l'adresse de la Confédération et du Parti. L'ordre du jour de Milan fut encore plus violent que celui du Comité exécutif de Rome. Les *ferrovieri* milanais flétrirent à leur tour « l'ignoble trahison perpétrée à leur préjudice par la commission exécutive de la Bourse du Travail de Milan, par les dirigeants de la Confédération et par la direction du Parti Socialiste italien » et se déclarèrent « convaincus que dans un avenir prochain tous les travailleurs sauraient éliminer de leurs organisations tous les parasites de la politique qui, par intérêt personnel, n'ont fait partout et toujours qu'entraver le mouvement ouvrier. » L'ordre du jour se terminait par ces mots : « Les *ferrovieri* de Milan... souhaitent que, avertis par l'expérience présente, les *ferrovieri*, ne comptant plus que sur eux-mêmes, renforcent leurs propres orga-

nisations pour la conquête de l'avenir, et invitent les camarades licenciés à rester à la tête de l'organisation, la preuve ayant été faite de la fécondité de l'œuvre accomplie par eux. » Enfin, pour montrer quel cas les travailleurs, aguerris dans leurs syndicats, font de l'opinion publique bourgeoise, cette formidable réunion de *ferrovieri* émit un vote de blâme à la presse. Ceci, sans doute, pour chatouiller agréablement l'épiderme démocratique de nos députés Ferri et Turati !

Ceux-ci, d'ailleurs, pour les récompenser sans doute des résultats obtenus grâce à une tutelle socialiste si bien exercée, ne furent pas sans recevoir leur paquet. N'est-il pas impressionnant, en effet, de trouver à la première page du *Giornale d'Italia* — organe de Sonnino, naguère allié politique d'Enrico Ferri — le nom, en grands caractères, des seize *ferrovieri* rayés des cadres du personnel des chemins de fer — Lodetti, Ercole, Parini, Salmi, Scarinci, Acemo, Meucci, Tonini, Soregotti, Crepaldi, de Milan; Perando, Ciardi, Allais, Ferrari, Facciano, de Turin ; Cabianca, de Venise — et cette épigraphe perfide à l'adresse de Ferri, de Turati, de Trèves et des autres membres du Parti, épigraphe qui vaut la peine vraiment d'être reproduite : « Ils sont contents — et ils ne s'en cachent pas — nos chefs du socialisme politique ! D'abord, ils ont fini par humilier l'orgueilleux syndicat des *ferrovieri* dont l'attitude indépendante vis-à-vis des autorités suprêmes du Parti les avait froissés ; puis ils ont paré la menace d'un nouveau 1904, avec ses funestes conséquences électorales ; et ils espèrent maintenant avec un peu de gentillesse et de patience, et avec l'acquiescement, et peut-être la reconnaissance de l'honorable Giolitti, reprendre le chemin du pouvoir, sur lequel ils s'étaient déjà engagés avec un succès notable, en maintenant ferme, sous la bannière de l'anticléricalisme, le bloc des partis populaires. »

Paroles très graves et très significatives, précisément parce qu'elles ont été inspirées par l'ex-président du Conseil Sonnino : dans l'éloignement où Ferri et les autres le tiennent, après une aussi bonne amitié et dans leur actuelle tactique antiprolétarienne, tout ce que voit Sonnino, c'est le rapprochement avec Giolitti, devenu presque l'âme de cette lutte contre les syndicats et de ces victoires démagogiques dont les socialistes se font les pourvoyeurs.

A Naples, les syndicalistes, par la plume d'Arturo Labriola, infligeaient une sanglante correction aux « marchands du temple » de la politique — correction qui fut aussi grave qu'inattendue, car Labriola, n'ayant jamais voulu se convaincre de l'excellence des méthodes politiques de Ferri, dut recourir en conséquence à un vo-

cabulaire des plus crus et des plus rudes pour définir ce qui se cachait, en réalité, derrière la feuille de vigne de l'intégralisme. A Rome, tous les travailleurs qui se sont détachés de la petite chapelle de l'Union Socialiste et laissent aller à sa ruine la barque de la rachitique Bourse du Travail, se sont groupés en une Union générale, rebelle à toute alliance avec les partis, et la *Voix des Travailleurs*, eu un numéro unique, s'est élevée contre la trahison, faisant chorus avec Paolo Mantica et Enrico Leone.

A Turin, la scission ne pouvait manquer non plus d'éclater. Les syndicalistes Cravero et Luigi Berta étaient entrés dans la rédaction du nouveau quotidien intégraliste, adversaire décidé de toute autonomie ouvrière et plus acharné que les conservateurs eux-mêmes contre la grève générale. Mais la manœuvre de l'étranglement, de la part des intégralo-réformistes, fut un soir si brutale, que Cravero et Berta se retirèrent aussitôt de la rédaction du *Grido del Popolo*, et, une fois dehors, fondèrent contre lui un hebdomadaire syndicaliste, le *Grido del Proletariato*. Tout le syndicalisme italien s'est montré à la hauteur des circonstances : Labriola, Marangoni et Olivetti, dans *Pagine Libere*, Leone, dans le *Divenire sociale*, les syndicalistes de la province de Parme, de Ferrare, de Bologne, dans la *Scintilla* — qui combattit le bon combat durant les grèves de Ferrare — et toute une armée de secrétaires de Bourses du Travail, qui maintiennent haut le drapeau syndicaliste, Umberto Pasella, Alceste de Ambris, Michele Bianchi, de Giovanni, Zocchi, Müller, et d'autres, ont combattu avec une admirable hardiesse tous nos adversaires, engageant sur toute la ligne, non seulement une escarmouche, mais la vraie et grande bataille du syndicalisme italien contre tous ses ennemis.

L'ennemi du syndicalisme italien — il est impossible de l'appeler autrement, à moins de se servir du dictionnaire de l'hypocrisie parlementaire — c'est le Parti socialiste. Et l'ennemi, pour réparer sa défaite morale et retaper son crédit, préparait deux diversions, toutes deux également diaboliques par le bruit qu'il escomptait faire autour d'elles : le scandale « à propos du rapport sur la revision des comptes de la grève d'Argenta » et la campagne théâtrale pour faire passer le « bloc populaire » aux élections communales de Rome.

Pour comprendre ces manœuvres, il faut se faire une idée exacte de la malveillance dont s'inspire vis-à-vis du syndicalisme la Direction du Parti, appuyée en cela, avec beaucoup de ferveur, par le journal officiel et la Confédération du Travail. Le journal officiel

du Parti publiait, dans son numéro du 26 octobre, un article qui d'abord avait été donné au bulletin intitulé *La Confédération du Travail*. L'article a pour *leit-motiv* ce principe que « le prolétariat organisé et socialiste doit déclarer aux syndicalistes une guerre sans merci, parce qu'ils sont les agents inconscients de la réaction bourgeoise ». Le Parti, la direction de l'*Avanti* et la Confédération, dans ce document d'une férocité inouïe, se ruent sur les syndicalistes et les organisations ouvrières dissidentes de l'équivoque intégralo-réformisme, affirmant, sans preuves d'aucune sorte, ce que Ferri et les autres, sous l'influence de Turati, avaient proclamé au Congrès de Florence, à savoir « que la propagande et l'action syndicalistes sont des éléments de désagrégation pour les syndicats ouvriers, étant en antagonisme direct avec la nature même du mouvement ouvrier ».

Cet article mérite d'être consigné dans les actes documentaires de cette période de la lutte économique prolétarienne et du *politicantisme* socialiste, et cela pour une autre raison encore : c'est qu'on y tente, par une manœuvre de la plus basse espèce, de rendre odieux le syndicat des *ferrovieri* italiens — certainement un de ceux où la conscience syndicale est devenue la plus robuste — à tous les autres travailleurs organisés du pays. Selon la Confédération du Travail, selon l'*Avanti* et la direction du Parti, les *ferrovieri*, en lançant leur accusation, auraient violé en effet la discipline syndicale et « commis une véritable félonie syndicale ».

Quant à Arturo Labriola, naguère encore déclaré par tous les socialistes, par la bouche même des dirigeants du Parti et dans les colonnes de l'*Avanti*, une parole et une plume faisant autorité, — sans doute avec l'intention de se le rendre sympathique ! — le même article officiel le régale d'une collection d'épithètes, parmi lesquelles la plus décente est celle-ci, qu'aucun journal de prêtres ou de banquiers n'aurait jamais risquée, l'épithète de « suborneur ».

Ce n'est pas tout : Lagardelle, lui-même, écope dans ce fameux article ; depuis quelque temps, d'ailleurs, nos bons socialistes du journal et de la direction du Parti ont pris l'habitude de lui décocher des traits qui, sans doute, n'arrivent pas à destination. Le socialiste académique, le professeur Graziadei, l'a cité à Florence ; la *Confédération du Travail* le cite dans son article, et, de toutes ces citations, il ressort qu'Hubert Lagardelle et le *Mouvement Socialiste*, traité de *Bible syndicaliste*, sont les corrupteurs, dans leur propre pays, du bon sens socialiste !

Contre ce qu'ils appellent le *sarrasinage syndicaliste* ou syndica-

lisme *jaune*, il fallait bien trouver l'occasion de soulever un scandale. Il fallait chercher à frapper au cœur, auprès de l'opinion publique, l'œuvre véritablement féconde et grandiose accomplie, cet été, par les syndicalistes, dans la province de Ferrare, à l'occasion des grèves fameuses de *Copparo*, d'*Argenta* et de *Portomaggiore*. Ce fut pour les socialistes, et plus encore pour les députés et la direction du Parti, une leçon terrible, que le spectacle superbe de cette mobilisation des forces syndicales révolutionnaires. Si l'on fait exception pour le député Agnini, dont l'œuvre — une œuvre de socialiste et non de parlementaire — fut très efficace dans l'audacieuse et complexe lutte ouvrière, on peut dire que tout cet immense mouvement s'est produit absolument en dehors de toute tutelle ou aide du Parti. Pour la première fois en Italie, le prolétariat agricole était entré en lice contre les patrons et s'était battu avec ses seules forces syndicales, en toute indépendance.

C'est donc là qu'il fallait frapper, et l'occasion parut propice à l'*Avanti*, quand la revision des comptes de la grève d'*Argenta* eut mis en lumière l'emploi qui avait été fait des sommes qui représentaient le trésor de guerre amassé pour faire face aux dépenses de la grève.

Mis sous les yeux du public, après une préparation savante et jésuitique de quelques jours, ce rapport qui — notez bien — était une simple note sans éclaircissements d'aucune sorte, fut accompagné de tels commentaires qu'il ne pouvait que mettre dans une mauvaise posture quelques-uns des plus estimés et des plus valeureux parmi les camarades qui avaient participé à la grève ; on espérait arriver ainsi à ce résultat *pratique* de leur aliéner l'estime du puissant et conscient prolétariat révolutionnaire de Ferrare. Rien ne put arrêter cette polémique pénible, ni l'intervention du député Agnini, du groupe parlementaire socialiste, ni les rectifications, les explications, les éclaircissements donnés par les rapporteurs eux-mêmes, et par le secrétaire de la Bourse du Travail de Ferrare, Umberto Pasella, qui, avec Guido Marangoni, Adelmo Niccolai et son frère, le directeur actuel de l'hebdomadaire syndicaliste de Ferrare *La Scintilla*, et d'autres encore, durent passer deux mois et plus en prison, à la suite de leur participation à la grève. Les procédés de la presse officielle socialiste italienne sont devenus tels qu'il faut refuser toute foi, toute valeur, toute estime, à quiconque y écrit sur le syndicalisme et les syndicalistes. Et la *Scintilla* de Ferrare, qui représentait et représentera, tant que nous n'aurons pas d'organe central et officiel, le mouvement syndicaliste italien, a pu écrire, au nom de tous les travailleurs d'Argenta, irrités de la

venimeuse campagne de l'*Avanti* : « C'était d'abord une diversion commode pour les gens de l'*Avanti* : elle pouvait détourner d'eux le mépris du prolétariat organisé, trahi si honteusement par le directeur du parti intégralo-réformiste, lors de l'affaire des *ferrovieri*.

« Mais il y avait une autre raison encore, une raison *vitale*, dirons-nous, pour l'*Avanti*, et la voici : Si nous réussissons — pensaient ces messieurs — à jeter la méfiance et le soupçon louche de malhonnêteté sur les syndicalistes italiens, le prolétariat leur fermera sa bourse, leur quotidien ne paraîtra pas et notre caisse sera sauvée. »

Le numéro du 2 novembre de la *Scintilla* n'est pas seulement la réponse complète, superbe et lumineuse à toutes les perfidies de l'*Avanti*, mais il est aussi un acte d'accusation, et des plus décisifs, contre la profonde dégradation où est tombé le Parti socialiste italien, réduit à faire dans son journal une œuvre qnotidienne de diffamation à l'égard du mouvement syndicaliste et des syndicalistes les plus en vue, et à maintenir ses adeptes dans un tel état d'esprit de perfidie permanente que les commérages les plus sordides sur les hommes et les choses trouvent crédit auprès d'eux.

V

Nous voici à la dernière phase de cette période complexe, où tant de choses sont mortes et tant d'autres ont montré qu'elles étaient prêtes à vivre d'une vie forte et ardente.

Au beau milieu des plus terribles catastrophes naturelles — crues du Pô et de ses affluents, tremblement de terre de la Calabre — la réaction bourgeoise, gouvernementale et socialiste sévissait plus féroce chaque jour. Dans les premiers jours de ce mois, les *ferrovieri* de Milan prirent deux résolutions : la première d'inviter les centres ferrovieristes à se prononcer sur l'opportunité de pratiquer l'obstructionisme pour riposter aux punitions infligées aux *ferrovieri* qui participèrent à la grève ; la seconde d'accepter l'invitation des Bourses du Travail de Parme, de Ferrare et de Piacenza à participer au Congrès des Bourses, à Parme, le 3 novembre. Le but de ce Congrès était de décider si l'on allait se séparer de la Confédération du Travail. A vingt jours de distance du Congrès réactionnaire de Florence, l'Italie ouvrière syndicaliste ferait ainsi, aux ambitions des politiciens, voulant à tout prix maintenir leur tutelle, la réponse qui convenait !

En ce qui concerne la première résolution, les choses sont encore en suspens. Il y a, dans le monde des *ferrovieri*, une croissante

fermentation et, dans cette fermentation, la conscience syndicaliste de lutte de classe prend chaque jour une plus grande profondeur. C'est dans un véritable état de révolte latente que sont les *ferrovieri* italiens, révolte contre l'Etat qui, avec sa loi, les a transformés en fonctionnaires publics, révolte contre toute tutelle et surtout contre l'autorité du Parti Socialiste et de la Confédération.

La seconde résolution s'est réalisée à Parme, les 3 et 4 de ce mois. Des comptes rendus, je ne parle pas de ceux du journal socialiste officiel (il est allé chercher on ne sait où un caractère typographique ultra-microscopique pour publier bon gré mal gré un résumé, et quel résumé ! du Congrès), mais des comptes rendus de journaux mieux informés et moins malveillants, on relève qu'au Congrès de Parme étaient représentés les travailleurs organisés des Bourses du Travail de Bologne, de Piacenza, de Ferrare, de Come, de Brescia, de Cesena, d'Ancône, de Varese, de Spezzia, de Sestri Ponente, de Savone, de Sampierdarena, en tout 136.000 inscrits ; deux fédérations de métiers avec 52.000 inscrits, d'autres unions avec 14 délégués et 6.118 inscrits. Un total de plus de 200.000, auquel il faut ajouter l'adhésion de quelques autres groupes moins importants — nombre qui a une signification considérable, si l'on pense que ce Congrès a été préparé en quelques jours — et ce n'est pas la défection de quelques unions qui, à la fin du Congrès, influencées par les manœuvres clandestines des sections socialistes et de la direction du Parti, vinrent à resipiscence et se retirèrent du faisceau ouvrier ainsi constitué à Parme, qui en diminueront l'importance.

Parmi les ligues ouvrières représentées à ce Congrès, il faut mentionner particulièrement la « Ligue générale des Travailleurs de Rome » formée, à la fin d'octobre, sur l'initiative d'un fort groupement d'ouvriers syndicalistes, dans le but d'opposer un organisme sain, vivant et puissant, à l'organisme pourri de la vieille Bourse du Travail, dirigée aujourd'hui dans un sens démagogique et délibérément antisyndicaliste, par ceux-là mêmes qui, avant la séduction électorale des derniers mois, passaient pour d'ardents syndicalistes.

Quarante-deux grandes organisations ouvrières étaient représentées à Parme ; les délégués du Comité exécutif du Syndicat des *ferrovieri*, ce syndicat si lâchement laissé en proie à la plus féroce des réactions gouvernementales par les députés socialistes et la Confédération du Travail, furent naturellement parmi les plus ardents, mais tous les orateurs flétrirent à l'envi la trahison des trois organes du socialisme intégralo-réformiste. Bref, dans les deux jours que dura le Congrès, une forte majorité s'est affirmée absolument opposée à la Confédération du Travail et décidée à créer un

autre organe de représentation ouvrière. Et lorsqu'on en vint au vote, c'est l'ordre du jour Badiali, proposant un nouveau comité de résistance, qui fut voté. Il eut pour lui 110.556 voix contre 94.175.

Dans la séance de nuit qui clôtura le Congrès, pour bien marquer l'œuvre nouvelle du prolétariat italien, on vota à l'unanimité l'ordre du jour de Ambris-Badiali, dont voici le texte intégral :

« Les représentants de plus de 202.000 travailleurs organisés de toutes les régions de l'Italie, réunis à Parme, constatent que la direction assumée par la Confédération générale du Travail ne répond en aucune manière aux intérêts et aux sentiments du prolétariat italien, puisque ses dirigeants, violant ouvertement les statuts, ont lié son sort à celui d'un parti politique ; et affirment à nouveau :

1) Que l'organisation ouvrière doit accueillir dans son sein tous ceux qui entendent mener la lutte pour l'abolition du salariat et du patronat, à quelque école philosophique ou politique qu'ils appartiennent ;

2) Que la plus grande autonomie et la plus complète liberté d'initiative doivent être laissées aux organisations locales pour les mouvements de résistance qui les concernent ;

3) Que les dirigeants des organisations nationales ne peuvent être considérés que comme le comité exécutif de la collectivité ouvrière et non comme ses législateurs et comme ses maîtres ;

4) Que l'œuvre spéciale des dirigeants doit être de coordonner les événements et les efforts pour donner une sanction, par l'action directe, dont le couronnement suprême est la grève générale, à la volonté du prolétariat, soit dans la défensive, soit dans l'offensive, et d'instituer un Comité national de résistance, chargé précisément de grouper toutes les organisations italiennes qui, fidèles à la direction indiquée par le présent ordre du jour, entendent poursuivre ensemble une action commune de lutte incessante contre l'ordre capitaliste actuel, par tous les moyens, sans en excepter aucun, dont la pratique syndicale a montré l'efficacité dans l'œuvre d'affaiblissement et d'élimination de la classe et de l'Etat bourgeois ;

Le Comité national de résistance, dont la composition sera déterminée par le présent Congrès, a uniquement pour mission de faire passer dans la pratique les résolutions prises par le Congrès lui-même, fonctionnant comme organe d'exécution et de consultation pour toutes les organisations qui y adhèreront. »

L'*Avanti*, commentant le Congrès de Parme, sous le titre significatif « Les Déserteurs », avec cette perfidie qui lui est maintenant coutumière, fut néanmoins bien obligé de reconnaître la vérité.

« Le Congrès de Parme, lisait-on dans le numéro du 5 novembre, est la seconde édition du Congrès de Ferrare, avec cette différence que celui-ci représentait la désertion du syndicalisme révolutionnaire des rangs du socialisme italien, et que celui-là représente la désertion de quelques syndicats italiens des rangs du prolétariat organisé d'Italie. L'un était la lutte fratricide au sein du Parti, l'autre est l'attentat fratricide au sein de la classe ouvrière elle-même. »

L'*Avanti*, en écrivant ces lignes, oubliait manifestement que Caïn inaugura l'histoire des hommes et Romulus celle de Rome ; que le fratricide, en un mot, est la tragédie fatale qu'on retrouve à l'origine de toutes les histoires.

VI

Le mouvement socialiste en Italie a donc changé complètement de physionomie, et nous pouvons constater, à présent, qu'en réalité il y a deux mouvements absolument distincts, celui de la *lutte de classe* mené par les syndicats ouvriers en dehors de toute tutelle socialiste, et celui de la *fusion des classes*, mené par le Parti Socialiste. Tous ceux qui espéraient, en restant dans le Parti, pouvoir modifier encore les idées des chefs traditionnels du mouvement socialiste, doivent donc s'apercevoir de l'immensité de leurs illusions, car, aujourd'hui, il est impossible qu'on ne soit pas absolument convaincu de la vanité absolue de tout effort pour réinfuser aux politiciens un esprit socialiste quelconque. Nous avons tous la preuve, maintenant, après une expérience bien suggestive, quoique douloureuse, que le milieu électoral et les ambitions politiques rendent *tous* les hommes de la démocratie esclaves des mêmes intérêts et, quand ils sont *arrivés*, férocement conservateurs des positions qu'ils ont conquises. Les ouvriers italiens, eux aussi, ont acquis la conviction qu'il faut renoncer à tout espoir d'une purification quelconque du milieu socialiste politique. Je ne crois pas me tromper en disant qu'en Italie nous avons fait une expérience plus positive que n'importe où du danger que comporte l'usage pur et simple des institutions politiques ordinaires et, en particulier, du journalisme. Le journalisme politique est une arme essentiellement bourgeoise ; avec elle, il sera toujours impossible de donner à la volonté et à la mentalité ouvrière, en lutte avec la bourgeoisie, une expression précise et claire. La rhétorique escamoteuse du journalisme socialiste sera toujours assez habile pour

jeter, sur l'âpreté du conflit des deux classes, le voile de ses phrases doucereuses.

Mais le prolétariat a vraiment en lui un sûr instinct qui le défend et l'éclaire sur ses véritables intérêts de classe mieux que ne le pourrait faire n'importe quelle science académique ou n'importe quelle doctrine. Le revirement presque complet du prolétariat italien à l'égard des politiciens du Parti, de la Confédération du Travail — cette Confédération apprivoisée et domestiquée — et surtout du Parlement, prouve chez les ouvriers, non seulement le besoin de consolider leurs propres organisations de classe, mais aussi la volonté de leur donner une orientation exclusivement ouvrière. Les députés et les bureaucrates du socialisme ont qualifié cette orientation d'anarchiste. Le mot, pour le moment, épate tous les imbéciles du prolétariat et du Parti, mais sa fortune durera bien autant que « l'archisme » des exploiteurs officiels du mouvement socialiste !

Nos grands hommes du Parti ont acquis la conviction qu'en Italie politique et socialisme sont deux choses impossibles à concilier. L'accord ne peut être que verbal ; ces messieurs n'ont pas manqué de trouver dans leur inépuisable virtuosité les mots de l'accord ; et c'est ainsi que le verbalisme a noyé dans ses débordements ce qui pouvait rester encore de conscience socialiste.

Les socialistes français en ont fait bien avant nous l'expérience et les syndicalistes français ont depuis longtemps déjà annoncé et illustré le phénomène, phénomène qui a des causes complexes et qui est une résultante du triomphe actuel du « démocratisme ». Le « démocratisme » favorise tout ensemble le snobisme conservateur de l'anticlérical et du socialiste, à condition que la pensée de celui-ci soit suffisamment garibaldienne, « giordanobruniste », étatiste et laïque. Le mouvement socialiste officiel est exclusivement étatiste. Les idées qu'il traîne à sa suite reposent toutes sur l'acceptation aveugle des faits accomplis par l'histoire *bourgeoise*, par la démocratie, par l'Etat moderne : loi égale pour tous, droit de suffrage, programme de laïcisation, unité politique et chute du pouvoir temporel des papes.

Les idées constituantes de ce catéchisme socialiste sont donc les mêmes que celles du programme maçonnique, ce programme tout pétri de vieux radicalisme, de suffragisme universel, d'anticléricalisme sectaire, additionné d'un peu de républicanisme, mais surtout, donnant le ton à toute la mixture, un ton bien rouge et bien éclatant, d'idéalisme patriotard. Aussi le retour de l'hégémonie maçonnique était-il inévitable. La maçonnerie italienne a reconquis

sa place, d'où, en bonne mère, elle distribue, selon leur plus ou moins grande docilité, des jouets aux « frères », libres ceux-ci de se donner l'air et le titre de radicaux, de républicains, voire de socialistes. Le journal officiel du Parti jouit actuellement de la bonne grâce des Loges avec qui il a noué une très cordiale alliance et dont il profite pour prolonger son existence au delà du terme... fatal. Les propagandistes, les employés de la direction du Parti et du journal, toute cette sainte église de la vérité socialiste ont pour unique mission de faire triompher d'un bout à l'autre de l'Italie le principe du « bloc libéral » des forces populaires, en vue de conquérir, au nom d'un Marx soigneusement garibaldinisé, les nombreux capitoles de la patrie.

Seuls, les syndicalistes mettent une note discordante dans cette fanfare populaire. Il y a trois ans — pas un mois de plus — je menais dans l'*Avanti*, sans aucune équivoque, une ardente campagne contre le danger maçonnique, et j'avais l'appui enthousiaste et effronté de la direction même du journal : je veux parler de la publication, désormais fameuse en Italie, des profils des 508 députés de la Chambre. La direction du journal insistait alors pour qu'on donnât à la note antimaçonnique le plus de vigueur possible et pour qu'on mît en relief l'indiscutable incompatibilité entre le mandat de député et la condition de socialiste d'une part et la qualité de franc-maçon d'autre part. Mais à présent tout est changé. Une fois la confiance perdue dans un prolétariat qui a cessé d'être un instrument passif et aveugle, députés et bureaucrates socialistes se sont résignés à l'impérieuse nécessité de se réabsorber dans la démocratie. Voilà le mot d'ordre du moment, voilà la raison de ces débordements d'un anticléricalisme grossier, mais très commode, qui va de pair avec une « démocratisation » croissante, on pourrait dire aussi une « socialisation » de la pornographie la plus éhontée.

Le côté le plus caractéristique de la situation socialiste italienne est précisément cette impossibilité où les meneurs officiels du socialisme se trouvent acculés de se tirer d'affaire sans le peuple et sans un « démocratisme » revu et corrigé par le Grand-Orient maçonnique, auquel les socialistes ont bien voulu donner, d'accord avec les monarchistes, dix-sept mille suffrages aux élections dernières ; ces élections ont définitivement montré, d'ailleurs, que le Parti Socialiste et ses adhérents, dans la distribution des charges démocratiques, avaient pris celle de l'exhibitionnisme démagogique le plus extraordinaire.

On comprend facilement, par tout ce que j'ai dit, qu'il n'y a pas de place pour l'idée de lutte de classe dans ce catéchisme de l'oppor-

tunisme socialiste. Car — il ne s'agit là que de faits psychologiques bien simples et d'un enchaînement bien élémentaire de conséquences logiques — la lutte de classe ne va pas sans la violence, la violence suppose des antagonismes, ceux-ci une opposition d'intérêts toujours plus aiguë ; la lutte de classe, en un mot, implique *des classes*. Or, l'idée de la violence est le spectre noir des socialistes qui voient dans la grève générale, ou même dans une simple grève partielle de quelque durée — telle la grève de Ferrare — l'affirmation et la proclamation d'une volonté absolument opposée à la douce et si commode unité démocratique. Toute l'activité du Parti qui, *en catimini*, est pleinement d'accord avec la bourgeoisie maçonnique, est, en conséquence, orientée de manière à combattre, avec une ardeur toujours plus grande, la grève sous toutes ses formes, considérées toutes comme étant également nuisibles à l'évolution darwiniste et au spencérisme sociologico-marxiste de Ferri.

Peut-on s'imaginer que l'*Avanti*, qui a perdu l'appui de tous les révolutionnaires et des grands syndicats ouvriers, à commencer par celui des *ferrovieri*, et qui ne doit de continuer sa précaire existence qu'à l'entente cordiale avec toutes sortes de démocrates, avec lesquels il a *maçonné* le « bloc » des forces populaires, peut-on imaginer, dis-je, que l'*Avanti* aille se faire le héraut de la grève générale ?

Le socialisme du Parti n'a donc plus ici rien de socialiste. En Italie, les misérables intérêts de la démocratie plébéienne ont submergé la grande idée prolétarienne, et celle-ci ne peut plus revivre que dans les syndicats ouvriers, dont la force croît chaque jour plus libre et plus superbe, en face des convulsives ambitions électorales, mortelles à tout esprit d'apostolat véritable.

Quant au syndicalisme, on le disait, on le croyait, il y a trois ans, un lionceau bien facile à apprivoiser. Quand il montra ses griffes, ce fut autour de lui toute une clameur d'accusations, le représentant comme une théorie suscitée par le génie machiavélique de nos hommes d'Etat pour entraver le mouvement socialiste.

Aujourd'hui, les moyens de nous combattre changent et le Parti ne peut exercer sa vengeance contre le mouvement syndicaliste qu'en aidant l'Etat à s'aguerrir contre la force grandissante des organisations ouvrières et en changeant ainsi radicalement la tactique prolétarienne. Mais l'idée syndicaliste va tirer un énorme profit de cette lutte, et nous la proclamerons bien haut cette idée, comme une vérité sociale qui s'épanouit chaque jour plus lumineuse à l'épreuve des faits. Les travailleurs italiens ne songent pas à monter simplement d'un cran dans la hiérarchie de l'Etat et à

devenir une simple catégorie juridique bourgeoise ; ils ont dans le sang la magnifique folie de la Révolution et ils se moquent de la fameuse évolution démocratique qui voudrait faire du prolétariat — lui qui porte sur ses épaules tout l'édifice de l'Etat, de la bourgeoisie et du droit — le coopérateur d'un plus grand bien-être bourgeois et d'un progrès hyperjuridique et hyperétatique. Le refrain des réformes est usé et les ouvriers, dont la personnalité s'accuse chaque jour davantage, croient le moment venu de couper court à toute cette fantasmagorie de soi-disant améliorations au sein d'un esclavage économique sanctionné par un Etat qui, se réservant le droit de créer le droit par sa force, ne veut pas reconnaître sur terre d'autre violence que la sienne.

Devant ce spectacle imposant d'une conscience collective syndicaliste grandissante, les socialistes officiels cherchent à dissimuler la stupeur profonde où ils sont plongés et s'efforcent de montrer le front serein de gens qui vont se mettre à réaliser de grandes réformes démocratiques et populaires. Mais nous, d'accord avec les syndicats ouvriers, nous saurons être les barbares de ce monstrueux empire laïque, bâti par la réaction avec la chaux du démocratisme socialiste !

Rome, novembre 1907. Paolo Orano.

(Traduit par Edouard Berth).

La formation du Syndicalisme français (1)

La *Bibliothèque du Mouvement Socialiste* réunit, dans un but de propagande, quelques articles publiés par moi, au cours de ces dernières années. Les uns sont reproduits en entier, d'autres n'ont fourni que des extraits. Mais les uns et les autres peuvent peut-être former un ensemble susceptible de traduire en partie l'esprit et le caractère du mouvement ouvrier.

Je dis mouvement ouvrier, tout court, sans lui donner une épithète qui n'aurait pour but que de renfermer l'action ouvrière dans les limites d'une morale ou dans les cadres d'une conception dépendant d'une politique quelconque.

On assiste, en effet, aujourd'hui, à un curieux spectacle. Les uns s'efforcent de rattacher les origines du mouvement ouvrier actuel aux principes posés par la conception anarchiste ; les autres s'appliquent, au contraire, à les trouver dans la conception socialiste, — je veux dire dans la conception anarchiste et la conception socialiste telles que la tradition et l'histoire de ces trente dernières années nous les ont fait connaître.

A mon sens, le mouvement ouvrier actuel ne remonte à aucune de ces sources. Il ne se rattache directement à aucune des deux conceptions qui voudraient se le disputer : *il est le résultat d'une longue pratique créée bien plus par les événements que par tels ou tels hommes.* Et cette pratique est loin d'avoir eu une marche régulière : les incohérences la caractérisent, les contradictions la jalonnent. Et il en est ainsi, parce qu'elle n'est pas le produit d'une action exercée en vertu seulement de principes, mais d'une vie chaque jour renouvelée et modifiée.

Voilà la vérité : la vie ouvrière s'est renouvelée et modifiée par un perpétuel mouvement auquel ont pris part des hommes animés de conceptions philosophiques différentes. L'action ouvrière est comme la terre tournant autour du soleil. La gravitation s'opère par suite d'un mouvement que la terre fait sur elle-même : c'est dans le mouvement quotidien que l'action ouvrière se développe et marque

---

1. — Avant-propos à la brochure *L'Action Syndicaliste*, publiée par la *Bibliothèque du Mouvement Socialiste* (Marcel Rivière, éditeur, 0 fr. 60).

ses progrès. Ces progrès ne sont par conséquent pas, à mes yeux, l'expression d'une science ou d'une formule, mais la résultante d'efforts continus.

La grosse difficulté pour un mouvement ainsi compris est de créer une vie syndicale profonde. Et cette création ne se réalise pas en essayant de ramener les événements et les faits à une théorie donnée, mais au contraire en s'efforçant de les diriger pour les orienter vers des fins brièvement énoncées.

Il est vrai que les disputes recommencent à propos de ces fins. Elles seront, disent les uns, dans une société sans gouvernement et sans autorité ; elles seront, disent les autres, dans une société gouvernée et dirigée. Qui a raison des uns ou des autres? Je ne me charge pas de le dire. J'attends pour être fixé d'être de retour du voyage qui m'aura permis d'aller constater *de visu*.

Polémiquer à l'infini sur le système le meilleur est agréable, — mais pour celui seulement qui, ne prenant directement aucune part à la lutte de la classe ouvrière, juge de très haut et de très loin. Car s'il est toujours facile de formuler des théories, il est plus malaisé de les mettre en pratique.

Les phases traversées par la pratique ouvrière peuvent se ramener à trois. Ces trois périodes ont été caractérisées par des réactions contre des tentatives ou des expériences diverses.

La première va de 1873 à 1886 (ces dates n'ont évidemment pour moi qu'un caractère indicatif). Les syndicats créés au lendemain de la Commune sont imprégnés de l'esprit corporativiste et mutualiste. Et dans les premiers Congrès ouvriers, l'esprit socialiste, — je ne dis pas politique — et l'esprit corporativiste sont aux prises. Le triomphe reste au premier. *La suprématie appartient au parti politique*, dont les divisions arrêtent vite le développement des syndicats. Ceux-ci deviennent les vassaux des différentes fractions socialistes, qui attachent à l'action syndicale une importance fort variable. Les guesdistes veulent faire des syndicats, des *Comités électoraux* chargés de fournir au parti ses effectifs en hommes et en argent ; ils se constituent leurs directeurs de conscience. En opposition, les possibilistes, qui vont se diviser à leur tour, laissent aux syndicats une certaine autonomie. Par la suite, les allemanistes attacheront plus d'importance à l'action syndicale qu'à l'action politique, et par leurs efforts prépareront le terrain au syndicalisme.

La lutte se poursuit, avec, comme plate-forme, l'idée de grève générale, entre les éléments soucieux uniquement de mener une

action politique et ceux-là qui sont désireux de donner la première place à l'action syndicale. Mais, tandis que les premiers sont guidés par des idées générales exposées par des intellectuels, les seconds, composés presque entièrement d'ouvriers, apportent dans leur attitude plus de tempérament que de conception. Il y a chez eux un sentiment d'opposition brutale à la bourgeoisie, il n'y a pas de préoccupation rattachée à un plan préconçu et à une théorie d'ensemble. Ces militants veulent *farouchement* être menés par des ouvriers. *Ils sont pour l'indépendance des syndicats, mais ils ne sont pas pour l'indépendance du mouvement syndical.*

N'empêche que le travail fait par les syndicats animés de l'esprit allemaniste a permis plus tard de créer un mouvement autonome et indépendant. Sans la besogne des possibilistes, qui créèrent la Bourse de Paris, et sans celle des allemanistes, la *Fédération des Bourses* n'aurait pu être créée en 1892. Et leur œuvre rendit possible, en 1895, la constitution de la *Confédération Générale du Travail.*

Parce qu'ils manquaient d'idées générales, les allemanistes étaient loin d'entrevoir la force ouvrière que pouvaient devenir un jour ces deux organismes nationaux : la Fédération des Bourses et la Confédération du Travail. Quelques rares esprits, cependant, ne s'y étaient pas mépris. L'un d'eux devait apporter toute son activité à une œuvre théorique dont il ne reste presque rien ; d'autres voyaient dans la création de l'unité organique des syndicats un puissant moyen d'action et de lutte.

Cette seconde phase, qui va de 1886 jusque vers 1899, a été ainsi marquée par *la réaction de la classe ouvrière contre l'influence déprimante de l'action politique sur les syndicats.*

Des années vont s'écouler. Il y aura bien, dans les milieux syndicaux, une vie théorique, toute intellectuelle, à laquelle prennent part quelques militants. Mais il faut autre chose pour donner à l'organisation créée l'élan et la vigueur qui lui font encore défaut. Ce sera l'œuvre de la troisième phase, qui s'affirme par *la réaction des syndicats contre la démocratie.*

Le pouvoir s'efforce d'attirer à lui le mouvement syndical, qui, surtout à Paris, par suite de l'approche de l'Exposition de 1900, a grandi. Les manœuvres employées pour cette œuvre de corruption ouvrière sont nombreuses et variées, et ce n'est pas le moment de les énumérer. Je le ferai un jour prochain.

Le gouvernement espère arriver, par la main-mise sur les syndicats, à opposer la classe ouvrière groupée économiquement à la classe ouvrière groupée politiquement, et par la suite devenir le

maître absolu, grâce à une série de mesures législatives, de l'action syndicale.

L'œuvre est hardie et tentante. Elle n'est pas au-dessus de l'esprit politique de Waldeck-Rousseau. Mais — car il y a un mais — ces manœuvres et ces tentatives de subordination ne tardent pas à provoquer un mouvement de répulsion chez beaucoup de militants. Un bloc d'opposition ouvrière se constitue, et, le développement syndical, le milieu et les circonstances aidant, il va infuser à l'organisme anémié le sang nouveau qui lui donnera la santé et la force.

La classe ouvrière est dès lors secouée jusque dans ses profondeurs et un accroissement ininterrompu d'efforts quotidiens se constate dès ce moment. Les grèves augmentent, leur caractère se précise, leur importance grandit. Et la vie qui en résulte va s'intensifier par une pratique et une action incessantes, jetant dans la lutte des travailleurs longtemps déçus, qui entraînent avec eux des corporations nouvelles et des éléments nouveaux.

Cette vie agissante rejette naturellement au loin un tas de formules, de solutions spéculatives et abstraites, et elle va placer au premier plan, après les avoir extraits des milieux ouvriers, *les moyens de lutte qui sont du domaine exclusif de la classe des travailleurs.* Mais ces moyens de lutte, à peine indiqués, apparaissent chaotiques, parce qu'inorganisés, incohérents parce que mal perçus encore et partant mal exposés.

C'est l'action qui permettra aux militants de mieux concevoir l'usage de ces moyens de lutte; elle les obligera à mieux les préciser ; et, les comprenant davantage, chacun d'eux sera plus apte à les faire connaître. Je dis faire connaître, non qu'il s'agisse *d'enseigner* des modes d'action, mais parce qu'il faut bien exposer et leur raison d'être, c'est-à-dire leur origine, et leur justification, c'est-à-dire leur emploi. Le rôle du militant n'est-il pas de tirer de la pratique ouvrière une indication donnant à son activité le relief et l'autorité qu'elle exige ?

C'est ainsi que j'ai été amené à écrire les articles qui vont suivre.

Il y a dix, huit, six ans, il m'eût été absolument impossible de les écrire avec la faible précision qu'ils contiennent. Ouvrier j'étais, ayant puisé dans une existence souvent fort difficile, dans des privations multiples, le *désir* d'y mettre fin ; salarié j'étais, ayant à subir l'exploitation du patron, et souhaitant ardemment d'y échapper. Mais ces désirs et ces souhaits ne pouvaient se concrétiser en une action continue qu'avec le concours des autres hommes astreints au même sort que moi. Et j'ai été au syndicat, pour y

lutter contre le patronat, instrument direct de mon asservissement, et contre l'Etat, défenseur naturel, parce que bénéficiaire, du patronat. C'est au syndicat que j'ai puisé toute ma force d'action et c'est là que mes idées ont commencé à se préciser.

Puis, le mouvement syndical a crû rapidement. C'est poussé par nos intérêts qu'à travers mille difficultés, nous autres travailleurs, nous avons ainsi péniblement créé de plus en plus des syndicats ouvriers pour une lutte et des fins révolutionnaires ; c'est non moins péniblement que nous avons constitué un organisme syndical indépendant de tous les partis, et qu'ensuite nous avons pu assurer au mouvement qui en est résulté logiquement, l'indépendance et l'autonomie.

De la combinaison, ou de l'enchaînement, si l'on préfère, de toutes ces choses est né le syndicalisme. Il s'est traduit par des formes de lutte, dont le caractère s'est précisé au fur et à mesure que la classe ouvrière agissait.

Mais — et c'est à dessein que je le répète — *cette action n'a pas été, encore une fois, commandée par des formules et des affirmations théoriques quelconques.* Elle n'a pas été davantage une manifestation se déroulant selon un plan prévu par nous d'avance. Je ne saurais trop insister sur ce fait qu'elle a simplement consisté en *une série d'efforts quotidiens, rattachés aux efforts de la veille non par une continuité rigoureuse, mais uniquement par l'ambiance et par l'état d'esprit régnant dans la classe ouvrière.*

C'est ainsi que la période d'agitation relative à la suppression des bureaux de placement payants ne fut une action généralisée et amplifiée que par ce que greffée sur une action particulière, à laquelle les circonstances — coïncidant avec la poussée syndicale — donnèrent seules sa surprenante extension. De même, la propagande pour la réduction des heures de travail put acquérir l'ampleur traduite par le mouvement de mai 1906, non seulement parce qu'elle fut l'expression de volontés hardies, mais parce qu'elle correspondait surtout à un état de croissance syndicale et que l'ardeur combative qui en résultait avait besoin de s'extérioriser.

J'ai rappelé, entre autres, ces deux périodes, parce qu'elles donnent la caractéristique exacte du mouvement ouvrier actuel : ce qui va suivre n'est que l'expression de l'*action syndicaliste* ainsi comprise, sous l'influence de la pratique et de la vie.

Victor Griffuelhes,

Secrétaire de la Confédération Générale du Travail.

L'Evolution Créatrice (1)

(Suite)

V

M. Bergson fonde sa doctrine de l'intelligence sur des considérations relatives au travail, qui ne manqueront pas de frapper les personnes qui savent quel rôle Marx attribue à la technologie dans l'histoire (2) ; il y a là un accord d'autant plus remarquable que l'auteur, au lieu de renvoyer au *Capital*, se réfère à un livre de M. P. Lacombe : *De l'histoire considérée comme science*, et que ce dernier a écrit sans avoir eu connaissance des thèses marxistes. Il doit y avoir souvent des parallélismes de ce genre au cours du développement de la pensée humaine ; — ce que négligent trop souvent les savants qui prétendent retrouver les influences des penseurs. L'intérêt du texte de M. Bergson est si grand que je crois devoir le citer presque en entier :

« En ce qui concerne l'intelligence humaine, on n'a pas assez remarqué que l'invention mécanique a d'abord été sa démarche essentielle, qu'aujourd'hui encore notre vie sociale gravite autour de la fabrication et de l'utilisation d'instruments artificiels (3), que les inventions qui jalonnent la route du progrès en ont aussi tracé la direction... Dans des milliers d'années, quand le recul du passé n'en laissera plus apercevoir que les grandes lignes, nos guerres et nos révolutions compteront pour peu de chose, à supposer qu'on s'en souvienne encore ; mais de la machine à vapeur, avec les inventions de tout genre qui lui font cortège, on parlera peut-être comme nous parlons du bronze ou de la pierre taillée ; elle servira à définir un âge. » De même que Franklin, il voit dans l'homme un animal qui fait des outils, et il conclut ainsi : « L'intelligence, envisagée dans ce qui en paraît être la démarche originelle, est la faculté

---

1. — Voir le numéro 191 du *Mouvement Socialiste*.

2. — *Capital*, tome I, pp. 77, col. 2, et 78, col. 1.

3. — Les animaux ont pour instruments leurs organes dont l'instinct sait se servir : « L'instinct achevé est une faculté d'utiliser et même de construire des instruments organisés ; l'intelligence achevée est la faculté de fabriquer et d'employer des instruments inorganisés » (p. 152).

de fabriquer des objets artificiels, en particulier des outils à faire des outils, et d'en varier indéfiniment la forme » (pp. 150-151).

Cette thèse ne conduit pas M. Bergson à des conséquences aussi considérables qu'on pourrait l'espérer, parce qu'il est obligé, par la nature même de son plan, de l'appliquer aussi bien aux animaux qu'à l'homme et de sortir ainsi de l'histoire économique ; il est amené ainsi à concevoir l'intelligence sous une forme vague, alors que sa théorie instrumentale aurait dû l'amener à la concevoir sous une forme très précise. Voici comment il s'efforce de rattacher l'intelligence animale à celle de l'homme :

« Les animaux qu'on classe tout de suite après l'homme au point de vue de l'intelligence, les singes et les éléphants, sont ceux qui savent employer à l'occasion un objet artificiel. Au-dessous d'eux, on mettra ceux qui reconnaissent un objet fabriqué : par exemple le renard, qui sait fort bien qu'un piège est un piège. Sans doute il y a intelligence partout où il y a inférence ; mais l'inférence qui consiste dans un infléchissement de l'expérience passée dans le sens de l'expérience présente, est déjà un commencement d'invention (1). L'invention devient complète quand elle se matérialise en un instrument fabriqué. C'est là que tend l'intelligence des animaux comme à un idéal. Et si, d'ordinaire, elle n'arrive pas encore à façonner des objets artificiels et à s'en servir, elle s'y prépare par les variations même qu'elle exécute sur les instincts fournis par la nature » (pp. 149-150). « Nous assistons, chez presque tous les vertébrés, à la recherche plutôt qu'à l'épanouissement de l'intelligence » (pp. 154-155).

Dans ces passages, M. Bergson abandonne visiblement le principe qu'il a posé ; il ne considère plus la fabrication des outils, mais l'usage des produits ; et il y a une énorme différence entre ces deux points de vue, comme Marx l'avait signalé. D'ailleurs il est parfois conduit lui-même à présenter les choses d'une manière peu compatible avec la thèse que nous venons de rencontrer ; il écrit par exemple : « L'animal n'a probablement aucune idée (de l'es-

1. — On remarque, à plusieurs reprises, que M. Bergson hésite sur la nature de l'invention ; il semble en faire ici une opération de raisonnement (Cf. pp. 198-199). Cependant ailleurs il écrit : « Quant à l'invention proprement dite, qui est le point de départ de l'industrie, notre intelligence n'arrive pas à la saisir dans son *jaillissement*, c'est-à-dire dans ce qu'elle a d'indivisible, ni dans sa *génialité*, c'est-à-dire dans ce qu'elle a de créateur. L'expliquer consiste toujours à la résoudre, elle est imprévisible et neuve, en éléments connus ou anciens, arrangés dans un ordre différent » (p. 178).

pace), même quand il perçoit comme nous les choses étendues. C'est une représentation qui symbolise la tendance fabricatrice de l'intelligence humaine » (p. 170). Il me paraît impossible de mettre dans le même genre ce qu'on nomme l'intelligence animale et l'intelligence humaine, si elles diffèrent tellement sur un point si élémentaire. M. Bergson dit encore qu'il n'y a pas « d'instinct qui ne soit entouré d'une frange d'intelligence » (p. 147), et que « quand, par extraordinaire, les abeilles nidifient à l'air libre, elles inventent des dispositifs nouveaux et véritablement intelligents pour s'adapter à ces conditions nouvelles » (p. 154) ; — et cependant, « il est douteux que les animaux construits sur un autre plan que nous, un mollusque ou un insecte par exemple, découpent la matière suivant les mêmes articulations. Il n'est même pas nécessaire qu'ils la morcellent en corps » (p. 206). Mais alors quelle idée pouvons-nous nous faire de l'intelligence des abeilles si nous admettons que ces insectes ne savent peut-être pas reconnaître la discontinuité des corps ?

En réalité, quand nous parlons de l'intelligence des animaux, nous procédons toujours par images, en nous demandant ce que nous aurions fait dans les mêmes circonstances qu'eux. D'images en images, nous pouvons aboutir, comme M. Bergson, à supposer un effort vers l'intelligence qui se manifesterait chez les animaux ; mais nous ne pouvons constater cet effort dans aucun phénomène. Quand nous employons ces manières de parler, ou bien nous fondons l'évolution sur du divin (comme cela est trop fréquent chez M. Bergson), ou bien nous transportons dans la biologie l'histoire économique.

La même difficulté se présente à propos de l'instinct, dont nous parlons toujours comme s'il s'agissait de travaux faits par un ouvrier ayant acquis une virtuosité extraordinaire à la suite de l'apprentissage (1); seulement nous admettons que cette virtuosité a été concédée d'une manière innée à l'animal. M. Bergson observe que l'instrument artificiel se présente à l'origine comme bien inférieur à l'instrument organisé dont se sert l'instinct ; il est imparfait, il a été obtenu avec effort, il est manié avec peine ; mais il prépare des progrès futurs. « Il réagit sur la nature de l'être qui l'a fabriqué,

1. — C'est ainsi que, pour Wundt, les actions instinctives ont été d'abord voulues et se sont fixées par l'habitude (*Psychologie physiologique*, trad. franç., tome II, pp. 471-472). Il est remarquable que Rousseau, dans une note de l'*Emile*, ait protesté contre cette théorie qui avait été déjà émise de son temps.

car, en l'appelant à exercer une nouvelle fonction, il lui confère, pour ainsi dire, une organisation plus riche, un organe artificiel qui prolonge l'organisme naturel. Pour chaque besoin qu'il satisfait, il crée un besoin nouveau, et ainsi, au lieu de fermer, comme l'instinct, le cercle d'action où l'animal va se mouvoir automatiquement, il ouvre à cette activité un champ indéfini où il la pousse de plus en plus loin et la fait de plus en plus libre. Mais cet avantage de l'intelligence sur l'instinct n'apparaît que tard et lorsque l'intelligence, ayant porté la fabrication à son degré supérieur de puissance, fabrique déjà des machines à fabriquer » (p. 153).

Si, au lieu de considérer les animaux, nous considérons l'homme aux divers âges de son industrie, nous trouvons que ce tableau prend alors toute sa valeur. Lorsque le travailleur ne possédait encore que des machines fort imparfaites, il obtenait cependant parfois des objets très délicats, grâce à l'extraordinaire virtuosité de ses membres dont les mouvements pouvaient acquérir plus de précision que ceux des anciens mécanismes ; c'est alors que l'instrument artificiel était inférieur à l'instrument organisé, l'intelligence à l'instinct. Alors on pouvait dire aussi qu'il n'y avait pas d'instinct sans une frange d'intelligence et que les siècles tendaient au développement de l'intelligence. C'est dans cette histoire économique que se vérifie bien cette croissance constante des besoins que signale M. Bergson, qui est parallèle au perfectionnement de l'outillage et qui est liée si fortement au progrès intellectuel qu'on a pu la regarder comme le mètre de celui-ci (1). C'est durant l'ère capitaliste, comme le signale M. Bergson, que la supériorité de la machine sur les virtuosités apparaît enfin clairement. Nous avons donc tout intérêt à ne pas nous laisser entraîner du côté de la biologie, pour demeurer sur le terrain économique, qui nous fournit les faits sous leur forme directe, au lieu qu'ailleurs nous ne trouvons plus que des images.

Il ne me semble pas que Marx ait cherché à tirer des conséquences philosophiques étendues de son principe historico-technologique ; on pourrait citer quelques fragments sur Feuerbach pour

1. — Proudhon a éloquemment décrit l'agrandissement des besoins au chapitre 2 du livre IV de *La Guerre et la Paix :* « L'ouvrier civilisé, celui qui a reçu le premier rayon du Verbe illuminateur, a besoin de varier sa nourriture... Son corps, non moins vigoureux [que celui du sauvage], mais formé d'un sang plus pur, expression de la culture qu'il a reçue, exige des soins dont se passe la sauvagerie. » A ses yeux, tout ce phénomène serait déterminé par la « culture donnée à l'esprit ».

soutenir qu'il y avait peut-être songé (1) ; mais il n'a rien laissé d'achevé sur ce point. On peut rechercher les relations du travail et de l'intelligence de plusieurs manières distinctes : en s'occupant soit des objets produits, soit des processus du travail, soit des machines qui fabriquent. M. Bergson se place généralement aux deux premiers points de vue ; en 1894, j'avais essayé de me placer au troisième ; à cette époque, je m'essayais dans ce genre de recherches et j'étais fort ignorant ; mes thèses sont viciées par une erreur fondamentale : je croyais alors que la science s'applique parfaitement à la nature. Il faudrait corriger presque toutes mes formules, et l'enseignement de M. Bergson rendrait aujourd'hui beaucoup plus aisé le travail que j'ai tenté il y a treize ans. Je crois cependant qu'il ne sera pas inutile de reproduire quelques-unes de mes anciennes propositions pour montrer quel parti on pourrait tirer de la mécanique :

« La science est sociale ; elle est dans le milieu économique » (*Ere nouvelle*, mai 1894, p. 67). — Chacun de nous s'imagine à tort être le juge individuel (2) de la science (p. 71). — S'il existe quelque chose de social par excellence dans l'activité humaine, c'est la machine ; elle est plus sociale que le langage lui-même (p. 73). — Les machines sont des appareils mettant la nature en expérience (p. 74). — Le monde industriel est un immense cabinet de physique... La machine est une représentation raisonnée des puissances matérielles, puisqu'elle force ces énergies à s'exercer suivant des mouvements déterminés, dont la connaissance emporte celle des lois causales, mises ainsi en expérience dans chaque atelier (p. 75). — Les inventeurs parlent un langage personnel en quelque sorte, que nous ne comprenons point... ; ils répondent (aux objections) en montrant un modèle et le faisant marcher (p. 76). — Inventer un mécanisme, c'est découvrir un théorème que l'on représente au moyen de grandeurs sensibles... En général, il est très essentiel de conserver un trait d'union entre les formules scientifiques abstraites et le milieu industriel qui leur a donné naissance (p. 77). — Il y a

---

1. — Engels, *Religion, Philosophie, Socialisme*, p. 294 (Cf. pp. 178-180).

2. — M. Bergson signale « la confiance exagérée de la philosophie dans les forces de l'esprit individuel. Qu'elle soit dogmatique ou critique, qu'elle consente à la relativité de notre connaissance ou qu'elle prétende s'installer dans l'absolu, une philosophie est généralement l'œuvre d'un philosophe, une vision unique et globale du tout. Elle est à prendre ou à laisser » (p. 208). On a de notre temps beaucoup trop appliqué de vues de ce genre à la science, que l'on a rendue subjective pour l'amusement de quelques savants.

dans les sciences physico-chimiques des choses douteuses ; ce sont celles qui n'ont pas pénétré dans la vie industrielle (p. 79). — La certitude a des degrés. La pleine et entière certitude existe lorsque la science est tirée du processus machinal parfait, c'est-à-dire automatique... A l'opposé se trouvent les observations faites sur les médiums ; celles-ci sont en dehors du milieu économique, n'y peuvent pas entrer et ne comportent que des processus complètement dépourvus d'automatisme machinal... Dans le premier cas, tout se mesure et l'on sait ce que la science moderne appelle mesurer : c'est introduire un mécanisme dans le processus, mécanisme d'autant plus parfait que le rôle de l'homme est réduit au minimum, exactement comme dans la machino-facture (1). Dans le second, on observe ; c'est-à-dire que tout dépend de l'habileté ou des dispositions d'une personne » (p. 81).

Depuis ce temps, M. H. Poincaré a hautement proclamé le grand rôle qui appartient à l'industrie pour donner de la certitude à la science. « Si je me félicite du développement industriel, ce n'est pas seulement parce qu'il fournit un argument facile aux avocats de la science ; c'est surtout parce qu'il donne au savant la foi en lui-même et aussi parce qu'il lui offre un champ d'expérience immense où il se heurte à des forces trop colossales pour qu'il y ait moyen de donner un coup de pouce. Sans ce lest, qui sait s'il ne quitterait pas la terre, séduit par le mirage de quelque scolastique nouvelle, ou s'il ne désespérerait pas en croyant qu'il n'a fait qu'un rêve (2) ? » Il me semble qu'en reprenant la voie que j'avais suivie, il y aurait bien autre chose à dire que cela.

Dans le même article j'essayais de montrer, très imparfaitement d'ailleurs, que la démonstration n'est pas là où la placent les logiciens : « Ce qu'il y a d'essentiel dans la démonstration géométrique, c'est l'introduction de la figure dans une combinaison ; le théorème est l'expression de la relation entre la figure donnée et le mécanisme auxiliaire (*Ere nouvelle*, juin 1894, p. 182). — Les formules mathématiques sont un accessoire, elles dépendent du mécanisme ; mais l'étude de celui-ci peut être faite sans elles » (p. 186).

VI

M. Bergson ne tient peut-être pas assez compte de l'énorme différence qui existe entre l'outillage des anciens et celui des modernes,

---

1. — Fabrication par machine, en opposition à la manufacture, fabrication à la main.

2. — Cf. H. Poincaré, *La valeur de la science*, pp. 220-221.

ce qui le conduit à trouver « le finalisme radical tout près du mécanisme radical sur la plupart des points » (p. 48) ; et cependant la première doctrine perd tous les jours du terrain au profit de la seconde. Dans l'industrie nous avons le mécanisme, puisque « nous recomposons indéfiniment le même tout avec les mêmes éléments (et) nous répétons les mêmes mouvements pour obtenir le même résultat » ; — nous y trouvons aussi la finalité puisque l'ouvrier « travaille sur un modèle donné d'avance » (p. 178 ; Cf. pp. 48-49).

La philosophie finaliste était la plus naturelle à une époque où les objets les plus compliqués étaient fabriqués par des esclaves ou par des ouvriers sans intelligence, soumis au régime du travail parcellaire ; l'ingéniosité du dessinateur et l'habileté du monteur paraissaient incomparables à côté de la grossièreté des travailleurs. Maintenant nous admirons surtout la perfection avec laquelle fonctionne la machine-outil et nous sommes ainsi conduits à nous figurer « la nature comme une immense machine régie par des lois mathématiques » (p. 48). Ainsi le mécanisme l'emporte chaque jour davantage.

Pour fonder sa théorie de l'intelligence sur le travail, M. Bergson restreint l'industrie aux ateliers de travail des corps durs (métaux, bois ou pierre) ; il obtient ainsi les lois qui nous intéressent le plus parce qu'elles se trouvent avoir dominé l'intelligence grecque ; mais elles ne sont peut-être pas applicables à tous les peuples ; il est clair, par exemple, que les tisserands ne raisonnent pas tout à fait comme les sculpteurs et les architectes ; or les Asiatiques ont surtout excellé dans l'art des étoffes. La rigueur de l'esprit géométrique manque bien davantage encore aux peuples qui furent émerveillés par les premiers arts chimiques ; ces arts fournirent une base naturelle à la magie, comme le travail des pierres fournit une base à la géométrie ; avec la magie la *fluidité* triomphe, comme avec la géométrie la *solidité* (1). Depuis quelques années les théories magiques sont importées en France avec grand fracas et on prétend expliquer toutes les formes fondamentales de l'esprit humain par la magie ; il est peut-être regrettable que M. Bergson n'ait pas jugé utile de modérer un peu l'ardeur de nos magiciens (2).

---

1. — Je suis frappé de ce que dans le *Timée*, où Platon a résumé de très anciennes doctrines, la métallurgie soit laissée de côté ; l'or et l'airain sont donnés avec leurs formes achevées et l'auteur ne s'occupe même pas de l'argent et du plomb, bien que les mines de Laurium fussent un élément important de la richesse d'Athènes.

2. — On paraît être plus prudent en Allemagne qu'en France et on a de grands doutes sur la possibilité d'appliquer à la Grèce des observations faites sur les magies orientales (Rivaud, *Le problème du devenir et la notion de la matière dans la philosophie grecque*, pp. 62-64).

Voici maintenant les thèses que propose M. Bergson : « La fabrication s'exerce sur la matière brute... De la matière brute, elle ne retient guère que le solide, le reste se dérobant par sa fluidité même... Notre intelligence, telle qu'elle sort des mains de la nature (1), a pour objet principal le solide inorganisé » (pp. 166-167.) — Pour fabriquer, il faut considérer le produit comme une *unité*, provisoirement définitive : « Ainsi la discontinuité est pensable en elle-même, nous nous la représentons par un acte positif de notre esprit, tandis que la représentation intellectuelle de la continuité est plutôt négative, n'étant que le *refus* de notre esprit, devant n'importe quel système de décomposition donné, de le tenir pour le seul possible. L'intelligence ne se représente clairement que le discontinu » (2) (p. 167).— « Ce qu'il y a de mouvant dans l'action ne nous intéresse que dans la mesure où le tout en pourrait être avancé, retardé ou empêché par tel ou tel incident survenu en route (3)... Notre intelligence ne se représente clairement que l'immobilité » (pp. 168-169). — Contrairement à l'idée de Platon qui donnait pour tâche au dialecticien de découper les choses suivant les articulations naturelles, nous travaillons librement sur la matière. « L'intelligence est caractérisée par la puissance indéfinie de décomposer suivant n'importe quelle loi et de recomposer suivant n'importe quel système » ; c'est ce qui nous donne la possibilité d'avoir une notion de l'espace géométrique (4), indéfini et indéfiniment divisible (pp. 169-170).

Entre l'instinct et l'intelligence, M. Bergson établit une différence qui aurait gagné à être rapportée au travail. Si l'on recherche « ce qu'ils renferment de *connaissance innée*, on trouve que cette con-

---

1. — Il me semble résulter de là que, pour M. Bergson, la magie, avec sa fluidité, n'est pas primitive ; je crois que cela est extrêmement vraisemblable.

2. — Le temps se conçoit, au contraire, comme un écoulement réglé et ininterrompu ; aussi quand on a réintroduit la continuité dans les mathématiques avec le calcul différentiel, a-t-on été amené à rapporter toutes choses au temps. Les difficultés que présente ce calcul pour les débutants, disparaissent lorsqu'on fait explicitement appel au temps. (Sur le rôle du temps dans la science moderne, Cf. pp. 361-363).

3. — L'esprit considère les divers moments où s'arrête le travail, soit parce qu'on change d'outil, soit parce qu'on fait appel à un nouveau spécialiste.

4. — L'animal n'a probablement aucune idée de l'espace géométrique, suivant M. Bergson : il est difficile de comprendre une telle impuissance dans une philosophie évolutionniste, tandis qu'elle est très claire quand on rapporte tout au travail, l'animal ne fabriquant pas.

naissance innée porte dans le premier cas sur des *choses*, dans le second sur des *rapports* ». Il établit cette proposition au moyen de considérations relatives au langage de l'enfant : « La relation de l'attribut au sujet est saisie par lui naturellement. Et l'on en dirait autant de la relation générale que le verbe exprime, relation si immédiatement conçue par l'esprit que le langage peut la sous-entendre, comme il arrive dans les langues rudimentaires qui n'ont pas de verbe. L'esprit fait donc naturellement usage des rapports d'équivalent à équivalent, de contenu à contenant, de cause à effet, etc., qu'implique toute phrase où il y a un sujet, un attribut, un verbe exprimé ou sous-entendu » (pp. 160-161). Il me semble que ces trois relations sont fournies par l'usage des instruments.

M. Bergson a appelé, lui-même, l'attention sur ce fait que la notion de causalité provient de ce que « nous naissons artisans » (p. 48) ; et il observe que « l'intelligence, même sous sa forme la plus humble, aspire à faire que de la matière agisse sur de la matière » (p. 206) ; il rattache ainsi le mouvement vers l'idée de causalité au mouvement vers la relation d'outil à objet en transformation. Le rapport de contenant à contenu est donné dans tout travail qui utilise des vases. Celui d'équivalent à équivalent résulte de ce que l'homme a découvert rapidement qu'il y a un grand nombre de matières susceptibles de se substituer les unes aux autres pour satisfaire à peu près les mêmes besoins.

Je ne voudrais pas trop m'aventurer au milieu des problèmes relatifs au langage, d'autant plus qu'il ne semble point que les spécialistes soient parfaitement d'accord ; mais il me faut bien essayer de montrer comment il a pu dépendre, à l'origine, du travail, car M. Bergson attache au langage une importance décisive dans le progrès de l'intelligence : « On sait, dit-il, quels vastes territoires le langage occupe dans le cerveau humain. Les mécanismes cérébraux, qui correspondent aux mots, ont ceci de particulier qu'ils peuvent être mis aux prises avec d'autres mécanismes, ceux par exemple qui correspondent aux choses mêmes, ou encore aux prises les uns avec les autres ; pendant ce temps, la conscience, qui eût été entraînée et noyée dans l'accomplissement de l'acte (1), se ressaisit et se libère » (p. 199).

Les philologues sont étonnés de constater que la très ancienne poésie grecque ajoute normalement au substantif une épithète ba-

1. — Dans l'instinct, « la représentation est bouchée par l'action » et aucune conscience ne peut déborder (p. 156).

nale qui semble destinée à le compléter, comme s'il était, par lui-même, peu intelligible (l'air léger, lumineux, le feu brillant, la terre noire, etc.). Ils remarquent aussi que ces épithètes sont très souvent usuelles (1). Il me semble que l'emploi de ces épithètes banales se rattache à un effort tenté pour perfectionner la langue à une époque où le travail aurait pris une place prépondérante dans la pensée grecque ; elles désignent l'aspect des choses que nous avons à utiliser et c'est en effet le plus souvent par l'aspect que nous jugeons l'usage auquel les matières sont aptes (2). Une langue de producteurs se serait ajoutée à la langue primitive.

Si le verbe manque souvent dans les langues rudimentaires, c'est que chez les peuples primitifs, en joignant le nom de l'instrument à celui de la matière dans une expression (qui fut probablement beaucoup plus agglomérée que ne sont nos phrases modernes) en donnait une idée très suffisante de l'opération. Mais l'adjonction du verbe fut un grand progrès, en distinguant mieux les travaux : un outil peut servir à plusieurs besognes et des matières désignées par les mêmes épithètes peuvent ne pas être équivalentes ; le verbe définit l'activité du travailleur. Le verbe est, en quelque sorte, l'élément psychologique dans la phrase ; mais l'artisan n'était que très peu de chose à côté de son outil, qui a coûté souvent des années de travail ; le verbe ne fut pas destiné à mettre en relief la volonté de l'homme, mais à *accentuer* l'outil, à préciser le sens de son opération.

On introduisit ainsi un élément authropomorphique dans la langue ; l'accentuation psychologique donnée au nom de l'outil, conféra à celui-ci une aptitude à la volonté et il fut préparé à devenir un personnage ; c'est ainsi que l'anivisme ne me semble être nullement primitif, comme le disent les savants modernes, mais qu'il me paraît avoir une base économique. Il fallut cependant pour que le nouveau stade se produisît, avec tous les effets que nous connais-

---

1. — Rivaud, *op. cit.*, pp. 52-54.

2. — D'après M. Rivaud, le monde grec, étant dominé par le visuel, aurait mal connu l'idée de solidité ; cette thèse n'est vraie que pour certaines idées qui se rattachent à la magie. Aujourd'hui encore, la vue joue un rôle capital dans nos appréciations sur la résistance des matières : un élément d'architecture peint en blanc est jugé fragile ; la couleur verte évoque l'analogie d'un végétal dont la force viendra à bout de déplacer de lourds fardeaux (au palais du génie civil, en 1900, on fit un emploi remarqué de cette analogie) ; le rouge donne une raideur extraordinaire (c'est pourquoi les Grecs ont parfois peint en rouge les architraves et les gothiques, employé le rouge brun pour accroître l'apparente solidité de meneaux dans de grandes fenêtres).

sons, que les hommes fussent habitués à subir l'autorité de maîtres difficilement accessibles ; quand ils connurent l'autorité redoutable de rois dissimulés dans des palais, ils logèrent des esprits dans des pierres sacrées, qui avaient été primitivement des armes ou des outils tombés du ciel (1).

La mobilité des signes du langage, sur laquelle M. Bergson insiste avec tant de raison et de force (2), ne me semble pas suffisamment élucidée par les observations faites sur les enfants : « N'importe quoi peut désigner n'importe quoi, tel est le principe du langage enfantin » (p. 172). L'artisan très archaïque se servait d'un même outil pour plusieurs besognes ; il y avait là un premier germe de mobilité ; — l'expérience conduisit à varier les formes pour mieux réussir et on conserva le nom primitif à ces variétés, dont les applications devenaient de jour en jour plus éloignées les unes des autres ; — enfin les voyages apprirent que les différents peuples emploient des outillages très divers pour obtenir parfois des résultats peu différents de celui qu'on réalise chez soi ; les marchands s'attachant plus à l'objet fabriqué qu'au procédé, désignèrent les instruments exotiques en raison d'analogies tirés des usages nationaux (3); de là une plus grande mobilité encore, qui conduisit à de grandes conséquences.

Si un homme meurt, le sauvage n'imagine pas d'autres causes que celles qu'il rencontre dans sa vie journalière ; l'homme a été tué au moyen d'une arme. S'il est arrivé à ce degré de culture qui lui permet de parler d'intervention divine, il assimile celle-ci à une arme ; s'il est dominé par la magie, c'est la malédiction d'un sorcier qui a été l'arme ; de là sortent très grand nombre de figures de langage, provenant de ce que l'instrument est toujours nommé suivant des analogies de la chasse : la malédiction frappe, rebondit, etc., comme

---

1. — Les pierres sacrées d'Orient étaient des aérolithes ou des haches préhistoriques que l'on regardait comme étant aussi des « pierres de foudre ». Les formes que l'on regarde généralement comme phalliques (et qui ont pu l'être à une époque avancée) furent d'abord des imitations de haches ; les bornes en pierre noire sur lesquelles les Chaldéens inscrivaient les titres de propriété, dérivent évidemment des haches.

2. — « Les sociétés d'insectes ont, sans doute, un langage... Si les fourmis ont un langage, les signes qui composent ce langage, doivent être en nombre bien déterminé et chacun d'eux rester invariablement attaché à un certain objet ou à une certaine opération. Le signe est adhérent à la chose signifiée » (p. 171).

3. — De la même manière, les voyageurs grecs désignèrent les dieux orientaux par des noms de dieux grecs ; les causes qui produisaient les mêmes effets devaient avoir les mêmes noms.

une arme de jet. Pour que ces images puissent se développer, il a fallu que le pouvoir politique du chef fût déjà devenu redoutable ; mais des conditions technologiques sont à la base de tout ce langage figuré.

C'est en rattachant le langage à la fabrication des objets durs que M. Bergson explique pourquoi nous recherchons des termes clairs et distincts : « L'intelligence, même quand elle n'opère plus sur la matière brute, suit des habitudes qu'elle a contractées dans cette opération ; elle applique des formes qui sont celles mêmes de la matière inorganisée. Elle est faite pour ce genre de travail. Seul ce genre de travail la satisfait pleinement » (p. 174). Toute notre logique classique est fondée sur ces analogies.

« Les concepts sont extérieurs les uns aux autres, ainsi que des objets dans l'espace. Et ils ont la même stabilité que les objets sur le modèle desquels ils ont été créés. Ils constituent, réunis, un monde intelligible qui ressemble par ses caractères essentiels au monde des solides... Notre logique est l'ensemble des règles qu'il faut suivre dans la manipulation des symboles. Comme ces symboles dérivent de la considération des solides, comme les règles de la composition de ces symboles entre eux ne font que traduire les rapports les plus généraux entre solides (1), notre logique triomphe dans la science qui prend la solidité des corps pour objet, c'est-à-dire dans la géométrie. *Logique et géométrie s'engendrent réciproquement* » (p. 174).

VII

Je crois qu'il serait bon d'illustrer ces thèses, en montrant que la géométrie du peuple le plus logicien qui ait jamais existé dépend de la fabrication des solides ; j'ignore si les érudits ont fait des recherches sur ce sujet, que j'ai essayé d'aborder dans l'article déjà cité de l'*Ere nouvelle* : on ne saurait trouver un meilleur exemple que celui de la Grèce pour montrer que « nous ne sommes géomètres que parce que nous sommes artisans », comme le dit M. Bergson (p. 48).

Quand on cherche à définir l'art dans lequel les Grecs ont excellé, on hésite souvent entre la sculpture et l'architecture ; c'est qu'ils ont traité ces deux arts d'une manière tellement spéciale que leurs

1. — Dans les lettres d'Euler à une princesse d'Allemagne, les syllogismes sont figurés au moyen de cercles, dont les diverses positions correspondent aux règles données dans les traités classiques de logique.

sculptures semblent conçues par des architectes, et leurs architectures réalisées par des sculpteurs.

Taine a beaucoup insisté sur ce fait que la statue grecque n'a point la prétention de nous faire comprendre l'existence d'un puissant travail cérébral qui se fait dans une tête exceptionnelle ; « une statue est un grand morceau de marbre ou de bronze » dans lequel l'homme est taillé comme un bel animal ; « d'ordinaire, son attitude est tranquille ; il ne fait rien, il ne dit rien ... ; il est au repos, détendu, sans fatigue ... ; l'idée qui l'occupe est si indéterminée qu'aujourd'hui encore, après dix hypothèses, on ne peut pas dire exactement ce que faisait la Vénus de Milo (1). » Ce que Taine n'a pas vu, c'est que nous avons là une conception d'architectes, et que c'est à cette paradoxale condition que tient un phénomène qu'il ne peut expliquer convenablement : l'absence d'impudeur dans la nudité (2). On a beau dire, le nu n'a jamais été chaste que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles ; dans l'art de la Renaissance, il ne l'est pas du tout ; on eût beaucoup étonné le Titien en lui disant que ses femmes nues n'étaient pas propres à exciter les désirs érotiques.

Nul ne songe à comparer les temples grecs aux édifices que nous élevons aujourd'hui ; Taine les appelle des reliquaires destinés à recevoir l'effigie du Dieu (3) ; Viollet-le-Duc dit que ce sont des meubles charmants (3) ; de plus, ils sont mêlés à des colonnes pour former de grands ensembles décoratifs sur les rochers qui dominent les côtes et où se pressent tous les souvenirs glorieux de la patrie (5). On peut donc dire qu'ils appartiennent au moins autant à l'art des tailleurs d'images qu'à celui des constructeurs d'édifices (6).

Les temples grecs présentent un caractère très singulier dont les savants ne paraissent pas avoir bien compris l'importance. Il nous semble raisonnable que, dans les grands comme dans les petits monuments, certaines parties soient à peu près égales (comme les hauteurs des portes et celles des marches d'un escalier) parce que

---

1. — Taine. *Philosophie de l'art,* tome II, pp. 185-188 et pp. 191-193.

2. — « La pudeur n'est pas encore devenue pruderie... Il ne s'est point encore fait, dans l'homme, de divorce entre l'animal et l'esprit.» Taine, *loc. cit.,* pp. 190-191.

3. — Taine, *loc. cit.*, p. 151.

4. — Viollet-le-Duc, *Dictionnaire d'architecture*, tome VII, p. 538.

5. — Taine, *loc. cit.*, p. 249. M. Choisy a donné une excellente description des effets pittoresques que produisent ces mélanges à Athènes (*Histoire de l'architecture*, tome I, pp. 409-419).

6. — Viollet-le-Duc observe que le système des proportions grecques porte tout entier sur l'extérieur, *loc. cit.*, p. 597.

c'est toujours pour les mêmes hommes que ces choses sont faites. Chez les Grecs, on a respecté l'échelle humaine aux temps archaïques; plus tard on a tout soumis à une règle de proportions, si bien que les gradins devinrent trop hauts pour être franchis (1). Les portiques qui entouraient les temples durent servir primitivement à protéger les citoyens contre le soleil, mais plus tard ils ne donnèrent plus d'abri efficace. On a même supposé que les artistes combinaient leurs plans de manière à ce que le public ne fût pas tenté de venir près du temple (2). Mais alors, pour qui étaient faites ces œuvres luxueuses? Pour des êtres surhumains dont les colonnes nous donnent l'échelle. Quand on admet cette solution si simple, on comprend pourquoi, au Parthénon, les sculpteurs se sont donné la peine d'orner le dessous de la corniche de rinceaux si déliés que l'œil du spectateur a peine à en discerner le dessin (3); c'est que ces ornements ne sont pas faits pour les hommes, mais pour des promeneurs gigantesques.

Les savants modernes ont tort de traiter de théorie puérile la tradition que Vitruve nous a transmise sur les significations des colonnes grecques : les doriques seraient des hommes et les ioniques des femmes; les cannelures seraient les plis des robes (4). Il me semble que cette tradition explique bien des choses (5) et surtout qu'elle est nécessaire pour nous faire comprendre l'allure toujours si vivante des ordres grecs, allure qu'on ne retrouve nulle part dans les supports des autres architectures. Je suppose qu'à l'origine il devait exister, aux portes des palais, des statues grossières servant à porter un auvent et à éloigner les mauvais esprits; le trésor des Cnidiens à Delphes nous montre une disposition de ce genre; l'invention des architectes fut de créer un support qui était beaucoup plus facile à manier que les cariatides des temps barbares et qui possédait leur élément de vie. A cause de cette origine, les

---

1. — Choisy, *loc. cit.*, p. 311 et p. 401.

2. — Choisy, *loc. cit.*, pp. 428-429.

3. — Choisy, *loc. cit.*, p. 297.

4. — Choisy, *loc. cit.*, p. 336.

5. — On s'explique ainsi les coussins qui forment la base ionique et l'absence de base dans l'ordre dorique. La colonne ionique porte, sous le chapiteau, une astragale qui figure l'ourlet de la robe et, en bas, un congé et un filet qui montrent que la robe est traînante. A cause de ces ornements, il fallait démaigrir les tambours extrêmes; il eût été plus naturel de les comprendre dans les assises du chapiteau et de la base, mais la tradition s'y opposait. Cf. Viollet-le-Duc, *Dictionnaire*, tome II, p. 125.

Grecs n'admirent jamais que des pilastres pussent recevoir des bases et des chapiteaux copiés sur ceux des colonnes. Celles-ci forment la garde du Dieu et c'est à leur échelle que tout doit être établi ; comme les corps humains, elles ne peuvent être conçues sans une certaine idée de proportions (1).

A cause même de leur symbolisme, les colonnes devaient être traitées autrement que ne l'étaient les piliers égyptiens ; on devait tout mettre en œuvre pour leur donner l'aspect d'un corps ; aussi les lits séparant les tambours durent-ils être taillés avec une perfection extraordinaire, de manière à dissimuler la discontinuité ; on a même supposé qu'au Parthénon les tambours furent rodés l'un contre l'autre (2). Le dallage sur lequel étaient appelés à circuler les êtres fantastiques pour lesquels le temple était construit, dut être traité comme un tapis de haut luxe. Une inscription de Livadia nous apprend qu'on vérifiait l'exactitude de la taille des pierres avec les mêmes précautions minutieuses qu'on adopte dans les ateliers modernes de constructions mécaniques (3).

De là résultait la nécessité impérieuse d'établir tout le temple avec un soin méticuleux qui, non seulement le distingue des monuments égyptiens (4), mais encore des constructions civiles de la Grèce. C'est ainsi que les pierres d'une même assise ont partout la même hauteur, contrairement à ce qu'on trouve souvent dans les ouvrages de fortification (5). A l'arsenal du Pirée, qui est cependant un monument remarquable, on a admis, pour la porte, l'emploi de marbres de couleurs différentes; aucun architecte moderne n'oserait probablement s'accorder une pareille licence, qui a paru naturelle aux Athéniens (6) ; mais, dans un temple, on n'aurait point sacrifié ainsi aux commodités et à l'économie du travail.

Ce sont ces œuvres de très haute précision qui ont engendré la géométrie grecque. Les définitions de la ligne droite et du plan, qui

---

1. — On s'est demandé souvent pourquoi il n'a jamais été établi d'ordres pour les arcades sur piédroits ; c'est qu'il n'y a rien de moins vivant que ces dispositifs.

2. — Dans les pays où l'on employait un calcaire poreux, on posait sur les colonnes un enduit couleur de pierre, mais jamais de peintures. (Choisy, *loc. cit.*, p. 294 et 297).

3. — Choisy, *loc. cit.*, p. 272.

4. — Chez les Egyptiens, les assises sont rarement horizontales, parce qu'elles sont réglées avec un cordeau qui prend toujours une flèche. (Choisy, *loc. cit.*, p. 20 et p. 29.)

5. — Choisy, *loc, cit.*, p. 269.

6. — Choisy, *Etudes épigraphiques sur l'architecture grecque*, p. 25.

gênent tant les traducteurs d'Euclide ne font que reproduire (assez maladroitement d'ailleurs, comme on doit s'y attendre dans une compilation tardive) les règles de l'ajustage que nous fait connaître l'inscription de Livadia : il faut que la règle étalon couverte d'huile rouge porte partout également (1). Ce petit recueil de définitions n'est pas d'ailleurs d'Euclide ; il y a, entre la langue des définitions et celle des *Eléments*, une différence remarquable : tandis que le cercle est défini, à la manière moderne, comme un espace enfermé dans une circonférence, Euclide considère la circonférence comme l'enveloppe du cercle ; là où nous parlons de décrire une circonférence, il décrit un cercle ; il semble même qu'il suppose employé dans ce but un panneau emprunté à l'usage des appareilleurs, car il ne parle point comme nous de rayon ni de diamètre à cette occasion. Il résulte de là quelque chose de curieux : il nous paraît aujourd'hui plus naturel de raisonner sur la longueur de la circonférence avant de raisonner sur la surface du cercle. Pour Euclide, il en est tout autrement ; il compare deux cercles comme les carrés des diamètres (2), mais il ne sait point comparer deux circonférences. Pour l'appareilleur qui dresse les bases des tambours d'une colonne, la surface des cercles est quelque chose de parfaitement clair ; en superposant deux cercles inégaux, il *voit* leur différence, mais il ne peut voir la différence de deux circonférences.

Dans les géométries modernes, on commence par démontrer que l'on peut élever, sur une droite, une perpendiculaire, et une seule en un point donné. Euclide n'avait aucune idée d'une pareille démonstration ; rien ne lui paraissait plus évident qu'une telle propriété, qui est réalisée par l'appareillage de matériaux rigoureusement rectangulaires.

La théorie des parallèles qui nous a été transmise dans les *Eléments* provient d'une correction tardive ; il y est question de droites prolongées à l'infini ; cette formule n'avait aucun sens pour Euclide, qui parle de droites prolongées d'une manière continue. En se reportant à la vingt-huitième proposition des *Données*, on voit que le principe était probablement, pour lui : deux parallèles à une

---

1. — Cette inscription montre à quel point on tenait à la rigueur de telles vérification de l'ajustage ; une amende est prévue pour l'entrepreneur qui emploierait de l'huile non épurée et d'autre rouge que celui de Sinope. (Choisy, *op. cit.*, p. 197).

2. — Le fait qu'Euclide compare des diamètres et non des rayons se rattache encore aux origines *artisanes* de la géométrie,

même droite sont parallèles entre elles et, par un point pris sur une droite, on ne peut lui mener une parallèle. Ce sont des choses parfaitement évidentes pour celui qui est familier avec l'appareillage des murs des temples grecs (1).

(A suivre). GEORGES SOREL.

---

1. — Ce sont aussi des choses évidentes pour ceux qui pratiquent les nouvelles méthodes d'enseignement de la géométrie, et qui définissent les parallèles par la translation d'une équerre.

LES SYNDICATS OUVRIERS

Le Syndicalisme en Suisse [1]

La Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande

(Fin)

UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Epilogue. — Si nous cherchons à nous faire une représentation de l'ensemble du mouvement, on sera frappé de la rapidité avec laquelle les événements se déroulèrent. Le 15 mars, injure à un ouvrier d'Orbe et grève de solidarité des chocolatiers, s'étendant de suite aux deux autres succursales de Vevey et Bussigny. Le 25 au matin, bagarre chez Peter-Kohler, et grève générale à Vevey. L'après-midi, fusillade derrière l'usine Nestlé. Le 26, comme mesure de sûreté, l'Etat de Vaud expulse l'orateur anarchiste Sébastien Faure pour une conférence sur « La Faillite du Christianisme » ou pour une conférence qu'il allait faire sur « le mouvement ouvrier ». Puis, le 27 mars, grève générale à Montreux et à Lausanne. Affolement des sphères dirigeantes qui lèvent les bataillons 1, 4, 7, 8, 9, 103, plus un bataillon de carabiniers et un bataillon de recrues, plus deux escadrons de cavalerie, plus un peloton de landsturm armé. Etat de siège proclamé à Orbe, Vevey, Montreux, Lausanne. Le 28 enfin, grève généralisée à Genève et préparation aux manifestations de sympathie dans d'autres villes suisses, à Renens, Moudon, Aigle, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Berne, Bienne, Zurich, Bâle.

C'en était trop. La bourgeoisie était sortie de ses gonds. Elle sentait, malgré son armée, toute son impuissance à faire fléchir la volonté des ouvriers, et combien cet arrêt concerté du travail lui était préjudiciable. Les capitalistes exigent absolument que le prolétariat produise sans accroc. Ils ne peuvent admettre qu'on ne

---

1. — Voir les nos 188, 189, 190, 191 et 192 du *Mouvement Socialiste*.

travaille pas pour eux. Ils comprennent par-dessus tout, intuitivement peut-être, que si les ouvriers prennent conscience de cette force formidable qu'ils possèdent, en étant les éléments de la production, ceux-ci pourraient bien vouloir ne plus travailler que pour eux-mêmes. Or, la grève générale, plus que tout autre forme de lutte, est propre à habituer les travailleurs à cette notion qu'ils sont tout, qu'ils ont droit à tout, qu'ils pourront quand ils voudront reprendre tout. Telle est, en effet, la puissance de l'action, qu'elle crée en vous des gestes qui deviennent familiers, qu'ils ne vous demandent bientôt que peu d'efforts, qu'ils vous apparaissent comme tout naturels, qu'ils font partie de vous. La classe ouvrière, s'habituant ainsi à la révolte, s'habituant à se passer de maîtres et de parasites, s'habituant à envisager la société comme ne fonctionnant que par son labeur à elle, mais c'est la fin de la société bourgeoise qui se prépare.

Il est de fait qu'on n'agit pas, généralement, par les idées. Dans les actes communs de l'existence, on agit, dans un sens ou dans l'autre, parce qu'on a été *habitué* durant des années à tels ou tels usages, coutumes, mœurs, dans la famille, à l'école, dans la rue, au bureau, à l'atelier, au syndicat. Le professeur Lesshaft, de Saint-Pétersbourg, un homme moult perspicace, disait déjà très bien que « *ce sont les actes et non les paroles des personnes qui entourent un enfant qui comptent le plus* ». Cela est profondément vrai, et en pédagogie on commence à y penser. Celà signifie que la propagande théorique, idéologique, a excessivement peu d'importance, car elle ne change pas les habitudes de vie. Au contraire, l'action directe, l'action dans les grèves, dans les grèves générales surtout, donne des habitudes révolutionnaires. Et certes, c'est ce qu'il importe le plus. Un autre professeur, d'ailleurs, M. Rist, de Montpellier, semble l'avoir bien compris. « C'est dans les grèves, dit-il, que se développe l'esprit antimilitariste des ouvriers. Ils voient facilement dans l'armée le « chien de garde du capital ». Ils maudissent la conscription qui transforme des prolétaires en défenseurs de la propriété. C'est pourquoi les révolutionnaires se montrent partisans de la grève pour la grève, la grève étant une excellente gymnastique de l'esprit révolutionnaire et une école de révolte. »

Sans doute, et ce sera encore à la gloire du syndicalisme d'avoir su trouver, comme un bon pédagogue, la forme de propagande susceptible de donner le plus de conscience, d'énergie, d'aptitudes révolutionnaires à la masse ouvrière. En réhabilitant la grève, en préconisant, en faisant la grève générale, non seulement on aura préparé de nombreux éléments de lutte, mais on s'achemine inéluc-

tablement, par la multiplication des conflits, par leur généralisation même, à la révolution économique. C'est ce qu'on peut appeler, dès lors, à tous égards, une bonne méthode. Qu'elle ait été comprise toujours, on en peut douter. Que le patronat par ses intransigeances l'ait en quelque sorte provoquée, c'est certain. L'essentiel est qu'elle soit entrée dans la pratique, dans les faits, dans la réalité. C'est, au reste, ce qui fait la force croissante du syndicalisme.

Mais si, de plus en plus, les travailleurs voient tout ce que contient d'avenir la grève générale, il est facile de s'apercevoir que les bourgeois s'en rendent compte aussi. Et c'est pourquoi ils fulminent tant à la moindre cessation de travail. Jamais la classe possédante ne fera abandon de ses privilèges meurtriers. « La mort de leur classe, comme le dit Sorel, est envisagée par les possédants comme leur mort personnelle. » Il faut donc se défendre de toute façon. Aucune mesure, si exagérée paraisse-t-elle, n'est de trop. Toutes les tentatives de grève générale doivent être étouffées, anéanties. C'est un cas de légitime défense, pensent les parasites bourgeois.

Quoi qu'il en soit, la furie et la peur des dirigeants et possédants suisses, au spectacle des grèves d'Orbe, Vevey, Montreux, Lausanne, Genève, ne connaissaient plus de bornes. Et la chrétienne *Gazette de Lausanne*, le 27 mars, un jour avant de publier un article de fond sur la Résurrection, écrivait ceci, à propos des grévistes de Vevey :

> Si l'on pouvait, de cette bande de hurleurs, enlever les quelques gens du pays, les femmes et les enfants, quel bon feu de magasin on ferait !

Voilà une provocation au crime qui est significative. *La Gazette des étrangers* renchérissait encore :

> ... le ramassis de voyous et de pirates dont nos braves soldats disaient qu'il faudrait pouvoir en retirer les femmes et les enfants, et puis ouvrir sur eux « un beau feu de magasin ». Je regrette qu'ils n'aient pas eu ce plaisir.

La Revue, en outre, journal gouvernemental vaudois, incitait les « honnêtes citoyens » à former une garde civique pour mettre à la raison les grévistes, car, paraît-il, l'armée, la police et la gendarmerie ne suffisaient pas encore. Les mouchards, de leur côté, exprimaient tout haut les pensées de kouliganes de leurs chers maîtres : « Si Lausanne avait subi l'action des révolutionnaires, pour sûr que certains militants ne seraient pas restés en vie... »

Des brutes déchaînées, quoi ! Il suffisait aux travailleurs de mon-

trer d'une façon tangible leur solidarité de classe pour que tous ces gens à la politesse affinée exhibent ouvertement leur face de criminels. Il est prudent de ne pas l'oublier.

Les socialistes légalitaires eux-mêmes, des êtres qui n'ont de socialiste que le nom, exhalaient la même colère concentrée :

Ce que nous savons, écrivaient-ils dans *L'Eclaireur* de Vevey, dans *Le Grütli* de Lausanne, c'est que ceux qui, sous prétexte d'appui moral aux chocolatiers, ont organisé la grève soi-disant générale, l'ont fait dans le but essentiel de tenter un essai de l'action directe et que ces personnages n'ont rien de commun avec les socialistes. Les fauteurs de désordre, ces énergumènes qui ont prêché et entraîné au chambardement étaient assez peu nombreux et pour la plupart inconnus de notre ville ou alors bien connus pour leur genre d'activité qui n'a rien de commun avec le travail manuel ou intellectuel.

Hein, les jolis personnages qui sortaient exactement les mêmes clichés que les pires réactionnaires à l'adresse des travailleurs en grève ! Toute cette clientèle électorale se sentait donc atteinte autant que la bourgeoisie. Pourquoi ? Parce qu'elle en fait partie, tout simplement. C'est à retenir aussi.

Peut-être que ce qui angoissa le plus les soutiens de l'ordre fut bien la tactique suivie par les grévistes. Nulle part on n'apercevait de comité central, de chefs, de directeurs qui auraient pu, d'un mot, arrêter le mouvement. Non, la grève était bien décidée et menée par les ouvriers, par les travailleurs eux-mêmes. Et il fallait, pour y mettre fin, satisfaire toute cette masse de grévistes, ou bien les arrêter, en particulier, les uns après les autres. Il n'y avait qu'à céder. L'action était dans tous. C'était l'action fédéraliste, entre égaux, ne concentrant pas les forces ouvrières autour de quelques individualités. C'était l'action qui échappe au gouvernement et qui rendra de plus en plus le prolétariat organisé invulnérable. Le camarade Karly, ouvrier lithographe, l'a expliqué fort bien :

La grève généralisée en Suisse romande est une illustration frappante de la méthode d'organisation et d'action fédéraliste. Chocolatiers et chocolatières à Orbe, Vevey, Bussigny, cherchaient à obtenir de meilleures conditions de travail. Les patrons, puissants économiquement et politiquement, acculent ces ouvriers à la grève. Après quelque temps d'efforts, une partie des grévistes lâchent leurs camarades. Il est visible que les chocolatiers, à peine organisés, vont reprendre le travail bientôt sans avoir rien obtenu. C'est alors qu'intervient la solidarité ouvrière et la grève générale. Les secours en argent ne peuvent décider le

succès, la production va reprendre sans changement ; l'Union ouvrière de Vevey décide d'appuyer les chocolatiers de Vevey par une suspension générale du travail dans cette ville. La Fédération des Unions ouvrières romandes, ensuite, avise ses Unions ouvrières de la situation et de la décision prise à Vevey et, successivement, la grève s'étend à Montreux, Lausanne, Genève. Encore quelques jours de lutte et les Unions ouvrières de Neuchâtel, Chaux-de-Fonds feront de même. Des renseignements nous parviennent que Zurich se prépare pour soutenir le mouvement de la Suisse romande. Berne même commence à s'émouvoir.

Qui donc a donné des ordres ? Personne. Quel comité a commandé le mouvement ? Aucun. Et comment cela s'est-il fait ? Mais ! de façon bien simple et par un mécanisme incompréhensible pour les seuls exploitants et gouvernants. L'un après l'autre, les syndicats d'Orbe, de Vevey, de Bussigny se mettent en grève. Au moment où cela leur paraît nécessaire, les syndicats de Vevey appuient les chocolatiers par leur grève locale. Librement aussi, ceux de Montreux, Lausanne, Genève agissent à l'unisson des camarades de Vevey. Il n'eût fallu que quelques heures, si la pression du Conseil d'Etat vaudois sur les patrons chocolatiers n'avait pas réussi, pour que tout le prolétariat romand se dressât dans le même geste de solidarité.

La grève de la Suisse romande n'a pas été combinée, décidée par quelques individualités décidant qu'à tel moment les syndicats devaient entrer en action. Pas du tout. Ce fut l'action spontanée, volontairement consentie des organisations participantes qui constitua le mouvement. Sous sa propre responsabilité, chaque syndicat se mettait en grève, revendiquant bien haut les conséquences de sa détermination. Dans chaque groupement, le syndiqué pouvait faire valoir son avis pour ou contre la grève. On voit ainsi quelle valeur acquiert une action générale décidée par ce système de coopération directe de tous les intéressés. L'ébranlement est parti de bas en haut ou, si l'on aime mieux, du syndiqué au syndicat, du syndicat à l'Union ouvrière locale, de l'Union ouvrière locale à la Fédération des Unions ouvrières romandes, comme plus tard se propageront les mouvements à la Suisse entière et aux pays voisins.

Plus de possibilités de rejeter les fautes commises sur l'incapacité ou la traîtrise des chefs, puisque ceux-ci n'existent pas. De même quelques ambitieux grimpions supposés sympathiques à la cause ouvrière ne peuvent-ils s'attribuer les succès puisqu'ils n'ont pas plus agi, quand ils ont agi, que le moindre gréviste. Et c'est cette responsabilité de l'action disséminée sur toute la masse qui est bien, qui est éducative, qui réalise la formule : l'émancipation des travailleurs par les travailleurs.

C'est précisément cette décentralisation du mouvement, qui le faisait s'étendre en tache d'huile, qui décida le Conseil d'Etat vaudois, devant l'inconnu que les événements réservaient, à forcer

Kohler de mettre les pouces. On commença par faire croire que les salariés eux-mêmes demandaient l'arbitrage du gouvernement. Ce n'était pas vrai. On n'avait aucune soumission à faire, dans le camp ouvrier. Alors, embarrassé des troupes qu'il avait mobilisées, et craignant l'énervement des soldats, comme de la population, le pouvoir exécutif convoqua les patrons chocolatiers pour jeudi 28 mars, à deux heures après-midi. Kohler comprit, devant ses pairs, l'ampleur de la solidarité des travailleurs et les appréhensions de l'autorité. Les trusteurs avaient d'ailleurs pris peur devant la menace qui leur était faite de faire boycotter les chocolats suisses par les sociétés ouvrières des autres pays. Une séance de conciliation entre délégués de la fabrique et délégués du syndicat des chocolatiers fut arrangée pour le lendemain. En outre, le Conseil d'Etat, sur la demande du comité de l'Union ouvrière de Lausanne, suspendit l'état de siège pour le vendredi matin, permettant aux salariés de se réunir à nouveau dans leurs locaux. Les forces policières et militaires étaient même retirées, afin d'éviter toute espèce de provocation. On n'est pas plus aimable, n'est-ce pas, après avoir voulu jouer du système moscovite? Il n'y a rien de tel comme la bonne solidarité ouvrière pour faire fléchir les grands. D'autre part, le Conseil d'administration des chemins de fer fédéraux, se méfiant d'une agitation parmi les chemineaux qui parlaient de profiter du désarroi général pour faire aboutir d'anciennes réclamations, se hâtait de leur accorder des augmentations de salaire de 50 francs par an pour les célibataires, de 100 francs pour les hommes mariés. Quelque temps après, de nombreuses fabriques, à Neuchâtel chez Suchard, à Evian chez Cachat, à Monthey, etc., trouvèrent prudent d'augmenter les salaires des ouvriers sans se faire prier. La grève générale portait conseil.

Le vendredi après-midi, 29 mars, alors qu'une grande assemblée de travailleurs lausannois se tenait à la Maison du Peuple, la conférence entre patrons et chocolatiers arrivait à un accord. Désormais le syndicat est reconnu par M. Kohler et ses collègues. Une augmentation de salaire est admise. L'unification du temps de travail et des salaires dans toutes les usines également. Tous les ouvriers grévistes pourront reprendre le travail mardi matin, 2 avril sans exception. Seul, l'ouvrier Widmer n'est pas compris dans cette mesure jusqu'au jugement du tribunal ; si l'ouvrier est acquitté, il sera admis de nouveau à la fabrique et le contremaître congédié. Ce compromis accepté de part et d'autre et communiqué de suite par toute la Suisse, la grève générale prit fin et les troupes furent licenciées.

Il avait donc fallu le « désordre » ouvrier pour mettre à l' « ordre » le patronat. Il en est toujours ainsi. La victoire, quant aux résultats immédiats, fut minime, il faut le reconnaître. Et il paraît même inouï qu'en plein vingtième siècle, en pleine démocratie, il faille se mettre encore en grève pour pouvoir se syndiquer. Mais les événements avaient dépassé de beaucoup l'importance d'un simple conflit de salaire. Il y avait infiniment plus. C'était l'introduction en Suisse, et sans ménagements, du syndicalisme révolutionnaire. Les Unions ouvrières affirmaient, pour la première fois, leur intention irréductible de défendre le droit syndical où elles voient, ainsi que la majeure partie du prolétariat français, l'instrument de leur victoire future.

Cette grève restera ainsi d'une importance capitale, en ce sens qu'elle a montré ce que *peut* le prolétariat, lorsqu'il *veut* seulement s'organiser pour l'action générale.

Il serait inexact de dire que l'autorité patronale et gouvernementale qui avait été obligée de céder devant les travailleurs coalisés, ne se soit pas vengée bassement quand tout fut rentré dans le calme. Il y a là encore une de ces habitudes de lâcheté et d'infamie auxquelles les maîtres, malgré leur soi-disant code d'honneur, ont constamment recours. Dans les semaines qui suivirent, plusieurs travailleurs de chez Kohler furent renvoyés sous des prétextes divers. Les arrestations et les perquisitions, à toute heure de la nuit et du jour, ne se comptèrent plus. Quatre Italiens de Montreux, par exemple, pour le simple fait d'avoir été nommés la veille membres d'un comité de grève, furent extradés. On ouvrait les correspondances. Une centaine de prisonniers furent retenus, à Vevey seulement. L'anthropométrie fonctionnait sans relâche. Toutes les fameuses garanties constitutionnelles — qui existent tant que le peuple n'en a pas besoin — toutes les promesses formelles de clémence gouvernementale furent foulées aux pieds. Et c'est peut-être cela qui montrera surtout l'hypocrisie de la liberté helvétique. On empoignait les grévistes qui s'étaient montrés particulièrement énergiques ; des crapuleux bourgeois dénonçaient par lettre anonyme tel ou tel militant encore inconnu de la police ; on les emprisonnait ou on les expulsait. Une quantité de mouchards, de juges, de préfets, de conseillers, de gratte-papier, prenaient une part bien active à cette besogne, une part bien personnelle. Mais quand les organisations ouvrières voulaient réclamer, quand il

s'agissait de prendre la responsabilité des actes de répression, chacun se cachait derrière tel autre fonctionnaire ; il n'y avait plus personne. C'était le bloc anonyme, invincible, insaisissable du gouvernement démocratique. Je vous le dis, il n'a rien de plus perfide, de plus hypocrite, de plus lâche que cette démocratie.

La victoire ouvrière ne sera réelle qu'avec l'expropriation capitaliste. Il est urgent de s'en convaincre. Jusque-là la bourgeoisie aura tous les droits. Elle aura recours à toutes les violences. Inutile de s'en étonner. Même *Le Temps* et *Le Journal des Débats*, de Paris, excitaient à la répression, reprochant amèrement à la Suisse d'avoir laissé implanter sur son sol les mœurs irrespectueuses des prolétariats voisins. Et vous pensez peut-être qu'en face de cet acharnement des capitalistes contre nos camarades, le parti social-démocrate aurait eu au moins la pudeur d'arrêter ses attaques contre les syndicalistes ? Le *Grütlianer* disait ceci, en ce moment-là :

> Les syndicalistes n'ont rien voulu entendre des objections calmes, pratiques, que les hommes les plus autorisés ont élevé contre la doctrine de ce nouveau miracle social qu'est la grève générale. Soit. Après avoir refusé d'écouter les avis des socialistes les plus éprouvés et les plus expérimentés, les événements leur apprendront bientôt, par une leçon de choses, qu'ils sont sur une voie sans issue.

Ces gens-là sont trop préoccupés des petits profits que peut leur accorder leur entrée dans le parti socialiste pour comprendre les plus belles manifestations de la vie ouvrière, de la lutte de classe, les grèves de solidarité, de dignité, les actes préliminaires de la révolution. Au Grand Conseil vaudois, lorsque le Conseil d'Etat présenta le « projet de décret portant allocation d'un crédit supplémentaire de 50.000 francs pour couvrir les dépenses imprévues résultant des grèves du mois de mars », aucun des députés socialistes ne trouva quelque chose à redire. Ils se solidarisèrent complètement avec les meneurs de la bourgeoisie. Et ils légitimaient ainsi toutes les mesures de répression. C'est la fin du socialisme électoral. Le socialisme ouvrier, qui est tout autre chose, l'a repoussé dans la bourgeoisie. Le parti du travail, l'organisation des seuls producteurs, le syndicalisme reste l'unique bloc antibourgeois.

Deux procès suivirent les événements de mars. L'un fut intenté, le 1er août, par Kohler et Cie, à quarante-six ouvrières et ouvriers d'Orbe, pour troubles et menaces. L'autre fut intenté par l'Etat de Vaud, le 5 août, aux grévistes de Vevey, inculpés d'avoir porté atteinte aux autorités constituées et à la propriété. Or, savez-vous à quoi se réduisit tout l'échafaudage de l'accusation, à Orbe ? C'est qu'au total, à part les cris qui n'avaient certes entamé personne,

une seule lampe électrique avait été cassée. C'est pour ce dommage irréparable qu'on dérangea de leur travail plusieurs dizaines de salariés qui se virent infliger jusqu'à vingt-cinq jours d'emprisonnement. Deux camarades seuls furent acquittés, tandis qu'une femme à cheveux blancs, âgée de soixante ans, s'en tira avec cinq jours de prison pour son attitude très menaçante, paraît-il ! A Vevey, sur plus de 5.000 grévistes, on n'en avait retenu que 51. Il est peut-être bon de mentionner le fait que les 4/5 des accusés étaient des Suisses, des Vaudois pour la plupart. Le cliché des anarchistes étrangers n'a donc plus de raison d'être. Ça n'a d'ailleurs, pour nous, aucune importance, car les travailleurs, produisant tout, sont partout chez eux. Quoi qu'il en soit, les camarades, d'une façon très générale, eurent aux audiences une belle attitude, revendiquant hautement le droit de faire grève, d'attaquer la bourgeoisie exploiteuse et de se défendre contre tous les chiens de garde du capital. Fait à signaler, le gouvernement avait fait amener les gendarmes, qui avaient tiré sur la foule, comme plaignants. Ces doux pandores se « plaignaient » d'avoir reçu des cailloux ! Ce sont, comme sous le ministre Clemenceau en France, les mœurs du bas empire de Badinguet qui réapparaissent : le règne de la police sous toutes ses formes. Pour comble d'insanité, bien républicaine, on vit surgir au tribunal de Vevey, en qualité de juge suppléant, M. Jomini, fils du syndic, frère et beau-frère des plaignants Pernet et Kohly. Immédiatement les accusés font connaître au président leur intention de quitter la salle si Jomini ne se retire pas. La Cour se soumet. Parmi les dépositions intéressantes, citons celle du caporal de gendarmerie Tappy, qui reconnaît que des camarades furent roués de coups par les gendarmes. Les passages à tabac officiellement reconnus, voilà qui n'est point banal. Mais les gendarmes se plaignaient quand même... A part deux ouvriers, tous les prévenus de Vevey furent condamnés ; les peines allèrent de 10 francs d'amende à trois mois de réclusion, sans sursis. En outre, les étrangers sont expulsés. Parmi ceux-ci se trouve la jeune Gelsomino qui a reçu, le 25 mars, une balle dans la cuisse ; pour avoir lancé quelques injures à la fille du syndic, ainsi que le témoigna un stupide député socialiste, elle fut condamnée encore à cinq jours de prison et, quoique née à Vevey, un acte d'expulsion lui fut notifié. C'est le tarif dans la noble Helvétie. Une autre ouvrière, une dame Noir, mère de famille, Suissesse mariée à un Français, doit quitter le pays aussi. Voilà une femme qui est forcée d'abandonner sa famille, de laisser ses enfants et de courir le monde, quoique la loi, d'autre part, l'oblige à suivre son mari ! C'est ainsi que nos édiles protègent la

famille. Ah ! quelles canailles que les honnêtes gens ! Et de quelle cruauté féroce font preuve nos braves chrétiens suisses ! On ne saurait imaginer plus de bassesse et plus de méchanceté.

Quant aux innombrables réfractaires, on se garda bien de faire de la propagande antimilitariste en les faisant passer en Conseil de guerre. Ils reçurent chacun huit jours de prison, qu'ils purent subir par groupes.

Mais les ouvriers de Vevey et de partout vont reprendre la lutte — et le conflit entre le travail et le capital se poursuivra, plus aigu toujours, plus décisif. Malgré les risques encourus, malgré les atteintes aux meilleurs des nôtres, la classe ouvrière conserve encore des trésors d'énergie et d'esprit de solidarité. La victoire définitive ne sera pas sans sacrifice. Les syndicalistes ne forcent personne à agir. Chacun n'engage que sa propre personnalité. Qui n'agit pas ne produit certainement aucune réaction. Mais aussi la société capitaliste, marâtre et meurtrière, se porte alors fort bien. Qui veut agir provoque nécessairement des résistances et de l'opposition. Ce n'est qu'en se fortifiant dans l'action qu'on arrive à prendre de l'audace et à vaincre la résistance et l'opposition. La vitalité croissante du mouvement ouvrier international le prouve très heureusement.

VII

CONCLUSIONS

Actuellement la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande, sortie grandie de la grève générale de mars 1907, attire de plus en plus les sympathies des ouvriers. *La Voix du Peuple* prend une importance grandissante. C'est la bête noire du patronat. L'Imprimerie communiste est un instrument excellent de propagande. Au dernier Congrès de la Fédération, à La Chaux-de-Fonds, le 28 juillet 1907, rien ne fut plus réconfortant que d'entendre les camarades donner des détails sur l'activité locale de chaque organisation ouvrière. C'est ainsi que des syndicats, sous l'inspiration des méthodes nouvelles — fédéralistes — se fondent en des localités où jamais il n'y eut auparavant de groupement corporatif. Dans le Valais, par exemple, deux Unions ouvrières se constituent, l'une à Monthey, l'autre à Sion, au sein même d'une population de montagnards. A Romont, à Renens, à Vallorbe, à Bex, à Vernier, à Yverdon, des groupements ouvriers existent maintenant, décidés à rattraper le temps perdu. Les Unions ouvrières de Fribourg,

Genève, Lausanne, Neuchâtel, Vevey, adhérentes à la Fédération, ont toutes vu le nombre des syndicats augmenter très notablement dans leur sein. Au total on peut estimer à 7.000 environ le nombre des travailleurs réunis dans la Fédération romande. Ils se répartissent dans les associations suivantes :

Union ouvrière de Vevey ;
Union ouvrière de Lausanne ;
Union ouvrière de Fribourg ;
Union ouvrière de Neuchâtel ;
Union ouvrière de Genève ;
Union ouvrière de Montreux ;
Union ouvrière de Renens ;
Syndicat des chocolatiers d'Orbe et de Bussigny ;
Syndicat des employés et employées de bureaux et de commerce de La Chaux-de-Fonds ;
Syndicat des métallurgistes, Chaux-de-Fonds ;
Syndicat des ouvriers sur bois d'Aigle ;
Syndicat des ouvriers sur bois de Romont ;
Syndicat des ouvriers horlogers, Le Sentier ;
Syndicat des ouvriers de la fabrique de produits chimiques de Monthey ;
Syndicat mixte de Vallorbe.

Un seul groupement s'est retiré depuis la fondation, l'Union ouvrière de Nyon, qui n'existe plus et où la politique paraît être la coupable.

Que conclure de tout cela ?

C'est que le syndicalisme, fédéraliste et révolutionnaire, existe en Suisse, qu'il s'y développe intensément comme partout ailleurs. Expression la plus nette de la lutte de classe, véritable organisation de la révolte ouvrière, malgré les embûches des politiciens et la réaction des bourgeois, l'avenir lui appartient, sans aucun doute. Un souffle d'enthousiasme l'anime, une vague de dévouement secoue un grand nombre de ses membres. La Fédération des Unions ouvrières est apte à la reconstitution communiste.

Jean Wintsch-Maléeff.

Lausanne, juin-août 1907.

REVUE DES REVUES

Les Revues Françaises

Le Rôle social des Intellectuels

(*La Revue Hebdomadaire,* 16 novembre 1907).

M. Edouard Rod examine, dans le numéro du 16 novembre de la *Revue Hebdomadaire,* la partie de mes études sur les Intellectuels qui a paru ici même. J'ai interrompu, avec notre changement de format, la série de ces articles, qui sera publiée intégralement en un prochain volume. C'est donc une pensée incomplète que j'ai soumise au jugement de M. Rod. Je le regrette : d'abord, parce que je trouverai difficilement critique plus judicieux ; ensuite, parce que les observations si compréhensives qu'il émet sont dans le sens de mes explications ultérieures. Mais même dans les fragments que j'ai publiés, je me suis efforcé de caractériser les Intellectuels, non seulement par leur position économique, mais encore par leurs dispositions psychologiques. *Les Intellectuels sont tels parce qu'ils sont intellectualistes.* Et la démocratie n'est si fortement le règne des Intellectuels, que parce qu'elle est rationaliste par essence. Je souscris entièrement à tout ce que dit M. Rod (p. 367) : « Les intellectuels sont des hommes naturellement enclins aux spéculations de l'esprit ; — dont les occupations habituelles développent cette propension et souvent l'exaspèrent ; — qui placent leur œuvre cérébrale au-dessus du travail matériel, pour lequel ils professent, consciemment ou non, un certain dédain ; — et qui, dans leur domaine, tendent vers l'abstraction comme vers un pôle irrésistible. » J'ajoute, pour répondre à une préoccupation de M. Rod, que le socialisme ouvrier ou syndicalisme n'a de valeur, au point de vue de la civilisation, que parce qu'il tend à ruiner le prestige des Intellectuels et de l'Intellectualisme.

Hubert Lagardelle.

L'Année Sociologique

(*Pages Libres,* 5 octobre 1907)

On avait rarement vu un professeur de l'enseignement supérieur écrire en l'honneur d'une publication faite par ses amis, un prospectus pareil à celui que M. Bouglé vient de publier dans *Pages libres* ; le marchand de pilules Pinck ne vante pas les merveilleuses cures pro-

duites par sa marchandise avec plus d'audace. Tout ce qui sort de la boutique est extraordinaire : évidemment, le chocolat sociologique est, avec le chocolat Menier, le seul qui blanchisse en vieillissant.

Quant aux professeurs qui ne font point partie de la société, ils sont traités avec une ironie qui ne trahit pas toujours un goût très sûr. M. Andler, ayant poussé l'audace jusqu'à douter de la sociologie, est un personnage fort ridicule : « Là-dessus Andler prit feu. Et le feu fournit beaucoup de fumée », (p. 347). Or, M. Andler est un homme d'un savoir immense que devraient respecter ceux qui auraient tant à apprendre de lui. M. Lévy-Brühl a beau être « de cœur » avec ces messieurs, il « est resté en marge » ; aussi est-il regardé comme le « clairon de la compagnie », (p. 342). S'il n'apprécie pas la finesse de cette plaisanterie, c'est qu'il est fermé à l'intelligence du beau langage.

Je signale ces jugements d'un esprit si pénétrant pour expliquer comment M. Bouglé a pu écrire sur mon compte ces lignes étranges qui montrent une perfidie profonde : « Ouvrez l'*évangile du néo-syndicalisme*, l'*Avenir socialiste des Syndicats* de Sorel, et vous découvrirez facilement les points d'attache de la pensée de ce verveux prophète avec celle de notre sociologue objectif », (p. 348).

On sait avec quelle habileté les ennemis de Guesde ont su le discréditer en l'accusant de vouloir être le *pape du socialisme*. On commence à employer la même tactique contre les rédacteurs du *Mouvement Socialiste* : M. Bouglé me traite d'évangéliste ; c'est toujours le même procédé. Et cependant, mes amis et moi, nous avons assez souvent répété que nous n'avions aucune prétention à diriger quoi que ce soit et que nous n'avions rien inventé ; mais les jésuites laïques n'en continuent pas moins à nous calomnier.

La perfidie de M. Bouglé est d'autant plus scandaleuse, qu'il est évident pour tout homme de la moindre bonne foi que l'*Avenir socialiste des Syndicats* ne correspond pas du tout aux tendances actuelles du syndicalisme révolutionnaire. J'ai écrit ce fragment il y a dix ans ; je le donnais comme un recueil de notes ; je ne songeais nullement à prophétiser un mouvement futur. Lorsque l'édition a été épuisée, j'ai décidé que la brochure ne serait jamais rééditée, parce qu'elle pouvait donner lieu à des malentendus : ce n'est pas, en effet, dans le trade-unionisme, décrit par M. de Rousiers, que nous devons aller chercher aujourd'hui des renseignements : l'expérience du syndicalisme révolutionnaire se poursuit en France et c'est elle qu'il faut interpréter.

Georges Sorel.

Le Mouvement Syndical en Russie

(Les Documents du Progrès, décembre 1907*)*.

Les Documents du Progrès, que vient de fonder le Dr Broda, est une des plus remarquables tentatives de revue internationale qui, depuis la *Cosmopolis*, aient été faites. Elle se propose de fournir — dans ses trois

éditions en langue française, en langue anglaise et en langue allemande — tous les documents qui peuvent aider à la compréhension du mouvement historique de notre temps. Si les deux cent cinquante correspondants que la Revue a groupés fournissent régulièrement les renseignements concernant leur opinion, leur milieu et leur pays, on aura là un instrument de travail de première utilité, et de beaucoup supérieur à tout ce qui existe jusqu'à ce jour.

Parmi les cinquante-sept articles du premier numéro — reflétant des opinions très diverses, — je signalerai le très intéressant article que notre ami et collaborateur Kritchewsky a consacré au *Mouvement syndical en Russie*. Kritchewsky décrit les diverses phases par lesquelles est passé le jeune mouvement syndical russe et il conclut en rappelant sa parenté avec le syndicalisme révolutionnaire (p. 90) : « La neutralité des syndicats en Russie signifie seulement *leur neutralité à l'égard des divers partis socialistes, et non par leur indifférence en matière économique et sociale*. Les syndicats russes « neutres » sont *rouges*, socialistes et ennemis mortels du tzarisme. C'est là une espèce de neutralité qui — *mutatis mutantis* — rappelle singulièrement l'attitude du syndicalisme révolutionnaire. Mais, depuis quelque temps, les idées spécifiques mêmes du syndicalisme révolutionnaire commencent, elles aussi, à éveiller des sympathies dans le milieu syndical. »

Hubert LAGARDELLE.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Le Droit nouveau, par Edmond PICARD (*Bruxelles, Ferdinand Larcier.* 1907 in-8, 81 pp., 2 fr.) Nous signalons d'une manière toute particulière à nos lecteurs cette brochure riche en idées que l'éminent avocat a mise sous la protection du grand nom de Ihering. Trois thèses techniques y sont signalées comme appelées à modifier profondément le droit : celle du risque qui, empruntée aux usages commerciaux, pénètre peu à peu dans le domaine civil ; celle de l'unité d'action à imposer aux syndiqués ; celle de l'occupation utile des biens dont personne ne se sert. Des considérations philosophiques viennent ensuite sur ce que l'auteur appelle le *tétragramme du droit*, sur quatre formules que le droit cherche à concilier : « de chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins, par l'effort de chaque individu, par l'effort de l'ensemble. » Dans ses conclusions, Me Picard émet l'espoir que la morale pourra finir par résorber le droit, et qu'alors l'autorité sera inutile.

La descendance de l'homme et la sélection sexuelle, par Ch. DARWIN, traduit par Edouard BARBIER *(Paris, Schleicher,* in-8, XV, 660 pp., 3 fr.). Ce volume est une réimpression à bon marché de l'ancienne

édition; les livres de Darwin ne se prêtent pas aussi facilement que ceux d'Haeckel à la vulgarisation, parce qu'ils sont surtout des accumulations de documents; celui-ci est, d'ailleurs, particulièrement difficile à lire et il est loin d'entraîner la conviction parce qu'il fait reposer de très gros changements sur un sentiment mal défini du beau.

Considérations sur la France. Essai sur le principe générateur des constitutions politiques par Joseph de Maistre, préface par Bernard de Vesins (*Paris, Nouvelle Librairie nationale,* 1907, in-16, xi, 316 pp., 3 fr. 50). On a bien fait de rééditer ces deux opuscules qui sont de fort beaux morceaux littéraires et qui nous aident à comprendre les raisons qui rendirent si longtemps la Restauration impossible : de Maistre, en 1796, croyait que Louis XVIII pourrait rentrer sans donner de garanties aux classes dirigeantes. On devra remarquer que l'auteur royaliste connaît la politique, comme les philosophes du xviii^e^ siècle, surtout par les auteurs grecs; il n'a pas encore idée de ce qui sera l'école historique allemande.

Considérations sur la Révolution française et divers opuscules, par Bonald, préface de Léon de Montesquiou (*Paris, Nouvelle Librairie nationale,* 1907, in-16, xxii, 295 pp., 3 fr. 50). L'admiration que tant d'hommes intelligents, à la suite de P. Bourget, ont aujourd'hui pour Bonald, a lieu de surprendre, car cet auteur est manifestement un idéologue très creux. Sainte-Beuve l'avait rapproché de Le Play; il n'y a pas deux esprits plus opposés : Bonald construit tout avec des définitions, sans tenir compte de l'économie; Le Play est un économiste et un technicien; c'est ainsi que le premier est très partisan du droit d'aînesse que le second combat, voulant que le père choisisse son meilleur successeur parmi ses enfants. Bonald n'a aucune idée de ce qui constitue l'aristocratie suivant Le Play, du rôle des autorités sociales.

La Monarchie française. Lettres et documents politiques, par le Comte de Chambord, le Comte de Paris, le Duc d'Orléans (*Paris, Nouvelle Librairie nationale,* 1907, in-16, 277 pp., 3 fr. 50). Ce recueil montre, mieux que toutes les histoires développées, pourquoi les royalistes ont été impuissants : leurs chefs vivent dans un monde abstrait. Dans son discours de San-Remo, le duc d'Orléans, le 22 février 1899, annonçait, par exemple, qu'il résoudrait la question juive sans persécutions, en protégeant « la fortune naissante contre la tyrannie de la fortune acquise ». Cela paraît bien mystérieux. Le fait qu'on ait inséré dans un recueil presque officiel ce discours antisémite est important à noter.

TABLE DES MATIÈRES

Tome I de la IIIe Série

(Tome XXII de la Collection)

(Juillet-Décembre 1907)

N° 188. — 15 Juillet 1907

ÉTUDES ET CRITIQUES

Pages

Marchands, Intellectuels et Politiciens, Edouard Berth..... 1

La Crise morale et religieuse. Georges Sorel 13

Le prochain Congrès socialiste international. Robert Michels. 38

SYNDICALISME ET SOCIALISME

Avant-Propos. Hubert Lagardelle 39

I. Le Syndicalisme et le Socialisme en Italie. Arturo Labriola. 42

II. — — Allemagne, Robert Michels 42

III. — — Russie. Boris Kritchewsky. 64

LES SYNDICATS OUVRIERS

Le Syndicalisme en Suisse, I. J. Wintsch-Maléeff 68

REVUE DES REVUES

Les Revues socialistes allemandes : Patriotisme et Socialisme. — Marx et le Marxisme. Edouard Berth 82

REVUE DES LIVRES

F. Alger : La Crise Viticole. — *C. Bouglé* : Le Solidarisme. *Gal Donop* : Obéissance et Commandement. — *V. Giraud* : F. Brunetière. — *De Montesquiou* : Le système politique d'A. Comte. Les Rédacteurs..... 89

Nos 189 et 190. — 15 Août et 15 Septembre 1907

ÉTUDES ET CRITIQUES

La Confédération du Travail et le Parti socialiste. Hubert Lagardelle..... 97

L'Etat, les Partis et le Syndicalisme. Gabriel Beaubois..... 113

La Crise de l'enseignement primaire. M. T. Laurin 128
Lettre à M. Daniel Halévy. Georges Sorel 137
Syndicalisme et Anticléricalisme. Albert Lévy 166
Les " Antagonismes Economiques " de M. Effertz, Vilfredo Pareto 170
Le " Système historique de Renan ". Edouard Berth 179

LES ORGANISATIONS SOCIALISTES

La Social-Démocratie russe et son Congrès de Londres. J. Ezersky 197

LES SYNDICATS OUVRIERS

Le Syndicalisme en Suisse. II. J. Wintsch-Maléeff 204
Le V^e^ Congrès métallurgique international. Hubert Lagardelle 231

REVUE DES REVUES

Les Revues françaises : Le Syndicalisme dans l'enseignement primaire. — La faillite du Socialisme. Les Rédacteurs 242

REVUE DES LIVRES

F. Brunetière : Questions actuelles. — *Yves Guyot* : La Démocratie individualiste. — *Ch. Maurras* : Le Dilemme de Marc Sangnier. — *H. Brémond* : Gerbet. — *K. Liebknecht* : Militarismus und Antimilitarismus. — *L. Kozslowski* : Essai sur le Syndicalisme en France. Les Rédacteurs 246

N° 191. — 15 Octobre 1907

ÉTUDES ET CRITIQUES

L'Evolution créatrice. Georges Sorel 257
La Confédération du Travail et le Parti Socialiste (*fin*). Hubert Lagardelle 283
La Décadence de la Grèce antique. Georges Platon 288
Marchands, Intellectuels et Politiciens (*suite*). Edouard Berth. 302

LES SYNDICATS OUVRIERS

La Crise syndicaliste en Belgique. Stephen Thomas 317
Le Syndicalisme en Suisse. III. J. Wintsch-Maléeff 328

REVUE DES REVUES

Les Revues Allemandes : La Décadence de la Social-Démocratie allemande. Edouard Berth 342

REVUE DES LIVRES

M. Aucuy : Les Systèmes socialistes d'échange. — *E. Belfort-Bax* : Essays in Socialism, new and olb. — *J. Bainville* : Bismarck et la France. — *J. Combarieu* : La Musique, ses lois, son évolution. LES RÉDACTEURS 346

N° 192. — 15 Novembre 1907

ÉTUDES ET CRITIQUES

Le Syndicalisme français et l'Internationale syndicale. Victor GRIFFUELHES 353
Les préoccupations actuelles des Instituteurs. M.-T. LAURIN.. 365
Un nouveau Mouvement chez les Intellectuels. Robert LOUZON. 379
Marchands, Intellectuels et Politiciens. IV. Edouard BERTH. 384

LES SYNDICATS OUVRIERS

Les Résultats du Syndicalisme. Émile POUGET..... 397
Le Syndicalisme en Suisse. IV. J. WINTSCH-MALÉEFF 407
La Conférence syndicale internationale de Christiana. E. DAVID. 420

REVUE DES LIVRES

F. Brunetière : Discours de combat. — *Van Bruyssel* : La vie sociale et ses évolutions. — *A. Thomas* : Le Second Empire. — Index bibliographique. LES RÉDACTEURS 424

N° 193. — 15 Décembre 1907

ÉTUDES ET CRITIQUES

La Crise viticole et la classe ouvrière. Paul ADER..... 433
Les Syndicats et le Parti Socialiste en Italie. Paolo ORANO.... 448
Les origines du syndicalisme français. Victor GRIFFUELHES... 473
L'Evolution créatrice (*suite*). Georges SOREL 478

LES SYNDICATS OUVRIERS

Le Syndicalisme en Suisse. V. J. WINTSCH-MALÉEFF..... 495

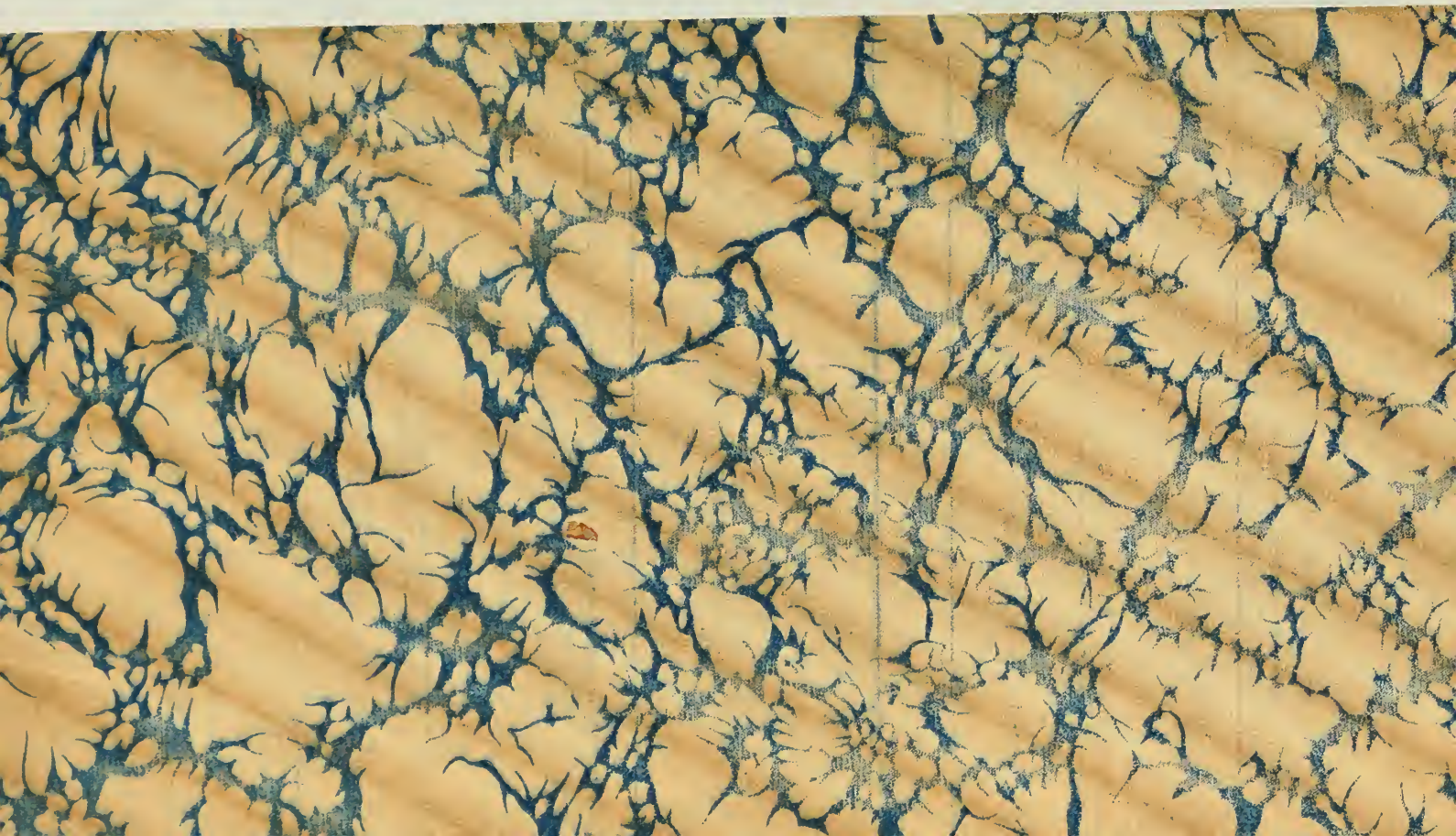
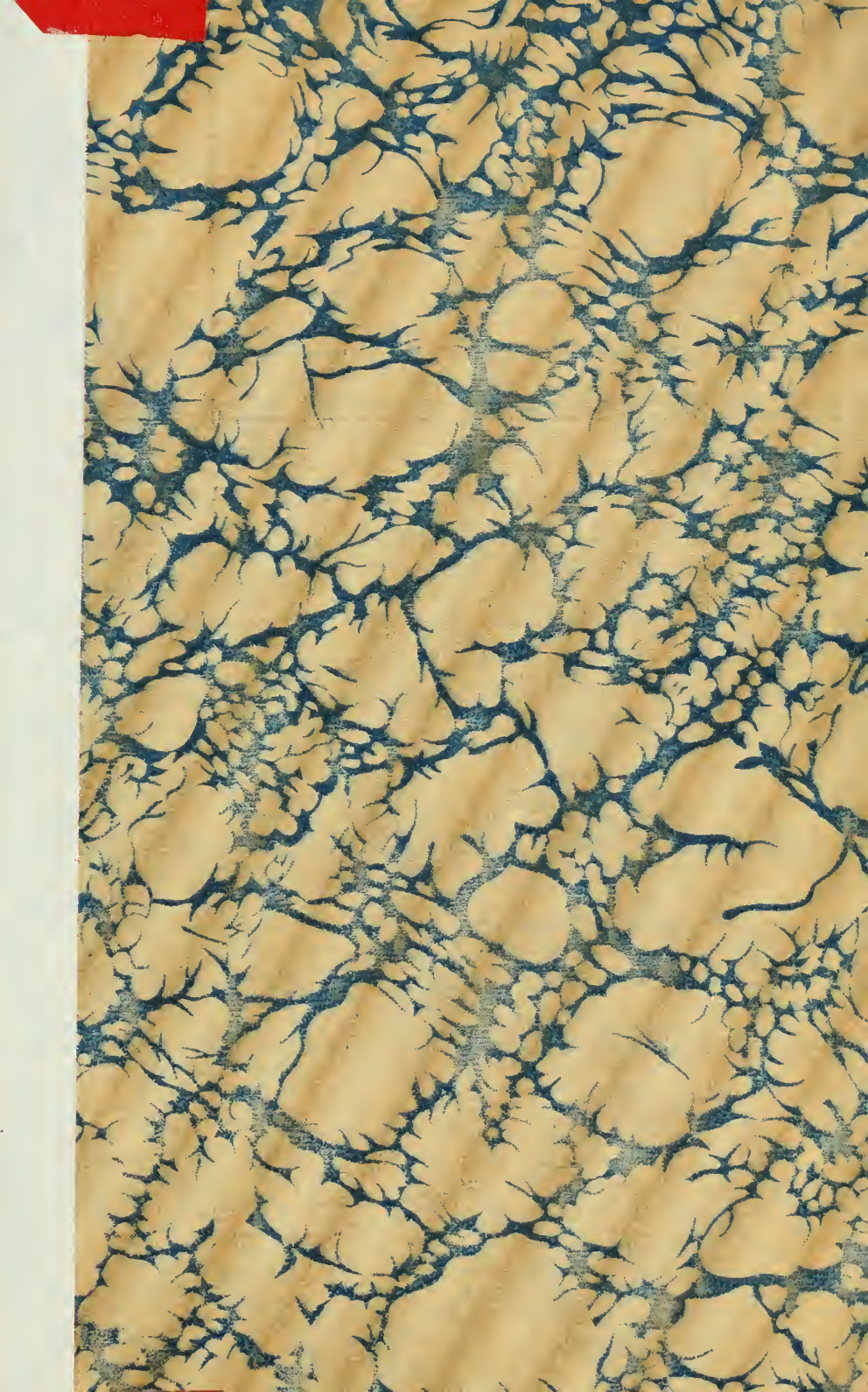
REVUE DES REVUES

Les Revues Françaises : Le rôle social des Intellectuels. — L'Année Sociologique. — Le mouvement Syndical en Russie. LES RÉDACTEURS 506

REVUE DES LIVRES

Index bibliographique. LES RÉDACTEURS..... 508
TABLE DES MATIÈRES DU SECOND SEMESTRE DE 1907 510

Cette revue est composée par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : G. SÉVERAC.

Niort. — Imp. Th. Martin.